

Vu pour être annexé à la délibération du Conseil
communautaire en date du 2 mars 2020

Le Président,
Fabrice Michelet



Mellois

en POITOU

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

SCHÉMA DE COHÉRENCE TERRITORIALE MELLOIS EN POITOU

Livre 1.1 : Rapport de présentation

Préfecture des Deux-Sèvres

13 MARS 2020

Préambule

Dossier approuvé par le conseil
communautaire le 2 mars 2020

SCoT du Mellois en Poitou

Date de prescription du SCoT : 26 janvier 2012

Date d'arrêt du SCoT : 8 juillet 2019

Date d'approbation du SCoT : 2 mars 2020

Ce document a été réalisé par la Communauté de communes Mellois en Poitou, assistée par :



et grâce au concours financier de :



SOMMAIRE

SOMMAIRE GENERAL DU SCOT DU MELLOIS EN POITOU	5
CONTEXTE D'ELABORATION DU SCOT DU MELLOIS EN POITOU.....	6
1. GENERALITES SUR LES SCOT.....	6
1.1 Qu'est-ce qu'un SCoT ?.....	6
1.2 Le contenu d'un SCoT.....	7
1.2.1 Le rapport de présentation	7
1.2.2 Le projet d'aménagement et de développement durables (PADD).....	8
1.2.3 Le document d'orientation et d'objectifs (DOO).....	8
2. LE SCOT DU MELLOIS EN POITOU.....	9
2.1 Périmètre et contexte d'élaboration du SCoT du Mellois en Poitou	9
2.2 Les dates clés de l'élaboration du SCoT du Mellois en Poitou	14
2.2.1 La « vie administrative » du SCoT	14
2.2.2 Du démarrage de l'étude à l'approbation du document.....	15
2.3 Situation du Mellois en Poitou en matière de document de planification.....	16
3. SYNTHESE DES AJUSTEMENTS APPORTES AU SCOT ENTRE L'ARRET ET L'APPROBATION DU DOCUMENT.....	17
3.1 La mise en forme du document et sa structuration	17
3.2 Les ajustements apportés au diagnostic et à l'état initial de l'environnement	17
3.3 La mise à jour de l'analyse de la consommation des espaces agricoles et naturels sur la période des 10 ans précédant l'arrêt du SCoT	17
3.4 L'ajustement des objectifs de production de logements et de modération de la consommation d'espace.....	18
3.5 L'actualisation de la stratégie économique.....	18
3.6 La précision des objectifs relatifs à l'aménagement artisanal et commercial	19
3.7 Le renforcement des centralités	19
GLOSSAIRE DES SIGLES	20

Le présent document a pour vocation de faciliter la lecture de l'ensemble des pièces qui composent le SCoT.

Sommaire général du SCoT du Mellois en Poitou

Le SCoT du Mellois en Poitou se compte des pièces suivantes :

- Livre 1-1 : Rapport de présentation / Préambule
- Livre 1-2 : Rapport de présentation / Diagnostic socio-économique et enjeux
- Livre 1-3 : Rapport de présentation / Etat initial de l'environnement
- Livre 1-4 : Rapport de présentation / Carte de la trame verte et bleue
- Livre 1-5 : Rapport de présentation / Evaluation environnementale et résumé non technique de l'évaluation environnementale
- Livre 1-6 : Rapport de présentation / Articulation du SCoT avec les documents cadres
- Livre 1-7 : Rapport de présentation / Indicateurs de suivi des effets du SCoT sur l'environnement
- Livre 1-8 : Rapport de présentation / Justification des choix retenus dans le PADD et le DOO
- Livre 2 : Projet d'aménagement et de développement durables (PADD)
- Livre 3 : Document d'orientations et d'objectifs (DOO)
- Livre 4 : Bilan de la concertation

Le dossier est complété par :

- Recueil des avis des personnes publiques associées et consultées
- Mémoire en réponse de la CCMP à l'avis de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale de l'Etat
- Mémoire en réponse de la CCMP aux avis des personnes publiques associées et consultées
- Mémoire en réponse de la CCMP au procès-verbal du commissaire enquêteur
- Rapport et conclusions du commissaire enquêteur à l'issue de l'enquête publique
- Liste des ajustements apportés au document suite aux différentes consultations
- Recueil des pièces administratives

Contexte d'élaboration du SCoT du Mellois en Poitou

1. Généralités sur les SCoT

1.1 Qu'est-ce qu'un SCoT ?

Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) est un **document d'urbanisme** et un **outil de planification intercommunale** créé par la Loi « Solidarité et Renouvellement Urbains » du 13 décembre 2000.

Il a pour buts :

- > D'identifier les grands choix stratégiques du territoire ;
- > De les traduire spatialement ;
- > D'orienter les politiques structurantes conduites par l'ensemble des acteurs publics et privés ;
- > D'assurer la cohérence des différents documents sectoriels, communaux ou intercommunaux (Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux ou non, Programmes Locaux de l'Habitat, Plans de Déplacement Urbains...) qui doivent lui être compatibles.

Le SCoT a également pour vocation de proposer, sur un périmètre étendu et un horizon d'environ 15 ans, une **organisation globale en matière d'habitat, de développement économique, de transports en prenant en compte l'environnement...** C'est une démarche qui s'applique à un territoire, bassin de vie et espace de projet.

Zoom sur le renforcement du rôle intégrateur du SCoT avec la loi ALUR

Le projet de loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR), qui a été adopté par le parlement le 20 février 2014, vise à **conforter un SCoT intégrateur**. On retiendra notamment deux dispositions :

- Le SCoT devient le document de référence unique des documents de rang inférieur. En effet, la loi ALUR affirme le principe de l'absence d'opposabilité directe des normes de rang supérieur au PLU ou au document en tenant lieu et à la carte communale en présence d'un SCoT.
- Le délai de mise en compatibilité des PLU avec les orientations du SCoT est ramené à 1 an (au lieu de 3 ans), sauf si cette mise en compatibilité nécessite une révision du PLU. Dans ce dernier cas, le délai demeure porté à 3 ans.

1.2 Le contenu d'un SCoT

Conformément au code de l'urbanisme, le contenu du SCoT se décline en plusieurs documents :

1.2.1 Le rapport de présentation

Il contient :

- > **Le diagnostic** prévu à l'article L.414-3 du code de l'urbanisme. Ce diagnostic est établi au regard des prévisions économiques et démographiques et des besoins répertoriés en matière de développement économique, d'aménagement de l'espace, d'environnement, d'équilibre social de l'habitat, de transports, d'équipements et de services. Le diagnostic comprend également une analyse de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers au cours des dix dernières années précédant l'approbation du schéma et justifie les objectifs chiffrés de limitation de cette consommation d'espace compris dans le document d'orientation et d'objectifs ;
- > **L'état initial de l'environnement** (E.I.E.) et les perspectives de son évolution en exposant, notamment, les caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière notable par la mise en œuvre du schéma ;

Le diagnostic n'est pas une monographie du Mellois en Poitou mais une analyse stratégique du territoire. Il présente, analyse et croise les données utiles en matière d'aménagement du territoire.

Ce diagnostic a pour triple finalité :

- > **D'évaluer les principales caractéristiques environnementales, économiques et sociales du territoire ;**
- > **De comprendre son fonctionnement ;**
- > **D'identifier les besoins dans les domaines sur lesquels le SCoT peut avoir une influence.**

Les études existantes, le porter-à-connaissance de l'État, les visites de terrain, l'écoute des acteurs locaux, ont permis de présenter une première lecture du territoire et de dégager des enjeux pour le Mellois en Poitou.

Le diagnostic constitue l'outil privilégié pour mener la concertation auprès des structures associées et de la population en vue notamment de l'élaboration du projet politique (PADD).

Le rapport de présentation est organisé en 6 grandes parties qui reprennent les éléments fondamentaux du territoire :

- > Le diagnostic prospectif et l'état initial de l'environnement ;
- > La description de l'articulation du schéma avec les documents mentionnés aux articles L. 111-1-1, L.122-1-12 et L.122-1-13 du code de l'urbanisme et les plans ou

programmes mentionnés à l'article L. 122-4 du code de l'environnement avec lesquels il doit être compatible ou qu'il doit prendre en compte ;

- > Une analyse des incidences notables prévisibles de la mise en œuvre du schéma sur l'environnement exposant les problèmes posés par l'adoption du schéma sur la protection des zones revêtant une importance particulière pour l'environnement telles que celles désignées conformément aux articles R. 414-3 à R. 414-7 du code de l'environnement ainsi qu'à l'article 2 du décret n° 2001-1031 du 8 novembre 2001 relatif à la procédure de désignation des sites Natura 2000 ;
- > Une explication des choix retenus pour établir le projet d'aménagement et de développement durables et le document d'orientation et d'objectifs et, le cas échéant, il explique les raisons pour lesquelles des projets alternatifs ont été écartés, au regard notamment des objectifs de protection de l'environnement établis au niveau international, communautaire ou national et les raisons qui justifient le choix opéré au regard des autres solutions envisagées ;
- > Une présentation des mesures envisagées pour éviter, réduire et, si possible, compenser s'il y a lieu, les conséquences dommageables de la mise en œuvre du schéma sur l'environnement, et des indicateurs qui devront être élaborés pour l'évaluation des résultats de l'application du schéma prévue à l'article L. 122-14 du code de l'urbanisme, notamment en ce qui concerne l'environnement ;
- > Un résumé non technique.

1.2.2 Le projet d'aménagement et de développement durables (PADD)

Le projet d'aménagement et de développement durables comprend les éléments mentionnés à l'article L. 141-4 du code de l'urbanisme. Il fixe les objectifs des politiques publiques d'urbanisme, du logement, des transports et des déplacements, d'implantation commerciale ou d'équipements structurants, de développement économique, touristique et culturel, de développement des communications électroniques, de protection et de mise en valeur des espaces naturels, agricoles et forestiers et des paysages, de préservation des ressources naturelles, de lutte contre l'étalement urbain, de préservation et de remise en bon état des continuités écologiques.

1.2.3 Le document d'orientation et d'objectifs (DOO)

Le document d'orientation et d'objectifs comprend les éléments mentionnés aux articles L141-5 et suivants du code de l'urbanisme. Il détermine les orientations générales de l'organisation de l'espace et les grands équilibres entre les espaces urbains et à urbaniser et les espaces ruraux, naturels, agricoles et forestiers.

Le DOO doit permettre d'identifier les terrains situés dans les secteurs définis ci-après :

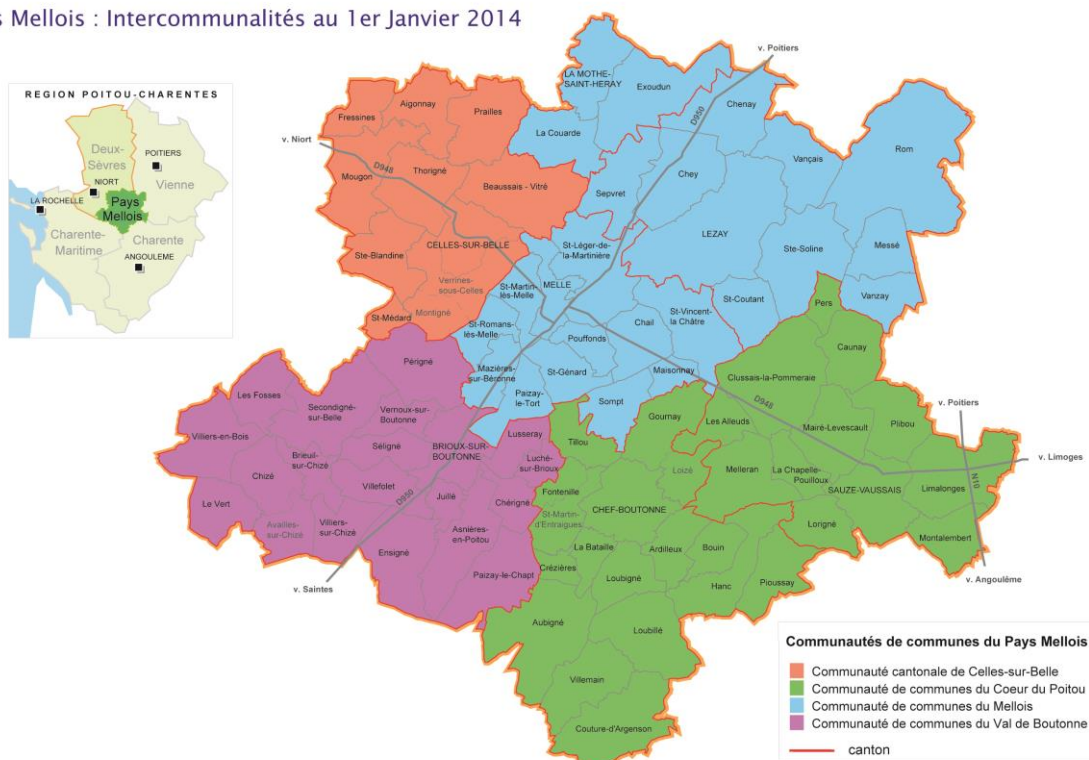
- Espaces ou sites à protéger (en application du II de l'article L. 141-10)
- Secteurs de densité minimale résultant de l'application de l'ensemble des règles du plan local d'urbanisme ou du document d'urbanisme en tenant lieu.

2. Le SCoT du Mellois en Poitou

2.1 Périmètre et contexte d'élaboration du SCoT du Mellois en Poitou

Le SCoT présenté dans ce document couvre un périmètre validé par arrêté préfectoral. Le périmètre du SCoT du Mellois en Poitou a été initialement arrêté le 26 février 2003, puis modifié par le Préfet des Deux-Sèvres le 10 juin 2014, suite à changement de périmètre intervenu dans le cadre du Schéma Départemental de Coopération Intercommunale.

Pays Mellois : Intercommunalités au 1er Janvier 2014



© Syndicat Mixte du Pays Mellois - Janvier 2014.
© IGN Paris - Scan25® (licence n°2002/cubc/46) enrichi avec les BDG du Pays Mellois - reproduction interdite

0 5 10 km

Pays Mellois
en POITOU

L'élaboration du présent document a commencé en 2014, sous la maîtrise d'ouvrage du Syndicat Mixte du Pays Mellois, alors composé de 4 communautés de communes :

- **Communauté de communes du Cœur du Poitou**
- **Communauté de communes du Mellois**
- **Communauté Cantonale de Celles-sur-Belle**
- **Communauté de communes du Val de Boutonne.**



Ainsi, le diagnostic et la plupart des représentations cartographiques s'appuient sur cette configuration territoriale.

Depuis le 1er janvier 2017, les 4 communautés de communes et le Syndicat Mixte ont été dissouts pour former une nouvelle entité : **la Communauté de communes Mellois en Poitou**. Le périmètre du SCoT est demeuré inchangé.

Le travail d'élaboration du diagnostic étant achevé au moment de cette évolution territoriale, le diagnostic et l'état initial de l'environnement comportent des mentions et des analyses faisant référence aux anciennes communautés de communes et au Pays Mellois.

De plus, depuis le 1er janvier 2016, les ex régions Poitou-Charentes, Limousin et Aquitaine ont fusionné pour donner naissance à la **Région Nouvelle-Aquitaine**. C'est la raison pour laquelle, dans le diagnostic et l'état initial de l'environnement, le périmètre régional de référence est encore l'ex Région Poitou-Charentes.



Il est également à noter que tous les ans, des communes fusionnent, ce qui a pour conséquence de modifier le nombre de communes au sein du périmètre du SCoT ainsi que le nom de certaines d'entre elles. L'émergence de ces communes nouvelles n'a pas d'impact sur les enjeux ni sur les objectifs fixés au niveau du développement et de l'aménagement du territoire. Néanmoins, les cartes illustrant le SCoT peuvent présenter des différences en fonction de leur date de réalisation.

Avant l'approbation du SCoT, une mise à jour d'un certain nombre de données statistiques a été opérée. Cette mise à jour porte sur les indicateurs les plus significatifs et sur les indicateurs pour lesquels l'actualisation de la donnée était possible. Les données actualisées sont représentées par le pictogramme suivant :

Toutefois, il convient de souligner que cette mise à jour des données statistiques ne questionne pas l'ambition politique soutenue par la Communauté de Communes et ayant permis l'expression du projet politique partagé et arrêté par le Conseil Communautaire.



Au 1er janvier 2018



Superficie : 1 289 km²
Population : 49 691 habitants *
Densité : 38,55 hab/km²
78 communes

* Il s'agit de la population totale. La population municipale est de 48 352 habitants et la population comptée à part, de 1 339 habitants.
Population légale 2015 entrée en vigueur le 1er janvier 2018 (sources INSEE).

© Communauté de Communes Mellois en Poitou - Janvier 2018.

© IGN Paris - Scan25® (licence n°2002/cubc/46) enrichi avec les BDG du Pays Mellois - Reproduction interdite.

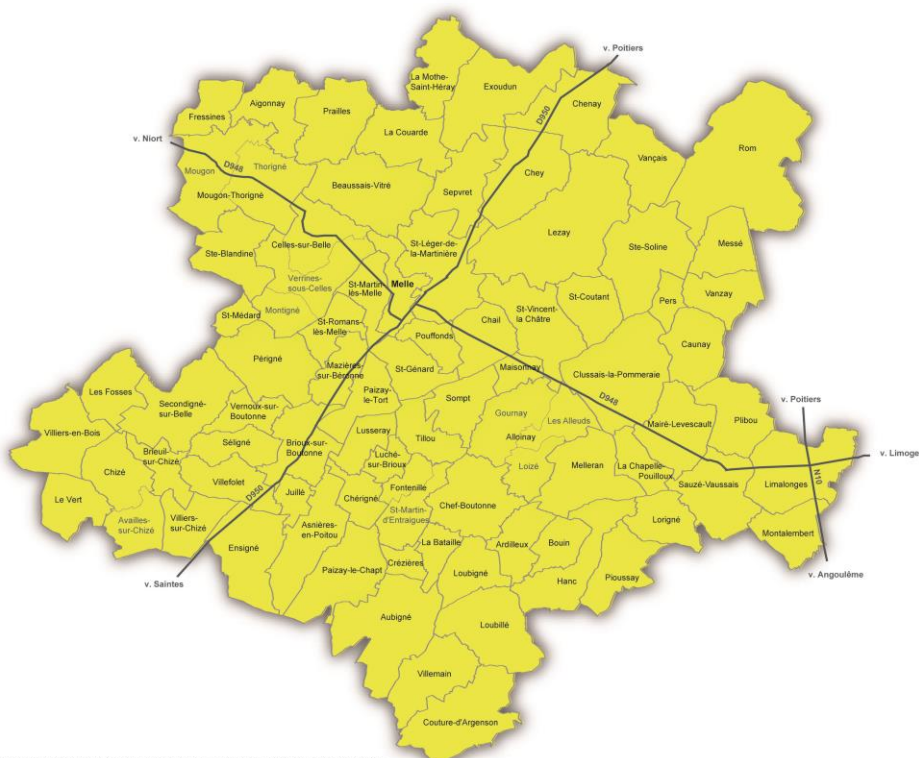


Figure 1 : Carte du Mellois en Poitou en 2018

Communes fusionnées au 1er janvier 2019
De 78 à 62 communes



Limite communale

Sources : IGN / CCMP
Conception : CCMP Décembre 2018

Fiche d'identité du territoire	
Nombre de communes	<p>Au 1^{er} janvier 2018 : 78 communes</p> <p>Au 1^{er} janvier 2019 : 62 communes</p>
Structure porteuse du SCoT	<p>Communauté de communes Mellois en Poitou</p> <p><u>Compétences :</u></p> <p><u>Compétences obligatoires :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Aménagement de l'espace (dont SCoT et PLUi) - Développement économique et tourisme - Aires d'accueil des gens du voyage - Déchets <p><u>Compétences optionnelles :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Protection et mise en valeur de l'environnement, le cas échéant dans le cadre de schémas départementaux et soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie - Politique du logement et du cadre de vie (dont le PLH) - Construction, entretien et fonctionnement d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire et d'équipements de l'enseignement pré-élémentaire et élémentaire d'intérêt communautaire - Action sociale d'intérêt communautaire - Assainissement <p><u>Compétences facultatives :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Petite enfance, enfance, jeunesse et animation sportive - Soutien au tissu associatif et aux manifestations - Sites, circuits et équipements touristiques - Bâtiments publics, incendie et secours - Aménagement numérique

Superficie	1 289 km ² soit 128 926 hectares
Population (données INSEE)	Population totale légale 2015 : 49 691 habitants Population municipale légale 2015 : 48 352 habitants
Densité moyenne	37,7 habitants / km ²
Population totale du SCoT / Population totale des Deux-Sèvres en 2015 (données INSEE)	13,3 %
Population totale du SCoT / Population totale de Nouvelle-Aquitaine en 2015 (données INSEE)	0,84 %
Dynamique démographique	Entre 1999 et 2010 : + 0,5 % par an Entre 2011 et 2016 : -0,01 % par an Entre 1999 et 2015 : + 0,47 % par an
Nombre d'emplois en 2016	13 770 emplois
Taux de chômage des 15-64 ans en 2016 (au sens du recensement INSEE)	Communauté de Communes Mellois en Poitou : 11,2 % Département des Deux-Sèvres : 11,8 % Région Nouvelle-Aquitaine : 13,4 %
Nombre de logements en 2016	26 002 logements dont 80,9 % de résidences principales 8,8 % de résidences secondaires et logements occasionnels 10,3 % de logements vacants
Occupation du sol 2006 (données Corine Land Cover)	Surfaces agricoles : 85,3 % Forêts et milieux semi-naturels : 11,3 % Terrains artificialisés : 3,3 % Surfaces en eaux : 0,02 %

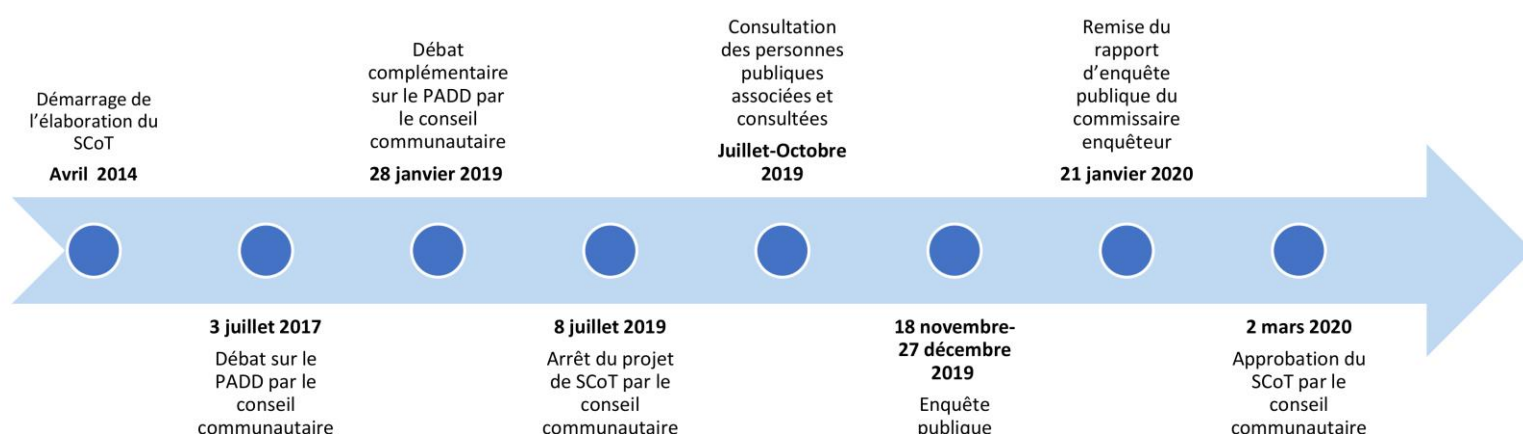
2.2 Les dates clés de l'élaboration du SCoT du Mellois en Poitou

2.2.1 La « vie administrative » du SCoT

27 juin 2002	Délibération du Comité Syndical du Syndicat Mixte du Pays Mellois pour prendre la compétence SCoT
26 février 2003	Arrêté préfectoral fixant le périmètre du SCoT du Pays Mellois
26 janvier 2012	<p>Délibération du Comité Syndical du Syndicat Mixte du Pays Mellois précisant les objectifs du SCoT et les modalités de concertation.</p> <p><u>Les objectifs sont les suivants :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - S'inscrire dans une finalité d'aménagement durable du territoire - Élaborer un projet de développement cohérent et partagé - Élaborer un Document d'Aménagement Commercial - Garantir un développement solidaire <p><u>Les modalités de concertation sont les suivantes :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Affichage de la délibération pour la durée des études ; - Mise en ligne sur le site internet d'une rubrique consacrée au projet SCOT ; - Transmission d'information à la population sur les étapes clé du projet de SCOT ; - Parution d'articles dans la presse quotidienne régionale et diffusion d'émissions dédiées sur les radios locales ; - Organisation de réunions publiques lors de l'élaboration du Projet d'Aménagement et de Développement Durable, Document d'Aménagement Commercial et des orientations du Document d'Objectifs et d'Objectifs ; - Solliciter les associations locales représentatives et les acteurs économiques locaux

23 mai 2013	Délibération du Comité Syndical du Syndicat Mixte du Pays Mellois : <ul style="list-style-type: none"> - Instaurant un comité de pilotage d'élaboration du SCoT - Marquant le lancement de l'élaboration du SCoT
10 juin 2014	Arrêté préfectoral fixant le nouveau périmètre du SCoT
1er janvier 2017	La structure porteuse du SCoT est la Communauté de communes Mellois en Poitou
22 juin 2018	Arrêté préfectoral actant le changement de nom du SCoT suite au changement de structure porteuse : SCoT du Mellois en Poitou

2.2.2 Du démarrage de l'étude à l'approbation du document



2.3 Situation du Mellois en Poitou en matière de document de planification

La situation en matière de documents de planification est très contrastée sur le territoire selon les communes et les ex-communautés de communes. On peut noter que :

- > 37 communes sont soumises au RNU (règlement national d'urbanisme)
- > Le nord-ouest du Mellois en Poitou est davantage couvert par des documents d'urbanisme (Plans Locaux d'Urbanisme et cartes communales).
- > La Communauté de Communes du Mellois en Poitou, compétente en matière d'élaboration de documents d'urbanisme va lancer son Plan Local d'Urbanisme Intercommunal courant 2020.

Les documents d'urbanisme en vigueur au sein de la CdC Mellois en Poitou

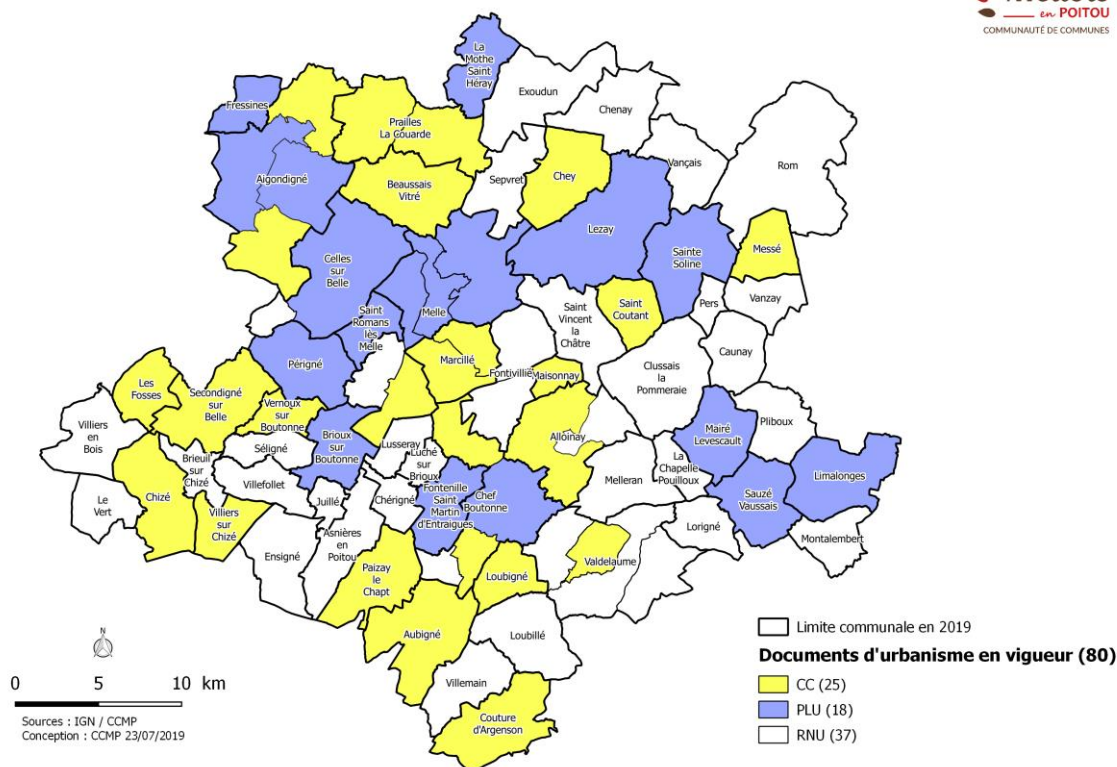


Figure 2 : Etat des documents d'urbanisme au sein de la Communauté de Communes Mellois en Poitou au 1^{er} janvier 2020

3. Synthèse des ajustements apportés au SCoT entre l'arrêt et l'approbation du document

Un certain nombre d'éléments du SCoT du Mellois en Poitou ont été modifiés entre l'arrêt et l'approbation. Ainsi que le prévoit le Code de l'Urbanisme, ces modifications sont exclusivement liées à des ajustements basés sur les avis formulés par les Personnes Publiques Associées, d'une part, et par les administrés au cours de l'enquête publique, d'autre part.

Le présent chapitre retrace les principales évolutions apportées au document entre les deux étapes majeures que constituent l'arrêt et l'approbation du SCoT.

3.1 La mise en forme du document et sa structuration

Suite à quelques remarques issues de l'enquête publique, le document a été réorganisé (structure, paginations, charte graphique...). Cette réorganisation a pour objectif principal de donner plus de clarté au document et d'en faciliter son appropriation par le public et les acteurs de l'aménagement du territoire du Mellois en Poitou.

3.2 Les ajustements apportés au diagnostic et à l'état initial de l'environnement

La durée d'élaboration du document (2014-2020) a impliqué des évolutions significatives dans les documents cadres régissant les politiques d'aménagement du territoire. Aussi, un certain nombre de données ou de documents auxquels le diagnostic faisait référence étaient obsolètes au stade de l'arrêt de projet. Plusieurs remarques de PPA ou au cours de l'enquête publique font état de l'obsolescence de certaines données. Celles-ci ont donc été mises à jour en vue de l'approbation du SCoT.

3.3 La mise à jour de l'analyse de la consommation des espaces agricoles et naturels sur la période des 10 ans précédant l'arrêt du SCoT

La mise à jour des données concernant les surfaces naturelles, agricoles et forestières artificialisées a été réalisée sur la période 2009-2018. Les données issues de cette actualisation ont été intégrées au rapport de présentation. Elles permettent de mettre en perspective les objectifs retenus par rapport à une dynamique plus récente (et plus longue). La consommation d'espace est notamment analysée en fonction de la vocation des surfaces consommées (habitat, activités économiques, infrastructures...) mais

également au regard de la localisation des espaces consommés (densification, extension urbaine, diffus, hameaux...).

3.4 L'ajustement des objectifs de production de logements et de modération de la consommation d'espace

Si les ambitions avancées par le SCoT arrêté en matière d'accueil de populations nouvelles semblent cohérentes au regard du positionnement du territoire, de son attractivité et au regard du projet économique du Mellois en Poitou, des remarques ont été formulées quant à la définition des objectifs de production de logements et de consommation foncière permettant d'atteindre cet objectif démographique.

Aussi, le SCoT a-t-il été adapté sur les points suivants :

- Redéfinition du point mort de la construction, notamment sur la base d'un objectif de requalification du parc de logements vacants plus ambitieux et sur la base d'un taux de renouvellement du parc de logements plus conséquent ;
- Accroissement de certains objectifs de densité, notamment afin de tenir compte des objectifs de densité définis sur les communes riveraines du Mellois en Poitou (communes périurbaines de la CAN notamment).

Ces ajustements ont fait évoluer les besoins de construction neuve à horizon 2030 de **280 logements par an** dans la version arrêtée à **235 logements par an** dans la version approuvée.

En conséquence, le besoin maximum en extension des enveloppes urbaines ont été réduits de **13 hectares par an** (version arrêtée) à **10,9 hectares par an** (version approuvée).

3.5 L'actualisation de la stratégie économique

Dans l'attente du schéma de développement économique en cours de réalisation à l'échelle de la CCMP, des précisions ont été apportées quant à la stratégie communautaire :

- L'intégration des surfaces déjà viabilisées dans le potentiel de développement maximal du territoire ;
- La volonté de questionner la vocation des réserves foncières des ZAE et d'envisager qu'une part significative de ces terrains retrouve une vocation naturelle ou agricole dans les années à venir ;
- La répartition des potentiels de développement par types de zones d'activités et ce, afin de garantir le développement prioritaire des zones d'activités de rayonnement régional ou associées à un bourg structurant.

3.6 La précision des objectifs relatifs à l'aménagement artisanal et commercial

Certaines prescriptions relatives au développement commercial ont été précisées de telle sorte que les conditions d'implantation de commerces correspondant à la fréquence d'achat « quotidienne » ou « hebdomadaire » dans les Secteurs d'Implantation Périphérique soient davantage encadrées (interdiction dans certains cas, implantation par exception dans d'autres).

3.7 Le renforcement des centralités

Si le PADD définit la/les centralité(s) comme élément(s) structurant(s) du développement territorial du Mellois en Poitou, des demandes de précisions quant à la déclinaison de cet objectif ont été formulées par les Personnes Publiques Associées.

En réponse, la version approuvée du SCoT fixe des objectifs minimaux de construction de logements au sein des centralités définies dans l'armature du territoire. Ces objectifs ont pour ambition de maintenir la vitalité des centralités, et par là même, de l'ensemble du territoire.

NB : le tableau recensant l'ensemble des modifications opérées entre l'arrêt et l'approbation figure en annexe de la délibération d'approbation du SCoT.

GLOSSAIRE DES SIGLES

- **AEP** : Alimentation en Eau Potable.
- **Aire Urbaine** : Ensemble de communes, d'un seul tenant et sans enclave, constitué par un pôle urbain (unité urbaine) et par des communes rurales ou unités urbaines (couronne périurbaine) dont au moins 40 % de la population résidente ayant un emploi travaille dans le pôle ou dans des communes attirées par celui-ci. [INSEE]
- **Bassin de vie** : Territoire présentant une cohérence géographique, sociale, culturelle et économique exprimant des besoins homogènes en matière d'activités et de services. La délimitation d'un bassin de vie correspond à des zones définies par des critères plus complexes que le bassin d'emploi. On ne tient pas seulement compte des déplacements domicile/travail pour les délimiter.
- **CCMP** : Communauté de Communes Mellois en Poitou.
- **CU** : Code de l'Urbanisme.
- **DAAC** : Document d'Aménagement Artisanal et Commercial (anciennement Document d'Aménagement Commercial – DAC).
- **DDT** : Direction Départementale des Territoires.
- **DOO** : Le Document d'Orientations et d'Objectifs (anciennement Document d'Orientations Générales – DOG) définit les prescriptions « réglementaires » permettant la mise en œuvre du PADD : objectifs d'organisation générale de l'espace, choix des politiques locales, stratégies en matière d'équilibre social, d'urbanisation, de transports, d'équipement, de protection de l'environnement, etc.
- **EBC** : Espace Boisé Classé. Dispositif réglementaire, mobilisable au sein des documents d'urbanisme en vue de soumettre à autorisation préalable les coupes et abattages d'arbres. Le classement en EBC interdit également toute possibilité de défrichement.
- **EIE** : L'Etat Initial de l'Environnement est une partie spécifique composant le rapport de présentation du SCoT présentant les principales caractéristiques du territoire et ses enjeux en matière d'environnement.
- **ENS** : Espaces Naturels Sensibles – Outil de conservation de restauration des espaces naturels des conseils départementaux français.
- **Enquête Publique** : Pour tout projet d'aménagement, de travaux publics ou d'équipement ayant un fort impact sur l'environnement, l'enquête publique est une procédure permettant au public d'exprimer en toute liberté son opinion sur son bien-fondé ou ses modalités (loi dite Bouchardeau relative à la démocratisation de l'enquête publique et à la protection de l'environnement - 1983). L'enquête est ouverte par un arrêté pris par le préfet. Ce dernier désigne un « commissaire enquêteur » présentant des garanties d'indépendance et

d'impartialité. Pendant la durée de l'enquête publique, les citoyens peuvent prendre connaissance du dossier et formuler des observations. Celles-ci sont consignées dans un « registre d'enquête ». Il est parfois prévu que les personnes qui le souhaitent puissent être directement entendues par le commissaire enquêteur. Le commissaire enquêteur rédige ensuite un rapport d'enquête, après avoir examiné toutes les observations consignées dans le registre. En conclusion, il formule un avis, favorable ou défavorable.

- **EPCI** : Les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale sont des regroupements de communes ayant pour objet l'élaboration de « projets communs de développement au sein de périmètres de solidarité ». Ils sont soumis à des règles communes, homogènes et comparables à celles de collectivités locales. Les communautés urbaines, communautés d'agglomération, communautés de communes, syndicats d'agglomération nouvelle, syndicats de communes et les syndicats mixtes sont des EPCI.
- **ICPE** : Installation Classée pour la Protection de l'Environnement.
- **LGV** : Ligne Ferroviaire à Grande Vitesse.
- **Natura 2000** : Réseau des sites naturels européens reconnus pour leur patrimoine naturel dans le cadre de la mise en œuvre de la Directive Habitats Faune Flore (UE9243) et de la Directive Oiseaux (UE79409).
- **PADD** : Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables définit les grandes orientations et les objectifs en matière d'habitat, de développement économique, de loisirs, de déplacements, d'environnement, etc. C'est un projet durable, continu et évolutif, issu de la volonté des élus locaux et de leurs partenaires dans les domaines déterminants de la vie locale.
- **PAPI** : Programme d'Actions et de Prévention des Inondations.
- **PCAET** : Plan Climat Air Énergie Territorial – Plan qui définit des objectifs stratégiques et opérationnels de lutte contre le réchauffement climatique ou qui permettent de s'y adapter.
- **PLH** : Le Programme Local de l'Habitat est un document de prévision et de programmation qui vise à répondre aux besoins en logements et à favoriser la mixité sociale. Il est établi pour une durée de six ans.
- **PLU(i)** : Le Plan Local d'Urbanisme (Intercommunal) est le document de planification de l'urbanisme communal ou intercommunal. Il remplace le Plan d'Occupation des Sols (POS) depuis la loi SRU. Au-delà de la gestion et de la réglementation des sols, les Plans Locaux d'Urbanisme doivent comprendre un véritable projet urbain d'aménagement et de développement durable.
- **PPA** : Personnes Publiques Associées - L'État, les régions, les départements, les autorités compétentes en matière de transports urbains (AOT), les EPCI compétents en matière de programme local de l'habitat, les organismes de gestion des parcs naturels régionaux sont associés à l'élaboration des SCoT ainsi que les chambres consulaires (CCI, CA, CMA). [[Article L121-4 du code de l'urbanisme].

- **PPRI** : Plan de Prévention des Risques d'Inondation. Il s'agit d'une Servitude d'Utilité Publique définissant des mesures de préservation et d'encadrement des constructions et occupations / utilisations du sol au regard des risques d'inondation connus dans des secteurs à enjeux.
- **PPRMT** : Plan de Prévention des Risques Mouvement de Terrain. Cf. PPRI. Les mesures prises le sont au regard du risque mouvement de terrain et non inondation.
- **Rapport de présentation** : Conformément au décret du 27 mars 2001 (art. R.122-2), le rapport de présentation est le premier document du SCoT structuré en quatre parties présentant : le diagnostic, l'Etat Initial de l'Environnement, le PADD et les incidences prévisibles du Schéma sur l'environnement.
- **RNU** : Le Règlement National d'Urbanisme recense les règles générales qui s'appliquent en matière d'utilisation du sol, et qui concernent la localisation, la desserte, l'implantation des constructions, leur aspect extérieur et leur architecture, les équipements et réseaux, la prise en compte des risques et nuisances et la protection des lieux avoisinants.

La plupart des règles contenues dans le règlement national d'urbanisme ne s'appliquent qu'en l'absence de plan local d'urbanisme ou de carte communale.

- **SAGE** : Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux – Document de planification de gestion de l'eau à l'échelle d'une unité hydrographique cohérente (bassin versant, aquifère, ...). Il fixe les objectifs de mise en valeur, de protection quantitative et qualitative de la ressource en eau.
- **SCOT** : Le Schéma de Cohérence Territoriale est un document d'urbanisme qui fixe, à l'échelle de plusieurs communes ou groupements de communes, les orientations fondamentales de l'organisation du territoire et de l'évolution des zones urbaines, afin de préserver un équilibre entre zones urbaines, industrielles, touristiques, agricoles et naturelles. Instauré par la loi SRU, il fixe les objectifs des diverses politiques publiques en matière d'habitat, de développement économique, de déplacements, etc.
- **SDAGE** : Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux – Document de planification pour l'eau et les milieux aquatiques à l'échelle d'un bassin. Il fixe les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et intègre les obligations définies par la directive européenne sur l'eau ainsi que les orientations du Grenelle de l'environnement pour un bon état des eaux.
- **SRADDET** : Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires – Document cadre de référence pour la construction de la stratégie territoriale au niveau régional. Il fixe les orientations fondamentales à moyen terme du développement durable.
- **SRCE** : Schéma Régional de Cohérence Écologique – Document cadre élaboré dans chaque région française pour la conservation et la restauration de réservoirs de biodiversité et continuité écologiques. Déclinaison de la loi Grenelle II
- **SRU (loi)** : La Loi sur la Solidarité et le Renouvellement Urbain dite loi Gayssot du 13 décembre 2000 a été élaborée autour de trois exigences : l'exigence de

solidarité, le développement durable et le renforcement de la démocratie et de la décentralisation. Elle a des implications surtout dans trois domaines : le droit de l'urbanisme (SCoT, PLU, etc.), la mixité sociale (20% logements de logement sociaux) et les transports. Elle a défini notamment de nouveaux outils d'urbanisme et a instituée les SCoT.

- **TCAM** : Taux de Croissance Annuel Moyen.
- **TVB** : La Trame Verte et Bleue est un réseau formé de continuités écologiques terrestres et aquatiques identifiées par les schémas régionaux de cohérence écologique ainsi que par les documents de l'Etat, des collectivités territoriales et de leurs groupements. Elle constitue un outil d'aménagement durable du territoire.



www.melloisenpoitou.fr

Vu pour être annexé à la délibération du Conseil
communautaire en date du 2 mars 2020

Le Président,
Fabrice Michelet



Mellois

en POITOU

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

SCHÉMA DE COHÉRENCE TERRITORIALE MELLOIS EN POITOU

Livre 1.2 : Rapport de présentation

Préfecture des Deux-Sèvres

Diagnostic socio-économique et Enjeux

13 MARS 2020

Dossier approuvé par le conseil
communautaire le 2 mars 2020

SCoT du Mellois en Poitou

Date de prescription du SCoT : 26 janvier 2012

Date d'arrêt du SCoT : 8 juillet 2019

Date d'approbation du SCoT : 2 mars 2020

Ce document a été réalisé par la Communauté de communes Mellois en Poitou, assistée par :



et grâce au concours financier de :



SOMMAIRE

P A R T I E 1 POSITIONNEMENT DU TERRITOIRE : DYNAMIQUES DE DEVELOPPEMENT	5
1. POSITIONNEMENT DU MELLOIS EN POITOU	6
1.1 CONTEXTE TERRITORIAL.....	6
1.2 UN TERRITOIRE POUR PARTIE SOUS L'INFLUENCE DE L'AGGLOMERATION NIORTAISE	10
1.3 UN TERRITOIRE AU FONCTIONNEMENT INTERNE MULTIPOLAIRE	14
1.4 L'AMENAGEMENT DE L'ESPACE ET SES BESOINS	16
2. DES PAYSAGES VARIÉS CONDITIONNANT LE DÉVELOPPEMENT DU TERRITOIRE	17
2.1 UN TERRITOIRE VARIE, COMPOSE DE 4 UNITES PAYSAGERES.....	17
2.2 L'EAU, ELEMENT FEDERATEUR DU TERRITOIRE	21
2.3 UNE DIVERSIFICATION ET UNE STRUCTURATION DES PAYSAGES PAR LA VEGETATION	23
2.4 LE PAYSAGE VECU, LE PAYSAGE PERÇU	28
2.5 DES PAYSAGES MARQUES PAR LES BOURGS ANCIENS ET LES EXTENSIONS MODERNES.....	30
3 LE PATRIMOINE BATI.....	36
3.1 UNE ARCHITECTURE DE QUALITE	36
3.2 L'INVENTAIRE DES MONUMENTS CLASSES ET INSCRITS.....	36
3.3 LES SITES CLASSES ET/OU INSCRITS.....	37
3.4 LES SITES PATRIMONIAUX REMARQUABLES (SPR).....	39
3.5 LE PETIT PATRIMOINE.....	40
3.6 L'ARCHEOLOGIE.....	43
4. CONSOMMATION D'ESPACE ET POTENTIELS DE DENSIFICATION AU SEIN DES ENVELOPPES URBAINES	44
4.1 UNE ANALYSE SUR LA PERIODE 2009-2018.....	45
4.2 LA DELIMITATION DE LA TACHE BATIE	45
4.3 LES DONNEES UTILISEES.....	46
4.4 LES RESULTATS	46
4.5 POTENTIELS DE DENSIFICATION AU SEIN DES ENVELOPPES URBAINES	50
4.6 ELEMENTS COMPLEMENTAIRES D'INFORMATION SUR LA CONSOMMATION D'ESPACES.....	51
5 LE CONTEXTE DEMOGRAPHIQUE ET SOCIAL.....	56
5.1 UNE REPRISE DE LA CROISSANCE DEMOGRAPHIQUE IMPORTANTE ET RECENTE	56
5.2 UN VIEILLISSEMENT DE LA POPULATION POUR LE MELLOIS EN POITOU	66
5.3 UNE TAILLE DES MENAGES EN CONSTANTE DIMINUTION	70
5.4 DES REVENUS GLOBALEMENT FAIBLES MAIS EN AUGMENTATION, DES DISPARITES IMPORTANTES SUR LE TERRITOIRE.....	72
6. HABITAT ET LOGEMENT	76
6.1 LE PARC DE LOGEMENTS	77
6.2 LA CONSTRUCTION NEUVE	97
P A R T I E 2 MODES DE VIE DU TERRITOIRE : DYNAMIQUES INTERNES.....	107
1. LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	108
1.1 L'EMPLOI	108
1.2 LES ETABLISSEMENTS	134

1.3	LE PROJET DE GESTION PREVISIONNELLE TERRITORIALE DES EMPLOIS ET DES COMPETENCES TERRITORIALE (GPECT) SUR LE SUD DEUX-SEVRES	139
1.4	LES SITES D'ACTIVITE ECONOMIQUE	141
1.5	LES ACTIONS REALISEES OU EN COURS DE REALISATION	167
1.6	ACTIONS SPECIFIQUES ORIENTEES SUR LES FILIERES REALISEES, A CONFORTER ET A DEVELOPPER	171
1.7	FONCTIONNEMENT ET PERENNITE DE L'ACTIVITE AGRICOLE ET FORESTIERE	175
1.8	LE COMMERCE	194
1.9	LE TOURISME	203
2.	DEPLACEMENT ET MOBILITES	217
2.1	LE RESEAU, SUPPORT DES DEPLACEMENTS	217
2.2	LES MODES DE DEPLACEMENTS ALTERNATIFS A L'AUTOMOBILE	223
2.3	LA VOITURE, MODE DE TRANSPORT PHARE SUR CE TERRITOIRE RURAL	227
2.4	DES FLUX DOMICILE TRAVAIL PRINCIPALEMENT SORTANTS ET A DESTINATION DE NIORT.....	230
3.	EQUIPEMENTS, SERVICES ET AMENAGEMENT NUMERIQUE DU TERRITOIRE.....	233
3.1	REPARTITION ET TAUX D'EQUIPEMENT.....	233
3.2	UNE OFFRE LARGEMENT ORIENTEE VERS LES SERVICES A LA POPULATION	236
3.3	ÉQUIPEMENTS SPORTIFS, DE LOISIRS ET CULTURELS.....	243
3.4	PROJETS D'EQUIPEMENT	248
3.5	AMENAGEMENT NUMERIQUE DU TERRITOIRE	249
	TABLE DES ILLUSTRATIONS	254

PARTIE 1

POSITIONNEMENT DU TERRITOIRE : DYNAMIQUES DE DEVELOPPEMENT

1. POSITIONNEMENT DU MELLOIS EN POITOU

1.1 Contexte territorial

Localisation

La Communauté de communes Mellois en Poitou est un territoire rural, situé au cœur du Poitou historique, au nord de la Région Nouvelle-Aquitaine, à l'intersection de quatre départements : Deux-Sèvres, Vienne, Charente et Charente-Maritime.

Au 1^{er} janvier 2019, ce territoire composé de 62 communes compte 48 352 habitants¹, pour une superficie de 1 289 km², soit une densité de 38,5 hab/km².

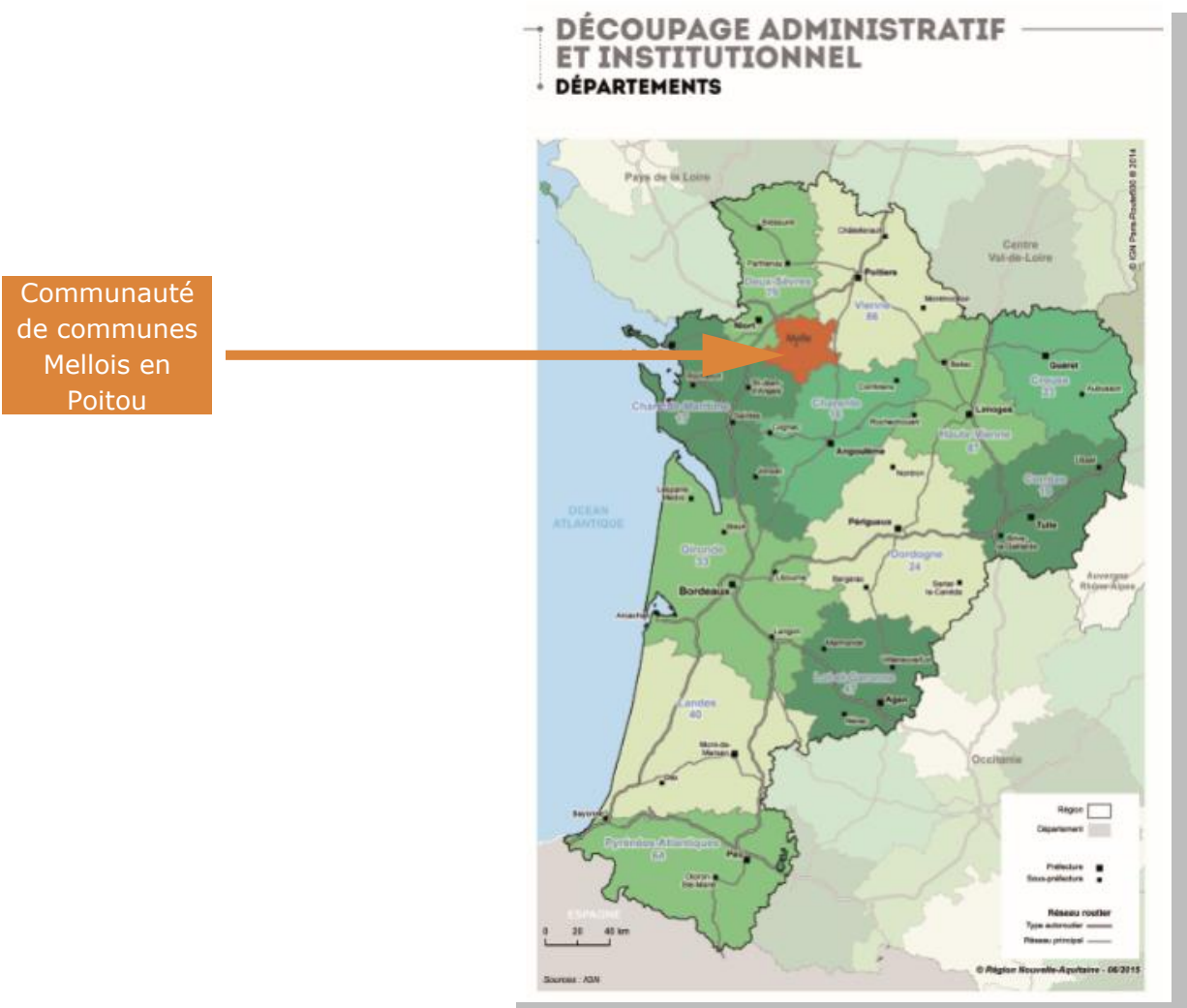


Figure 1 : Positionnement du Mellois en Poitou au sein de la Région Nouvelle Aquitaine

¹ Données INSEE au 1^{er} janvier 2018, population légale millésimée 2015. Population municipale : 48 352 habitants et population totale : 49 691 habitants.

L'origine du « Mellois »

Le territoire se situe sur le seuil du Poitou, à la jonction des bassins sédentaires aquitain et parisien. D'un point de vue géologique, ce territoire au relief peu accidenté porte le nom de plateau mellois.

A partir de 1790, Melle devient chef-lieu d'un district², puis à partir 1800, chef-lieu d'un arrondissement³ – donc sous-préfecture – dont les contours sont déjà approximativement ceux de la communauté de communes actuelle. Ainsi, le terme « Mellois », jusqu'alors employé pour Melle et ses communes alentours, devient un terme plus générique pour désigner tout l'arrondissement.

La gouvernance locale

Ce territoire est polarisé par sept communes, anciens chef-lieux⁴ de cantons, autour desquelles se sont constituées des communautés de communes :

- Communauté de communes du canton de Melle, autour de **Melle**
- Communauté de communes du Lezayen, autour de **Lezay**
- Communauté de communes de la Haute-Sèvre, autour de **La Mothe-Saint-Héray**
- Communauté de communes du Coeur du Poitou, autour de **Sauzé-Vaussais** et **Chef-Boutonne**
- Communauté de communes du Val de Boutonne, autour de **Brioux-sur-Boutonne**
- Communauté cantonale de Celles-sur-Belle, autour de **Celles-sur-Belle**

Au 1^{er} janvier 2014, les trois premières citées ont fusionné pour devenir la Communauté de communes du Mellois.

Au 1^{er} janvier 2017, toutes les communautés de communes ont fusionné pour devenir la **Communauté de communes Mellois en Poitou**. Cette communauté de communes comptait alors 78 communes.

Suite aux différentes fusions de communes, le territoire compte au 1^{er} janvier 62 communes.

² Melle chef-lieu de district de 1790 à 1795.

³ Melle chef-lieu d'arrondissement de 1800 à 1926.

⁴ Jusqu'à la promulgation de la loi du 17 mai 2013 sur le redécoupage des cantons, le territoire comptait sept cantons (Melle, Lezay, Celles-sur-Belle, La Mothe-Saint-Héray, Brioux-Sur-Boutonne, Sauzé-Vaussais et Chef-Boutonne). Depuis le redécoupage, il en compte trois (Melle, Celles-sur-Belle et Mignon-Boutonne).

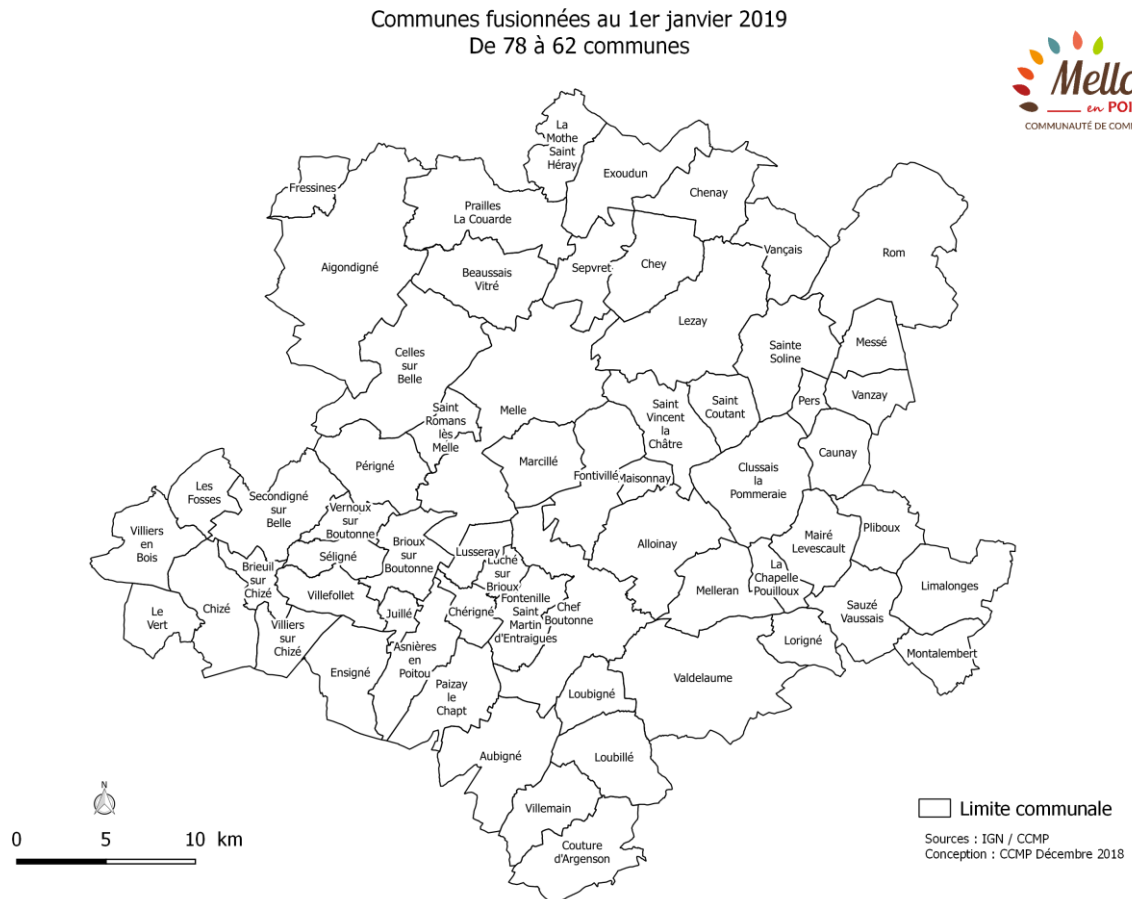


Figure 2 : Carte du des communes du Mellois en Poitou au 1^{er} janvier 2019

La fusion des anciennes communautés de communes a entraîné la dissolution de quatre autres structures, dont les missions et les agents ont été intégrés au nouvel EPCI :

- Le **Syndicat Mixte d'actions pour l'aménagement du Pays Mellois** : De 1976 à 2016, ce syndicat – correspondant au Pays des Lois Pasqua et Voynet – a eu pour objet de mutualiser certaines missions (animation économique, animation culturelle, développement durable), gestion de contrats de financements (LEADER, FISAC, Région, Département...) et certains projets (Pays d'Art et d'Histoire, Plans climat) à l'échelle des anciennes communautés de communes. Le Syndicat était également la structure porteuse du SCoT, dont l'élaboration a débuté en 2014.
- Le **Syndicat Mellois des Piscines** : Créé en 2007, ce syndicat avait pour missions la gestion, l'entretien, la réhabilitation des piscines de plein air du territoire à l'exception de celle de Brioux-sur-Boutonne (Communauté de communes Val de Boutonne), ainsi que la construction des piscines de Chef-Boutonne et de Melle.
- Le **SICTOM de Loubeau** (Syndicat Intercommunal de collecte et de traitement des ordures ménagères) : Créé en 1983, ce syndicat avait pour missions la mise en place d'actions de prévention pour la limitation de la production de déchets et la collecte sélective des ordures ménagères sur les points d'apport volontaire pour 54 communes, c'est-à-dire tout le territoire à l'exception de l'ex-Communauté de communes Cœur du Poitou.

- **Le Syndicat d'Assainissement du Mellois :** Créé en 1992, ce syndicat intercommunal à vocation unique avait pour mission de gérer l'assainissement collectif et non collectif sur 11 communes du territoire.

L'inter-territorialité

Suite à la fusion des régions au 1^{er} janvier 2016, le Mellois en Poitou se place au nord de la Nouvelle-Aquitaine, qui est la plus grande région de France avec ses 84 000 km², 12 départements et 5,8 millions d'habitants. Dans ce contexte, il est difficile pour la communauté de communes d'être visible et audible face à des agglomérations comme Bordeaux, Pau, La Rochelle ou Limoges. Le lancement de l'élaboration du SRADDET en octobre 2017 et le projet de contractualisation région-EPCI ont obligé les territoires à se rapprocher de leurs voisins partageant des enjeux similaires pour envisager des projets communs. Ainsi, les élus des SCoT du Mellois, du Pays Ruffécois et du Sud Vienne ont initié une **réflexion inter-SCoT** autour du développement économique des zones d'activités le long de la RN10.

La collectivité est également impliquée dans l'association Axe Niort-Confolens-Limousin aux côtés des Communautés de communes du Civraisien en Poitou et de la Charente Limousine pour promouvoir la modernisation du tronçon routier Limoges-Bellac-Confolens-Niort.

1.2 Un territoire pour partie sous l'influence de l'agglomération niortaise

Appréhender le territoire par le filtre des « zonages en aires urbaines », au sens de l'INSEE (cf. définitions dans l'encadré ci-dessous), permet de mettre en évidence les influences exercées sur le territoire par les communes extérieures mais aussi le poids des principales communes du territoire, comme Melle, sur les autres. Les influences en question sont appréciées au travers de l'emploi et des déplacements domicile-travail.

Le zonage en aires urbaines 2010 de l'INSEE distingue en différentes entités :

- > **L'aire urbaine ou "grande aire urbaine"** qui est un ensemble de communes, d'un seul tenant et sans enclave, constitué par un pôle urbain (unité urbaine) de plus de 10 000 emplois, et par des communes rurales ou unités urbaines (couronne périurbaine) dont au moins 40 % de la population résidente ayant un emploi travaille dans le pôle ou dans des communes attirées par celui-ci.
 - o **Autour du Mellois en Poitou, on rencontre les grandes aires urbaines de Niort et de Poitiers.**
- > **Les "moyennes aires"**, ensemble de communes, d'un seul tenant et sans enclave, constitué par un pôle (unité urbaine) de 5 000 à 10 000 emplois, et par des communes rurales ou unités urbaines dont au moins 40 % de la population résidente ayant un emploi travaille dans le pôle ou dans des communes attirées par celui-ci.
 - o **Autour du Mellois en Poitou, on rencontre les moyennes aires urbaines de Saint-Maixent-l'École et Saint-Jean-d'Angély.**
- > **Les "petites aires"**, ensemble de communes, d'un seul tenant et sans enclave, constitué par un pôle (unité urbaine) de 1 500 à 5 000 emplois, et par des communes rurales ou unités urbaines dont au moins 40 % de la population résidente ayant un emploi travaille dans le pôle ou dans des communes attirées par celui-ci.
 - o **Melle constitue une petite aire urbaine. La Communauté de Communes est par ailleurs entourée par les petites aires urbaines de Civray et Ruffec.**

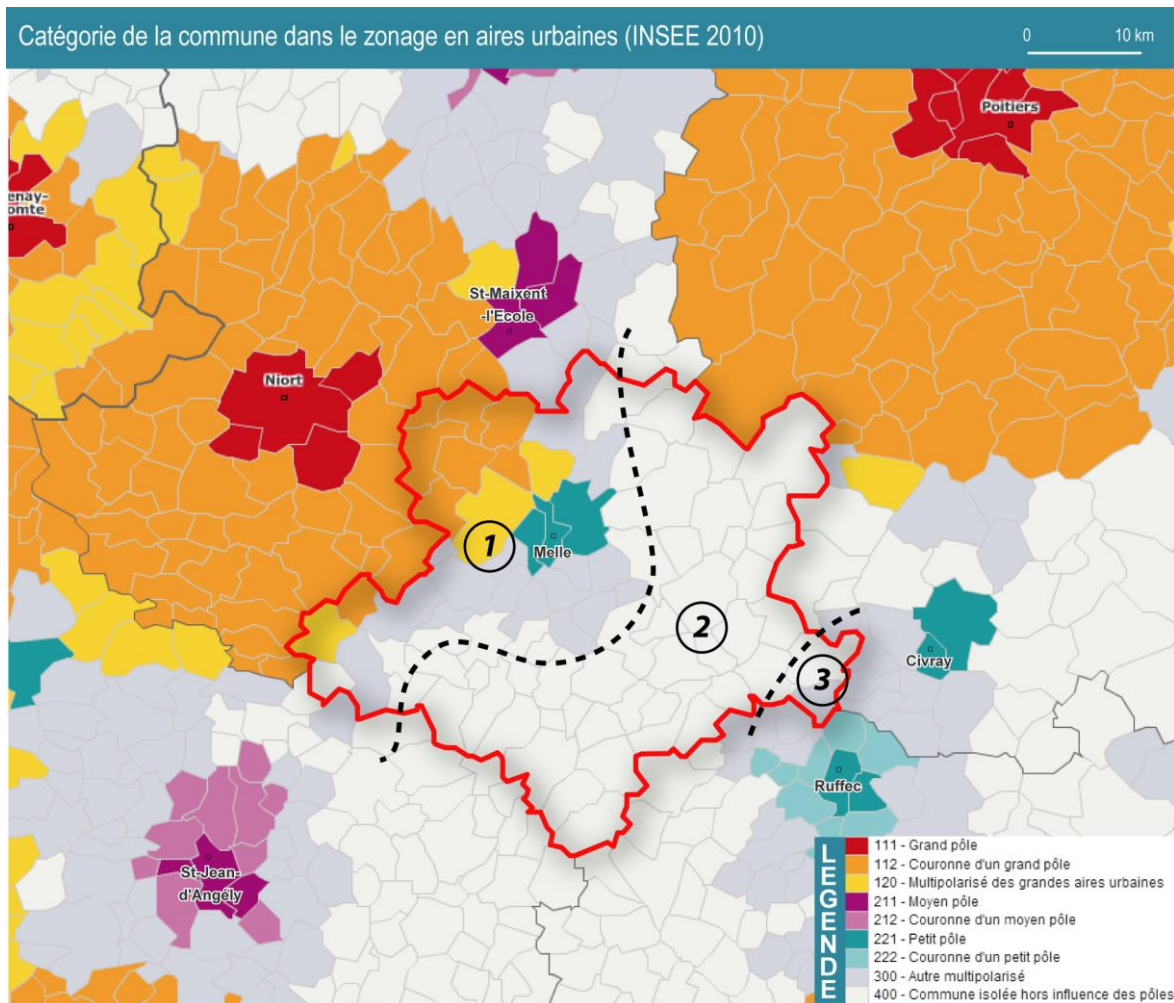


Figure 3 : Un territoire multipolarisé

Comme l'indique la carte ci-dessus :

- > **L'ouest du Mellois en Poitou (zone 1 sur la carte) est largement multipolarisé par :**
 - le grand pôle de Niort (certaines communes du Mellois en Poitou constituent d'ailleurs la grande aire urbaine de Niort) ;
 - les moyens pôles que sont Saint-Jean-d'Angély et Saint-Maixent-l'École ;
 - Melle qui constitue, avec les communes Saint-Léger-de-la-Martinière et Saint-Martin-lès-Melle, une petite aire urbaine. La Communauté de Communes connaît donc un développement endogène.
- > **À l'est du Mellois en Poitou (zone 3 sur la carte ci-dessus), seule la commune de Montalembert serait, selon la définition des aires urbaines de l'INSEE, influencée par les petits pôles que sont Ruffec et Civray.**
- > **Le reste des communes du Mellois en Poitou (zone 2 sur la carte ci-dessus) sont dites « isolées, hors influence des pôles », toujours selon cette même définition INSEE.**

Cette influence des pôles en matière d'emplois, qu'ils soient internes au Mellois en Poitou (Melle) ou externes au Mellois en Poitou (Niort, Saint-Maixent-l'École, Ruffec, Civray notamment) entraîne une répartition hétérogène de la population sur la Communauté de Communes. Ainsi, l'ouest, tourné vers Niort, est davantage peuplé et continue à accueillir davantage d'habitants que le sud et l'est du Mellois en Poitou.

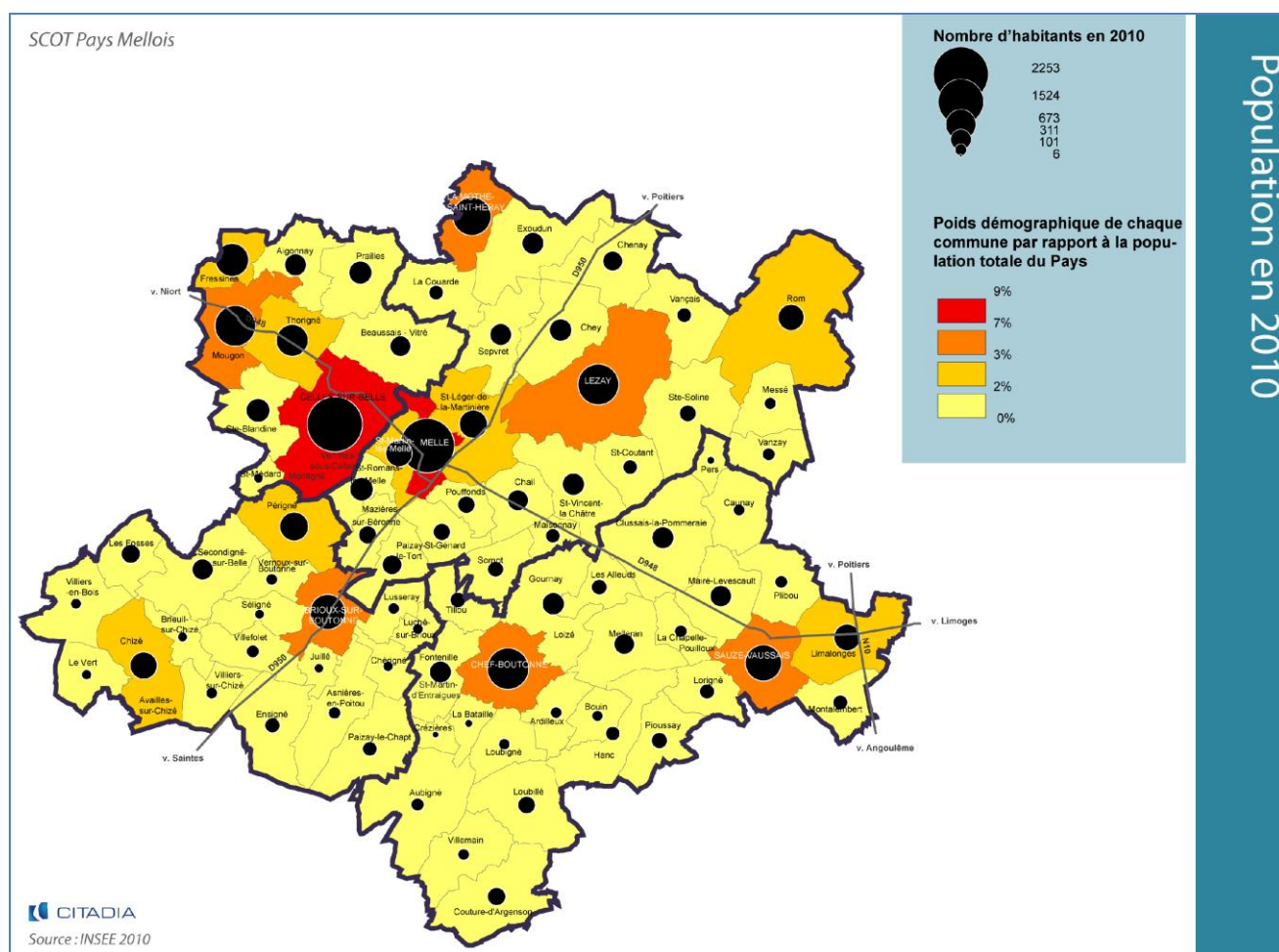


Figure 4 : Population par commune en 2010

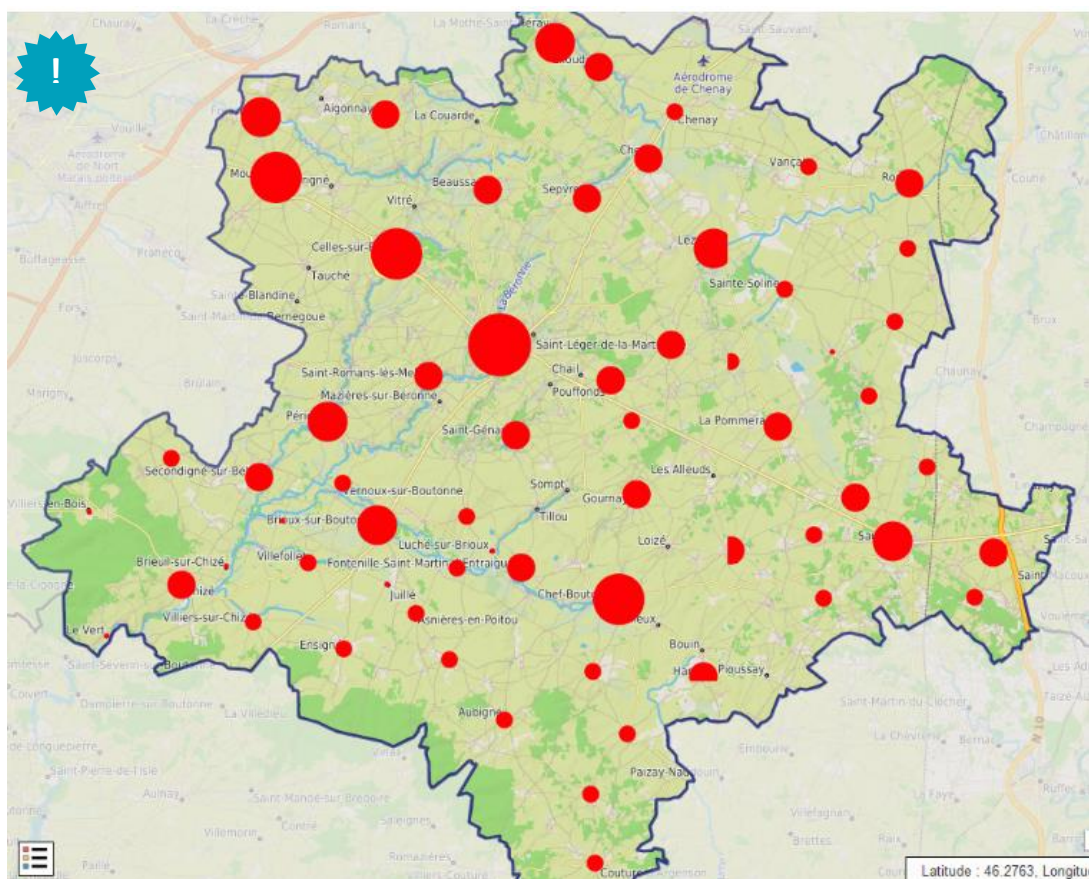


Figure 6' : Population par commune en 2016

1.3 Un territoire au fonctionnement interne multipolaire

Si l'on observe de fortes influences de pôles externes au Mellois en Poitou sur son fonctionnement en matière d'emplois et de déplacement (notamment l'influence du pôle niortais), il faut également noter que la Communauté de Communes se structure de façon polycentrique autour de 7 bourgs, chefs-lieux de cantons, dans divers domaines influençant l'implantation de la population (emplois, équipements, services, commerces...). Le développement est donc également endogène. On parlera alors d'organisation multipolaire structurée autour des chefs-lieux historiques des cantons :

- > Celles-sur-Belle (3 884 hab.en 2016),
- > Melle (3657 hab.),
- > Chef-Boutonne (2 583 hab.en 2016),
- > Lezay (2 028 hab.en 2016),
- > La Mothe-Saint-Héray (1 699 hab. en 2016),
- > Sauzé-Vaussais (1 636 hab. en 2016),

➤ Brioux-sur-Boutonne (1 505 hab.en 2016).

Melle, avec sa position plutôt centrale sur le territoire et son statut d'ancienne sous-Préfecture, regroupe, avec les communes de Saint-Léger-de-la-Martinière et de Saint-Martin-lès-Melle, une part importante des services et administrations et exerce une certaine influence sur les communes alentours.

Exemple de la répartition de l'emploi qui laisse entrevoir une logique de développement multipolaire (l'emploi est traité plus en détail dans une partie suivante du rapport de présentation :

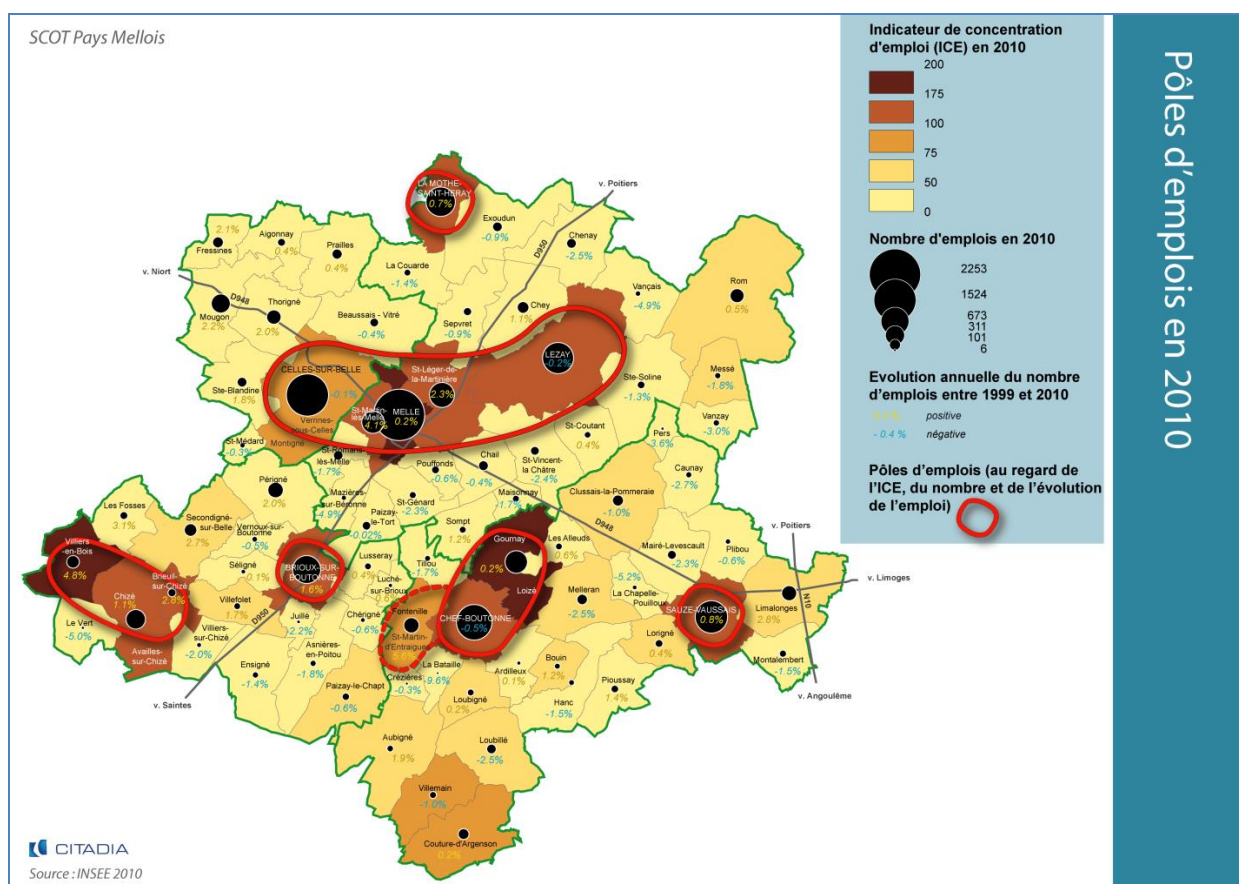


Figure 5 : Les pôles d'emploi du Mellois en Poitou en 2010

Pour information, l'indicateur de concentration d'emploi cartographié mesure le rapport entre le nombre d'actifs résidant sur un territoire donné, et le nombre d'emplois dans cette zone. Il renseigne sur l'attractivité du territoire.

1.4 L'aménagement de l'espace et ses besoins

Entouré d'un réseau de polarités externes, le territoire du SCoT mellois en poitou cherche toutefois à affirmer son fonctionnement interne multipolaire.

Les caractéristiques rurales du Mellois en poitou sont le socle de l'identité du territoire et participent à son attractivité. Ainsi, la préservation de ces caractéristiques et leur mise en valeur doivent être anticipées afin de garantir un développement équilibré tant sur le plan environnemental (protection du paysage, des ressources naturelles des richesses écologiques), économique (soutien des activités agricoles et de leur diversification, mise en valeur du patrimoine bâti et paysager en faveur du développement touristique) que résidentiel (le développement résidentiel autour des centralités, la qualité du traitement des espaces publics, la prise en compte des enjeux de traitement des franges urbaines...)

De plus, le dynamisme du territoire représente un enjeu majeur pour son développement puisqu'il participe à part entière à la qualité du cadre de vie de la population. Plus particulièrement, la consolidation du fonctionnement interne du territoire doit permettre le renforcement des dynamiques autour de ses pôles structurants. Ces pôles regroupent les activités économiques et les zones d'habitat. L'un des enjeux principaux est d'affirmer cette concentration afin de lutter contre l'expansion de l'urbanisme en dehors des pôles, notamment au détriment des activités agricoles, du paysage mais aussi du dynamisme des centralités qui perdent dès lors leur attractivité. La redynamisation des centres bourgs passe par une offre en services, commerces et équipements renforcée et diversifiée mais une action sur le parc logement peut aussi être un levier. Sur le territoire, le taux de vacance est élevé (9% en 2010 puis 10% en 2015), avec en 2015 environ 2600 logements non occupés, le taux acceptable devant être autour de 5%. Ce niveau élevé de vacance est en partie dû à une offre de logements inadaptée à la demande :

- Majoritairement des logements de grande taille alors que la composition des ménages est principalement d'une à deux personnes ;
- des difficultés d'accès aux étages et de stationnement pour les logements en centre-bourgs ;
- nécessité d'importants travaux en matière d'ergonomie, d'accessibilité, d'isolation thermique et de performance énergétique ;

De plus, l'offre étant peu diversifiée (94% des logements répondent à la typologie « maisons »), elle ne permet pas d'accompagner pleinement le parcours résidentiel des habitants, notamment dans le phénomène de desserrement des ménages, qui implique un besoin plus important de logements tant dans le nombre que dans la variété des typologies.

Ainsi, la revitalisation des centres bourgs peut également passer par une démarche de reinvestissement des logements existant et de diversification de l'offre.

De plus, les mobilités doivent être l'objet d'une attention particulière et leur place dans le développement du territoire est centrale (Cf : partie 2.2 déplacement et mobilités). Bien que déjà riche en infrastructure, leurs accès ont besoin d'être facilités et les services associés améliorés (transport en communs, aire de covoiturage...).

Enfin sur le plan économique, le territoire compte de nombreux atouts, en témoigne la croissance générale de l'emploi. Cependant, l'enjeu global en termes de dynamique

économique est la structuration de son offre. En effet, Au cours des dix dernières années, les différentes collectivités – EPCI et communes – ont ouvert à l’urbanisation de nombreuses surfaces sans stratégie coordonnée à l’échelle du territoire. La constitution d’une nouvelle communauté de communes au 1er janvier 2017 a amorcé une démarche de rationalisation de ces sites, avec pour objectifs :

- d’améliorer l’attractivité du territoire pour les entreprises en clarifiant l’offre des zones d’activité ;
- de développer les activités économiques ;
- de créer une identité économique à l’échelle du territoire en mutualisant des outils de développement notamment en matière de communication ;
- d’optimiser les zones d’activités en densifiant et en remplissant les pôles d’activité déjà existants ;
- de développer une politique de réserves foncières à vocation économique à l’échelle du territoire en hiérarchisant les zones d’activités en fonction de leur rayonnement et de leurs besoins fonciers ;
- de proposer aux nouvelles entreprises désireuses de s’implanter en Mellois en Poitou des sites qualitatifs et diversifiés ;
- de renforcer le maillage commercial de proximité afin de réaffirmer le rôle des bourgs structurants ;
- de modérer l’artificialisation des terres agricoles et naturelles.

2. DES PAYSAGES VARIÉS CONDITIONNANT LE DÉVELOPPEMENT DU TERRITOIRE

2.1 Un territoire varié, composé de 4 unités Paysagères

Les **unités paysagères** reflètent les harmonies et les ambiances singulières visibles et variables selon les parties du territoire. Elles résultent d’une approche sensible et cognitive, liant à la fois les données géographiques, l’occupation des sols et les éléments structurants naturels ou bâtis.

Le territoire du SCoT est ainsi divisé en **4 unités distinctes** :

> Les plaines et plateaux cultivés

- Plaine de Niort
- Plaine du Nord de la Saintonge

- Plateau de Pamproux et de Lezay






> **Les zones de bocages**

- Bande bocagère de la plaine de Niort
- Secteur bocager des terres Rouges
- Secteur de taillis des Terres Rouges

> **Le massif forestier de Chizé Aulnay, « la marche boisée »**

> **Les vallées fluviales**

- Grandes vallées (Boutonne, Belle, Lambn, Sèvre)
- Ruffécois, pays des petites vallées

UNITE PAYSAGERE	CARACTERISTIQUES GEOGRAPHIQUES	OCCUPATION DES SOLS
Plaines et plateaux cultivés de Niort et de Pamproux 	Relief plat calcaire et drainé Réseau hydrographique asséché	Occupation par une agriculture intensive. Bâti éclaté en bourgs et écarts près des vallées. Couvert végétal fragmenté, composé de feuillu, résultat d'une dynamique d'enfrichement / défrichement.
Secteurs bocagers 	Relief ondulé calcaire (Plaine de Niort) ou argileux ferrugineux (Terres Rouges)	Couvert végétal typique, plus ou moins maintenu avec présence d'érables, saules, frênes et marronniers. Bâti en bourg ou isolé.
Massif forestier 	Relief lacéré par les vallées de diverses ampleurs Réseau hydrographique dense : Boutonne	Couvert végétal dense et structurant, composé essentiellement de feuillus (vestige de la forêt d'Argenson) Bâti éclaté en bourgs et écarts près des vallées
Ruffécois, « pays des petites vallées » 	Relief ondulé, succession de vallées encaissées (Est/Ouest) : Réseau hydrographique dense : affluents de la Charente.	Sommets et replats agricoles et habités, fonds de vallons humides boisés ou pâturés. Couverture végétale fragmentée Forte présence du châtaignier, conduit en taillis.
Grandes vallées 	Relief plat résultant d'érosion du substrat calcaire Réseau hydrographique prépondérant : Vallée de la Boutonne, de la Sèvre, autres rivières et cours d'eau, zones humides	Bâti éclaté en bourgs et écarts, près des cours d'eau Couvert végétal très fragmenté Espace de mobilité des rivières et cours d'eau pâturés ou boisés

Les unités paysagères

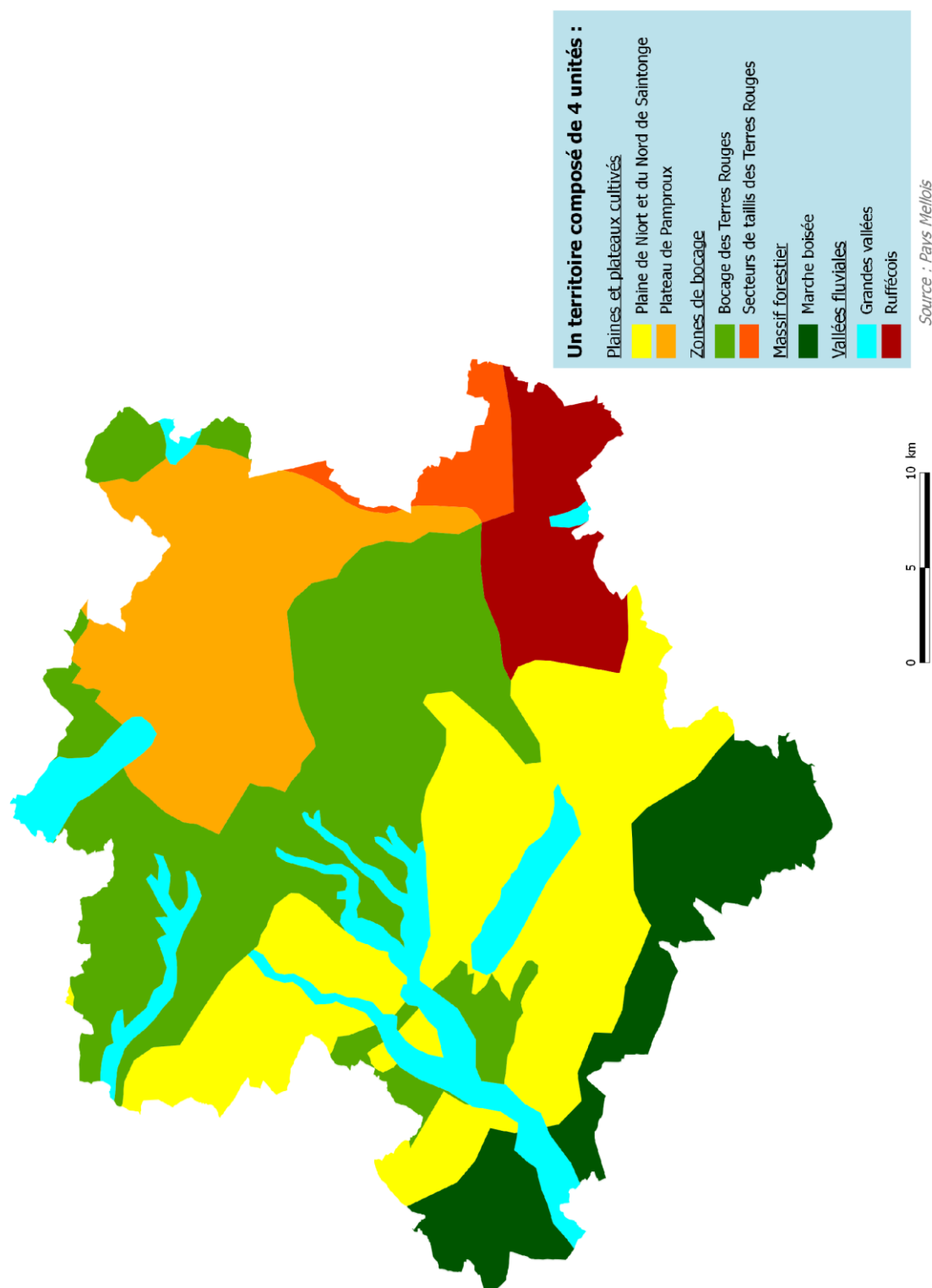


Figure 6 : Un territoire constitué de quatre unités paysagères

2.2 L'eau, élément fédérateur du territoire

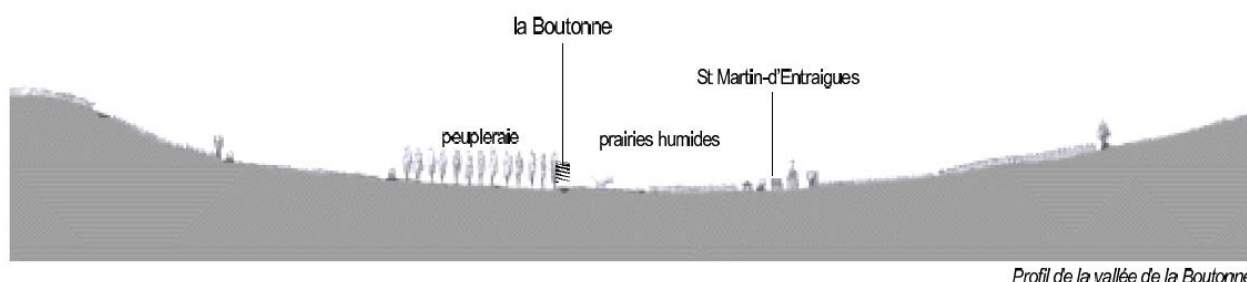
Les principales vallées (Boutonne, Sèvre) et leurs affluents représentent un fort vecteur de paysages : il s'agit d'une composante majeure du territoire du SCoT. Les ripisylves, cordons verts de végétation aux abords des cours d'eau, dessinent des ondulations visibles au loin et laissant deviner la présence de l'eau.

La présence des cours d'eau est aussi génératrice de paysages « de crues ». L'occupation humaine du territoire s'adapte tout particulièrement à la présence de cette eau à risques dont la variabilité et le caractère imprévisible viennent parfois inquiéter habitants, habitations, et activités.

Le lien à l'eau est une composante majeure de l'aménagement qu'il convient de faire perdurer voire de réhabiliter. Ce lien peut prendre une multitude d'apparence : vocabulaire architectural spécifique (de ponts, pontons, moulins, haltes nautiques, adaptation des niveaux des constructions « les pieds dans l'eau »,...), espaces publics assurant un trait d'union entre le village et la rivière, sentiers d'interprétation reliant le village aux paysages naturels de l'eau, maintien de vue dégagées sur des îles ou des méandres, ...

Des paysages diversifiés comprenant **deux types de vallées** :

- les vallées larges** où la rivière coule dans une plaine alluviale entre deux fronts éloignés parfois de plusieurs kilomètres comme dans la vallée de la Boutonne. Elles sont traversées de routes souvent en digue au-dessus de marais. Les zones humides forment le plus souvent de vastes surfaces entre les bras naturels ou artificiels de la rivière. Elles sont occupées par les peupleraies qui créent un paysage caractéristique.



Profil de la vallée de la Boutonne

Figure 7 : les vallées larges (Source : Plan Paysage du Mellois en Poitou, 2003)

- Les vallées étroites** et profondément creusées dans la roche calcaire par les cours d'eau du plateau sont en général occupées par les prairies, les moulins sont les seules constructions. Les abords des routes qui les longent, autrefois pâturés, sont maintenant en friche.

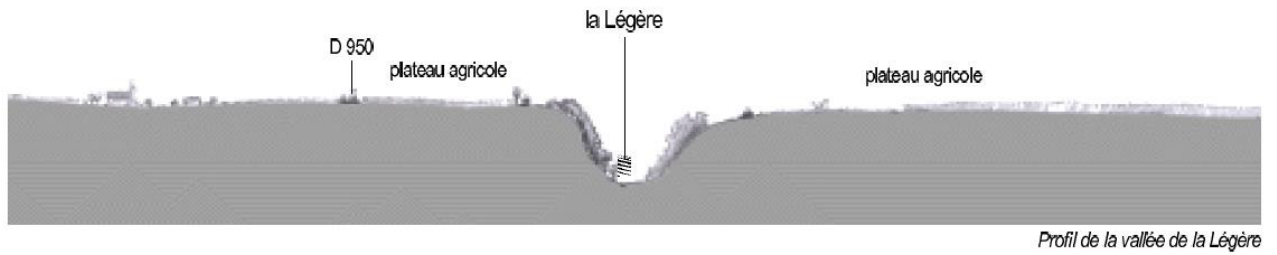


Figure 8 : Les vallées étroites (Source : Plan Paysage du Mellois en Poitou, 2003)

La présence de nombreuses rivières et le caractère pittoresque des vallées constituent une ressource potentielle qui pourrait être exploitée pour des activités de loisirs ou de tourisme. Cette utilisation permettrait une meilleure gestion de vallées actuellement en voie d'abandon.

(Source : Plan de paysage du Mellois en Poitou, 2003)

2.3 Une diversification et une structuration des paysages par la végétation

Paysage de champs ouverts, paysage de bocage, paysage de marais drainés, les différentes façons de marquer les limites de parcelles varient selon les régions du Mellois en Poitou et leur donnent leur aspect caractéristique.

ZOOM sur la haie, élément varié traditionnel porteur d'une identité paysagère agricole

La haie est un élément végétal d'importance dans les paysages. La situation des haies et leur fonction ont donné une diversité de forme tandis que les différents types de sol ont provoqué une diversité d'essences végétales plantées. En bordure de champs, les haies étaient maintenues basses pour ne pas porter ombre sur la culture ; tandis qu'en bordure de pâturage, elles étaient tenues hautes et couplaient des arbres taillés en « têtards » et des buissons épineux pour permettre à la fois la production de bois et le maintien d'une enceinte sûre pour le bétail.

Les descriptions suivantes sont issues de l'atlas des Paysages de la Région Poitou-Charentes (source : CREN Poitou-Charentes). La lecture du paysage par la végétation est ici analysée selon chaque entité paysagère recensée.

La plaine de Niort

La culture généralisée du sol, qui procure le grand dégagement visuel des plaines, forme avec le relief plat l'essentiel du caractère des paysages. Les cultures elles-mêmes, leurs matières, les couleurs qui se succèdent selon la saison, forment la principale substance paysagère du secteur. Ici, bien sûr, les diverses autres formes de paysages du bocage et des vallées plantées de peupliers, pondèrent la part des cultures et apportent leurs frondaisons.

Comme dans les autres départements de la région, le nombre d'exploitations agricoles a fortement diminué dans les Deux-Sèvres au cours des trente dernières années. 10 000 exploitations étaient recensées en 1995 contre près de 14 800 en 1988. Toutefois, les régions de grandes cultures sont celles qui se sont le plus rapidement restructurées.

Cette évolution a conforté d'une part l'existence de deux agricultures dans le département. L'agriculture de complément de petite taille (moins de 10 hectares) qui contribue encore de façon notable à la production départementale, s'est relativement bien maintenue. Quant à l'agriculture de métier qui rassemble la plupart des moyens de productivité, elle s'est trouvée engagée, pour survivre, dans un fort mouvement de concentration. Il résulte de cette évolution un déséquilibre accru entre les terroirs à vocation d'élevage et ceux orientés vers la production végétale.

L'utilisation du sol agricole a connu également des changements importants. Le paysage des Deux-Sèvres s'est d'abord modifié du fait de la régression de la surface cultivée. La nature des cultures s'est aussi modifiée. Concernant les productions végétales on note le léger accroissement des terres consacrées aux céréales : elles occupaient 137 000 hectares en 1989 et 139 000 en 1995. Les productions animales des Deux-Sèvres ont, comme les productions végétales, vécu de profondes mutations. Elles restent concentrées en Bocage et Gâtine.



Figure 9 : Structuration paysagère (Source : CREN Poitou-Charentes)

Les Terres Rouges, secteurs bocagers

Motif primordial du bocage, la haie constitue tant l’emblème que le principal élément de structuration de l’espace, et aussi l’essentiel des motifs visibles.

La densité du réseau des haies va donc singulièrement déterminer l’ambiance des secteurs de bocage. Mais il faut également rappeler à quel point la position, la composition des haies et leur mode d’entretien sont importants pour déterminer la perception des paysages.

Le degré d’opacité, la position vis à vis des routes et chemins, conditionnent la visibilité des territoires. Il y a par exemple une grande différence entre les haies opaques sur toute leur hauteur, et les haies qui associent une haie basse taillée sous une futaie, qui restent présentes pour assurer l’identité du bocage, et autorisent des vues dont elles forment un premier plan de grande qualité.

La composition végétale et l’entretien vont aussi déterminer la matière végétale, les floraisons, la richesse floristique des motifs (on dit qu’une haie s’enrichit tout au long de son existence, et que les plus belles sont plusieurs fois centenaires). Enfin, le bocage présente depuis fort longtemps des types de composition floristique, formés avec les végétaux adaptés au climat, au sol, aux fonctionnalités des haies, et qui sont inscrites dans les yeux. Quand les gammes végétales s’en écartent, comme les haies de résineux aux abords des villages, il n’est plus possible de les associer au réseau général, dont le caractère de continuité rurale se trouve alors brisé.

Dans le cas spécifique des terres rouges bocagères, le réseau de haie est marqué par une grande diversité de formes et de types d’entretien, qui justifieraient un travail spécifique d’inventaire sûrement fort instructif. Cependant la présence des châtaigniers en sus des chênes vient apporter une note unificatrice, d’autant que l’on retrouve cette espèce sous forme de taillis et de sujets isolés dans les parcelles. Il semble toutefois que cette dernière forme soit appelée à disparaître : tous les sujets rencontrés ont semblé âgés, voire dépérissant, et sans jeunes plantations de relève.

Outre le réseau de haies, la végétation est marquée par l'alternance de prés et de cultures dans les parcelles, et par quelques massifs, dont les groupes marquent probablement des dépôts de terres plus pauvres, dans ce pays de marche géologique, et où le châtaignier reste marquant, du moins en lisière.

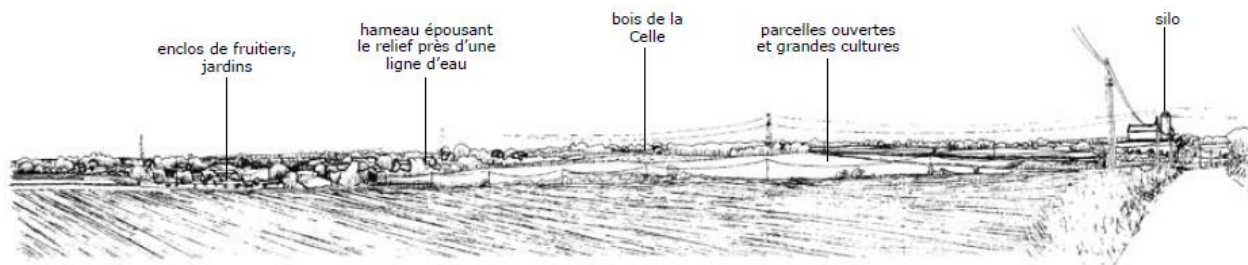


Figure 10 : Représentation schématique des Terres Rouges (Source : CREN Poitou-Charentes)

Les Terres Rouges, secteur des Taillis

« Terres rouges à châtaigniers » : la dénomination usuelle du territoire désigne l'espèce emblématique présente tant dans les motifs végétaux actuels que dans la mémoire des modes de vie ruraux anciens.

On retrouve aujourd'hui cette espèce dans les taillis qui caractérisent fortement les paysages : ils sont nombreux, pas forcément très étendus, mais leur répartition et leurs dispositions sur le territoire organisent un système de coulisses qui vient fermer l'horizon, et forme comme un espace de référence pour tout le territoire. Le châtaignier présente des événements saisonniers remarquables, notamment la floraison qui fait apparaître sur la matière des feuillages une écriture d'étoiles, ainsi que la période des fruits mûrs.

Outre les taillis, l'espèce est également présente sous forme de sujets isolés dans les parcelles ou au bord des chemins. Cependant, ceux que l'on voit aujourd'hui paraissent tous bien âgés, voire morts. D'autres encore surgissent des lambeaux de haies encore présents entre les parcelles, et surtout sur les bords des routes, mais dans le même état sanitaire. Associés aux ormes morts, ces cadavres trop nombreux et l'absence de sujets plus jeunes qui indiqueraient un futur, laissent une impression assez désolée.

Les haies apparaissent sporadiquement dans les cultures et au bord des routes, mais sans former le réseau bocager perceptible dans l'autre partie des terres rouges. Elles prennent en outre au bord des routes trop souvent l'aspect étriqué et maladif que leur donnent les sujets morts et un entretien expédié à l'épaveuse.

Très rarement, quelques sujets au pied dégagé (il peut s'agir de châtaigniers ou de noyers) accompagnent une portion de route, et tout change : l'espace dégagé des cultures prend alors valeur d'espace, et la distance ainsi révélée met en valeur la présence des taillis à l'horizon.

Les cultures et les prés complètent, sans originalité particulière, le dispositif végétal qui a bien de la peine à instituer une image de paysage identifiable.

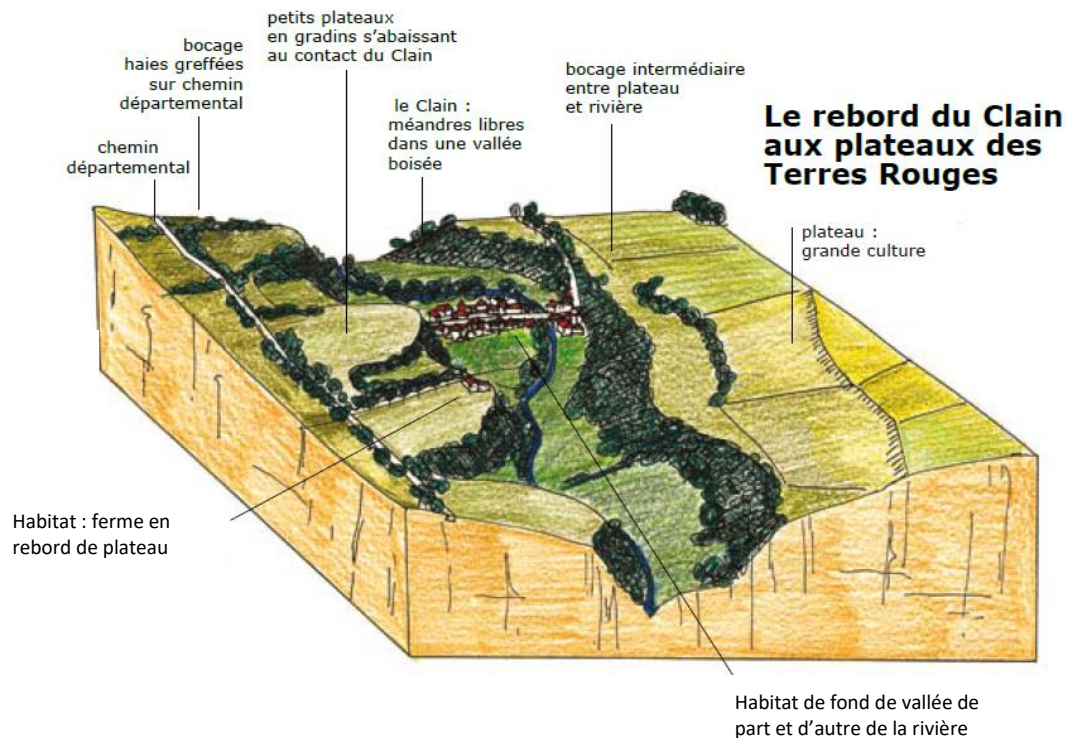


Figure 11 : Les rebords du Clain (Source : CREN Poitou-Charentes)

Le Ruffecoais

Les cultures et les prés se partagent le sol de la région sans lui conférer de personnalité très forte. Les principaux caractères spécifiques proviennent des motifs arborés, multiples et combinés : on trouve des taillis sur l'ensemble du secteur, qui interviennent à l'horizon et dans l'espace avec plus ou moins de force selon leur position dans le relief. Ils sont rarement les seuls éléments arborés en relation avec les surfaces de cultures ou de prairie : ils se combinent aux haies, aux bribes d'alignement, aux arbres isolés. Les bosquets, taillis, forêts, occupent une place qui peut devenir importante : certains secteurs atteignent une proportion supérieure à 15%, et la forêt vient à dominer le paysage sur la butte de Montalembert et dans les terres de la boucle de la Charente.

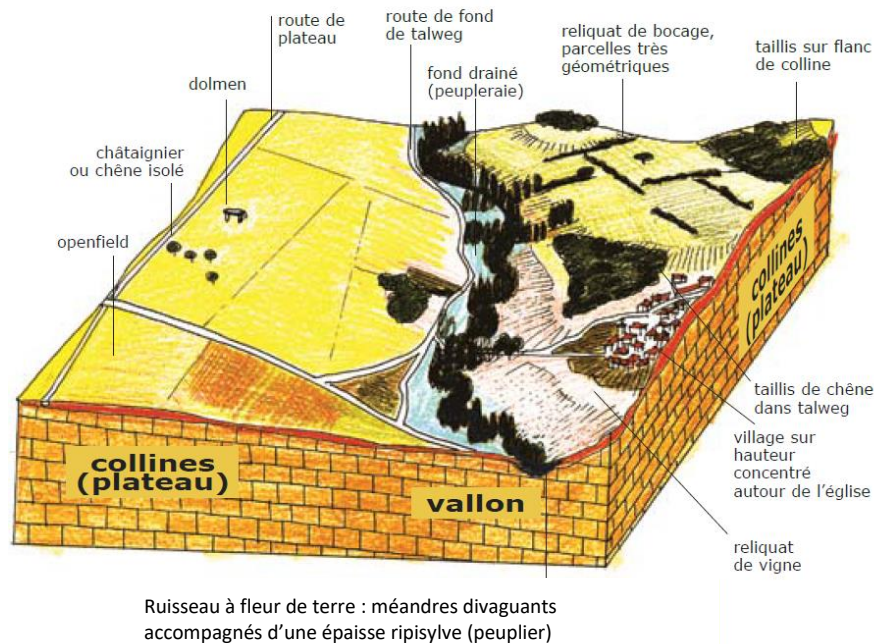


Figure 12 : Représentation schématique d'une vallée du Ruffécois (Source : CREN Poitou-Charentes)

La marche boisée

Ce sont bien entendu les motifs de la végétation qui dominent les paysages du secteur, sous la forme de massifs de toutes tailles aux nombreuses découpes. Quelques forêts domaniales (Chizé, Chef-Boutonne, Aulnay) forment de plus grandes compositions marquées par les tracés forestiers caractéristiques que l'on ne retrouve pas dans les massifs plus petits.

La composition floristique, tout comme l'histoire, marque une position de marche : les chênes et les hêtres dominent les gammes végétales, mais grâce au sol et à un micro-climat on trouve à Chizé des végétaux du Nord qui trouvent ici leur station la plus méridionale, et inversement des végétaux du Sud dans la limite septentrionale de leur aire. Cette rencontre botanique crée un lieu et des paysages forestiers tout à fait spécifiques.

On retrouve dans les clairières la végétation des plaines situées de part et d'autre du secteur. Le long des rivières, le motif des peupleraies donne ici un relief particulier à des vallées presque plates par ailleurs.

Les vallées

La végétation se manifeste sous des formes très diverses, ce qui contribue à la variété des paysages rencontrés. Les différents motifs de la végétation s'étagent depuis les rives des cours d'eau jusqu'au rebord des coteaux, organisent une concentration des motifs sur une même entité de lieu. Mais ils jouent également, trop souvent, le rôle d'écrans qui interdisent de jouir totalement de cette même qualité.

La végétation propre des rives, très riche quand elle n'est pas éliminée par le recalibrage, s'organise en bandes de ripisylves plus ou moins épaisses et denses selon les situations. Elle

peut isoler dans un couloir l'espace même des rivières, mais aussi organiser de belles fenêtres qui mettent en scène la présence de l'eau. Lors des franchissements, c'est souvent la vigueur de cette végétation qui s'impose au détriment d'une vision de l'eau.

Dans les fonds de vallée, les prairies, les peupleraies et les cultures se succèdent selon les profils, et conditionnent largement l'ambiance proposée : prairies recoupées de haies dans le bocage, terres de plus en plus cultivées sur les hauteurs et les plateaux.

Une végétation spécifique des coteaux succède à celle des fonds, et conditionne à nouveau les ambiances. Ainsi, dans les parties hautes du bocage, voit-on souvent le tissu des haies et des prairies, apparaître sur les flancs de la vallée.

Autour des villes, le contact entre le fond de vallée et le coteau est le lieu privilégié des jardins, qui trouvent là un dégagement visuel, et l'occasion d'étager les motifs de terrasses, de talus.

Ailleurs, les pentes accueillent tantôt des cultures ou des prairies (de plus en plus rares), tantôt des bois (qui souvent apportent une « conclusion » au paysage de vallée dont ils forment l'horizon), des vignes et des vergers, tantôt des friches à des stades divers, résultant des difficultés de gestion des terres en pente.



Figure 13 : Panorama sur les coteaux boisés (Source : CREN Poitou-Charentes)

2.4 Le paysage vécu, le paysage perçu

Les routes, les cheminements, les voies ferrées et les voies navigables sont les principaux accès aux paysages. Selon le tracé de ces itinéraires, selon leurs aménagements, selon la vitesse qu'ils induisent et selon la sélection des séquences qu'ils donnent à voir, les images mentales que l'observateur imprimera inconsciemment du Pays Mellois à partir de ces voies seront variées. Certaines laisseront «une bonne image», d'autres une impression plus confuse voire dévalorisante.

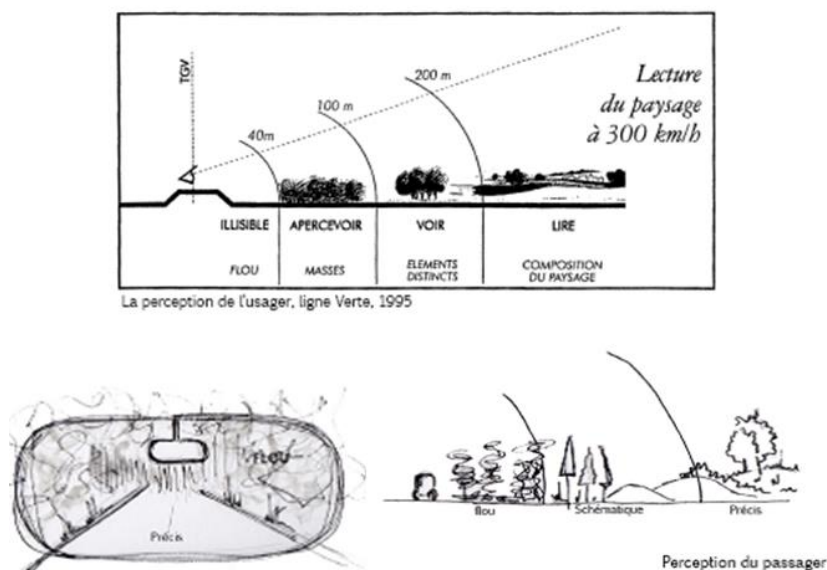


Figure 14 : Lecture du paysage depuis une voiture (Source : Plan Paysage, 2003)

La plus grande part des routes et chemins qui quadrillent le territoire d'un réseau aux mailles serrées sont des routes très anciennes de desserte locale. Ces dernières représentent l'élément de paysage le plus visible.

Cependant, le territoire du Pays est parcouru par plusieurs axes majeurs dont la RD948 et la RD950.

Depuis ces axes particulièrement fréquentés, l'image que l'on se forge du paysage est variable, elle diffère selon les unités paysagères traversées et la topographie. La plupart des points hauts offrent ainsi des vues lointaines sur le grand paysage.

Malgré ce potentiel occasionné par le relief, notamment dans les zones de vallées, les points de vue sont rares, et restent limités à de petites scènes. Quand ils existent, les points de vue élevés sont l'occasion d'une belle mise en scène des motifs de boisements et de bocage alternant avec l'ouverture des prairies et zones de plaines.

Ainsi, le Horst⁵ de Montalembert (le seul relief en éminence de la région) offre des positions dominantes sur le secteur, notamment depuis le village de Montalembert lui-même. La vue y est considérablement étendue. Le point de vue reste cependant en deçà de sa potentialité, notamment en raison des difficultés à « gérer » le dégagement visuel et de l'absence de traitement. Ce site géologique unique en Mellois a été profondément modifié en 2013 par son percement lors de la construction de la ligne ferroviaire à grande vitesse LGV Sud Europe Atlantique.

⁵ Horst : Terme en géologie qui signifie « nid d'aigle » en allemand. Il désigne un soulèvement. Le Horst de Montalembert est un des soulèvements du seuil du Poitou apparu au moment de la formation des Pyrénées entre -80MA et -40MA.

2.5 Des paysages marqués par les bourgs anciens et les extensions modernes

Une géologie favorable et un réseau hydrographique important ont permis une activité agricole prospère en Mellois en Poitou. Paysages de grands plateaux et plaines, ou paysages de bocages et vallées, l'influence des activités humaines a façonné sur le long terme ce territoire. Partie intégrante de ces paysages diversifiés, l'habitat ancien majoritairement agricole se décline et s'adapte aux particularités des sites. Ce territoire façonné par une activité essentiellement agricole comprend des agglomérations dont les dimensions sont modestes et sensiblement équivalentes. Les bourgs comprennent certaines constantes héritées d'une histoire agricole ancienne et préservée.

(Source : Plan de paysage du Mellois en Poitou, 2003)

Le rapport à l'eau des bourgs anciens

Les villages anciens entretiennent historiquement un lien très fort à l'eau : l'implantation des constructions et l'aménagement des jardins d'agrément est particulièrement dictée par la présence du cours d'eau et des zones d'épandage des crues. Les espaces publics, généralement aux abords des équipements communaux (mairie, salle des fêtes, église, ...) tissent un trait d'union entre les bras de la rivière et le village qui s'ouvre ainsi sur les paysages de l'eau.

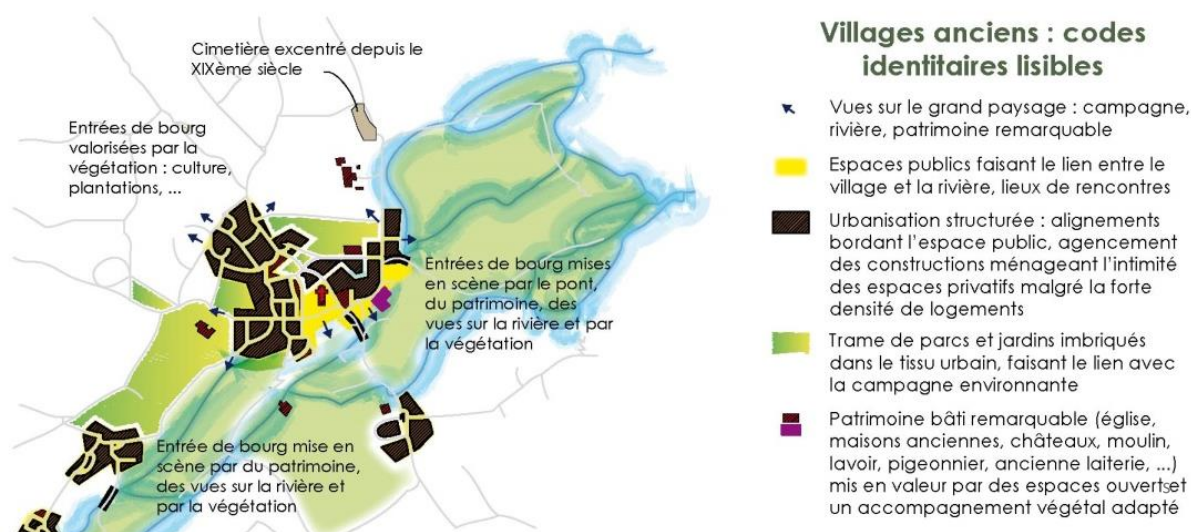


Figure 15 : La morphologie des bourgs anciens (Source : CITADIA)

Des types d'habitats anciens adaptés aux caractéristiques naturelles et à l'activité agricole

Dans l'ensemble du Mellois en Poitou, on retrouve un type à peu près constant d'habitat et des caractères communs dans l'organisation interne des bourgs, héritage d'une longue histoire de l'occupation humaine qui remonte aux premiers agriculteurs sédentaires de

l'époque néolithique. C'est un territoire façonné par une activité essentiellement agricole dans lequel les agglomérations restent de dimensions modestes et sensiblement équivalentes. La région du Mellois en Poitou, depuis l'époque romaine, n'a pas été traversée par les grandes voies de transit favorables au développement des villes.

En revanche, les structures des bourgs présentent des formes variables que la carte ci-après met en évidence et localise. Les agglomérations sont donc soit :

- > massées en ensembles assez **denses**, aux limites nettes entourées d'une vaste plaine ouverte (Plaines et plateaux cultivés, points hauts),
- > dispersées en petits ensembles lâches, formant une agglomération **nébuleuse** entrecoupée de pâturages, de champs et de boisements (Secteurs de bocage, zones basses),
- > **étirées parallèlement aux vallées** à la limite du plateau (Grandes vallées).

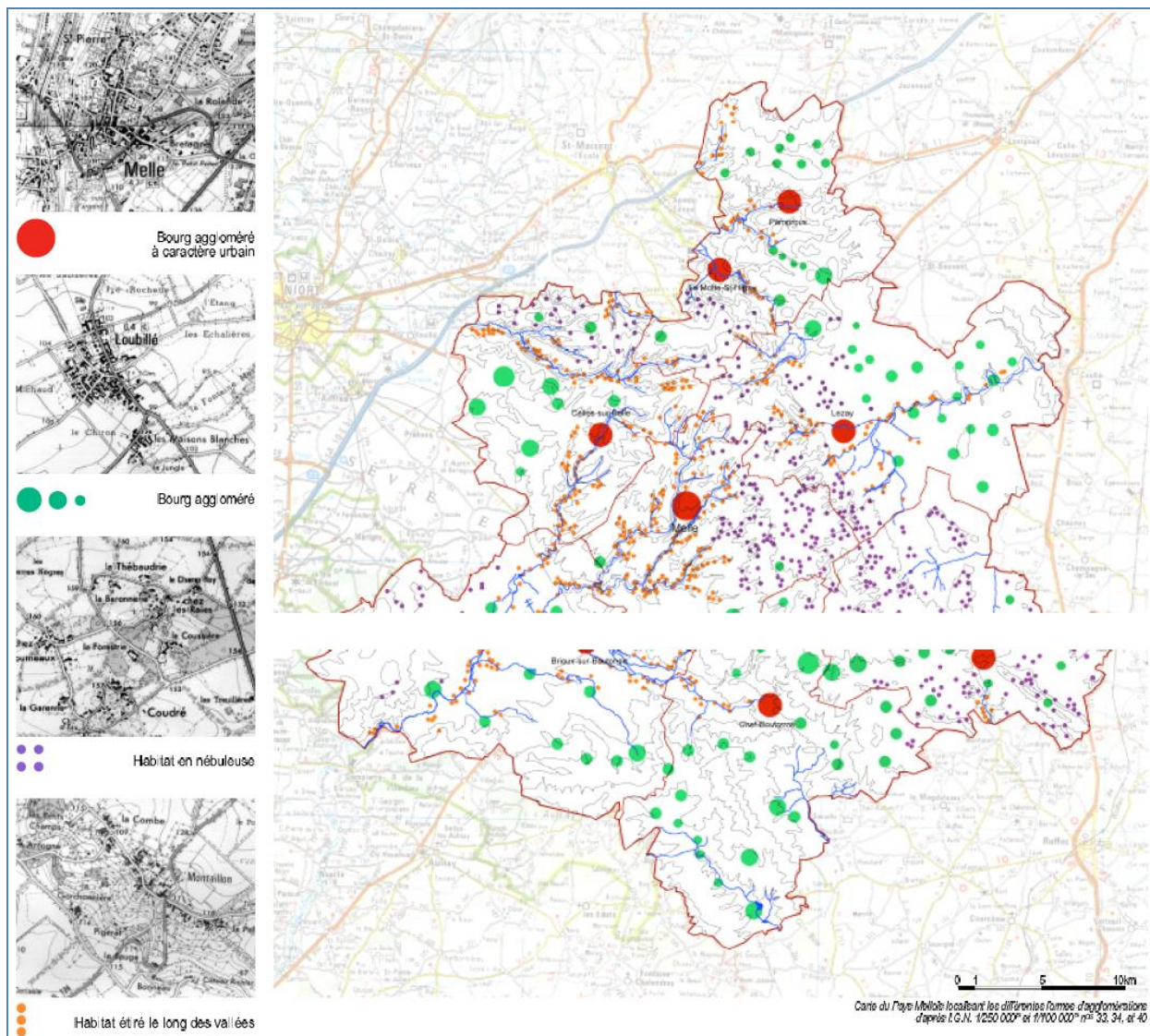
Ces différences correspondent à des raisons géographiques telles que le relief, l'accessibilité à l'eau et la qualité des sols. L'économie agricole ancienne du Mellois en Poitou a reposé principalement sur l'élevage et la polyculture vivrière ; les fermes et les villages ont donc occupé en priorité des positions qui donnaient à la fois accès à des terres favorables au pâturage et à des terres propices à la culture des céréales et de la vigne dès l'époque romaine, au centre de terroirs variés. La profondeur de l'eau dans le sol et la difficulté pour creuser des puits a incité au regroupement des hommes, tandis que les terroirs riches en sources ou points d'eau ont permis la dispersion des maisons.

Les formes d'organisation des bourgs ont aussi des raisons historiques. L'habitat groupé en bourg témoigne encore, de nos jours, d'occupations très anciennes autour de sites datant de la période néolithique (Limalonges, Vanzay, Exoudun, Bougon), et autour de villas gallo-romaines (Brioux, Rom, Melle, La Mothe-Saint-Héray, Chizé, Couture d'Argenson, Loubillé entre autres). À partir du IX^e siècle, c'est sur les domaines de monastères ou de seigneuries féodales que les défrichements se poursuivent, parfois sur des terres moins favorables (Celles-Sur-Belle, Secondigné, Ensigné, Sainte-Soline, Aigonnay, Saint-Vincent-la-Châtre entre autres), souvent le long des cours d'eau. Jusqu'au XIX^e siècle, dans la région centrale, dont le sol argileux permet un accès plus facile à l'eau favorisant une dispersion de l'habitat, s'installe un système de nébuleuse, associant des fermes isolées et des hameaux, et dans lequel aucun village ne s'impose nettement aux autres par son importance.

Les petits centres urbains se développent grâce à leur situation de lieu de passage (la Mothe, Sauzé), administrative (chefs-lieux de canton) ou en raison d'une activité économique comme le marché aux veaux de Lezay ou les mines d'argent puis l'industrie chimique de Melle.

Le chemin de fer va également permettre le développement de bourgs comme Chef-Boutonne, ainsi que l'exploitation des laiteries pour les communes de Lezay, Brioux, La Mothe, Celles-sur-Belles, Chef-Boutonne.

Les différentes formes d'organisation des bourgs marquent les paysages de leurs silhouettes caractéristiques, denses ou espacées, de leur façon singulière de prendre position sur le relief, de leur accompagnement de parcelles arborées, de cours et de jardins. Ces caractères ont une valeur culturelle et participent à l'identité locale.



(Source : Plan de paysage du Mellois en Poitou, 2003)

Des extensions modernes causant une perte d'identité et de lisibilité des bourgs

Si les parties anciennes des villages s'inscrivaient en accord avec le cadre paysager environnant, les extensions urbaines contemporaines sont en rupture avec ces pratiques traditionnelles, ce qui tend vers une banalisation des paysages urbains et ruraux.

Il est possible de classer ces extensions en deux types :

- Le mitage de territoire par un tissu pavillonnaire :

Une rupture s'opère entre l'habitat standardisé de lotissement et l'habitat ancien, tant en matière de densité que d'architecture ou de traitement paysager des abords. Les bâtiments situés principalement au centre des parcelles provoquent une rupture du bâti par rapport au

centre-bourg, et l'organisation générale du bourg, centrée sur l'eau et les centres de vie publique, est perdue du fait de l'étalement et d'un système viaire modifié.

➤ Les extensions linéaires le long des axes de communication :

En absence de documents d'urbanisme réglementant l'implantation et l'architecture du bâti, l'habitat peut s'étirer le long des axes d'accès aux bourgs. Ces extensions accueillent généralement du bâti pavillonnaire mais aussi des activités commerciales ou industrielles. Outre le mitage de terres agricoles ou d'intérêt écologique, ces extensions brouillent la lisibilité des entrées de bourg. Ces espaces sont souvent sans liaisons fonctionnelles avec le bourg ancien.



Nouvelle habitation isolée sur sa parcelle



Développement linéaire de l'habitat



Vue aérienne du développement d'Arvilleux le long de la R.D. 740 (cliché Philippe Feret)

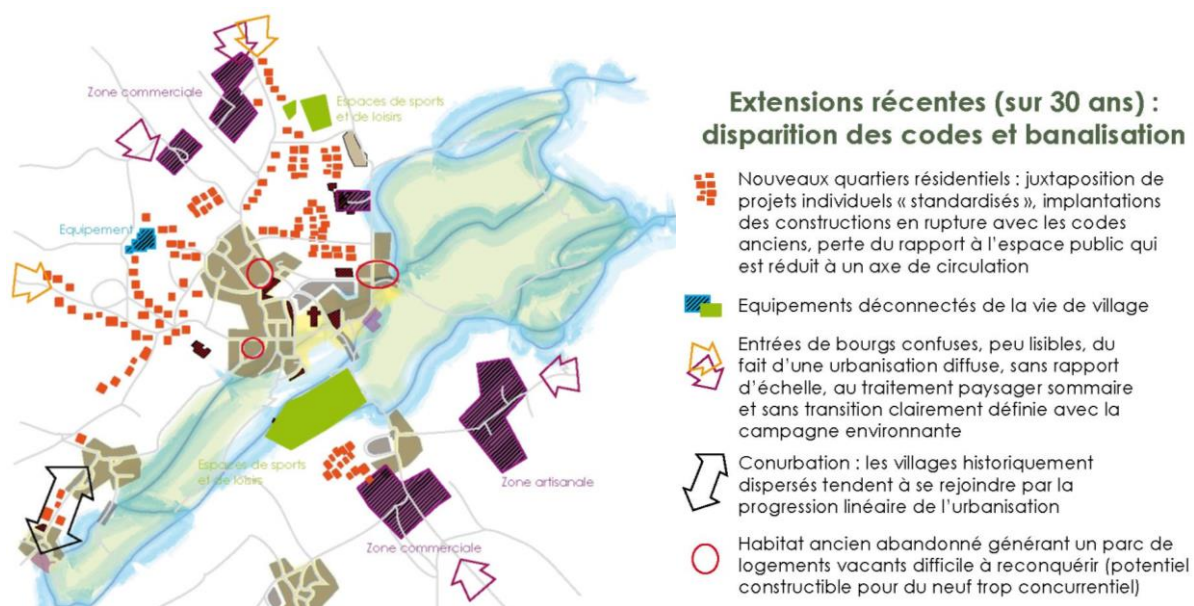


Figure 16 : Morphologie des extensions récentes (Source : CITADIA)

Des principes d'implantation judicieuse des constructions et des principes de végétalisation adéquate donnaient aux villages une structure harmonieuse et intégrée dans leur environnement. Ces « codes » d'aménagement méritent d'être revisités pour que les extensions de ces centralités urbaines continuent de véhiculer une qualité esthétique et une qualité de vie.

Denses mais qualitatifs, les formes anciennes d'urbanisation apportent des réponses intéressantes en matière de gestion économe de l'espace et de performance énergétique (les implantations étaient généralement « bioclimatiques »).

Des entrées de bourgs perdant en lisibilité

L'entrée de bourg est particulièrement sensible à ces extensions en rupture avec l'existant. Le traitement paysager de cet espace a, de plus, une importance capitale dans la compréhension du paysage urbain car il est censé marquer la limite entre zone urbaine et zone rurale.

Les bourgs à caractère urbain du Pays Mellois ont connu depuis plusieurs années, l'implantation d'activités commerciale et industrielle sur les grands axes routiers. Ces entrées de bourgs sont souvent décriées car elles participent directement à l'image même de ce bourg pour l'automobiliste.

Ces entrées sont souvent dégradées par un développement linéaire mal maîtrisé. Dans certains bourgs, comme à la Mothe-Saint-Héray, on observe l'installation d'une zone d'activité commerciale séparée du centre ancien par une zone moins urbanisée, créant une discontinuité et une difficulté à appréhender l'entrée d'agglomération. Enfin, le mitage des espaces agricoles par l'habitat pavillonnaire vient aussi troubler l'arrivée dans les bourgs.

Ces nouvelles entrées de bourgs posent des problèmes manifestes de sécurité des portions de routes limitées à 70 km/h de plus en plus longues, où les piétons et cyclistes ont du mal

à trouver leur place, et un manque de cohésion urbaine, les développements linéaires ne créant pas de nouveaux quartiers et plaçant les commerces de plus en plus loin des centres anciens.

Dans les petits bourgs, on passe rapidement de l'espace agricole à la rue. De nouveaux bâtiments commerciaux, artisanaux ou agricoles viennent parfois perturber la lisibilité de l'entrée de bourg en ne respectant pas les éléments d'accompagnement qui marquent traditionnellement les limites de parcelles.

L'implantation de nouvelles activités en limite de bourg n'est pourtant pas incohérente puisque les agglomérations du Pays Mellois se sont toujours développées ainsi, par extensions successives. Cependant, le respect des règles qui organisent les entrées de bourg traditionnelles est indispensable si l'on veut conserver les qualités de celles-ci.

3 LE PATRIMOINE BATI

3.1 Une architecture de qualité

Le territoire du Mellois en Poitou bénéficie d'un patrimoine historique et architectural riche, protégé par plusieurs politiques de conservation et de mise en valeur.

Le Mellois en Poitou a obtenu le label du Pays d'Art et d'Histoire en avril 2008, en reconnaissance du caractère patrimonial bâti et paysager de grand intérêt. Le Pays d'art et d'histoire (PAH), d'abord porté par le Syndicat Mixte du Pays Mellois puis par la Communauté de communes Mellois en Poitou, valorise le patrimoine du territoire dans toutes ses dimensions, à destination de tous les publics : visites, conférences, ateliers, spectacles, colloques, expositions, publications... Toutes les formes de médiation ont été utilisées pour mettre en lumière le patrimoine dans toutes ses dimensions (bâti, mobilier, immatériel, immatériel, paysages, etc), en privilégiant le croisement avec les problématiques contemporaines d'aménagement du territoire, d'urbanisme, d'éco-construction, entre-autre.

Le PAH s'adresse à tous les publics. Les familles, les habitants, les touristes, les enfants, les spécialistes et techniciens, les étudiants, les personnes avec handicap (plusieurs visites ont été traduites en langue des signes, des visites ont été proposées aux personnes âgées accueillies en EPHAD, des supports de médiation pour personnes mal-voyantes ont été conçus), la population anglophone), animations dans les maisons de retraite... Depuis 2009, plus de 27 000 curieux ont suivi les animations du PAH.

L'action éducative est au cœur des préoccupations du service. Depuis 2010, plus de 6500 enfants ont suivi les animations pédagogiques du service, en temps scolaire ou en temps de loisirs.

En 2018, la convention décennale arrivant à terme, la Communauté de communes a décidé de reconduire la convention avec le Ministère de la Culture, désireuse de poursuivre la mise en lumière du patrimoine dans l'esprit du label. Le dossier de renouvellement en cours d'écriture va se composer de deux parties : un bilan des dix années d'exercice du label et un rapport donnant les orientations des dix années à venir.

3.2 L'inventaire des monuments classés et inscrits

Un **monument historique** est un monument classé (par arrêté du ministre chargé des affaires culturelles) ou inscrit (par arrêté du préfet de région) afin de le protéger, du fait de son histoire ou de son architecture. Cette reconnaissance d'intérêt public concerne plus spécifiquement l'art et l'histoire attachés au monument et constitue une servitude d'utilité publique. Le classement peut aussi s'appliquer à des objets mobiliers présentant un intérêt historique (cloche, ferrure de porte, etc...).

La réglementation relative aux monuments historiques classés et inscrits est précisée par le code du patrimoine et plus particulièrement par les articles L621-1 et suivants.

Les édifices classés ou inscrits bénéficient d'un rayon de protection de 500 mètres où tout projet de construction, de démolition, de travaux, est soumis à l'accord de l'architecte des Bâtiments de France. L'élaboration du document d'urbanisme peut être l'occasion de

modifier ce périmètre sur proposition de l'architecte des Bâtiments de France et après accord de la commune concernée (article L621-30-1 du code du patrimoine). En effet, le périmètre de 500 mètres peut, sur proposition de l'Architecte des Bâtiments de France après accord de la commune, être modifié de façon à désigner des ensembles d'immeubles et des espaces qui participent à l'environnement du monument pour en préserver le caractère ou contribuer à en améliorer la qualité.

La mise en scène d'un monument dans son paysage ne demande pas d'interventions considérables. Un entretien soigné et régulier, une signalisation homogène et discrète sont la plupart du temps suffisants, en particulier pour les monuments en plein champ. Les monuments plus importants ou situés dans un contexte urbain nécessitent parfois un traitement spécifique de la voirie et en particulier des stationnements. L'accès offrant la meilleure vue sur le monument sera privilégié, éventuellement aménagé et toujours balisé.

On recense ainsi **50 édifices inscrits ou classés aux Monuments Historiques** (28 classés, 21 inscrits, 1 inscrit et classé).

3.3 Les sites classés et/ou inscrits

Les sites inscrits et les sites classés sont définis au titre des articles L.341-1 et suivants du code de l'environnement et vise à préserver les sites "dont la conservation ou la préservation présente, au point de vue artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque, un intérêt général". Les sites concernés sont des lieux dont le caractère exceptionnel justifie une protection de niveau national.

Comme pour les monuments historiques, la loi sur la protection des sites prévoit deux niveaux de protection, l'inscription et le classement, qui peuvent être le cas échéant complémentaires. Ces protections instituent une servitude d'utilité publique sur le bien protégé. La servitude d'utilité publique créée doit être annexée dans le document d'urbanisme.

En site classé, tous travaux susceptibles de modifier l'état ou l'aspect du site ne peuvent être réalisés qu'exceptionnellement après autorisation spéciale de l'État.

Le site inscrit fait l'objet d'une surveillance plus légère, sous forme d'avis de l'architecte des Bâtiments de France sur les travaux qui y sont entrepris.

Le territoire est concerné par **1 site inscrit et 2 sites classés** au titre de la loi 1930 sur la protection des sites et des monuments naturels, légendaires ou pittoresques :

Sites classés :

- > La mine de Loubeau, par décret de 1910, sur la commune de Melle,
- > Le cimetière de Verrines, par décret de 1939, sur la commune de Celles-sur-Belle.

Site inscrit :

- > ensemble formé par le bourg d'Exoudun, depuis 1979.



Figure 17 : Cimetière de Verrines à Celles-sur-Belle (source : région Poitou-Charentes, 2002)



Figure 18 : Bourg d'Exoudun (source : région Poitou-Charentes, 1999)

Les nombreux monuments du Mellois en Poitou constituent un enjeu paysager important. La définition d'une politique coordonnée concernant toutes les opérations de signalisation et de mise en valeur des monuments existants sur ce territoire contribuera à manifester visiblement la continuité territoriale.

3.4 Les Sites Patrimoniaux Remarquables (SPR)

*Un « **site patrimonial remarquable** » est un site d'une ville, d'un village ou d'un quartier dont la conservation, la restauration, la réhabilitation ou la mise en valeur présente, au point de vue architectural, archéologique, artistique ou paysager, présente un intérêt public. Ce classement a le caractère juridique d'une servitude d'utilité publique affectant l'utilisation des sols.*

Créée par la loi du 7 juillet 2016, ce classement se substitue automatiquement aux secteurs sauvegardés, aux ZPPAUP (zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager) et aux AVAP (aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine).

Sur le territoire, 4 communes sont concernées par cette servitude :

- Melle possède une ZPPAUP adoptée le 5 avril 2007. Cette servitude n'est pas compatible avec les lois Grenelle car elle ne dispose pas d'évaluation environnementale.
- Celles sur Belle possède une AVAP approuvée le 16 juillet 2016.
- Chef-Boutonne possède une AVAP approuvée le 15 octobre 2018.
- La Mothe-Saint-Héray possède une AVAP en cours d'élaboration

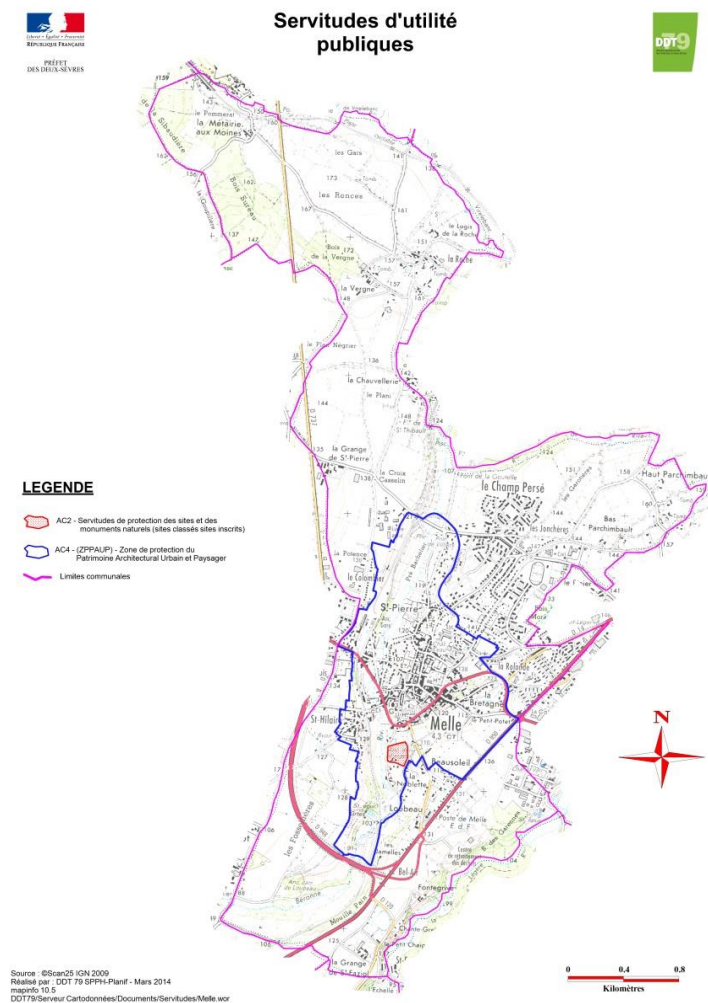


Figure 19 : Périmètre de la ZPPAUP sur la commune de Melle (source : PAC)

3.5 Le petit patrimoine

Une grande part de l'héritage historique reçu est constituée de « petit patrimoine », c'est-à-dire des vestiges de constructions modestes édifiées pour les activités quotidiennes anciennes du monde rural. Ces édifices souvent discrets possèdent pourtant des caractéristiques locales qui peuvent être préservées.

Puits, fontaines, lavoirs, moulins, fours à pain, pigeonniers, abris de cantonniers, fours à chaux, enclos de vignes, bassins de rouissage du chanvre, linteaux de porte sculptés ... la liste des traces laissées par le mode de vie passé est longue et variée. Des bâtiments, jusqu'aux détails de la construction, ces traces confèrent un cachet singulier aux lieux habités et les relient à leur longue histoire.



Figure 20 : Abri de cantonnier à la Mothe-St-Héray et un puits abandonné à Sauzé-Vaussais

Le petit patrimoine participe à l'espace collectif qu'est le paysage. Travailler sur les raisons de sa conservation et les moyens de sa mise en valeur peut constituer un bon point de départ d'une prise de conscience paysagère. Les pistes de réflexion suivantes peuvent être développées.

Tous les éléments patrimoniaux ne possèdent pas la même valeur symbolique pour une collectivité. Pourtant, il faut attirer l'attention sur le fait que le petit patrimoine ne prend tout son sens que par un effet d'ensemble, lorsqu'il forme un tissu continu de petits éléments représentatifs de la vie locale. Leur insertion dans le paysage contemporain sera mieux assurée par une politique de mise en valeur de l'ensemble de ce patrimoine que par la restauration isolée d'un seul élément.

Le patrimoine

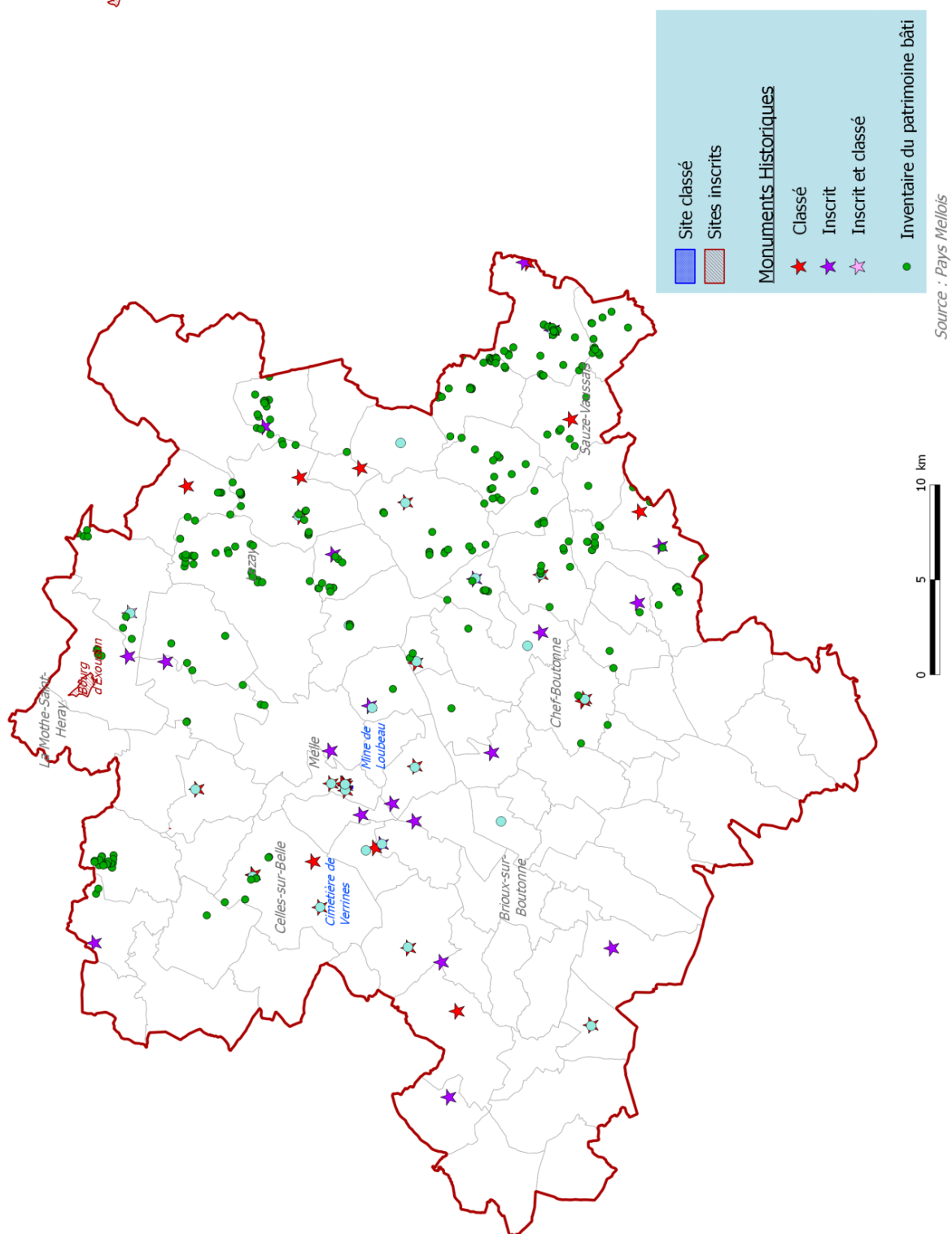


Figure 21 : Les éléments patrimoniaux du Mellois en Poitou

3.6 L'archéologie

La prise en compte du patrimoine archéologique dans le cadre de l'aménagement du territoire relève du Code du patrimoine (livre V) et des dispositions du décret n°2004-490 du 3 juin 2004 modifié, relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive.

L'article L.522-5, alinéa 2, du Code du Patrimoine prévoit la délimitation par l'État de zones – dites « zones de présomption de prescription archéologique » – où les projets d'aménagement affectant le sous-sol sont présumés faire l'objet de prescriptions archéologiques préalablement à leur réalisation. Sur ce fondement, le décret sus-désigné (Art. 5) précise que ces zones sont créées – à partir des informations données par la carte archéologique régionale – par arrêté du préfet de région, et qu'à l'intérieur des périmètres qu'elles définissent, l'ensemble des dossiers d'urbanisme (permis de construire, de démolir, ZAC, etc) seront automatiquement transmis au Service régional de l'Archéologie, sous l'autorité du préfet de région.

En-dehors de ces zones, le Préfet de Région (DRAC - Service Régional de l'Archéologie) doit être saisi systématiquement pour les dossiers de réalisation de Z.A.C. et les opérations de lotissements affectant une superficie supérieure ou égale à 3 hectares ainsi que les travaux soumis à déclaration préalable (Art. R.442-3-1 du Code de l'urbanisme), les aménagements et ouvrages qui doivent être précédés d'une étude d'impact (Art. L.122-1 du Code de l'environnement) et que les travaux sur les immeubles classés au titre des monuments historiques soumis à autorisation (Livre VI du Code du patrimoine, relatif aux monuments historiques, sites et espaces protégés).

Il convient de préciser deux autres dispositions réglementaires importantes :

- d'une part, le préfet de région (DRAC - SRA) a la possibilité de demander transmission de tout dossier d'aménagement échappant au dispositif évoqué plus haut (Art. 6 du décret de 2004) ;
- d'autre part, chaque aménageur a la possibilité de saisir le préfet de région en amont du dépôt d'une demande d'autorisation d'urbanisme, afin de connaître son éventuelle intention de prescrire une opération d'archéologie préventive puis, le cas échéant, lui demander la réalisation anticipée de cette opération (Art. 10 & 12 du décret de 2004).

Dans le cas où le préfet de région a édicté des prescriptions d'archéologie préventive sur un dossier d'aménagement (diagnostic archéologique et/ou fouilles préventives), les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution de ces prescriptions (Art. 17 du décret de 2004, Art. L.425-11 du Code de l'Urbanisme, Art. L.512-29 du Code de l'Environnement).

La carte ci-après répertorie les sites et zonages archéologiques sur le territoire.

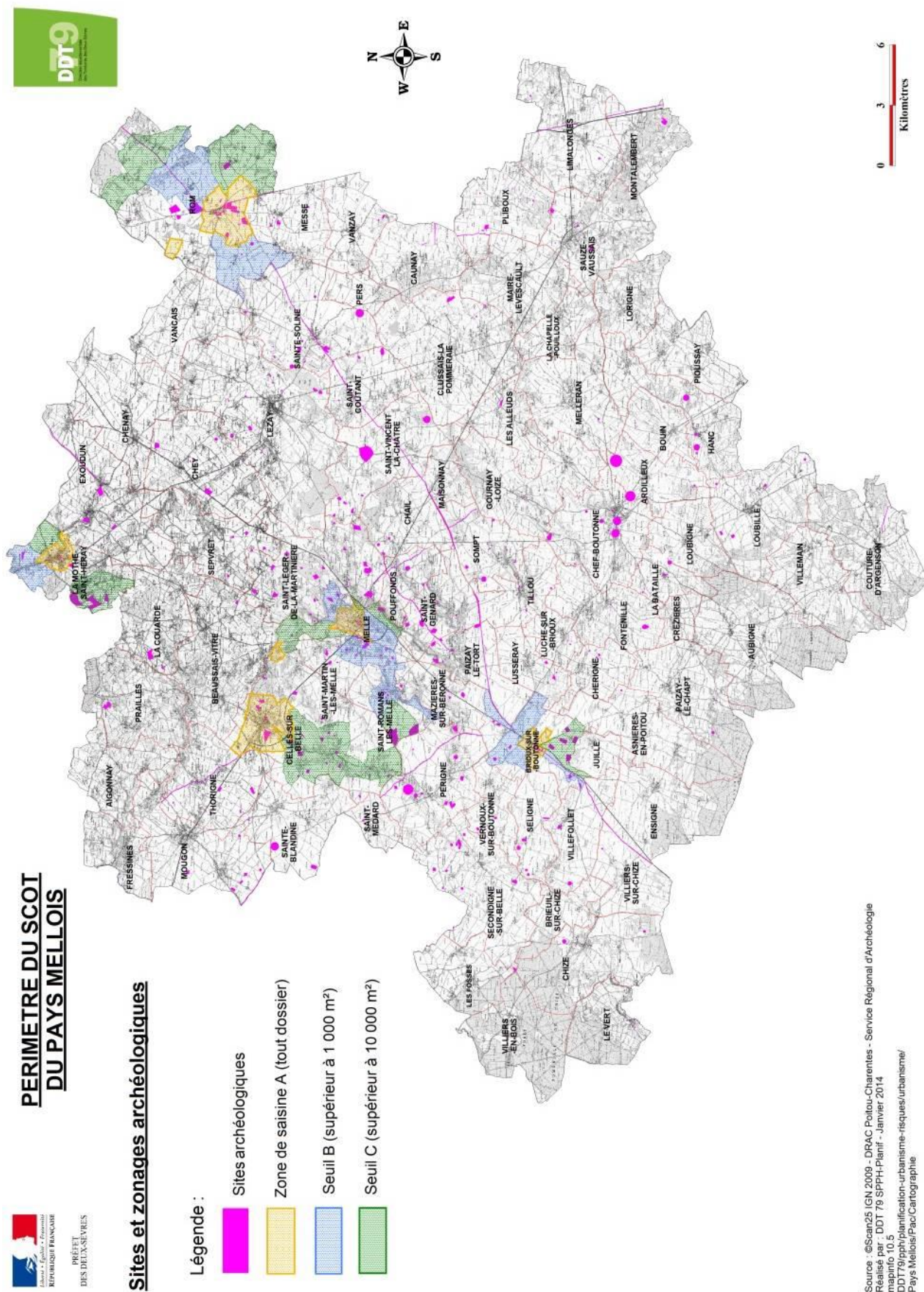


Figure 22 : Carte des sites et zonages archéologiques (source : PAC)

4. CONSOMMATION D'ESPACE ET POTENTIELS DE DENSIFICATION AU SEIN DES ENVELOPPES URBAINES

4.1 Une analyse sur la période 2009-2018

La période de référence actualisée pour l'analyse proposée correspond à la période des 10 années précédant l'arrêt du projet de SCoT arrêté en juillet 2019, soit une période courant de 2009 à 2018.

Pour rappel, article L141-3 du Code de l'Urbanisme : « Il présente une analyse de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers au cours des dix années précédant l'arrêt du projet de schéma et justifie les objectifs chiffrés de limitation de cette consommation compris dans le document d'orientation et d'objectifs. »

4.2 La délimitation de la tâche bâtie

La tâche bâtie permet de délimiter les espaces bâtis d'un territoire. C'est un élément de diagnostic permettant de déterminer la capacité de densification et de mutation de l'ensemble des espaces bâtis. Elle sert également à l'analyse de la consommation de l'espace sur les 10 dernières années (1er janvier 2009 au 31 décembre 2018).

Pour obtenir une première tâche bâtie, la méthode de dilatation/érosion consiste à appliquer deux tampons :

Un premier tampon positif de 30 mètres de rayon autour de chaque bâti ;

Un second tampon cette fois négatif de 30 mètres autour des bâtiments. Cette méthode permet d'obtenir une meilleure précision quant à la réalité urbaine.



Dans la majorité des cas, la délimitation de la tache bâtie se fait en suivant les limites parcellaires. Cependant, cette 2ème étape de la méthode engendre certains découpages qui peuvent se détacher des limites parcellaires (boisements assurant une continuité avec les espaces extérieurs à la tache bâtie, espaces naturels remarquables, parcelles de taille importante...).

Ces « tâches bâties » ou « enveloppes urbaines » ont été délimitées autour des centres-bourgs des communes de la Communauté de Communes ainsi que pour les espaces identifiés en tant que zone « urbaine » dans les documents d'urbanisme en vigueur.

Dans le cadre de la présente analyse de consommation d'espaces agricoles, naturels et forestiers, la délimitation de ces enveloppes urbaines permet de définir si une parcelle consommée l'est :

- **En densification de l'enveloppe urbaine ;**
- **En extension d'enveloppe urbaine ;**
- **En mitage de l'espace agricole (au sein de hameaux essentiellement) ;**

4.3 Les données utilisées

Les fichiers fonciers (« MAJICS ») retraités par le CEREMA permettent d'identifier les dates de première construction sur chaque parcelle. Aussi, notre analyse a-t-elle consisté à identifier l'ensemble des parcelles dont la première construction a été réalisée **entre le 1^{er} janvier 2009 et le 31 décembre 2018**.

Disposant de deux photographies aériennes en date de 2011 et 2018, une vérification par photo-intéprétation a permis :

- De **préciser les limites des parcelles réellement consommées** (consommation totale ou partielle) ;
- **D'identifier la destination de la construction** ayant généré la consommation d'espaces agricoles, naturels ou forestiers ;

4.4 Les résultats

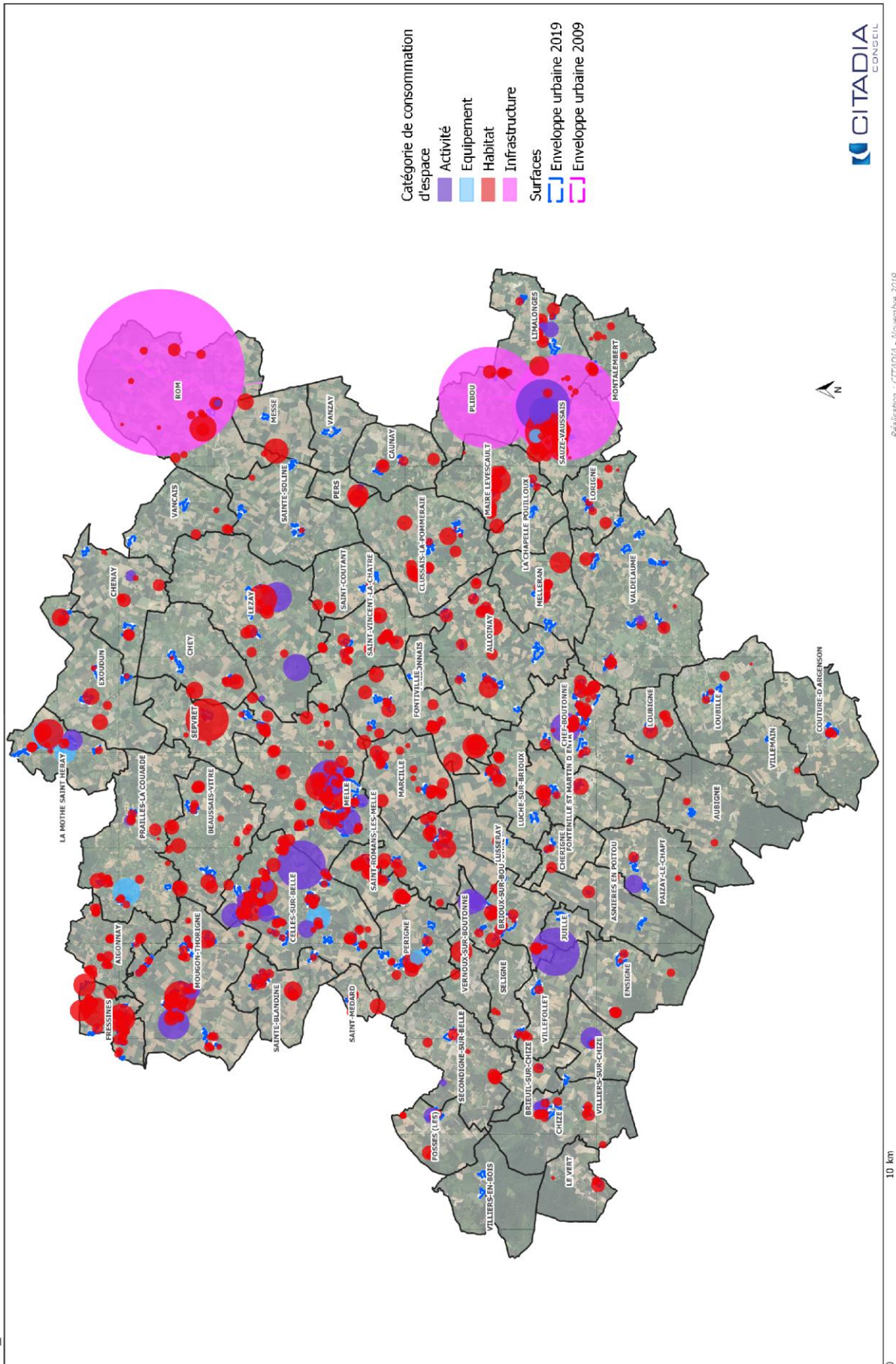
Au total, sur les 10 années d'analyse, la consommation foncière totale est estimée à 287 hectares, soit 28,7 hectares par an.

Cette consommation foncière peut être répartie selon 5 grands types de vocations :

- Habitat (développement résidentiel et mixte) ;
- Equipements publics et d'intérêt collectif ;
- Activités économiques ;
- Infrastructures ;
- Besoins liés à l'activité agricole.

Consommation d'espace 2009- 2019

SCoT Mellois



Synthèse de l'analyse de la consommation d'espace sur la période 2009 – 2018 :

	Habitat (mixte)	Equipements	Infrastructures	Activités économiques	Activités agricoles
Période 2009-2018	157 hectares	5 hectares	79 hectares	37 hectares	4 hectares
Consommation d'espace annuelle	15,7 hectares	0,5 hectare	7,9 hectares	3,7 hectares	0,4 hectare

- Analyse de la consommation d'espace à vocation d'habitat**

Les espaces consommés le sont majoritairement pour du développement résidentiel (production de logements sous formes de maisons individuelles essentiellement). Sur cette même période, ce sont 1 485 logements qui ont été construits sur le Mellois en Poitou selon une dynamique variable, liée à la crise post-2008. Il convient donc de souligner que l'analyse de consommation d'espace réalisée sur la période 2009-2018 correspond à une période de crise de production de logements et donc par conséquent à une consommation d'espace mesurée au regard de cette dynamique. Cette dynamique s'inverse aujourd'hui pour revenir plus proches des standards du territoire au cours des années 2000.

Il est à noter que la consommation foncière, de même que la dynamique démographique s'est concentrée autour des pôles urbains de Melles et Celles et à proximité de l'agglomération niortaise (Fressines, Mougon...).

Aussi, pour 1 485 logements commencés sur la période, ce sont 157 hectares consommés, soit une densité moyenne mise en œuvre de l'ordre de 9,45 logements / hectare consommé.

Localisation préférentielle des espaces consommés à vocation d'habitat :

Densification de l'enveloppe urbaine de 2009	Extension des enveloppes urbaines de 2009	Mitage de l'espace (hors enveloppes urbaines)
38% des espaces consommés	27% des espaces consommés	35% des espaces consommés

Pour rappel :

- **2004 – 2008 : 375 logements commencés chaque année ;**
- **2009 – 2011 : 215 logements produits chaque année ;**
- **2012 – 2017 : 90 logements par an ;**
- **2018 : 302 logements commencés**

- **Analyse de la consommation d'espace à vocation d'activités économiques**

Véritable déclinaison de stratégies communautaires (Mellois en Poitou n'existait pas sur la majeure partie de la période analysée et le développement économique était porté par les ex-communautés de communes), la consommation d'espace à vocation d'activités s'est réalisée en extension des zones d'activités existantes principalement localisées sur les pôles principaux et secondaires (Melle, Celles, La Mothe Saint Heray, Lezay...). Le cas particulier de Limalonges, situées le long de la RN10 est également à souligner et s'inscrit en lien avec la stratégie communautaire du renforcement économique de cet axe et plus globalement de l'Est du territoire.

4.5 Potentiels de densification au sein des enveloppes urbaines

Le référentiel foncier doit permettre d'apporter un éclairage sur la capacité d'un territoire à mobiliser son foncier pour répondre aux besoins et – le cas échéant – inciter à la réorganisation du développement davantage dans l'enveloppe urbaine.

L'enveloppe urbaine correspond aux limites de ce qui est construit, c'est un espace qui peut être qualifié d'urbanisé.

Afin d'utiliser de manière économe les ressources foncières présentes sur le Mellois en Poitou, un inventaire exhaustif du potentiel de densification en zone urbaine devra être réalisé.

Atouts	Chiffres clés
<ul style="list-style-type: none"> > Une consommation d'espace raisonnée à l'est du territoire, des densités plus importantes 	27,6 consommés par an à vocation habitat sur 2002-2011 dont 36% au sein de l'ex-communauté cantonale de Celles-sur-Belle (22 ha / an sur 2009 - 2017)
Faiblesses	
<ul style="list-style-type: none"> > Une consommation d'espace forte à l'ouest du territoire avec des densités relativement faibles. > Une consommation qui s'effectue principalement sur les espaces agricoles 	8 ha par an pour les exploitations agricoles
Enjeux	
<ul style="list-style-type: none"> > La lutte contre l'étalement urbain > La préservation des espaces agricoles et naturels 	<p>6,5 ha par an à vocation d'équipements et d'infrastructures</p> <p>4,7 ha par an à vocation d'activité sur 2002 – 2011 (5.5 ha / an sur 2005 – 2015)</p> <p>3 300 m² par an en extension de la carrière Kleber Moreau à Limalonges</p> <p>Une densité moyenne de 10,8 logements à l'hectare pour les habitations construites sur la Communauté de Communes entre 2002 et 2011</p>

4.6 Éléments complémentaires d'information sur la consommation d'espaces

Analyse de la consommation d'espace sur la période 2002-2011

L'élaboration du SCoT ayant débuté en avril 2014, l'analyse de la consommation d'espaces agricoles et naturels a été réalisée dans un premier temps sur la période pour laquelle les données étaient disponibles, à savoir 2002-2011.

Le temps passant, une mise à jour de ces données a été nécessaire pour évaluer la consommation d'espaces opérée sur les dix dernières années précédant l'approbation du SCoT.

Méthode employée

L'analyse de la consommation d'espace réalisée dans le cadre de ce diagnostic est basée sur le croisement entre :

Les orthophotographies : L'orthophotographie la plus récente (2011) est comparée à celle d'environ 10 années auparavant (2002). Cette étape permet de localiser et de qualifier la consommation (Habitat / Activités / Équipements et infrastructures / Exploitations agricoles / Carrières).

La base de données Corine Land Cover : Corine Land Cover est une base de données européenne d'occupation biophysique des sols. D'une précision de 20 à 25 mètres, elle est produite par photo-interprétation humaine d'images satellites. Cette étape permet de définir le type d'espace consommés (forêts et milieux semi-naturels, espaces agricoles ou encore territoires artificialisés).

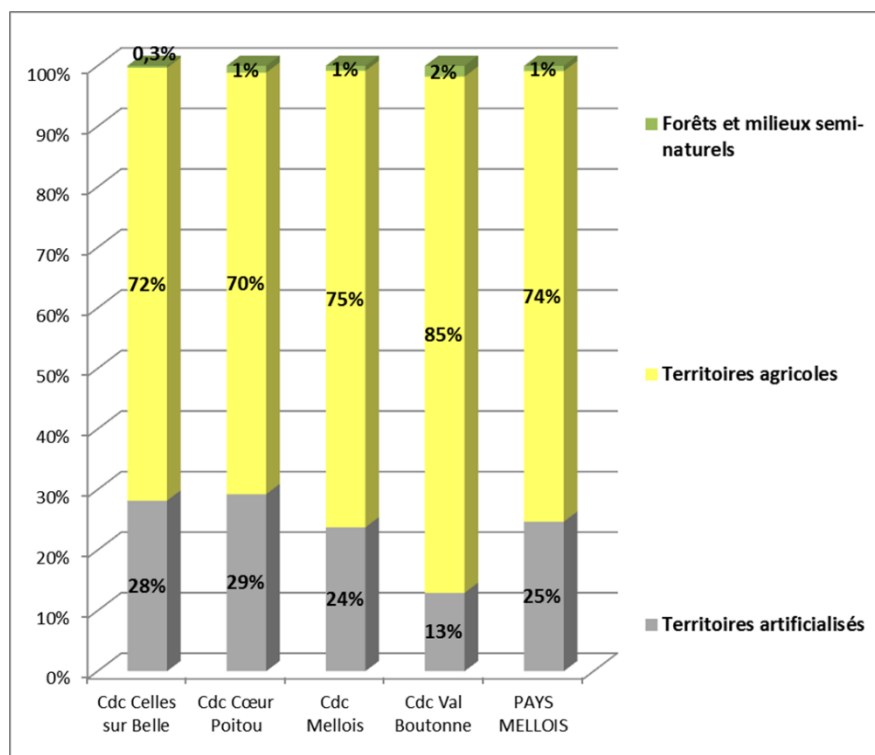
Les chiffres clés de la consommation d'espace à l'échelle du territoire entre 2002 et 2011

La consommation d'espace globale a principalement eu lieu au centre et au nord-ouest du territoire.

Ainsi, entre 2002 et 2011, **424,2 ha ont été consommés** au total dont :

- 31% sur l'ex-communauté cantonale de Celles-sur-Belle alors qu'elle ne représente que 13% de la superficie du Mellois en Poitou
- 32% sur l'ex-Communauté de Communes du Mellois alors qu'elle représente 34% de la superficie du territoire.

A l'échelle du territoire, les $\frac{3}{4}$ des surfaces artificialisées l'ont été sur des espaces agricoles.



Typologie des espaces consommés (sources : orthophotographies 2002 et 2011 et Corine Land Cover 2006)

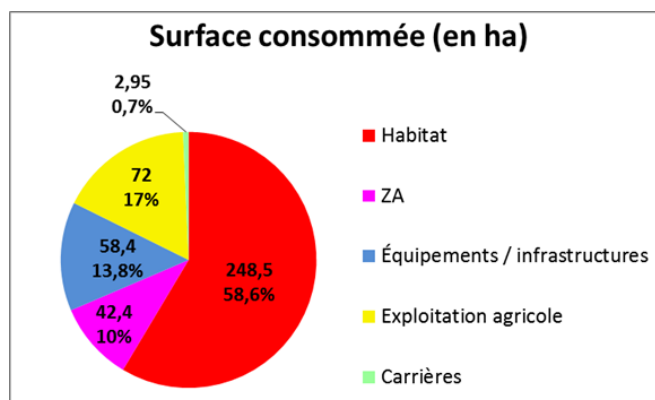
	Consommation d'espace 2002-2011	% de la consommation	% de la superficie du Pays
PAYS MELLOIS	424,2	100%	11%
CC de Celles-sur-Belle	130,4	31%	13%
CC Cœur du Poitou	93,0	22%	33%
CC du Mellois	137,0	32%	34%
CC Val de Boutonne	63,9	15%	20%

Tableau de la consommation de l'espace par intercommunalités (Sources : orthophotographies 2002 et 2011)

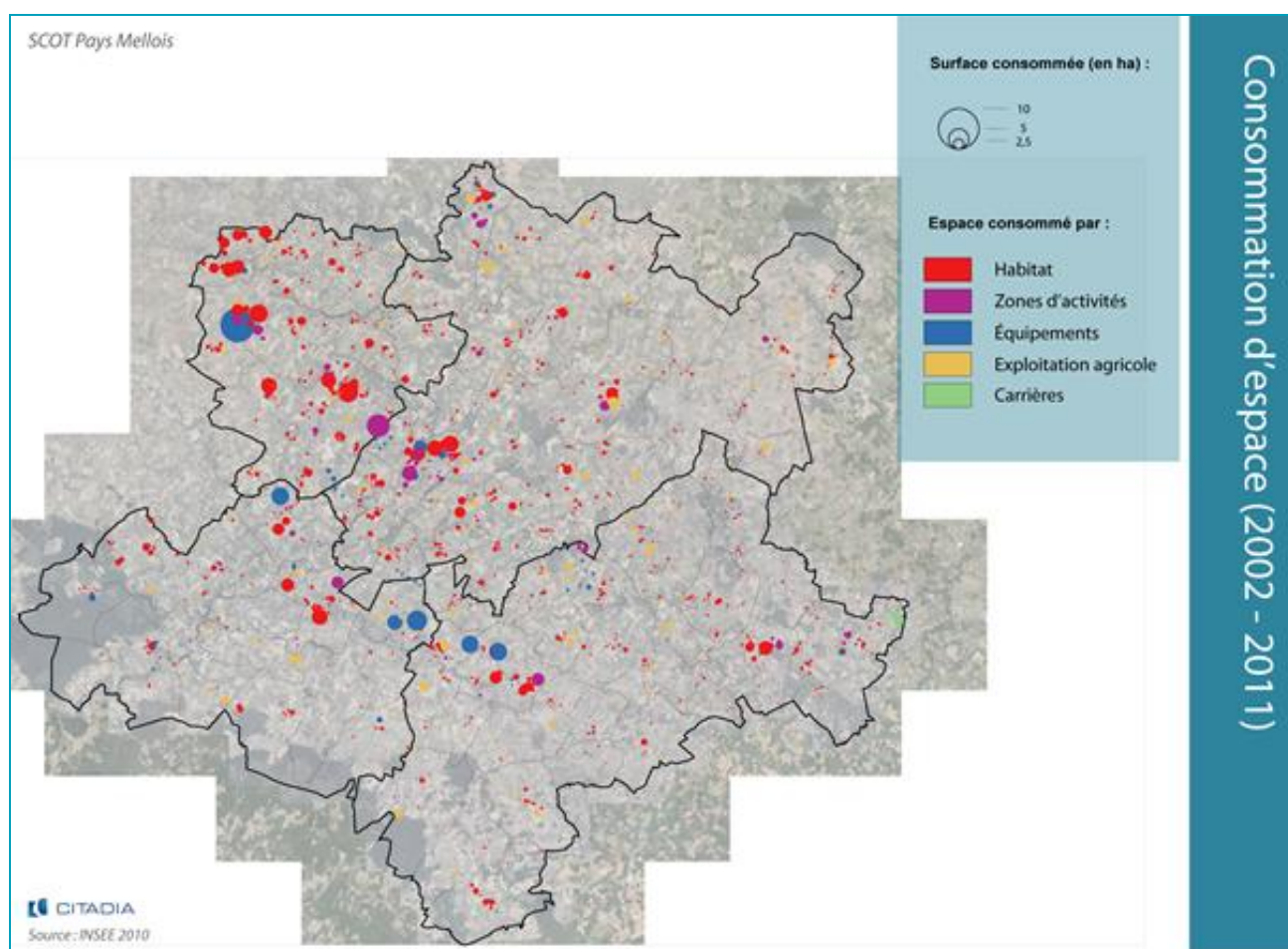
La majorité de ces surfaces ont été consommées pour construire de l'habitat, en grande partie sur les EPCI du Mellois et de Celles-sur-Belles.

Sur les **424,2 ha consommés** au total :

- 248,5 ha sont à destination d'habitat soit 27,6 ha par an (58,6% de la consommation totale)
- 72 ha concernent les exploitations agricoles soit 8 ha par an (17% de la consommation totale)



- 58,4 ha concernent les équipements et infrastructures soit 6.5 ha par an (13.8% de la consommation totale)
- 42,4 ha se localisent dans les zones d'activités soit 4,7 ha par an (10% de la consommation totale)
- 2,95 ha se situent en extension de la carrière Kleber Moreau à Limalonges soit environ 3 300 m² par an (0,7% de la consommation totale)
- Sur les 248,5 ha consommés par l'habitat :
 - 36% l'ont été au sein de l'ex-communauté cantonale de Celles-sur-Belle
 - 32% au sein de l'ex-Communauté de Communes du Mellois
 - 20% au sein de l'ex-Communauté de Communes Cœur du Poitou
 - Seulement 12% au sein de l'ex-Communauté de Communes Val de Boutonne



La consommation d'espace sur la période de 2002 à 2011 - orthophotographies 2002 et 2011

On constate que les **densités moyennes de l'habitat** neuf sont très différentes d'une Communauté de communes à l'autre.

Le rapport entre le nombre de logements commencés en moyenne par an entre 2002 et 2011 et la surface à vocation habitat consommée annuellement sur la même période permet de définir la densité moyenne (logements à l'hectare) qui a été réalisée. Il faut bien noter ici que ces densités tiennent compte à la fois des logements en extension au sein d'opération ou non et des logements en comblement et renouvellement du tissu existant.

La densité élevée observée sur l'ex-Communauté de Communes Cœur du Poitou et donc la faible consommation d'espace à vocation habitat par rapport au nombre de logements produits s'explique notamment par la production de logements en résidence pour personnes âgées sur cette période. Le chiffre de densité est donc à relativiser.

	Consommation d'espace 2002-2011 à vocation d'habitat	Consommation d'espace annuelle 2002-2011 à vocation d'habitat	% par rapport à la consommation à vocation d'habitat
PAYS MELLOIS	248,5	27,6	100%
CC de Celles-sur-Belle	88,4	9,8	36%
CC Cœur du Poitou	49,0	5,4	20%
CC du Mellois	80,6	9,0	32%
CC Val de Boutonne	30,5	3,4	12%

Tableau des surfaces consommées à vocation d'habitat (Sources : orthophotographies 2002 et 2011)

	Nombre de logements commencés en moyenne par an entre 2002 et 2011	Surface à vocation habitat consommée annuellement entre 2002 et 2011	% de la consommation à vocation habitat réalisée sur des surfaces artificialisées	% de la consommation à vocation habitat réalisée sur des terres agricoles	Consommation en m ² pour 1 logement commencé (voirie incluse)	Densité moyenne (log / ha)
PAYS MELLOIS	299	27,6	40%	60%	923,7	10,8
CC de Celles-sur-Belle	95	9,8	40%	60%	1037	9,6
CC Cœur du Poitou	80	5,4	38%	61%	679	14,7
CC du Mellois	89	9	32%	67%	1002	10
CC Val de Boutonne	35	3,4	22%	78%	978	10,2

Densité de logements par intercommunalité (Sources : Sit@del2, orthophotographies 2002 et 2011, Corine Land Cover 2006)

Synthèse sur la consommation d'espaces agricoles et naturels sur la période 2002-2011 :

- 27,6 consommés par an à vocation habitat dont 36% au sein de l'ex-communauté cantonale de Celles-Sur-Belle ;
- 8 ha par an pour les exploitations agricoles ;
- 6,5 ha par an à vocation d'équipements et d'infrastructures ;
- 4,7 ha par an à vocation d'activité ;
- 3 300 m² par an en extension de la carrière Kleber Moreau à Limalonges ;
- Une densité moyenne de 10,8 logements à l'hectare pour les habitations construites sur la Communauté de Communes entre 2002 et 2011.

Les données statistiques officielles relatives à la population sont publiées par l'INSEE avec un recul de 4 ans. C'est à dire qu'en 2014, lorsque l'élaboration du diagnostic du SCoT a débuté, les données disponibles étaient celles de 2010. Lors de la mise à jour effectuée en 2019, les données disponibles étaient celles de 2016.



Lorsque l'écart entre les données de 2010 et de 2016 n'est pas significatif, la mise à jour n'a pas été effectuée. Par ailleurs, nombre d'analyses n'ont pas été mises à jour car portant initialement sur des données communautaires sur les ex-EPCI. En effet, la donnée 2016 porte uniquement sur l'EPCI Mellois en Poitou et ne permet pas une actualisation exacte du diagnostic.

Définitions employées selon les sources de l'INSEE :

Population municipale : La population municipale comprend les personnes ayant leur résidence habituelle (au sens du décret) sur le territoire de la commune, dans un logement ou une communauté, les personnes détenues dans les établissements pénitentiaires de la commune, les personnes sans-abri recensées sur le territoire de la commune et les personnes résidant habituellement dans une habitation mobile recensée sur le territoire de la commune.

Population comptée à part : La population comptée à part comprend certaines personnes dont la résidence habituelle (au sens du décret n°2003-485) est dans une autre commune mais qui ont conservé une résidence sur le territoire de la commune (mineurs dont la résidence familiale est dans une autre commune mais qui résident, du fait de leurs études, dans la commune ; services de moyen ou de long séjour des établissements publics ou privés de santé, établissements sociaux de moyen ou de long séjour, maisons de retraite, foyers et résidences sociales ; communautés religieuses ; casernes ou établissements militaires ; personnes majeures âgées de moins de 25 ans ayant leur résidence familiale sur le territoire de la commune et qui résident dans une autre commune pour leurs études ; personnes sans domicile fixe rattachées à la commune).

Population totale : La population totale d'une commune est égale à la somme de la population municipale et de la population comptée à part de la commune

5 LE CONTEXTE DEMOGRAPHIQUE ET SOCIAL

5.1 Une reprise de la croissance démographique importante et récente

Cette partie s'appuie sur les données INSEE ainsi que sur le Porter à connaissance de l'État et le diagnostic du PLH.

Le dernier recensement établi par l'INSEE dont fait état cette étude est celui homologué pour l'année 2010. Il s'agit du recensement disponible lors du démarrage de la phase diagnostic du SCoT. Les chiffres pourront être actualisés par la suite. Les populations légales millésimées 2012 sont par exemple entrées en vigueur le 1er janvier 2015.

Cette étude se réfère à la **population municipale** du Pays Mellois qui comprend :

- > les personnes ayant leur résidence habituelle sur le Pays Mellois,
- > les personnes sans-abri recensées sur le Pays Mellois,
- > et les personnes résidant habituellement dans une habitation mobile recensée sur le Pays Mellois.

Elle n'inclut donc pas la **population comptée à part** qui comprend certaines personnes dont la résidence habituelle est hors du Pays Mellois mais qui y ont conservé une résidence :

- > Les mineurs dont la résidence familiale est en dehors du Pays Mellois mais qui y résident, du fait de leurs études,
- > Les personnes majeures âgées de moins de 25 ans ayant leur résidence familiale sur le Pays Mellois et qui résident ailleurs pour leurs études,
- > Les personnes dont la résidence habituelle est en dehors du Pays Mellois mais qui résident dans les établissements suivants localisés sur le Pays Mellois : les services de moyen ou de long séjour des établissements publics ou privés de santé, les établissements sociaux de moyen ou de long séjour, les maisons de retraite, les foyers et résidences sociales ; les communautés religieuses ; les casernes ou établissements militaires.

La somme de la population municipale et de la population comptée à part équivaut à la **population totale**.

Après une diminution constante de la population depuis 1968, une reprise amorcée dès 1999...

L'analyse des données INSEE des recensements de la population montre que le nombre d'habitants était plus important en 1968 qu'au recensement de 2010. En effet, **la population totale a considérablement chuté entre 1968 et 1975** pour continuer en ce sens mais plus lentement jusqu'en 1999, passant ainsi de plus de 48 500 habitants en 1968 à moins de 45 000 habitants en 1999, soit une perte de près de 3600 habitants.

Depuis 1999, une reprise de la croissance est amorcée permettant d'atteindre plus de 48 000 habitants en 2016.

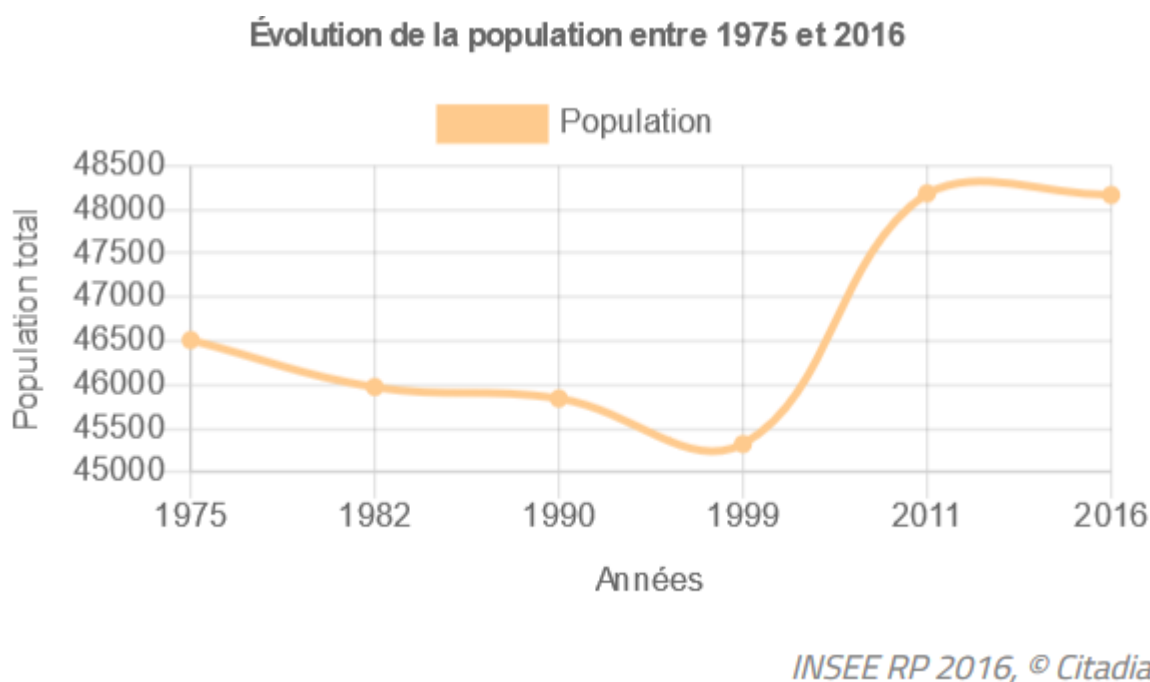


Figure 23 : Evolution de la population de 1968 à 2016 (source : INSEE 2016)

Le taux de croissance annuel moyen (TCAM) précise cette évolution : entre 1999 et 2015, le TCAM du Mellois en Poitou est **pour la première fois positif (+ 0,46 % par an) depuis le recensement de 1968**.

1968/ 75	1975/ 82	1982/ 90	1990/ 99	1999/ 2010
-0,7 %	-0,2 %	0,0 %	-0,1 %	0,5 %

Figure 24 : Taux de croissance annuel moyen (source : INSEE)

Il est important de souligner que **la dynamique d'attractivité récente (entre 1999 et 2010, et entre 1999 et 2015 (+0.46%/an)) du Mellois en Poitou prise dans son ensemble reste plus faible que la moyenne départementale (+0,65 % sur la même période), elle-même plus faible que la moyenne régionale (+0,75 %).**



Une nuance importante est également à souligner entre la dynamique des années 2000, largement excédentaire, et celle entre 2011 et 2016 où une stagnation

démographique est observée.

Un PLH (Programme Local de l'Habitat) a été approuvé en 2003 à l'échelle du Mellois en Poitou. Un programme d'action avait donc été mis en place. Ce document n'a pas fait l'objet de bilan ou de révision.

À l'échelle du Mellois en Poitou le scénario du PLH amenait à une production de 886 logements entre 2003 à 2009, soit un taux de croissance annuel moyen (TCAM) de 0.71 %, soit supérieur au TCAM réellement observé.

...Entrainant une nouvelle répartition de la population sur le territoire profitant à l'ouest du Mellois en Poitou

La récente croissance démographique apporte une nouvelle répartition de la population sur le territoire. L'un des critères majeurs d'évolution de la population est celui de la distance par rapport à une polarité urbaine (agglomération, unité urbaine, chef-lieu de canton). Pour le Pays Mellois, la proximité de l'aire urbaine niortaise, sans être le seul élément d'explication, constitue l'un des mécanismes de base de l'évolution démographique du territoire (cf. carte page suivante) :

- > **A plus de 40 kilomètres de Niort**, les communes du canton de Sauzé-Vaussais et une partie de celles des cantons de Lezay et Chef-Boutonne ne bénéficient plus de l'effet d'agglomération et de sa concentration d'actifs.

La plus grande partie des communes de cette frange du territoire a perdu des habitants entre 1999 et 2010 et notamment les anciens chefs-lieux de cantons (Lezay, Chef-Boutonne, Sauzé-Vaussais). Toutefois, certaines communes ont sur la même période connu des taux de croissance annuelle moyens positifs. Plusieurs éléments expliquent ce phénomène :

- **La proximité géographique avec ces anciens chefs-lieux, pôles offrant emplois, commerces, services et équipements,**
- **La facilité d'accès à la Route Départementale Est-Ouest n°RD948**
- **La concentration d'emplois relativement importante de certaines communes (notamment pour Rom et Limalonges)**
- **La proximité avec d'autres pôles d'emplois extérieurs au territoire. L'analyse des flux liés à la mobilité professionnelle permet en effet de distinguer d'autres influences sur le territoire que celle du pôle niortais, éloigné pour cette frange du Pays Mellois :**
 - influence du pôle de Poitiers pour les communes nord,
 - influence des pôles d'emplois de Civray, Chaunay et Couhé pour la frange est du Pays Mellois,
 - influence de Ruffec pour la frange sud-est du Pays Mellois,
 - influence du pôle de Saint-Jean-D'Angély pour les communes situées au sud.

- > C'est surtout **dans un rayon de 30 kilomètres de Niort** qu'une évolution démographique globale et fortement positive se dégage. À partir de cette distance, les communes semblent d'un point de vue démographique bénéficier de l'effet combiné de la proximité de Niort, des services et équipements des chefs-lieux de canton et des principaux axes de communication du Pays Mellois.
- > Cet effet combiné acquiert une plus forte prégnance **à moins de 20 kilomètres du chef-lieu de département** : dans ce rayon, les communes de la frange Ouest du Pays Mellois (Fressines, Mougou, Aigonnay, Thorigné, Saint-Blandine, Les Fosses, etc.) connaissent des taux de croissance qui s'apparente à ceux de la première couronne niortaise.

Ainsi, une partie du Pays Mellois profite du phénomène de périurbanisation de l'aire urbaine niortaise en termes d'installation de nouveaux ménages. La commune de Niort perd en effet des habitants au profit du reste de l'unité urbaine et au profit de la couronne périurbaine. Les ménages s'éloignent progressivement des centres urbains afin de bénéficier de prix plus attractifs, mais aussi des aménités des territoires plus ruraux. Pour répondre aux attentes des ménages, des terrains ont été viabilisés entraînant une certaine consommation d'espace.

Le phénomène de périurbanisation entraîne une nouvelle répartition de la population sur le territoire. Alors que les communes de la Communauté de Cantonale de Celles-sur-Belles représentaient 15% de la population du territoire du SCoT en 1968, elles représentent 23% de la population en 2010.

	1968	1975	1982	1990	1999	2010
CC de Celles-sur-Belle	15%	15%	17%	19%	21%	23%
CC Cœur du Poitou	29%	29%	28%	27%	26%	25%
CC du Mellois	42%	41%	40%	40%	40%	38%
CC Val de Boutonne	15%	15%	14%	14%	14%	14%

Figure 26 : Poids démographique par CdC de 1968 à 2010 (Source : INSEE)

Cette intercommunalité est la seule du territoire à connaître une croissance positive depuis 1975. En outre, pour la période 1999-2010, cette croissance s'avère bien plus importante que sur le reste des communautés de communes. Son Taux de Croissance Annuel Moyen (TCAM), de + 1,6% par an pour la période 1999-2010, est en effet de 3 à 10 fois plus important que celui des trois autres Communautés de Communes.

	1968/ 75	1975/ 82	1982/ 90	1990/ 99	1999/ 2010
CC de Celles-sur-Belle	-0,1%	1,8%	1,2%	0,7%	1,6%
CC Cœur du Poitou	-0,6%	-0,6%	-0,7%	-0,6%	0,1%
CC du Mellois	-0,9%	-0,6%	0,0%	-0,3%	0,1%
CC Val de Boutonne	-1,1%	-0,5%	-0,5%	0,0%	0,6%
PAYS MELLOIS	-0,7%	-0,2%	0,0%	-0,1%	0,5%

Figure 27 : Taux de croissance annuel moyen (Source : INSEE)

À contrario, les ex-Communautés de Communes Cœur de Poitou et du Mellois ont vu leur part baisser respectivement de 29 à 25% et de 42 à 38%. **L'ex-Communauté de Communes du Mellois demeure toutefois la plus importante en poids démographique.**

On notera également le taux de croissance annuel moyen très important de la commune de Brioul-sur-Chizé (+5,3% par an) dans l'ex-Communauté de Communes Val de Boutonne qui voit sa population presque doubler entre 1999 (66 habitants) et 2010 (117 habitants).

Enfin, 4 chefs-lieux de cantons connaissent des taux de croissance annuels moyens négatifs sur cette même période : Melle (-0,5% par an), Lezay (-0,1%), Sauzé-Vaussais (-0,2%), Chef-Boutonne (-0,4%).



Sur la période la plus récente, une stabilité démographique est observée à l'échelle de la Communauté de Communes. La carte page suivante permet de mettre en exergue les phénomènes majeurs suivants :

- Les communes situées en périphérie de l'agglomération niortaise demeurent sur une dynamique démographique positive mais nettement moindre par rapport à la décennie 2000 ;
- L'Est du territoire connaît un léger regain d'attractivité ;
- Le Sud et le centre du territoire connaissent un déclin démographique plus ou moins marqué ;

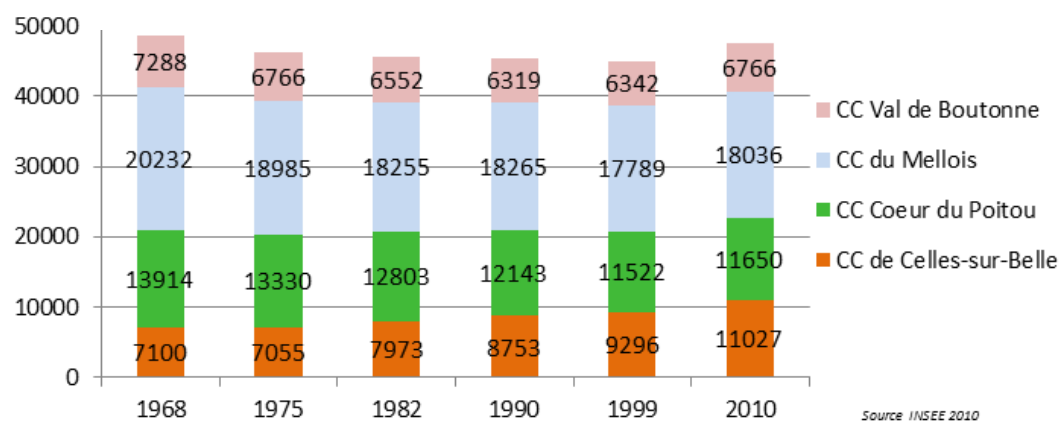


Figure 28 : Evolution de la population dans les 4 intercommunalités (1968-2010)

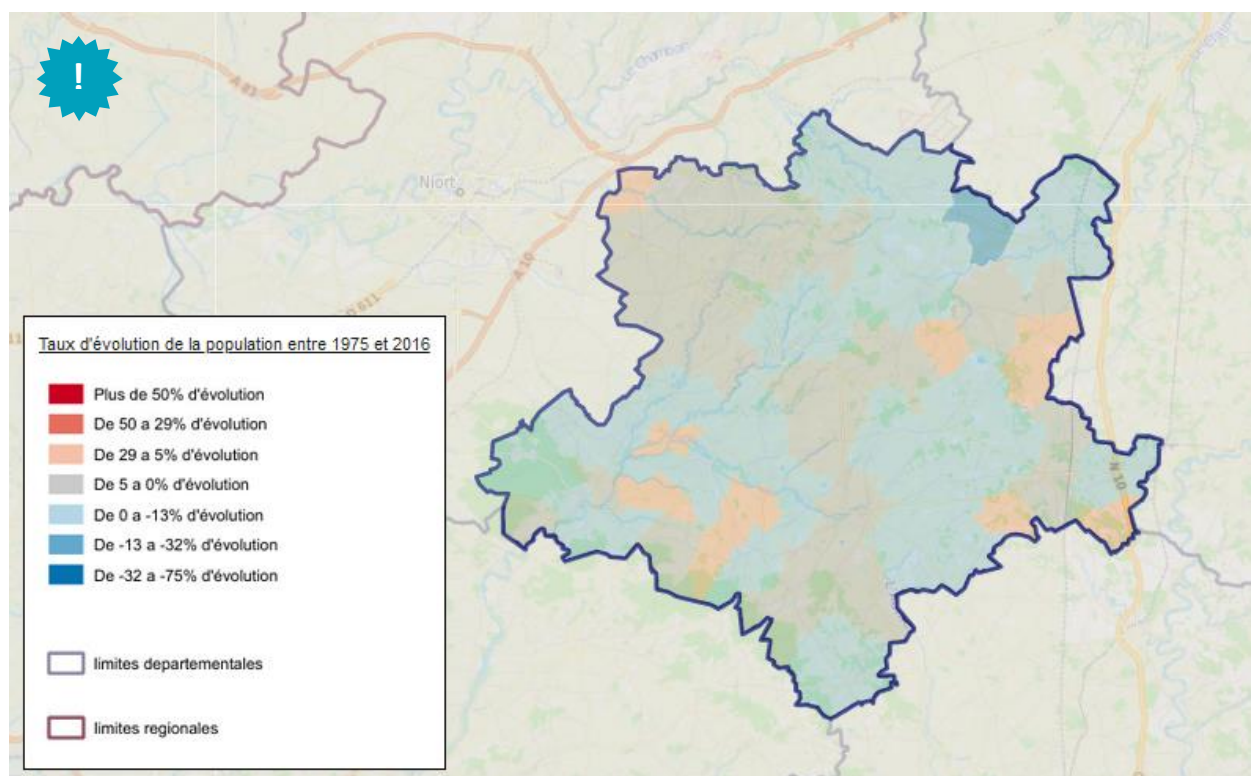


Figure 29' : Evolution de la population entre 2011 et 2016

Un solde migratoire unique facteur de la croissance démographique depuis 1975

- **Un accroissement démographique qui tient aux populations entrantes sur le territoire du SCoT**

Alors que **le solde naturel** (nombre de naissances moins nombre de décès) est **positif** de près de 500 personnes sur la période intercensitaire **1968–1975** et que le **solde migratoire** (nombre de personnes entrées sur le territoire moins nombre de personnes sorties du territoire) est **négatif** de près de **3 000 personnes parties**, la **tendance s'inverse dès 1975 avec un solde naturel négatif et un solde migratoire légèrement positif dès la période intercensitaire de 1975-1982.**

Pour les périodes suivantes, cette tendance s'accroît : le solde migratoire augmente pour ensuite presque quintupler entre 1999 et 2010 et le solde naturel négatif double.

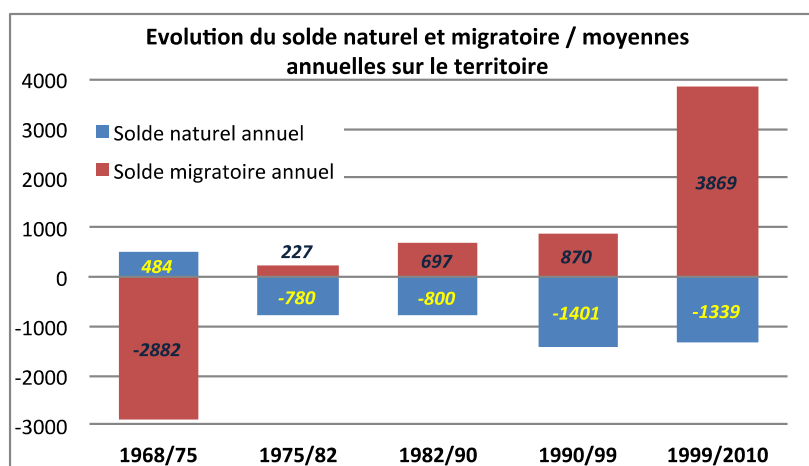
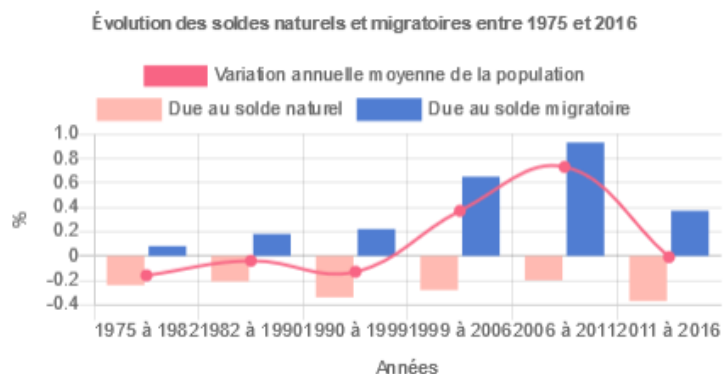


Figure 30 : Moyennes annuelles du solde migratoire et naturel 1968-2010



La stagnation démographique observée entre 2011 et 2016 s'explique par le déficit plus important du solde naturel (vieillesse de la population) et le ralentissement significatif du solde migratoire.

Le déficit du solde naturel étant équivalent au bénéfice du solde migratoire.



INSEE RP 2016, © Citadial

- ***Ce qui n'est pas le cas pour l'ex-Communauté Cantonale de Celles-sur-Belles***

À l'échelle des territoires intercommunaux, l'évolution démographique récente, c'est à dire entre 1999 et 2010, ne s'explique pas de la même manière en raison de facteurs de croissance différents.

La tendance générale détaillée plus haut se confirme pour les 3 territoires de Cœur du Poitou, du Mellois et de Val de Boutonne. Cependant, et à l'instar des constats précédents, le dynamisme démographique de l'ex-**Communauté Cantonale de Celles-sur-Belle s'explique à la fois par un solde migratoire et un solde naturel positifs. Si le solde naturel demeure largement positif sur la dernière période (2011-2016), le solde migratoire ralentit lui de manière significative.**

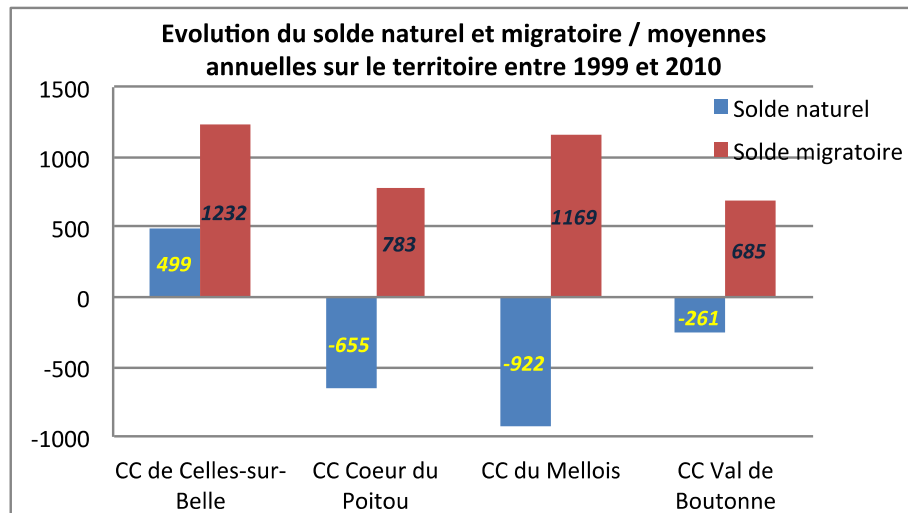


Figure 31 : Moyennes annuelles du solde naturel et migratoire entre 1999 et 2010 par intercommunalités

Au total, ce territoire a accueilli en 11 ans plus de 1 700 habitants supplémentaires alors que les 3 autres territoires ont accueilli :

- + 128 habitants pour l'ex-CC Cœur du Poitou
- + 247 habitants pour l'ex-CC du Mellois
- + 424 habitants pour l'ex-CC Val de Boutonne.

	Solde naturel		Solde migratoire	
	Population	%	Population	%
CC de Celles-sur-Belle	499	5%	1 232	13%
CC Cœur du Poitou	- 655	-6%	783	7%
CC du Mellois	- 922	-5%	1 169	6%
CC Val de Boutonne	- 261	-4%	685	11%
PAYS MELLOIS	-1 339	-3%	3 869	8%

Figure 32 : Soldes naturels et migratoires de 1999 à 2010 (source : INSEE)

Comme vu précédemment, l'influence de l'aire urbaine de Niort explique principalement le dynamisme démographique plus prononcé dans les communes situées à l'Ouest du territoire.

5.2 Un vieillissement de la population pour le Mellois en Poitou

Des évolutions inégales d'une tranche d'âge à une autre

L'évolution la plus marquée concerne les 45-59 ans mais aussi les plus de 75 ans. Ces deux tranches d'âge augmentent sensiblement. Entre 1999 et 2010 :

- > + 4% pour les 45-59 ans, passant de 17% à 21% (soit plus d'un cinquième de la population totale)
- > + 3% pour les 75 ans et plus, passant de 11% à 14 % de la population totale

La tranche d'âge des 15-29 ans diminue quant à elle de 3%. Elle passe de 16% à 13% entre 1999 et 2010.

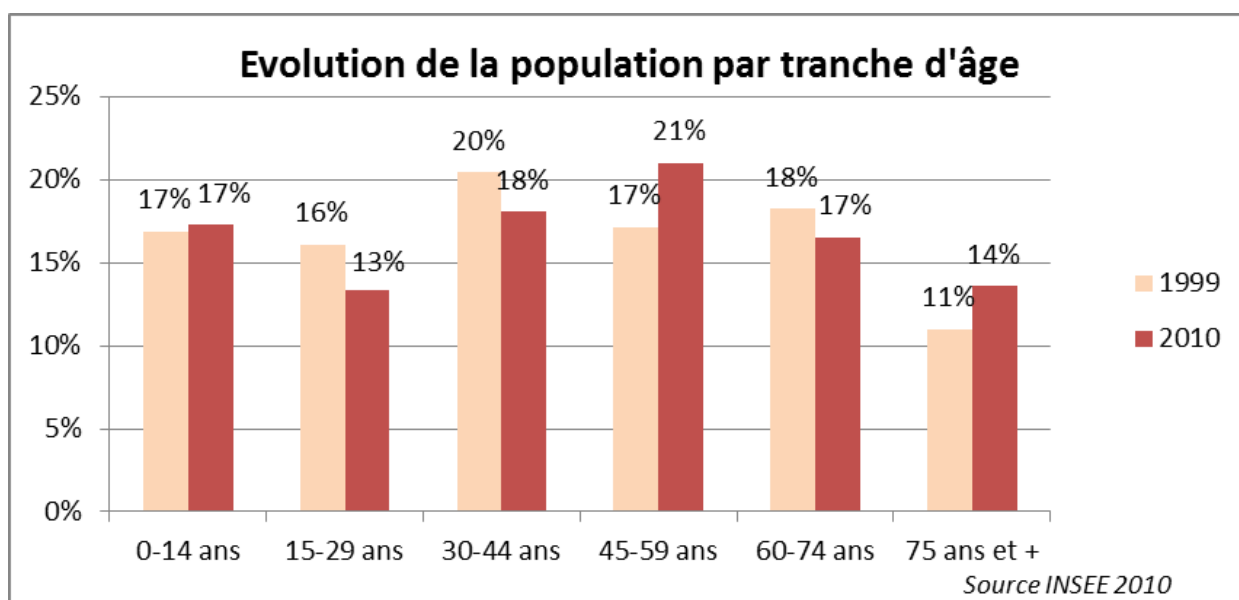


Figure 33 : Evolution de la population par tranche d'âge (source : INSEE 2010)

La population âgée de plus de 60 ans représente 1 personne sur 3 dans le Mellois en Poitou. La part des plus de 60 ans est de 30 % contre 25,5 % à l'échelle départementale. Les plus de 75 ans qui représentent 13 % de la population du territoire, sont en légère surreprésentation par rapport à la moyenne départementale (10,8 %).

Le porter à connaissance de l'État met en avant le constat suivant : « L'analyse des données FINESS (Fichier National des Établissements Sanitaires et Sociaux) permet de dénombrer 1260 lits d'EHPAD sur l'EPCI, soit un taux d'équipement de 204 places pour 1000 habitants de plus de 75 ans (contre 187 pour le département et 147 pour la région – cf schéma gérontologique départemental 2010-2014) ».

De légères disparités d'évolution des tranches d'âges par territoire intercommunal

Ci-dessous, le premier tableau détaille la population par tranche d'âge et par territoire intercommunal en 2010, le second en 1999.

	0-14 ans	15-29 ans	30-44 ans	45-59 ans	60-74 ans	75 ans et +
CC de Celles-sur-Belle	22%	14%	23%	21%	12%	9%
CC Cœur du Poitou	14%	12%	16%	22%	20%	16%
CC du Mellois	16%	14%	17%	21%	17%	15%
CC Val de Boutonne	17%	13%	17%	21%	16%	15%
PAYS MELLOIS	17%	13%	18%	21%	17%	14%

Figure 34 : Age de la population en 2010 (Source : INSEE)

	0-14 ans	15-29 ans	30-44 ans	45-59 ans	60-74 ans	75 ans et +
CC de Celles-sur-Belle	21%	17%	24%	17%	13%	8%
CC Cœur du Poitou	15%	15%	18%	18%	21%	13%
CC du Mellois	16%	17%	20%	17%	18%	11%
CC Val de Boutonne	16%	15%	21%	16%	20%	11%
PAYS MELLOIS	17%	16%	20%	17%	18%	11%

Figure 35 : Age de la population en 1999 (Source : INSEE)

L'ensemble des Communautés de Communes connaît une diminution de la part des moins de 30 ans dans leur population respective. Toutefois, cette baisse est plus importante sur les territoires de l'est du Pays, à savoir pour les Communautés de Communes du Cœur du Poitou et du Mellois.

La population vieillit en raison du trop faible nombre de naissance, qui entraîne un solde naturel négatif. La hausse de la population se fait par l'arrivée de nouvelles populations déjà adultes qui ne permettent pas de renouveler certaines tranches d'âges.

Par ailleurs, si la part des plus de 75 ans augmente sur tout le territoire, le phénomène est moins marqué sur la Communauté Cantonale de Celles-sur-Belle.

Ainsi, la structure démographique par tranche d'âge en 2010 montre que **la Communauté Cantonale de Celles-sur-Belle est structurellement plus jeune que les autres territoires intercommunaux**. En effet, contrairement aux autres territoires où la population de plus de 60 ans représente plus de 30% des habitants (jusqu'à 36% pour Cœur du Poitou), le taux est de 21% sur la Communauté Cantonale de Celles-sur-Belle.

La structure démographique par tranche d'âge en 2010 montre que **l'ex-Communauté Cantonale de Celles-sur-Belle est structurellement plus jeune que les autres territoires intercommunaux**. En effet, contrairement aux autres territoires où la population de plus de 60 ans représente plus de 30% des habitants (jusqu'à 36% pour Cœur du Poitou), le taux est de 21% sur l'ex-Communauté Cantonale de Celles-sur-Belle.

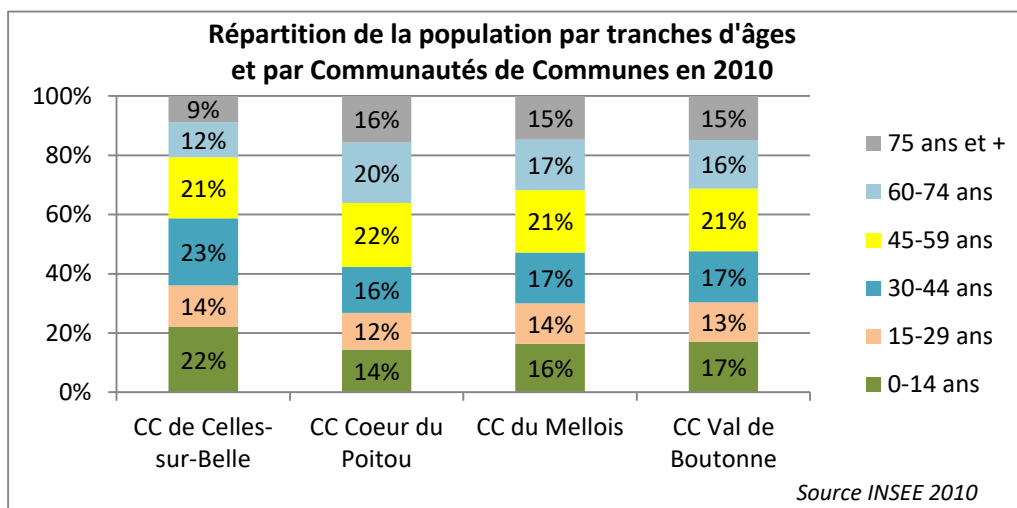


Figure 36 : Répartition de la population par tranches d'âges selon les intercommunalités (source : INSEE 2010)

Un indice de jeunesse qui conforte le constat de vieillissement de la population

L'indice de jeunesse correspond au nombre de jeunes de 0 à 19 ans divisé par celui des personnes de 60 ans et plus. Plus l'indice est élevé et plus la population est jeune (plus il est faible et plus elle est âgée). Il est, en moyenne, de 111,1 % en France en 2009, avec 16 millions de jeunes de moins de 20 ans pour 14 millions de personnes âgées de 60 ans et plus.

Globalement, pour le Mellois en Poitou cet indicateur est de 74%, soit un niveau plutôt faible qui corrobore les constats précédents.

Les disparités sont très importantes d'un territoire à l'autre : l'ex-communauté cantonale de Celles-sur-Belle ressort comme étant un territoire très jeune ; les trois autres EPCI et notamment l'ex-Communauté de Communes Cœur du Poitou sont des territoires où les populations sont relativement âgées.

CC de Celles-sur-Belle	131%
CC Cœur du Poitou	53%
CC du Mellois	67%
CC Val de Boutonne	69%
PAYS MELLOIS	74%

Figure 37 : Indice de jeunesse en 2010 (Source : INSEE)

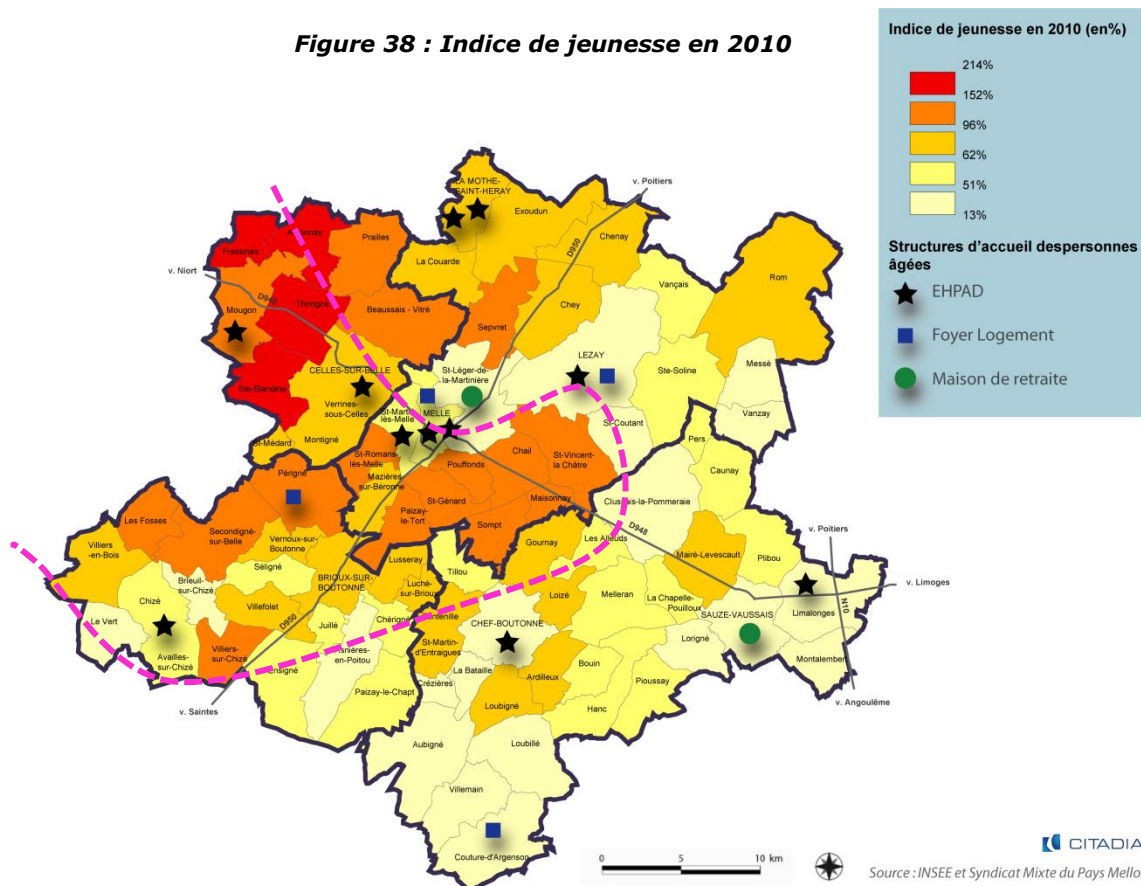
Parmi les communes ayant les indicateurs les plus faibles, celles de l'ex-Communauté de Communes Cœur du Poitou ressortent donc :

Communauté de communes Val de Boutonne	Brieuil-sur-Chizé	13%
Communauté de communes Coeur du Poitou	La Bataille	25%
Communauté de communes Coeur du Poitou	Lorigné	30%
Communauté de communes Coeur du Poitou	Villemain	35%
Communauté de communes du Mellois	Vanzay	36%
Communauté de communes Coeur du Poitou	Montalembert	36%
Communauté de communes Coeur du Poitou	Crézières	36%
Communauté de communes Val de Boutonne	Le Vert	39%
Communauté de communes Val de Boutonne	Asnières-en-Poitou	39%

Parmi les communes ayant les indicateurs les plus élevés, celles de l'ex-Communauté cantonale de Celles-sur-Belle ressortent :

Communauté cantonale de Celles-sur-Belle	Praillès	137%
Communauté de communes du Mellois	Paizay-le-Tort	137%
Communauté de communes du Mellois	Maisonny	140%
Communauté cantonale de Celles-sur-Belle	Vitré	141%
Communauté cantonale de Celles-sur-Belle	Mougon	152%
Communauté cantonale de Celles-sur-Belle	Thorigné	152%
Communauté cantonale de Celles-sur-Belle	Sainte-Blandine	174%
Communauté cantonale de Celles-sur-Belle	Aigonny	187%
Communauté cantonale de Celles-sur-Belle	Fressines	214%

Si l'on s'affranchit des limites des ex-communautés de communes, on observe sur la carte page suivante, que **les communes du nord-ouest du territoire et le long de la RD 948 jusqu'à Maisonny ont les populations les plus jeunes**. Toutefois, il convient de relativiser les indices de jeunesse des communes disposant de structures d'accueil pour personnes âgées. En effet, ces structures hébergent les personnes âgées de tout le territoire.

Figure 38 : Indice de jeunesse en 2010

Indice de jeunesse en 2010

5.3 Une taille des ménages en constante diminution

La baisse de la taille des ménages induit le phénomène de desserrement des ménages : à population égale, une taille de ménage moins importante. Ce phénomène est observé à l'échelle du territoire national. Cette diminution de la taille moyenne des ménages est due aux séparations, familles monoparentales, jeunes quittant le domicile parental, vieillissement de la population... Cela conduit à une augmentation du nombre des ménages et de ce fait à un accroissement des besoins en logements.

Pour le territoire du SCoT du Pays Mellois, la taille des ménages passe de 2,7 personnes par ménages en 1990 à 2,3 personnes en 2010. En 2016, le nombre moyen d'occupants / ménage était tombé à 2,22, témoignant du phénomène important de desserrement à l'œuvre sur le territoire.

Le territoire de la Communauté de Communes du Mellois est celui qui a enregistré la plus forte baisse de la taille des ménages (de 2,8 en 1990 à 2,3 en 2010). Cela peut s'expliquer notamment par la présence de plusieurs structures d'accueil des personnes âgées (maisons de retraite, foyer logement, EHPAD) et d'une offre de petits logements à Melle, notamment, permettant de répondre aux besoins des étudiants (près de 11% d'élèves, étudiants et stagiaires de plus de 15 ans sur Melle) et petits ménages (44% de ménages d'une seule personne sur Melle).

La Communauté Cantonale de Celles-sur-Belle enregistre la taille des ménages la plus importante, en raison de la part importante de familles installées.

	1990	1999	2010
CC de Celles-sur-Belle	2,9	2,8	2,6
CC Coeur du Poitou	2,5	2,4	2,2
CC du Mellois	2,8	2,5	2,3
CC Val de Boutonne	2,7	2,5	2,4
PAYS MELLOIS	2,7	2,5	2,3

Figure 39 : Évolution de la taille des ménages (Source : INSEE)

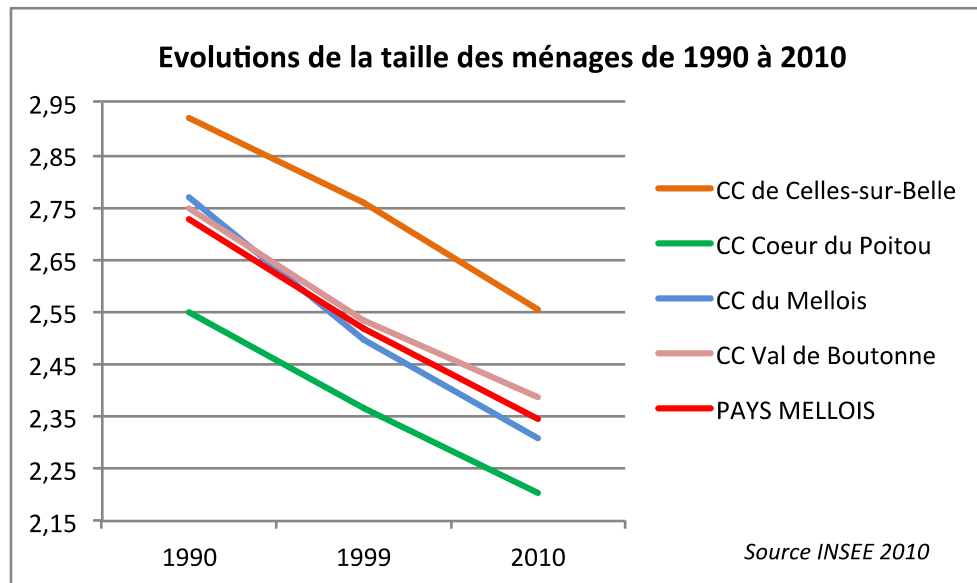


Figure 40 : Evolution de la taille des ménages de 1990 à 2010

Zoom sur les projections au fil de l'eau :

Si l'on se penche sur les tendances passées qu'a connu le territoire entre 1999 et 2010, alors à l'horizon 2030, on compterait :

- > Un nombre d'habitants de 52977 en 2030 contre 47902 en 2010, avec une croissance de 0.5%/an
- > La part des + de 60 ans représenterait 32 % en 2030, soit 16904 + de 60 ans contre 14371 + 60 ans en 2010, soit 30 % de la population
- > Une taille des ménages de 1.98 personnes en 2030 contre 2.3 en 2010, soit une décroissance de -0.76%/an

5.4 Des revenus globalement faibles mais en augmentation, des disparités importantes sur le territoire

Quelques éléments de définition pour commencer !

Foyer fiscal : Le terme foyer fiscal désigne l'ensemble des personnes inscrites sur une même déclaration de revenus. Il peut y avoir plusieurs foyers fiscaux dans un seul ménage : par exemple, un couple non marié où chacun remplit sa propre déclaration de revenus compte pour deux foyers fiscaux.

Revenu net déclaré : Montant net des revenus et plus-values retenues pour le calcul de l'impôt sur le revenu avant déductions, exonérations et abattements accordés par la législation en vigueur.

Le revenu net déclaré moyen par foyer fiscal sur la Communauté de Communes est de 19 063 € en 2009, selon l'INSEE, alors qu'il était de 20 884 € pour le département à la même période et de 20 859 € pour la région.

Bien que la moyenne soit inférieure aux territoires de comparaison, il faut noter que **cette moyenne a globalement augmenté de 561,4 € entre 2007 et 2009**. L'ensemble des ex-EPCI du territoire a connu cette croissance positive depuis 2007.

Toutefois, la moyenne du Mellois en Poitou cache **d'importantes disparités en fonction des ex-communautés de communes**. L'ex Communauté de Communes de Celles-sur-Belle est celle disposant de la moyenne la plus importante en 2009 (22 069.36€) et celle du Cœur du Poitou, de la moyenne la plus faible (17 047.82€, soit une différence notable de 5 021.5 €).

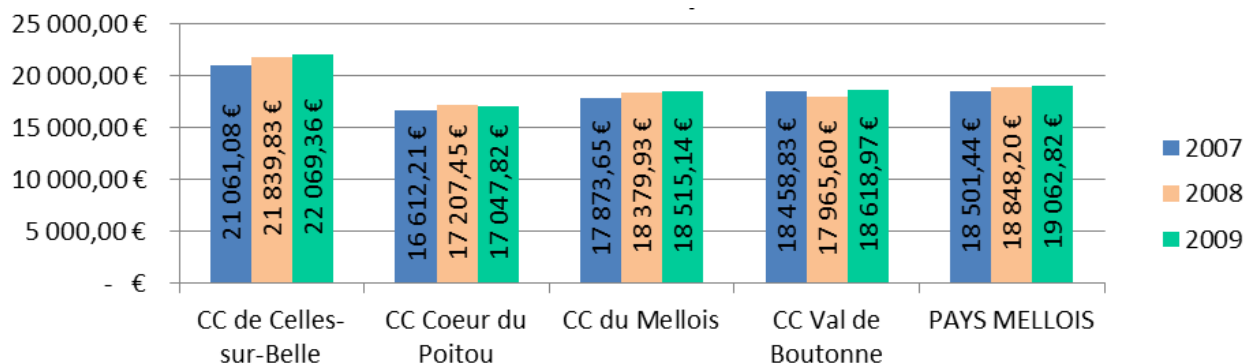


Figure 41 : Evolution des revenus annuels moyens de 2007 à 2009

À l'échelle des moyennes communales, la différence est encore plus importante entre, par exemple, Caunay (ex-Communauté de Communes Cœur du Poitou) dont le revenu net moyen annuel par foyer fiscal est de 14 152 € et Asnières-en-Poitou (ex-Communauté Cantonale Val de Boutonne) où ce revenu s'élève à 33 817 €, soit un écart considérable de 19 665 €.

Ainsi, en matière de revenus, comme dans les autres domaines, nous reconnaissons les mêmes micro-territoires :

- > Melle assure son rôle de cœur de Mellois en Poitou et attire les populations davantage en difficulté (allocataires des minima sociaux, foyers non imposables, salaires nets moyens de 17 500 € inférieurs à la moyenne du Mellois en Poitou et à la moyenne de l'ex-Communauté de Communes du Mellois),
- > La Communauté Cantonale de Celles-sur-Belle attire des ménages plus grands et bi-actifs aux ressources donc plus importantes. On y compte 2,5 personnes par ménages contre 2,3 à l'échelle du Pays Mellois en 2010 selon les données INSEE. 73% des 15-64 ans sont des actifs ayant un emploi, contre 66% environ à l'échelle du Pays Mellois.
- > Le « reste » rural se compose de plus petits ménages souvent retraités (52% des ménages de la Communauté de Communes du Cœur du Poitou ont un retraité comme personne dite référente du ménage contre 43% à l'échelle du Pays Mellois et 32% des ménages de la Communauté Cantonale de Celles-sur-Belles). Leurs ressources sont donc moindres. Les femmes y ont par ailleurs des retraites très faibles. Toutefois, les habitants âgés de ce secteur sont généralement propriétaires de leur maison, sans emprunt, et avec assez peu de charges.

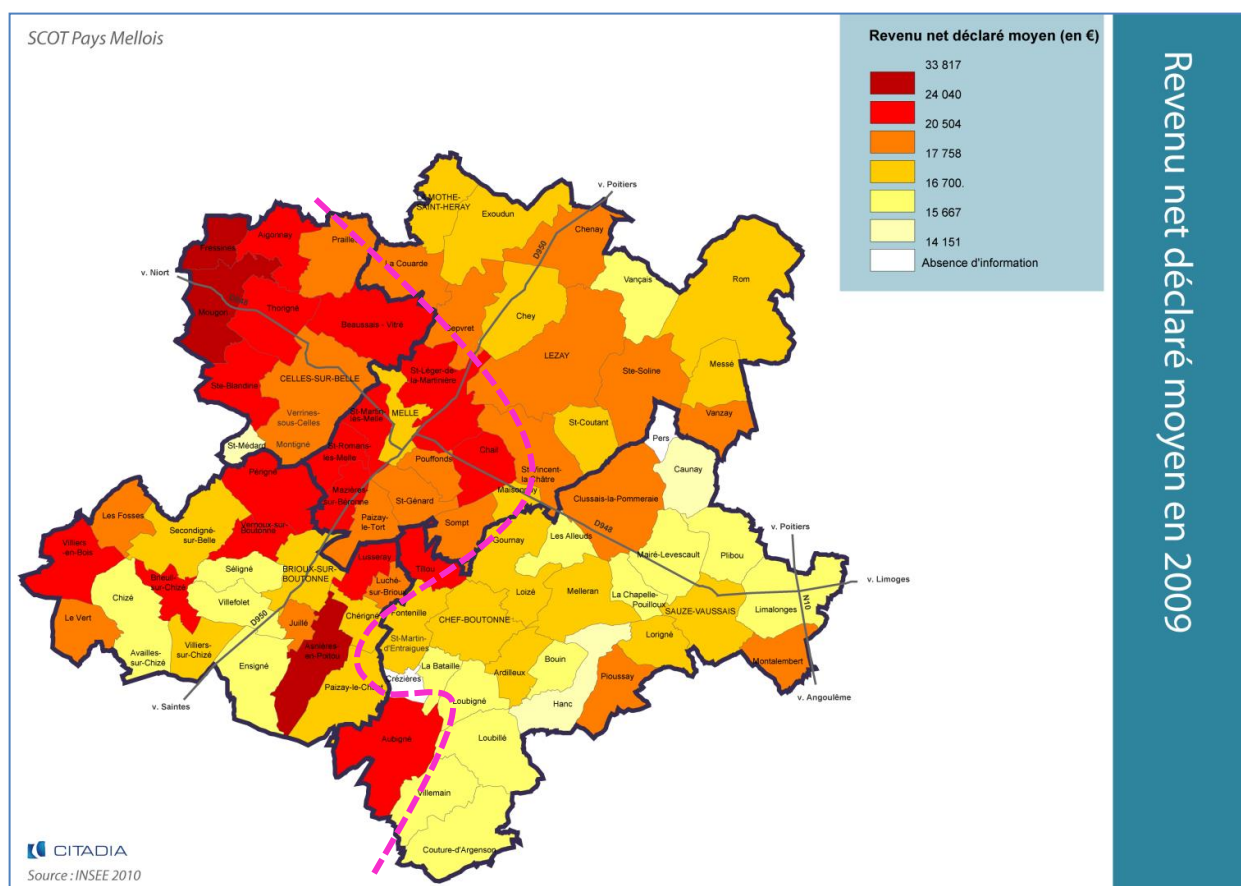


Figure 42 : Revenu net déclaré en 2009

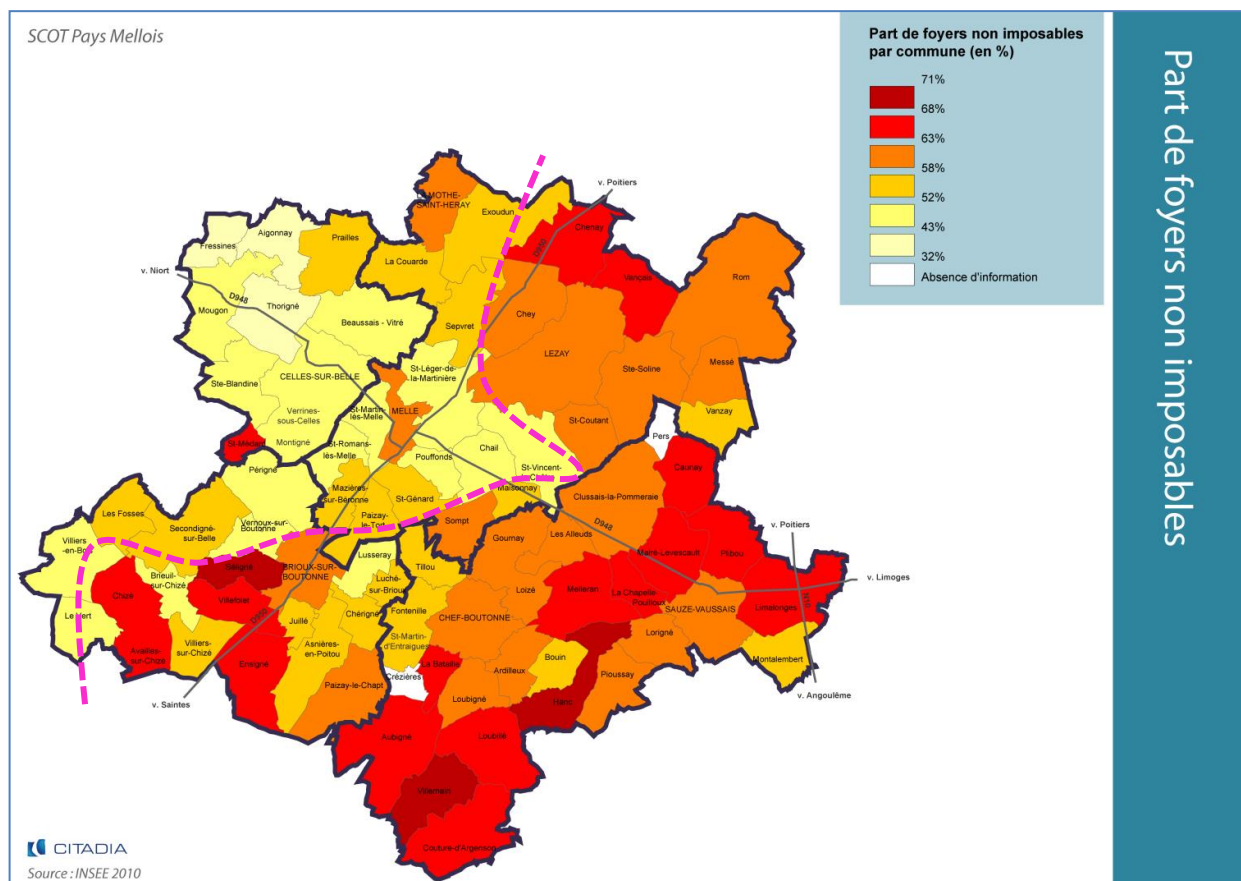
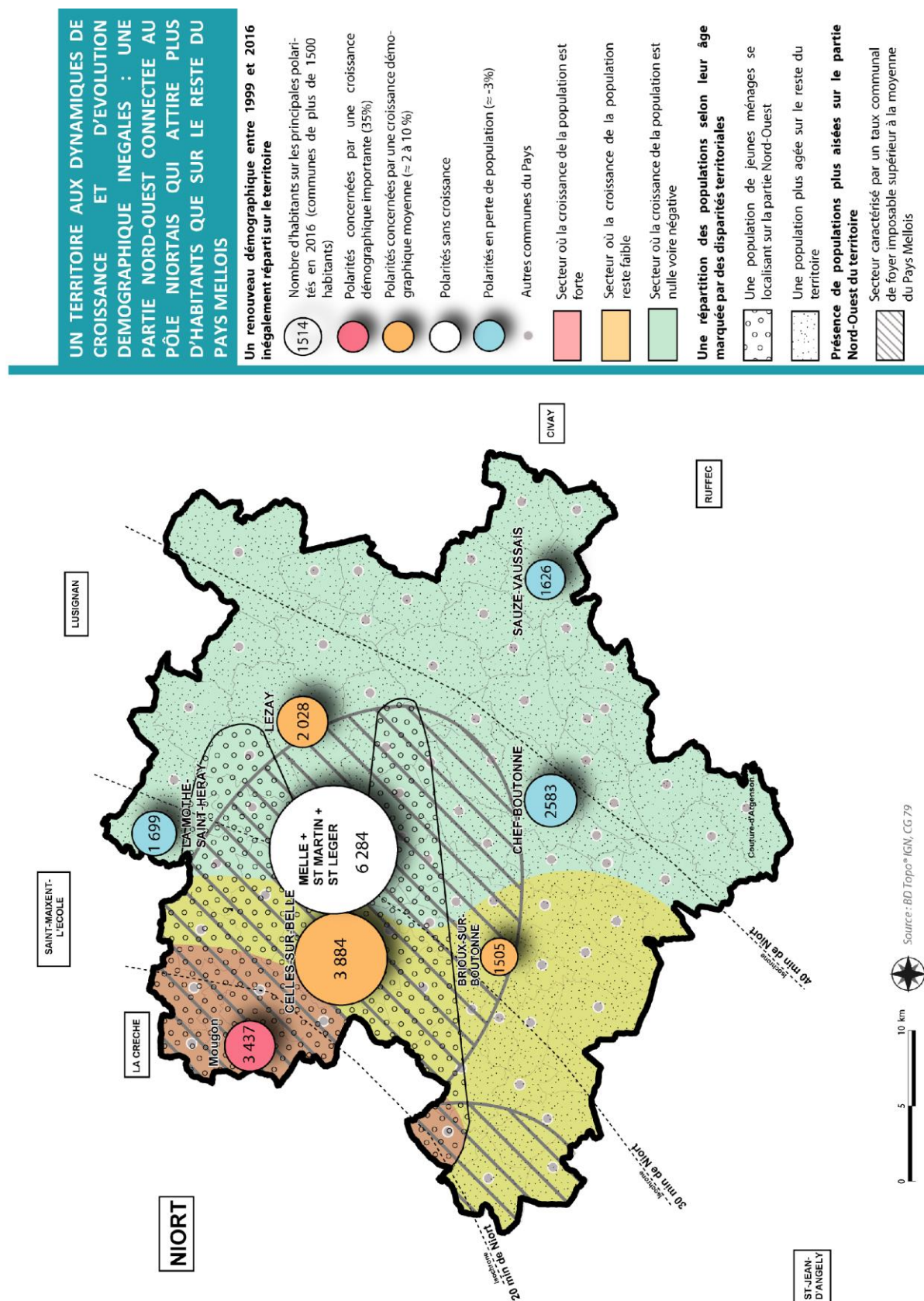


Figure 43 : Part de foyers non imposables

Constats	Chiffres clés
<ul style="list-style-type: none"> > Un territoire aux dynamiques de croissance et d'évolution démographique inégales : une partie nord-ouest connectée au pôle niortais plus peuplée et continuant d'accueillir plus d'habitants notamment aisés, ayant la population la plus jeune et avec des ménages plus grands qu'en moyenne sur le reste du territoire. > Un renouveau démographique et une mutation de la structure de la population 	<p>47 479 habitants en 2010 contre 44 949 en 1999 (+2530 habitants soit +230 par an)</p> <p>+ 0,5% par an entre 1999 et 2010 // -0,01% / an entre 2011- et 2016</p> <p>Solde migratoire de 8% entre 1999 et 2010 (soit +3869 habitants)</p>
Atouts	
<ul style="list-style-type: none"> > Une influence de l'aire urbaine de Niort perceptible sur la partie nord-ouest du territoire (ex-Communauté cantonale de Celles-sur-Belle) et contribuant à la nouvelle dynamique démographique (croissance et rajeunissement de la population) > Une tendance d'accroissement démographique signe d'une reprise de développement du territoire du SCoT : une dynamique d'attractivité récente. 	<p>Solde naturel de -3% sur la même période (soit - 1339 habitants)</p> <p>1 personne sur 3 a plus de 60 ans</p> <p>Indice de jeunesse moyen de 74% contre 111% au niveau national</p>
Faiblesses	
<ul style="list-style-type: none"> > Des inégalités marquées entre les intercommunalités concernant notamment la structure de la population, le desserrement des ménages et les revenus de la population. 	<p>2,3 personnes par ménage en moyenne contre 2,7 en 1990</p> <p>revenu net moyen de 19 063 €</p>
Enjeux	
<ul style="list-style-type: none"> > L'adaptation des équipements, infrastructures, services et logements à la mutation de la structure démographique et à la reprise de l'accroissement > La cohérence du développement d'une intercommunalité à une autre : comment faire profiter à l'ensemble du territoire du Mellois en Poitou du développement de l'agglomération de Niort ? 	



6. HABITAT ET LOGEMENT

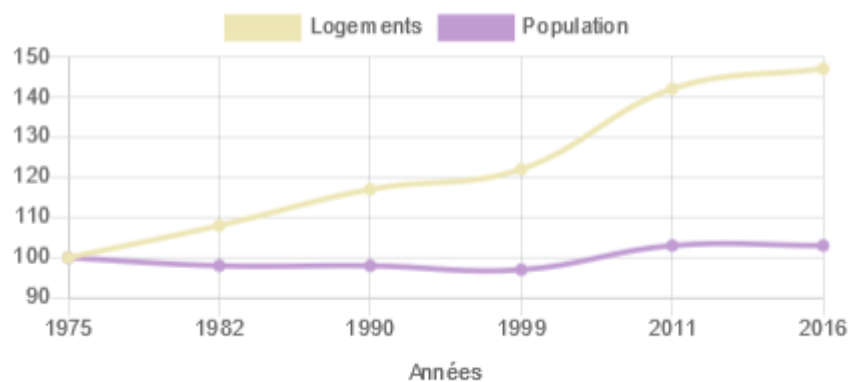
6.1 Le parc de logements

Cette partie s'appuie sur les données INSEE ainsi que sur le Porter à connaissance de l'État.

Une accélération importante de la croissance du parc de logements depuis 1999

Alors que la population diminuait entre 1968 et 1999 pour ensuite suivre la tendance inverse (premier graphique ci-dessous), le parc de logements a connu une croissance constante depuis 1968 (second graphique ci-dessous).

Évolution comparée en base 100 du nombre de logements par rapport à la population entre 1975 et 2016



INSEE RP 2016, © Citad'ia

Figure 44 : Evolution du parc de logement comparativement à l'évolution démographique

De manière plus détaillée, si l'on croise les données factuelles du parc de logements avec le taux de croissance annuel moyen de la population (tableaux ci-dessous), on peut observer que la dynamique d'évolution du nombre de logements suit toutefois le même rythme que la dynamique d'évolution démographique :

- > une croissance très modérée entre 1968 et 1975,
- > une croissance qui s'accélère entre 1975 et 1982 (alors que la décroissance de la population ralentit),
- > une croissance qui se maintient entre 1982 et 1990 (alors que la croissance démographique stagne),
- > une croissance qui ralentit entre 1990 et 1999 (la démographie est de nouveau en baisse),
- > enfin une croissance qui s'accélère et atteint son taux le plus fort entre 1999 et 2010 (la croissance démographique est en phase de reprise), légèrement ralentie sur la période post-crise de 2008 (traduction à la fois sur la dynamique démographique et de logements).

Taux de croissance annuel moyen (TCAM) de la population						
	1968/75	1975/82	1982/90	1990/99	1999/2010	2010/2016
Communauté cantonale de Celles-sur-Belle	-0,1%	1,8%	1,2%	0,7%	1,6%	
Communauté de communes Cœur du Poitou	-0,6%	-0,6%	-0,7%	-0,6%	0,10%	
Communauté de communes du Mellois	-0,9%	-0,6%	0,0%	-0,3%	0,13%	
Communauté de communes Val de Boutonne	-1,1%	-0,5%	-0,5%	0,0%	0,59%	
PAYS MELLOIS	-0,7%	-0,2%	0,0%	-0,1%	0,5%	0,3%

Taux de croissance annuel moyen (TCAM) du parc de logements total						
	1968/75	1975/82	1982/90	1990/99	1999/2010	2010/2016
Communauté cantonale de Celles-sur-Belle	1,3%	2,4%	1,8%	0,9%	2,4%	
Communauté de communes Cœur du Poitou	0,8%	0,7%	0,8%	0,0%	1,1%	
Communauté de communes du Mellois	0,6%	1,2%	1,1%	0,6%	1,0%	
Communauté de communes Val de Boutonne	0,5%	1,1%	0,6%	0,4%	1,2%	
PAYS MELLOIS	0,8%	1,2%	1,0%	0,5%	1,3%	0,9%

Figure 45 : Taux de croissance annuel moyen du parc de logement

A l'instar des constats émis pour l'évolution démographique, **l'ex-Communauté Cantonale de Celles-sur-Belle est le territoire où la croissance du parc de logements est la plus importante depuis 1968**. En effet, le taux de croissance annuel moyen du parc de logements est deux fois plus important que les autres intercommunalités, en raison du rayonnement et de l'attractivité de l'Aire Urbaine de Niort. Comme l'indique la carte page suivante, l'attraction du pôle niortais en matière d'importance et d'évolution du parc de logements est même plus importante que la seule ex-communauté cantonale de Celles-sur-Belle.

Parc de logements

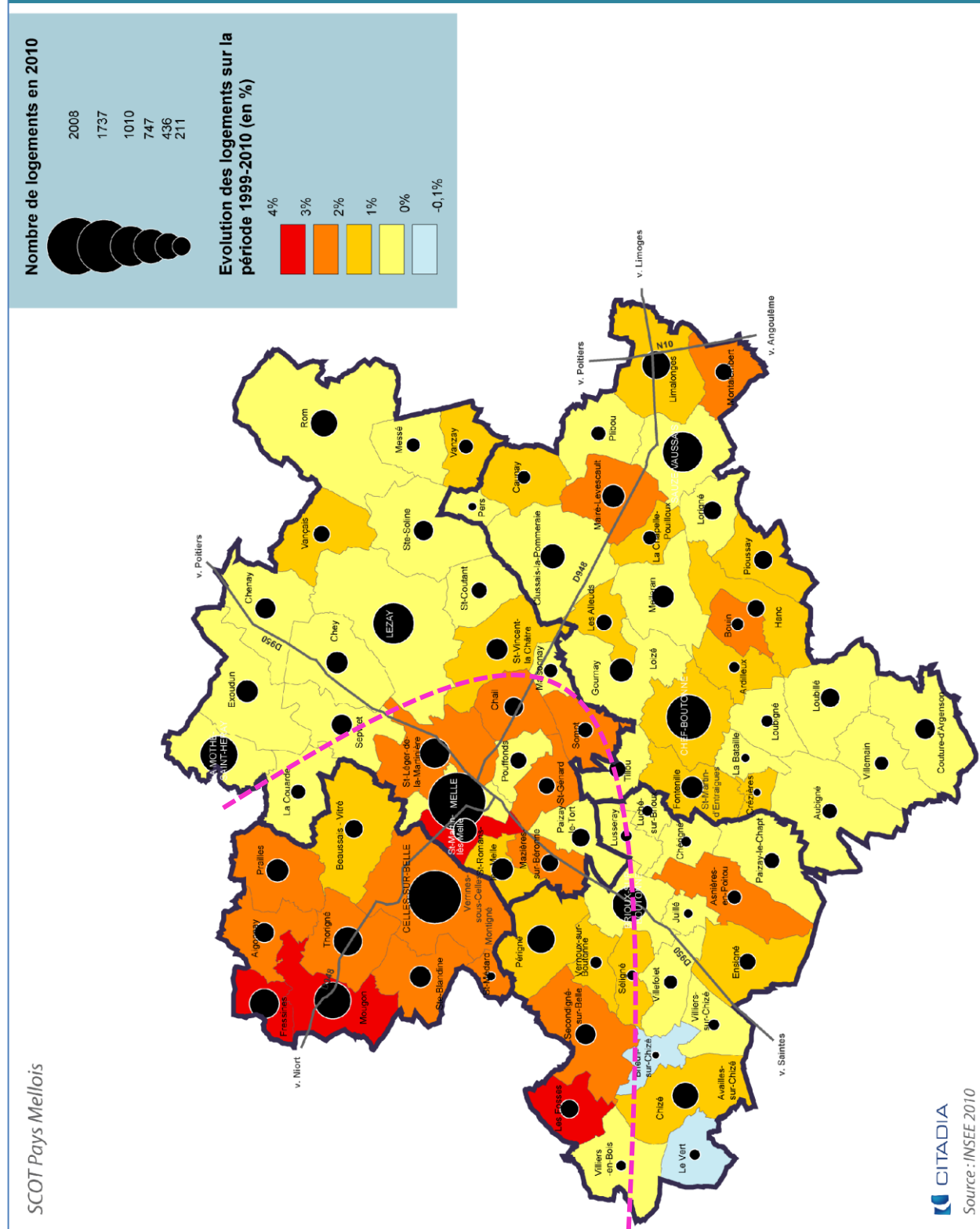


Figure 46 : Nombre de logement et leur évolution sur la période 1999-2010

Un parc de logements composé à plus de 80 % de résidences principales et un taux de logements vacants en augmentation

En 2010, le parc de logements du territoire du SCoT du Mellois en Poitou se compose de 82% de résidences principales, de 9% de résidences secondaires et d'un **taux de vacance relativement important (9% également)**.

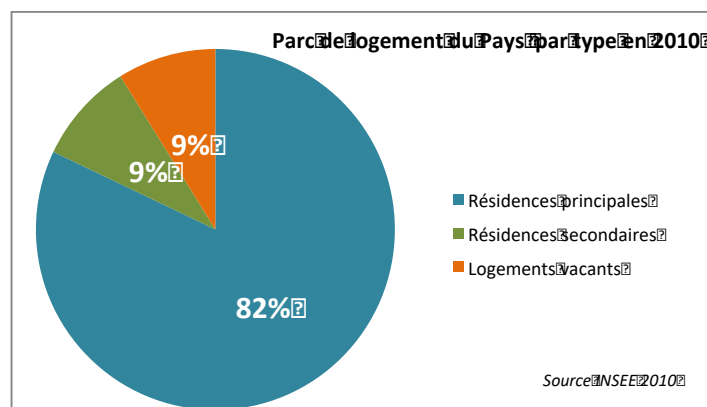


Figure 47 : Part des types de résidences en 2010

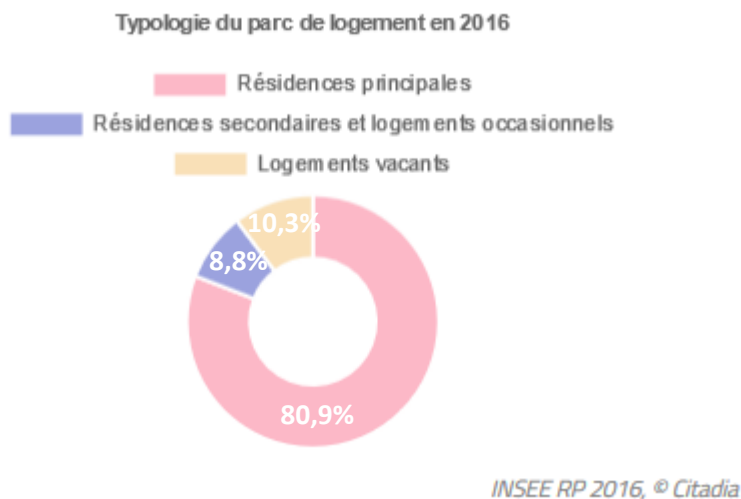
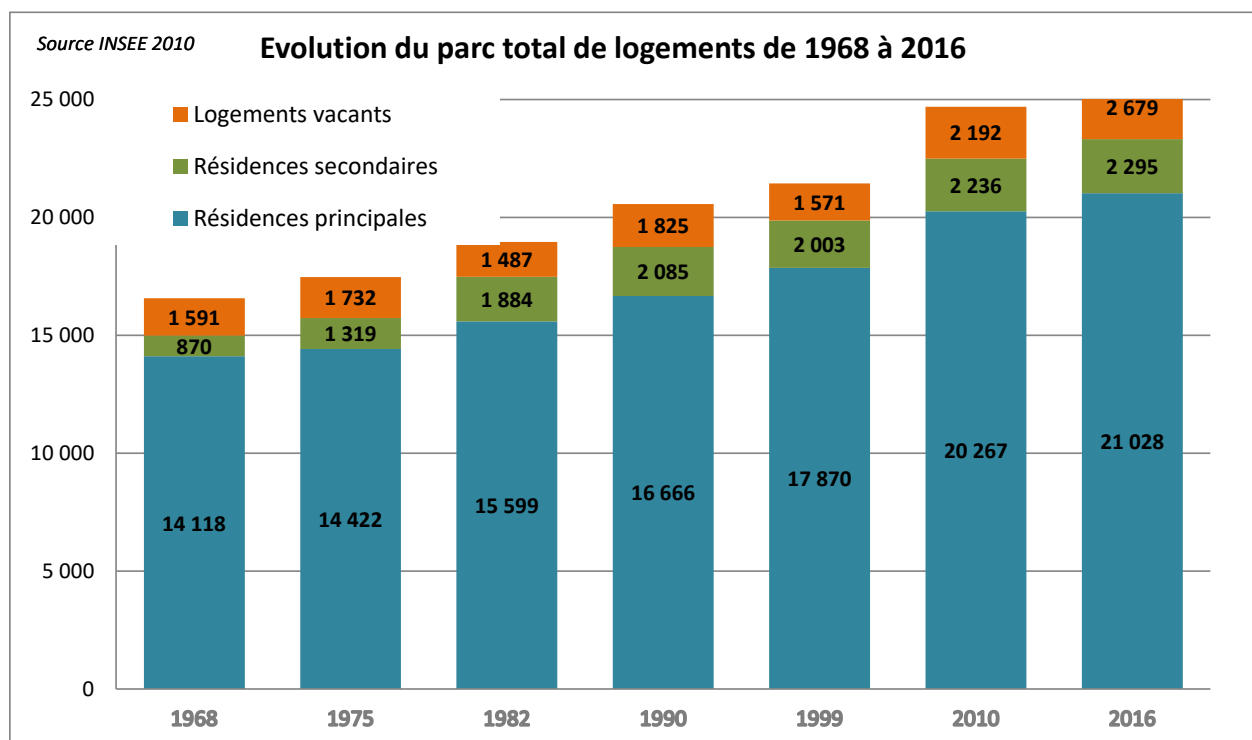


Figure 48' : Part des types de résidences en 2016

	1968	1975	1982	1990	1999	2010	2016
Résidences principales	85%	83%	82%	81%	83%	82%	81%
Résidences secondaires	5%	8%	10%	10%	9%	9%	9%
Logements vacants	10%	10%	8%	9%	7%	9%	10%

Figure 49 : Evolution des types de résidences de 1968 à 2016

	2010			1999		
	Résidences principales	Résidences secondaires et logts occasionnels	Logements vacants	Résidences principales	Résidences secondaires et logts occasionnels	Logements vacants
CC de Celles-sur-Belle	91%	3%	6%	92%	4%	5%
CC Coeur du Poitou	74%	15%	11%	77%	13%	10%
CC du Mellois	84%	7%	9%	85%	9%	7%
CC Val de Boutonne	82%	9%	9%	82%	10%	7%
PAYS MELLOIS	82%	9%	9%	83%	9%	7%

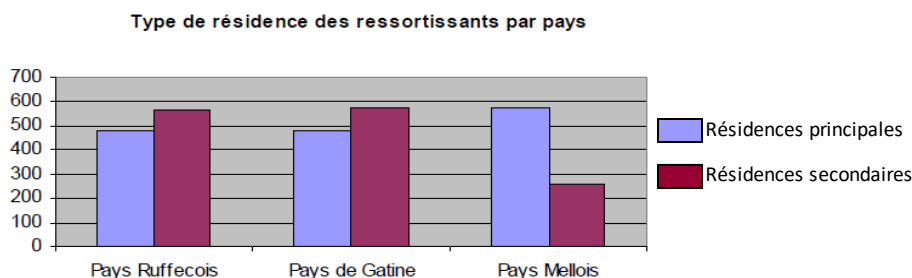
Figure 50 : Part des types de résidences en fonction des intercommunalités**Figure 51 : Evolution du parc de logement de 1968 à 2010**

Concernant les résidences principales, leur part a oscillé depuis 1968 entre 85 % et 81% pour atteindre les 81% en 2016. Les communes qui comportent en valeur absolue le plus de résidences principales sont les communes de Melle (1 747 en 2010) et Celles-sur-Belle (1591 en 2010) pour l'ouest du territoire et Chef-Boutonne (991 en 2010) sur la partie est.

*Au total, le parc se compose de **21 028 résidences principales en 2016** contre 17 870 en 1999. Cela représente une évolution de 3 158 résidences principales soit 185 par an. Le PLH de 2003 disait au sujet des résidences principales : « Suivant les projections réalisées à partir des données INSEE et celles de la DDE relatives à la construction neuve de 1990 à 2002, le nombre de résidences principales devrait progresser sur le Mellois en Poitou d'environ 890 logements d'ici à 2009, soit **127 logements par an**. » Ainsi, les ambitions en matière de résidence principale ont été atteintes et même largement dépassées.*

Concernant les résidences secondaires, il faut noter que leur représentation a fortement augmenté entre 1968 et 2016 pour passer de 5% à 9% du parc total de logements. **Les résidences secondaires sont essentiellement concentrées à l'est du Mellois en Poitou** où en 2010 l'on dénombre 22 communes ayant un taux de résidences secondaires supérieur à 15 %, dont 17 pour l'ex-Communauté de Communes Cœur du Poitou, contre 6 seulement dans les deux intercommunalités de la partie ouest du SCoT.

La particularité du Mellois en Poitou lorsqu'il est comparé aux territoires voisins (Pays Ruffécois, Pays de Gâtine par exemple) est la présence de résidents venus du Nord de l'Europe (des Néerlandais, des Belges, des Allemands, des Luxembourgeois, des Britanniques et des Irlandais) pour s'installer de manière permanente. En effet, sur les territoires voisins, les populations nord-européennes investissent de préférences dans la résidence secondaire. Comme l'indique le graphique ci-après, **pour le Mellois en Poitou, les Nord-Européens sont plus nombreux à avoir acquis une résidence principale** (rénovation de nombreuses maisons anciennes) plutôt qu'une résidence secondaire.



Sources : Mémoire de Xavier Dupuis « Études des Nord européens en Pays Ruffécois », Université de Poitiers, 2005 ; Syndicat Mixte du Pays de Gâtine ; Syndicat Mixte du Pays Mellois.

Concernant les logements vacants, **le taux s'avère relativement élevé et relativement stable depuis 1968**. Il est fréquemment admis qu'un taux de vacance de 5% assure la fluidité nécessaire entre l'offre et la demande au sein du parc de logements. Au-delà de 5%, comme c'est le cas ici, il convient de trouver des explications qui peuvent être :

- > Une offre largement supérieure à la demande, notamment en raison d'un manque d'attractivité du territoire,
- > Des logements parfois inconfortables car vides depuis longtemps et donc difficilement louables ou vendables,
- > Des logements ne correspondant pas à la demande.

Comme l'indique la carte suivante, **les communes ayant les taux de vacance les plus élevés au sein de leur parc de logements sont les communes du sud-est et du nord du Mellois en Poitou.**

Vacance du parc de logements

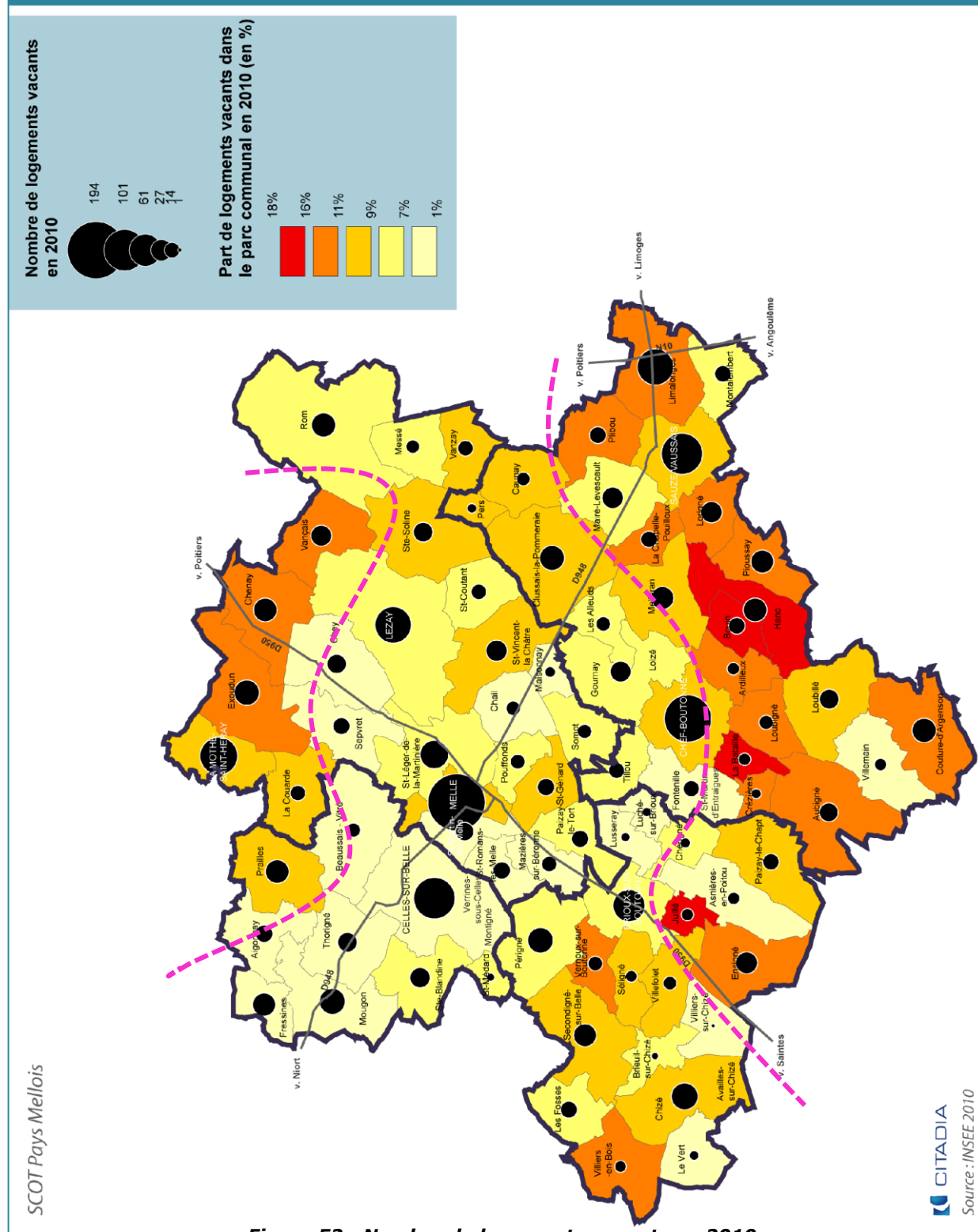


Figure 52 : Nombre de logements vacants en 2010

Une part de propriétaires occupants importante et en augmentation

Selon l'INSEE, le statut de propriétaire occupant est prédominant avec un taux de 74 % (68 % au niveau du département), un taux qui a augmenté de 3 points depuis 1999.

		Taux de locataires	Taux de propriétaires
2016		25%	75%
2010		26%	74%
1999		29%	71%

Les propriétaires sont particulièrement surreprésentés dans les zones les plus rurales du territoire.

2010				
	Part de résidences principales occupées par leur propriétaire	Part de résidences principales occupées par un locataire	dont résidences principales HLM louées vides	Part de résidences principales occupées gratuitement
CC de Celles-sur-Belle	75,8%	23,1%	6,7%	1,1%
CC Coeur du Poitou	77,1%	20,5%	3,3%	2,3%
CC du Mellois	70,5%	27,6%	10,5%	1,9%
CC Val de Boutonne	74,9%	23,1%	5,2%	2,0%
PAYS MELLOIS	74,0%	24,2%	7,1%	1,9%

1999				
	Part de résidences principales occupées par leur propriétaire	Part de résidences principales occupées par un locataire	dont résidences principales HLM louées vides	Part de résidences principales occupées gratuitement
CC de Celles-sur-Belle	74,2%	22,9%	7,9%	2,9%
CC Coeur du Poitou	74,7%	19,1%	3,1%	6,2%
CC du Mellois	66,2%	28,3%	10,5%	5,5%
CC Val de Boutonne	72,2%	22,1%	4,6%	5,7%
PAYS MELLOIS	70,9%	23,9%	7,1%	5,2%

Figure 53 : Statuts d'occupation des logements par intercommunalités en 1999 et 2010

Les statuts d'occupation utilisés pour les tableaux reposent sur les définitions suivantes :

- > **Propriétaires** : ensemble des propriétaires de leur résidence principale, accédants ou non.
- > **Locataires** : ensemble des locataires de leur résidence principale qu'ils louent un logement vide ou non avec une distinction pour les locataires du secteur social. Cette dernière catégorie se compose des locataires HLM conventionné ou non, des

locataires des autres secteurs sociaux non soumis à la loi de 1948 et des locataires d'un logement soumis à la loi de 1948.

- > **Les « logés gratuitement »** : personnes logées par l'employeur, par la famille, une autre personne physique ou morale, ou à la suite d'une vente en viager.

Selon le Porter à Connaissance de l'État, « les problématiques de vétusté des parcs locatifs privés et des propriétaires occupants sont majeures dans les zones rurales du territoire. La part de logements anciens construits avant 1968 est particulièrement élevée avec une ancienneté moyenne des logements en locatif privé et des propriétaires occupants de 108 ans, contre 82-84 ans en moyenne sur le département. En outre, ces deux parcs présentent des taux de logements médiocres supérieurs à la moyenne départementale avec 8,3 % des logements locatifs privés (contre 3 % au niveau départemental) et 10,6 % des logements des propriétaires occupants (contre 3,4 % au niveau départemental). »

Des prix moyens des transactions dans l'ancien très différents d'une intercommunalité à l'autre

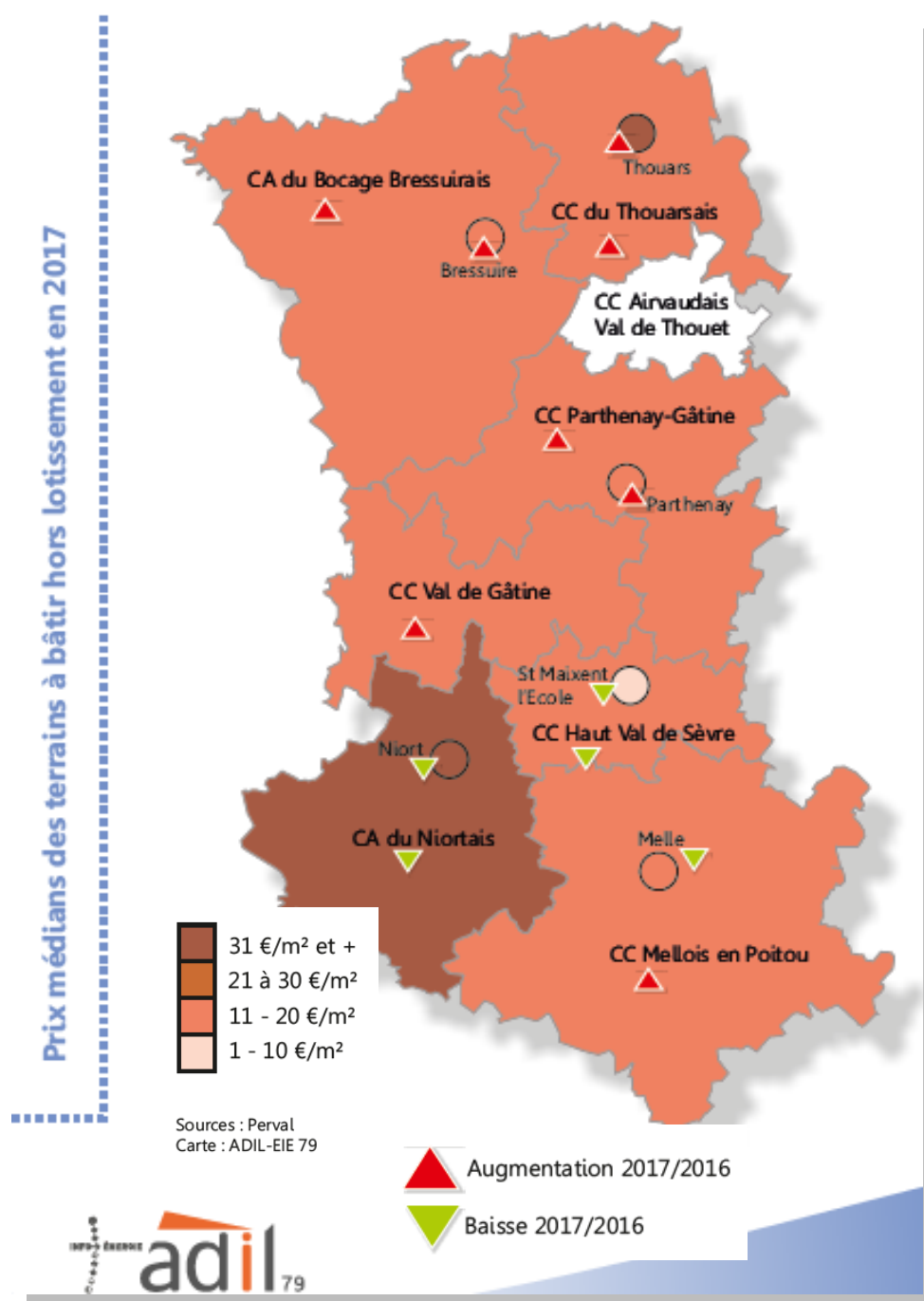


Figure 54 : Prix médian des terrains à bâtir, hors lotissements, en 2018 (Source : ADIL 79)

Comme l'indique la carte page précédente réalisée par l'ADIL 79 :

- > Le prix du foncier, hors lotissement (dans le diffus) en 2017 au sein du Mellois en Poitou est proche des prix constatés en territoire périurbains et ruraux de périphérie niortaise. Il convient néanmoins de souligner le phénomène à l'œuvre d'accroissement des prix du foncier sur lme territoire du Mellois en Poitou, contrairement à l'ensemble des intercommunalités voisines de Deux Sèvres (période 2016-2017). Cette augmentation des prix du foncier témoigne de l'attractivité du territoire et s'inscrit en adéquation avec les phénomènes d'accroissement démographique mis en exergue ci-avant.
- > Concernant l'ancien, les prix sont également en évolution à la hausse (légère) des dernières années (cf. tableau ci-dessous / ADIL).



Cté de Communes Mellois en Poitou

	Prix le + bas	Prix médian	Prix le + haut
Maisons T3-T4	4 000 €	75 720 €	197 840 €
Maisons T5 et +		122 882 €	360 000 €

Source : Données Perval - Exploitation : ADIL-EIE 79

Un parc locatif privé implanté sur l'ensemble du territoire, des logements sociaux majoritairement à Melle

Selon l'INSEE, le parc locatif privé est bien implanté sur l'ensemble du territoire (17,1% en moyenne des résidences principales).

Taux de logements locatifs privés		
	1999	2010
CC de Celles-sur-Belle	15,0%	16,4%
CC Cœur du Poitou	16,0%	17,2%
CC du Mellois	17,8%	17,1%
CC Val de Boutonne	17,5%	17,9%
PAYS MELLOIS	16,7%	17,1%

Toujours selon les chiffres INSEE, **le parc locatif HLM ne représente quant à lui que 7,1% des résidences principales en 2010**. Comparativement ce taux est de 8,7% pour le département et 8,9% pour la région. Globalement, il n'y a pas d'évolution de ce pourcentage à l'échelle du Mellois en Poitou entre 1999 et 2010. Toutefois, on peut noter une répartition différente entre ex-communautés de communes sur cette même période. Ainsi, si la part a diminué sur l'ex-Communauté de Communes de Celles-sur-Belle en passant de 7,9% en 1999 à 6,7% en 2010, celle de l'ex-Communauté de Communes Val de Boutonne notamment a augmenté en passant de 4,6% en 1999 à 5,2% en 2010.

Taux de logements sociaux			
	1999	2010	2016
Communauté cantonale de Celles-sur-Belle	7,9%	6,7%	
Communauté de communes Cœur du Poitou	3,1%	3,3%	
Communauté de communes du Mellois	10,5%	10,5%	
Communauté de communes Val de Boutonne	4,6%	5,2%	
PAYS MELLOIS	7,1%	7,1%	6,4%

*Aucune commune du Mellois en Poitou n'est soumise à l'obligation de l'article 55 de la loi Solidarité et Renouvellement Urbains à l'heure actuelle (En effet, l'article L. 302-5 du Code de la construction et de l'habitation affirme le principe d'un minimum de 20% de logements sociaux dans les communes de plus de 3500 habitants situées dans une agglomération ou un EPCI de plus de 50 000 habitants et comportant une commune de plus de 15 000 habitants). **Cette composante du logement social doit cependant être prise en compte dans les besoins en logements du territoire.***

On dénombre 1178 logements HLM (source : fichier Répertoire des logements locatifs des bailleurs sociaux (RPLS) au 01/01/2013) **répartis sur une trentaine de communes du territoire, et principalement à Melle (616 logements, soit plus de 52% des logements locatifs HLM, avec une demande active de 129 ménages en février 2014).**

Communauté de communes	Communes	Taux de logements locatifs sociaux en 1999	Taux de logements locatifs sociaux en 2010
Communauté de communes Val de Boutonne	Périgné	2,5%	7,2%
Communauté de communes du Mellois	La Mothe-Saint-Héray	8,0%	8,2%
Communauté de communes Val de Boutonne	Chizé	8,8%	9,4%
Communauté de communes Coeur du Poitou	Sauzé-Vaussais	10,9%	10,3%
Communauté de communes du Mellois	Lezay	9,9%	10,4%
Communauté de communes Coeur du Poitou	Couture-d'Argenson	0,0%	10,4%
Communauté de communes du Mellois	Maisonny	13,6%	10,5%
Communauté de communes Val de Boutonne	Brioux-sur-Boutonne	12,2%	10,8%
Communauté cantonale de Celles-sur-Belle	Celles-sur-Belle	18,7%	15,6%
Communauté de communes du Mellois	Melle	31,4%	33,8%

Figure 55 : Communes du Mellois en Poitou disposant des taux de logements locatifs HLM par rapport à leur parc de résidences principales les plus importants en 2010 (INSEE)

Melle se dote d'un parc de logements locatifs HLM en 2010, représentant 33,8% du parc de résidences principales de la ville. On recense alors 2,4 fois moins de logements locatifs HLM à Celles-sur-Belle (soit 248 logements locatifs HLM) qui est pourtant la deuxième ville la plus importante en la matière à l'échelle du Mellois en Poitou. Il convient de noter également l'importance de l'augmentation de la représentation des logements locatifs HLM dans les parcs de résidences principales des communes de Périgné (de 2,5% en 1999 à 7,5% en 2010) et de Couture-d'Argenson (de 0% à 10,4%) entre 1999 et 2010.

Des loyers moyens dans le parc privé très différents d'une intercommunalité à l'autre

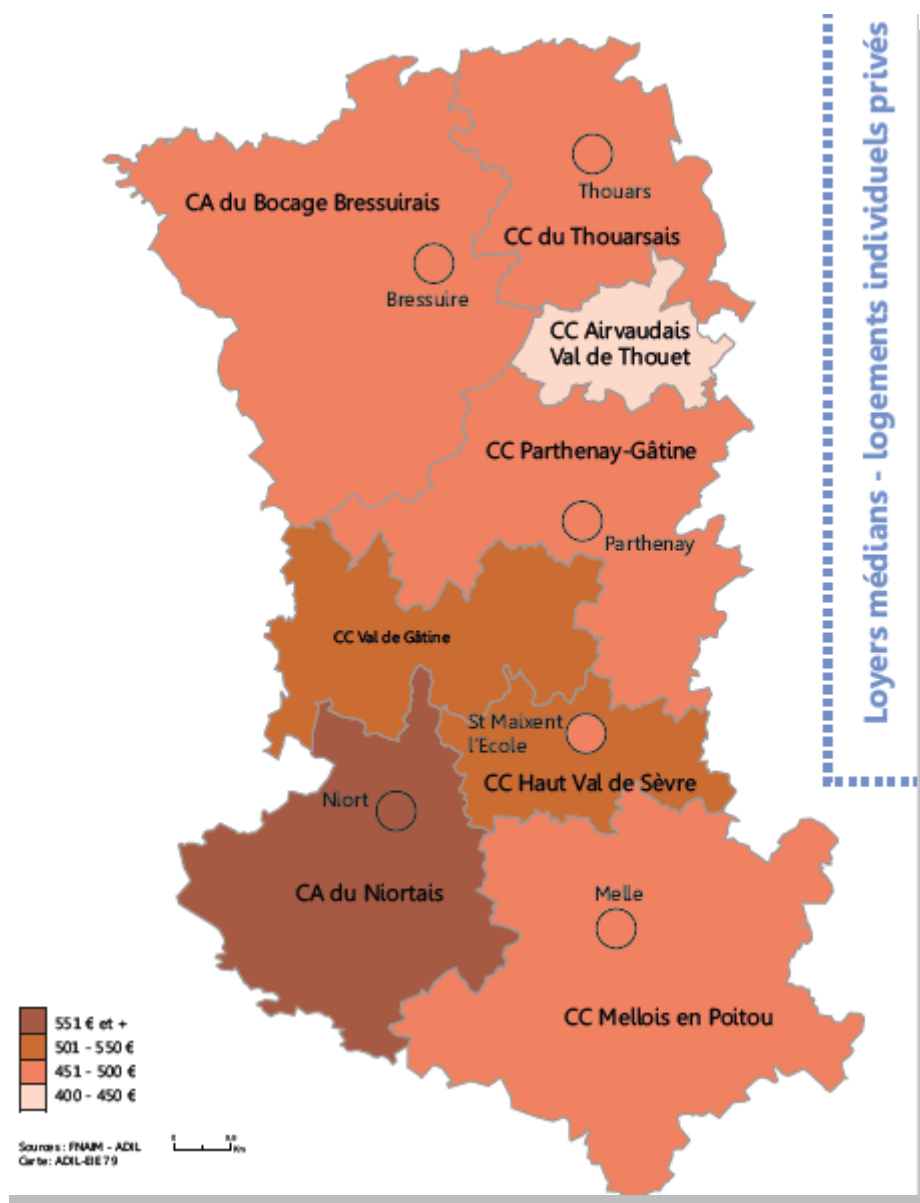


Figure 56: Le marché locatif privé en Deux-Sèvres – Logements Individuels (Source et réalisation carte : ADIL 79)

Comme l'indique la carte page précédente réalisée par l'ADIL 79 :

- > Le Mellois en Poitou dispose de loyers relativement faibles concernant le logement individuel, en comparaison des territoires formant la ceinture de l'agglomération niortaise. Une partie de l'explication réside dans le caractère plus vaste et donc plus rural de ce territoire, impliquant de fait un marché locatif plus détendu. Cette maîtrise du marché locatif explique également l'attractivité du territoire, traduite dans sa dynamique démographique.

- > Les loyers du parc privé sont quelque peu plus chers dans l'ex-Communauté de Communes du canton de Melle (entre 5,01 et 5,50 € le m²), mais c'est surtout sur l'ex-Communauté Cantonale de Celles-sur-Belle que les prix pratiqués sont élevés (6,01 € le m² et plus).

Si l'on compare les loyers moyens du parc privé aux loyers des logements locatifs sociaux ou conventionnés, l'on se rend compte que le parc privé semble pouvoir être une alternative au parc social, d'autant plus sur les espaces ruraux du Mellois en Poitou où le parc social est en sous-représentation :

- > Loyer moyen du parc privé (source : ADIL 79) :
 - CC du Lezayen, Cœur du Poitou et du Val de Boutonne : 4,50 € le m² en moyenne
 - CC du Mellois : 5,01 à 5,50 € le m² en moyenne
 - CC de Celles-Sur-Belle : 6,01 € le m² et plus
- > Loyer maximum du logement locatif social (Source : ANAH.fr en 2014) :
 - PLAI (locatif très social) : 5,18 € le m²
 - PLUS (locatif social standard) : 5,37 € le m²
 - PLS (locatif intermédiaire) : 8,70 € le m²
- > Loyer maximum des logements conventionnés par l'ANAH du parc privé (Source : ANIL.org en 2014) :
 - Conventionnement ANAH « très social » : 5,18 à 5,22 € le m² (en fonction de la date de conventionnement avec l'ANAH)
 - Conventionnement ANAH « social » : 5,37 à 5,42 € le m² (en fonction de la date de conventionnement avec l'ANAH)

La faiblesse du parc locatif social dans l'espace rural du territoire notamment ne semble pas être un frein à l'accomplissement du « parcours résidentiel classique » des ménages sur le territoire (location puis achat d'un bien). La mixité sociale ne passe donc pas systématiquement par le logement social sur ces territoires.

L'accueil des gens du voyage

Source : Porter à connaissance de l'État

L'objectif général de la loi du 5 juillet 2000 est d'établir un équilibre satisfaisant entre, d'une part, la liberté constitutionnelle d'aller et venir et l'aspiration légitime des gens du voyage à pouvoir stationner dans des conditions décentes et, d'autre part, le souci également légitime des élus locaux d'éviter des installations illicites qui occasionnent des difficultés de coexistence avec leurs administrés.

Cet équilibre doit être fondé sur le respect, par chacun, de ses droits et de ses devoirs, c'est-à-dire :

- > Par les collectivités locales auxquelles la loi fait obligation de réaliser et de gérer les aires d'accueil. En contrepartie, leurs moyens pour lutter contre le stationnement illicite sont renforcés.
- > Par les gens du voyage pour lesquels les conditions d'accueil devront être satisfaisantes. Ils devront, par ailleurs, être respectueux des règles de droit commun.
- > Par l'État, enfin, qui doit être le garant de cet équilibre et assurer par ses aides le principe de solidarité nationale.

Le schéma départemental d'accueil des gens du voyage des Deux-Sèvres, approuvé le 18 juin 2009 pour la période 2009-2014, est le pivot de ces dispositifs. Il définit les communes d'implantation des aires permanentes, les emplacements susceptibles d'être occupés temporairement à l'occasion de grands rassemblements traditionnels ou occasionnels.

Actuellement, une aire d'accueil est présente sur le territoire à Melle avec un taux d'occupation moyen annuel de 75%. Deux EPCI (CC du Mellois et CC de Celles-sur-Belle) exercent la compétence facultative de la construction et de la gestion de l'aire d'accueil des gens du voyage.

En outre, sur certaines communes, des gens du voyage achètent des terrains pour se sédentariser en installant leur caravane et ne construisent pas forcément de maisons, posant des problèmes d'urbanisme. Les documents d'urbanisme en vigueur au sein des communes ne prévoient pas de terrains familiaux ou de transition vers une maison en dur. La question a notamment été soulevée lors de la réunion du PLU de Sauzé-Vaussais.

Hébergement d'urgence

Source : Porter à connaissance de l'État

L'article L.312-5-3 du Code de l'action sociale et des familles impose l'obligation pour les communes de disposer de places d'hébergement d'urgence. La capacité à atteindre est au minimum d'une place d'hébergement par tranche de 2 000 habitants pour les communes membres d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont la population est supérieure à 50 000 habitants ainsi que pour les communes dont la population est au moins égale à 3 500 habitants et qui sont comprises, au sens du recensement général de la population, dans une agglomération de plus de 50 000 habitants comprenant au moins une commune de plus de 15 000 habitants. À défaut, elles seront soumises à un prélèvement sur leurs recettes fiscales égal à deux fois leur potentiel fiscal par habitant par place d'hébergement d'urgence manquante à compter du 1er janvier 2010.

8 communes sur le Pays Mellois proposent une offre en hébergement d'urgence :

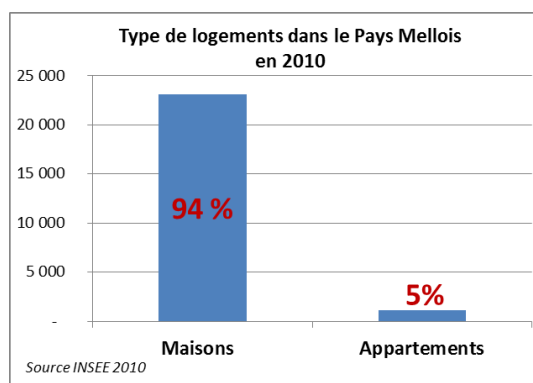
- > Sur la Communauté de Communes du Cœur du Poitou : Chef-Boutonne, Fontenille-Saint-Martin-D'Entraigues, La Chapelle Pouilloux et Sauzé-Vaussais ;

- > Sur la Communauté de Communes du Mellois : Melle, Lezay et La Mothe-Saint-Heray ;
- > Sur la Communauté de Communes du Val de Boutonne : Brioux-Sur-Boutonne.

Un parc de logements presque exclusivement composé de maisons, des logements collectifs mieux représentés dans la C.C. du Mellois

Le logement individuel est la forme la plus représentée à l'échelle du Mellois en Poitou (23 075 maisons soit 94% des logements selon l'INSEE). **Seuls 5% des logements sont des appartements (soit 1136 appartements)**. Toutefois, les appartements ont plus que doublé entre 1999 et 2010 passant de 557 unités à 1136. Cette augmentation a lieu sur l'ensemble des ex-communautés de communes du Mellois en Poitou, mais c'est notamment sur l'ex-Communauté de Communes du Mellois, et surtout de la ville de Melle, qu'elle est la plus prégnante.

En plus des maisons et des appartements, l'INSEE distingue les « autres logements (résidences meublées, mobil-homes,...) » représentant dans le Mellois en Poitou 1% du Parc.



	1999		2010	
	Maisons	Appartements	Maisons	Appartements
CC de Celles-sur-Belle	97%	2%	96%	3%
CC Cœur du Poitou	96%	2%	94%	4%
CC du Mellois	93%	4%	92%	7%
CC Val de Boutonne	96%	1%	96%	3%
PAYS MELLOIS	95 %	3 %	94 %	5 %

Figure 57 : Typologies des logements du Mellois en Poitou

Les logements collectifs quant à eux sont majoritairement présents et édifiés dans la ville de Melle (422 soit 37% des appartements du Mellois en Poitou et 21% du parc de logements de la commune). Viennent ensuite les 6 autres chefs-lieux de cantons. On notera que 33 communes, soit 41% des communes du Mellois en Poitou, ne possèdent aucun logement collectif.

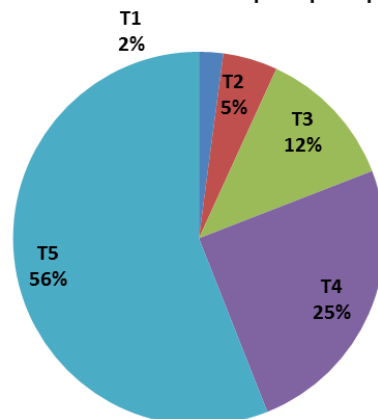
Communauté de communes	Communes	Nombre d'appartements en 2010
Communauté de communes Val de Boutonne	Chizé	24
Communauté de communes du Mellois	Saint-Léger-de-la-Martinière	27
Communauté de communes Coeur du Poitou	Couture-d'Argenson	28
Communauté de communes Val de Boutonne	Brioux-sur-Boutonne	63
Communauté de communes du Mellois	Lezay	66
Communauté de communes Coeur du Poitou	Sauzé-Vaussais	70
Communauté de communes du Mellois	La Mothe-Saint-Héray	78
Communauté cantonale de Celles-sur-Belle	Celles-sur-Belle	105
Communauté de communes Coeur du Poitou	Chef-Boutonne	122
Communauté de communes du Mellois	Melle	422

L'inadéquation du parc de logements avec la structure des ménages

En 2010, la taille de logements majoritaire au sein du Mellois en Poitou est de 5 pièces ou plus (56% du parc de résidences principales selon l'INSEE). Les logements de 3 et 4 pièces représentent respectivement 12% et 25% du parc tandis que les petits logements (1 ou 2 pièces) sont minoritaires avec seulement 7% des résidences principales.

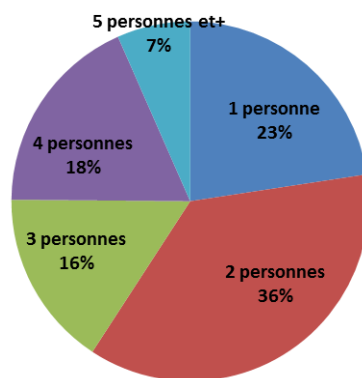
L'offre s'avère donc en inadéquation par rapport à la taille des ménages actuelle et le phénomène de desserrement des ménages observé depuis les années 1968 qui tend à se poursuivre sur la Communauté de Communes comme sur le reste du territoire national. En effet, les ménages de 1 et 2 personnes représentent 59% des ménages du Mellois en Poitou tandis que 56% des logements se composent de 5 pièces et plus.

Distribution des résidences principales par taille



Source INSEE 2010

Nombre de personnes par ménages



Source INSEE 2010

Figure 58 : Taille des logements et taille des ménages

6.2 La construction neuve

Cette partie s'appuie sur les données Sit@del2 ainsi que sur les données INSEE.

Une dynamique de la construction qui s'essouffle...

282 logements ont été commencés en moyenne par an sur la Communauté de Communes entre 2003 et 2012. Cette moyenne annuelle cache une répartition inégale en fonction des années. **La Communauté de Communes a connu une période relativement intense par rapport à la construction neuve entre 2004 et 2007** en atteignant un pic en 2007 avec 434 logements commencés). **Depuis 2007, on observe un ralentissement progressif de la construction** avec jusqu'à 129 constructions commencées seulement en 2012. L'on se rapproche ainsi des objectifs initialement fixés par le PLH.

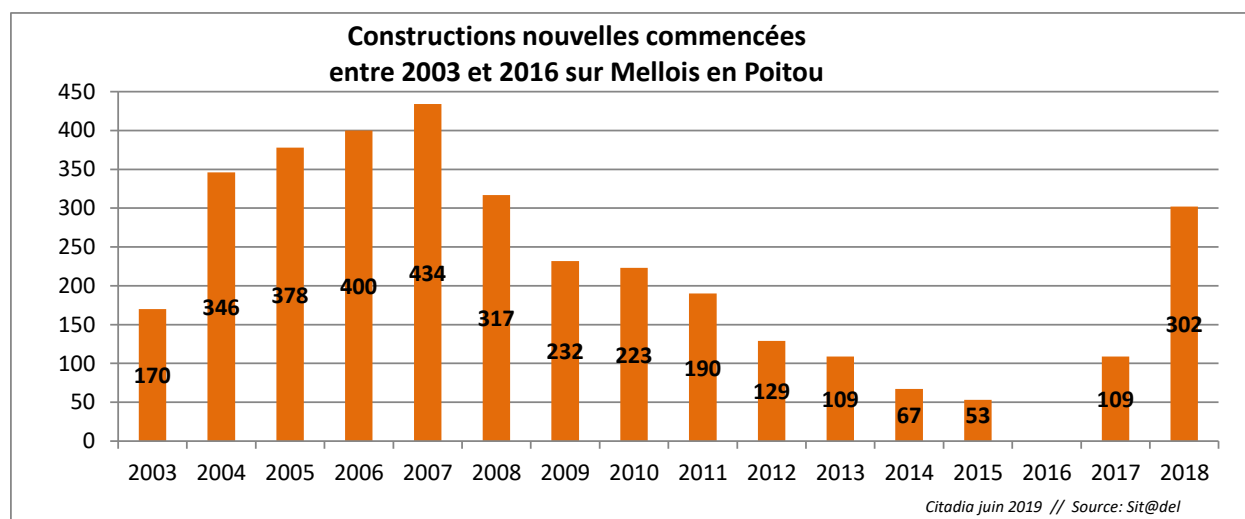


Figure 59 : Dynamique de construction sur le Mellois en Poitou entre 2003 et 2012

Cette diminution du rythme de la construction depuis à peu près la moitié de la décennie 2000 s'observe également dans les différents territoires de comparaison. La crise bancaire et financière ainsi que la difficulté d'obtention de prêt bancaire pour les ménages sont en partie responsables de cette chute de la construction. Il convient de noter qu'une forte reprise est observée en 2018, témoignant du regain d'attractivité du territoire.

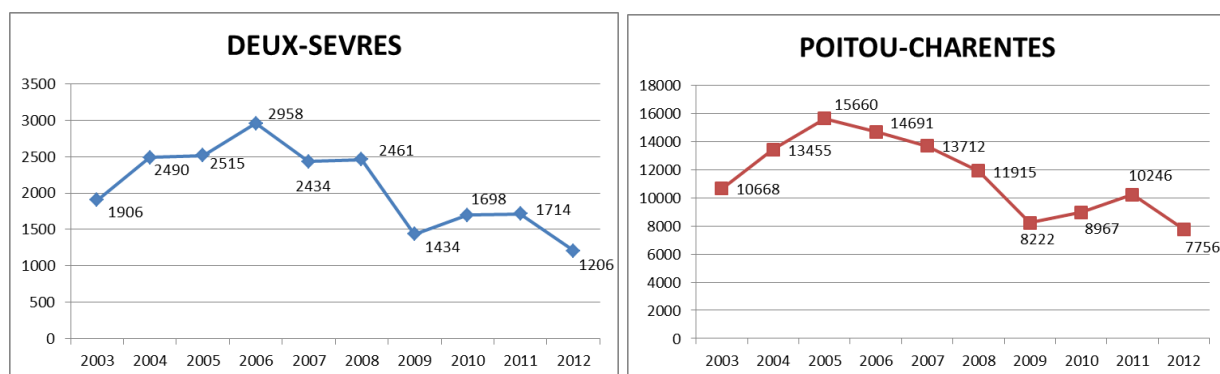


Figure 60 : Dynamique de construction dans le département et la région

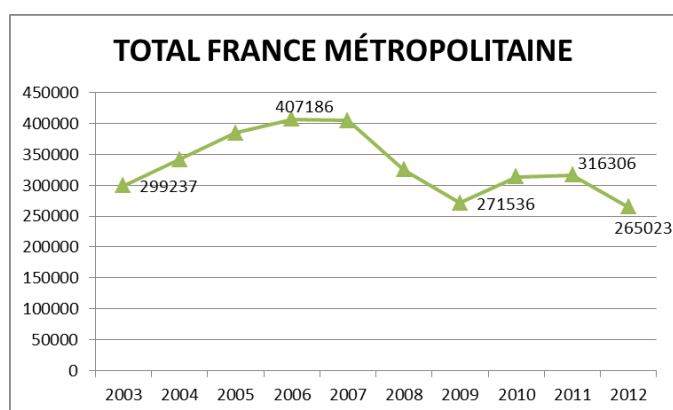


Figure 61 : Dynamique de construction sur le territoire national, départemental et régional.

Sur le Mellois en Poitou, le constat de diminution du nombre de constructions commencées observé depuis 2007 doit être analysé parallèlement à la croissance du nombre de logements et de la population. Comme le détaille davantage la partie suivante sur le « point mort », **le nombre de logements produits a été suffisant pour avoir un effet démographique malgré les évolutions structurelles du parc de logements** (dessalement des ménages, renouvellement du parc (destruction de logements / transformations d'usage) et part de logements vacants et de résidences secondaires.

Pour la période future, la diminution de la construction pourrait potentiellement être compensée par la rénovation et la réutilisation de bâtiments. Les entretiens avec les ex-communautés de communes menés au démarrage de la définition du SCoT ont parfois mis en exergue cet enjeu pour le territoire. Les Opérations Programmées d'Amélioration de l'Habitat ont été évoquées à juste titre dans le cadre de réinvestissement de logements.

Une étude prospective sur les besoins en logements a été lancée en 2010 et actualisée en 2012 par la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du Poitou-Charentes en partenariat avec l'INSEE. **L'estimation globale des besoins annuels en logements neufs a été située dans une fourchette de 160 à 185 logements sur la période 2010-2030.** Cette analyse théorique doit cependant être complétée par des ajustements qualitatifs afin de prendre en compte les politiques locales visant au recentrage vers les pôles de services et les projets structurants des territoires.

...inégalement répartie sur le territoire...

On observe sur le graphique ci-dessous que l'ex-Communauté de Communes Val de Boutonne ne pèse que faiblement dans le rythme de construction neuve du Mellois en Poitou sur la période 2003-2012 (à hauteur de 11,7% soit 33 logements par an en moyenne). Les trois autres EPCI représentent des poids plus importants dans la construction totale :

- > 31,5% pour la CC de Celles-sur-Belle avec 89 logements commencés en moyenne par an,
- > 30% pour la CC du Mellois avec 84 logements,
- > 27% pour la CC Cœur du Poitou avec 76 logements.

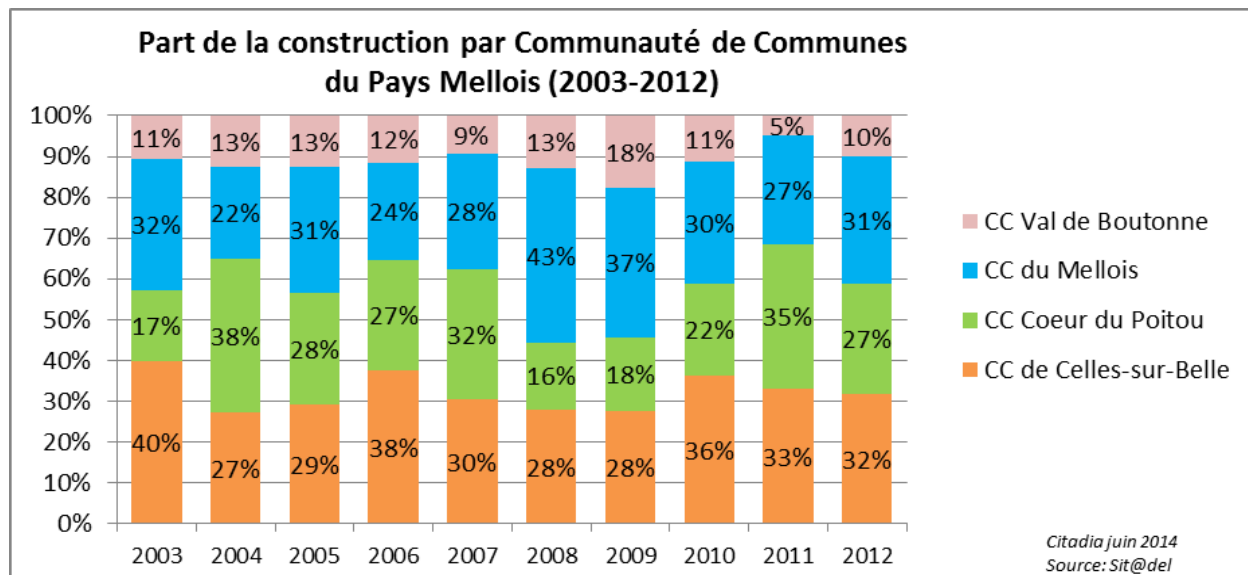


Figure 62 : Part de la construction par intercommunalités de 2003 à 2012

Au-delà des limites des ex-communautés de communes, il se dessine un **axe privilégié de la construction ouest-est le long de la RD 948** sur la carte suivante. Les communes y ont les taux de construction pour 1000 habitants les plus élevés. Ce taux représente le nombre de logements commencés annuellement pour 1 000 habitants et illustre des dynamiques de construction plus ou moins fortes.

Cet axe est également celui le long duquel :

- > Les communes sont le plus dotées de PLU et donc d'outils de maîtrise de l'urbanisation.
- > Les communes ont les plus faibles taux de vacance. Les territoires nord et sud du Mellois en Poitou sont quant eux moins tendu et les taux de vacance y sont les plus élevés (cf. partie précédente).

Calculé dans le tableau ci-dessous pour la période 2003-2010 (colonne en vert), le taux de construction met en lumière **la plus forte dynamique de construction de l'ex-communauté cantonale de Celles-sur-Belle où, pour 1000 habitants, 8,9 logements par an étaient construits.**

	Logements commencés en moyenne par an entre 2003 et 2012	Habitants en 2010	Nombre de logements commencés entre 2003 et 2010	Indice de construction
PAYS MELLOIS	282	47479	2500	6,6
CC de Celles-sur-Belle	89	11027	789	8,9
CC Cœur du Poitou	76	11650	655	7,0
CC du Mellois	84	18036	753	5,2
CC Val de Boutonne	33	6766	303	5,6

La construction neuve

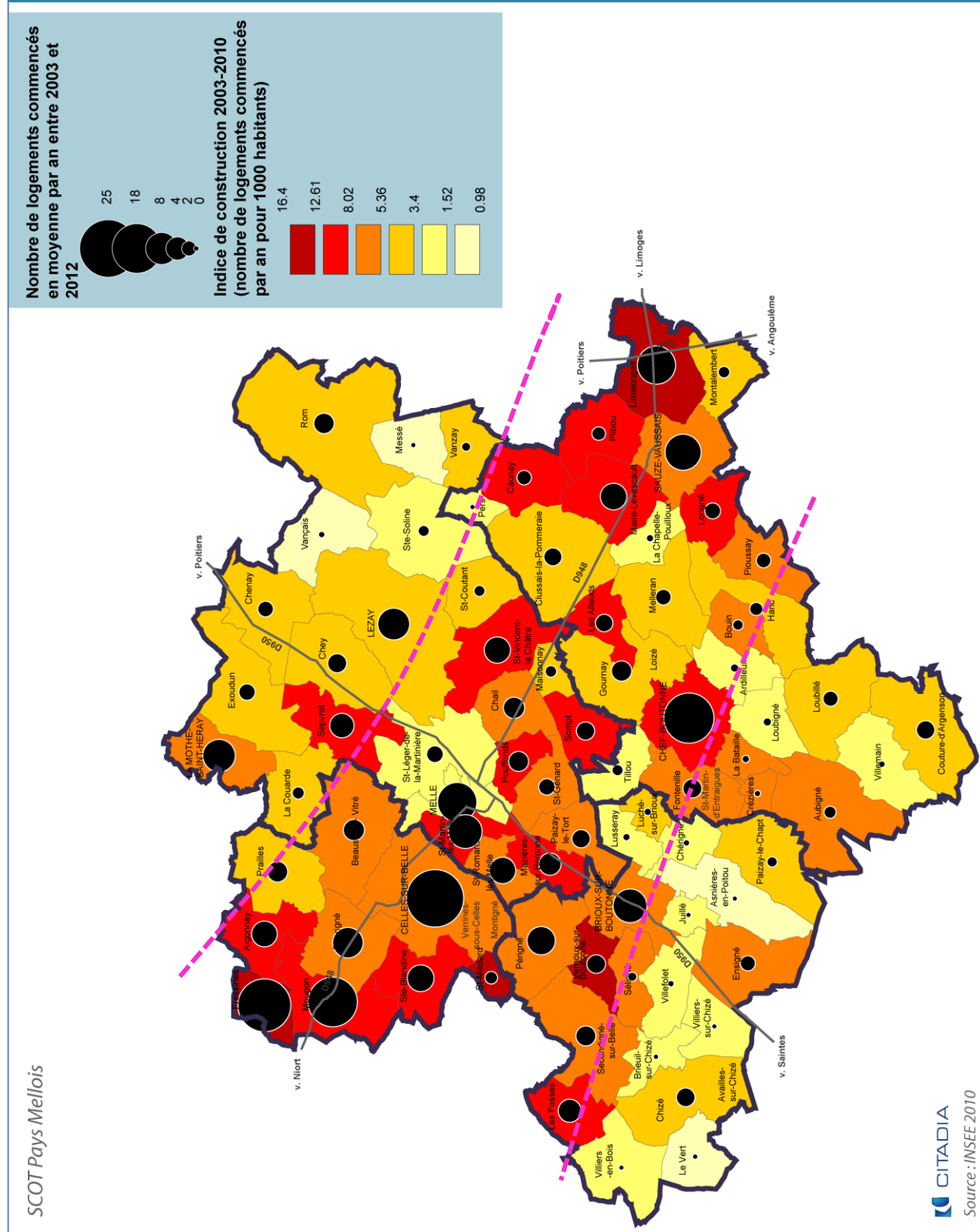
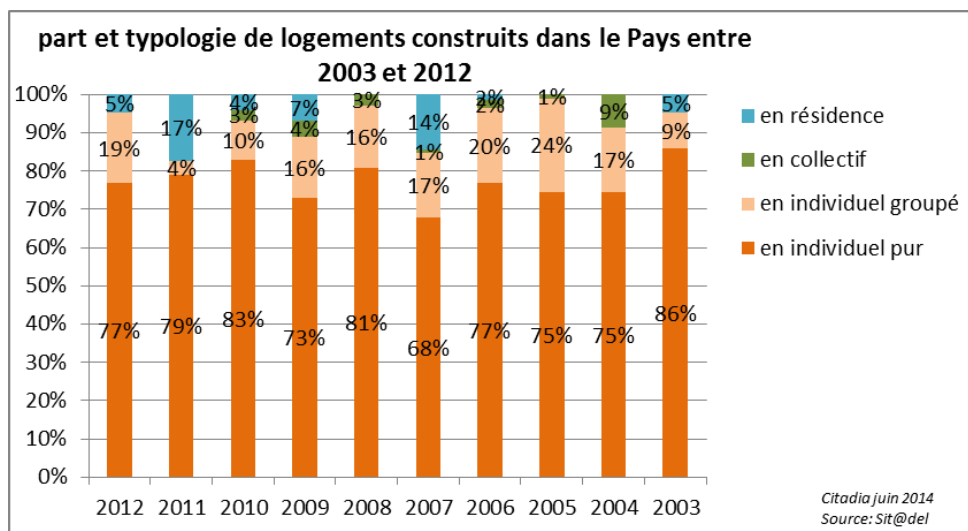


Figure 63 : La construction neuve sur le territoire du Mellois en Poitou

... principalement orientée vers l'individuel...

Il convient de rappeler en introduction l'importance des maisons dans le parc de logements (94% de maisons et 5% d'appartements).

L'individuel pur représente tous les ans au moins 68% de la construction. Parallèlement, le collectif ne représente jamais plus de 9% de la construction neuve : en 2004, 30 logements collectifs ont été édifiés.



Le « point mort de la construction » : 68% des logements commencés ont servi à maintenir la population

En règle générale, l'ensemble des logements construits ne permet pas systématiquement d'accueillir de nouveaux habitants. Aussi, le point mort de la construction est la mesure de la production de logements nécessaire à la stabilité démographique, compte tenu des évolutions structurelles dans le parc existant. Les 4 caractéristiques du parc de logements sur lesquelles il s'appuie sont : le desserrement des ménages, le renouvellement du parc (destruction de logements/transformations d'usage) et la part de logements vacants et de résidences secondaires.

Effet du desserrement des ménages sur le nombre de logements



Réalisation : Aire publique

Dans le Mellois en Poitou, **entre 1999 et 2015, tous les ans (en moyenne) :**

- A. 114 logements ont été absorbés par le desserrement des ménages.** Liés aux phénomènes de décohabitation des jeunes, séparation ou encore vieillissement de la population, cela entraîne le fait qu'il faille construire davantage de logements pour conserver un même nombre d'habitants. Ce desserrement des ménages important est à corréluer au vieillissement significatif de la population de l'EPCI, particulièrement sur ses franges Sud et Est et de manière plus marquée au cours des dernières années (étalement périurbain limité suite à la crise de 2008).
- B. 65 logements sont devenus vacants** (logements vacants = LV sur le graphique ci-après). Le déficit d'attractivité connu sur la période a engendré une hausse significative de la vacance sur la période 2008-2015. Cette hausse a notamment été constatée dans les parties les moins attractives du Mellois en Poitou.
- C. 17 logements ont été créés ou transformés pour de la résidence secondaire** (résidence secondaire = RS sur le graphique ci-après). Malgré une baisse de la part de la résidence secondaire par rapport au parc total de logements, le nombre de résidences secondaires a globalement augmenté au cours de la période observée.
- D. 31 logements ont été créés par exemple par changements de destination** (bâtiments agricoles, activités par exemple).
- E. 241 logements neufs ont été commencés.**

Ainsi, **les 165 premiers logements construits ont permis de maintenir la population** ($A+B+C - D$), soit 68% des logements commencés. **Les logements construits au-delà, soit 76 logements ($E-165$), ont permis de gagner de la population.**

Le nombre de logements produits a donc été suffisant pour avoir un effet démographique malgré les évolutions structurelles du parc de logements.

Une étude prospective sur les besoins en logements en Poitou-Charentes a été lancée en 2010 et actualisée en 2012 par la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du Poitou-Charentes en partenariat avec l'INSEE. **L'estimation globale des besoins annuels en logements neufs dans le Pays Mellois a été située dans une fourchette de 160 à 185 logements sur la période 2010-2030.** Cette analyse théorique doit cependant être complétée par des ajustements qualitatifs afin de prendre en compte les politiques locales visant au recentrage vers les pôles de services et les projets structurants des territoires.

Pour la période future, la diminution de la construction observée depuis 2007 pourrait potentiellement être compensée par la rénovation et la réutilisation de bâtiments. Néanmoins, une reprise significative est observée en 2018 (+ de 300 logements), dynamique amenée à se poursuivre au regard du regain d'attractivité du territoire. Les entretiens avec les Communautés de Communes menés au démarrage de la définition du SCoT ont parfois mis en exergue cet enjeu pour le territoire. La nécessité de

mener des Opérations Programmées d'Amélioration de l'Habitat a été évoquée dans le cadre de réinvestissement de logements.

Constats	Chiffres clés
<ul style="list-style-type: none"> > De la même manière que pour les constats démographiques, un territoire aux dynamiques de croissance et d'évolution du logement inégales : une partie nord-ouest connectée au pôle niortais qui attire davantage. 	<p>24 695 logements en 2010</p> <p>94% de maisons et 5% d'appartements</p> <p>9% de logements vacants</p>
Atouts	
<ul style="list-style-type: none"> > Une influence de l'aire urbaine de Niort perceptible sur la partie nord-ouest du territoire (ex-Communauté cantonale de Celles-sur-Belle) > Une prise de conscience de l'importance de la dynamique de renouvellement du parc pour pallier l'essoufflement récent du rythme de construction et maintenir un parc confortable et accessible à la population 	<p>74% de propriétaires occupants</p> <p>1178 logements HLM répartis sur une trentaine de communes avec 52% des logements à Melle</p> <p>59% des ménages comportent 1 ou 2 personnes et 56% des logements ont 5 pièces et plus</p>
Faiblesses	
<ul style="list-style-type: none"> > Des inégalités marquées entre les intercommunalités. Des territoires nord et sud qui attirent moins conduisant à une plus grande vacance et vétusté de leurs parcs et à un faible rythme de construction. > Une inadéquation du parc de logements avec la structure des ménages : de grands logements pour des ménages petits et de plus en plus petits 	<p>241 logements commencés par an (1999-2015)</p> <p>1 aire d'accueil des gens du voyage</p>
Enjeux	
<ul style="list-style-type: none"> > La diversification de l'offre en logements notamment en collectifs et en logements sociaux > L'amélioration du parc existant > La lutte contre l'étalement urbain > La cohérence du développement d'une intercommunalité à une autre : comment faire profiter à l'ensemble du territoire du Mellois en Poitou du développement de l'agglomération de Niort ? 	

UN TERRITOIRE MARQUE PAR UNE ORGANISATION INEGALE DU LOGEMENT LIEE A LA PROXIMITE DE L'AGGLOMERATION NIORTAISE

Un parc de logement plus récent sur la partie Nord-Ouest du territoire

Espace où le taux communal de logements ayant été réalisés après 1949 est supérieur à la moyenne du Pays Mellois (55%) et où les constructions neuves se réalisent prioritairement aujourd'hui



Une vacance des logements plus élevée sur la partie Est du Pays Mellois

Espace où le taux communal de logements vacants est supérieur à la moyenne du Pays Mellois (9%). Cette vacance peut atteindre les 17% sur certaines communes.



Un parc de logement social principalement concentré sur le pôle de Melle et sur les autres pôles du Pays Mellois

Part des logements sociaux observée dans les communes sur le total du parc de logement social du Pays Mellois

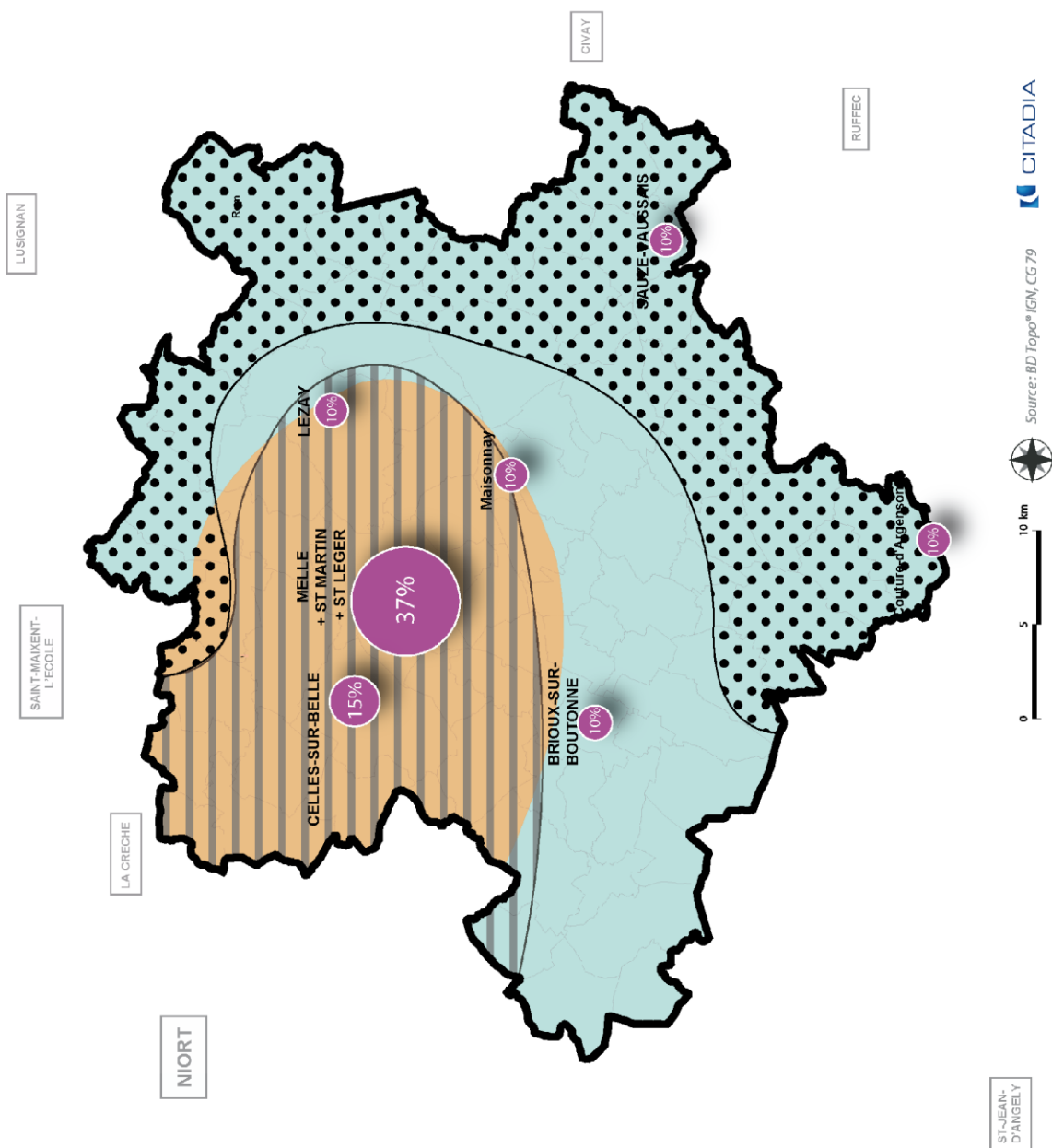


Un coût de la location privée et de la transaction foncière dans le bâti ancien plus ou moins élevé selon les secteurs

Coût de la location privée et de la transaction foncière dans le bâti ancien proche de celui observé sur l'agglomération Niortaise



Coût de la location privée et de la transaction foncière dans le bâti ancien plus faible



PARTIE 2

MODES DE VIE DU TERRITOIRE : DYNAMIQUES INTERNES

1. Le développement économique

1.1 L'emploi

Des emplois en augmentation générale, mais inégale selon les ex-Communautés de Communes

Le Mellois en Poitou concentrait **13 770 emplois en 2016** (emploi salarié et non salarié), contre 13 439 en 1999. Cela représente une augmentation annuelle de 0,1% par an (0,4% / an entre 1999 et 2010) :

L'ex-Communauté de Communes du Val de Boutonne a connu la plus forte augmentation de l'emploi sur la période 1999 – 2010 avec + 1,5 % par an soit une augmentation de 278 emplois. Bien que l'emploi ait évolué dans cette ex-Communauté de Communes, notamment au contact du pôle de Niort, il est important de relever qu'en 2010, Val de Boutonne demeure l'EPCI pesant le moins dans l'emploi du Mellois en Poitou (13%).

Les trois autres EPCI ont certes tous connu une croissance de l'emploi sur cette période, mais bien moins importante que l'ex-Communauté de Communes du Val Boutonne :

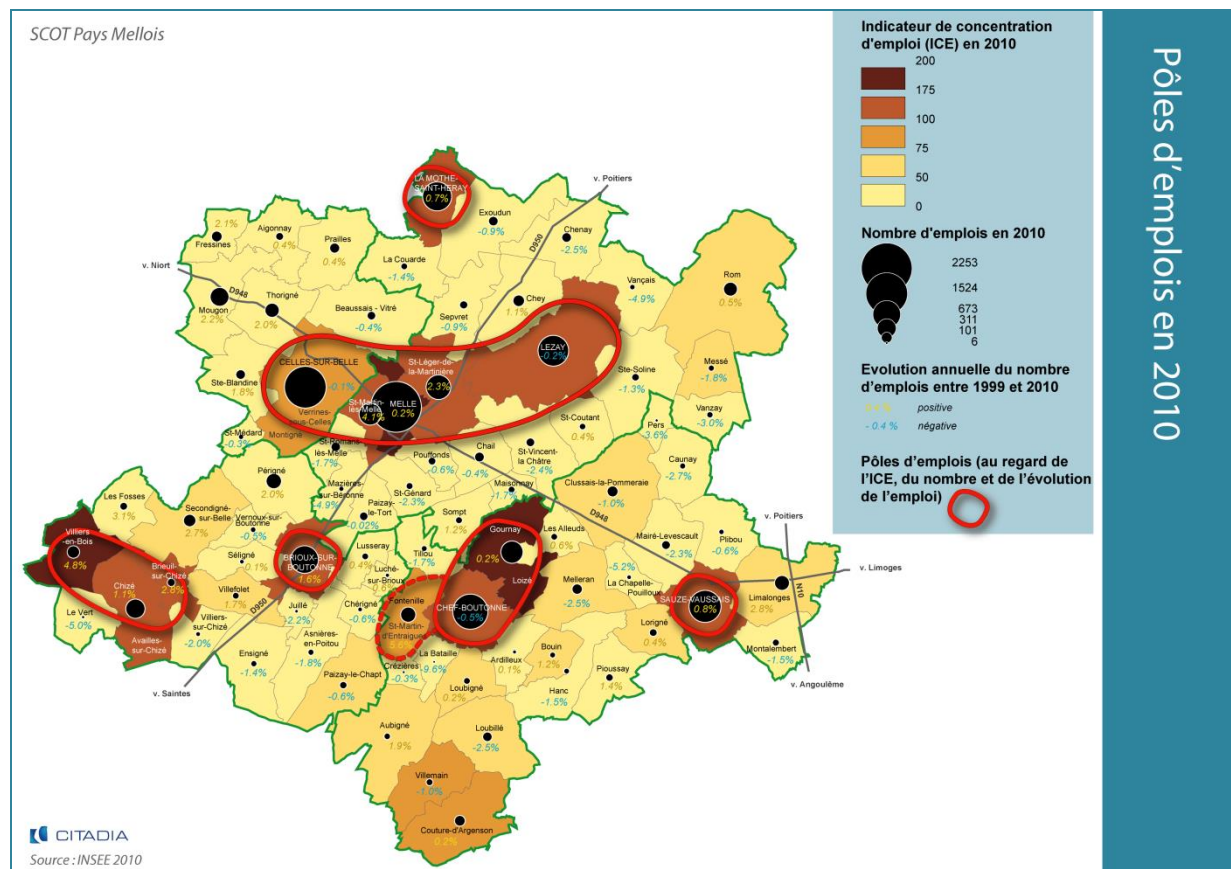
- > **L'ex-Communauté de Communes Cœur du Poitou** n'a connu qu'une augmentation de 37 emplois sur la période 1999 - 2010, soit + 0,1 % par an. Toutefois, cette Communauté de Communes, avec ses deux chefs-lieux de cantons, représente 27 % des emplois du Mellois en Poitou en 2010.
- > **Dans l'ex-Communauté de Communes du Mellois**, la croissance de l'emploi n'a été que de 0,3% par an. Elle est quasiment exclusivement portée par le pôle de Melle, principal pôle d'emplois du Mellois en Poitou, les autres communes de la Communauté de Communes ayant pour la plupart connu une décroissance de l'emploi.
- > La croissance de l'emploi a été un peu plus importante pour **l'ex-Communauté Cantonale de Celles-sur-Belle** (0,5% par an), notamment pour les communes les plus proches du pôle de Niort, mais cet EPCI ne représente « que » 17% des emplois du Mellois en Poitou.

	Nombre d'emplois (salariés et non salariés)		Evolution annuelle des emplois	Part des emplois du Pays	
	2010	1999		2010	1999
Communauté cantonale de Celles-sur-Belle	2 429	2 303	0,5%	17%	17%
Communauté de communes Cœur du Poitou	3 775	3 738	0,1%	27%	28%
Communauté de communes du Mellois	6 001	5 784	0,3%	43%	43%
Communauté de communes Val de Boutonne	1 892	1 614	1,5%	13%	12%
PAYS MELLOIS	14 097	13 439	0,4%	100%	100%

Figure 64 : Évolution des emplois au lieu de travail entre 1999 et 2010 (Source : INSEE)

Des « pôles d'emplois » qui structurent le territoire

On distingue **6 « pôles d'emplois »** dans le Mellois en Poitou. Ceux-ci ont été identifiés selon 3 critères : le nombre d'emplois en 2010, l'évolution du nombre d'emplois en 2010 par rapport à 1999 et l'indicateur de concentration d'emplois en 2010, c'est-à-dire le nombre d'emplois pour 100 actifs de la commune. Ce dernier indicateur permet de définir le niveau de polarité que joue ce territoire par rapport à son bassin de vie.



Certaines communes ont été associées sur la carte précédente pour constituer un ensemble appelé « pôle d'emplois ». Certaines fonctionnent ensemble (emplois, équipements, commerces, continuité du tissu bâti entre communes...) ou disposent de similitudes selon les 3 critères d'identification des pôles précédemment évoqués. Certaines autres se distinguent. 3 catégories de pôles peuvent ainsi être observées :

- > **Catégorie n°1** : Le **pôle d'emplois principal** qui dispose d'un nombre d'emplois largement supérieurs au nombre d'actifs résidents et propose un grand nombre d'emplois (plus de 3 200). Il s'agit du pôle composé des communes de **Melle, Saint-léger-de-la-Martinière et Saint-Martin-les-Mèlle**. Ces communes fonctionnent ensemble. Avec 3 220 emplois environ, soit près de 23% des emplois du territoire, ce pôle est le premier pôle d'emplois du territoire. On y comptabilise 164,6 emplois pour 100 actifs. Par ailleurs, ces communes connaissent une croissance de l'emploi sur la période 1999 – 2010. Les communes de Lezay et de Celles-sur-Belle qui jouxtent ce pôle fonctionnent différemment et se retrouvent pour la première dans la catégorie 1 et pour la seconde dans la catégorie 3.
- > **Catégorie n°2** : Les pôles d'emplois qui disposent d'un nombre d'emplois supérieurs au nombre d'actifs résidents et qui proposent un nombre d'emplois relativement important (entre 500 et 1 100 environ). On distingue dans cette catégorie :

- les **cinq chefs-lieux de cantons que sont Chef-Boutonne** (avec les communes de Gournay-Loizé et potentiellement de Fontenille Saint-Martin d'Entraigues qui a connu la plus forte croissance de l'emploi du territoire et l'une des plus fortes augmentations de l'ICE : de 55,3 en 1999 à 87,8 en 2010), **Sauze-Vaussais, Lezay, La Mothe-Saint-Heray et Brioux-sur-Boutonne**.
 - Les trois communes voisines que sont **Chizé, Villiers-en-Bois et Brieuil-sur-Chizé**. À elles trois, elles représentent 515 emplois, soit 3,7% de l'emploi du Mellois en Poitou. 121,6 emplois sont recensés pour 100 actifs. Villiers-en-Bois dispose du plus fort ICE du Mellois en Poitou (188,2).
- > **Catégorie n°3** : le pôle d'emplois de **Celles-sur-Belle** qui dispose d'un nombre d'emplois important (2^{ème} en nombre et en poids du Mellois en Poitou après le pôle de Melle / Saint-Martin / Saint-léger), mais qui concentre moins d'emplois que d'actifs : 95,9 emplois pour 100 actifs. Il convient de préciser que la communauté cantonale de Celles-sur-Belle se situe entre les pôles d'emplois de Melle et de Niort et qu'à ce titre elle accueille un grand nombre d'actifs travaillant sur ces territoires voisins.

Pôles d'emplois du Mellois en Poitou en 2010 (source : INSEE)

			Nombre d'emplois au lieu de travail en 2010	Part de l'emploi du Pays en 2010	Actifs occupés en 2010	Indicateur de concentration de l'emploi en 2010
Catégorie 1	Communes associées	MELLE	2 253	16,0%	1 219	184,8
		Saint-Léger-de-la-Martinière	531	3,8%	386	137,8
		Saint-Martin-lès-Melle	434	3,1%	351	123,7
Catégorie 2	Communes associées	CHEF-BOUTONNE	1 090	7,7%	677	161,0
		Gournay-Loizé	437	3,1%	247	176,8
		Fontenille Saint Martin d'Entraigues	200	1,4%	228	87,8
	SAUZE-VAUSSAIS		905	6,4%	536	168,9
	LEZAY		828	5,9%	667	124,2
	LA MOTHE-SAINT-HERAY		744	5,3%	679	109,6
	BRIOUX-SUR-BOUTONNE		673	4,8%	545	123,4
	Communes associées	Chizé	328	2,3%	321	102,2
		Villiers-en-Bois	134	1,0%	71	188,2
		Brieuil-sur-Chizé	53	0,4%	33	162,7
Catégorie 3	CELLES-SUR-BELLE		1 524	10,8%	1 589	95,9

Figure 65 : Pôles d'emplois du Mellois en Poitou en 2010 (source : INSEE)

Un taux de chômage global relativement faible et en diminution sur l'ensemble du Mellois en Poitou avec des disparités importantes entre ex-Communautés de Communes...

Quelques éléments de définition pour commencer !

Taux de chômage : Le taux de chômage est le pourcentage de chômeurs dans la population active.

Population active : La population active regroupe la population active occupée (appelée aussi « population active ayant un emploi ») et les chômeurs.

Au 4^{ème} trimestre 2012, le taux de chômage sur le Mellois en Poitou était de 8,1 % (la moyenne régionale étant de 9,8 % à la même période).

NB : en 2015, le taux de chômage du Mellois en Poitou s'élevait à 8,5% de la population, témoignant d'une bonne résistance aux phénomènes de crise économique constatés à cette période.

Afin de comparer les ex-communautés de communes entre elles, les chiffres plus anciens de 2010 sont utilisés. Ainsi, en 2010, le territoire du Mellois en Poitou est **moins frappé par le chômage qu'en moyenne sur la région ou la France**, mais est un peu plus touché que sur l'ensemble du département. Ce sont notamment **les ex-communautés de communes au contact du pôle niortais qui connaissent les moins forts taux de chômage** : notamment la communauté cantonale de Celles-sur-Belle puis celle du Val de Boutonne. En revanche, les deux autres ex-communautés de communes, celles qui ont connu les évolutions de l'emploi les moins importantes, présentent les plus forts taux de chômage du Mellois en Poitou. Pour l'ex-Communauté de Communes Cœur du Poitou, le taux de chômage est même supérieur au taux national.

	Taux de chômage (en %)	
	2010	1999
Communauté cantonale de Celles-sur-Belle	6,6%	10,0%
Communauté de communes Cœur du Poitou	12,7%	13,5%
Communauté de communes du Mellois	10,6%	11,6%
Communauté de communes Val de Boutonne	8,5%	12,4%
PAYS MELLOIS	9,7%	11,8%
Deux-Sèvres	9,5%	11,1%
Poitou-Charentes	11,4%	13,1%
France	12,1%	13,5%

Figure 66 : Évolution du taux de chômage entre 1999 et 2010 (source : INSEE)

...Mais, des demandeurs d'emplois en augmentation...

Au 4^{ème} trimestre 2012, le taux de chômage sur le Pays Mellois était de 8,1% (la moyenne régionale étant de 9,8% à la même période).

Au 30 septembre 2014, 3 348 demandeurs d'emploi étaient recensés sur l'ensemble du Pays Mellois, avec une plus forte proportion de femme (plus de 52%).

	Femme	Homme	Ensemble
Cat A : hors activité réduite	816	839	1 655

Cat B : En activité réduite	299	185	484
Cat C : En activité réduite	434	352	786
Cat D : Sans emploi, non disponible	83	99	182
Cat E : Avec emploi	123	118	241
Pays Mellois	1 755	1 593	3 348

Figure 67 : Demandeurs d'emploi par catégories au 30 septembre 2014 (Sources : Pôle Emploi - DIRECCTE Poitou-Charentes)

Les demandeurs d'emploi sont inscrits à Pôle emploi selon **5 catégories** :

- A** : Personne sans emploi, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi, à la recherche d'un emploi quel que soit le type de contrat (CDI, CDD, à temps plein, à temps partiel, temporaire ou saisonnier)
- B** : Personne ayant exercé une activité réduite de 78 heures maximum par mois, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi
- C** : Personne ayant exercé une activité réduite de plus de 78 heures par mois, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi
- D** : Personne sans emploi, qui n'est pas immédiatement disponible, non tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi (demandeur d'emploi en formation, en maladie, etc.)
- E** : Personne pourvue d'un emploi, non tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi

Les demandeurs d'emploi comptabilisés dans l'analyse qui suit font partie des catégories A et B.

En un an (du 30 septembre 2013 au 30 septembre 2014), le nombre de demandeurs d'emploi de catégories A et B a augmenté de 114 personnes, soit près de 10 par mois. On compte globalement 11 demandeurs d'emploi pour 1 offre d'emploi enregistrée à l'agence Pôle Emploi de Melle au 30 septembre 2014.

Les secteurs les plus demandés à cette date sont les secteurs suivants :

- > Commerce – Distribution : 259 demandeurs
- > Paramédical - Travail social - Soins personnels : 259 demandeurs
- > Transports - Logistique - Conduite - Manutention – Magasinage : 241 demandeurs
- > Nettoyage - Assainissement - Environnement - Sécurité : 232 demandeurs
- > Tertiaire de bureau - Tertiaire spécialisé - Informatique : 218 demandeurs
- > Production agricole et sylvicole - Élevage : 193 demandeurs
- > Hôtellerie - Restauration - Tourisme - Loisirs - Animation – Sport : 143 demandeurs

Les secteurs les plus demandés ne sont pas toujours ceux offrant le plus d'emplois. C'est notamment le cas pour les secteurs suivants :

- > Tertiaire de bureau, tertiaire spécialisé, informatique. On compte 7 offres au 3^{ème} trimestre 2014 pour 128 demandeurs d'emplois, 31 demandeurs d'emploi par offre enregistrée.
- > Production agricole et sylvicole – Élevage : 18 offres pour 198 demandeurs d'emplois, soit 11 demandeurs d'emploi par offre enregistrée. L'offre en formation agricole est abondante sur le Pays Mellois et explique en partie le grand nombre de demandeurs d'emplois dans le domaine.

D'autres secteurs sont également dits tendus car ils proposent peu d'offres d'emplois pour un grand nombre de demandeurs d'emploi. Les secteurs les plus tendus sont ceux requérant des connaissances plus spécialisées: bâtiment gros œuvre, génie civil, extraction, arts appliqués, arts du spectacle, enseignement, technique de la communication...

L'évolution du nombre de demandeurs d'emploi entre 2013 et 2014 est notamment importante dans les domaines suivants :

- > La production agricole et sylvicole, l'élevage (+ 37 demandeurs d'emploi). Cela met en lumière la difficulté pour les futurs agriculteurs de trouver un emploi. Cela est à mettre en parallèle avec le problème des transmissions des exploitations connu sur le territoire. En 2010, seule la moitié des exploitations où le plus âgé des coexploitants avait plus de 50 ans avait un successeur connu. L'enjeu est important sur le territoire à la fois pour pérenniser l'activité agricole (notamment avec les outils de production déjà en place) mais aussi pour favoriser l'emploi des jeunes.
- > Le paramédical, le travail social, les soins personnels (+ 36 demandeurs d'emploi) et les transports, la logistique, la conduite, la manutention (+ 33 demandeurs d'emploi). Bien que ces secteurs soient très demandés, ils sont parmi ceux proposant le plus d'offres d'emploi. Même si le nombre d'emplois reste relativement faible par rapport au nombre de demandeurs, la tension est moins forte sur ces secteurs que sur d'autres. Des formations existent sur le territoire dans le domaine des services aux personnes / santé social (Maison Familiale rural de Beaussais-Vitré et de Brioux-sur-Boutonne).

Groupe Formation Emploi (GFE)	DEFM (cat A et B) au 30 septembre 2 013	DEFM (cat A et B) au 30 septembre 2 014	Evolution 2 013 / 2 014	Offres d'emploi enregistrées au 3ème trimestre 2014	Nombre de demandeurs par offre d'emploi
01-Production agricole et sylvicole - Elevage	156	193	23,7%	18	11
03-Bâtiment gros œuvre - Génie civil - Extraction	62	91	46,8%	2	46
04-Bâtiment équipements et finitions	84	84	0,0%	14	6
05-Travail des métaux - Structures métalliques - Fonderie	22	23	4,5%	1	23
06-Mécanique - Automatisme	47	65	38,3%	3	22
07-Electricité - Electrotechnique - Electronique	40	40	0,0%	2	20
08-Travail des matériaux - Industries de process - Laboratoire	10	19	90,0%		
09-Production alimentaire - Production culinaire	72	86	19,4%	14	6
10-Textile - Habillement - Cuir	10	5	-50,0%		
11-Exploitation forestière - Travail du bois	59	37	-37,3%	4	9
12-Techniques graphiques - Impression	nd	5	25,0%		
13-Transports - Logistique - Conduite - Manutention - Magasinage	208	241	15,9%	26	9
14-Tertiaire de bureau - Tertiaire spécialisé - Informatique	215	218	1,4%	7	31
15-Commerce - Distribution	297	259	-12,8%	18	14
16-Paramédical - Travail social - Soins personnels	223	259	16,1%	37	7
17-Hôtellerie - Restauration - Tourisme - Loisirs - Animation - Sport	144	143	-0,7%	16	9
18-Nettoyage - Assainissement - Environnement - Sécurité	230	232	0,9%	22	11
19-Techniques de la communication - Média	35	27	-22,9%	1	27
20-Arts appliqués - Arts du spectacle	38	43	13,2%	1	43
21-Formations générales - Enseignement - Aménagement du territoire - Patrimoine - D	53	56	5,7%	2	28
22-Formations d'aide à l'insertion sociale et professionnelle	nd	5	66,7%	2	3
Pays Mellois	2 025	2 139	5,6%	190	11

Figure 68 : Évolution des demandeurs d'emplois catégories A et B et secteurs sous tension (Sources : Pôle Emploi - DIRECCTE Poitou-Charentes / Production ARFTLV Poitou-Charentes mission OREF)

Des offres d'emplois qui diminuent, des besoins dans les secteurs des transports, du paramédical, du travail social, de l'hôtellerie et de la restauration

618 offres d'emplois ont été proposées par le Pôle Emploi de Melle sur toute l'année 2014⁶ principalement dans les domaines suivants :

- > Paramédical - Travail social - Soins personnels : 124 offres
- > Transports - Logistique - Conduite - Manutention – Magasinage : 98 offres
- > Hôtellerie - Restauration - Tourisme - Loisirs - Animation – Sport : 72 offres
- > Nettoyage - Assainissement - Environnement – Sécurité : 57 offres
- > Production agricole et sylvicole – Élevage : 55 offres

On observe une diminution des **offres d'emplois. On en comptait 267 au 2^{ème} trimestre 2013 et 138 au 4^{ème} trimestre 2014.**

Groupe Formation Emploi (GFE)	Offres d'emploi enregistrées au 1er trimestre 2014	Offres d'emploi enregistrées au 2ème trimestre 2014	Offres d'emploi enregistrées au 3ème trimestre 2014
01 - Production agricole et sylvicole - Elevage	25	12	18
03 - Bâtiment gros œuvre - Génie civil - Extraction	4	5	2
04 - Bâtiment équipements et finitions	14	18	14
05-Travail des métaux - Structures métalliques - Fonderie			1
06 - Mécanique - Automatismes	4	3	3
07 - Electricité - Electrotechnique - Electronique	2	2	2
08-Travail des matériaux - Industries de process - Laboratoire			
09 - Production alimentaire - Production culinaire	8	9	14
10 - Textile - Habillement - Cuir	4		
11 - Exploitation forestière - Travail du bois	2	3	4
12-Techniques graphiques - Impression			
13 - Transports - Logistique - Conduite - Manutention - Magasinage	28	43	26
14 - Tertiaire de bureau - Tertiaire spécialisé - Informatique	15	22	7
15 - Commerce - Distribution	7	10	18
16 - Paramédical - Travail social - Soins personnels	52	30	37
17 - Hôtellerie - Restauration - Tourisme - Loisirs - Animation - Sport	37	21	16
18 - Nettoyage - Assainissement - Environnement - Sécurité	17	16	22
19-Techniques de la communication - Média		1	1
20-Arts appliqués - Arts du spectacle			1
21 - Formations générales - Enseignement - Aménagement du territoire - Patrimoine - Développement	1	2	2
22-Formations d'aide à l'insertion sociale et professionnelle		2	2
Pays Mellois	220	199	190

Figure 69 : Offres d'emplois en Pays Mellois en 2014 (Sources : Pôle emploi - DIRECCTE Poitou-Charentes / Production ARFTLV Poitou-Charentes mission OREF)

Il convient de préciser qu'une certaine part des offres d'emplois est proposée sur le site internet le Bon Coin.

⁶ Sources : Pôle emploi - DIRECCTE Poitou-Charentes - OEE en 2014

Une tendance globale à la résidentialisation...

Le territoire dans sa globalité comprend **plus d'actifs que d'emplois**. En 2010, l'indicateur de concentration d'emplois (ICE) était de 75,8. En 2016, il se situe à hauteur de 73,2. Cela veut donc dire que **pour 100 actifs occupés en 2010, le territoire comptabilisait 75,8 emplois et pour 100 actifs occupés en 2016, il en propose 73,2, soit un phénomène de résidentialisation en cours**. Cela sous-tend qu'une partie des actifs du territoire le quitte quotidiennement pour aller travailler (cf. point suivant).

Par ailleurs, **cette résidentialisation du territoire s'est accentuée sur la dernière période**. En effet, entre 1999 et 2010, l'augmentation globale du nombre d'emplois a été moins importante (+ 0,4% par an) que l'augmentation globale du nombre d'actifs (+ 1,3% par an). L'indicateur de concentration de l'emploi était donc plus élevé en 1999 qu'en 2010 : 83,5 en 1999 contre 75,8 en 2010 et 73,2 en 2016.

	Nombre d'emplois		Evolution annuelle des emplois	Part des emplois du Pays		Actifs ayant un emploi		Evolution annuelle des actifs	Différence emplois / actifs	Indicateur de concentration de l'emploi		Variation de l'ICE
	2010	1999	1999-2010	2010	1999	2010	1999	1999-2010	2010	2010	1999	1999-2010
Communauté cantonale de Celles-sur-Belle	2 429	2 303	0,5%	17%	17%	5 077	3 828	2,6%	-2 648	47,8	60,2	-12
Communauté de communes Cœur du Poitou	3 775	3 738	0,1%	27%	28%	3 987	3 801	0,4%	-211	94,7	98,3	-4
Communauté de communes du Mellois	6 001	5 784	0,3%	43%	43%	6 823	6 262	0,8%	-823	87,9	92,4	-4
Communauté de communes Val de Boutonne	1 892	1 614	1,5%	13%	12%	2 712	2 213	1,9%	-820	69,8	72,9	-3
PAYS MELLOIS	14 097	13 439	0,4%	100%	100%	18 599	16 104	1,3%	-4 502	75,8	83,5	-8

Figure 70 : Évolution des emplois au lieu de travail entre 1999 et 2010 et projection par rapport au nombre d'actifs (Source : INSEE)

Par ailleurs, les actifs (comprenant les actifs occupés et les chômeurs) représentent en 2010 une part nettement plus importante dans la population qu'en 1999. Croisée avec la croissance moins rapide des emplois sur la même période, cette information met en exergue ce phénomène de résidentialisation du territoire.

Concernant les inactifs, les élèves, étudiants et stagiaires ainsi que les « autres inactifs » sont moins nombreux et représentent une part moins importante dans la population en 2010 par rapport à 1999. Les retraités et pré-retraités ont quant à eux augmenté en nombre et en représentation dans la population des 15 / 64 ans. Ils représentent en 2010 jusqu'à 16 % des 15-64 ans, dit « en âge de travailler ».

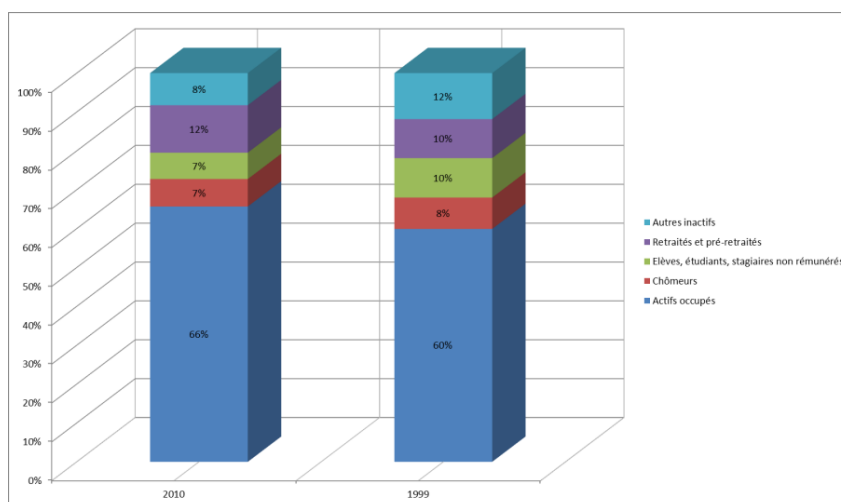


Figure 71 : Évolution de la structure des 15 / 64 ans dans le Mellois en Poitou (Source : INSEE)

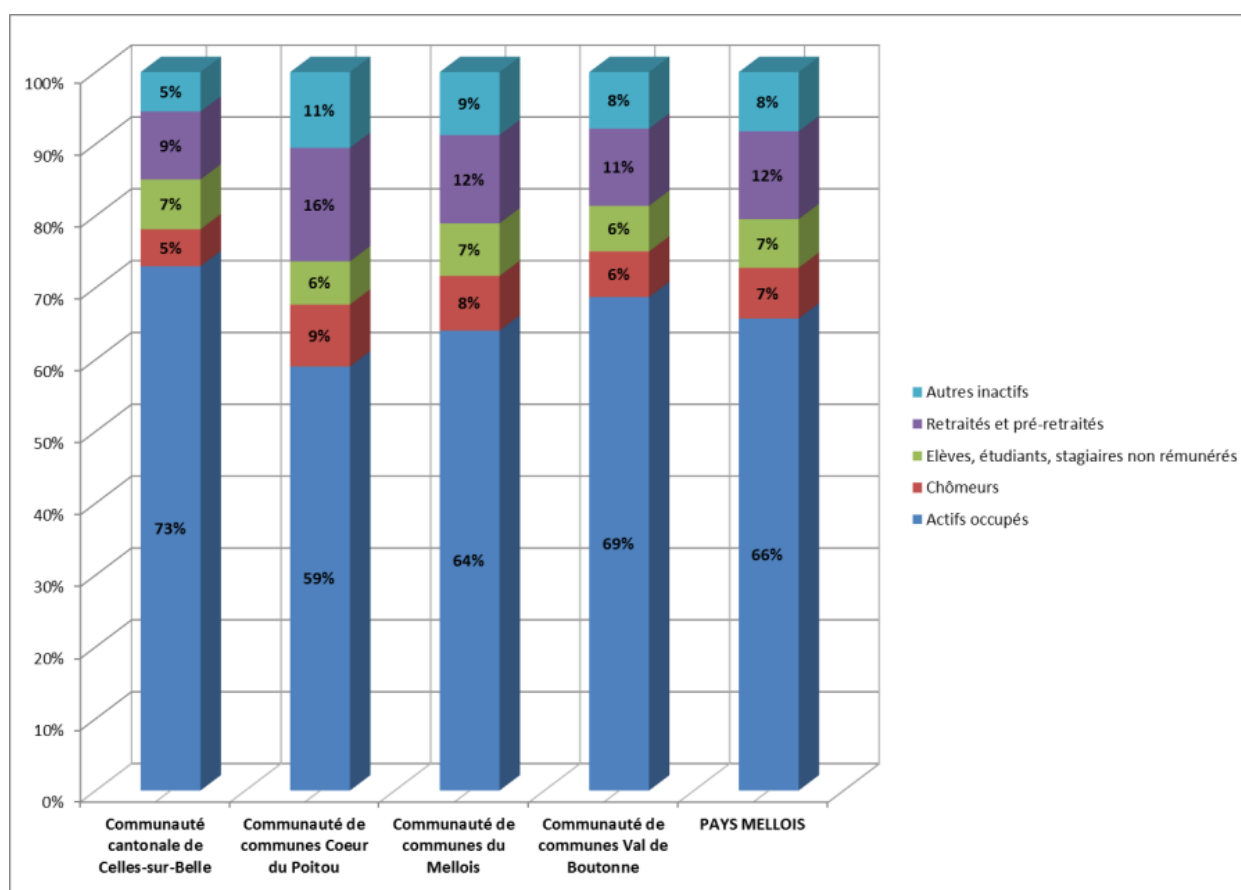


Figure 72 : Structure des 15 – 64 ans en 2010 (Source : INSEE)

...entraînant des déplacements domicile-travail importants

En 2010, les flux domicile-travail sont pour la plupart internes au territoire du Pays Mellois. 11 636 actifs de plus de 15 ans habitant le Pays restent y travailler, soit 62% des actifs du Pays. Parmi eux, ils sont même 5 940 à rester travailler au sein de leur commune de

résidence, soit 32% de la totalité des actifs et 51% des actifs restant travailler sur le Pays Mellois. **Les actifs du Pays Mellois occupent 81% des emplois du Pays Mellois.** On observe donc une forte sédentarisation des actifs qui laissent peu d'emplois vacants.

Le reste des actifs (soit 7 108 actifs et donc **38% des actifs**) quitte le Pays Mellois quotidiennement pour aller travailler.

Les flux entrant dans le Pays Mellois sont 2,5 fois moins nombreux que ceux quittant le territoire. **Ces actifs habitant à l'extérieur du Pays Mellois occupent 19% des emplois du Pays Mellois.**

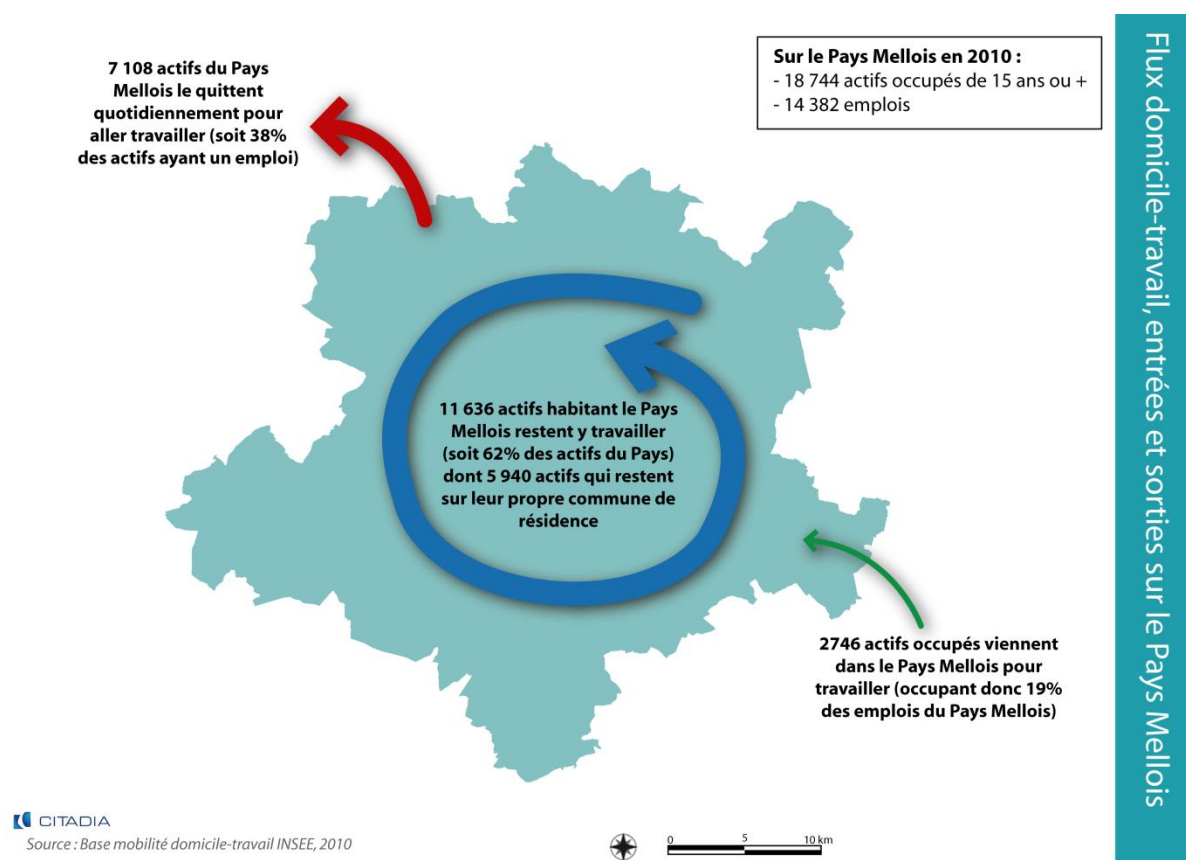


Figure 73 : Flux domicile-travail, entrées et sorties sur le Pays Mellois en 2010 (source : INSEE)

La localisation du Pays Mellois au cœur de la région Poitou-Charentes, au carrefour des quatre départements qui la composent, génère des flux domicile-travail en partance et en provenance de 4 départements. Toutefois, la grande majorité de ces flux est orientée vers le département des Deux-Sèvres aussi bien les flux sortants que les flux entrants :

- **76% des actifs sortant du Pays vont vers les Deux-Sèvres et notamment vers Niort (41% des flux sortants).** Les destinations suivantes génèrent des flux beaucoup moins importants (Chauray, St-Maixent-L'École, La Crèche et Prahecq génèrent à elles quatre 21% des flux sortants). Pour le détail de la destination des flux sortants du Pays Mellois, il convient de se référer à la figure 95 de la page suivante.

- > **59% des actifs entrant sur le Pays résident dans les Deux-Sèvres et sont notamment de Niort** (12% des actifs entrant sur le Pays Mellois sont originaires de Niort). Pour le détail de l'origine des flux entrant sur le Pays Mellois, il convient de se référer à la figure 96 de la page suivante.

Le fait que le nombre d'actifs en provenance du département des Deux-Sèvres soit plus important que celui des autres départements, reste plus difficile à expliquer. Il peut se comprendre par la présence d'infrastructures routières plus efficaces depuis les Deux-Sèvres vers le pôle d'emplois principal de Melle / St Léger / St Martin mais aussi par la frilosité de certains actifs à travailler hors de leur département de résidence.

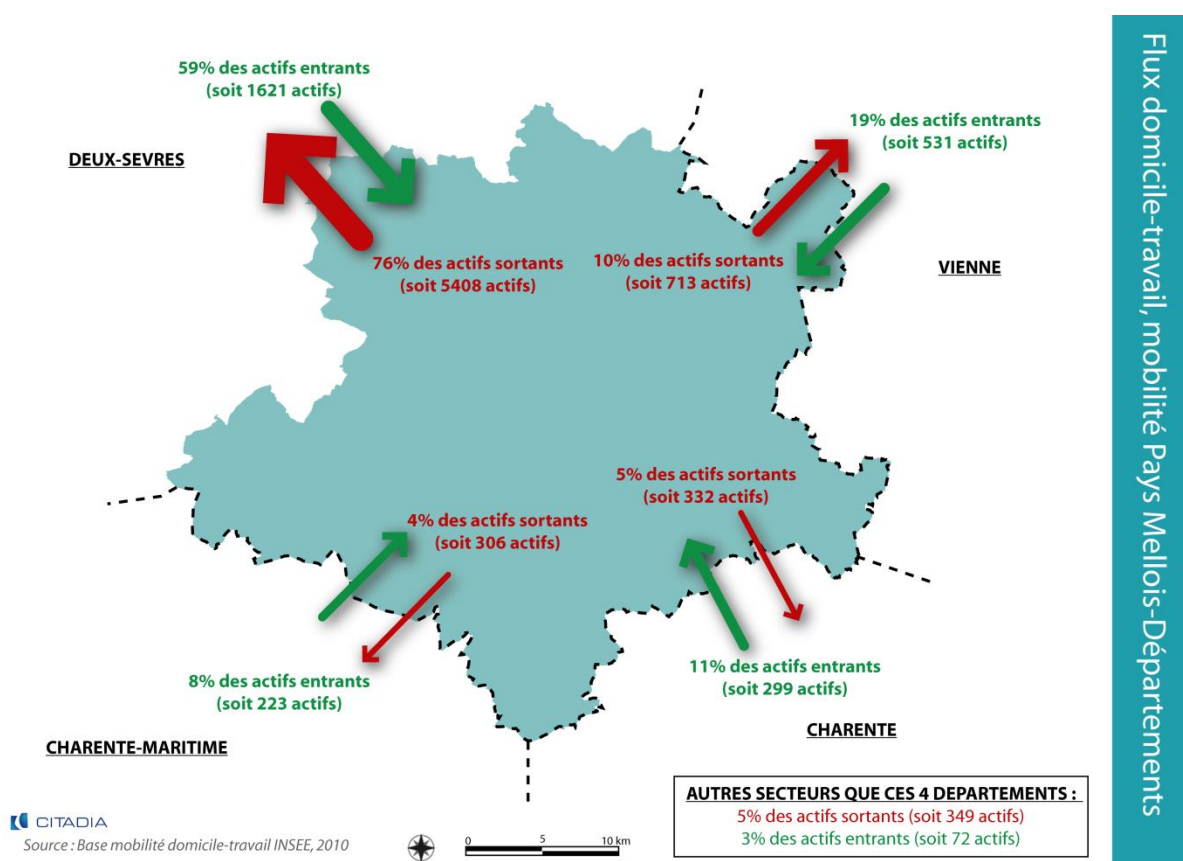


Figure 74 : Flux domicile-travail, mobilité entre Pays Mellois et Départements (source : INSEE)

**Les communes indiquées dans ce tableau sont celles qui reçoivent ou envoient plus de 30 actifs*

DESTINATION DES FLUX DOMICILE-TRAVAIL SORTANTS DU PAYS MELLOIS			
Lieux de destination des flux	Nombre d'actifs se déplaçant quotidiennement	Part du total des flux sortants	Nombre d'emplois au lieu de travail en 2010
VERS LA CHARENTE (16)	332	5%	
Dont Ruffec	148	2%	3 279
VERS LA CHARENTE-MARITIME (17)	306	4%	
Dont Saint-Jean-d'Angély	51	1%	5 286
Dont La Rochelle	37	1%	44 971
Dont Aulnay	32	0.5%	801
VERS LES DEUX-SEVRES (79)	5408	76%	
Dont Niort	2905	41%	44 326
Dont Chauray	486	7%	6 193
Dont St-Maixent-L'Ecole	356	5%	4 774
Dont La Crèche	333	5%	3 088
Dont Prahecq	265	4%	1 145
Dont Ste-Eanne	147	2%	696
Dont Aiffres	132	2%	1 045
Dont Pamproux	79	1%	553
Dont Echiré	64	1%	1 023
Dont Azay-le-brûlé	52	1%	789
Dont Bessines	44	1%	958
Dont St-Symphorien	36	1%	645
Dont Bougon	32	0.5%	99
Dont Vouillé	33	0.5%	402
Dont Fontenay-Rohan-Rohan	32	0.5%	635
VERS LA VIENNE (86)	713	10%	
Dont Poitiers	210	3%	58 350
Dont Civray	72	1%	1 630
Dont Chaunay	56	1%	443
Dont Couhé	51	1%	746
Dont Saint-Saviol	48	1%	290
AUTRES SECTEURS	349	5%	
TOTAL FLUX SORTANTS DU PAYS MELLOIS	7108	100%	

Figure 75 : Tableau de la destination des actifs se dirigeant hors du Pays Mellois pour travailler (source INSEE recensement 2010)

**Les communes indiquées dans ce tableau sont celles qui reçoivent ou envoient plus de 30 actifs*

ORIGINE DES FLUX DOMICILE-TRAVAIL ENTRANTS DANS LE PAYS MELLOIS		
Lieux d'origine des flux	Nombre d'actifs se déplaçant quotidiennement	Part du total des flux entrants
DEPUIS LA CHARENTE (16)	299	11%
DEPUIS LA CHARENTE-MARITIME (17)	223	8%
DEPUIS LES DEUX-SEVRES (79)	1621	59%
Dont Niort	338	12%
Dont Saint-Maixent-L'Ecole	99	4%
Dont Pamproux	84	3%
Dont Beaussais	80	3%
Dont Aiffres	68	2%
Dont Saint-Martin-de-Saint-Maixent	48	2%
Dont Prahecq	46	2%
Dont La Cèche	44	2%
Dont Vouillé	44	2%
Dont Chauray	41	1%
Dont Salles	40	1%
Dont Nanteuil	36	1%
Dont Echiré	33	1%
Dont Fontenay-Rohan-Rohan	32	1%
DEPUIS LA VIENNE (86)	531	19%
Dont Poitiers	50	2%
Dont Rouillé	44	2%
Dont Lusignan	40	1%
Dont Chaunay	37	1%
Dont Couhé	37	1%
AUTRES SECTEURS	72	3%
TOTAL FLUX SORTANTS DU PAYS MELLOIS	2746	100%

Figure 76 : Tableau de l'origine des actifs venant travailler sur le Pays Mellois (source INSEE recensement 2010)

Les pôles du Pays Mellois générant des flux domicile-travail d'actifs de plus de 15 ans résidant ou non dans le Pays Mellois sont principalement :

- > **Le pôle de Melle (Melle / St-léger / St-Martin)** avec 22% des flux entrants sur le Pays et 14% des flux restants sur le Pays. Au total, 2 272 actifs n'habitant pas le pôle de Melle viennent y travailler occupant donc 70% des emplois du pôle.
- > **L'ensemble des anciens chefs-lieux de cantons avec des distinctions selon les communes :**
 - **Celles-Sur-Belle, Chef-Boutonne, Sauzé-Vaussais, Lezay et Brioux-sur-Boutonne** génère des flux importants notamment d'actifs habitant le Pays.
 - **La Mothe-Saint-Heray**, avec sa proximité avec St-Maixent, génère davantage de flux provenant de l'extérieur du Pays (371 actifs extérieurs au Pays) que de flux venant d'actifs habitant le Pays (115 actifs). Au total, 486 actifs viennent travailler sur la commune occupant donc 65% des emplois de la commune.
- > **Gournay-Loizé, Chizé, Mougon, Limalonges, Périgné et Fontenille-Saint-Martin-D'Entraigues** génèrent tous plus de 100 flux d'actifs entrants venant travailler quotidiennement sur ces communes mais qui n'y habitent pas (ils habitent toutefois en majorité dans le Pays Mellois).

Sont indiqués dans le tableau ci-dessous les communes ou pôles du Pays Mellois qui reçoivent pour y travailler quotidiennement plus de 30 actifs de plus de 15 ans n'habitant pas la commune ou le pôle.

	A - Actifs n'habitant pas le Pays Mellois venant travailler sur les communes/pôles		B - Actifs habitant le Pays Mellois mais pas la commune/pôle venant travailler sur cette commune/pôle		C - Actifs habitant la commune/pôle et qui restent y travailler		Nombre de flux totaux générés par la commune/pôle (A+B)	Nombre d'emplois de la commune/pôle
	Nombre	% des emplois occupés	Nombre	% des emplois occupés	Nombre	% des emplois occupés		
Melle / St Léger / St Martin	617	19%	1655	51%	947	29%	2272	3 219
Celles-sur-Belle	355	23%	633	42%	536	35%	988	1 524
Chef-Boutonne	168	15%	530	49%	392	36%	698	1 090
Sauzé-Vaussais	239	26%	345	38%	321	35%	584	905
Lezay	135	16%	417	50%	276	33%	552	828
La-Mothe-Saint-Heray	371	50%	115	15%	258	35%	486	744
Brioux-sur-Boutonne	117	17%	321	48%	235	35%	438	673
Gournay-Loizé	52	12%	310	71%	75	17%	362	437
Chizé	113	34%	132	40%	83	25%	245	328
Mougon	91	29%	89	29%	131	42%	180	311
Limalonges	60	31%	60	31%	76	39%	120	196
Périgné	24	12%	88	43%	92	45%	112	204
Fontenille-Saint-Martin-d'Entraigues	25	13%	80	40%	95	48%	105	200
Villiers-en-Bois	43	32%	48	36%	43	32%	91	134
Thorigné	48	27%	41	23%	90	50%	89	179
Rom	54	32%	35	21%	81	48%	89	170
Secodigné-sur-Belle	4	3%	72	53%	59	44%	76	135
Chail	4	5%	36	44%	42	51%	40	82
Clussais-la-Pommerais	4	4%	32	30%	69	66%	36	105

Figure 77 : Communes ou pôle du Pays Mellois générant le plus de flux domicile-travail entrants (source : INSEE)

*Les communes indiquées dans ce tableau sont celles qui reçoivent ou envoient plus de 30 actifs

DESTINATION DES FLUX DOMICILE-TRAVAIL ENTRANTS DANS LE PAYS MELLOIS			
Lieux de destination des flux entrants	Nombre d'actifs se déplaçant quotidiennement	Part du total des flux entrants	Nombre d'emplois au lieu de travail en 2010
VERS MELLE / ST LEGER / ST MARTIN	617	22%	3 219
Dont depuis le 79	426	16%	
Dont depuis le 86	113	4%	
Dont depuis le 17	31	1%	
VERS LA-MOTHE-SAINT-HERAY	371	14%	744
Dont depuis le 79	315	11%	
Dont depuis le 86	52	2%	
VERS CELLES-SUR-BELLE	355	13%	1 524
Dont depuis le 79	292	11%	
VERS SAUZAIS-VAUSSAIS	239	9%	905
Dont depuis le 16	122	4%	
Dont depuis le 86	97	4%	
VERS CHEF-BOUTONNE	168	6%	1 090
Dont depuis le 79	63	2%	
Dont depuis le 16	36	1%	
Dont depuis le 86	36	1%	
VERS LEZAY	135	5%	828
Dont depuis le 86	76	3%	
Dont depuis le 79	59	2%	
VERS BRIOUX-SUR-BOUTONNE	117	4%	673
Dont depuis le 79	55	2%	
Dont depuis le 17	48	2%	
VERS CHIZE	113	4%	328
Dont depuis le 79	77	3%	
Dont depuis le 17	32	1%	
VERS MOUGON	91	3%	311
Dont depuis le 79	74	3%	
VERS LIMALONGES	60	2%	196
Dont depuis le 86	44	2%	
VERS ROM	54	2%	170
Dont depuis le 86	33	1%	
VERS GOURNAY-LOIZE	52	2%	437
VERS THORIGNE	48	2%	179
Dont depuis le 79	44	2%	
VERS VILLIERS-EN-BOIS	43	2%	134
Dont depuis le 79	44	2%	
TOTAL FLUX SORTANTS DU PAYS MELLOIS	2746	100%	2746

Figure 78 : Tableau de la commune de destination des actifs venant travailler sur le Pays Mellois, source INSEE recensement 2010

*Les communes indiquées dans ce tableau sont celles qui reçoivent ou envoient plus de 30 actifs

ACTIFS RESTANTS TRAVAILLER DANS LE PAYS MELLOIS		
	Nombre d'actifs	Part du total des flux entrants
ACTIFS RESIDANT DANS UNE COMMUNE DU PAYS MELLOIS ET TRAVAILLANT DANS UNE AUTRE COMMUNE DU PAYS	5696	49%
Melle / St Léger / St Martin	1655	14%
Celles-sur-Belle	633	5%
Chef-Boutonne	530	5%
Lezay	417	4%
Sauzé-Vaussais	345	3%
Brioux-sur-Boutonne	321	3%
Gournay-Loizé	310	3%
Chizé	132	1%
La-Mothe-Saint-Heray	115	1%
Mougou	89	1%
Périgné	88	1%
Fontenille-Saint-Martin-d'Entraigues	80	1%
Secondigné-sur-Belle	72	1%
Limalonges	60	1%
Villiers-en-Bois	48	0%
Thorigné	41	0%
Chail	36	0%
Rom	35	0%
Clussais-la-Pommerais	32	0%
ACTIFS RESIDANT ET TRAVAILLANT DANS LA MEME COMMUNE AU SEIN DU PAYS MELLOIS	5940	51%
ACTIFS RESTANTS TRAVAILLER DANS LE PAYS MELLOIS	11636	100%

Figure 79 : Tableau des actifs habitant et travaillant sur le Pays Mellois, source INSEE 2010

Une majorité d'emplois tertiaires, des secteurs industriels et agricoles bien représentés mais perdant des emplois, un secteur de la construction en forte expansion

Comme l'indique le graphique ci-dessous, le secteur tertiaire, regroupant les domaines des commerces, des transports et des services, ainsi que l'administration publique, et le secteur de l'enseignement et de la santé concentrent le plus grand nombre d'emplois salariés⁷ sur le Pays Mellois. Viennent ensuite le secteur industriel, celui de la construction, puis l'agriculture.

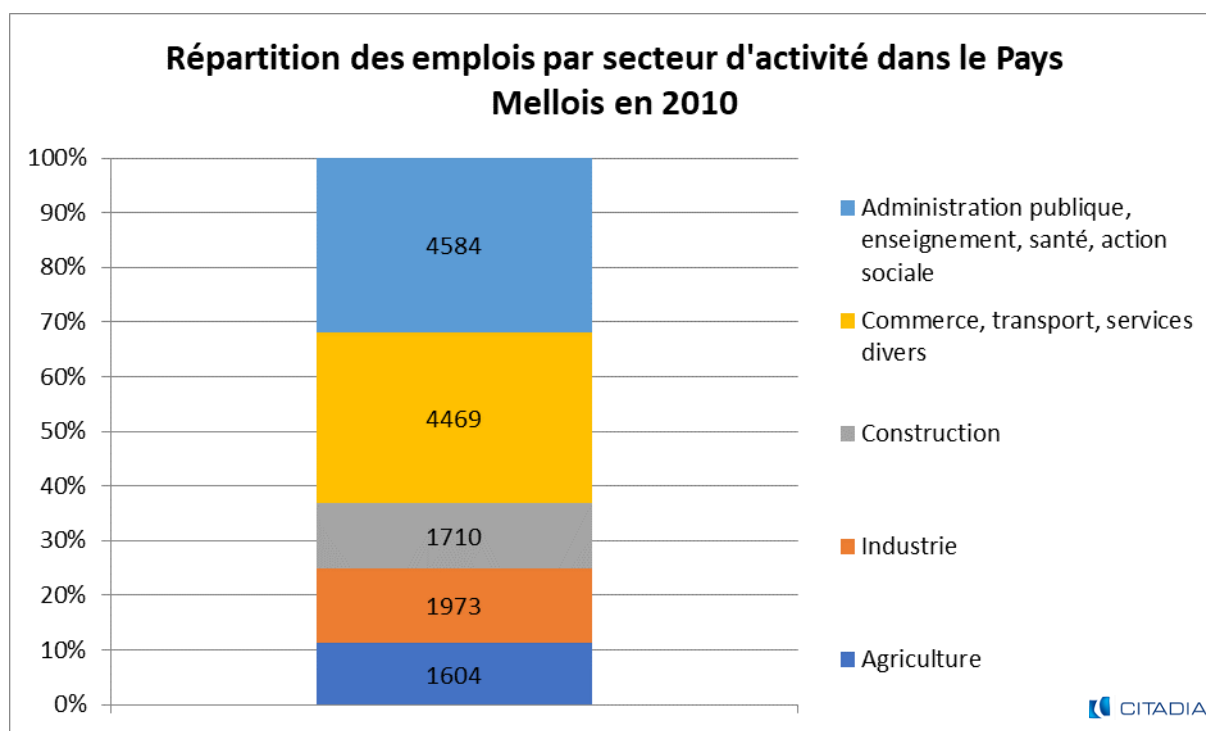


Figure 80 : Nombre d'actifs salariés et non salariés des établissements implantés sur le Pays Mellois par grand secteur d'activité (Source:INSEE)

⁷ Par salariés, il faut entendre toutes les personnes qui travaillent, aux termes d'un contrat, pour une autre unité institutionnelle résidente en échange d'un salaire ou d'une rétribution équivalente. Les non-salariés sont les personnes qui travaillent mais sont rémunérées sous une autre forme qu'un salaire.

Les données ci-dessous sont issues des recensements 1999 et 2010 de l'INSEE et présentent la somme des emplois salariés et non-salariés du Pays Mellois par grand secteur d'emplois permettant de définir le profil économique global du territoire. Il est en effet intéressant d'analyser également l'emploi non salarié, puisque, par exemple, dans le secteur agricole 79% des emplois sont non-salariés.

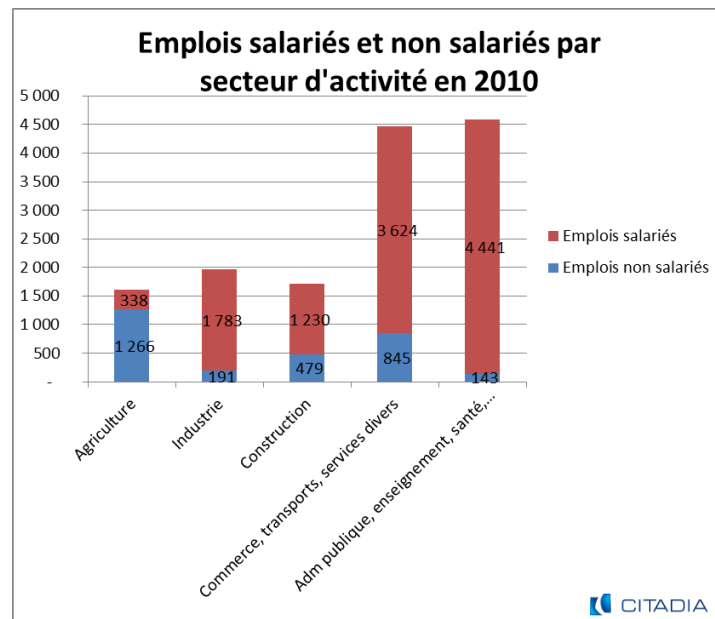


Figure 81 : Répartition de l'emploi salarié et non salarié par secteur d'activité en 2010 sur le Pays Mellois (Source : INSEE)

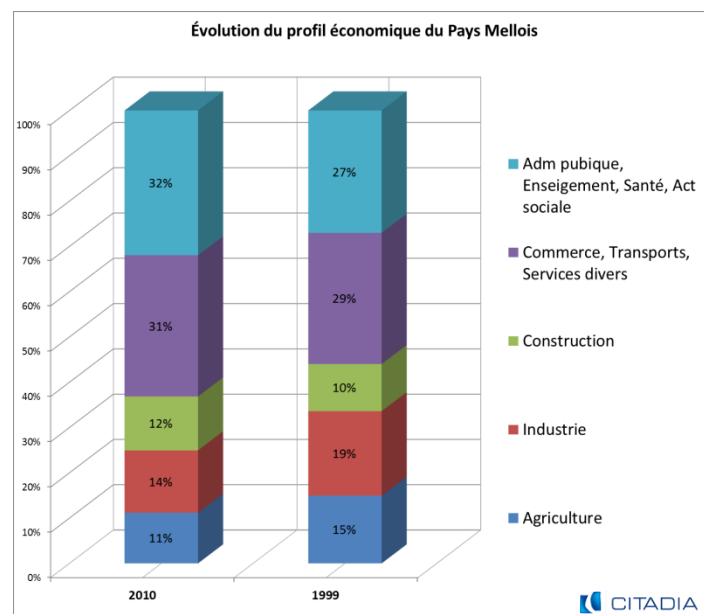


Figure 82 : Évolution du profil économique du Pays Mellois entre 1999 et 2010 au regard des secteurs d'activités (Source : INSEE)

Agriculture			Industrie			Construction			Commerce, Transports, Services divers			Adm publique, Enseignement, Santé, Act sociale		
1999	2010	1999-2010	1999	2010	1999-2010	1999	2010	1999-2010	1999	2010	1999-2010	1999	2010	1999-2010
2 051	1 604	-21,8%	2 563	1 973	-23,0%	1 431	1 710	19,5%	3 976	4 469	12,4%	3 709	4 584	23,6%

Figure 83 : Nombre et évolution de l'emploi selon le secteur d'activité sur le Pays Mellois (Source : INSEE)

• **Un secteur tertiaire majoritaire et en croissance**

Le Pays Mellois se caractérise par **un emploi salarié et non salarié majoritairement tertiaire** (63% des emplois en 2010 concernent les domaines de l'administration publique, de l'enseignement, de la santé, de l'action sociale, du commerce, des transports et services divers). Cette proportion monte à **65% en 2016**. L'emploi tertiaire salarié et non salarié est par ailleurs **en forte augmentation** (+1368 emplois tertiaires entre 1999 et 2010, soit + 17,8%). Néanmoins, le frein démographique observé entre 2010 et 2016 a induit une moindre augmentation du rythme de l'emploi tertiaire sur cette période. La totalité des Communautés de Communes connaît cette augmentation du nombre d'emplois tertiaires et de la représentation de ce secteur d'activités. À titre de comparaison, ce secteur représente une part plus importante pour le département (70% des emplois du département) et la région (72%).

On relèvera notamment la présence des établissements suivants :

- > La base logistique Intermarché (ITM logistique) localisée depuis 1979 à Gournay-Loizé le long de la RD 948 qui, avec 308 salariés, est le premier employeur du Pays Mellois (source : CBE Mellois 2000 au 1^{er} février 2013)
- > D'autres employeurs importants dans le domaine des transports : TCMG et La Vilainoise
- > L'hôpital local de Melle
- > 17 structures d'accueil pour personnes âgées (EHPAD, foyers logements, maisons de retraites)
- > Un pôle de recherche du CNRS international (centre d'études biologiques, spécialiste en biodiversité)

Principaux employeurs du secteur tertiaire sur le Pays Mellois (Source : CBE Mellois 2000 au 1^{er} février 2013) :

Nom de la structure	Secteur d'activités	Nombre de salariés	Lieu
ITM logistique	Transport / logistique	308 salariés	Gournay-Loizé
Hôpital local de Melle	Santé	135 salariés	Melle
TCMG	Transport	110 salariés	St-Martin-lès-Melle
La Vilainoise	Transport léger, course régionale et nationale	89 salariés	Fontenille-Saint-Martin-d'Entraigues

- **Un secteur industriel bien représenté mais perdant des emplois**

Malgré une **décroissance du secteur industriel** (590 emplois industriels perdus entre 1999 et 2010, soit -23%), **ce secteur demeure important** avec 14% des emplois du Pays Mellois. Il est à noter que la baisse de l'emploi industriel se fait ressentir dans l'ensemble des Communautés de Communes du Pays.

Dès le XIX^{ème} siècle le Mellois a été marqué par les activités industrielles, notamment agroalimentaires : laiteries coopératives (lait de chèvre) et usines de Melle. Aujourd'hui, un tiers des salariés de l'industrie travaillent dans l'agroalimentaire (Socopa Viandes, Sèvres et Belle, DuPont et Solvay). Ce secteur connaît des niveaux d'activité variables selon les entreprises qui souffrent de l'augmentation du prix des matières premières. De plus, le mouvement de concentration des laiteries impacte les laiteries locales.

Les usines de Melle, aujourd'hui « Usine DuPont », produisent principalement de la gomme xanthane, utilisée pour 75 % dans l'alimentaire et la pharmacie et pour 25 % dans l'agrochimie et les cosmétiques. Solvay et Dupont emploient actuellement 270 personnes et une quarantaine d'entreprises extérieures travaillent sur le site. Solvay est classée SEVESO 2 seuil haut en raison de l'utilisation de solvants inflammables.

Principaux employeurs du secteur industriel sur le Pays Mellois (Source : CBE Mellois 2000 au 1^{er} février 2013) :

Nom de la structure	Secteur d'activités	Nombre de salariés (en février 2013)	Lieu
SOCOPA	Industrie agro-alimentaire	221 salariés	Celles-sur-Belle
Bonmort Réseaux (SAS)	Travaux publics	172 salariés	Celles-sur-Belle
Inéo Réseaux	Travaux publics	167 salariés	Celles-sur-Belle
Solvay	Industrie de chimie de spécialités	157 salariés	St-Léger-de-la-Martinière (sur la même plateforme industrielle que Dupont)
Sèvre et Belle	Industrie agro-alimentaire (coopérative laitière)	135 salariés	Celles-sur-Belle
DuPont	Industrie agro-alimentaire	120 salariés	St-Léger-de-la-Martinière (sur la même plateforme industrielle que Solvay)
SOVB	Équipements travaux publics	109 salariés	St-Martin-lès-Melle

- **Un secteur de la construction en forte expansion**

Représentant 12% des emplois du territoire en 2010, **la construction connaît, comme les emplois tertiaires, une forte expansion** (+279 emplois entre 1999 et 2010, soit

19,5%). La croissance de ce secteur d'activités est portée par les Communautés de Communes de Celles-Sur-Belle, Cœur du Poitou et de Val de Boutonne.

Le secteur du bâtiment représente 55 % des établissements inscrits au répertoire des métiers (RM) en 2015.

	Nombre d'établissements non immatriculés RM	Nombre d'établissements immatriculés RM	Part d'établissements selon les établissements immatriculés RM
Alimentation	87	11	2%
Bâtiment	185	251	55%
Production	60	63	14%
Services	150	129	28%
TOTAL	482	454	100%

Figure 84 : Nombre d'établissements actifs implantés sur le Pays Mellois par grand secteur
(Source : fichier de la CMA Deux-Sèvres - Répertoire des Métiers au 26/02/2015)

Zoom sur la démarche d'écologie territoriale

Soucieux de développer l'économie de son territoire de manière durable, le Mellois en Poitou a décidé, début 2013, de se lancer dans une démarche d'écologie territoriale. Les objectifs sont multiples : **créer des synergies entre les entreprises pour générer de nouvelles activités et du développement collectif.**

Le Pôle des Éco-Industries de Poitou-Charentes a assuré l'accompagnement technique et méthodologique de ce projet collaboratif, où ont été associées les 3 chambres consulaires départementales (CCI, CMA et CA) ainsi que l'ADEME, la Direction Départementale des Territoires et la DREAL. 30 entreprises de toute taille et de pratiquement tous les secteurs d'activités opérant des activités de transformation ont été enquêtées.

Les principales filières du territoire sont mises à contribution dans cette démarche :

- > Une filière agro-alimentaire
- > Une filière éco-procédés (méthanisation, recyclage des matériaux de chantiers, activités liées à l'environnement)
- > Les filières organisées de l'éco-matériaux à l'éco-construction (chanvre, bois, bloc de terre cru)

L'éco-construction est un élément capital du développement économique durable du territoire. Le territoire compte plusieurs bâtiments éco-construits qui constitue des lieux de formation en écoconstruction. En outre, 8 ateliers relais éco-construits par les ex-Communautés de communes du Mellois, du Val de Boutonne et de Cœur du Poitou, se situent sur le Mellois en Poitou. Localisés à proximité des grands axes RN 10, D948 et D950, ils sont rapidement connectés aux autoroutes A 10 et A83.



Source : site internet du Mellois en Poitou

- **Un secteur agricole bien représenté mais perdant des emplois**

Les emplois agricoles ainsi que la représentation du secteur agricole dans le profil économique du Pays Mellois **ont tous les deux diminué** entre 1999 et 2010. Toutefois, avec 11% d'emplois agricole salarié et non salarié au sein du Pays Mellois, ce secteur d'activités demeure important par rapport au département (6,1% des emplois y sont agricoles) ou encore à la région (5,7% des emplois). Avec 1 131 exploitations agricoles (Source : Agreste 2010), **l'activité agricole continue donc à occuper une part importante de l'économie locale.**

Des profils économiques différents en fonction des ex-communautés de communes

Le Pays Mellois concentrait **14 097 emplois en 2010** (emploi salarié et non salarié), contre 13 439 en 1999. Cela représente une augmentation annuelle de 0,4% par an. Si l'ensemble des quatre Communautés de Communes du territoire a connu une évolution positive de l'emploi entre 1999 et 2010, des différences sont à observer entre Communautés de Communes à plusieurs niveaux : degré de croissance des emplois, secteurs d'activités ayant évolué, correspondance entre le nombre d'actifs ayant un emploi et habitant le secteur d'une part et le nombre d'emplois qui y sont proposés d'autre part, etc.).

	Nombre d'emplois (salariés et non salariés)		Evolution annuelle des emplois	Actifs ayant un emploi		Evolution annuelle des actifs	Différence emplois / actifs
	1999	2010		1999	2010		
Communauté cantonale de Celles-sur-Belle	2 303	2 429	0,5%	3 828	5 077	2,6%	-2 648
Communauté de communes Cœur du Poitou	3 738	3 775	0,1%	3 801	3 987	0,4%	-211
Communauté de communes du Mellois	5 784	6 001	0,3%	6 262	6 823	0,8%	-823
Communauté de communes Val de Boutonne	1 614	1 892	1,5%	2 213	2 712	1,9%	-820
PAYS MELLOIS	13 439	14 097	0,4%	16 104	18 599	1,3%	-4 502

Figure 85 : Évolution des emplois entre 1999 et 2010 et projection par rapport au nombre d'actifs (Source : INSEE)

	Agriculture			Industrie			Construction			Commerce, Transports, Services divers			Adm publique, Enseignement, Santé, Act sociale		
	1999	2010	1999-2010	1999	2010	1999-2010	1999	2010	1999-2010	1999	2010	1999-2010	1999	2010	1999-2010
Communauté cantonale de Celles-sur-Belle	291	274	-5,7%	649	539	-17,0%	226	346	53,0%	659	666	1,0%	575	750	30,4%
Communauté de communes Cœur du Poitou	668	458	-31,5%	481	376	-21,9%	504	677	34,3%	1 389	1 384	-0,4%	766	876	14,3%
Communauté de communes du Mellois	748	563	-24,7%	1 171	849	-27,5%	573	514	-10,3%	1 528	1 838	20,3%	1 857	2 187	17,7%
Communauté de communes Val de Boutonne	344	309	-10,1%	262	210	-20,0%	128	173	35,2%	400	580	45,1%	511	772	51,1%
PAYS MELLOIS	2 051	1 604	-21,8%	2 563	1 973	-23,0%	1 431	1 710	19,5%	3 976	4 469	12,4%	3 709	4 584	23,6%

Figure 86 : Évolution des emplois entre 1999 et 2010 par secteur d'activité (Source : INSEE)

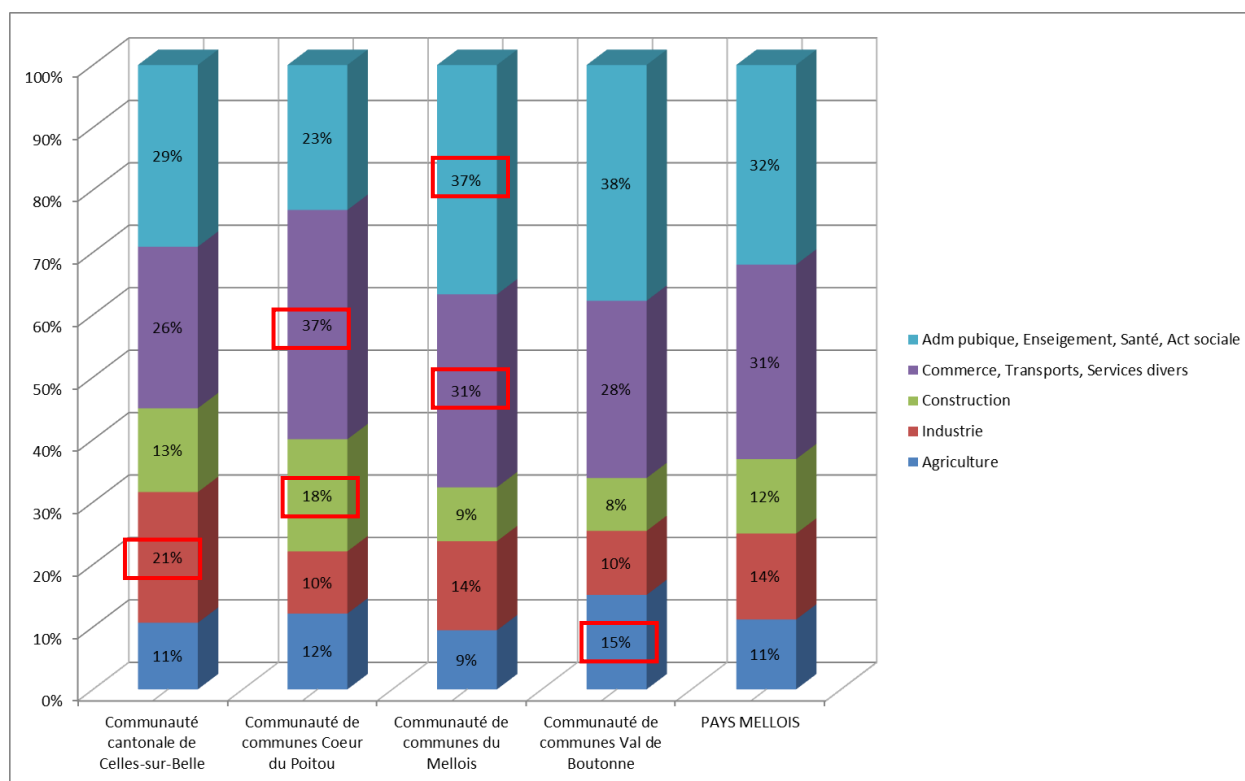


Figure 87 : Emplois selon le secteur d'activités en 2010 (Source : INSEE)

• **La Communauté de Communes du Val de Boutonne**

La Communauté de Communes du Val de Boutonne a connu la plus forte augmentation de l'emploi sur la période 1999 – 2010 avec + 1,5 % par an soit une augmentation de 278 emplois, notamment dans les domaines de la construction, de l'administration publique, enseignement, santé, action social.

Elle est celle où **les emplois agricoles sont les plus représentés** (15% des emplois de la Communauté de Communes en 2010 ; 11% à l'échelle du Pays Mellois).

On compte 1892 emplois pour 2712 actifs de 15 à 64 ans ayant un emploi, soit un « déficit » global de 820 emplois générant des flux domicile-travail quittant le territoire importants.

• **La Communauté de Communes Cœur du Poitou**

La Communauté de Communes Cœur du Poitou n'a connu qu'une augmentation de 37 emplois sur la période 1999 - 2010, soit + 0,1 % par an. Les emplois créés dans les domaines de la construction, de la santé et de l'action sociale (par exemple la création de structures d'accueil des personnes âgées) viennent compenser la perte dans les secteurs agricoles et industriels.

La Communauté de Communes Cœur du Poitou est majoritairement représentée par les emplois des secteurs de la construction (18% des emplois de la Communauté de Communes en 2010 ; 12% à l'échelle du Pays Mellois) **et des commerces, transports**

et services divers sont les plus représentés (37% des emplois de la Communauté de Communes ; 31% à l'échelle du Pays).

On compte 3775 emplois pour 3987 actifs de 15 à 64 ans ayant un emploi, soit un déficit de 211 emplois.

- **La Communauté de Communes du Mellois**

Dans la Communauté de Communes du Mellois, la croissance de l'emploi n'a été que de 0,3% par an. Elle est quasiment exclusivement portée par le pôle de Melle, principal pôle d'emplois du Pays Mellois, les autres communes de la Communauté de Communes ayant pour la plupart connu une décroissance de l'emploi.

La Communauté de Communes du Mellois est celle ayant le profil le plus tertiaire du Pays (68% des emplois de la Communauté de communes en 2010 ; 63% à l'échelle du Pays). L'agriculture et la construction y sont moins représentés qu'ailleurs.

On y recense 6001 emplois pour 6823 actifs de 15 à 64 ans ayant un emploi, soit un déficit de 822 emplois.

- **La Communauté de Communes de Celles-sur-Belle**

La croissance de l'emploi a été un peu plus importante pour **la Communauté Cantonale de Celles-sur-Belle** (0,5% par an), notamment pour les communes les plus proches du pôle de Niort.

La Communauté Cantonale de Celles-sur-Belle a le profil le plus industriel du Pays avec la présence notamment de grosses industries agroalimentaires et de construction de réseaux (SOCOPA, Sèvre et Belle, Bonmort Réseaux, Inéo Réseaux) : 21% des emplois de la Communauté de Communes et 14% des emplois industriels du Pays. Toutefois, il convient de rappeler que le secteur industriel est en déclin, aussi bien à l'échelle du Pays que de la Communauté Cantonale.

On y compte 2429 emplois pour 5077 actifs de 15 à 64 ans ayant un emploi, soit un déficit de 2648 emplois générant des flux domicile-travail quittant le territoire importants.

Une majorité d'emplois d'ouvriers et d'employés sur le Pays, des emplois qualifiés en augmentation

Le Pays offre une majorité d'emplois d'ouvriers et d'employés (4141 employés exercent sur le Pays en 2010 et 4091 ouvriers). Toutefois, ces deux catégories ont diminué par rapport à 1999 au profit d'emplois dits « qualifiés » (cadres et professions intellectuelles supérieures, professions intermédiaires notamment). Il s'agit d'un phénomène général ressenti dans l'ensemble des Communautés de Communes. Toutefois, la part représentée par ces emplois qualifiés demeure inférieure à celle observée à l'échelle du département (33,5% dans les Deux-Sèvres contre 24% dans le Pays). La part d'agriculteurs et celle d'artisans, commerçants et chefs d'entreprises du Pays est quant à elle nettement supérieure en 2010 par rapport à celle du département et ce pour l'ensemble des Communautés de Communes, et notamment pour celle du Val de Boutonne.

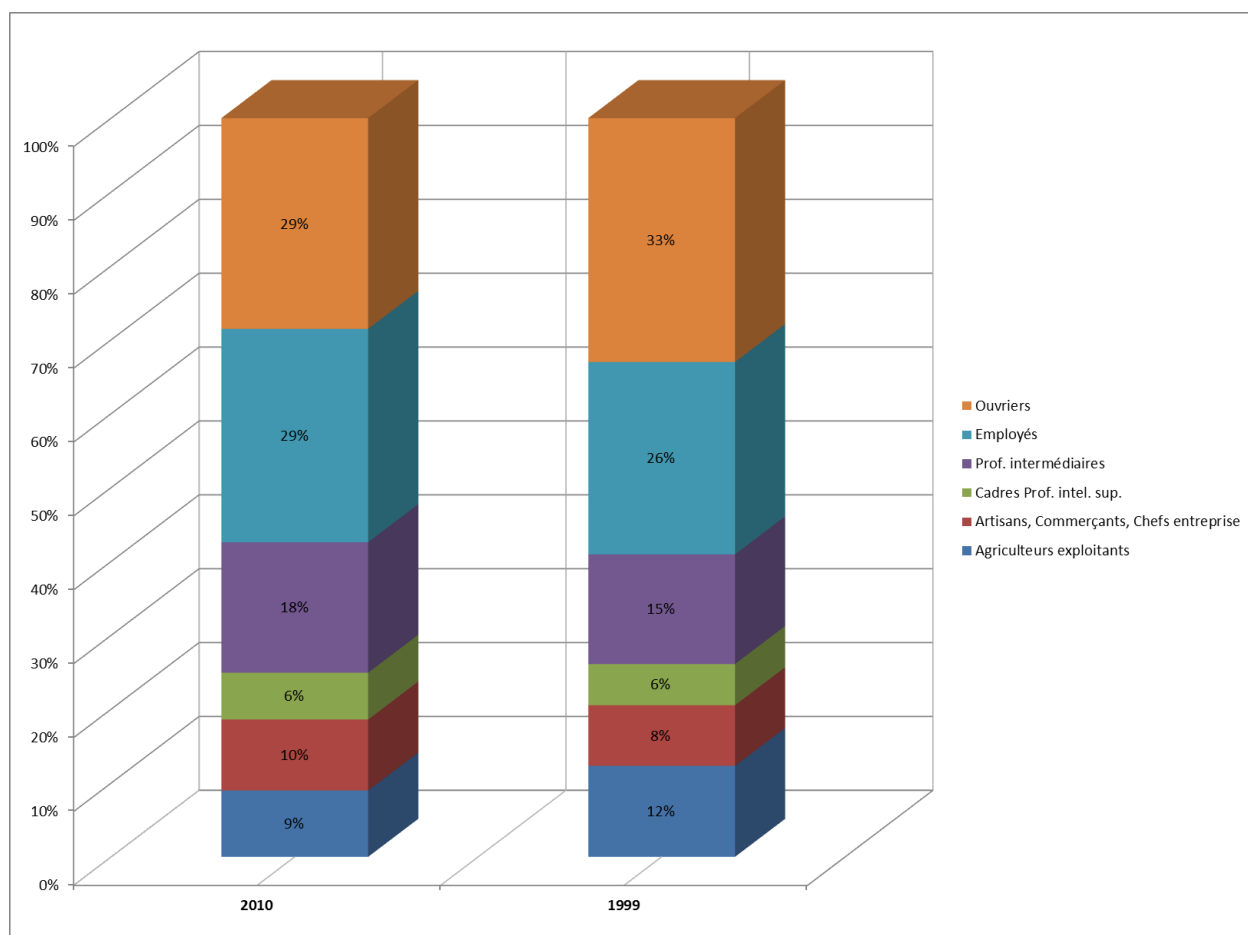


Figure 88 : Évolution des emplois par catégorie socioprofessionnelle entre 1999 et 2010 à l'échelle du Mellois en Poitou (Source : INSEE)

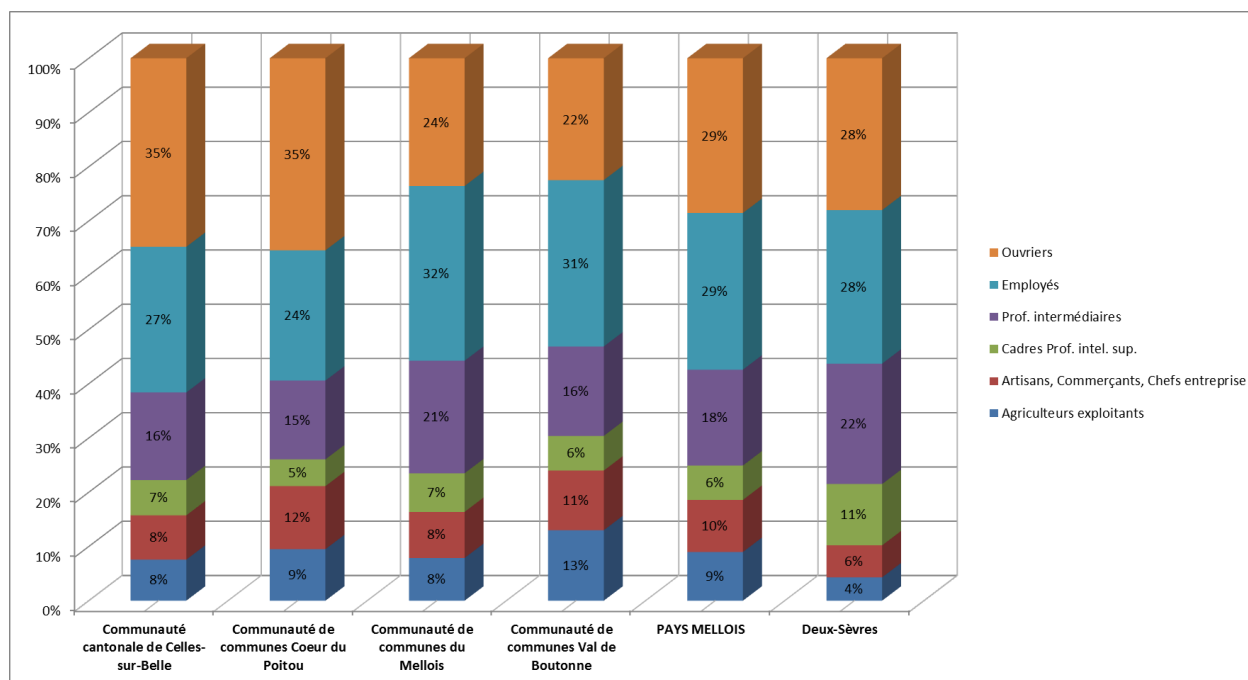


Figure 89 : Emplois par catégorie socioprofessionnelle en 2010 par ex-Communauté de Communes (Source : INSEE)

1.2 Les établissements

Des établissements plutôt petits...

L'établissement désigne l'unité de production, tandis que l'entreprise désigne l'unité juridique. Une même entreprise peut avoir plusieurs établissements, si elle exerce son activité de façon permanente dans plusieurs lieux distincts. Pour cette analyse, la notion d'établissement aura donc été préférée à celle d'entreprise car elle caractérise davantage l'activité locale réelle.

Le Mellois en Poitou se compose majoritairement de petits établissements : **95% des établissements réunissent moins de 9 salariés.**

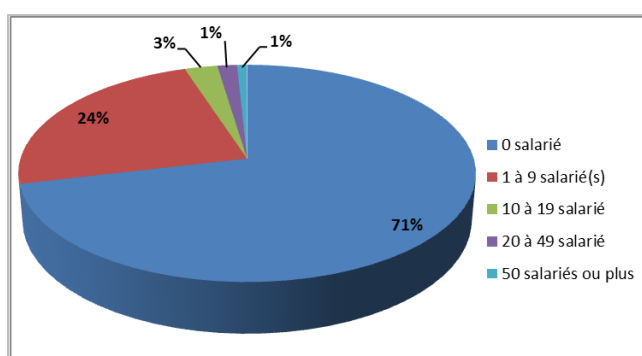


Figure 90 : Taille des établissements dans le Mellois en Poitou au 31/12/11 (Source : INSEE)

...principalement dans les domaines des commerces, des services et de l'agriculture...

Le Mellois en Poitou se compose majoritairement à la fin de l'année 2011 d'établissements dans les domaines des commerces, transports et services divers (38%) et dans le domaine de l'agriculture (31%). Ces domaines sont ceux qui se composent le plus d'établissements n'embauchant pas de salariés ce qui explique que l'agriculture, qui ne représente « que » 11% des emplois du Mellois en Poitou, représente 31% des établissements. À contrario, le domaine de l'administration publique, de l'enseignement, de la santé et de l'action sociale qui représente 32% des emplois du Mellois en Poitou ne représente « que » 13% des établissements. Ceci s'explique par le fait que ce domaine soit celui qui se compose le plus de grands établissements.

	agriculture, sylviculture et pêche	industrie	construction	commerces, transports, services divers	Administration publique, enseignement, santé, action sociale	TOTAL
0 salarié	1 154	157	296	1 107	268	2 982
1 à 9 salarié(s)	138	81	157	419	194	989
10 à 19 salarié	1	16	15	34	45	111
20 à 49 salarié	1	7	10	18	30	66
50 salariés ou plus	-	7	3	8	16	34
TOTAL	1 294	268	481	1 586	553	4 182

Figure 91 : Nombre d'établissements actifs au 31/12/2011 par secteur d'activité et taille d'établissement (Source : INSEE)

NIORTAIS		MELLOIS
<ul style="list-style-type: none"> > Centre hospitalier général de Niort > MAIF > MAAF 	2000 à 3000 salariés	<ul style="list-style-type: none"> > ITM logistique (290 salariés) > SOCOPA (221 salariés)
<ul style="list-style-type: none"> > MACIF > IMA > Conseil Général des Deux-Sèvres > Ville de Niort 	1000 à 2000 salariés	<ul style="list-style-type: none"> > Bonmort Réseaux (SAS) (171 salariés) > Inéo Réseaux (167 salariés) > Solvay (157 salariés) > Hôpital local de Melle (155 salariés)
<ul style="list-style-type: none"> > ECE > POUJOULAT > ARCA COOPERL > SMACL > Communauté d'agglomération de Niort 	500 à 1000 salariés	<ul style="list-style-type: none"> > Sèvre et Belle (135 salariés) > DuPont (120 salariés) > TCMG (110 salariés) > SOVB (109 salariés) > La Vilainoise (89 salariés)

Figure 92 : Principaux employeurs du territoire en 2011 (Source : Comité de Bassin d'Emploi Mellois)

Si le territoire dispose de quelques établissements de taille significative, il convient de souligner l'importance des établissements extérieurs au territoire (CAN notamment) qui captent une partie des actifs du territoire du Mellois en Poitou.

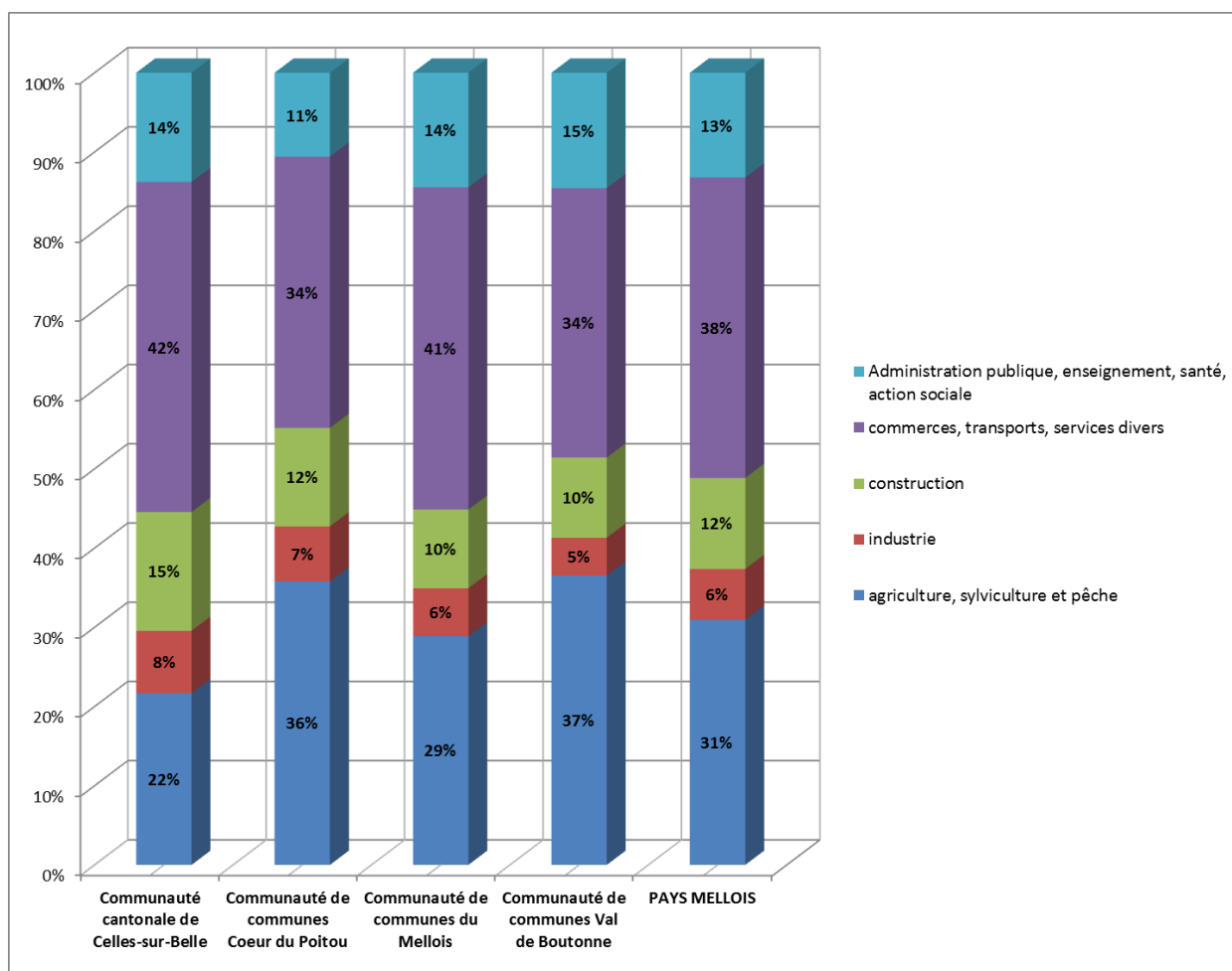


Figure 93 : Répartition pour chacune des ex-communautés de communes et pour le Mellois en Poitou des établissements actifs par secteurs d'activité au 31 décembre 2011 (Source : INSEE)

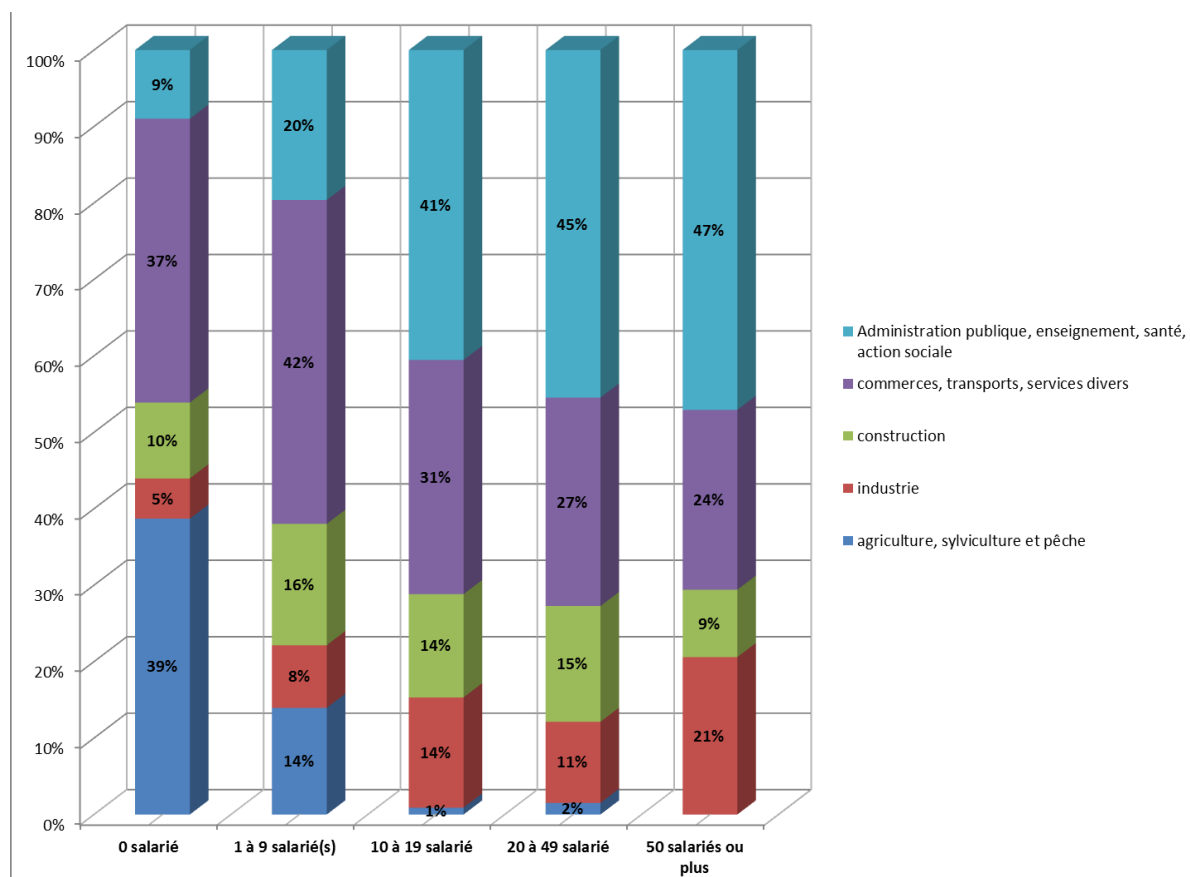


Figure 94 : Représentation du secteur d'activité des établissements par taille d'établissement au 31 décembre 2011 (Source : INSEE)

...et majoritairement concentrés dans les pôles d'emplois

Tout comme elle concentre le plus grand nombre d'emplois, l'ex-Communauté de Communes du Mellois réunit **40% des établissements existants au 31 décembre 2011 et est la Communauté de Communes où se créent le plus de nouveaux établissements** en 2012 (43% des nouveaux établissements y sont créés). Vient ensuite l'ex-Communauté de Communes Cœur du Poitou avec 40% des établissements au 31 décembre 2011 et 30% des établissements créés dans le Mellois en Poitou en 2012.

Les pôles d'emplois précédemment désignés concentrent par ailleurs la majorité des établissements actifs au 31 décembre 2011 et, en règle générale, la majorité des établissements créés en 2012.

	Etablissements au 31/12/2011		Création d'établissements en 2012		Nombre d'emplois		Evolution annuelle des emplois	Part des emplois du Pays	
	Nombre	Part dans le Pays	Nombre	Part dans le Pays	2010	1999		2010	1999
Communauté cantonale de Celles-sur-Belle	660	16%	44	16%	2 429	2 303	0,5%	17%	17%
Communauté de communes Cœur du Poitou	1 238	30%	82	30%	3 775	3 738	0,1%	27%	28%
Communauté de communes du Mellois	1 652	40%	115	43%	6 001	5 784	0,3%	43%	43%
Communauté de communes Val de Boutonne	632	15%	29	11%	1 892	1 614	1,5%	13%	12%
PAYS MELLOIS	4 182	100%	270	100%	14 097	13 439	0,4%	100%	100%

Figure 95 : Établissements et création d'établissements (et rappels concernant le nombre et l'évolution de l'emploi entre 1999 et 2010) (Source : INSEE)

Zoom sur les projections au fil de l'eau :

Si l'on se penche sur les tendances passées qu'a connu le territoire entre 1999 et 2010, alors à l'horizon 2030, on compterait :

- > une population active avec un emploi de 10879 habitants en 2030, contre 10671 en 2010, avec un taux de croissance annuel moyen de -2.0%
- > 11723 emploi en 2030, contre 13439 en 2010, avec un taux de croissance annuel moyen de -0.7
- > Une baisse du nombre d'entreprise, avec 198 entreprises en 2030 contre 293 en 2017, soit une décroissance de -1.9%/an

1.3 Le projet de gestion prévisionnelle territoriale des emplois et des compétences territoriale (GPECT) sur le sud Deux-Sèvres

Les **deux Comité de Bassin d'Emplois (CBE) du Niortais et du Mellois** ont constaté la nécessité de réaliser ensemble une action de GPEC Territoriale auprès des entreprises de leurs deux territoires afin de prendre en compte la réalité des échanges quotidiens des populations et des actifs entre ces 2 bassins :

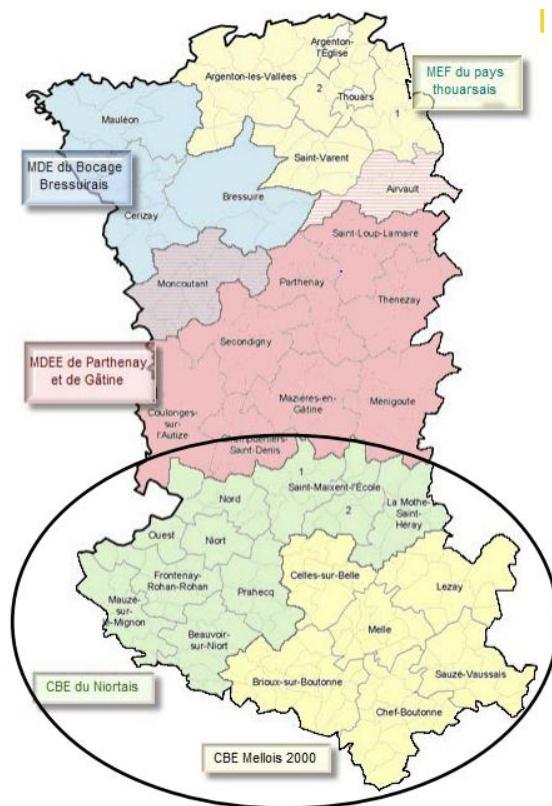
- > Un diagnostic partagé a été menée en 2009 par le CBE du Mellois,
- > Une étude relative à la revitalisation du bassin économique Niortais a également été réalisée sur le territoire du CBE du Niortais en 2009 suite à la perte de près de 1 000 emplois avec la fermeture de la CAMIF.

Il a été fait le choix de se concentrer sur **4 filières de l'économie non-présentielle qui représentent 12,30 % des emplois du territoire** :

- > Industrie agroalimentaire,
- > Transports et logistique,
- > Métallurgie,
- > Informatique et industries créatives.

L'objectif de l'opération est de **permettre la mobilisation des partenaires du territoire** autour d'un diagnostic partagé conduisant par la suite à dégager plusieurs orientations de travail opérationnelles en vue de :

- > Promouvoir les filières et les métiers du territoire,
- > Être en mesure d'analyser les évolutions des métiers et des postes de travail,
- > Construire un processus d'information, de formation, de recrutement et d'intégration en entreprise répondant aux besoins en ressources humaines à venir des filières choisies,
- > Promouvoir des dispositifs de gestion des ressources humaines et de GPEC au sein des entreprises, et principalement des TPE-PME,



- Créer et animer un réseau de partenaires du territoire mobilisés autour de cette dynamique de filières et d'emplois

Il ressort de ce projet de GPECT des enjeux croisés entre les besoins en ressources humaines des entreprises, les filières et le territoire étudié (cf. tableau suivant).

Problématiques	Enjeux filières	Enjeux territoire
Attractivité du territoire	<ul style="list-style-type: none"> - Difficultés à recruter certains types de salariés (ex. cadres) dans certains secteurs (ex. informatique) 	<ul style="list-style-type: none"> → Déficit d'image économique du territoire → Manque d'attractivité du Territoire pour attirer et retenir certains salariés (cadres)
Démographie et vieillissement de la population	<ul style="list-style-type: none"> - Départ à la retraite des générations du baby-boom - Question de la transmission des compétences en interne - Question du maintien dans l'emploi du personnel senior 	<ul style="list-style-type: none"> - Croissance démographique - Enjeux de transmission/reprise d'entreprises - Enjeux liés à l'orientation professionnelle des jeunes
Evolution des métiers	<ul style="list-style-type: none"> - Elévation du niveau des exigences professionnelles - Développement de besoins en nouvelles compétences (automatisation, innovation, qualité, environnement) - Accès des salariés à la formation (plans de formation) - Enjeux de mobilité interne des salariés - Accompagnement des reconversions professionnelles 	<ul style="list-style-type: none"> - Faiblesse des niveaux de qualification (surtout dans le Mellois) - Comment développer des qualifications en adéquation avec les besoins des entreprises ?
Difficultés de recrutement sur certains postes	<ul style="list-style-type: none"> - Question de la pénibilité du travail (enjeux d'amélioration des conditions de travail) - Déficit d'image de certains métiers (enjeu de communication) - Manque de motivation au travail sur les postes de 1ers niveaux de qualification - Déficit de formation adaptées aux qualifications demandées 	<ul style="list-style-type: none"> → Difficultés de recrutement des entreprises dans certains secteurs (logistique, agroalimentaire, métallurgie, etc.) <ul style="list-style-type: none"> ○ Main d'œuvre inadaptée ? ○ Dévalorisation des métiers ? → Eloignement domicile-travail et déplacement des actifs
Déficit d'image de certains secteurs	<ul style="list-style-type: none"> - Méconnaissance de certains métiers - Mauvaise image, surtout chez les jeunes des métiers de la production et des métiers manuels 	<ul style="list-style-type: none"> - Enjeux de diversification des secteurs économiques du territoire vers certains filières qui ne sont pas mises en avant aujourd'hui (ex. secteur industriel)
Sécurisation des parcours professionnels	<ul style="list-style-type: none"> - Pénibilité de certains postes et difficulté de reclassement interne - Travail autour de la transposabilité des compétences et des qualifications (ex. CQP interbranche) - Décloisonnement des métiers supports (mutualisation des formations, ...) - Meilleure utilisation des plans de Formation - Accompagnement particulier des salariés les moins qualifiés 	<ul style="list-style-type: none"> - Enjeux liés à la transmission des compétences en interne - Faciliter les reconversions économiques

Source : CBE

1.4 Les sites d'activité économique

Une offre importante caractérisée par sa dispersion et son manque de stratégie

Le territoire possède de nombreux sites en dehors des bourgs sur lesquels se développe une activité économique. On en dénombre plus d'une cinquantaine pouvant être considérés comme « zones d'activité économique ». Au cours des dix dernières années, les différentes collectivités – EPCI et communes – ont ouvert à l'urbanisation de nombreuses surfaces sans stratégie coordonnée à l'échelle du territoire, créant ainsi un émiettement de l'offre en matière de foncier économique.

La maîtrise foncière de ces sites est très hétérogène – privée, communale, intercommunale, départementale – et engendre des difficultés en matière de gestion et d'entretien en raison d'un manque de lisibilité des structures ou des personnes compétentes ainsi que des charges qui leur incombent.

Si une partie des implantations des ZAE a été planifiée politiquement, la majorité d'entre elles est liée à des opportunités d'acquisitions foncières, sans stratégie d'aménagement ou de développement économique à moyen et long terme. D'autres ont également vu le jour à l'initiative de communes espérant augmenter leurs ressources grâce à la taxe professionnelle, sans étudier la place qu'occuperaient ces sites dans l'aménagement global du territoire.

La grande disponibilité du foncier agricole et son faible coût à l'achat par rapport au territoire voisin de l'Agglomération Niortaise notamment, ont très largement encouragé la multiplication de ces sites.

De plus, on constate un manque d'attractivité d'un grand nombre d'entre eux, puisque la moitié n'a fait l'objet d'aucun aménagement au cours des dix dernières années.

Enfin, certains sites voient leur développement compromis en raison de contraintes fortes :

- imbrication dans le tissu résidentiel ;
- nuisances pour les riverains, notamment l'habitat (bruit, poussière, trafic routier soutenu) ;
- inadaptation de la voirie et des réseaux (assainissement, eau potable, haut débit) ;
- proximité de zones naturelles sensibles pour la qualité de l'eau et pour la biodiversité notamment ;
- concurrence entre zones d'activité situées à seulement quelques kilomètres de distance et destinées à accueillir le même type d'entreprises ;
- desserte numérique de mauvaise qualité ;
- localisations, aménagements paysagers et conceptions inadaptés aux besoins des entreprises ;
- friches ; etc.

Des implantations guidées par l'armature urbaine et par le réseau routier structurant

Les ZAE du territoire ont été implantées principalement le long du réseau routier structurant formé par la RD948, la RD950, la RN10 et l'autoroute A10. En effet, près d'une trentaine de sites se situent à proximité de ces voies afin de profiter de l'accessibilité et de la visibilité routière.

Les bourgs principaux qui constituent le maillage du territoire (anciens chefs-lieux de cantons) sont également des lieux d'implantation privilégiés car chacun de ces bourgs possède en général plusieurs ZAE.

Toutefois, le territoire compte aussi des ZAE au sein de petits bourgs et villages ainsi que des sites économiques indépendants, occupés généralement par une seule entreprise.

La maîtrise du développement des sites indépendants

Le territoire est marqué par la présence d'un grand nombre de sites économiques indépendants composés d'une seule et unique entreprise. Ces sites sont généralement au départ de petites entreprises familiales, implantées à proximité du lieu d'habitation du fondateur, au sein d'un bourg ou d'un village, et qui ont connu une croissance plus ou moins importante. Parmi ces sites on compte la plupart des scieries du territoire, or ces entreprises – employeurs significatifs du Mellois en Poitou – génèrent un trafic soutenu de véhicules poids lourds de grand gabarit (transport des grumes), avec des conséquences en matière de nuisances (bruit, poussières) et de sécurité pour les riverains, de dégradation du réseau routier secondaire, de dégradation des aménagements urbains (centre-bourg de Périgné par exemple).

Le développement de ces entreprises constitue un enjeu important en matière de maintien de l'emploi et de conservation des savoir-faire sur le territoire car si leur croissance devient impossible (pas assez d'espace ou trop de nuisances) à leur emplacement actuel, il est indispensable d'anticiper et d'accompagner leur déplacement vers des ZAE adaptées. Le déplacement ou l'arrêt de ces activités engendrera de fait la présence de friches à requalifier et/ou à dépolluer.

Une réserve foncière disproportionnée

A la date du 31/12/2015, le territoire comporte environ 450 hectares aménagés dont 34 sont **encore non occupés** (viabilisés cessibles). Au cours des dix dernières années, un peu moins de **90 hectares ont été viabilisés** et on compte environ **215 hectares en réserve foncière**, fléchés pour une vocation économique future.

Cette réserve foncière semble déconnectée des besoins du territoire et disproportionnée par rapport aux surfaces artificialisées sur les dix dernières années. Une partie de ces réserves foncières pourra être reclassée dans les documents d'urbanisme (passer de U ou AU à A ou N), car étant par définition vierges de tout aménagement, ces terrains pourront facilement changer d'affectation.

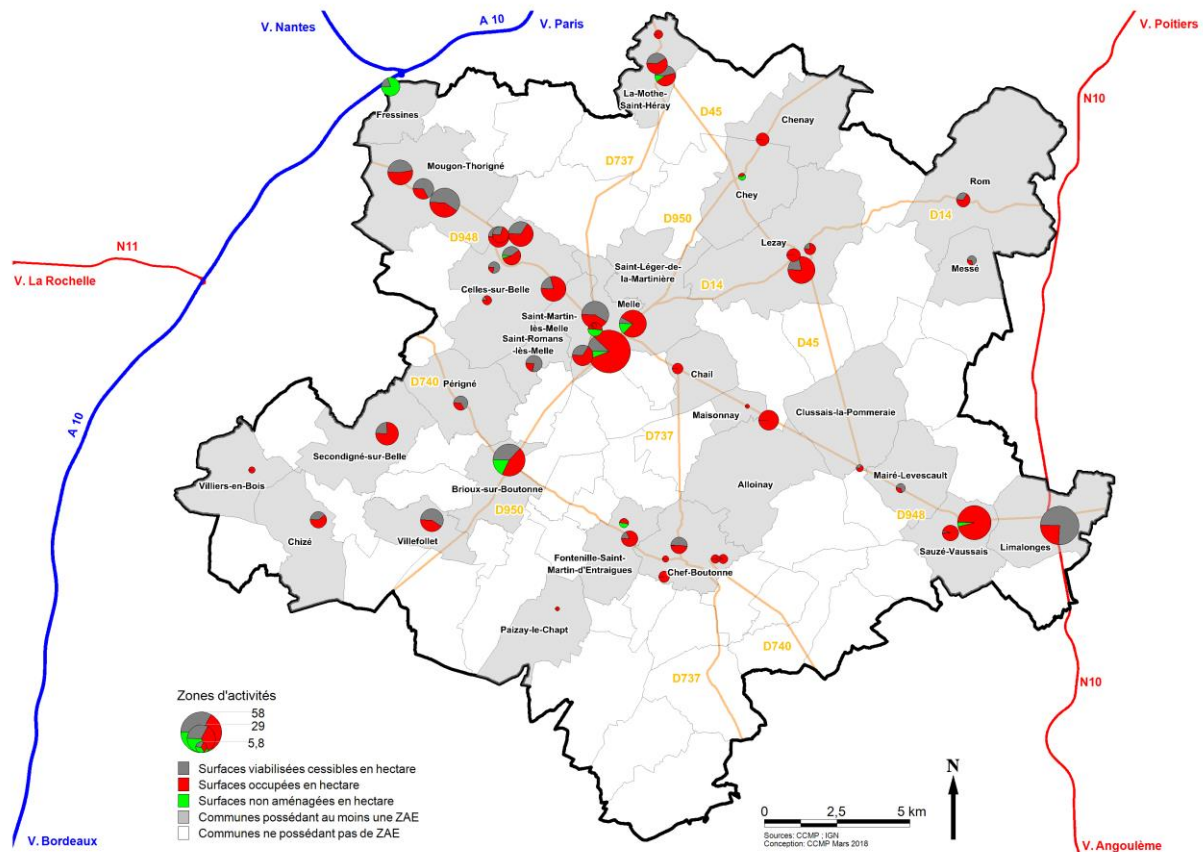


Figure 96 : Localisation des zones d'activités et disponibilités foncières (Source : Mellois en Poitou)

Des ZAE principalement « mixtes »

Les zones d'activités du territoire sont très majoritairement « mixtes », c'est à dire qu'elles accueillent tout type d'activité sans qu'il y ait une orientation préalable des entreprises en fonction de leur secteur d'activité, de leurs besoins en réseaux et voirie, ou en besoins fonciers. Ce manque de spécialisation peut conduire à des difficultés de plusieurs ordres :

- une cohabitation difficile entre entreprises aux activités non compatibles (nuisances) ;
- des problèmes de visibilité lorsqu'il y a des différences importantes de tailles / de gabarits entre les bâtiments ;
- un manque de repère pour la clientèle (mélange des clients particuliers et des clients professionnels) ;
- un manque de lisibilité et d'identité de la ZAE en raison d'aménagements trop disparates ;
- une difficulté d'optimisation et de calibrage des réseaux (assainissement, eaux pluviales notamment) et de la voirie ;
- une difficulté pour proposer une desserte numérique satisfaisante et adaptée aux entreprises.

Toutefois, la grande taille du territoire et son grand nombre de TPE et PME rendent nécessaires l'existence de ces ZAE mixtes – à vocation artisanale notamment – pour pouvoir assurer un bon maillage économique du territoire.

La nécessité de quelques ZAE de grande capacité

S'il semble primordial d'affirmer un maillage de ZAE mixtes, il apparaît tout aussi nécessaire de faire émerger quelques zones, plus spécialisée sur des secteurs d'activité aux besoins très spécifiques, en les aménageant, en les requalifiant ou en les reconfigurant pour leur donner une plus grande cohérence.

En effet, à l'heure actuelle, le territoire n'est pas vraiment en capacité d'accueillir rapidement de grosses entreprises axées sur la logistique ou l'industrie. Quelques zones en ont le potentiel mais pas les aménagements de base.

Parmi les zones dont la spécialisation est à affirmer, on peut citer la **ZA des Maisons Blanches** (carrefour RN10 et RD948, proximité de la gare de fret de Saint-Saviol à 4 km) sur la logistique ou encore **l'Ecopôle de Melle** (Usines et ZA Champ Râteau) sur la chimie et l'environnement.

Sans pour autant chercher la spécialisation systématique des ZAE, il apparaît nécessaire de rechercher une plus grande cohérence dans l'implantation des entreprises en se basant sur leurs besoins en matière d'équipements, d'espaces partagés, de réseaux, etc. pour favoriser les projets de mutualisation et les démarches d'écologie territoriale.

Des ZAE en déficit d'image

La conséquence directe de la dispersion et du manque de cohérence des ZAE est le manque de traitement paysager. Une étude menée par la Direction Départementale des Territoires des Deux-Sèvres en 2010 mettait en évidence ce déficit d'image :

- l'effet « vitrine » en entrée de ville peu qualifiant ;
- la signalisation peu lisible et confuse ;
- l'architecture et les clôtures disparates ou banalisées ;
- le manque d'espaces végétalisés ;
- le manque de lisibilité des espaces (entreprises noyées dans le tissu résidentiel) ;
- des accès multiples et directs sur certaines routes départementales structurantes (générant des problèmes de sécurité), sans schéma d'aménagement global ;
- des équipements mutualisés peu nombreux (peu de parkings communs) ;
- des services peu présents et/ou mal connus (transports en commun, aires de co-voiturage, restauration, animation...).

On peut également ajouter à ce constat, le manque d'identification des zones dans leur appellation : en général, une ZAE est nommée en lien avec le toponyme de ses parcelles. Cela donne lieu à des dénominations difficilement localisables à l'échelle du territoire et peu appropriables par les entreprises qui y sont implantées (ZA de Pigeon Pierre, ZA de Champ Râteau, ZA des champs prieurs...). Il arrive même que des ZAE portent des noms similaires (ZA du Perot à Saint-Martin les Melle ; ZA du Perrot à Chenay).

Un travail sur la cohérence visuelle et le nom des ZAE en concertation avec les entreprises permettrait de faire émerger un sentiment d'appartenance mais également d'initier des coopérations futures.

L'anticipation et la gestion des friches

L'évolution du tissu économique local, notamment industriel, génère(ra) des friches. Ces vastes terrains artificialisés (compactés ou goudronnés) et ces bâtiments de grande emprise nécessitent des projets de reconversion pour éviter leur dégradation et pour maintenir l'attractivité du territoire.

Les sites connus les plus importants sont les suivants :

Commune	Etat de la friche	Domaine d'activité concerné	Surface disponible ou prochainement disponible
Lezay	Site partiellement inoccupé	Laiterie (transformation fromagère)	
Alloinay	Encore occupé jusqu'en 2020	Logistique (Base de Intermarché de Gournay)	16,5 hectares (dont 3,6 hectares couverts)

Tous les sites économiques possédant un bâtiment d'une taille supérieure à 1000 m² et situés en dehors d'une ZAE structurantes sont susceptibles de devenir des friches à moyen terme, en raison de la difficulté de leur reprise (grandes surfaces, accessibilité pas toujours aisée, isolement, localisation peu stratégique, réseaux inadaptés).

Le recensement et la classification des sites d'activité

En l'absence d'un outil de gestion informatisé et dynamique des zones d'activité, un inventaire a été réalisé en juillet 2016 à l'aide du SIGil (bases cadastrales et documents d'urbanisme numérisés) et de photos aériennes. Cet inventaire est une estimation et une photographie de la situation au 31 décembre 2015.

Cet inventaire a été réalisé en interne par les agents des anciens EPCI aujourd'hui fusionnés et coordonné par un agent de l'ex Syndicat mixte du Pays Mellois.

Pour cet inventaire, n'ont pas été prises en compte les entreprises de petite surface isolées au milieu du tissu résidentiel.

Concernant le vocabulaire employé, voici quelques définitions pour éviter les incompréhensions :

- **Maîtrise foncière** : structure ou personne compétente pour l'achat et la vente des parcelles, le financement de la conception et des investissements (viabilisation, aménagements routiers, réseaux, paysagers), l'entretien et la gestion des parties communes.
- **Surfaces occupées/aménagées** : surfaces occupées par des entreprises et les friches.
- **Surfaces viabilisées cessibles** : surfaces ayant fait l'objet d'un aménagement irréversible (sans retour possible à l'agriculture) en termes de découpage parcellaire, de viabilisation, d'accès. Elles sont prêtes pour accueillir à court terme une entreprise.
- **Surfaces non aménagées (réserve foncière)** : surfaces considérées comme des

réserves foncières. Il s'agit de parcelles agricoles actuellement cultivées ou en prairie, identifiées pour permettre l'extension d'une ZAE existante et mitoyenne. Soit ces parcelles sont classées AU dans les PLU, soit elles sont la propriété privée des entreprises implantées à proximité, soit elles appartiennent à la collectivité qui maîtrise la zone. Ces terrains sont indistinctement de maîtrise publique ou privée.

- **Surfaces artificialisées :** surfaces agricoles ou naturelles ayant subi un aménagement irréversible (sans retour possible à l'agriculture). On parle également de « consommation foncière ».

Pour permettre une meilleure lisibilité des sites et envisager l'élaboration d'une stratégie, une classification des zones est proposée.

Cette classification s'appuie sur une réflexion concertée en inter SCoT avec les SCoT voisins du Ruffécois et du Sud Vienne, dont les enjeux et les objectifs sont très proches de ceux du Mellois en Poitou. Malgré quelques différences notables, ce croisement de regards entre territoires a permis une prise de recul sur les situations et une convergence en matière de problématique.

En effet, certains territoires voisins possèdent un nombre limité de zones d'activité et ces dernières sont souvent spécialisées par secteur d'activité (agro-alimentaire, logistique, commerce...).

Pour le Mellois en Poitou, le Ruffécois et le Sud Vienne, les territoires sont trop vastes et l'attractivité pas suffisante pour raisonner de cette manière. Dans notre cas – où le territoire est vaste, peu densément peuplé, sans axe de communication majeur – il apparaît plus judicieux de prendre comme critères déterminants :

- les relations entre ZAE et le maillage du territoire au niveaux des bourgs structurants
- les capacités d'extensions des ZAE
- les besoins des entreprises en matière de foncier et de desserte routière.

Ainsi ces critères ont permis de déterminer 4 profils de ZAE :

	Relations économiques et fonctionnelles avec un bourg structurant	Imbrication dans le tissu urbain et nuisances potentielles	Isolement dans « la campagne »	Accès immédiat à un axe routier structurant
Capacité d'extension	Zones associées aux bourgs structurants	Zones de proximité Sites indépendants	Zones de proximité Sites indépendants	Zones de grande capacité / à rayonnement régional
Absence de capacité d'extension	Zones de proximité	Zones de proximité Sites indépendants	Zones complémentaires Sites indépendants	Zones de proximité Sites indépendants

Caractéristiques des différents profils :

<p>ZAE ayant une fonction structurante/polarisante pour le territoire</p>	<p>Zone associée à un bourg structurant</p> <ul style="list-style-type: none"> • une proximité (maximum 2 kilomètres) avec un bourg structurant identifié comme tel dans le maillage du territoire, avec lequel il existe une complémentarité économique et fonctionnelle ; • la présence et le développement d'activités principalement présentes (nécessaires au quotidien des habitants et des entreprises locales) ; • le profil des entreprises accueillies ou ciblées : TPE et PME recherchant la proximité avec leurs clients mais avec des besoins limités en matière de desserte routière ou en matière de foncier. Ces entreprises ont besoin de parcelles de taille limitée (1000 à 5000 m² environ). • des possibilités d'extension identifiées dans ces ZAE mais à modérer (de 2 à 10 hectares maximum). 	<p>ZAE de grande capacité ou de rayonnement régional</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'absence de relation ou d'interdépendance avec un bourg structurant du territoire ; • une position géographique stratégique : desserte par un échangeur routier, proximité gare de fret et possibilité de multi-modalité, carrefour routier ; • un trafic de véhicules poids lourds important ; • l'absence de flux de clients particuliers ; • le profil des entreprises accueillies ou ciblées : acteurs et activités économiques non présentes (économie non liée à la vie propre du territoire, siège social, import-export, logistique, industrie, etc.) ou ayant d'importants besoins fonciers (plus de 2 hectares) ; • un potentiel d'extension important composé de grandes parcelles (5 hectares nus d'un seul tenant) pour permettre l'implantation de grosses structures.
<p>ZAE ayant une fonction de complémentarité ou de proximité avec un bourg structurant ou avec un fonctionnement indépendant des politiques d'aménagement</p>	<p>ZAE de proximité</p> <ul style="list-style-type: none"> • soit, une implantation à proximité d'un bourg structurant mais leur développement est contraint et créerait une concurrence avec une zone structurante proche, accroîtrait le mitage et la dispersion des moyens de la collectivité ainsi que la dilution de l'offre pour les entreprises ; • soit, une implantation 	<p>Site économique indépendant</p> <ul style="list-style-type: none"> • une implantation en dehors d'un bourg structurant identifié comme tel dans le SCoT ; • souvent une impossibilité d'extension à moyen terme en raison de leur proximité avec l'habitat, une infrastructure routière, une zone naturelle sensible, entre autres ;

	<p>en dehors d'un bourg structurant identifié comme tel dans le SCoT ;</p> <ul style="list-style-type: none"> • une impossibilité d'extension à moyen terme en raison de leur proximité avec l'habitat, une infrastructure routière, une zone naturelle sensible, entre autres. • un manque d'attractivité : présence de parcelles viabilisées cessibles en vente depuis plusieurs années sans succès malgré des tarifs peu élevés ; configuration inadaptée aux besoins des entreprises ; lieu d'implantation non stratégique ; accessibilité difficile... 	<ul style="list-style-type: none"> • parfois des contraintes de développement liées à une implantation devenue inadaptée : imbrication dans le tissu résidentiel ; génération de nuisances pour le voisinage (bruit, poussière, trafic routier soutenu) ; inadaptation de la voirie et des réseaux (assainissement, eau potable, très haut débit) ; desserte routière médiocre ; • des sites autonomes, dont le développement se fait sans relation avec la collectivité ; • des sites occupés principalement par une entreprise unique ; • soit, des entreprises qui ont besoin de cet isolement en raison des nuisances qu'elles génèrent (poussière et bruit notamment) • soit, des entreprises implantées par opportunité (à proximité de la résidence du patron ; foncier hérité ou acheté à prix modique...).
--	---	--

A partir de ces critères, les différents sites économiques ont été inventoriés et classés.

Les zones d'activité de grande capacité ou de rayonnement régional

Numéro sur la carte	Nom de la ZAE	Localisation	Maîtrise foncière	Activités dominantes	Surfaces occupées / aménagées (en ha)	Surfaces viabilisées cessibles (en ha)	Surfaces non aménagées (en ha)	Surfaces artificialisées entre 2005 et 2015	Commentaires
1	ZAC des Maisons Blanches	Limalonges	EPCI	Logistique	11,4	0	35	1,91	Carrefour et échangeur RD948 et RN10 ; gare de fret à 4 km ; grandes parcelles ; bassin d'emplois Sud de Poitiers et Nord d'Angoulême ; implantation station GNV programmée
2	ZA Champ Râteau et Beausoleil + Usines de Melle	Melle + Saint-Léger-de-la-Martinière	EPCI, privée	Industrie, chimie	47,19	3,71	7,08	0,28	Accès échangeur RD 948 ; carrefour RD948 et RD950 ; capacité de requalification et d'extension
3	ZI Les Chaillettes	Celles-sur-Belle	EPCI, privée	Industrie	18,80	0,00	5,13	18,80	Grandes parcelles ; capacité d'extension ; accès RD948

Numéro sur la carte	Nom de la ZAE	Localisation	Maîtrise foncière	Activités dominantes	Surfaces occupées / aménagées (en ha)	Surfaces viabilisées cessibles (en ha)	Surfaces non aménagées (en ha)	Surfaces artificialisées entre 2005 et 2015	Commentaires
4	Les Grandes Versannes	Mougon-Thorigné	EPCI	Industrie	11,57	0	16,92	0	Accès échangeur RD948 ; échangeur autoroutier à 8km ; 3 gares de fret dans un rayon de 20 km ; grandes parcelles ; bassin d'emplois Niortais et Mellois
5	ZA La Croix Ganne	Fressines	EPCI	/	0,00	9,35	2,37	9,35	Grandes parcelles ; échangeur autoroutier et gare de fret à 3 km ; complémentarité possible avec ZAE Atlansèvre La Crèche Site viabilisé mais pas occupé
Total					88,96	13,06	66,5	30,34	

Les zones associées aux bourgs structurants

Numéro sur la carte	Nom de la ZAE	Localisation	Maîtrise foncière	Activités dominantes	Surfaces occupées / aménagées (en ha)	Surfaces viabilisées cessibles (en ha)	Surfaces non aménagées (en ha)	Surfaces artificialisées entre 2005 et 2015	Commentaires
6	ZA de La Mine d'or	Brioux-sur-Boutonne	EPCI	Mixte	15,06	6,27	12,95	7,23	Proximité du bourg structurant, aménagement communautaires, capacité d'accueil de TPE-PME et d'extension
7	ZA Les Ombrails – La gare	Celles-sur-Belle	Commune de Celles-sur-Belle	Mixte	15,62	0	8,39	0	Proximité du bourg structurant, capacité d'accueil de TPE-PME et d'extension
8	ZA La Cigogne	Celles-sur-Belle	Commune de Celles-sur-Belle	Commerce dont GMS	8,54	0	5,81	0	Proximité du bourg structurant, spécialisation commerciale
9	ZA Pigeon Pierre	Chef-Boutonne	EPCI	Mixte	4,78	0,11	5,36	1,48	Proximité du bourg structurant, aménagement communautaires, capacité d'accueil de TPE-PME et d'extension
10	ZA Les Groies	Chizé	Commune de Chizé, privée, CD79	Artisanat, commerce	5,37	0	3,59	0	Proximité du bourg structurant, capacité d'accueil de TPE-PME et

									d'extension
Numéro sur la carte	Nom de la ZAE	Localisation	Maîtrise foncière	Activités dominantes	Surfaces occupées / aménagées (en ha)	Surfaces viabilisées cessibles (en ha)	Surfaces non aménagées (en ha)	Surfaces artificialisées entre 2005 et 2015	Commentaires
11	ZA de la Grande Plaine et des Grues	La Mothe-Saint-Héray	EPCI	Artisanat	7,18	1,77	7,81	0,85	Proximité du bourg structurant, capacité d'accueil de TPE-PME et d'extension
12	ZA de La Plaine du Château	Lezay	EPCI	Artisanat	21,05	0	5,97	3,88	Proximité du bourg structurant, capacité d'accueil de TPE-PME et d'extension
13	ZA du Pinier + ZA de La Colonne	Melle + Saint-Léger-de-la-Martinière	Privée, EPCI	Commerce dont (GMS), artisanat, tertiaire	19,57	3,34	1,97	5,94	Proximité du bourg structurant, spécialisation commerciale (dont GMS) et tertiaire, capacité d'accueil de TPE-PME, important potentiel de densification
14	ZA de La Chagnée + ZA de Lavaud	Melle + Saint-Martin-lès-Melle	Privée, EPCI	Commerce, artisanat, tertiaire	9,91	0	14,24	1,7	Proximité du bourg structurant, spécialisation commerciale (dont GMS) et tertiaire, capacité d'accueil de TPE-PME, important potentiel

Numéro sur la carte	Nom de la ZAE	Localisation	Maîtrise foncière	Activités dominantes	Surfaces occupées / aménagées (en ha)	Surfaces viabilisées cessibles (en ha)	Surfaces non aménagées (en ha)	Surfaces artificialisées entre 2005 et 2015	de densification
									Commentaires
15	ZA de La Gâtine + ZA du Chêne Gaurichon	Mougon-Thorigné	EPCI	Mixte, commerce dont GMS	11,48	0	10,48	2,23	Proximité du bourg structurant, capacité d'accueil de TPE-PME et d'extension
16	ZA de Périgné	Périgné	Privée, EPCI	Artisanat	2,87	0	5,72	1,91	Proximité du bourg structurant, capacité d'accueil de TPE-PME et d'extension
17	ZA de la Plaine de Limage	Sauzé-Vaussais	Commune de Sauzé-Vaussais, privée, EPCI	Mixte, commerce dont GMS)	35,00	1,6	0	6,47	Proximité du bourg structurant, capacité d'accueil de TPE-PME et d'extension, partie commerciale
Total					156,43	13,09	82,29	31,69	

Les zones de proximité

Numéro sur la carte	Nom de la ZAE	Localisation	Maîtrise foncière	Activités dominantes	Surfaces occupées / aménagées (en ha)	Surfaces viabilisées cessibles (en ha)	Surfaces non aménagées (en ha)	Surfaces artificialisées entre 2005 et 2015	Commentaires
18	ZA de Bel Air	Celles-sur-Belle (Verrines-sous-Celles)	EPCI	Artisanat	3,12	0,00	0,60	0,00	Site isolé en sortie de bourg, mitage de l'espace agricole et naturel
19	ZA La Voie Basse	Celles-sur-Belle	EPCI	Industrie agroalimentaire	6,62	0,00	2,88	0,00	Entourée par l'habitat, nuisances possibles si intensification du trafic routier poids lourds
20	ZA de la Boissière	Celles-sur-Belle	Commune de Celles-sur-Belle	Mixte	6,96	0,72	5,23	0	Située entre l'habitat et la RD948, extension limitée à court terme
21	ZA du Chemin Croizet Briette	Celles-sur-Belle	EPCI	Industrie	1,12	0,00	4,03	0,00	Site isolé en entrée de bourg, mitage de l'espace agricole et naturel

Numéro sur la carte	Nom de la ZAE	Localisation	Maîtrise foncière	Activités dominantes	Surfaces occupées / aménagées (en ha)	Surfaces viabilisées cessibles (en ha)	Surfaces non aménagées (en ha)	Surfaces artificialisées entre 2005 et 2015	Commentaires
22	ZA Route de Melle 2	Chef-Boutonne	Commune de Chef-Boutonne	Mixte	0,98	0,00	0,00	0,00	Site en entrée de bourg à requalifier
23	ZA Les Grapaudières	Chef-Boutonne (Lussais)	Commune de Chef-Boutonne	Automobile	2,15	0,00	0,00	0,00	Site isolé dans un village
24	ZA du Grand Mouton	Chef-Boutonne	EPCI	Artisanat	3,69	0,00	0,22	2,64	Site en entée de bourg avec peu de capacité d'extension
25	ZA Le Perrot	Chenay	EPCI	Artisanat	8,23	0,00	0,00	0,00	Site situé hors d'un bourg structurant, aucun aménagement en 10 ans
26	ZA Les Gruettes	Chey	/	Artisanat	1,24	1,65	0,00	0,55	Site situé hors d'un bourg structurant, difficulté pour vendre les parcelles viabilisées
27	ZA de Clussais-La	Clussais-la-Pommeraiie	Commune	Artisanat	1,43	0,00	0,85	0,00	Site situé hors d'un bourg structurant,

	Pommeraiie – La Brunettte								aucun aménagement en 10 ans
Numéro sur la carte	Nom de la ZAE	Localisation	Maîtrise foncière	Activités dominantes	Surfaces occupées / aménagées (en ha)	Surfaces viabilisées cessibles (en ha)	Surfaces non aménagées (en ha)	Surfaces artificialisées entre 2005 et 2015	Commentaires
28	ZA Paul Rullier	Fontenille-Saint-Martin-d'Entraigues	Commune	Mixte	8,00	0,00	1,77	0,56	Site situé hors d'un bourg structurant, pouvant entrer en concurrence avec les ZAE des bourgs structurants de Chef-Boutonne (5 km) ou de Brioux (8 km) car même profil d'entreprises
29	Route de Saint-Maixent	La Mothe-Saint-Héray	Commune	Artisanat, Commerce dont GMS	3,79	0,00	0,00	0,00	Site imbriqué dans l'habitat sans capacité d'extension
30	ZA Les Sablières (Ancienne Laiterie)	La Mothe-Saint-Héray	EPCI	Artisanat	8,67	0	6,19	0,92	Site en cours de requalification pouvant entrer en concurrence avec les ZA de la Grande Plaine et des Grues

Numéro sur la carte	Nom de la ZAE	Localisation	Maîtrise foncière	Activités dominantes	Surfaces occupées / aménagées (en ha)	Surfaces viabilisées cessibles (en ha)	Surfaces non aménagées (en ha)	Surfaces artificialisées entre 2005 et 2015	Commentaires
31	Anciennes laiterie et imprimerie	Lezay	EPCI	Artisanat	4,11	0,00	1,34	0,00	Site imbriqué dans l'habitat, à requalifier, pouvant entrer en concurrence avec la ZA de la Plaine du château
32	Marché aux veaux	Lezay	EPCI	Artisanat, commerce dont GMS	6,28	0,00	0,00	0,00	Site situé en entrée de bourg avec peu de capacité d'extension, à requalifier en partie
33	ZA de Mairé l'Evescault	Mairé-l'Evescault	EPCI	Mixte	1,03	0,00	2,25	0,00	Site situé hors d'un bourg structurant, aucun aménagement en 10 ans
34	ZA de Maisonnay	Maisonnay	EPCI	Artisanat	1,25	0,00	0,00	0,00	Site situé hors d'un bourg structurant, aucun aménagement en 10 ans
35	ZA Les	Mougon-Thorigné	EPCI	Mixte	5,25	0,00	10,54	0,56	Site situé entre l'habitat et la

	Jastreux et la Croix Pillet								RD948, pouvant entrer à moyen terme en concurrence avec les projets résidentiels et entraîner des conflits d'usages/de voisinage
Numéro sur la carte	Nom de la ZAE	Localisation	Maîtrise foncière	Activités dominantes	Surfaces occupées / aménagées (en ha)	Surfaces viabilisées cessibles (en ha)	Surfaces non aménagées (en ha)	Surfaces artificialisées entre 2005 et 2015	Commentaires
36	ZA de Paizay-le Chapt	Paizay-le-Chapt	commune	Artisanat	1,26	0,00	0,00	0,00	Site situé hors d'un bourg structurant, aucun aménagement en 10 ans
37	ZA des Champs Prieurs	Rom	EPCI	Artisanat	5,15	0,00	2,76	2,39	Site situé hors d'un bourg structurant, pouvant entrer en concurrence avec la ZAE structurante de Couhé (5km)
38	ZA Le Pérot	Saint-Martin-lès-Melle	EPCI	Commerce Artisanat	1,58	0,06	0,00	0,30	Située entre l'habitat et la RD948, extension limitée à court

									terme
Numéro sur la carte	Nom de la ZAE	Localisation	Maîtrise foncière	Activités dominantes	Surfaces occupées / aménagées (en ha)	Surfaces viabilisées / cessibles (en ha)	Surfaces non aménagées (en ha)	Surfaces artificialisées entre 2005 et 2015	Commentaires
39	ZA de Baudroux	Saint-Martin-lès-Melle	EPCI	Artisanat	4,10	3,71	0,00	1,02	Site sans capacité d'extension
40	ZA de la Terrière	Saint-Romans-lès-Melle	EPCI	Artisanat	2,10	0,00	7,05	0,00	Site situé hors d'un bourg structurant, aucun aménagement en 10 ans
41	ZA de Tauché-Sainte-Blandine	Tauché-Sainte-Blandine	EPCI	Artisanat	0,47	0,00	0,00	0,00	Site situé hors d'un bourg structurant, aucun aménagement en 10 ans
Total					88,58	6,14	45,71	8,94	

Les sites économiques indépendants

Numéro sur la carte	Nom de la ZAE	Localisation	Maîtrise foncière	Activités dominantes	Surfaces occupées / aménagées (en ha)	Surfaces viabilisées cessibles (en ha)	Surfaces non aménagées (en ha)	Surfaces artificialisées entre 2005 et 2015	Commentaires
42	ZA de Gournay	Alloinay	Privée	Logistique	16,58	0,00	0,00	0,91	Accès direct RD948 ; Site isolé, en cessation d'activité en 2020-2021 (requalification à prévoir)
43	ZA de Bellevue (Le Cerizat)	Chail	Privée	Mixte	5,43	0,00	0,00	0,00	Accès direct RD948 ; Site isolé
44	ZA Route de Melle 1 (Ent. Legrand)	Chef-Boutonne	Privée	BTP	3,50	0,00	0,00	0,00	Site isolé
45	ZA Chef-Boutonne Sud	Chef-Boutonne	Privée	Industrie du bois	6,59	0,00	0,00	0,00	Site avec besoins logistiques imbriqué dans l'habitat ; extension

									impossible
Numéro sur la carte	Nom de la ZAE	Localisation	Maîtrise foncière	Activités dominantes	Surfaces occupées / aménagées (en ha)	Surfaces viabilisées cessibles (en ha)	Surfaces non aménagées (en ha)	Surfaces artificialisées entre 2005 et 2015	Commentaires
46	ZA de Fontenille – Route de Tillou (sur le Cormier)	Fontenille-Saint-Martin-d'Entraigues	Privée, communale	Industrie du bois	2,00	1,66	0,00	2,00	Site en concurrence avec ZAE Paul Rullier
47	SARL Méponte	Melleran	Privée	Industrie du bois	2,57	0,00	0,00	0,00	Site en sortie de village
48	ZA de Messé	Messé	Privée	Transports	0,86	0,00	2,19	0,00	Site imbriqué dans l'habitat, au cœur d'un village
49	3 sites à Saint-Martin-les-Melle (Rabalot)	Saint-Martin-lès-Melle	Privée	Industrie, Logistique, Transports	9,54	0,00	5,07	0,19	3 sites non mitoyens avec besoins logistiques imbriqués dans l'habitat au sein d'un village ; activités peu compatibles avec l'habitat ; trafic poids lourds inadapté

									à la taille de la voirie
Numéro sur la carte	Nom de la ZAE	Localisation	Maîtrise foncière	Activités dominantes	Surfaces occupées / aménagées (en ha)	Surfaces viabilisées cessibles (en ha)	Surfaces non aménagées (en ha)	Surfaces artificialisées entre 2005 et 2015	Commentaires
50	SARL Blanchier	Saint-Médard	Privée	Métallerie/serrurerie	0,54	0,00	0,00	0,00	Site au cœur d'un village
51	ZA de Sauzé 1 et 2 (scieries Thébault et Provost)	Sauzé-Vaussais	Privée	Industrie du bois	9,81	0,00	0,36	0,25	Sites imbriqués dans l'habitat ; activités peu compatibles avec l'habitat
52	ZA de Secondigné sur belle (scierie Archimbaud)	Secondigné-sur-Belle	Privée	Industrie du bois	14,80	0,00	4,95	8,32	Intensité du trafic PL inadapté à la taille de la voie avec impact négatif sur le bourg de Périgné ; activité peu compatible avec l'habitat
53	SARL Briouxaise des bois	Vernoux-sur-Boutonne	Privée	Industrie du bois	1,57	0,00	0,00	0,00	Sites imbriqués dans l'habitat ; activités peu compatibles avec l'habitat

Numéro sur la carte	Nom de la ZAE	Localisation	Maîtrise foncière	Activités dominantes	Surfaces occupées / aménagées (en ha)	Surfaces viabilisées cessibles (en ha)	Surfaces non aménagées (en ha)	Surfaces artificialisées entre 2005 et 2015	Commentaires
54	ZA de Ponthioux	Villefollet	Privée	Agronomie	3,80	0,00	7,28	3,80	Site isolé
55	Scierie de Virollet	Villiers-en-Bois	Privée	Industrie du bois	1,83	0,00	0,00	0,00	Situé entre l'habitat et Zoodyssée, sans capacité d'extension et accès routier difficile
Total					79,42	1,66	19,85	15,47	

Type de zones	Surfaces aménagées et occupées (en ha)	Surfaces viabilisées cessibles (en ha) (considérées comme aménagées)	Surfaces non aménagées (en ha) : Réserve foncière	Surfaces artificialisées entre 2005 et 2015 (ha)
ZAE de grande capacité ou de rayonnement régional	89	13	64	30
ZAE associées aux bourgs structurants	156	13	82	32
ZAE complémentaires	89	6	46	9
Sites indépendants	79	2	20	15
Total	413 447	34	212 214,36	86 86,43

Valoriser l'existant, améliorer les connaissances et la prospective

Au regard du nombre et de la diversité des sites déjà implantés, il est peu probable que la construction de nouveaux sites soient nécessaires au cours des quinze prochaines années.

Il apparaît prioritaire de vendre les parcelles déjà viabilisées, pour lesquelles la collectivité a investi, mais également de se focaliser sur certains sites d'un point de vue stratégique.

En effet, à part sur Melle (usines de Melle), le territoire ne dispose pas vraiment de site de rayonnement régional ou national. Pour autant plusieurs sites en ont le potentiel du fait de leur localisation et de leurs capacités foncières. Le développement de la ZAE des Maisons Blanches par exemple pourrait être un moyen de rétablir un certain équilibre socio-économique en apportant du dynamisme sur la partie la plus vieillissante du territoire et en renforçant les liens inter-territoires avec le Ruffécois et le Civraisien.

De plus, pour clarifier l'offre proposée aux entreprises et pour préserver le foncier agricole, il paraît important d'aménager les nouvelles parcelles principalement dans les ZAE associées aux bourgs structurants, en veillant à ne pas multiplier les sites et à éviter qu'ils n'entrent en concurrence entre eux.

En conclusion, à l'heure actuelle, il apparaît clairement que le manque de connaissance du tissu économique devrait être comblé **par une étude sur l'attractivité économique du territoire** :

- en analysant la situation des entreprises (vitalité, croissance, concurrence, foncier, immobilier) tant dans les centres-bourgs que dans les ZAE ;
- en réalisant une prospective sur les filières et les innovations susceptibles de se développer, sur les besoins futurs des entreprises ;
- en recensant les friches ;
- en redessinant le contour de chaque ZAE et en élaborant une stratégie de veille et de maîtrise foncière ;
- en réalisant un géoréférencement des données collectées et en créant un observatoire du foncier et des entreprises.

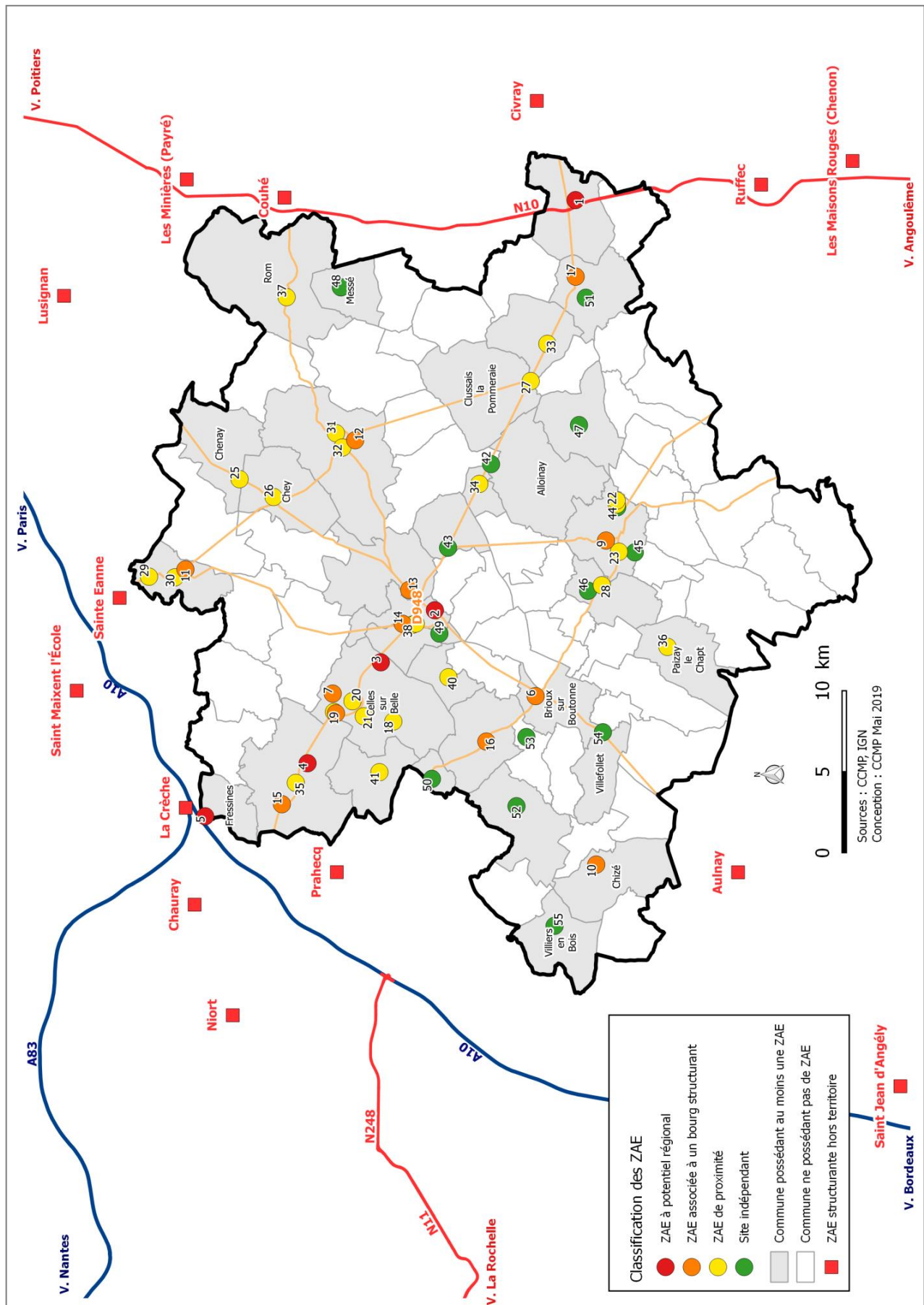


Figure 97 : Localisation des zones d'activités selon la classification proposée ci-dessus foncières (Source : Mellois en Poitou)

1.5 Les actions réalisées ou en cours de réalisation

Actions et outils transversaux de développement économique :

- > Aménagement de secteurs stratégiques :
 - o Le Pinier à Saint-Léger de la Martinière, en extension de la zone d'activités de la Colonne à vocation commerciale et artisanale. Le secteur du Pinier se situe entre la caserne des pompiers et Mr Bricolage.
 - o La Chagnée, zone artisanale localisée sur Melle.
- > Réaménagement du Champ Rateau Ecopôle à Melle, incluant la construction de 3 bâtiments relais.
- > Reconversion de la laiterie de Lezay : en 2019, 15 % du site est occupé par une entreprise de fourniture de matériel de plomberie professionnelle adossée à une plate-forme de vente sur internet. L'activité pourrait potentiellement s'étendre à 30 % du site. Les 70% restants du site devraient être démolis en raison de problèmes structurels (amiante, vétusté). En tant que propriétaire, cette démolition incombera à la communauté de communes.



- > 8 Ateliers relais éco-construits identitaires du Pays Mellois : 3 ateliers à Melle, 3 ateliers à Brioux sur Boutonne, 1 à Melleran et 1 à Sauzé-Vaussais. Localisés à proximité des grands axes RN 10, D948 et D950, ils sont rapidement connectés aux autoroutes A 10 et A83.



Source : Ateliers Relais de Melle –

Crédit Photo Pays Mellois

- Des outils de communication développés par le Pays Mellois :
- Site internet, plaquettes, kakémono, banderoles....
- Salons croissance verte
- Signalétique commune : totem ZA



- Gestion prévisionnelle territoriale des emplois et des compétences (GPECT) sud 79 sur 4 filières économiques : Métallurgie, agro-alimentaire, transport – logistique, industrie informatique et créative
- Dispositifs d'aides financières :
- pour le démarrage d'une activité : Bourse Régionale Désir d'Entreprendre (BRDE), Pays Mellois Initiatives qui est un prêt d'honneur à taux zéro.
- pour l'investissement des entreprises locales : Convention Régionale de Développement de l'Emploi par l'Economie pour les Petites Entreprises (CORDEE – TPE)
- Passage des Communautés de Communes du Mellois et du Cœur du Poitou à la Fiscalité Professionnelle Unique (FPU) au 01 Janvier 2016 ou 2017.
- Actions sur la transmission et la reprise d'entreprises

Zoom sur le projet de gestion prévisionnelle territoriale des emplois et des compétences territoriale (GPECT) sur le sud Deux-Sèvres dans des domaines ciblés

Les **deux Comités de Bassin d'Emplois (CBE) du Niortais et du Mellois** ont constaté la nécessité de réaliser ensemble une action de GPEC Territoriale auprès des entreprises de leurs deux territoires afin de prendre en compte la réalité des échanges quotidiens des populations et des actifs entre ces 2 bassins :

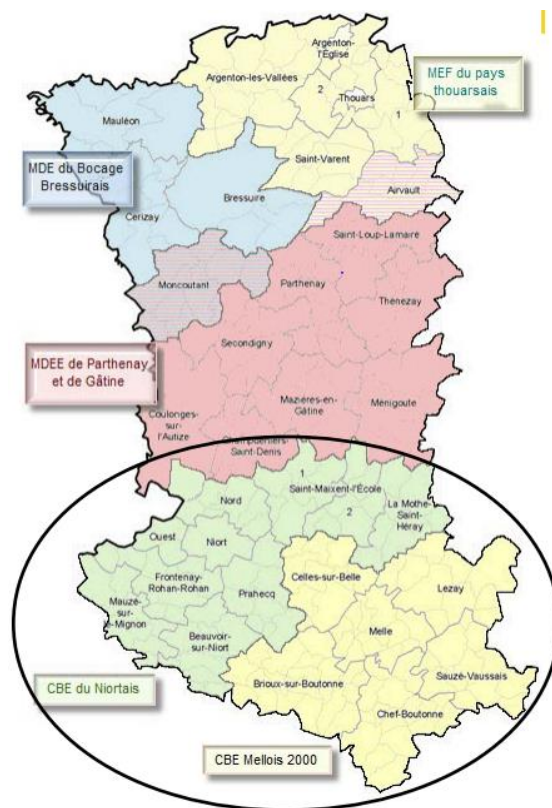
- Un diagnostic partagé a été menée en 2009 par le CBE du Mellois,
- Une étude relative à la revitalisation du bassin économique Niortais a également été réalisée sur le territoire du CBE du Niortais en 2009 suite à la perte de près de 1 000 emplois avec la fermeture de la CAMIF.

Il a été fait le choix de se concentrer sur **4 filières de l'économie non-présentielle qui représentent 12,30 % des emplois du territoire** :

- Industrie agroalimentaire,
- Transports et logistique,
- Métallurgie,
- Informatique et industries créatives.

L'objectif de l'opération était de **permettre la mobilisation des partenaires du territoire** autour d'un diagnostic partagé conduisant par la suite à dégager plusieurs orientations de travail opérationnelles en vue de :

- Promouvoir les filières et les métiers du territoire,
- Être en mesure d'analyser les évolutions des métiers et des postes de travail,
- Construire un processus d'information, de formation, de recrutement et d'intégration en entreprise répondant aux besoins en ressources humaines à venir des filières choisies,
- Promouvoir des dispositifs de gestion des ressources humaines et de GPEC au sein des entreprises, et principalement des TPE-PME,
- Créer et animer un réseau de partenaires du territoire mobilisés autour de cette dynamique de filières et d'emplois



Il ressort de ce projet de GPECT des enjeux croisés entre les besoins en ressources humaines des entreprises, les filières et le territoire étudié (cf. tableau suivant).

Problématiques	Enjeux filières	Enjeux territoire
Attractivité du territoire	<ul style="list-style-type: none"> - Difficultés à recruter certains types de salariés (ex. cadres) dans certains secteurs (ex. informatique) 	<ul style="list-style-type: none"> → Déficit d'image économique du territoire → Manque d'attractivité du Territoire pour attirer et retenir certains salariés (cadres)
Démographie et vieillissement de la population	<ul style="list-style-type: none"> - Départ à la retraite des générations du baby-boom - Question de la transmission des compétences en interne - Question du maintien dans l'emploi du personnel senior 	<ul style="list-style-type: none"> - Croissance démographique - Enjeux de transmission/reprise d'entreprises - Enjeux liés à l'orientation professionnelle des jeunes
Evolution des métiers	<ul style="list-style-type: none"> - Elévation du niveau des exigences professionnelles - Développement de besoins en nouvelles compétences (automatisation, innovation, qualité, environnement) - Accès des salariés à la formation (plans de formation) - Enjeux de mobilité interne des salariés - Accompagnement des reconversions professionnelles 	<ul style="list-style-type: none"> - Faiblesse des niveaux de qualification (surtout dans le Mellois) - Comment développer des qualifications en adéquation avec les besoins des entreprises ?
Difficultés de recrutement sur certains postes	<ul style="list-style-type: none"> - Question de la pénibilité du travail (enjeux d'amélioration des conditions de travail) - Déficit d'image de certains métiers (enjeu de communication) - Manque de motivation au travail sur les postes de 1ers niveaux de qualification - Déficit de formation adaptées aux qualifications demandées 	<ul style="list-style-type: none"> → Difficultés de recrutement des entreprises dans certains secteurs (logistique, agroalimentaire, métallurgie, etc.) <ul style="list-style-type: none"> o Main d'œuvre inadaptée ? o Dévalorisation des métiers ? → Eloignement domicile-travail et déplacement des actifs
Déficit d'image de certains secteurs	<ul style="list-style-type: none"> - Méconnaissance de certains métiers - Mauvaise image, surtout chez les jeunes des métiers de la production et des métiers manuels 	<ul style="list-style-type: none"> - Enjeux de diversification des secteurs économiques du territoire vers certains filières qui ne sont pas mises en avant aujourd'hui (ex. secteur industriel)
Sécurisation des parcours professionnels	<ul style="list-style-type: none"> - Pénibilité de certains postes et difficulté de reclassement interne - Travail autour de la transposabilité des compétences et des qualifications (ex. CQP interbranche) - Décloisonnement des métiers supports (mutualisation des formations, ...) - Meilleure utilisation des plans de Formation - Accompagnement particulier des salariés les moins qualifiés 	<ul style="list-style-type: none"> - Enjeux liés à la transmission des compétences en interne - Faciliter les reconversions économiques

Source : CBE Mellois 2000, avril 2012

1.6 Actions spécifiques orientées sur les filières réalisées, à conforter et à développer

Filière éco-construction, éco-matériaux :

- > L'éco-construction est un élément capital du développement économique durable du territoire. Le territoire compte plusieurs bâtiments éco-construits qui constituent des lieux de formation en éco-construction.
- > Plusieurs projets ont obtenu le label « Pôle d'Excellence Rurale » : la réhabilitation du Moulin du Marais à Lezay, la maison de Paille à Prailles et la base nautique éco-construite à proximité du plan d'eau du Lambon.



Photo de la salle de spectacle du Moulin du Marais (Source : Pays Mellois)

- > Annuaire et cartes des acteurs de l'éco-construction sur le Pays Mellois
- > Forum Énergies Plurielles en 2012 sur la thématique « Construire, produire et consommer autrement » avec au programme des conférences (scénarios Afterres2050, Négawatts, énergie citoyenne), ateliers, démonstrations, visites et stands
- > Un film sur la filière Chanvre et deux films sur les filières Brique de Terre Crue comprimée (BTC) et le bois construction
- > Membre du cluster éco-habitat et du pôle des éco-industries

- > Émergence de projet production de parpaing de chanvre
- > Formations liées à l'éco-construction au CFPPA de Melle (emplois de Technico-commercial)
- > Création d'un réseau régional construction paille

Filière énergies renouvelables :

- > Annuaire et cartes des acteurs des énergies renouvelables sur le Pays Mellois
- > Cartes des chaufferies bois et des installations en énergie renouvelable
- > Plan Initiatives Climat & CLIM'AGRI® : Depuis 2012, le Pays Mellois s'est engagé dans une démarche dénommée « Clim'Agri® » dont l'objectif est d'actualiser les données de consommations d'énergie et d'émissions de gaz à effet de serre (GES) du secteur agricole afin de définir un programme d'actions concret et efficace sur ces deux domaines
- > Conseil en énergie partagée par le Pays Mellois de 2011 à 2014
- > Plan d'approvisionnement Territorial en bois énergie
- > 2 projets de méthanisation.
- > Panneaux photovoltaïques en toiture et au sol
- > 1 film sur la filière bois énergie

Filière agro-alimentaire :

- > Travail pour orienter l'agriculture vers la transformation agro-alimentaire
- > Introduction de produits locaux dans l'approvisionnement des cantines du Pays Mellois
- > Implantation de l'entreprise Deleplanque pour produire des semences de betterave sucrière en zone d'aménagement différé (ZAD)
- > Implantation de la fromagerie Beillevaire à Fontenille
- > Travail avec l'entreprise Dupont pour la substitution en circuit court de sa matière première pour fabriquer la gomme de Xanthane

Filière éco-produit et éco-conception

- > Démarche d'écologie territoriale initiée avec 30 entreprises afin d'examiner leurs différents flux (matières premières, énergie, eau, déplacements, déchets). L'objectif est d'envisager de créer des synergies entre les entreprises pour générer de nouvelles activités et du développement collectif.
- > Démarche d'écologie Industrielle sur la valorisation des déchets : bois énergie (connexes et autres), déchets verts (JENALL, projets de Méthanisation, Eco-Ethanol,...), boues-pollutions (VALTERRA), 2 projets de recyclage de matériaux inertes de chantier de TP (seconde vie de produits).

Zoom sur la démarche d'écologie territoriale

Soucieux de développer l'économie de son territoire de manière durable, le Pays Mellois a décidé, début 2013, de se lancer dans une démarche d'écologie territoriale. Les objectifs sont multiples : examiner les flux (matières premières, énergie, eau, déplacements, déchets) pour ensuite envisager de **créer des synergies entre les entreprises pour générer de nouvelles activités et du développement collectif**.

Le Pôle des Éco-Industries de Poitou-Charentes a assuré l'accompagnement technique et méthodologique de ce projet collaboratif, où ont été associées les 3 chambres consulaires départementales (Chambre de Commerces et d'Industrie, Chambre de Métiers et de l'Artisanat et Chambre d'Agriculture) ainsi que l'ADEME, la Direction Départementale des Territoires et la DREAL. 30 entreprises de toute taille et de pratiquement tous les secteurs d'activités opérant des activités de transformation ont été enquêtées.

Les principales filières du territoire sont mises à contribution dans cette démarche :

- > Une filière agro-alimentaire
- > Une filière éco-procédés (méthanisation, recyclage des matériaux de chantiers, activités liées à l'environnement)
- > Les filières organisées de l'éco-matériaux à l'éco-construction (chanvre, bois, bloc de terre crue)

Atouts	Chiffres clés
<ul style="list-style-type: none"> > Des emplois en augmentation générale > 6 pôles d'emplois avec le pôle Mellois (Melle, Saint-Léger, Saint-Martin) dominant > Un taux de chômage global relativement faible et en diminution sur l'ensemble du Mellois en Poitou, des ex-communautés de communes au contact du pôle niortais 	<p>13 439 emplois en 1999 contre 14 097 en 2010 (+0,4%/an) et 13 597 en 2016</p> <p>3 220 emplois environ sur</p>

<p>qui connaissent les moins forts taux de chômage</p> <ul style="list-style-type: none"> > Une majorité d'emplois tertiaires et un secteur de la construction en forte expansion > Une démarche d'écologie territoriale lancée début 2013 pour maintenir l'emploi et créer des activités économiques à partir des propres ressources du territoire > Le projet de gestion prévisionnelle territoriale des emplois et des compétences territoriale (GPECT) sud Deux-Sèvres sur 4 secteurs d'activités > 44 zones d'activités dont 6 zones d'activités intercommunales à vocation régionale 	<p>le pôle Mellois, soit près de 23% des emplois du territoire</p> <p>Taux de chômage de 11,8% en 1999 contre 9,7% en 2010 (12,1% en France)</p> <p>63% des emplois en 2010 concernent les domaines de l'administration publique, de l'enseignement, de la santé, de l'action sociale, du commerce, des transports et services divers (65% en 2016)</p>
<p>Faiblesses</p> <ul style="list-style-type: none"> > Une tendance globale à la résidentialisation et qui s'accroît sur la dernière période > Des déplacements domicile-travail importants principalement à destination de Niort > Une décroissance importante du secteur industriel, mais un secteur qui demeure important > Une non spécialisation des zones d'activités > Des zones d'activités peu qualitatives > Des réserves foncières importantes, inégalement réparties et peu stratégiques 	<p>Augmentation globale du nombre d'emplois moins importante entre 1999 et 2010 (+ 0,4% par an) que l'augmentation globale du nombre d'actifs (+ 1,3% par an). Ralentissement encore plus marqué entre 2010 et 2016.</p>
<p>Enjeux</p> <ul style="list-style-type: none"> > Ancrer dans la durée les créateurs et les jeunes entreprises sur le territoire du Mellois en Poitou > Accroître la capacité et l'attractivité économique du territoire en renforçant l'accompagnement des filières éco-construction, agro-alimentaire, énergies renouvelables, éco-procédés > Créer une identité économique à l'échelle du Mellois en Poitou (outils communs, communication commune, parti architectural des ateliers relais identique) > Optimiser les zones d'activités existantes et limiter la consommation d'espace à vocation d'activités > Requalifier et animer les ZA existantes pour les dynamiser > Orienter et prioriser les ZA > Réfléchir à la mutation des friches industrielles présentes et à venir > Favoriser l'accessibilité à l'eau pour attirer de nouvelles activités économiques (maraîchage, agro-alimentaire...) 	<p>83,5 emplois pour 100 actifs en 1999 contre 75,8 en 2010 et 73 en 2016</p> <p>590 emplois industriels perdus entre 1999 et 2010, soit -23%, mais l'emploi industriel représente toujours 14% des emplois</p> <p>380 hectares déjà occupés, soit environ 0,3% du territoire mellois ; 175 ha disponibles viabilisés ; 126 ha de réserves</p>

UNE TENDANCE GLOBALE A LA RESIDENTIALISATION ET QUI S'ACCENTUE MAIS DES POLES D'EMPLOIS IMPORTANTS QUI STRUCTURENT LE TERRITOIRE

Une tendance globale à la résidentialisation

Phénomène de résidentialisation : les communes ont un nombre d'actifs supérieur au nombre d'emplois

Secteurs connaissant une perte d'emplois entre 1999 et 2010

Secteurs connaissant un gain d'emplois entre 1999 et 2010

Les pôles d'emplois rayonnant sur le territoire

6 pôles d'emplois liés à l'importance du nombre d'emplois et/ou la forte croissance de l'emploi entre 1999 et 2010

Pôles d'emplois voisins ayant une influence sur le Pays

Une répartition des principales zones d'activités liée au réseau viaire

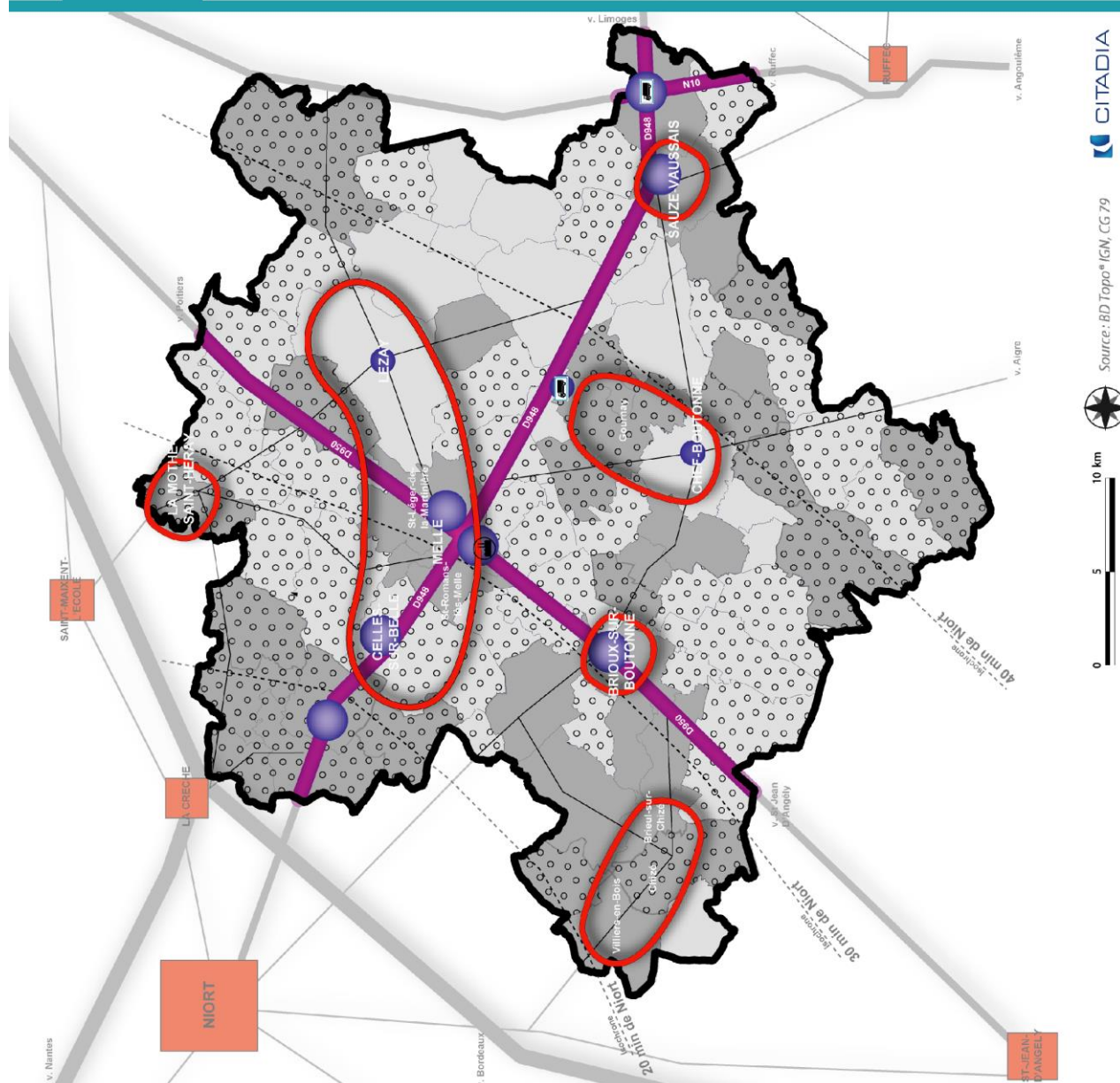
Réseau viaire structurant

Localisations des principales zones d'activités économiques du territoire

Une économie spécialisée

Transports - logistique

Chimie - Caoutchouc - Plastiques



1.7 Fonctionnement et pérennité de l'activité agricole et forestière

Sources : Porter à connaissance de l'Etat, Diagnostic des consommations énergétiques et des émissions de gaz à effet de serre sur le Mellois en Poitou réalisé à l'aide de l'outil ClimAgri (ADEME), Agreste 2010, RPG 2012, INSEE 2010

Un territoire à vocation agricole

Le Mellois en Poitou est un territoire essentiellement rural où **les surfaces agricoles représentent 91 519 ha soit 71% de la surface totale en 2013** (selon la base de données Registre Parcellaire Graphique 2013), contre 64% au niveau régional et seulement 51% au niveau national. Le ratio de 1,94 ha de SAU par habitant (contre 0,95 en région et 0,43 en France) confirme le caractère rural du Mellois en Poitou.

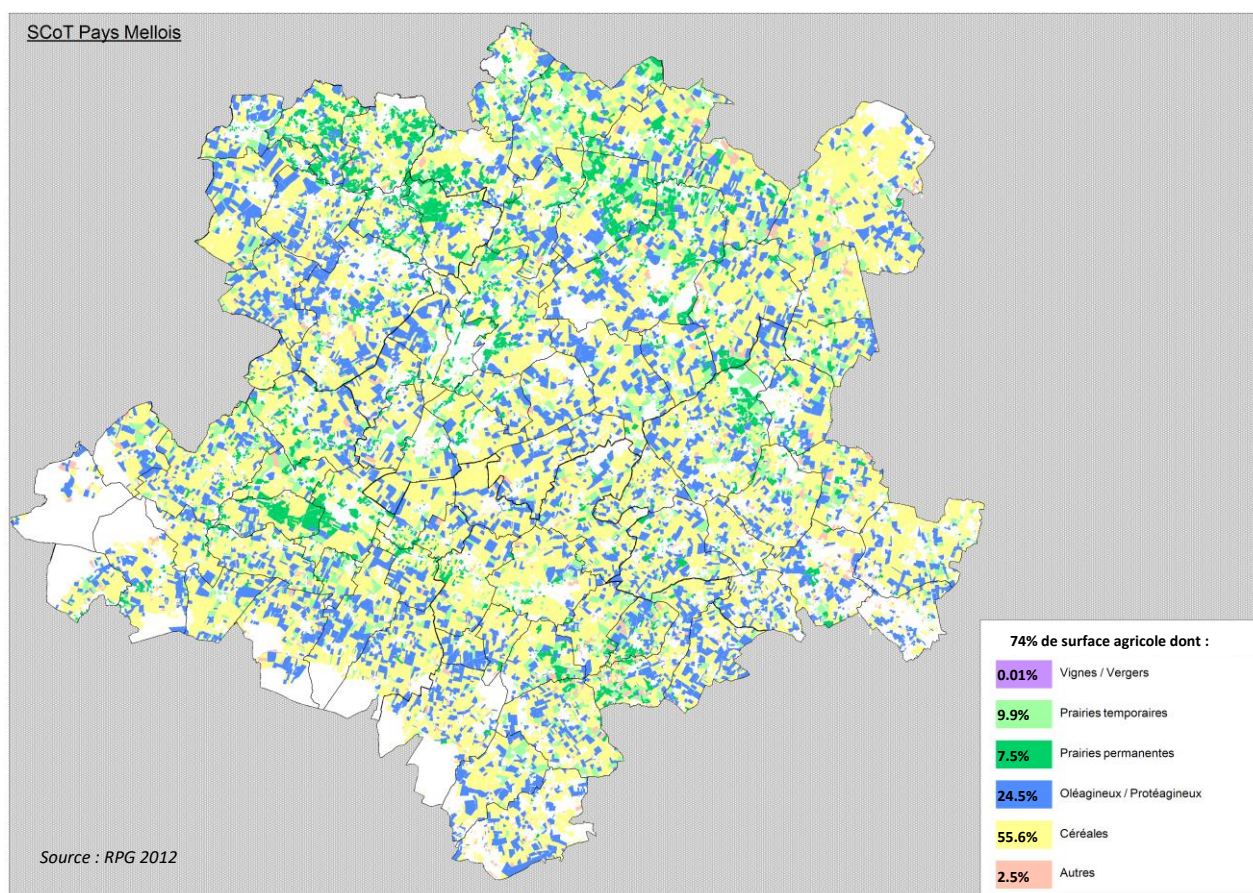


Figure 98 : Surfaces agricoles selon le type de cultures

Cette carte met en lumière plusieurs constats, en 2012 :

- > **Les surfaces agricoles sont réparties sur l'ensemble du territoire.**
- > **La culture céréalière représente la principale occupation des sols agricoles (55,6%).**
- > **Les surfaces de prairies ne représentent que 17% des surfaces agricoles, caractérisant le développement modéré de l'élevage en pâturage.**

> **Les surfaces agricoles consacrées à la viticulture et au maraîchage sont négligeables.**

Par ailleurs, la Communauté de Communes recense de **nombreuses coopératives agricoles** (lait, viande, céréales), **l'un des plus grands marchés aux bestiaux de l'ouest** de la France (à Lezay) et des **abattoirs** à Celles-sur-Belle.

Le territoire du Pays Mellois est par ailleurs couvert par deux appellations d'origine contrôlée et protégée (AOC et AOP). Ces labels de qualité valorisent la production locale et le terroir.

L'Appellation d'Origine Contrôlée (AOC) et l'Appellation d'origine protégée (AOP) désignent un produit dont toutes les étapes de fabrication sont réalisées selon un savoir-faire reconnu dans une même zone géographique, qui donne ses caractéristiques au produit (l'AOP étant l'équivalent européen de l'AOC). Le Pays Mellois bénéficie des AOP/AOC suivantes :

- **Chabichou du Poitou** : concerne la quasi-totalité du territoire du Pays Mellois : la totalité des communautés de communes du Mellois, Cœur du Poitou, Celles-sur-Belle et une partie de la communauté de communes du Val de Boutonne (communes concernées : Asnières-en-Poitou, Breuil-sur-Chizé, Brioux-sur-Boutonne, Chérigné, Ensigné, Juillé, Luché-sur-Brioux, Lusseray, Paizay-le-Chapt, Périgné, Secondigné-sur-Belle, Séigné, Vernoux-sur-Boutonne, Villefollet, Villiers-sur-Chizé)
- **Beurre de Charentes Poitou** : concerne tout le Pays Mellois

Ces appellations apportent divers avantages pour les exploitants du Pays Mellois.

Le premier est d'ordre commercial : l'appellation permet pour le consommateur une meilleure reconnaissance du produit issu d'une zone géographique bien déterminée, fabriqué et conditionné selon un mode de production spécifique. Le consommateur a l'assurance que le produit est conçu selon un cahier des charges strict, un gage de qualité et une garantie du caractère spécifique du terroir dont il provient.

Le second avantage est plutôt d'ordre social et juridique et s'adresse aux producteurs et professionnels de la filière : ces appellations assurent en effet une protection contre une concurrence déloyale, tout en reconnaissant leur savoir-faire et en préservant leur activité sur le territoire local. L'AOP établit un lien indissociable entre le produit et la zone géographique où il a été cultivé et fabriqué si bien que toute délocalisation est interdite et qu'elle permet de maintenir un tissu rural fragilisé et de développer ces zones.

Les exploitants doivent répondre à un cahier des charges contraignant pour pouvoir prétendre à une appellation d'origine de leurs produits et des contrôles sont réalisés pour vérifier la qualité des produits de manière régulière.

Le **Chabichou du Poitou** est un petit fromage de chèvre spécifique à la zone Haut Poitou calcaire, l'AOP Chabichou du Poitou a été reconnue par décret en 1990 et il obtient l'AOP en 1996. Dans la région Poitou-Charentes, on compte environ 1200 emplois dans ce secteur, et la production par an s'élève à 35 000 hectolitres de lait pour plus de 2 686 000 fromages.

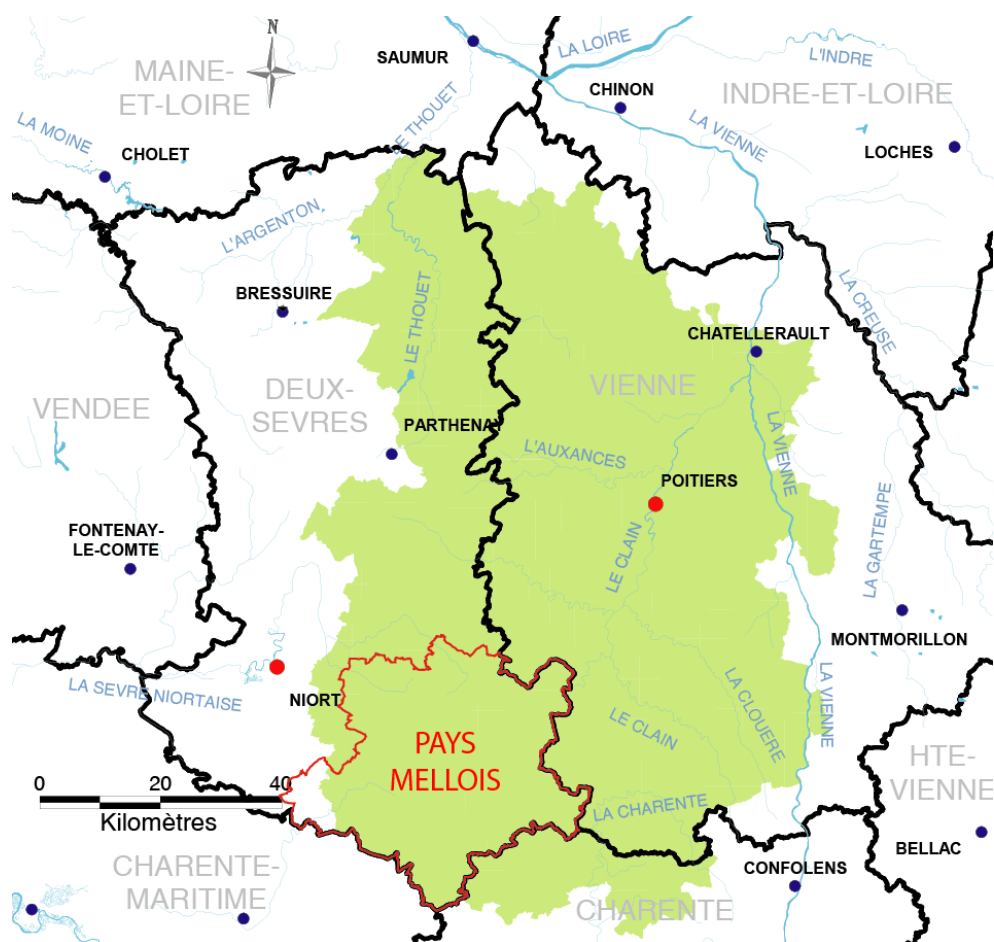


Figure 99: Aire géographique de l'AOC Chabichou du Poitou (source : INAO)

450 élevages caprins sont situés dans la zone d'appellation, avec 7 laiteries-fromageries spécialisées, dont 4 dans le Pays Mellois : la Fromagerie de Fontenille (Fontenille-Saint-Martin-d'Entraigues), la Coopérative Laitière de la Sèvre (Celles-sur-Belle), la Fromagerie des Gors (Melle), et la fromagerie des Murets (La Mothe-Saint-Héray). Deux producteurs-fermiers sont également présent sur le territoire du Pays Mellois : l'exploitation de Paul Georgelet (Villemain), et le Gaec des Trois Villages (Secondigné-sur-Belle).

La zone du Haut-Poitou calcaire marque la transition entre le Bassin Parisien et le Bassin Aquitain. Il s'agit du seuil du Poitou qui joint l'extrémité du Massif Armoricaïn au Limousin, rattaché au Massif Central. Le Chabichou est lié à ce site géologique : la production de Chabichou se développe essentiellement sur les terrains calcaires du Haut-Poitou, constitué essentiellement de plaines et de plateaux, où s'est développée la production caprine.

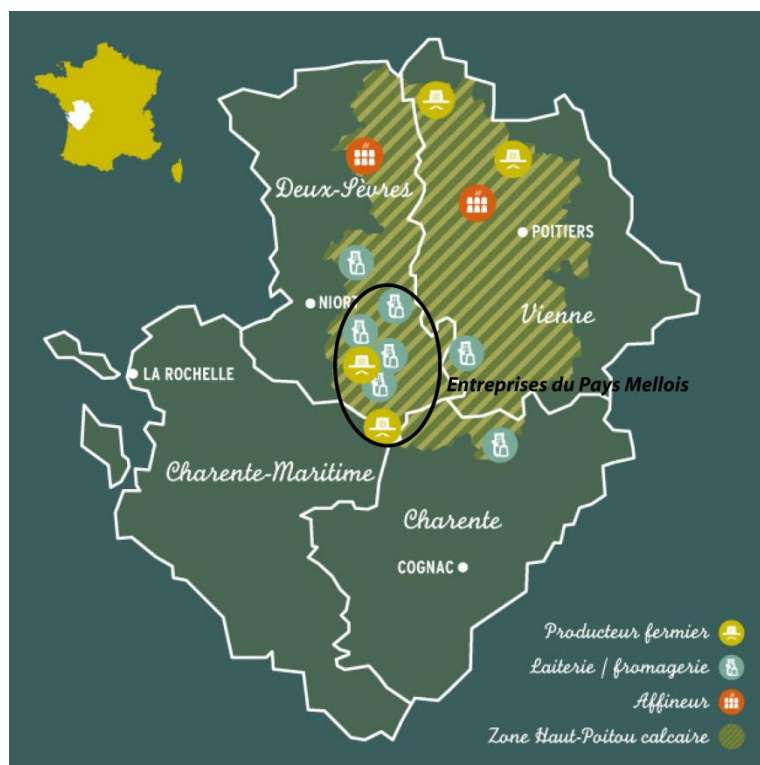


Figure 100: Répartition des entreprises relatives à l'AOP Chabichou du Poitou (source : chabichou-du-poitou.eu)

L'aire d'Appellation d'Origine Contrôlée se caractérise par une homogénéité due à un certain nombre de critères :

- tradition d'élevage caprin et de fabrication du Chabichou du Poitou,
- facteurs du milieu naturel concordants et similaires au lieu d'origine du fromage,
- entité économique du point de vue de l'implantation des producteurs, du cheptel caprin et des transformateurs

Le **Beurre de Charentes Poitou** est le 1^{er} beurre français à avoir obtenu une AOC. C'est un beurre de couleur jaune pâle, au goût de noisette.

Il est fabriqué exclusivement à base de crème de lait provenant des départements de la Charente, Charente-Maritime, Deux Sèvres, Vienne et Vendée. Il est très utilisé pour élaborer industriellement des pâtes feuilletées, en raison de sa fermeté. Il a obtenu une AOC en 1979 et l'AOP trente ans plus tard, en 2009.

L'aire géographique de cette AOC s'étend sur environ 4 000 000 ha sur la région Poitou-Charentes, et couvre en totalité le département des Deux-Sèvres et le Pays Mellois.

Près de 80 % de la production laitière provient de vaches de race Prim'Holstein, le reste du litrage est issu principalement de vaches Normandes.

Le cahier des charges définit les conditions d'élaboration et son aire géographique de production tout un processus de fabrication qui y est précisé, de la collecte du lait, à l'écémage, la pasteurisation et enfin le processus de fabrication du Beurre Charentes-Poitou.

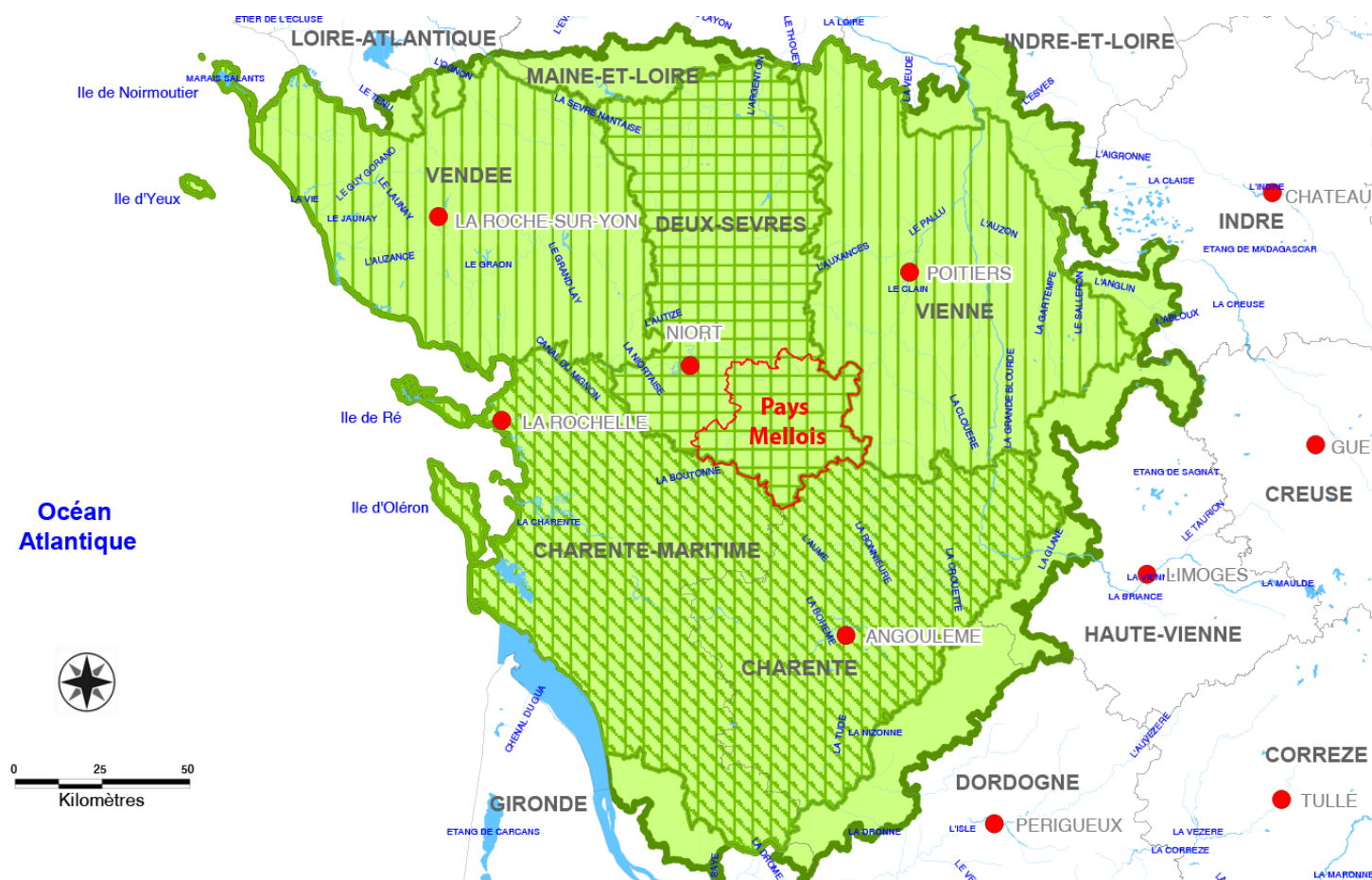
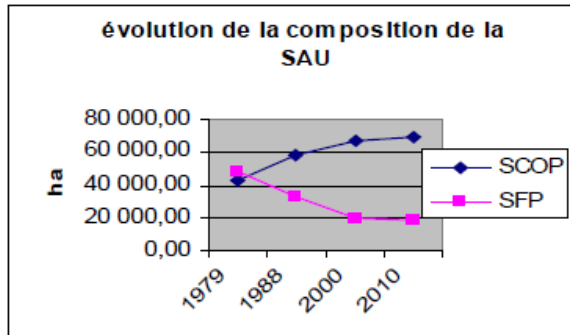


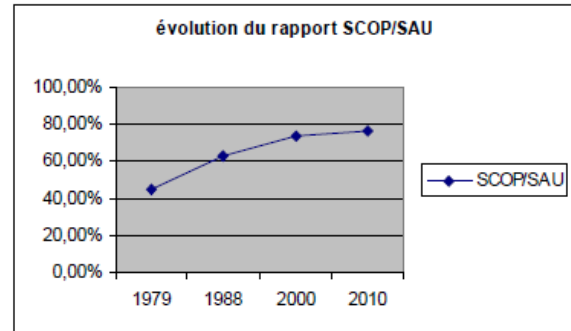
Figure 101 : Aire géographique de l'AOC Beurre Charentes Poitou (source : INAO)

La mutation des pratiques agricoles sur le Mellois en Poitou

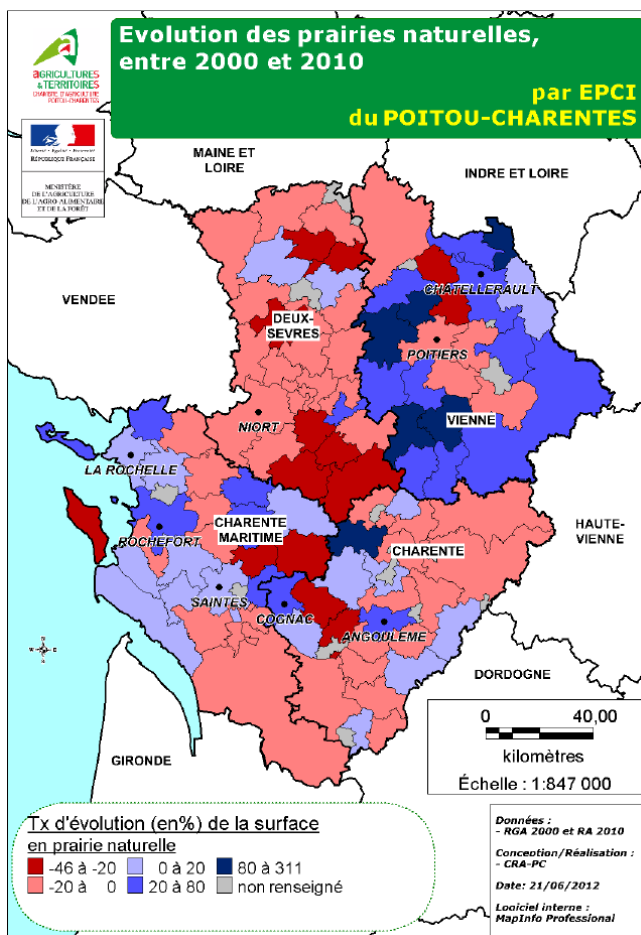
La vocation marquée du Mellois en Poitou pour l'agriculture a profondément évolué ces 30 dernières années (1979 – 2010). **Les prix des céréales bousculent cette région traditionnelle de l'élevage.** En effet, **la Surface en Prairie (SFP) et ainsi l'élevage d'herbivores chutent** (48 000 ha en 1979 à 16 650 ha environ en 2010) **au profit de la culture céréalière.** En 1979, la Surface en Céréales, Oléagineux et Protéagineux (SCOP) occupait 45% de la SAU alors qu'elle en occupe 82% en 2010, en passant de 42 000 ha à 76 470 ha environ.



Source : Porter à la connaissance de l'État



Source : Porter à la connaissance de l'État



Comme l'illustre la carte ci-contre de l'évolution des prairies naturelles en Poitou-Charentes entre 2000 et 2010 (Source : RGA 2000 et RA 2010 / réalisation : CRA-PC), la conversion agricole a particulièrement été ressentie sur le Mellois en Poitou.

L'élevage a donc globalement régressé entre 1979 et 2010. Toutefois, si l'on observe une diminution des effectifs d'herbivores, les effectifs de certains hors-sol (truies, volailles) ont augmenté :

> Herbivores :

- Le troupeau **ovin** perd 80 % de ses effectifs par rapport à 1979 : il ne reste que 2 000 brebis en 2010. Il est à noter également que les ovins sont présents en proportion bien plus faible que sur l'ensemble du territoire régional.
- L'effectif **caprin** diminue également de 20 % en perdant 10 000 chèvres : le troupeau du territoire se situe à 41 000 chèvres en 2010. Il reste cependant le cheptel le plus important du mellois et est présenté en proportion largement supérieure que sur l'ensemble de la France et de la région.
- Le nombre de **bovins** baisse de 50%, avec 30 000 têtes restantes en 2010.
- L'effectif **vaches laitières** (VL) a diminué de presque 75 % pour se situer à 5 500 têtes en 2010.
- A l'inverse, l'effectif de **vaches allaitantes** (VA), croît de 30 % (+ 1 500 VA) pour se situer à 7 000 têtes. Cette production reste malgré tout modeste sur ce territoire.

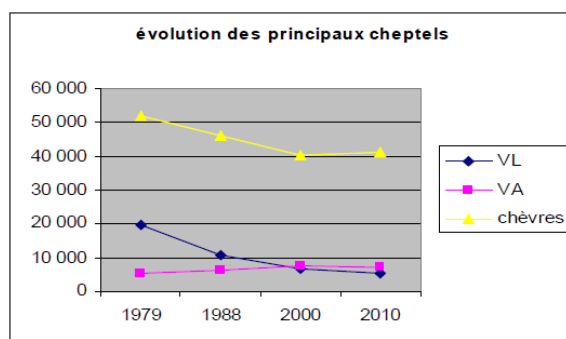


Figure 102 : Evolution des principaux cheptels (Source : Porter à la connaissance de l'État)

L'élevage caprin revêt une grande importance dans la région Poitou-Charentes et plus particulièrement dans le département des Deux-Sèvres et le Pays Mellois. Historiquement, cet élevage s'est installé de manière plus marquée que l'élevage bovin à cause des amendements calcaires qui rendaient difficiles l'élevage des vaches. L'élevage de chèvres permettait une valorisation de ces milieux difficiles et s'est donc fortement implanté dans la région, notamment dans la plaine de la Mothe-Lezay et sur le plateau Mellois.

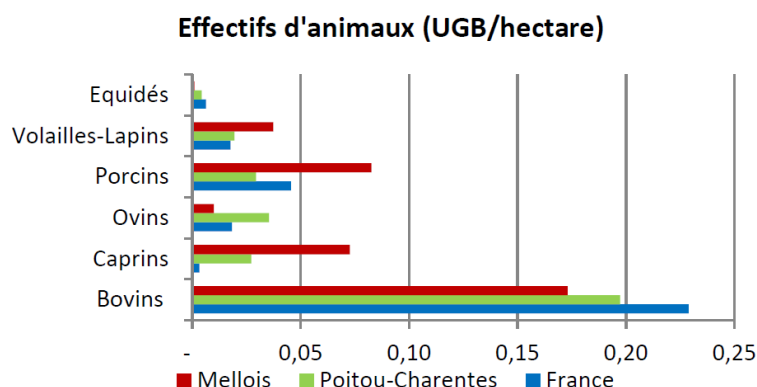
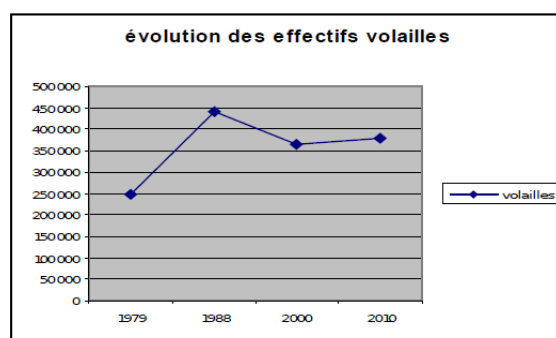
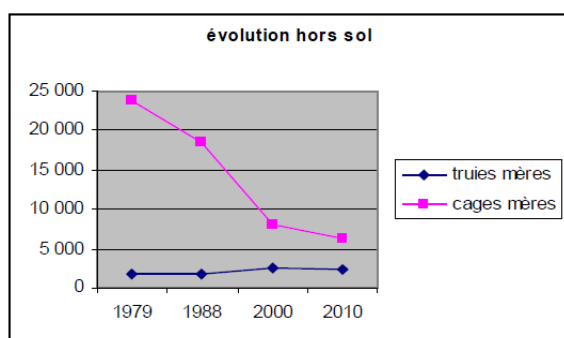
La France se situe en 2012 au cinquième rang mondial pour sa production de lait de chèvre. Plus de 50% du lait de chèvre français est produit en Poitou-Charentes et 31% en Deux-Sèvres. La filière caprine régionale est aujourd'hui structurée en exploitations performantes et adaptées au contexte socio-économique. Ces exploitations sont restées pour la plupart à taille humaine : un quart des EARL sont unipersonnelles, deux tiers d'entre elles sont gérées par deux associés. Pour les GAEC, une sur deux compte deux associés et un tiers regroupe trois associés.

La région Poitou-Charentes, première région caprine en France, a multiplié par 2,5 fois sa population de chèvres entre 1955 et 1980. Dès 1980, le Poitou-Charentes collecte plus de 130 millions de litres de lait de chèvre et plus de 160 millions en 1990. Après une perte de vitesse de 2006 à 2008, la production régionale reprend des couleurs en 2009 et 2010 : en hausse de 7,7% entre 2008 et 2009, les volumes de lait sortis d'exploitations atteignent en 2010 le niveau record de 240 millions de litres, soit une nouvelle hausse de 7,2%.

La région a connu une diminution du nombre d'exploitations de 41% entre 2000 et 2010, alors que le cheptel s'est accru de 11% sur la même période. Le département des Deux-Sèvres est toujours le principal acteur avec 60% de la production laitière régionale et 23% du total national.

> **Hors-sol** : Pour se développer économiquement à foncier constant, les productions hors-sol sont une bonne solution.

- Doublement de l'effective **volaille** (400 000 têtes en 2010)
- Développement des **élevages porcins** : le nombre de truies a crû de 30%, tout en restant raisonnable.
- L'**élevage cunicole**, quant à lui, a subi une régression notable de 75% de ses effectifs. L'attrait pour cette production relativement contraignante semble faible.



UGB : Unité Gros Bétail

Unité permettant de comparer le cheptel à l'aide d'un facteur normalisé. Par exemple :

1 vache = 1 UGB

1 brebis = 0,15 UGB

1 chèvre = 0,17 UGB

Figure 103: Source : Diagnostic des consommations énergétiques et des émissions de gaz à effet de serre sur le Mellois en Poitou / Clim'Agri (2010)

Plusieurs éléments peuvent expliquer cette conversion agricole globale :

- > **Le cours avantageux des céréales** : La progression des surfaces emblavées en céréales est bien corrélée aux cours des céréales.
- > **Les revenus liés aux grandes cultures** sont très souvent et durablement supérieurs à ceux des autres productions.
- > **Les crises traversées par l'élevage** (crise du lait, Fièvre Catarrhale Ovine ou Bluetongue...), tout comme **les contraintes liées à l'élevage** favorisent aussi cette mutation. Il convient de noter que les éleveurs laitiers ou viande témoignent souvent d'un défaut d'autonomie alimentaire : beaucoup trop de protéines sont encore achetées alors qu'elles pourraient être produites localement
- > **L'augmentation des surfaces par actif** (cf. point ci-après « des exploitations moins nombreuses mais plus grandes ») contraignent souvent à spécialiser les systèmes de production vers les productions les plus simples.

Ce phénomène semble aujourd'hui se stabiliser, sauf si les cours des cultures de vente continuent d'être aussi attractifs. En tout état de cause, cette **disparition de près des 2/3 des prairies n'est pas sans conséquence sur les émissions de gaz à effet de serre, la ressource en eau** (qualité et quantité) **ou encore la biodiversité** (chute des populations d'outardes canepetières actuellement protégées notamment).

Le soutien de l'élevage est un enjeu fort sur le territoire. Les intérêts de l'élevage sont relatifs à l'économie, l'emploi, la biodiversité, le paysage...

En plus de l'élevage et/ou des cultures, certaines exploitations se diversifient notamment dans les domaines suivants :

- > **Les travaux à façon** : Le travail à façon est une prestation de service pouvant être réalisée pour le compte d'une autre exploitation agricole, pour une collectivité, une entreprise ou même un particulier. La grande majorité des travaux à façon sont relatifs à des activités agricoles (labour, moisson, vendanges...). La plupart des exploitations pratiquant ce mode de diversification sont, au sens de leur dimension économique de grande taille et spécialisées en grandes cultures. Ces travaux permettent notamment aux agriculteurs de rentabiliser les investissements sur les machines agricoles et de pérenniser le travail sur l'ensemble de l'année (moins de saisonnalité)
- > **L'hébergement et la restauration** (chambres d'hôtes, gîtes, campings à la ferme...)
- > **La vente directe en circuit court** :
 - Exemple du GAEC « Il était une ferme », un ensemble de producteurs caprin-fromager et paysan-boulangier : leurs produits sont

commercialisés en vente directe et en circuits courts à l'échelle de la région Poitou-Charentes et en particulier du pays Mellois. Il s'agit pour ces producteurs de valoriser au maximum tout ce qui est produit sur la ferme afin d'être le moins dépendant possible de l'extérieur.

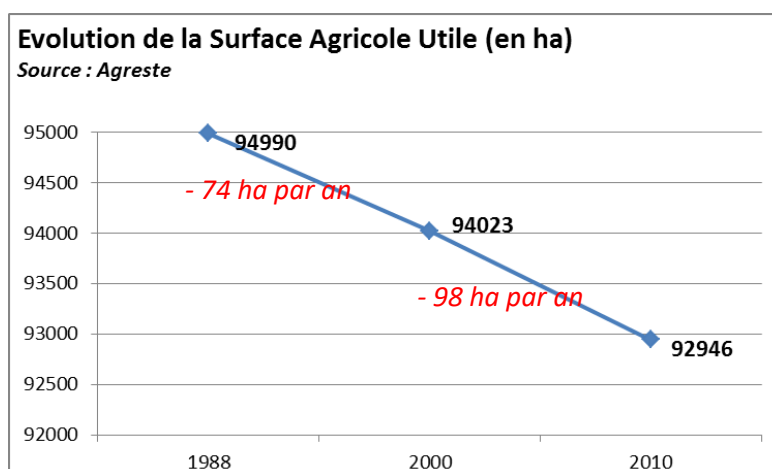
- Approvisionnement des cantines maternelles et primaires du Pays Mellois en produits locaux via un circuit court légumes, laitages, viande de porc, de bœuf, et volaille. Le Syndicat Mixte du Pays Mellois et le cabinet d'étude ADECAN accompagnant une vingtaine de cantines faisant partie de ce projet intitulé « Mangeons Mellois » (démarrage en 2010), dans lesquels les repas servis sont à base de produits locaux ou bio. Cela représente plus de 275000 repas par an.

Le projet Résalis (un Réseau d'Approvisionnement Local Innovant et Solidaire), conduit par le Département des Deux-Sèvres, fédère des acteurs de la restauration collective locale : Résalis favorise la production et la distribution locale d'aliments de qualité dans les restaurants collectifs des Deux-Sèvres. En Pays Mellois, ce sont notamment les cantines de la Communauté de Communes du Cœur du Poitou, de la ville de Melle et de Zoodysée (parc animalier de Chizé) qui s'approvisionnent via Résalis.

- Les agriculteurs et éleveurs du territoire se tournent de plus en plus vers la vente directe mais **ils sont limités dans leurs projets** en raison de la **distance** qui les sépare des ateliers de transformation et/ou de découpe et mise sous vide. Le site de l'ancienne laiterie de Coulon, reconverti en 2006 en atelier de transformation collectif, est utilisé par certains producteurs du Mellois, mais ces derniers souhaiteraient réduire le temps de transport en disposant d'un atelier sur le territoire. Aujourd'hui **l'atelier de transformation est à saturation**. D'autres font appel à des prestataires dans le nord du département ainsi qu'en Maine et Loire. Il existe aussi d'autres petites unités de transformation sur le territoire, qui répondent à certaines demandes, mais qui ne sont pas suffisantes.

Une plate-forme circuit court est donc en projet. Elle devra être évolutive dans le temps en fonction des besoins des producteurs et des besoins en équipements.

Une diminution de la surface agricole utile, notamment sur l'ex-Communauté cantonale de Celles-sur-Belle



En 10 ans, la SAU a diminué de 1,1 % soit environ 1077 ha, soit tout de même près de 98 ha par an. En comparaison, la SAU départementale a diminué de 2% (-1632 ha par an) et celle régionale de 1,6 % (-5058 ha par an) sur la même période.

La perte de surface agricole est plus marquée entre 2000 et 2010 que sur la période précédente :

- > Moins 74 ha par an entre 1988 et 2000
- > Moins 98 hectares par an entre 2000 et 2010

Avec une diminution de 6,5% entre 2000 et 2010, **la perte de surface s'est principalement fait ressentir sur l'ex-communauté cantonale de Celles-sur-Belle.**

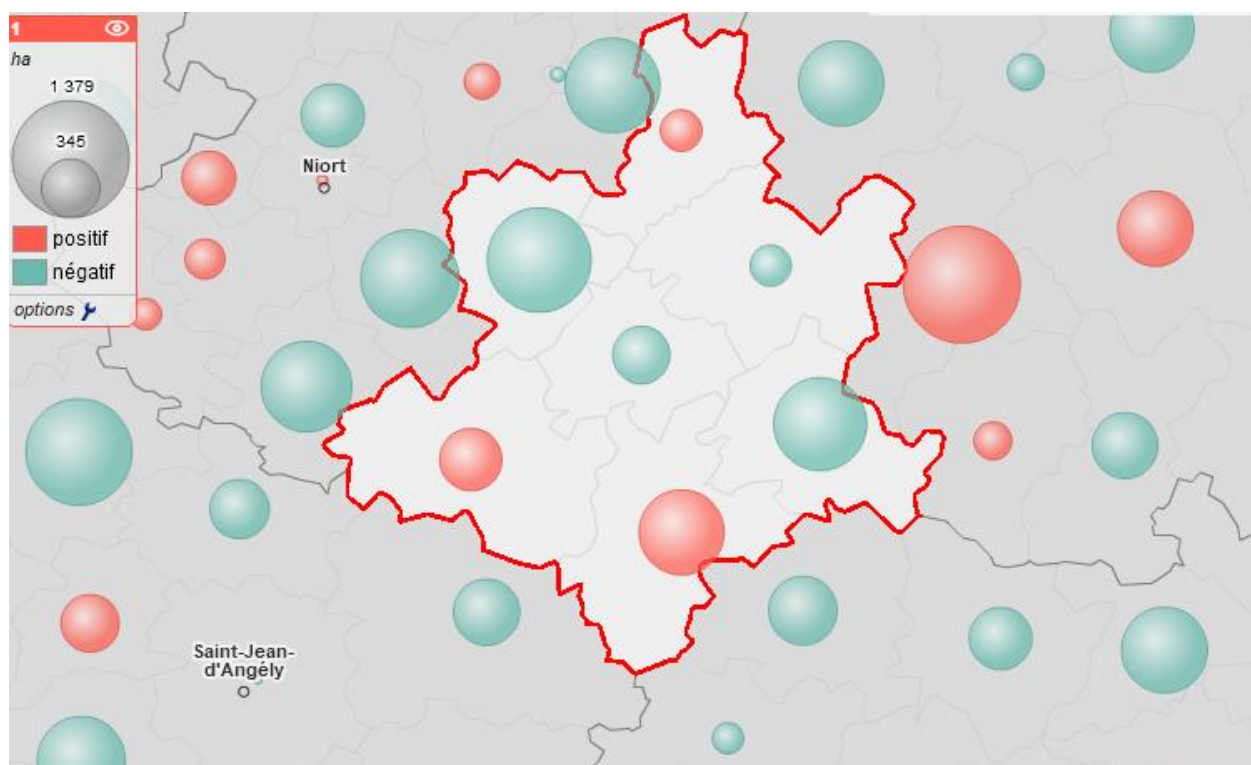


Figure 104 : Evolution de la surface agricole utile par cantons (Source : Agreste)

	Surface agricole utilisée en hectare		Diminution	Evolution en %
	2010	2000	2000-2010	2000-2010
Communauté cantonale de Celles-sur-Belle	10 606	11 343	-737	-6,5%
Communauté de communes Coeur du Poitou	30 964	31 104	-140	-0,5%
Communauté de communes du Mellois	32 985	33 575	-590	-1,8%
Communauté de communes Val de Boutonne	18 391	18 001	390	2,2%
PAYS MELLOIS	92 946	94 023	-1077	-1,1%

Figure 105 : Evolution de la surface agricole utile par intercommunalités (Source : Agreste)

Des exploitations moins nombreuses mais plus grandes

Une restructuration s'opère en matière d'agriculture dans le Mellois en Poitou comme partout en France. Les fermes, d'abord exploitations familiales, ont vu leur statut changer en entreprise agricole avec le développement de la dimension économique. Ainsi, les exploitations sont en diminution constante depuis le recensement de 1988 et jusqu'à celui de 2010 (**-1660 exploitations en 23 ans sur le Mellois en Poitou, soit -72 exploitations par an en moyenne et une perte totale de 60% des exploitations**) avec deux périodes distinctes :

- Moins 87 exploitations par an entre 1988 et 2000, soit une perte de 40% des exploitations de 1988.

- > Moins 48 exploitations par an entre 2000 et 2010, soit une perte de 32% des exploitations de 2000.

Parallèlement, la surface moyenne des exploitations a augmenté entre 1988 et 2010. Ainsi, **une exploitation utilisait en moyenne 56,6 ha en 2000 contre 82,2 ha en 2010, soit + 25,6 ha.**

En 2010, **les ex-Communautés de Communes du Cœur du Poitou et du Mellois concentrent le plus grand nombre de sièges d'exploitation** du territoire :

- > 415 exploitations ont leur siège sur l'ex-Communauté de Communes du Mellois, soit 37% des exploitations du Mellois en Poitou
- > 364 exploitations ont leur siège sur l'ex-Communauté de Communes Cœur du Poitou, soit 32% des exploitations du Mellois en Poitou

	Exploitations agricoles ayant leur siège dans la commune			Part des exploitations du Pays	Evolution des exploitations	SAU par exploitation	
	2010	2000	1988	2010	2000-2010	2010	2000
Communauté cantonale de Celles-sur-Belle	131	209	351	12%	-37,3%	81,0	54,3
Communauté de communes Cœur du Poitou	364	574	947	32%	-36,6%	85,1	54,2
Communauté de communes du Mellois	415	551	1 003	37%	-24,7%	79,5	60,9
Communauté de communes Val de Boutonne	221	327	490	20%	-32,4%	83,2	55,0
PAYS MELLOIS	1 131	1 661	2 791	100%	-31,9%	82,2	56,6

Figure 106 : Exploitations agricoles et SAU par exploitation (source : Agreste)

Comme l'indique la carte ci-après, une concentration de grosses exploitations (plus de 108,9 ha) se retrouve au niveau des chefs-lieux de cantons Brioux-Sur-Boutonne et Chef-Boutonne.

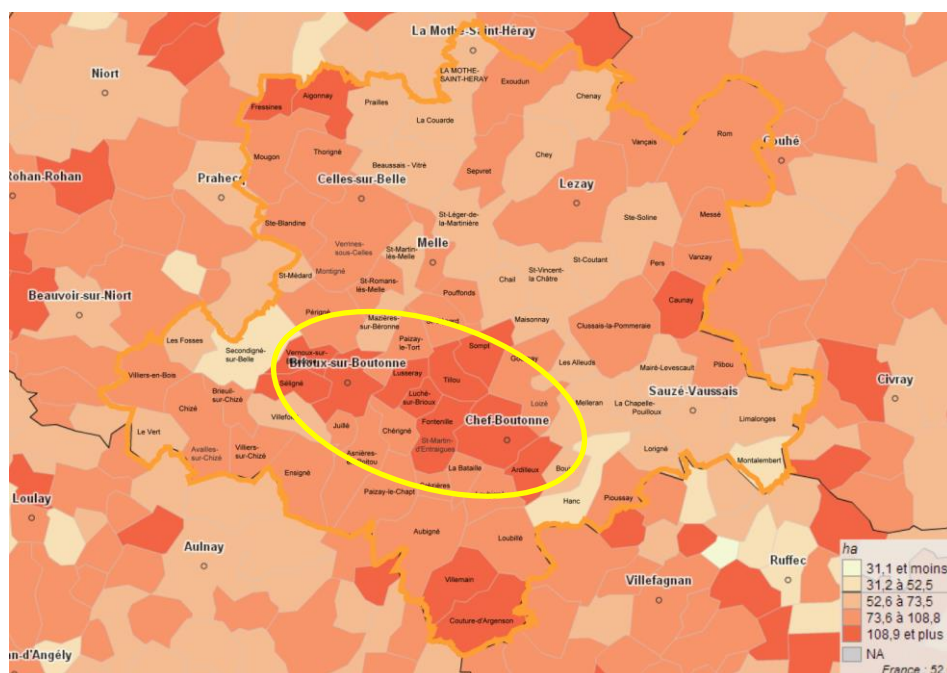
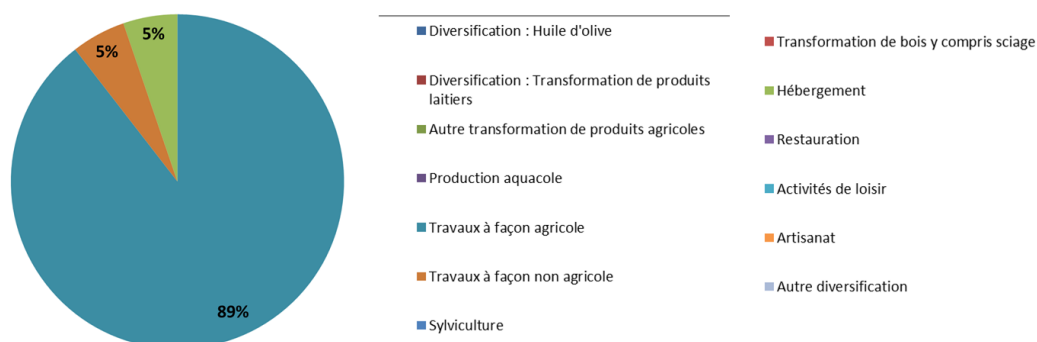


Figure 107 : Surface agricole utile par exploitation en 2010 selon l'Agreste



Le **travail à façon est une prestation de service** pouvant être réalisée pour le compte d'une autre exploitation agricole, pour une collectivité, une entreprise ou même un particulier. La grande majorité des travaux à façon sont relatifs à des activités agricoles (labour, moisson, vendanges...). La plupart des exploitations pratiquant ce mode de diversification sont, au sens de leur dimension économique de grande taille et spécialisées en grandes cultures.

- > Rentabiliser les investissements sur les machines agricoles
- > Pérenniser le travail sur l'ensemble de l'année

Un secteur d'activités qui demeure très dynamique malgré une diminution du nombre d'emplois agricoles

Le **déclin de l'emploi agricole** accompagne celui du nombre d'exploitations agricoles. Les emplois agricoles (emplois salariés et non-salariés) ainsi que la représentation du secteur agricole dans le profil économique du Mellois en Poitou ont tous les deux diminué entre 1999 et 2010 :

- > 1604 emplois agricoles en 2010 (emplois salariés et non-salariés) contre 2051 en 1999, soit une **diminution de 447 emplois**.
- > 11% des emplois du Mellois en Poitou en 2010 contre 15% en 1999

	2010	1999	1999-2010
Communauté cantonale de Celles-sur-Belle	274	291	-5,7%
Communauté de communes Cœur du Poitou	458	668	-31,5%
Communauté de communes du Mellois	563	748	-24,7%
Communauté de communes Val de Boutonne	309	344	-10,1%
PAYS MELLOIS	1 604	2 051	-21,8%

Figure 108 : nombre d'emplois agricoles par intercommunalités (Source : INSEE)

Toutefois, avec 11% d'emplois agricoles parmi les emplois du Mellois en Poitou, ce secteur d'activités demeure important par rapport au département (6.1% des emplois

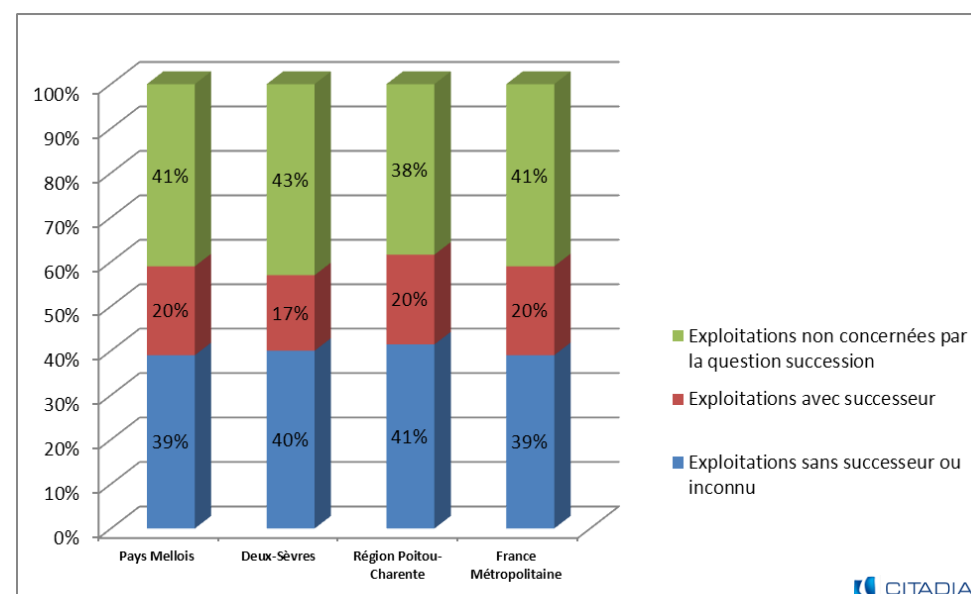
sont agricoles) ou encore à la région (5.7% des emplois). Le diagnostic, réalisé lors de l'été 2012, en partenariat avec la Chambre d'Agriculture des Deux-Sèvres et avec le soutien financier de l'ADEME et du Conseil Général des Deux-Sèvres révèle notamment que l'agriculture génère **70 % de l'activité économique du Mellois**.

Parallèlement à la diminution du nombre d'exploitations agricoles sur le Pays Mellois, on observe donc une diminution du nombre d'emplois agricoles (salariés et non-salariés). Toutefois, cette diminution a été moins importante pour l'emploi (-2,2% par an entre 1999 et 2010) que pour les exploitations agricoles (-3,8% par an entre 2000 et 2010) traduisant le phénomène de regroupement précédemment évoqué.

En 2010, on compte 1 131 exploitations agricoles⁸ pour 1 604 emplois agricoles⁹ dont 1 266 emplois agricoles non-salariés (79%) et 338 emplois agricoles salariés (21%), soit en moyenne **1,4 actif agricole par exploitation**. Le même ratio pour l'année 2000 était de 1.2 actif agricole par exploitation.

Avec 11% d'emplois agricoles parmi les emplois du Pays, ce secteur d'activités demeure important par rapport au département (6,1% des emplois sont agricoles) ou encore à la région (5,7% des emplois). Le diagnostic, réalisé lors de l'été 2012, en partenariat avec la Chambre d'Agriculture des Deux-Sèvres et avec le soutien financier de l'ADEME et du Conseil Général des Deux-Sèvres révèle notamment que l'agriculture génère **70 % de l'activité économique du Mellois**.

La transmission est un enjeu important sur le territoire pour la pérennisation de l'activité agricole. En effet, en 2010, seule la moitié des exploitations où le plus âgé des coexploitants avait plus de 50 ans avait un successeur connu.

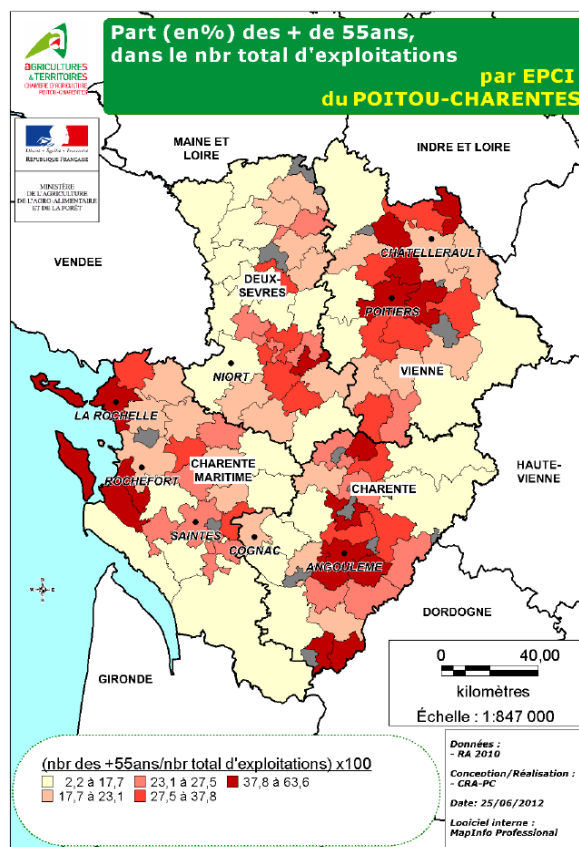


⁸ Source : Agreste

⁹ Source : INSEE

Figure 109 : La succession des exploitations agricoles en 2010 (Source : Agreste)

N.B. : Pour information, les exploitations dont le plus âgé des coexploitants a moins de 50 ans ne sont pas concernées par la question sur la succession.

**Figure 110 : Part des agriculteurs de plus de 55 ans dans le nombre d'exploitations en Poitou-Charentes (Source : RA 2010 / Réalisation : Chambre Régionale d'Agriculture de Poitou-Charentes)**

Afin d'assurer la transmission des exploitations, **la formation agricole sur le territoire est essentielle et nécessaire**, d'autant plus que 50% des transmissions s'effectuent hors cadre familial.

On compte plusieurs formations sur le Pays Mellois relative à l'activité agricole :

Structure	Type de formation (niveau, diplôme)	Commune
MFR (Maison Familiale et rurale)	<ul style="list-style-type: none"> 4^{ème} et 3^{ème} agricole par alternance 	Vitré
LEGTA (Lycée d'Enseignement Général et Technique Agricole) Jacques Bujault	<ul style="list-style-type: none"> 3^{ème} agricole 2nde pro productions animales Bac pro gestion et conduite d'une exploitation agricole BTSA Productions Animales 	Melle
CFA (Centre de Formation par	<ul style="list-style-type: none"> 3^{ème} agricole contrat de professionnalisation (production agricole, utilisation des matériels) 	Melle

Apprentissage)	<ul style="list-style-type: none"> • brevet professionnel agricole (travaux de la production animale / polyculture, élevage) • brevet professionnel (responsable d'exploitation agricole) • certificat de spécialisation (conduite d'un élevage caprin, commercialisation des produits) 	
CFPPA (Centre de Formation Professionnelle et de Promotion Agricoles)	Formations professionnelles pour adultes : <ul style="list-style-type: none"> • certificat d'aptitude professionnelle agricole, • brevet professionnel agricole (travaux de la production animale) et brevet professionnel (responsable d'exploitation agricole) • licence professionnelle (développement et conseil en élevage caprin) 	Melle

Une concentration de grandes exploitations autour de Brioux et de Chef-Boutonne

En 2010, les Communautés de Communes du Cœur du Poitou et du Mellois concentrent le plus grand nombre de sièges d'exploitation du territoire :

- > 415 exploitations ont leur siège sur la Communauté de Communes du Mellois, soit 37% des exploitations du Pays
- > 364 exploitations ont leur siège sur la Communauté de Communes Cœur du Poitou, soit 32% des exploitations du Pays

Comme l'indique la carte ci-après, une concentration de grosses exploitations (plus de 108,9 ha) se retrouve au niveau de Brioux-Sur-Boutonne et de Chef-Boutonne.

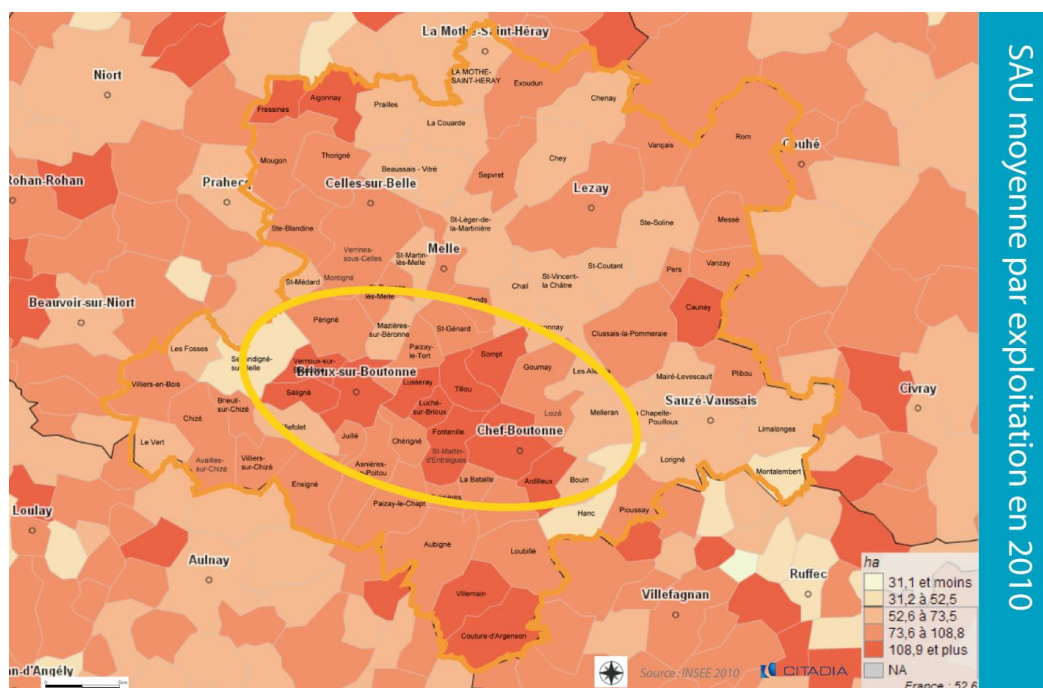


Figure 111 : Surface agricole utile par exploitation en 2010 selon l'Agreste

Atouts	Chiffres clés
<ul style="list-style-type: none"> > Un territoire à vocation agricole > Des surfaces agricoles réparties sur l'ensemble du territoire 	<p>95 467 ha agricoles soit 74% de la surface totale en 2012 (RPG 2012)</p>
Faiblesses	
<ul style="list-style-type: none"> > Un territoire en conversion agricole : chute de l'élevage d'herbivores au profit de la culture céréalière > Disparition de près des 2/3 des prairies depuis 1979 avec des conséquences sur les émissions de gaz à effet de serre, la ressource en eau (qualité et quantité) ou encore la biodiversité (chute des populations d'outardes canepetières actuellement protégées notamment). > Une diminution de la surface agricole utilisée, notamment sur l'ex-Communauté cantonale de Celles-sur-Belle > Un déclin de l'emploi agricole mais un secteur qui demeure très dynamique > Des exploitations moins nombreuses mais plus grandes > Une forte consommation énergétique liée à l'agriculture (cf. état initial de l'environnement) > D'importantes émissions de GES par l'agriculture (cf. état initial de l'environnement) 	<p>1,94 ha de SAU par habitant (contre 0,95 en région et 0,43 en France)</p> <p>En 1979, 45% de la SAU en Surface en Céréales, Oléagineux et Protéagineux (SCOP) alors que 80% en 2012, soit 42 000 ha à 76 470 ha environ</p> <p>Diminution de 1,1% de la SAU en 10 ans, soit environ 1077 ha, soit près de 98 ha par an.</p> <p>L'agriculture représente 70 % de l'activité économique du Mellois.</p> <p>-1660 exploitations en 23 ans sur le Mellois en Poitou, soit -72 exploitations par an en moyenne</p>
Enjeux	
<ul style="list-style-type: none"> > Pérenniser l'activité agricole sur le territoire > Limiter le mitage et l'enclavement > Accompagner la conversion agricole et freiner et réduire les conséquences néfastes auquel elle peut conduire, soutenir l'élevage > Valoriser le secteur agricole pour la transformation alimentaire en circuit court > Faciliter les successions des exploitations 	

1.8 Le commerce

Zoom sur l'évolution de la question commerciale dans les SCoT avec la loi ALUR puis la loi Pinel

Le rôle du SCoT comme document pivot de l'aménagement commercial est conforté.

Avec la loi ALUR, le document d'aménagement commercial (DAC) et les zones d'aménagement commercial (ZACom) ont été supprimées. Le DAC est remplacé par les orientations relatives à l'équipement commercial du document d'orientation et d'objectif (DOO) du SCOT et les localisations préférentielles de commerce.

La Loi Pinel réintègre la possibilité d'un document d'aménagement artisanal et commercial (DAAC) facultatif dans le DOO. Ce document déterminera les conditions d'implantation des équipements commerciaux qui, du fait de leur importance, seront susceptibles d'avoir un impact significatif sur l'aménagement du territoire. Il localisera les secteurs d'implantation périphérique et centralités urbaines, qui pourront inclure tout secteur, notamment centre-ville ou centre de quartier, caractérisé par un bâti dense présentant une diversité des fonctions urbaines dans lesquels se poseront des enjeux spécifiques. Il peut prévoir des conditions d'implantation des équipements commerciaux spécifiques aux secteurs ainsi identifiés.

Le Pays compte **401 commerces et services pour environ 61 145 m² de surface de vente¹⁰**. Cela représente une surface de vente moyenne d'environ **150 m² par commerce**. Le Pays Mellois compte 56 cafés, hôtels et restaurants.

90% des commerces ont moins de 10 salariés. Les commerces de moins de 300 m² (commerces de détail hors grandes surfaces alimentaires) comptent près de 45% des emplois du secteur commercial.

La grande distribution emploie, quant à elle, près de 30% des salariés du commerce mellois ; les principaux groupes sont Intermarché et Système U. Le Pays Mellois dispose d'une **densité commerciale en supermarchés importante**. Chaque chef-lieu de canton dispose d'au moins un supermarché (voire hypermarché pour Sauzé-Vaussais). Au total, on compte 11 grandes surfaces représentant une surface de vente de 18 400 m² soit une moyenne de 1670 m² par grande surface.

Comme l'indique la carte suivante, l'offre commerciale se situe **majoritairement dans les anciens chefs-lieux de cantons avec une prédominance du pôle Melle / Saint-Martin / Saint-Léger** (cf. zoom après). Dans ces anciens chefs-lieux de cantons, l'offre est plus importante et plus diversifiée que dans les autres communes plus petites.

¹⁰ Source : Observatoire du commerce Viséo 79 de la CCI Deux-Sèvres au 26/02/2015

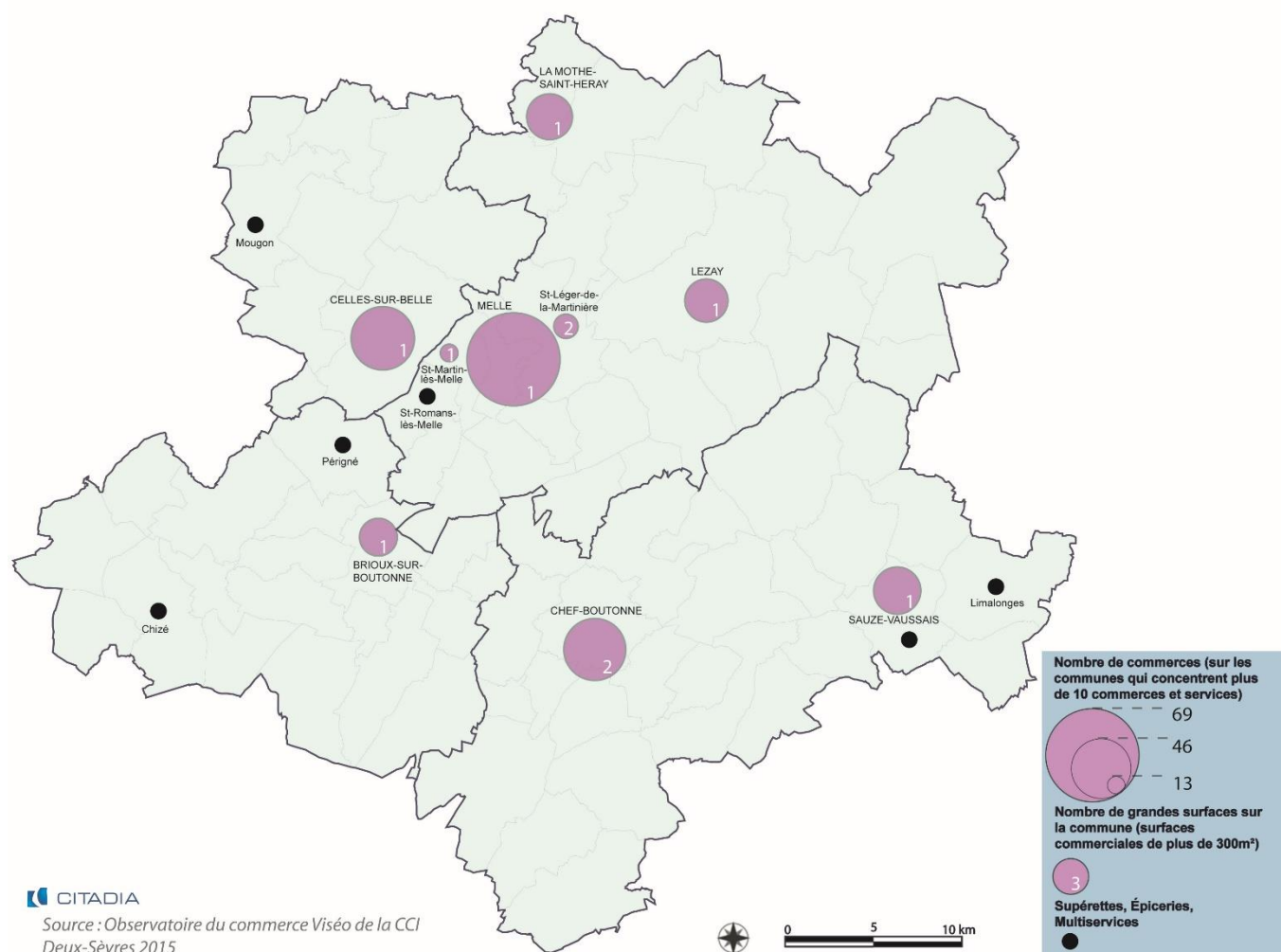


Figure 112 : Répartition et composition de l'offre commerciale

Les commerces et services sur le territoire du Pays Mellois sont répartis principalement sur les grands pôles. Ce maillage, complété par de nombreuses communes relais, permet de desservir de façon optimale les communes alentours. A l'inverse, celles situées sur les limites du Pays Mellois sont commercialement attirées par les grandes polarités extérieures au territoire, comme l'agglomération Niortaise.

La polarité de Melle / Saint Martin / Saint Léger est celle qui possède le plus de commerces et de services (100 décomptés en 2015), dont un nombre important de grandes surfaces (4 de plus de 300m² de surfaces commerciales). Cette polarité joue alors un rôle important à l'échelle du Pays Mellois quant à la gamme de commerces et de services proposés et participe donc à l'attractivité du territoire.

L'offre commerciale sur le Pays Mellois est complétée par un système de tournées alimentaires qui vient desservir les communes et habitations isolées. Ces commerces itinérants en boulangerie, épicerie, poissonnerie et boucherie, permettent le resserrement d'un maillage commercial déjà dense.

Répartition et composition de l'offre commerciale

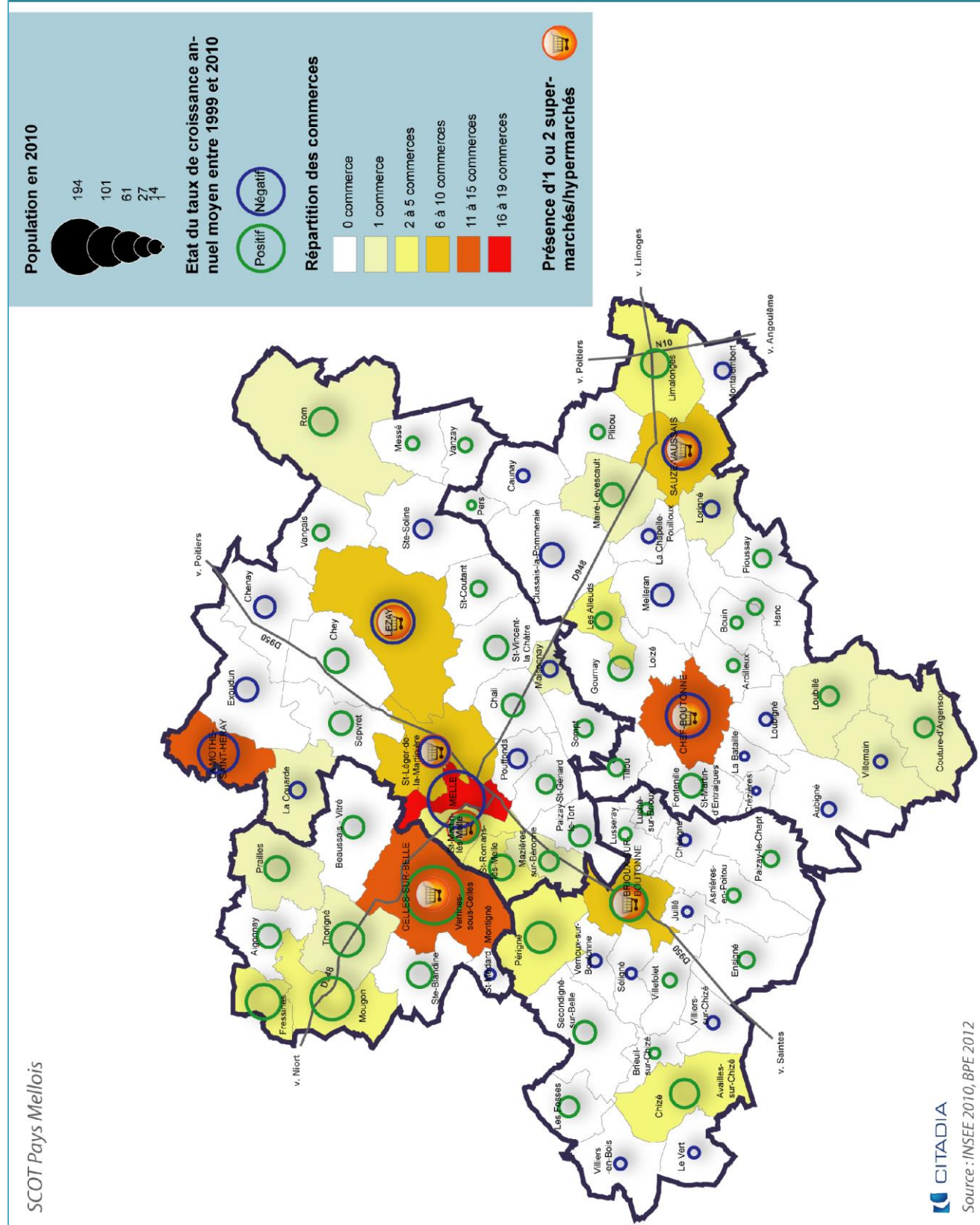


Figure 113 : Répartition et composition de l'offre commerciale

Le **nombre de commerces est globalement en augmentation depuis 2005 (+3%)**. Toutefois, on observe aujourd'hui une **perte d'attractivité commerciale de certains centre-bourgs**. En effet, les activités commerciales implantées dans des locaux commerciaux parfois vétustes, impliquant des travaux liés à la mise en accessibilité assez lourds ont **tendance à se déplacer dans les zones commerciales de périphérie**. Ceci augmente le nombre de **locaux commerciaux vacants difficiles à louer et diminue l'attractivité de ces bourgs**. Ce constat est particulièrement flagrant sur la commune de Sauzé-Vaussais (cf. photos ci-après) et de Celle-sur-Belle. Il existe toutefois sur le territoire des contre-exemples à cette fuite des commerces : c'est le cas notamment de Chef-Boutonne où les commerces sont restés dans le centre lui conférant ainsi une attractivité et une activité certaine. En tout état de cause, un des enjeux pour maintenir l'activité commerciale des bourgs et offrir une bonne qualité de services aux habitants est la **re-densification du commerce de centre-bourg**.



Photos : Citadia, avril 2014

> L'artisanat dans le Mellois en Poitou

On compte au sein du département des Deux-Sèvres une progression du nombre d'entreprises : en 2011, l'évolution est de +2,9% dans le département et de +4,9% dans la région Poitou-Charentes. Il y a eu 560 créations d'entreprises et 124 reprises dans le département, avec 519 radiations : le solde de création d'entreprises est donc positif, et rentre dans la tendance des autres départements de la région.

Le Pays Mellois réalise des actions de grande envergure sur le territoire pour faciliter l'arrivée de nouveaux artisans de différentes manières : divers projets, à l'étude ou en cours, englobent la viabilisation de trois zones à vocation artisanale ou commerciale (le Pinier, la Chagnée, Champ-Râteau). Il s'agit d'offrir un meilleur accueil aux entreprises artisanales sur le territoire du Pays Mellois. On peut citer dans un premier temps la création d'un bâtiment relais du Champ-Râteau, qui compte trois ateliers. Ce projet est conduit par la Communauté de Communes de Melle. L'atelier relais accueille uniquement des nouveaux artisans pour une durée limitée : l'activité artisanale est testée pendant quelques années et à l'issue de cette période, l'artisan peut faire construire ses propres bâtiments sur l'une des zones disponibles.

Pour s'installer, des artisans peuvent également réutiliser des bâtiments inoccupés existants, comme par exemple la reconversion de la laiterie de Lezay : cet espace accueille aujourd'hui un bûcheron, un maçon, ainsi qu'un menuisier.

> Le pôle de Melle / Saint-Martin / Saint-Léger

L'offre commerciale de ce pôle se répartit entre le **centre-ville de Melle, la zone commerciale de St Léger de la Martinière et l'espace commercial Aldi-St Martin les Melle**. Ce pôle regroupe **107 commerces et services aux particuliers, soit ¼ des commerces et services du Mellois en Poitou**. La zone de chalandise du pôle mellois s'étend au-delà des communes frontalières et comprend une clientèle diversifiée et régulière.

Une étude a été menée par la CCI en 2013 sur ce pôle commercial. La problématique à l'origine de cette étude était centrée sur le **maintien et le développement de l'offre commerciale sur le pôle mellois**. L'étude analyse l'offre, la demande et les attentes des habitants dans ce domaine.

Les données de l'étude sont issues des fichiers de la Chambre de Commerce et d'Industrie et de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat des Deux-Sèvres. Elles concernent les établissements présents au 15 octobre 2013 sur les communes de Melle, Saint-Léger-de-la-Martinière (St-Léger) et Saint-Martin-les-Melle (St-Martin). Elle s'appuie également sur des entretiens auprès de 81 commerçants et artisans du pôle.

Les établissements du pôle mellois sont, pour moitié, situés en centre-ville de Melle (55). Ils sont également répartis sur les zones de St-Léger (26), de St-Martin (15) et sur le reste de la commune de Melle (11) (cf. carte page suivante).

Entre 2005 et 2013, le **pôle mellois se maintient en termes de tissu commercial-artisanal, même si le centre-ville accuse une perte de 3 établissements**. La zone commerciale de St-Martin se développe avec 2 nouveaux magasins d'équipements de la maison, tandis que la zone de St-Léger demeure tournée vers le secteur de l'automobile.

Quant au centre-ville, les services aux particuliers s'y maintiennent ; on voit l'arrivée d'un magasin alimentaire généraliste mais les établissements alimentaires spécialisés sont en baisse, tout comme l'équipement de la personne. **Ces établissements qui disparaissent du centre-ville ne se déplacent pas ailleurs pour autant (la plupart d'entre eux ont fermé en raison de difficultés financières)**. On note tout de même un certain engouement pour le centre-ville de Melle puisque de nouvelles activités se créent et les établissements présents ne transfèrent pas leur activité ailleurs.

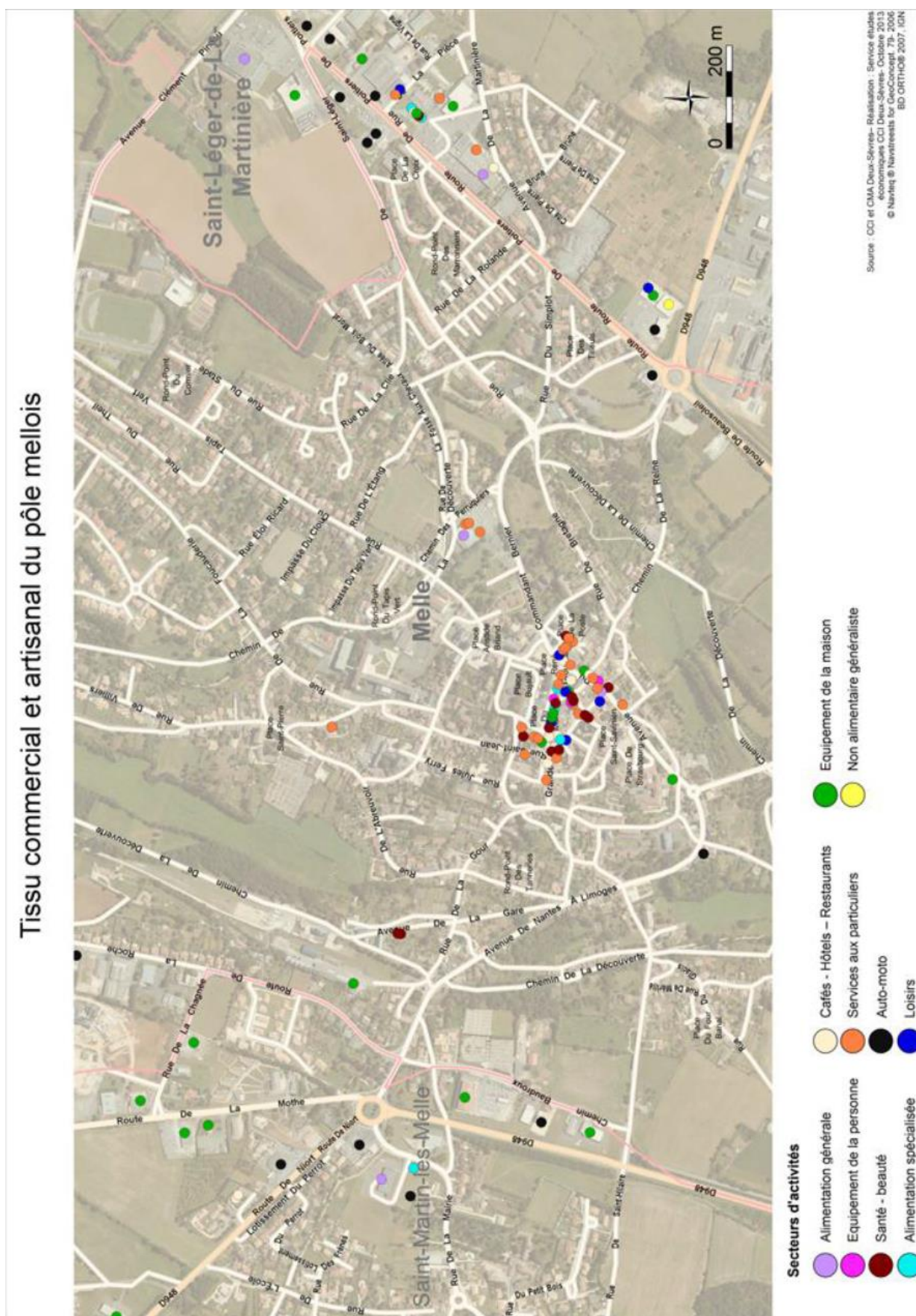


Figure 114 : Tissu commercial et artisanal du pôle Mellois

Ce qu'il faut retenir de cette étude sur l'aspect général du pôle mellois vu par les commerçants du pôle :

	Concernant le centre-ville de Melle		Concernant la zone de St-Léger	
	Points positifs	Points négatifs	Points positifs	Points négatifs
Esthétique	81% de commerçants satisfaits	Insalubrité des rues Façades à rénover	60% de satisfaits	Ensemble disparate, laid, vieillot
Patrimoine	Très positif : 95% de satisfaits sur le pôle mellois			
Animations culturelles et sportives	86% des commerçants satisfaits mais relèvent un manque d'activités et d'animations sur le pôle mellois			
Circulation piétonne	80% de satisfaits	Rues piétonnes non respectées, trottoirs pas assez nombreux ou pas assez larges	64% de satisfaits	Circulation piétonne difficile
Signalétique	58% de commerçants satisfaits	Absence de signalétique, peu voyante, trop discrète	60% de satisfaits	Absence de signalétique
Circulation automobile et stationnement	76% jugent la circulation satisfaisante Il y a encore du passage en CV car déviation pas forcément prise par les automobilistes 62% de satisfaits du stationnement	Circulation parfois compliquée Stationnement difficile pour 1 professionnel sur 3, en particulier le jour du marché 25 professionnels rapportent des difficultés de stationnement pour leurs clients (dont 21 en centre-ville de Melle)	76% jugent la circulation satisfaisante 91% satisfaits du stationnement	A l'époque de l'enquête : les travaux
Offre de services	Les services publics et médicaux sont les 1ers motifs de fréquentation du centre-ville par les ménages (hors achats) mais l'insuffisance de professionnels de santé est clairement ressentie sur le pôle mellois, par les commerçants comme par les consommateurs			

Ce qu'il faut retenir sur l'offre commerciale du pôle mellois du point de vue des artisans-commerçants :

Points positifs	Points négatifs / points de vigilance
Leur situation économique est majoritairement bonne, que ce soit chez les sédentaires ou les non sédentaires des halles	24 rencontrent tout de même des difficultés conjoncturelles
Leurs locaux sont majoritairement aux normes...	... mais l'accessibilité est encore un problème pour certains commerçants, notamment en centre-ville et aux halles
Des locaux adaptés aux besoins des commerçants...	... mais 18 commerçants ne sont pas satisfaits des leurs, pour des problèmes de taille le plus souvent
60% des commerçants ont des projets de développement pour les prochaines années : diversification, déplacement de l'activité dans un autre local commercial, agrandissement du point de vente actuel...	Les projets de ces commerçants sont souvent liés à des besoins de locaux commerciaux sur le pôle mellois, voire sur la zone même où le commerce est aujourd'hui implanté : en centre-ville pour les commerçants du centre-ville, sur la zone de St Léger pour les commerçants de St Léger. Il faudra donc tout mettre en œuvre pour leur permettre de se développer en se maintenant sur le pôle mellois
	8 commerçants sédentaires + 6 CNS souhaitent transmettre leur entreprise ou céder leur activité dans les 3 prochaines années
	L'offre du pôle mellois est incomplète, et les manques sont clairement exprimés par les commerçants et les consommateurs, en particulier dans le domaine de l'habillement et des chaussures

La **problématique des locaux (accessibilité, taille, offre)**, sur laquelle la municipalité de Melle s'interrogeait au lancement de l'étude, est apparu, au vu des résultats de l'étude, comme un **enjeu essentiel du maintien et du développement de l'équipement commercial du pôle mellois** dans les prochaines années.

Atouts	Chiffres clés
> Un nombre de commerces globalement en augmentation depuis 2005	+3% de commerces depuis 2005
> De nombreux commerces essentiellement de petite taille	400 commerces de détail et commerces de gros soit 43 000m ² de surface de vente, soit une moyenne de 107 m ² par commerce
> Une présence importante de supermarchés, plus forte que sur le reste du département	
> Une offre commerciale majoritairement localisée dans les chefs-lieux de canton avec une prédominance du	90% ont moins de 10

pôle Melle / Saint-Martin / Saint-Léger	salariés
<ul style="list-style-type: none"> > Un maillage commercial intéressant composé, entre autres, par des communes relais 	1/4 des commerces et services du Mellois en Poitou dans le pôle mellois.
Faiblesses	
<ul style="list-style-type: none"> > Une perte d'attractivité commerciale des centre-bourgs > Des locaux commerciaux vacants difficiles à louer car parfois inadaptés aux besoins, dégradés, caractérisés par des loyers trop chers, etc. > Une offre incomplète dans le pôle mellois, en particulier dans le domaine de l'habillement et des chaussures 	52 communes sur 80 ne disposent d'aucun commerce
Enjeux	
<ul style="list-style-type: none"> > Capter l'évasion commerciale vers Niort sur la partie Nord-Ouest du territoire > Maintenir l'attractivité commerciale des centre-bourgs (réutilisation des locaux commerciaux vacants en y adaptant l'offre) > Rechercher une complémentarité et du lien entre offre commerciale du centre et de la périphérie > Développer une animation sur les ZA en périphérie > Maintenir et développer les zones destinées au commerce sur le Pays Mellois. > Redonner un rôle à jouer aux centres-bourgs pour une offre commerciale de proximité > Maintenir et renforcer le maillage commercial pour pallier les difficultés de mobilité dues en partie au phénomène de vieillissement de la population 	

1.9 Le tourisme

Sources : Candidature du Mellois en Poitou au programme LEADER 2007-2013, projet de développement touristique du Mellois en Poitou, 2009, futur schéma de développement touristique 2015-2017, « le poids économique du tourisme dans les Deux-Sèvres en 2010 » par l'ADT 79, Sites internet du Mellois en Poitou et de l'office de tourisme du Mellois en Poitou

De nombreux atouts en matière de développement touristique

Le territoire dispose de nombreux atouts potentiels supports d'un développement touristique de qualité :

- > Des paysages variés et tranquilles : plateaux, vallons, rivières, forêts, murets en pierre... typiques d'une campagne française,
- > Une grande richesse du patrimoine avec notamment une quarantaine d'églises romanes ([cf. zoom plus loin](#)),
- > Une offre de sites touristiques fournie et plutôt centrée sur l'histoire et le patrimoine ([cf. zoom plus loin](#)),
- > Des axes de circulation importants dans le Mellois en Poitou : deux départementales fréquentées,
- > De nombreux circuits de randonnées et le passage du chemin de St-Jacques-de-Compostelle ([cf. zoom plus loin](#)),
- > Un grand nombre d'animations estivales avec quelques évènements d'ampleur régionale ([cf. zoom plus loin](#)),
- > Un parc d'hébergement cohérent en volume avec la demande touristique ([cf. zoom plus loin](#)),
- > Des éléments de gastronomie caractéristique : fromages de chèvre, tourteaux...,
- > Des labels, gage de qualité et source d'attractivité ([cf. zoom plus loin](#)),
- > Etc.

Toutefois, la Communauté de Communes souffre d'un déficit d'identité et d'identification. Afin de structurer le tourisme sur la Communauté de Communes et de répondre aux mieux aux nouvelles demandes de la clientèle touristique, la Communauté de Communes a rédigé un projet de développement touristique en 2009. Élaboré au sein d'une commission composée d'élus, de responsables de sites, d'offices de tourisme, des représentants des labels et avec le soutien du comité départemental du tourisme, ce projet a permis de définir des priorités, ainsi que les outils à mettre en œuvre afin d'atteindre les objectifs fixés.

Pendant près de 6 mois, la commission a défini son projet de développement touristique dans le but de "promouvoir et structurer le tourisme afin que l'offre du territoire soit en adéquation avec les demandes de la clientèle". Il s'agissait de répondre à la problématique d'une offre touristique diffuse sur la Communauté de Communes et qui se limite souvent à promouvoir un site plutôt qu'un territoire. Il avait été constaté que l'offre en tourisme était le plus souvent une juxtaposition d'une offre partielle du territoire, créant souvent des disparités en termes de développement du territoire, et sans adéquation directe à la demande de la clientèle.

Les attentes de ce projet de développement touristiques portaient sur :

- > l'adaptabilité et la réactivité du territoire à la demande de la clientèle
- > la mise en valeur des atouts du territoire
- > l'appropriation de la valeur du territoire par la population locale
- > un tourisme toute l'année

En février 2010, l'office de tourisme du Mellois en Poitou a été créé afin de mettre en œuvre cette stratégie sur le Mellois. Un nouveau schéma de développement à l'échelle du Mellois en Poitou est en cours d'élaboration. Il définira les grands enjeux du territoire en matière de développement touristique pour la période 2015-2017.

ZOOM : Une quarantaine d'églises romanes

Le territoire compte une quarantaine d'églises romanes. À l'époque romane au XI^e et XII^e siècles, le renouveau des mouvements religieux est à l'origine de la reconstruction ou de l'apparition de nouvelles églises, comme c'est le cas en Mellois en Poitou où le XII^e siècle se distingue comme une période de grande créativité artistique. La richesse du décor est une des caractéristiques des églises du Mellois : les sujets abordés sont variés (bestiaire fantastique, motifs végétaux...), les détails abondants (plumage ou pelage d'animaux, vêtements des personnages...) et les compositions complexes et soignées.

LES EGLISES ROMANES EN PAYS MELLOIS

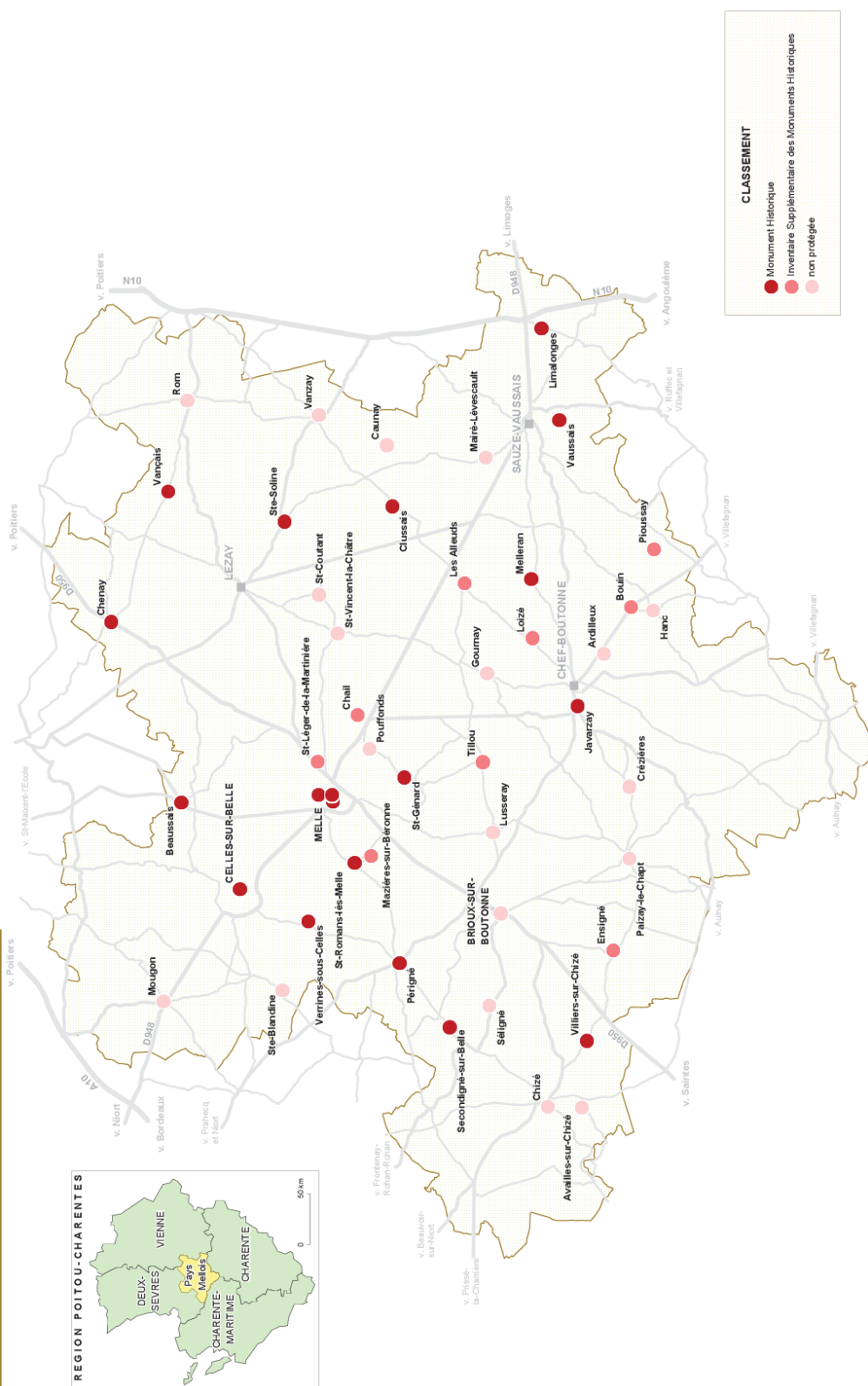


Figure 115 : Eglises romanes en Pays Mellois

ZOOM : Le protestantisme en Poitou

A la fin du Moyen Age, certaines voix s'élèvent – protestent – pour contester une vie ecclésiastique jugée trop opulente et inadaptée à une époque en pleine mutation : invention de l'imprimerie et donc diffusion plus rapide des idées ; découverte des Amériques ; développement des universités et des collèges humanistes ; redécouverte de l'Antiquité...

Au cours du XVI^{ème} siècle, le Protestantisme se diffuse dans toutes les catégories de la société – nobles, bourgeois, paysans – en Europe du Nord et en France. Le passage de Jean Calvin à Poitiers en 1534 contribue à ancrer ce courant dans le Poitou.

A partir de cette période, le secteur d'Exoudun et la Mothe Saint-Héray s'enrichit grâce aux échanges commerciaux avec les armateurs de La Rochelle. En effet, la farine appelée « minot de Bagnault » est réputée pour ne pas pourrir pendant les grandes traversées de l'Atlantique et les draps de laine fabriqués à la Mothe Saint-Héray se vendent jusque dans les foires d'Allemagne du Nord.

Ainsi, les idées – mais également les bibles imprimées et traduites en français – suivent les trajets commerciaux.

Les autorités catholiques s'inquiètent de l'essor du Protestantisme et veulent enrayer le développement de cette nouvelle religion. De 1562 à 1598, huit guerres de religion opposent en France catholiques et protestants, jusqu'à la signature de l'Edit de Nantes par Henri IV. A cette période, de nombreuses églises du Mellois sont ravagées et l'abbaye de Celles-sur-Belle est détruite.

Ensuite, les Protestants acquièrent la liberté de culte et des temples sont construits. A partir de 1610 et l'assassinat d'Henri IV, les persécutions reprennent. Le Poitou est marqué par les Dragonnades : on oblige les habitants protestants à héberger et nourrir jusqu'à 10 soldats par foyer, dans le but que ce harcèlement les poussera à abjurer leur religion.

En 1685, l'Edit de Nantes est révoqué et le Protestantisme interdit. Commence pour les Protestants une période appelée « le Désert ». Des assemblées secrètes se réunissent clandestinement pour prier. Le paysage mellois constitue un refuge idéal : les sources, le bocage, les grandes forêts de l'Hermitain et de Saint-Sauvant assurent la discrétion nécessaire.

En 1688, une de ces assemblées réunissant plus de 1500 personnes dans une ferme de Grand Ry sur la commune d'Aigondigné a été réprimée violemment, 200 personnes furent arrêtées, 3 exécutées et 31 envoyées aux galères.

De nombreux protestants poitevins quittent le pays par la Rochelle ou par Nantes, pour l'Angleterre, la Hollande, l'Allemagne ou le Canada.

On connaît dans le détail les conditions de vie de ces personnes notamment grâce au témoignage de Jean Migault, instituteur, notaire et lecteur de la Bible à la paroisse réformée de Mougon. Malgré les pressions sur sa famille, le pillage et la destruction de sa maison par les Dragons qu'il relate dans son journal, Jean Migault refuse de se convertir. Il s'enfuit et gagne La Rochelle. Arrêté et emprisonné, il abjure pour sauver sa famille. Il réussit à s'enfuir en Hollande avec cinq de ses enfants. Il y meurt en août 1707.

En 1787, l'Édit de Tolérance accorde de nouveau des droits aux Protestants. Ils deviennent citoyens à part entière en 1789.

Aujourd'hui, les marques du Protestantisme sont à la fois discrètes et omniprésentes dans le Mellois :

- Présence de nombreux cimetières familiaux dans les propriétés, souvent clôturés de murets et agrémentés de buis et de cyprès. Cette pratique remonte à la période où les Protestants n'avaient pas le droit d'inhumer leurs morts dans les cimetières catholiques. Ces cimetières ont fait l'objet d'un

recensement et sont inaliénables. Ainsi, lorsque que des habitants acquièrent une propriété possédant un cimetière familial, la famille dispose d'un droit d'accès pour l'entretien et le recueillement.

- De nombreuses communes possèdent une église catholique et un temple protestant construit au XIXème siècle
- A Beaussais, l'église romane a été transformée en temple protestant
- Présence de pin parasol ou « pinier », insolite dans notre région. Il est devenu malgré tout un arbre identitaire du Mellois au même titre que le châtaigner. Selon la tradition orale, ces arbres indiqueraient des « maisons amies ». Les spécimens toujours debout aujourd'hui, nés au plus tard au XIXe siècle, auraient été plantés comme arbres de la Liberté retrouvée.

Cette mémoire, partie intégrante de l'identité melloise, est conservée et diffusée par l'Association « La Maison du Protestantisme Poitevin » qui gère trois lieux accessibles au public :

- Le sentier huguenot, reliant les bourgs de Beaussais et de La Couarde.
- Le centre de documentation Jean Rivierre qui conserve environ 2000 ouvrages (notamment des bibles imprimées du XVIIème siècle), 250 000 relevés d'actes référencés et le Dictionnaire des familles protestantes écrit par Jean Rivierre.
- Le Musée du Poitou Protestant dont la muséographie présente les récits de Jean Migault.

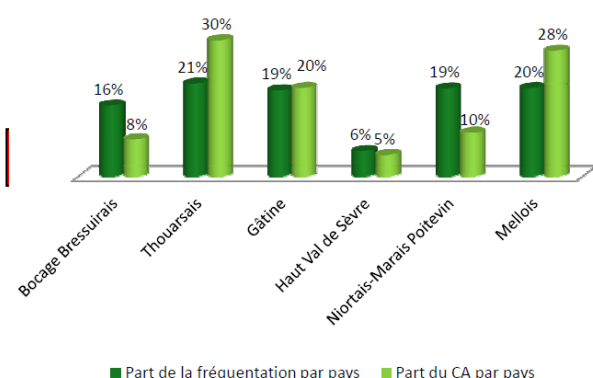
Ces sites sont fréquentés par de nombreux généalogistes, français, mais également d'Europe du Nord et d'Amérique, à la recherche de leurs origines.

L'histoire protestante du Poitou a également marqué l'histoire économique locale. En effet, à partir du XIXème, le mouvement du christianisme social porté par les Protestants en réaction aux conséquences économiques et sociales de la Révolution industrielle, conduira à la création de nombreuses coopératives agricoles et à la naissance des mutuelles à Niort.

ZOOM : Des sites touristiques majeurs qui accueillent plus de 72 000 visiteurs par an

- > Zoodyssée à Chizé, **premier site de visite départemental** (50 000 visiteurs)
- > Les Mines d'Argent à Melle (10 000 visiteurs),
- > Musée Gallo-romain de Rom (3 000 visiteurs),
- > Château de Javarzay (3 000 visiteurs),
- > Musée protestant du Poitou à Melle (2 000 visiteurs),
- > Moulin de la Haute-Sèvre (2 000 visiteurs)
- > Musée Monnet et Goyon à Melle (1 500 visiteurs),
- > L'Abbaye Royale de Celles-sur-Belle,
- > Les églises de Melle, Petite Cité de Caractère
- > L'orangerie et le moulin de la Mothe-St-Héray
- > La maison des Fromages de Chèvre ouverte en 2014.

Répartition par Pays des Deux-Sèvres de la fréquentation et du chiffre d'affaires des sites et monuments du département en 2010



La fréquentation des sites et monuments du Mellois en Poitou représente 20% de la fréquentation des sites et monuments du département, ce qui place le Mellois en Poitou en bonne position par rapport aux autres Pays du département. C'est notamment le Zoodyssée qui lui confère ce niveau de fréquentation.

Source : Le poids économique du tourisme dans les Deux-Sèvres en 2010 par l'ADT 79

Le diagnostic du futur schéma de développement touristique 2015-2017 du Mellois en Poitou fait ressortir certains **constats** au sujet des sites touristiques du Mellois en Poitou :

- > Peu de renouvellement de l'offre de visites, pas d'innovation et des muséographies vieillissantes,
- > Peu de moyens pour faire de la communication pour ces sites de visite,
- > Des sites économiquement fragiles,
- > Une offre perçue comme destinée aux couples seniors (sauf Zoodyssée).

Ce même diagnostic évoque les **enjeux** suivants :

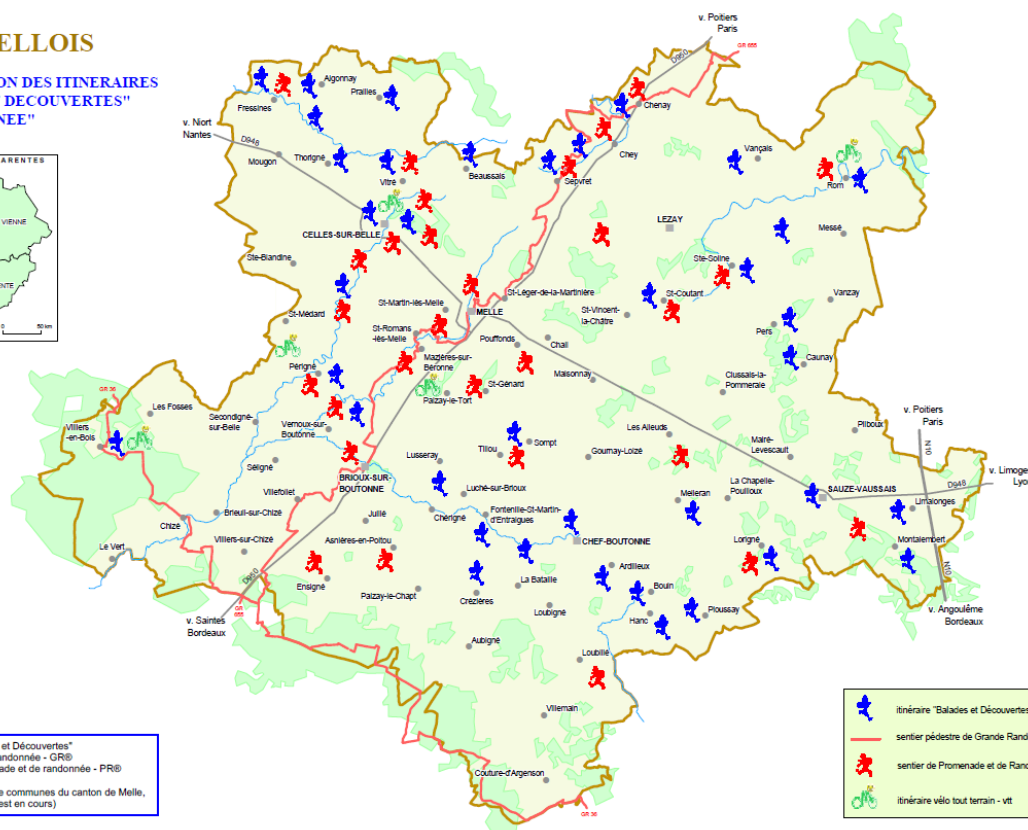
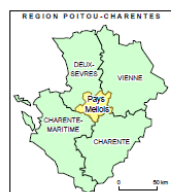
- > **Créer une offre combinée inter-sites de visite**
- > **Mutualiser la gestion de certains sites, les organiser en réseau**
- > **Développer l'offre pour les groupes constitués**
- > **Renforcer la fonction d'accueil des sites de visite en lien avec l'Office de Tourisme**

ZOOM : Un réseau d'itinéraires pour un tourisme doux

Traversé par des chemins de Saint-Jacques de Compostelle, le Mellois en Poitou est un territoire de balade et de découverte du patrimoine architectural (art roman), religieux (terre protestante) et naturel (grands espaces, sources de la Sèvre, base de loisirs du Lambon, Zoodyssée...). Il recense 52 circuits balades et découvertes et 30 circuits randonnées du Conseil Général. La pratique d'activités sportives de pleine nature telles que la randonnée ou encore le VTT font aujourd'hui partie des demandes touristiques auxquelles le territoire tente de répondre.

PAYS MELLOIS

IMPLANTATION DES ITINERAIRES "BALADES ET DECOUVERTES" ET "RANDONNEE"



© Syndicat Mixte du Pays Mellois - octobre 2004
© IGN Paris - Soudan 2004 (données IGN 2004) enrichi avec la BD Carthage du Pays Mellois - Reproduction Interdite

0 2 4 6 8 10 km

Pays Mellois
en POITOU
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

Le diagnostic du futur schéma de développement touristique 2015-2017 fait ressortir certains **constats** au sujet de ces sites :

- **Développer et promouvoir l'offre de randonnée vélo et équestre**
- **Améliorer les problèmes de signalétique, uniformiser leur présentation**
- **Développer des visites nocturnes**
- **Améliorer la maintenance et l'entretien des sites et des équipements**
- **Développer la cohérence et la vision globale des sites et entre les sites**

Dans le cadre de son Schéma Cyclable Touristique des Deux Sèvres adopté le 19 novembre 2018, le Département va aménager avec les territoires concernés une véloroute V93 inscrite au Schéma National des Véloroutes – voies vertes (SN3V) et au Schéma Régional des Véloroutes – Voies Vertes de la Nouvelle Aquitaine (SR3V Nouvelle Aquitaine). Cet itinéraire reliant Niort à la Charente traversera le Mellois en Poitou, d'Aigondigné à Valdelaume.

ZOOM : Un grand nombre d'animations estivales avec quelques évènements d'ampleur régionale

Le territoire propose une grande offre d'animations, notamment culturelles, du 15 juin au 15 septembre. On recense 7 festivals dans le Mellois représentant 25 935 visites en 2010 soit près de 8% de la fréquentation totale des festivals du département (cf. graphiques ci-dessous).

Le diagnostic du futur schéma de développement touristique 2015-2017 du Mellois en Poitou relève que l'offre est peu tournée vers les jeunes et pose la question d'un festival de musique pour les 15-35 ans.

Nom du festival	Ville	Prix	Nombre de visiteurs	CA
Festival de Melle	Melle	15	1 022	15 330
Festival du village	Brioux-sur-Boutonne	10	15 352	153 520
Boulevard du jazz	Melle	Gratuit	3 850	0
Lumières du baroque	Celles sur belle	13,5	1 135	15 322,5
Marionnettes en campagne	Lusseray	7	2 365	16 555
Festival et Académie Internationale de Musique ArtenetrA	Celles sur belle	12,5	1 600	20 000
Melle en scène	Melle	Gratuit	611	0
Total			25 935	220 727,5

Figure 116 : Données sur les 7 festivals du Mellois en Poitou en 2010 (Source : Le poids économique du tourisme dans les Deux-Sèvres en 2010 par l'ADT 79)

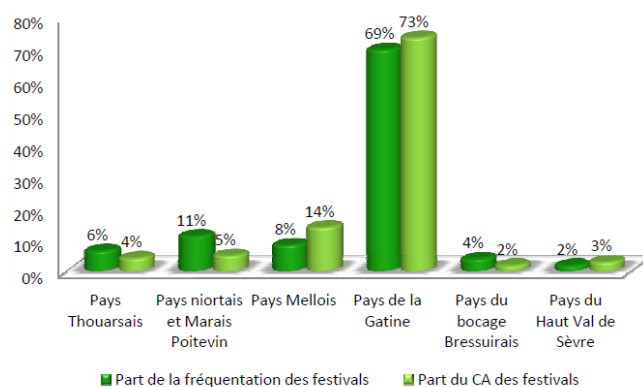


Figure 117 : Répartition par Pays des Deux-Sèvres de la fréquentation et du chiffre d'affaires des festivals du département en 2010 (Source : Le poids économique du tourisme dans les Deux-Sèvres en 2010 par l'ADT 79)

ZOOM : Un parc d'hébergement touristique cohérent en volume avec la demande, mais vieillissant

Le territoire comporte une offre en hébergement touristique relativement dense, diversifiée et répartie sur tout le territoire. Plus de 66 000 nuitées touristiques ont été réalisées (hors résidences secondaires) pour un rapport de plus de 2 millions d'euros.

Au total, on recense :

- > **6 campings** dont un camping privé, professionnel
- > **6 hôtels** dont 4 Logis de France
- > **135 meublés de tourisme** (dont 31 Gîtes de France et 10 Clévacances)
- > **43 chambres d'hôtes** (dont 11 Gîtes de France et 1 Clévacances)
- > **3 meublés 1 épi** ou 1 clé ou 1 étoile
- > **20 meublés 2 épis** ou 2 clés ou 2 étoiles
- > **27 meublés 3 épis** ou 3 clés ou 3 étoiles
- > **6 meublés 4 épis** ou 4 clés ou 4 étoiles
- > **3 villages de gîtes**
- > **4 hébergements de groupe**

Toutefois, le parc s'avère vieillissant et peu qualitatif. En outre, les propriétaires ne sont pas toujours en phase avec les nouveaux modes de consommation des touristes. Il n'y a que deux structures proposant des hébergements insolites (cabanes dans les arbres, roulottes) sur le territoire à Villiers-sur-Chizé et à Prailles (cf. photos ci-dessous). Pour autant, le territoire dispose d'un réseau d'hébergeurs motivés qui travaillent ensemble et créent de l'offre et des animations.



Source : site internet de l'Office de Tourisme du Mellois en Poitou

ZOOM : Des labels, gage de qualité et source d'attractivité

Les atouts du Mellois en Poitou ainsi que les synergies autour du développement touristique du Mellois ont conduit à sa labellisation en tant que Pays d'Art et d'Histoire (PAH) en janvier 2008 par le ministère de la culture. Cette reconnaissance officielle de la qualité du patrimoine est un gage de compétence des professionnels et de qualité de leurs actions proposées toute l'année.

Les objectifs du label PAH sont de :

- > **Sensibiliser les habitants à leur environnement et à la qualité architecturale, urbaine et paysagère**
- > **Valoriser le territoire auprès du public via un programme de visites découvertes et de rendez-vous variés, permettant au plus grand nombre de s'approprier son patrimoine**
- > **Initier le public jeune à l'architecture, au patrimoine, au paysage**
- > **Promouvoir par la connaissance et la recherche**
- > **Développer des liens avec l'enseignement supérieur**
- > **Enrichir le réseau de professionnels et acteurs patrimoniaux et culturels**

Le territoire fait l'objet de plusieurs autres labels :

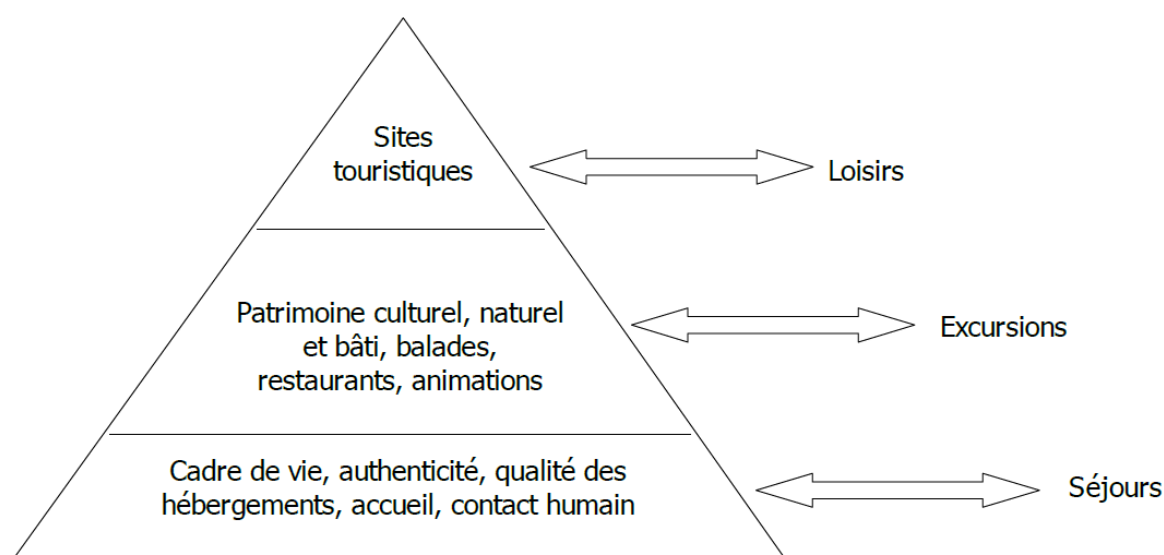
- > **UNESCO pour l'Église St-Hilaire-de-Melle** au titre de la Voie de St-Jacques-de-Compostelle, seul monument des Deux-Sèvres
- > **Petite Cité de Caractère** : Melle, Celles-sur-Belle, la Mothe-St-Héray et Chef-Boutonne
- > **6 villes et villages fleuris**
- > Label **Ville en Poésie pour Celles-sur-Belle**
- > **Station Verte pour Celles-sur-Belle** mais sans communication et en perte de vitesse
- > **Label Tourisme et Handicap et Ecolabel Européen** à développer

Le diagnostic du futur schéma de développement touristique 2015-2017 alerte sur le caractère pernicieux de la multiplicité des labels : trop de label nuit à la bonne compréhension du territoire. En outre, il s'agit de leviers qui sont parfois compliqués aux yeux des clientèles. C'est d'autant plus le cas pour le Mellois en Poitou que ne dispose pas de labels à forte notoriété (par exemple « plus beau village de France »).

Un territoire qui attire plutôt une clientèle de loisirs et d'excursionnistes

La vocation touristique d'un territoire se décline de trois manières :

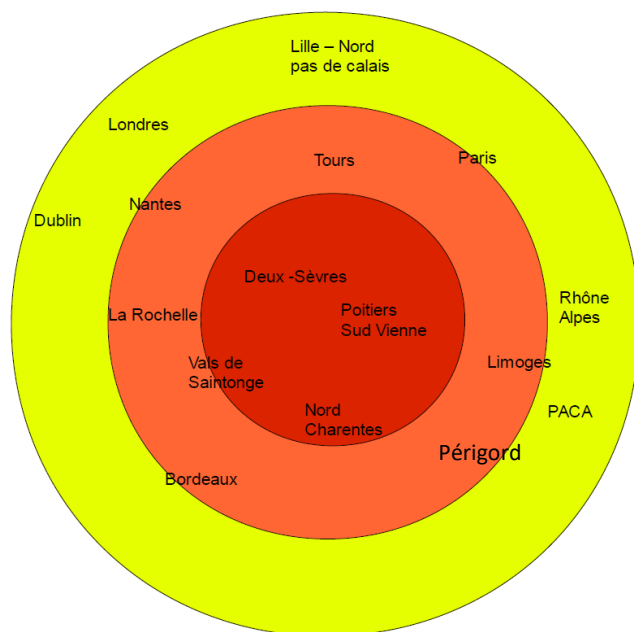
- > **Une vocation de loisirs** (territoire accueillant des visiteurs pour une activité de loisirs bien précise : sportive, culturelle, patrimoniale...)
- > **Une vocation d'excursion** (territoire proposant une offre « à la journée » pour le visiteur - Combinaison de plusieurs activités marchandes ou non marchandes sur un ou plusieurs secteurs d'activités)
- > **Une vocation de séjour** (territoire favorisant l'accueil de touristes pour au moins une nuitée sur le territoire (capacité d'accueil, sites d'importance, qualité de la restauration, des paysages...)



Source : projet de développement touristique du Mellois en Poitou, 2009

Si l'on rapproche les attentes de la clientèle au positionnement géographique de la clientèle, on remarque que le Mellois attire en premier lieu, une clientèle de loisirs ou d'excursionniste (à la journée). Ce n'est que dans un second temps, que le territoire peut attirer une clientèle du séjour.

Représentation des bassins de clientèle en fonction des vocations touristiques



- > **Cercle rouge = Vocation Loisirs** (Moins d'une heure, accès et communication facile)
- > **Cercle orange = Vocation Excursion** (1H à 2H, 2H30)
- > **Cercle jaune = Vocation Séjour** (+ de 2H à 4H du Mellois)

Source : projet de développement touristique du Mellois en Poitou, 2009

Atouts

- > Un projet de développement touristique élaboré en 2009, réinterrogé en 2014 pour la période 2015-2017
- > De nombreux atouts tant sur le plan patrimonial (architectural, bâti et naturel), qu'environnemental, paysager et culturel
- > Une relativement bonne accessibilité au territoire
- > Un parc d'hébergement touristique cohérent en volume avec la demande, diversifié et réparti sur tout le territoire
- > Un grand nombre d'animations estivales avec quelques événements d'ampleur régionale
- > Un territoire principalement à vocation excursion voire court séjour avec l'offre des villages vacances du Mellois en Poitou
- > Des sites touristiques majeurs qui accueillent plus de 72 000 visiteurs par an
- > Un réseau d'itinéraires « balades et découvertes » et « randonnée »

Faiblesses

- > Une image parfois inexistante du territoire
- > Une action disparate et non coordonnée :
 - Une offre diffuse sur le territoire qui se limite souvent à promouvoir un site touristique plutôt que le territoire
 - Des offres qui se font concurrence entre sites, entre hébergements...
 - Un manque de réseau entre les sites touristiques
 - La volonté des collectivités de conserver parfois leur équipement en gestion
 - Une inadéquation parfois de l'offre et de la demande
- > Peu de renouvellement de l'offre de visites, pas d'innovation, des muséographies vieillissantes voire obsolètes
- > Un parc d'hébergement touristique vieillissant et peu qualitatif.

Enjeux

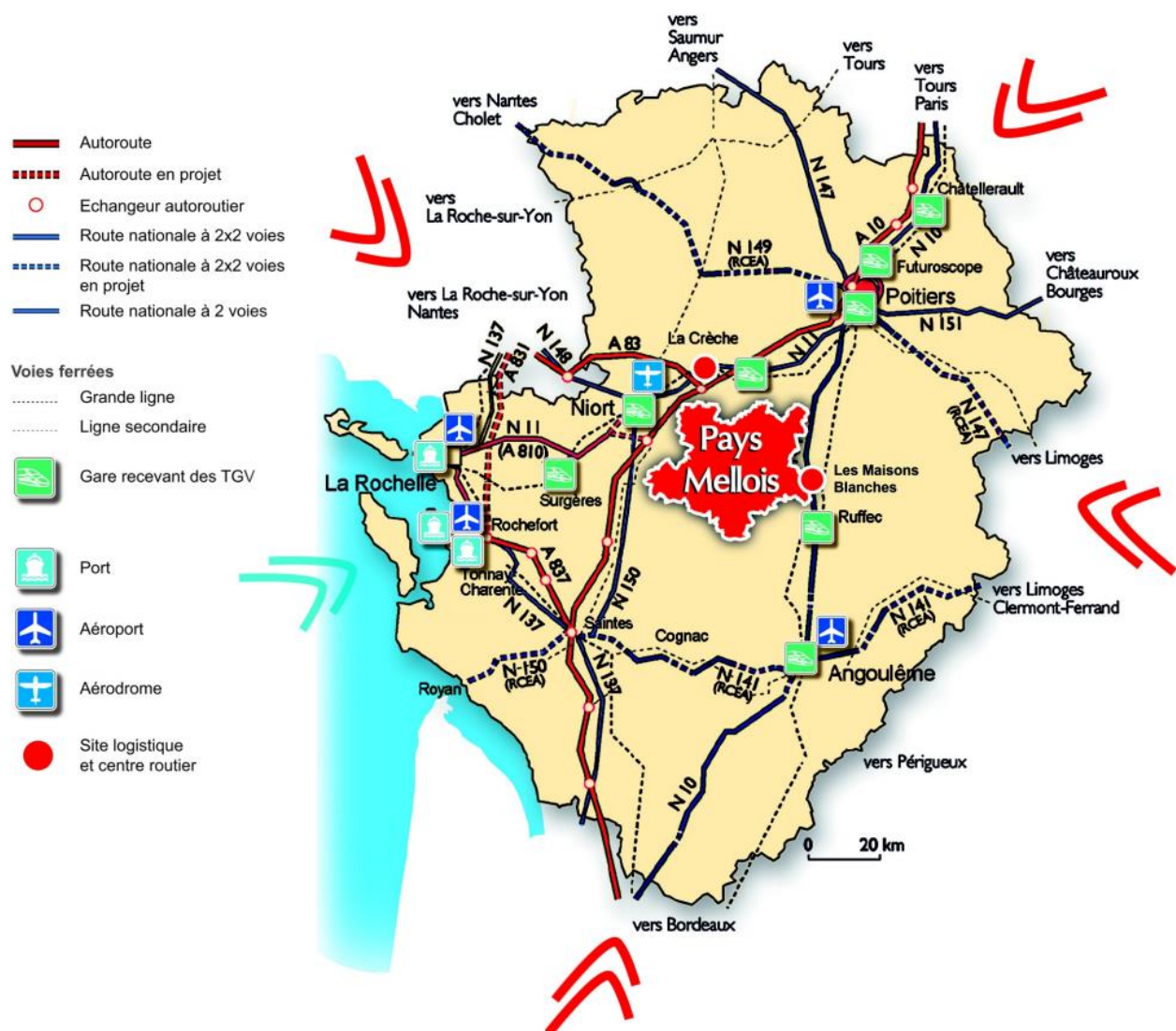
- > Renforcer l'image de « destination d'excursion »
 - Valoriser l'offre d'animations et d'événements
 - Valoriser et diversifier l'offre patrimoniale
 - Valoriser et conforter l'offre de loisirs nature
- > Travailler à une logique de marque de territoire
- > Mettre en avant les savoir-faire locaux et les ressources à des fins touristiques
- > Développer une offre de séjours de qualité
- > Développer la capacité en hébergement touristique
- > Mieux diffuser l'information et mieux accueillir les usagers

2. DEPLACEMENT ET MOBILITES

2.1 Le réseau, support des déplacements

Situation générale

Le Mellois en Poitou se localise au cœur de la région Poitou-Charentes, au carrefour entre les quatre départements qui la compose. Il se localise au sud-est du département des Deux-Sèvres, à 80 km de La Rochelle, 80 km d'Angoulême, 55 km de Poitiers et 30 km de Niort.



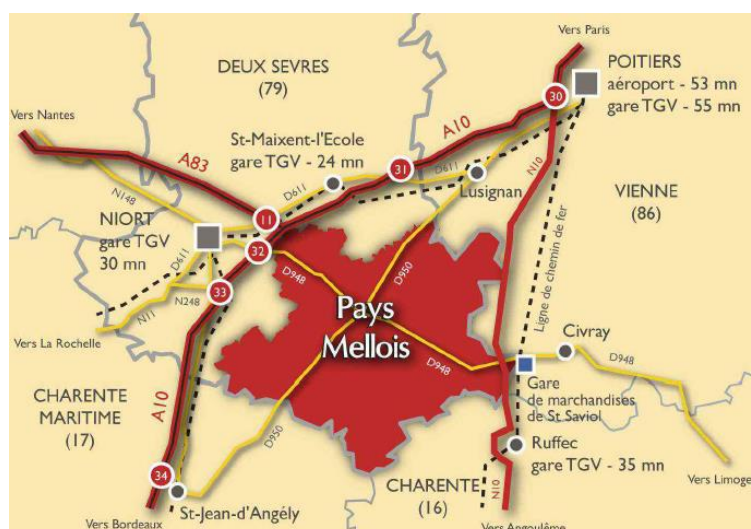


Figure 118 : Desserte du Mellois en Poitou (source : Syndicat Mixte du Pays Mellois, 2010)

Accessibilité routière

Deux grands axes traversent le Mellois :

- > la D 948 (Limoges – Niort). Il s'agit de l'axe principal de circulation. Il traverse la Communauté de Communes du nord-ouest au sud-est. Il faut 45 minutes pour traverser cet axe d'un bout à l'autre du Mellois en Poitou, à savoir de Mougou à Limalonges. Il traverse ou contourne les principaux chefs-lieux de cantons : Melle, Celles-sur-Belle, Sauzé-Vaussais. Les études réalisées par l'Agence Technique Territoriale ont permis d'identifier un nombre important de véhicules sur cet axe : près de 11 000 véhicules / jour et un fort taux de poids lourds (25% de camions par jour, soit 2750). Par ailleurs, le nombre de véhicules sur cet axe a augmenté de 6% en 10 ans et le nombre de poids lourds de 21 %.
- > la D 950 (Poitiers, St Jean d'Angely). Cet axe traversant la Communauté de Communes du Nord au Sud et reliant Saintes-Poitiers est fréquenté quotidiennement par en moyenne 4500 véhicules.

Le Mellois en Poitou est également encadré par des axes routiers d'importance nationale : RN10, A10 et A83. Ces axes ne traversent pas le Mellois mais sont rapidement accessibles. 4 sorties d'autoroutes se situent d'ailleurs à proximité du Mellois.

Accessibilité aérienne

- > 2 aéroports à moins d'1H30 (La Rochelle et Poitiers)
- > Aéroport de Bordeaux et Nantes à moins de 2H30

Accessibilité ferroviaire

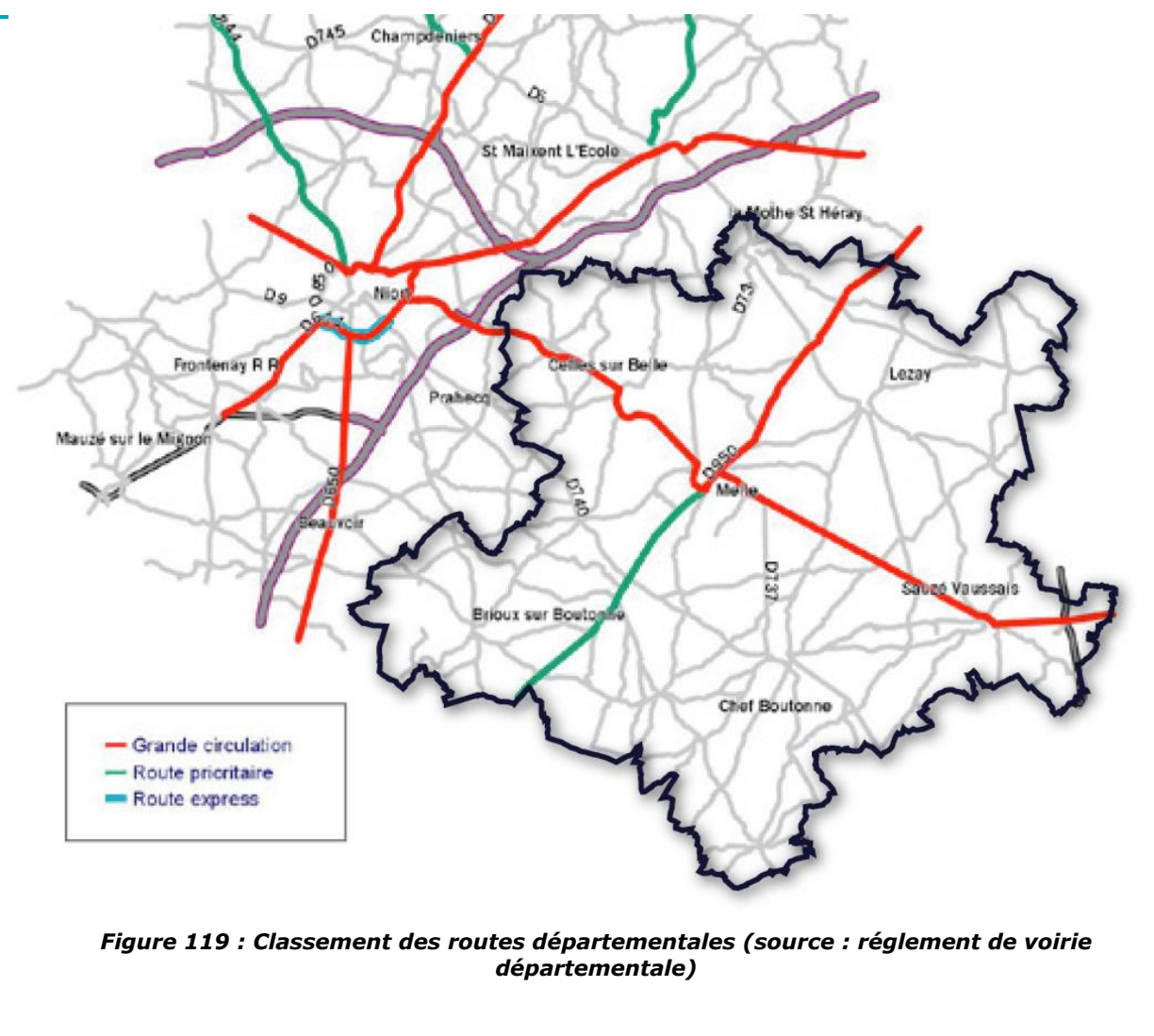
- > 2 gares TGV proches à moins de 30 min de Melle sur l'axe La Rochelle-Paris
- > Gare de Ruffec à 35 min de Melle
- > Gare Ter de Lusignan à 35 min de Melle

NB : le Département des Deux Sèvres a fait reconnaître auprès de la Région Nouvelle Aquitaine le classement de la RD948 en tant qu'itinéraire d'intérêt régional dans le SRADDET. Au regard des impacts de la deuxième tranche du projet de déviation de la RD948 sur les communes de Melle, Saint Léger de la Martinière et Pouffonds, une démarche d'aménagement foncier sera mise en place par le Département.

Les routes départementales structurant le territoire

Le Mellois en Poitou est concerné par des routes départementales qui sont classées comme voies à Grande Circulation. Les routes à grande circulation, quelle que soit leur appartenance domaniale, sont les routes qui permettent d'assurer la continuité des itinéraires principaux et, notamment, le délestage du trafic, la circulation des transports exceptionnels, des convois et des transports militaires et la desserte économique du territoire, et justifient, à ce titre, des règles particulières en matière de police de la circulation. La liste des routes à grande circulation est fixée par décret, après avis des collectivités et des groupements propriétaires des voies.

Zoom sur le classement des routes départementales grande circulation, prioritaires et express sur le Mellois en Poitou



Or conformément à l'article L. 111-1-4 du Code de l'Urbanisme :

« En dehors des espaces urbanisés des communes, les constructions ou installations sont interdites dans une bande de cent mètres de part et d'autre de l'axe des autoroutes, des routes express et des déviations au sens du code de la voirie routière et de soixante-quinze mètres de part et d'autre de l'axe des autres routes classées à grande circulation.

Elle ne s'applique pas :

- aux constructions ou installations liées ou nécessaires aux infrastructures routières ;*
- aux services publics exigeant la proximité immédiate des infrastructures routières ;*
- aux bâtiments d'exploitation agricole ;*
- aux réseaux d'intérêt public.*

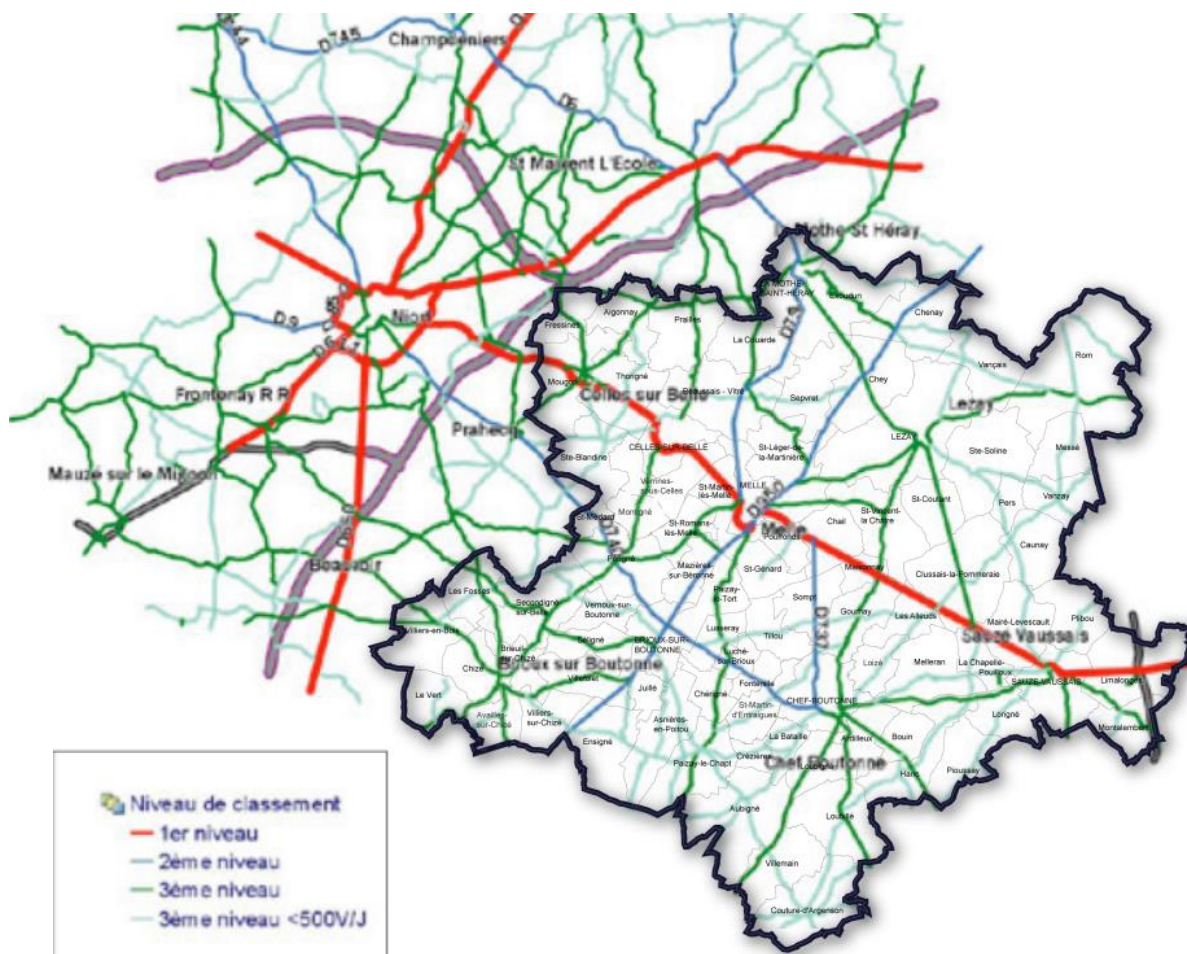
Elle ne s'applique pas non plus à l'adaptation, au changement de destination, à la réfection ou à l'extension de constructions existantes.

Le plan local d'urbanisme, ou un document d'urbanisme en tenant lieu, peut fixer des règles d'implantation différentes de celles prévues par le présent article lorsqu'il comporte une étude justifiant, en fonction des spécificités locales, que ces règles sont compatibles avec la prise en compte des nuisances, de la sécurité, de la qualité architecturale, ainsi que de la qualité de l'urbanisme et des paysages.

Dans les communes dotées d'une carte communale, le conseil municipal peut, avec l'accord du préfet et après avis de la commission départementale compétente en matière de nature, de paysages et de sites, fixer des règles d'implantation différentes de celles prévues par le présent article au vu d'une étude justifiant, en fonction des spécificités locales, que ces règles sont compatibles avec la prise en compte des nuisances, de la sécurité, de la qualité architecturale, ainsi que de la qualité de l'urbanisme et des paysages.

Il peut être dérogé aux dispositions du présent article, avec l'accord du préfet, lorsque les contraintes géographiques ne permettent pas d'implanter les installations ou les constructions au-delà de la marge de recul prévue au premier alinéa, dès lors que l'intérêt que représente pour la commune l'installation ou la construction projetée motive la dérogation. »

Le schéma routier départemental classe également les voies selon 3 niveaux différents en fonction de leur importance et entraînant des gestions différenciées.



Source : Règlement de voirie départementale

- Le trafic moyen journalier annuel (TMJA) sur les routes départementales en 2013 (source : CG 79)

RD	Niveaux	Caractéristiques	Sections	Tous véhicules	dont poids lourds PL	
14	3		Melle - Lezay	1 724	142	8 %
14	3		Lezay - Rom	1 113	128	11 %
14	3		Rom - limite Vienne	1 086	89	8 %
45	3		La Mothe - Chey	1 950	326	17 %
45	3		Chey - Lezay	1 161	74	6 %
45	3		Lezay - RD 948	1 383	256	18 %
737	2		au Nord de La Mothe	3 072	365	12 %
737	2		Beaussais - La Mothe	1 127	265	23 %
737	2		Melle - Beaussais	3 250	450	14 %
737	2		Chail - Chef-Boutonne	2 396	273	11 %
737	3		Chef-B. - limite Charente	1 082	147	13 %
740	2		Prahecq - Brioux	2 405	181	7 %
740	2		Brioux - Chef-Boutonne	1 819	261	14 %
740	3		Chef-B. - limite Charente	1 130	44	4 %
948	1	route à grande circulation	Niort - Melle	12 557	1 795	14 %
948	1	route à grande circulation	déviations de Melle	6 010	1 218	20 %
948	1	route à grande circulation	Melle - Chail	9 408	1 461	15 %
948	1	route à grande circulation	Chail - RD 45	6 786	1 492	22 %
948	1	route à grande circulation	RD 45 - Sauzé-V. - RN 10	8 100	1 498	18 %
948	1	route à grande circulation	RN 10 - limite Vienne	4 367	1 046	24 %
950	2	route à grande circulation	Melle - limite Vienne	8 767	460	5 %
950	2	route à grande circulation	Melle - quartier Beausoleil	9 695	2 000 *	20 %
950	2	route prioritaire	Melle - limite Charente Me.	3 852	529	14 %

* valeur approchée

Le Conseil Général des Deux-Sèvres estime par ailleurs que l'évolution annuelle du trafic sur ces routes ne devrait pas dépasser 2 à 2,5%.

➤ La modernisation de la RD948 par le Conseil Départemental des Deux-Sèvres

Le Conseil départemental des Deux-Sèvres a engagé un projet de modernisation de la RD948 entre Melle et Limalonges (jusqu'au carrefour avec la RN10). En effet, cet axe à fort trafic (environ 10 000 véhicules par jour dont 25 % de poids lourds) est à deux voies, traverse de nombreux villages et possède une densité d'accident 2,5 fois plus élevée que la moyenne nationale.

Le projet prévoit :

1/ L'achèvement du contournement de Melle :

La première partie de la déviation de Melle a été entreprise sur une longueur de 2,2 km et mise en service en mai 1996. La seconde partie de la déviation comporte une section à 3 voies sur 2,5 km et la construction d'un viaduc de 340 mètres sur la Légère. Ces travaux prévus à partir de 2020 conduiront à l'artificialisation de 7,16 ha de terres agricoles et de 2,2 ha de terres naturelles.

2/ La réalisation de deux secteurs de dépassement à trois voies sur la RD948 :

Il s'agit de réaliser :

- un créneau de dépassement à 3 voies de 900 mètres entre Maisonnay et la base logistique de Gournay (Alloinay)
- un créneau de dépassement à 3 voies de 1290 mètres entre Chaignepain (Alloinay) et La Presle (Clussay-la-Pommeraye)
- la sécurisation du carrefour entre la RD948 et la RD45 (route de Lezay) par un giratoire avec rabattement de la RD173.

2.2 Les modes de déplacements alternatifs à l'automobile

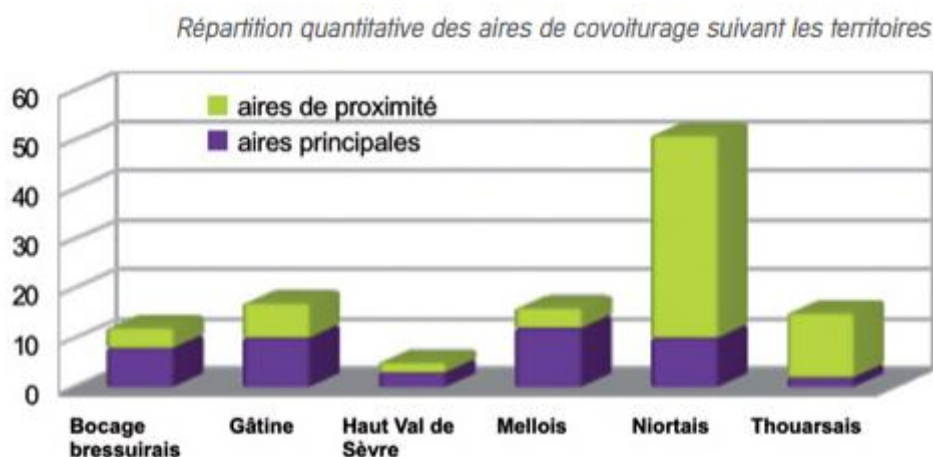
L'offre de transport en commun est limitée sur le territoire, mais on recense plusieurs initiatives pour pallier le manque d'offre.

> Le covoiturage

Dès mars 2008, il a été proposé un service de mise en relation entre automobilistes et covoiturés intitulé « covoiturons ! ». L'objectif est de contribuer à renforcer le lien social entre les habitants, et de réduire le trafic routier pour atténuer l'impact sur l'environnement.



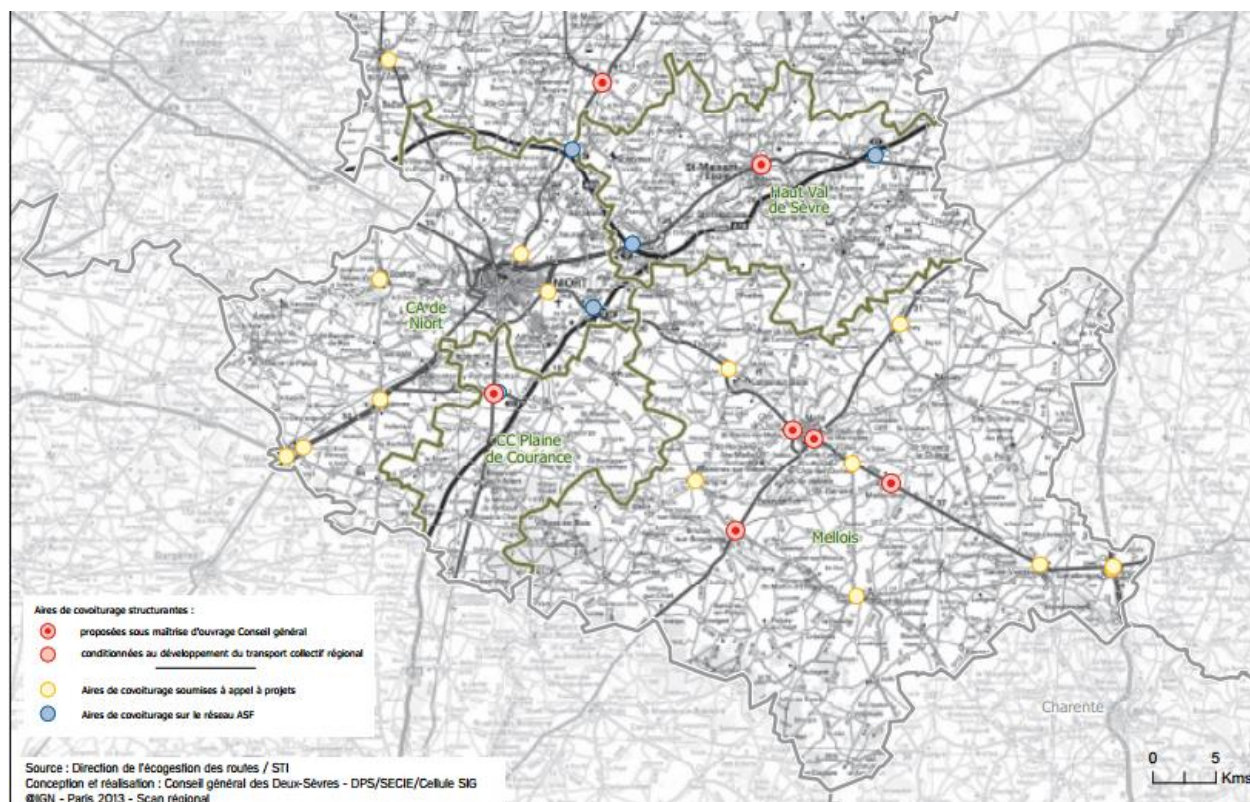
Des aires de covoiturage informelles commencent à se développer, notamment sur le parking de certains supermarchés et près des noeuds routiers. Dans le cadre du Contrat Local Initiative Climat, le Syndicat Mixte du Pays Mellois, la Région Poitou-Charentes, l'ADEME et le Conseil Général des Deux-Sèvres ont élaboré un document grand public pour informer les habitants sur l'éco-mobilité et l'offre de déplacement en Mellois.



Dans le cadre du schéma départemental des Aires de Covoiturage voté par le Conseil général des Deux-Sèvres le 18 novembre 2013, le Conseil Général des Deux-Sèvres et l'ADEME ont identifié sur le Mellois 15 aires de covoiturage en vue d'un aménagement :

Source : Schéma départemental des aires de covoiturage, CG 79, novembre 2013

Principales aires de covoiturage du Sud des Deux-Sèvres (Source : Schéma départemental des aires de covoiturage, CG 79, novembre 2013)



> Les lignes de car

L'offre RDS (Réseau de bus des Deux-Sèvres), gérée par le CG 79, se limite à deux lignes :

- > ligne 17 (Sauzé-Vaussais / Melle / Celles-sur-Belle / Mougou / Niort). La fréquence est d'environ 15 passages depuis Melle (le nombre de passages est fonction du jour de la semaine). La desserte depuis Sauzé-Vaussais est moindre (4 passages par jour).

La ligne 17 dessert également la commune de Lezay par un aller-retour quotidien les lundis, mardis, jeudis et vendredis.

En 2012, 3 557 usagers (dont 1 102 scolaires) ont emprunté la ligne 17.

- > ligne 18 (Chef-Boutonne / Brioux-sur-Boutonne / Niort).

En outre, il existe trois lignes « virtuelles » pour lesquelles une réservation 24 heures à l'avance est nécessaire :

- > Chizé – Secondigné - Périgné

- > Lezay - Melle
- > Chef-Boutonne - Brioux sur Boutonne - Melle



Le Mellois en Poitou a également travaillé à une meilleure accessibilité des transports en commun aux personnes à mobilité réduite, en partenariat avec le Conseil Général. Depuis mars 2006, certains horaires de passage des lignes 17 et 18 sont accessibles pour les handicapés. Par ailleurs, les communes desservies ont aménagé les arrêts et des places de stationnement pour optimiser l'accès aux personnes à mobilité réduite.

> Le train

Il n'y a pas de transports ferroviaires sur le territoire, puisque le territoire n'est desservi par aucune gare. Pour prendre le train, les Mellois se rendent dans les gares de Saint-Maixent-l'Ecole, Niort et Ruffec desservies par le TER et le TGV et dans les gares de Saint-Jeand'Angély et de Lusignan desservies par le TER.

De 1994 à 2019, le Syndicat Mixte du Pays Mellois puis la Communauté de communes Mellois en Poitou ont géré en régie un « Point Transport » en partenariat avec la SNCF, permettant la vente de billets de train (TGV et TER) et de tickets de bus RDS. Dans le cadre de la restructuration des points de vente de la SNCF, ce « Point Transport » a fermé ses portes au 1er janvier 2020.

> Le parc cyclomoteur

C'est un service d'accueil et d'accompagnement vers l'emploi, des jeunes de 16 à 25 ans domiciliés sur le Mellois en Poitou. L'objectif de ce service, géré par l'association Toits etc, est d'offrir un moyen de locomotion simple, économique, aussi modeste soit-il, permettant au public reçu de se déplacer en toute indépendance sur le territoire, d'accéder à un emploi, de suivre une formation et plus globalement de favoriser l'autonomie.

A ce jour, le parc compte 11 cyclomoteurs qui sont loués chaque année en moyenne à 25 personnes.

> Le fret SNCF

Le fret entre La Rochelle/Poitiers se situe à proximité du Pays Mellois : les gares les plus proches desservies par le fret sont Saint-Maixent, La Mothe Saint-Héray et Pamproux. Les produits transportés vers le port sont nombreux, mais c'est le trafic des céréales au niveau du port de la Rochelle qui reste un des plus soutenus : ce port est le 2ème port français en matière d'exportation de céréales, et le trafic a augmenté de près de 30% en 2008. Le port draine les productions des régions Poitou-Charentes, Centre et Limousin. Au niveau de la région Poitou-Charentes l'activité céréalière reste importante, à la fois au départ des différents silos embranchés de collecte, mais également à l'arrivée sur les silos d'exportation du Grand Port Maritime de La Rochelle. L'année 2013 a été exceptionnelle, avec plus de 900 000 tonnes de trafics céréaliers transportés vers le port de La Rochelle. Le trafic fret de la ligne Poitiers - La Rochelle dépend entièrement de l'activité du Port de la Pallice et demeure donc modéré : une dizaine de trains quotidiens partent à l'expédition et autant à la réception.

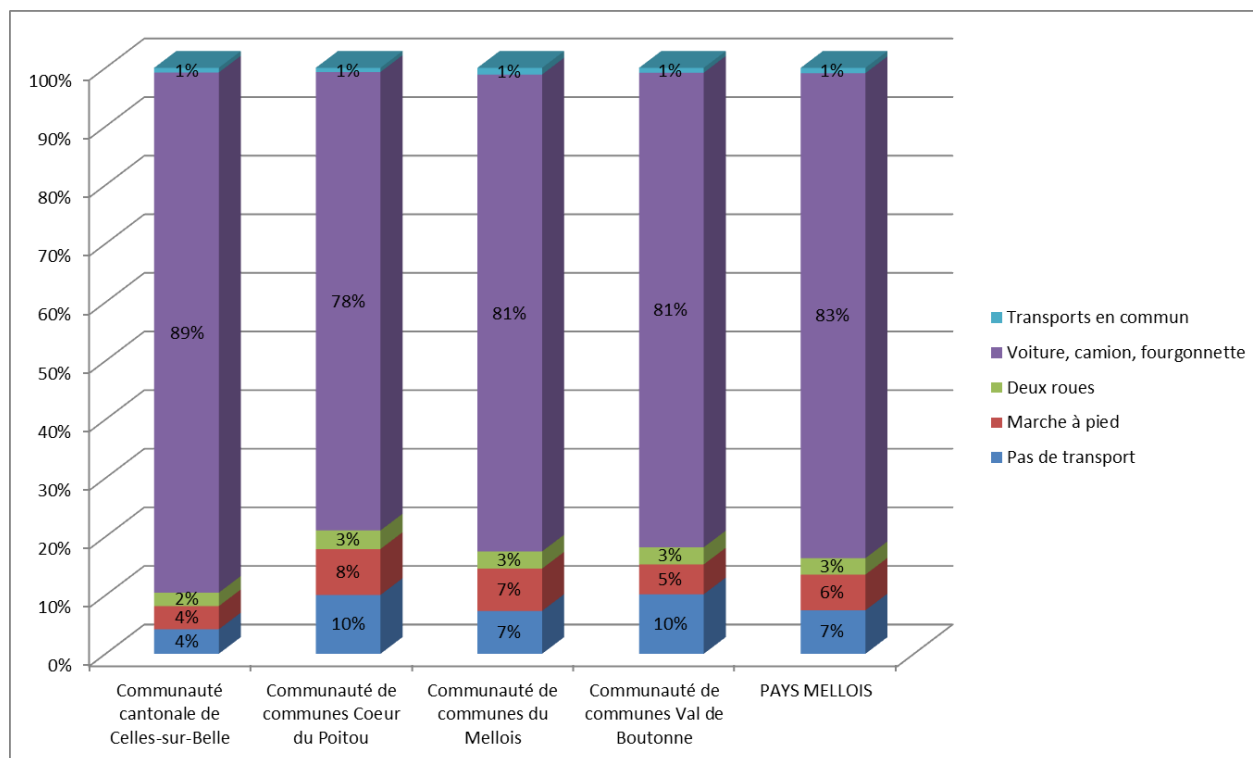
2.3 La voiture, mode de transport phare sur ce territoire rural

Selon les données INSEE, en 2011 :

- > Les déplacements domicile / travail des actifs du Mellois en Poitou sont effectués à **83% en voiture**. Ce taux est le plus élevé dans l'ex-Communauté Cantonale de Celle-Sur-Belle (89% des déplacements quotidiens pour le travail s'effectuent en voiture).
- > **La marche à pied représente 6% des déplacements domicile / travail** des actifs habitant sur la Communauté de Communes.
- > **7%** des travailleurs du Mellois en Poitou n'utilisent pas de transport pour se rendre à leur emploi. Il s'agit essentiellement des **professionnels travaillant à domicile**. Leur part est relativement élevée dans les ex-Communautés de Communes plus rurales, éloignés des très gros pôles d'emplois comme Niort (à savoir Cœur du Poitou et Val de Boutonne : 10% des actifs travaillent à domicile).

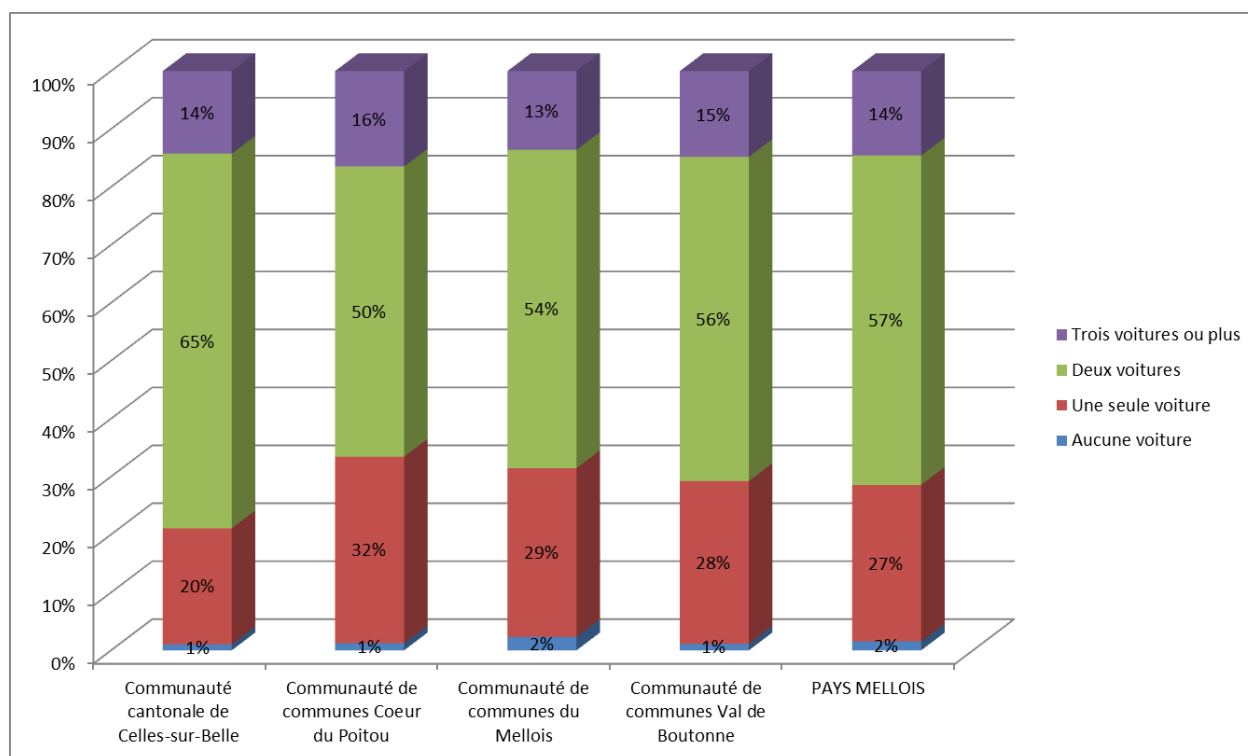
- **Les transports en commun ne représentent que 1% des déplacements** domicile / travail sur la Communauté de Communes. L'offre en TC s'avère inadaptée et insuffisante (deux lignes de bus départementales, trois lignes virtuelles et pas de gare).

Modes de déplacements pour les trajets domicile-travail en 2011 (Source : Insee, Recensement de la population 2011 exploitation complémentaire)



La voiture est donc le mode de transport le plus utilisé pour ce type de déplacement.
98% des ménages disposent d'une voiture sur la Communauté de Communes, dont 71% sont multimotorisés.

Taux de motorisation des ménages en 2011 (Source : Insee, Recensement de la population 2011 exploitation complémentaire)



2.4 Des flux domicile travail principalement sortants et à destination de Niort

Selon l'exploitation complémentaire du recensement de la population 2011 de l'INSEE, les flux des actifs sortants du Mellois en Poitou sont près de 18 fois plus nombreux que ceux entrants (1887 sorties quotidiennes pour 107 entrées). Les flux sortants s'orientent majoritairement vers Niort (90% des flux sortants), puis Chauray (10% des flux). Les flux entrants sont eux à destination de Melle. À noter également qu'une quantité importante d'actifs habitant Celles-sur-Belle part travailler sur Melle.

Attention, ces chiffres ne sont que des indications qu'il convient de relativiser. En effet, ils ne tiennent compte que des flux domicile / travail de plus de 100 actifs mobiles. Or, près de 40% des communes du Mellois en Poitou (soit 31 communes sur 80) comptent moins de 100 actifs. Les flux de ces personnes ne sont donc pas pris en considération.

Tableau des flux domicile / travail de plus de 100 actifs de plus de 15 ans ayant un emploi sur le territoire en 2011 (Source : INSEE 2011) :

- en vert, les flux sortants du Mellois en Poitou
- en bleu, les flux entrants dans le Mellois en Poitou
- en rouge, les flux de plus de 100 unités restants dans le Mellois en Poitou

Lieu de travail	Chauray	Niort	Melle
Commune de résidence			
Aigonnay		117	
Celles-sur-belle		437	100
Fressines	100	283	
Mougon	103	442	
Périgné		101	
Niort			107
Saint-Blandine		119	
Thorigné		185	
TOTAL	203	1684	

	Flux sortants	Flux entrants	Flux restants dans la Communauté de Communes
TOTAL des flux de plus de 100 unités	1887	107	100

Atouts

- > Un réseau structurant et quadrillant le territoire d'est en ouest et du nord au sud
- > Des projets routiers pour améliorer la desserte et la circulation : élargissement de la RD 948, déviation de Sauzé-Vaussais
- > 15 aires de covoiturage en vue d'un aménagement
- > En projet : un maillage de plus de 40 bornes de recharge électrique sur le territoire

Faiblesses

- > Une importance des flux domicile travail vers Niort
- > Une prédominance de la voiture dans les déplacements, un taux de multimotorisation conséquent
- > Une offre en transport en commun inadaptée et insuffisante : 2 lignes de bus départementales, 3 lignes virtuelles et pas de gare

Enjeux

- > Développer les modes de transport limitant les émissions de gaz à effet de serre : voiture électrique, transport en commun, mobilité douce, covoiturage
- > Améliorer la desserte en transport en commun
- > Faciliter l'insertion des personnes ayant des difficultés à se déplacer notamment par le biais d'une offre en transport adaptée
- > Améliorer les liaisons douces au sein des bourgs (entre bourg et lotissement, lotissement et école, bourg et centre commercial périphérique) pour limiter au maximum l'usage de la voiture, notamment dans les bourgs structurants (35% de la population du Pays y vit).
- > Optimiser les liaisons douces qui relient les bourgs, en valorisant et sécurisant les chemins existants (chemin de Saint-Jacques de Compostelle, GR)

UN TERRITOIRE OU LA VOITURE EST LE MODE DE TRANSPORT PREDOMINANT ET DONT L'USAGE S'APPUIE SUR UN RESEAU STRUCTURANT ET QUADRILLANT LE TERRITOIRE D'EST EN OUEST ET DU NORD AU SUD

Des déplacements routiers principalement organisés selon une logique Ouest / Est et Nord / Sud

- Deux axes structurants : la RD 948 (Limoges - Niort) et la RD 950 (Poitiers - St Jean d'Angely)
- Des axes secondaires : RD 14, 45, 737, 740

Des déviations permettant de désengorger les bourgs et de fluidifier le trafic

- Réalisée
- Projetée

Une faible desserte et accessibilité aux transports en commun

- Une faible accessibilité ferroviaire
- Réseau SNCF existant

Des gares TGV/TER ou TER situées en dehors du Pays

LGV Sud Europe Atlantique (Tours – Bordeaux) passant sur le territoire mais qui ne le dessert pas (Mise en service en 2017)

Une offre en car limitée

2 lignes principales orientées Est / Ouest et communes desservies par ces lignes (15 passages par jour depuis Melle et 4 depuis Sauzé-Vaussais)

Des lignes « virtuelles » pour lesquelles une réservation 24 heures à l'avance est nécessaire et communes desservies uniquement par ces lignes virtuelles

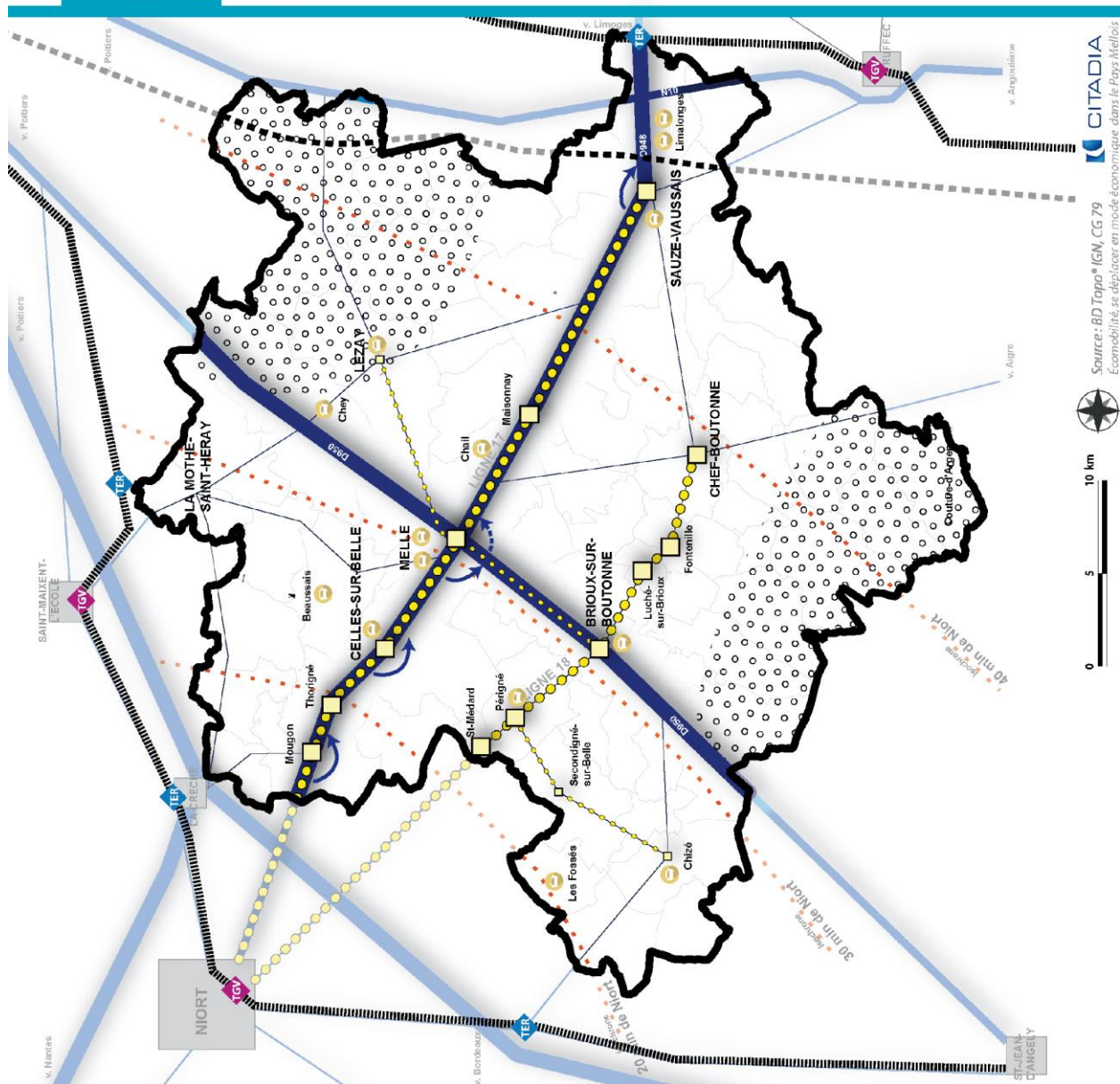
Secteurs les plus éloignés des dessertes en transport en commun internes ou externes au Pays (car et train)

Des réflexions à l'échelle du Pays Mellois pour pallier le manque de transport en commun

L'ensemble des circuits scolaires est ouvert à tous, permettant d'offrir une offre de transport plus large

Un parc de 11 cyclomoteurs est géré par l'association Toits etc. pour aider les jeunes de 16 à 25 ans et les bénéficiaires de minimas sociaux domiciliés sur le Pays Mellois à trouver des solutions pour se rendre à leur travail

Le Pays compte une quinzaine d'aires de covoiturage structurantes en vue d'un aménagement



3. EQUIPEMENTS, SERVICES ET AMENAGEMENT NUMERIQUE DU TERRITOIRE

3.1 Répartition et taux d'équipement

La base permanente des équipements (BPE) de l'INSEE est destinée à fournir le niveau d'équipements et de services rendus par un territoire à la population. Cette base comporte un large éventail d'équipements et de services rendus à la population. Le champ actuel recouvre les domaines des services, marchands ou non, des commerces, de la santé et de l'action sociale, de l'enseignement, du sport-loisir et du tourisme.

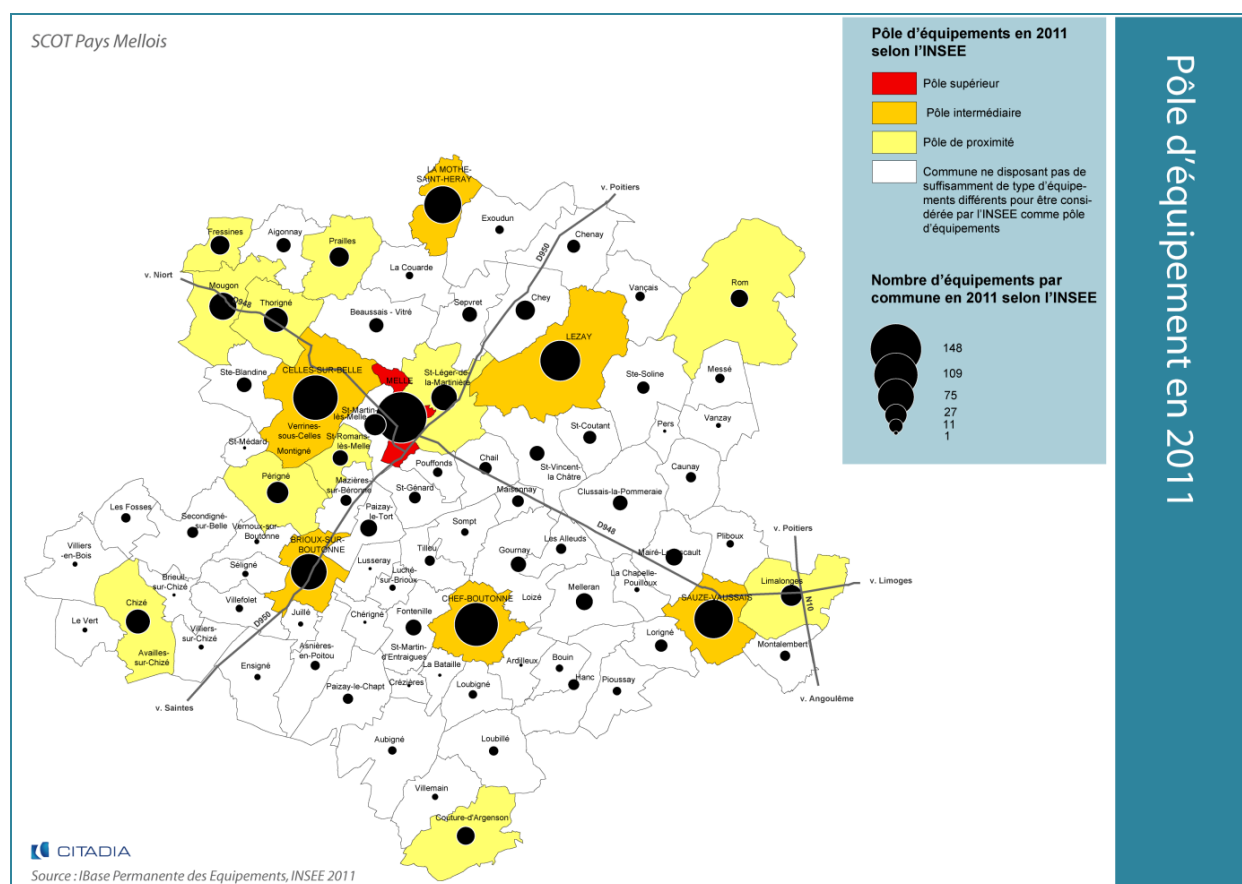
Pour la base d'équipements de 2011, 95 équipements ont été retenus. Ils se répartissent en trois gammes :

- > **Gamme de proximité (29 équipements différents) : École maternelle, pharmacie, boulangerie, la poste...**
- > **Gamme intermédiaire (31 équipements différents) : Collège, orthophoniste, supermarché, Trésor public...**
- > **Gamme supérieure (35 équipements différents) : Lycée, maternité, hypermarché, Pôle emploi...**

Une commune qui possède au moins la moitié des équipements d'une gamme est considérée comme pôle d'équipement de ladite gamme. La classification des équipements en gammes a pour objectif de réunir des équipements qui présentent des logiques d'implantation voisines, en ce sens qu'ils sont fréquemment présents dans les mêmes communes et met en évidence une organisation hiérarchisée du territoire en termes de services à la population. Les équipements les plus rares s'implantent dans les communes les plus peuplées, qui disposent également des équipements les plus fréquents. De ce fait, on observe un emboîtement des pôles : tous les pôles intermédiaires sont aussi pôles de proximité et tous les pôles supérieurs sont également pôles intermédiaires.

Les gammes d'équipements sont actualisées chaque année pour une nouvelle version de la Base Permanente des Équipements. En effet, d'une part de nouveaux équipements peuvent être introduits dans la base et, d'autre part, l'implantation des équipements dans les communes peut être modifiée, tout cela pouvant avoir des conséquences sur la composition des gammes. Dans la base de 2011, les équipements à caractère touristique, les équipements de loisirs ainsi que certains équipements sportifs, s'ils continuent à être recensés de manière globale, ne font plus partie des équipements déterminant les gammes d'équipements.

Il a été considéré en effet qu'ils fournissent leurs services davantage à une clientèle de passage qu'à la population résidente et/ou obéissent à des logiques d'implantation spécifiques.



Melle, seul pôle d'équipements supérieur

La commune de Melle regroupe la majorité des 1 474 équipements que recense la Communauté de Communes et constitue le seul pôle d'équipements supérieur (28 équipements de gamme supérieure). C'est notamment dans les domaines des loisirs et de la culture (avec la présence d'un cinéma), mais aussi de la santé (établissements de santé, structures spécialisées et spécialistes) et de l'enseignement (2 lycées) que la commune de Melle se distingue.

Au sens strict de la base permanente des équipements de l'INSEE, Saint-léger-de-La-Martinière est un pôle de proximité et Saint-Martin-lès-Melles ne dispose pas de suffisamment de types d'équipements différents pour être considérée par l'INSEE comme pôle d'équipements (elle n'a que 13 types d'équipements différents de la gamme de proximité quand il faudrait en réunir 15 pour être considéré comme pôle de proximité). Toutefois, selon l'analyse plus fine effectuée précédemment en termes de concentration d'emplois, de démographie et de spatialisation des activités, il est ressorti qu'une partie de ces deux communes fonctionnaient avec Melle.

Les autres chefs-lieux de canton sont tous des pôles d'équipements intermédiaires

Les 6 autres chefs-lieux de cantons (Celles-sur-Belle, Brioux-sur-Boutonne, Chef-Boutonne, Sauze-Vaussais et Lezay) sont tous des pôles de gamme intermédiaire. On y trouve par exemple, des supermarchés, magasins de vêtements, collège...

Quelques pôles de proximité surtout sur la moitié nord-ouest du territoire

Le territoire présente de nombreux pôles de proximité (au sens de cette typologie), c'est-à-dire qu'ils se composent d'au moins 15 types d'équipements recensés dans la gamme de proximité. Ils se localisent principalement à l'ouest d'une diagonale découpant le territoire selon un axe nord-est / sud-ouest. Les pôles de proximité sont principalement localisés à proximité de l'aire urbaine de Niort ou sont même des communes faisant partie de cette aire urbaine.

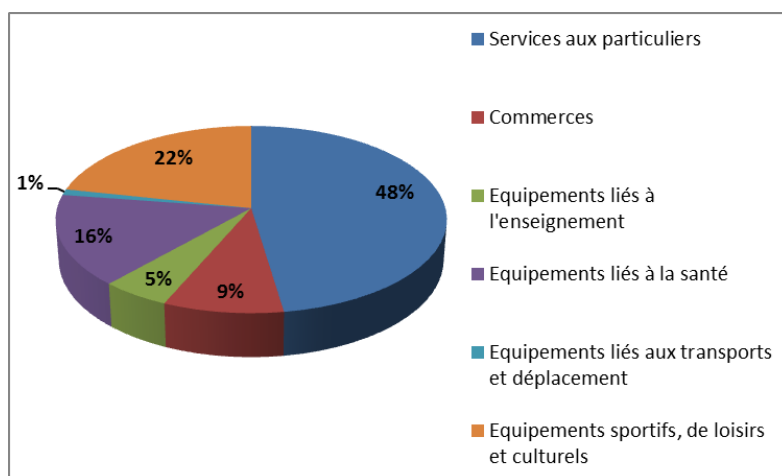
Il faut bien noter qu'un pôle ne se détermine pas au nombre d'équipements et services qu'il propose mais à la diversité de l'offre proposée. Ainsi, et par exemple, Chey concentre 23 équipements de gamme de proximité mais seulement 13 types d'équipements de cette même gamme. Elle n'en fait donc pas partie.

Seule la commune de Brioul-sur-Chizé dans l'ex-Communauté de Communes du Val de Boutonne ne dispose d'aucun équipement de proximité. Elle concentre en revanche un Établissement de santé de moyen séjour considéré comme étant un équipement de la gamme supérieure de la BPE de l'INSEE.

3.2 Une offre largement orientée vers les services à la population

Pour rappel, le territoire du Mellois en Poitou se compose de près de 1475 équipements, services et commerces selon la BPE en 2011. Représentant 48% environ des équipements du territoire, c'est le domaine des services aux particuliers qui prime, suivi par les équipements sportifs, de loisirs et culturels (22%), puis par les équipements et services liés à la santé (16%).

Répartition des équipements selon leur type (Source : BPE 2011, INSEE)



Thème central des programmes LEADER II et LEADER + du Mellois en Poitou, les services à la population se sont développés ces 15 dernières années de manière équilibrée sur l'ensemble du territoire. Le programme LEADER + a notamment permis de développer des services de qualité avec, notamment la création du CLIC (Centre Local d'Information et de Coordination gérontologique pour les seniors) et la création de formations à destination des encadrantes des services d'aide à domicile et des aides à domicile. Ces formations ont abouti à une reconnaissance des compétences pour les professionnels bénéficiaires du dispositif.

Au-delà de ces actions, d'autres projets ont été menés à destination de l'ensemble de la population, des plus petits aux plus âgés : développement d'un réseau d'assistantes maternelles, création d'espaces petite enfance et d'espaces jeunes, amélioration des maisons de retraite, portage des repas pour les personnes âgées, guide d'accessibilité pour les personnes à mobilité réduite, création d'une épicerie sociale...

Par ailleurs, le territoire accueille un certain nombre de services administratifs des collectivités et de l'État : Pôle Emploi, Service d'Action Sociale Territoriale (SAST), permanence des services de la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) et de la MSA...

Zoom sur les services à la personne et les formations développées sur le Mellois en Poitou :

- > **Petite enfance** : : des centres de loisirs communautaires ou associatifs ; des garderies périscolaires ; 2 structures multi-accueil à Aigondigné (bourg de Mougon) et à Melle ; 5 relais d'assistante maternelle (RAM) à Celles-sur-Belle, Melle, Lezay, Brioux-sur-Boutonne, Chef-Boutonne-Sauzé-Vaussais ; 3 associations d'assistante maternelle
- > **Accueil des plus de 12 ans** : Point jeunes à Celles sur Belle, Centre Socio Culturel du Mellois à Melle, Espace jeunes du Lezayen, Maison communale des jeunes à Sauzé-Vaussais, Point jeunes à Brioux-sur-Boutonne
- > **Éducation** : 51 écoles, 9 collèges (au moins 1 dans chaque chef-lieu de canton), 3 lycées (dont 1 lycée public d'enseignement général à Melle, 1 lycée d'enseignement professionnel à Chef-Boutonne et 1 lycée agricole à Melle)
- > **Enseignement professionnel** :
 - o Maison Familiale Rurale (MFR) de formation à distance de Vitré : 4ème et 3ème de l'Enseignement Agricole et Bac Professionnel services aux personnes et aux territoires
 - o Maison Familiale Rurale (MFR) de formation à distance de Brioux-sur-Boutonne. Domaines de formation : Services aux Personnes-Santé-Social et optique
 - o Centre Départemental de formation des Apprentis Agricoles à Melle
 - o Centre de Formation Professionnelle et de Promotion Agricoles de Melle
 - o Association pour la Formation et l'Information des Paysans et Ruraux du Poitou-Charentes à Melle
 - o Institut de formation et de recherche en éducation à l'environnement à Villiers-en-Bois. Domaines de formation : relation interpersonnelle, sciences, ornithologie, génie civil, construction, bois, haute qualité environnementale, échange et gestion, conduite de réunions, services aux personnes, relation aide, atelier conte, pédagogie, formation formateur spécialisé, services à la collectivité, développement durable, protection milieu naturel, environnement aménagement, animation environnement, gestion déchet, découverte nature.
- > **Personnes âgées** : un Centre Local d'Information et de Coordination (CLIC) depuis février 2003 à Melle (Le même accueil est proposé dans les permanences qui se tiennent dans chaque chef-lieu de canton du Mellois en Poitou), un réseau gériatologique
- > **Personnes handicapées ou fragiles** : centre d'aide par le travail, maison de l'autisme à Saint-Martin-lès-Melle, institut médico-éducatif (IME) à Melle, un hôpital de proximité à Melle, des unités Alzheimer, des maisons de retraite
- > **Action sociale** : 1 Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) dans chaque commune (présidé par le maire), 1 Centre Intercommunal d'Action Sociale (CIAS du Mellois au Point Public de Lezay)

L'accès aux soins

- **Une densité en médecins généralistes, pour l'ensemble du Mellois en Poitou, inférieure à ce qui est observé en moyenne dans la région, mais supérieure à la moyenne départementale**

En 2014 selon le Répertoire Partagé des Professionnels de Santé (RPPS), il y avait **44 médecins généralistes libéraux en exercice dans le Mellois en Poitou**, soit une densité de près de 91 pour 100 000 habitants. Le département compte 7 médecins de moins pour 100 000 habitants tandis que la région comptabilise 8 médecins de plus. Il est à noter que les médecins généralistes sont moins âgés sur le Mellois en Poitou (48% ont plus de 55 ans) que sur la région (51%) ou le département (50%).

	Médecin généraliste		
	Effectif en 2014	Part âgée de 55 ans et plus en 2014	Densité (pour 100 000 hab.)
Poitou-Charentes	1 754	51	99
Deux-Sèvres	312	50	84
Pays Mellois	44	48	91

Source : ADELI RPPS, INSEE (RP 2011)

Par ailleurs, plusieurs spécialistes officiaient également sur la Communauté de Communes en 2014 :

- > 1 ophtalmologiste, 20 masseurs kinésithérapeutes et 12 chirurgiens-dentistes. Les densités pour 100 000 habitants y sont plus faibles que sur le département et la région. De plus, ces professionnels sont en moyenne plus âgés que sur le département et la région.
- > 2 sages-femmes. Il y a ainsi plus de sage-femme par habitant sur la Communauté de Communes que sur le département et la région.

	Ophtalmologiste		Masséur kinésithérapeute			Chirurgien dentiste			Sage femme	
	Effectif en 2014	Densité (pour 100 000 hab.)	Effectif en 2014	Part âgée de 55 ans et plus en 2014	Densité (pour 100 000 hab.)	Effectif en 2014	Part âgée de 55 ans et plus en 2014	Densité (pour 100 000 hab.)	Effectif en 2014	Densité (pour 100 000 hab.)
Poitou-Charentes	111	6	1 218	22	69	782	37	44	69	19
Deux-Sèvres	14	4	198	24	53	136	41	37	16	21
Pays Mellois	1	2	20	30	42	12	58	25	2	22

Source : ADELI RPPS, INSEE (RP 2011)

Enfin, les migrations pendulaires domicile-travail peuvent permettre à une certaine frange de la population, notamment dans le canton de Celles-sur-Belle, de recourir aux médecins libéraux exerçant au sein de l'agglomération de Niort.

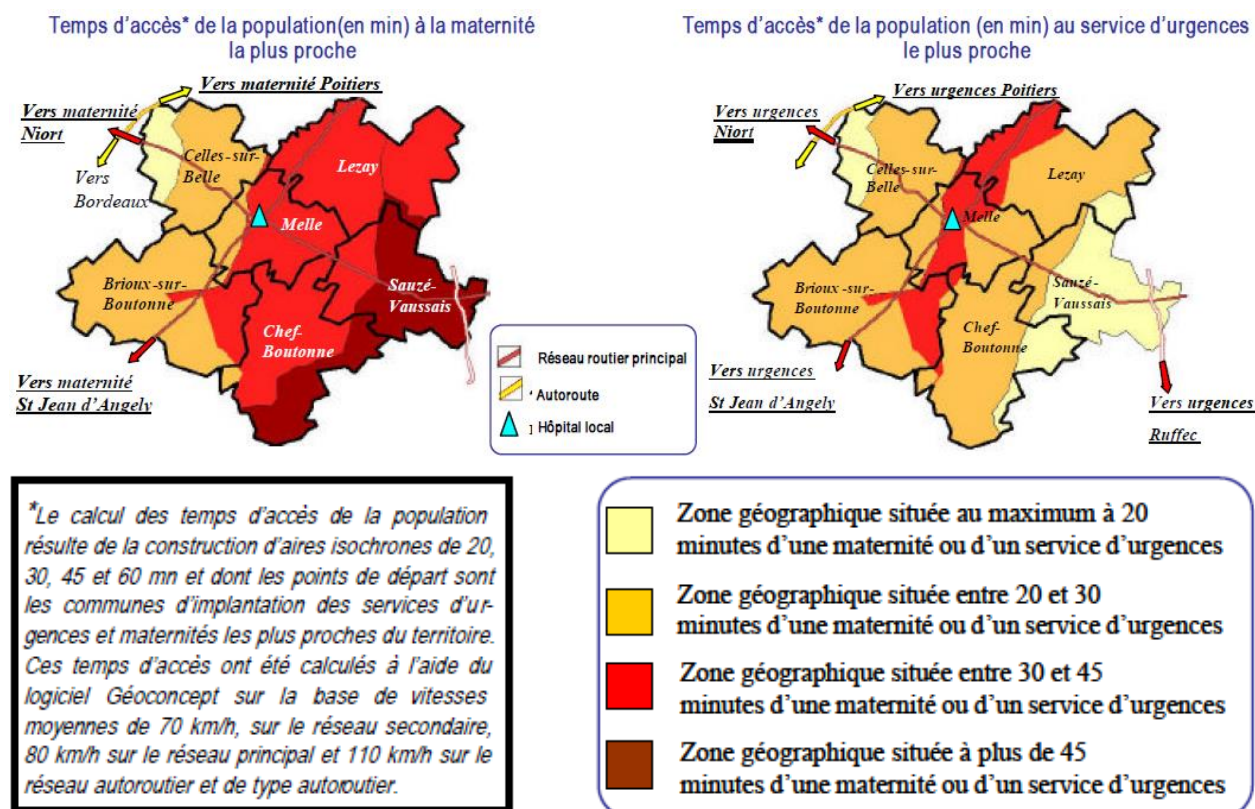
Le territoire comptait en 2014, 55 infirmiers libéraux et 21 pharmacies. Si la densité d'infirmiers pour 100 000 habitants est largement supérieure sur la Communauté de Communes que sur le département et la région, on y recense, en revanche, moins de pharmacie par habitant.

	Infirmier			Pharmacie	
	Effectif en 2014	Part âgée de 55 ans et plus en 2014	Densité (pour 100 000 hab.)	Effectif en 2014	Densité (pour 100 000 hab.)
Poitou-Charentes	1 937	21	109	871	49
Deux-Sèvres	354	23	95	167	45
Pays Mellois	55	27	114	21	44

Source : ADELI RPPS, INSEE (RP 2011)

- **Un territoire relativement enclavé vis à vis des services d'urgences et des maternités**

Le Mellois en Poitou est un des territoires picto-charentais qui compte parmi les plus importants temps d'accès aux services d'urgences les plus proches (Niort, Ruffec et St-Jean-d'Angély) et à la maternité la plus proche (Niort, St-Jean-d'Angély et Poitiers)



Source : Statistique annuelle des établissements de santé, 2004
Réalisation : Observatoire Régional de la Santé Poitou-Charentes

- **Un hôpital local répondant aux besoins de proximité de la population**

L'ancien couvent des Récollets, construit entre 1646 et 1860, fut une église puis, tour à tour, sous-préfecture, tribunal et ancien hôtel de ville avant de devenir l'hôpital local de Melle. Aujourd'hui, il fait partie d'un réseau de soins et d'une communauté d'établissements avec Saint-Maixent-l'Ecole et la Mothe Saint Heray (Ehpad les fontaines) dans le cadre d'une convention de direction commune.



L'histoire récente de l'hôpital a été marquée par la construction d'un nouvel établissement. La pose de la première pierre a eu lieu le 12 octobre 2006 et en mars 2009, l'ensemble des patients et résidents ainsi que le personnel a emménagé dans les nouveaux locaux, route de la Roche.

L'hôpital de Melle est un **établissement public de santé à vocation gériatrique de 158 lits et places**. Il répond aux besoins de la population de proximité en matière d'hospitalisation et d'accueil en Établissement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD). Il comprend :

- > Le service de médecine : 10 lits
- > Le service Soins de Suite et de Réadaptation (SSR) : 25 lits dont 4 lits dédiés aux soins palliatifs et 5 lits d'état végétatif chronique (E.V.C.)
- > Un secteur Hospitalisation à Domicile (HAD) : 10 places.
- > Un secteur EHPAD avec 113 chambres réparties sur 3 unités
- > Un espace PASA (pôle d'activité et de soins adaptés)
- > Un accueil de jour de 6 places pour des personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer ou apparentée.

L'hôpital est inscrit dans une filière de soins gériatriques et développe des partenariats avec les différents acteurs qui assurent la prise en charge des personnes âgées (Centre hospitalier de Niort, CHU de Poitiers, Services de soins infirmiers à domicile - SSIAD, Centre Local d'Information et de Coordination - CLIC, Aide à domicile en milieu rural - ADMR, Groupement de coopération sociale et médico-sociale - GCSMS, ...).

Qu'est-ce qu'un hôpital local ?

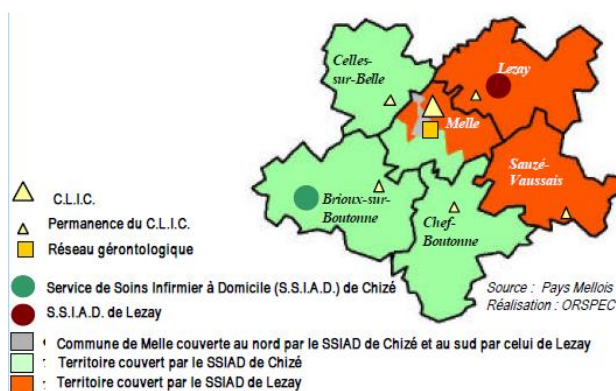
La circulaire du 28 mai 2003 relative aux missions de l'hôpital local stipule que ce type d'établissement constitue un premier niveau de prise en charge :

- > il dispense des soins à une population vivant à domicile, dans une zone géographique de proximité grâce aux services de médecine, de soins de suite et de réadaptation, et aux services d'hospitalisation, de soins, d'aide ou de soutien à domicile ;
- > il accueille dans des services adaptés, une population âgée dépendante ou en perte d'autonomie, nécessitant un accompagnement et des soins de qualité. Son fonctionnement médical repose, pour l'essentiel, sur des médecins généralistes libéraux : l'hôpital local constitue un lieu de collaboration entre la médecine libérale et hospitalière.

- **Un territoire totalement couvert par les services de soins infirmiers à domicile et les services d'aide à domicile**

Toutes les communes du Mellois en Poitou sont couvertes par un service de soins infirmiers à domicile (SSIAD) et par un service d'aide à domicile (SAD). Au total, on compte sur ce territoire 2 SSIAD offrant 105 places.

Services de soins infirmiers à domicile (SSIAD) et centre local d'information et de coordination gérontologique (CLIC) en Pays Mellois



Le réseau gérontologique

En juillet 2005 a été créé le réseau gérontologique couvrant le Pays Haut Val de Sèvre et le Mellois en Poitou. En règle générale, le réseau gérontologique est un regroupement de professionnels de santé médicaux et paramédicaux ainsi que d'organismes à vocation sanitaire ou sociale, regroupés au sein d'une association. Au près de la personne âgée, un médecin généraliste libéral de son choix et une assistante sociale coordonnent l'ensemble des interventions. L'association est également là pour informer et aider à accomplir les formalités et démarches administratives nécessaires.

- **Une offre d'hébergement, d'accueil temporaire et de jour pour personnes âgées supérieure à la moyenne régionale**

Comme vu précédemment, le territoire compte une grande part de personnes âgées. Ainsi, selon les données INSEE, 13,6% des habitants du Mellois en Poitou avaient plus de 75 ans en 2011, contre 11.5 % des habitants de la région et 11,3% des habitants du département.

De nombreuses structures accueillent la population âgée sur le territoire. 19% des places d'hébergement pour personnes âgées du département se situent dans le Mellois alors que la Communauté de Communes ne représente que 13% de la population départementale et 16% des plus de 75 ans des habitants des Deux-Sèvres.

Il y a d'ailleurs plus de places par personne âgée sur la Communauté de Communes que sur la région ou le département. Ces constats s'observent aussi bien en matière d'hébergement sur le long terme, que d'hébergement temporaire et d'accueil de jour. Ce n'étaient pas le cas il y a environ 10 ans. En effet, Fin 2003, le Mellois en Poitou ne disposait d'aucune place d'accueil de jour et de seulement 9 places en hébergement temporaire, contre 60 places aujourd'hui (accueil temporaire et de jour confondus).

	Poitou-Charentes	Deux-Sèvres	Pays Mellois
Nombre de places d'hébergement complet pour personnes âgées en 2014	27 570	6 404	1 196
Taux d'équipement en places d'hébergement complet pour personnes âgées en 2014 (pour 1 000 personnes âgées de 75 ans et plus)	135	153	182
Part des places d'hébergement complet pour personnes âgées non EHPAD en 2014 (%)	14	12	15
Nombre de places d'hébergement temporaire et d'accueil de jour pour personnes âgées en 2014	1 146	261	60
Taux d'équipement en places d'accueil temporaire et d'accueil de jours pour personnes âgées en 2014 (pour 1 000 personnes âgées de 75 ans et plus)	6	6	9
Nombre de places pour personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer et maladies apparentées en 2014	2 872	686	199

Source : ARS (Finess), INSEE (RP 2011)

3.3 Équipements sportifs, de loisirs et culturels

On recense 59 sites de sport nature sur le territoire et 385 équipements de sport de qualité dont 2 plans d'eau et 6 piscines.



Le territoire dispose de nombreux équipements culturels.

L'école de Musique du Pays Mellois

L'association qui porte l'école de Musique du Pays Mellois est basée à Melle. Elle enseigne une quinzaine d'instruments à 350 élèves et emploie 18 salariés. Les enseignements sont dispensés sur plusieurs communes du territoire : Melle, Celles-sur-Belle, Chef-Boutonne.

Sur Melle, faute de disponibilité et de salles adaptées, les cours étaient dispensés dans une multitude de salles. Depuis fin 2019, l'école de musique a emménagé dans les locaux de l'ancienne école primaire Jules Ferry à Melle, rénovés par la Communauté de communes Mellois en Poitou. Ainsi, les locaux administratifs et les cours donnés à Melle sont rassemblés sur le même site.

Les bibliothèques et les médiathèques

Ces équipements sont gérés directement par les communes. Les communes les plus importantes comme Melle, Celles-sur-Belle, Lezay, Chef-Boutonne, Sauzé-Vaussais, la Mothe-Saint-Héray et Brioux possèdent des fonds régulièrement abondés et renouvelés. Pour le fonctionnement de ces équipements les communes emploient des bibliothécaires qui proposent des animations pour les scolaires et le grand public : chaque mercredi

avant les vacances scolaires, séances de lecture en musique en partenariat avec l'école de musique du Pays Mellois à Melle ; plusieurs samedi matin par an, séances « bébés lecteurs » pour les 0-6ans à Celles-sur-Belle ; séances de dédicaces et rencontre avec des auteurs ; expositions...

Parmi les autres communes, un grand nombre possèdent également une bibliothèque : Couture d'Argenson, Loubillé, Lorigné, Melleran, Mairé l'Evescault, la Chapelle-Pouilloux, Montalembert, Tillou, Secondigné, Chizé, Brieuil-sur-Chizé, Saint-Médard, Périgné, Aigondigné (Mougon, Sainte-Blandine, Thorigné), Beaussais-Vitré, Prailles-La Couarde, Rom, Sainte-Soline.

Ces lieux sont ouverts en général quelques heures par semaine et fonctionnent souvent grâce à des bénévoles. Certains équipements sont très récents comme la bibliothèque de Couture d'Argenson ouverte en 2018.

La plupart des bibliothèques travaillent en réseau avec la Médiathèque départementale des Deux-Sèvres ce qui leur permet d'accéder à certains ouvrages, de donner accès aux habitants à un fonds de prêt plus important, de recevoir des expositions, de s'inscrire dans une programmation culturelle....

Le cinéma de Melle

Le cinéma associatif Cinémel existe à Melle depuis 1985. Il est classé Arts et Essais depuis 1991. L'association compte plus de 450 adhérents. Il dispose de deux salles de projection : la salle « le Méliès » de 155 places qui sera entièrement rénovée en 2020 (accessibilité, confort thermique, acoustique...) ; la salle « le Métallum » de 280 places qui peut diffuser des films en 3D.

Le cinéma vend plus de 30 000 entrées par an et rayonne sur tout le territoire mellois.

Le cinéma de Chef-Boutonne

Le cinéma associatif Ciné-Chef assure la diffusion de films grand public et de films Art et Essai dans la salle de cinéma située dans le centre culturel de Chef-Boutonne. La salle peut accueillir 146 personnes et assure environ 260 séances à l'année, dont certaines en 3D.

Des salles de projection

Le territoire possède plusieurs salles (d'environ 120 places chacune) équipées de fauteuils en gradin, d'écrans, de sonorisations et de systèmes de projection dans lesquelles ont lieu régulièrement des séances de cinéma : Salle Robert Dalban à Celles-sur-Belle ; salle du foyer rural/ancien cinéma à Lezay ; salle de conférence-cinéma à l'étage de la mairie de Sauzé-Vaussais ; salle de ciné Yfaucou à Chizé. Les projections de films dans ces salles se sont dans le cadre du circuit itinérant « cinéma chez nous » géré par la Ligue de l'Enseignement Poitou-Charentes et plus particulièrement par le Centre Régional de Promotion du Cinéma (CRPC).

Le Moulin du Marais

L'Union Régionale des Foyers Ruraux du Poitou-Charentes (URFR) implantée au Moulin du Marais à Lezay anime un « Pôle Culturel Régional des Arts de la Parole et des Écritures Contemporaines ». Le site possède : un hébergement de groupe jusqu'à 35 personnes avec « La Maison Augereau » et un gîte, permettant les résidences artistiques, d'écriture et d'actions culturelles ainsi que les stages/formations ; une salle de formation ; une théâtre-tèque dotée de plus de 9000 titres, dont 1200 pour la poésie ; une salle de spectacle

Les salles de spectacles

La programmation de spectacles et de concerts mise en œuvre tout au long de l'année par les associations culturelles du territoire est accueillie dans différents types de salles :

- Les salles équipées de fauteuils en gradins : les salles de cinéma décrites plus haut
- La salle de spectacle du Moulin du Marais à Lezay
- Les salles polyvalentes de grande capacité : La Boutonnaise à Brioux, salles des fêtes de Melle, Celles-sur-Belle, Alloinay, Lezay
- Les salles des fêtes du territoires
- Des cafés....

La vie culturelle du territoire est rythmée par de nombreux festivals :

- Musiques actuelles : les givrés à Melle en février ; programmation de la Ronde des Jurons à Melle de septembre à mai
- Théâtre en itinérance : Scène Nomades sur tout le Mellois de septembre à mai
- Théâtre et musique, autour du texte : programmation du Moulin du Marais à Lezay en automne-hiver
- Musique Jazz : Boulevard du jazz à Melle fin juillet ; programmation des Arts en Boule à Melle de septembre à mai
- Musique Classique : Arnetetra à Celles-sur-Belle et les communes alentours en juillet ; Festival de Melle des Amis de Saint-Savinien à Melle en juin
- Théâtre et Arts du cirque et de la rue : festival au Village à Brioux en juillet
- Danse : le Plancher des valse ; Mastoc Production

De plus, tous les 2 ans Melle accueille une biennale d'Art contemporain, de notoriété nationale.

Le territoire possède également associations favorisant les initiatives d'habitants et l'innovation :

La Bêta-Pi et le FabLab « Bêta-Lab »

Parmi les nombreuses missions et actions qu'elle développe, l'association la Bêta-Pi (éducation populaire et médiation scientifique) à Melle porte dans ses locaux un FabLab : laboratoire de fabrication ouvert à tous où sont mis à disposition toutes sortes d'outils, notamment des outils pilotés par ordinateur (imprimantes 3D, découpeuse-graveuse laser, brodeuse numérique, etc...). On y trouve aussi des ordinateurs pour dessiner, modéliser, programmer, du matériel électronique pour découvrir, s'amuser, prototyper.

L'association la Bêta-Pi anime un samedi par mois un « Café réparation » ou « repair café ». Il s'agit d'un atelier consacré à la réparation d'objets et organisé à un niveau local sous forme de tiers-lieu, entre des personnes qui habitent ou fréquentent un même endroit.

Le Centre socio-culturel du Mellois

Il s'agit d'une association disposant de l'agrément « centre socio-culturel » délivré par la Caisse d'Allocations Familiales sur la base d'un projet social révisé tous les 4 ans. Le périmètre d'action de l'association est sur 14 communes autour de Melle (ancien Canton de Melle). L'association se positionne comme « un foyer d'initiatives ouvert à tous, qui accompagne les projets portés par les habitants, visant à renforcer leur pouvoir d'agir et leur qualité de vie ». Parmi les différentes missions et actions qu'elle développe, l'association coordonne ou porte des activités initiées par des habitants : carnaval ; ateliers de photographie, loisirs créatifs, langue des signes, cirque ; Batoucada ; cours de danse ; groupe d'habitants sur l'accès aux droits et à la mobilité ; groupe d'aide au départ en vacances...

Les foyers ruraux

Le territoire compte plus d'une dizaine d'association appartenant au Mouvement de Foyers Ruraux (Beaussais-Vitré, Brioux-sur Boutonne, Verrines-vous-Celles, Couture d'Argenson, Mairé-L'Evescault, Melle, Melleran, Lezay, Valdelaume, Sauzé-Vaussais, Rom, Saint-Léger...). En général, ces associations possèdent plusieurs sections dédiées aux savoirs-faires (vannerie, tissage, couture, peinture...) et aux activités culturelles (théâtre, chant, danse...). Dans leur communes, ces associations bénéficient d'une ou plusieurs salles mises à disposition par les mairies pour exercer leurs différentes activités.

Équipements festifs et associatifs

La plupart des communes disposent d'une salle des fêtes ou salle polyvalente. Les plus petites communes qui n'en disposent pas possèdent en général a *minima* une salle communale permettant la tenue de réunions et qui est mise à disposition des associations (souvent aménagée dans l'ancienne école du village).

Le Mellois en Poitou possède un nombre important d'équipements culturels, bien répartis sur l'ensemble du territoire et animés par un réseau associatif dense, notamment sur la dimension culturelle et socio-éducative.

Les locaux accueillants ces activités et manifestations sont soit des locaux dédiés, soit des locaux polyvalents et partagés avec d'autres acteurs.

Le nombre d'équipements apparaît comme suffisant. Si de nouveaux équipements étaient créés, ils verraient le jour dans le cadre de réhabilitations de locaux désaffectés.

Équipements sportifs

On recense 59 sites de sport nature sur le territoire et 385 équipements de sport de qualité dont 5 plans d'eau et 6 piscines.

Piscines : Le territoire possède 5 piscines de plein air (Sauzé-Vaussais, Lezay, Chef-Boutonne, Brioux, Celles-sur-Belle) et une piscine couverte à Melle. Ces six équipements sont gérés en régie par la Communauté de communes Mellois en Poitou.

Base de loisirs et plans d'eau : Il existe des plans d'eau ou étangs à Chef-Boutonne, Sauzé-Vaussais, Périgné et Messé aménagés pour la pêche. La Base de Loisirs du Lambon à Prailles permet de pratiquer en plus des activités nautiques (canoë, paddle, planche à voile) et de plein air (VTT). Aucun des ces plans d'eau ne permettent la baignade.

Gymnases/salles omnisports : Les communes de Melle, Celles-sur-Belle, Lezay, Chef-Boutonne, Sauzé-Vaussais, la Mothe-Saint-Héray et Brioux possèdent des salles omnisports. Ces sites sont parfois équipés d'autres salles plus spécialisées : dojo à la Mothe et à Melle ; salle de gymnastique à Melle ; salle de ping-pong à Chef-Boutonne.

Stade de rugby : La commune de Melle possède un stade de rugby.

Stades de football : Les communes de Melle, Celles-sur-Belle, Lezay, Chef-Boutonne, Sauzé-Vaussais, la Mothe-Saint-Héray, Brioux, Aigondigné, Périgné, Limalonges possèdent un stade de football.

Mur d'escalade : La falaise de Cinq-Coux sur la commune d'Aigondigné a été aménagée pour permettre la pratique de l'escalade en milieu naturel.

Centres équestres : Le territoire dispose de trois centres équestres à Melle, à Lezay et à Valdelaume.

Stand de tir sportif : La commune d'Aigondigné possède un stand de tir sportif (Thorigné).

Skate-parcs et terrains de BMX : Il existe des skate-parcs à Melle, la Mothe et Brioux. Il existe un terrain de BMX à Melle (Saint-Léger).

De nombreuses communes du territoire disposent de : city-stades ou city-parcs, cours de tennis, terrains de pétanque, terrains de football.

3.4 Projets d'équipement



La Communauté de communes Mellois en Poitou, dans son plan pluriannuel d'investissements, envisage d'effectuer des réhabilitations d'équipements existants (en général des sites scolaires) et la création de nouveaux équipements :

- Construction d'une caserne de gendarmerie (3 brigades, 19 logements) à Melle ;
- Construction d'une résidence habitat jeunes à Celles-sur-Belle ;
- Construction d'un gymnase à Brioux-sur-Boutonne ;
- Aménagement d'un nouveau Point jeunes à Brioux-sur-Boutonne en lien avec le nouveau gymnase ;
- Construction d'un bâtiment multi-accueil à Aigondigné (bourg de Mougon) ;
- Construction d'une déchèterie à Lezay.

3.5 Aménagement numérique du territoire

L'aménagement numérique d'un territoire est le processus par lequel les acteurs publics améliorent les conditions d'accès aux ressources de la société de l'information, pour la population (particuliers et entreprises) de ce territoire.

Concrètement, cela se traduit par :

- > Le déploiement de réseaux de communications électroniques sur le territoire
- > le développement d'une offre de services répondant aux besoins de la population du territoire considéré
- > l'accompagnement de la population dans l'appropriation des outils

Le gouvernement a lancé en juin 2010 le « programme national très haut débit », avec l'objectif final que tous les foyers aient avant 2025 accès à un service très haut débit grâce à fibre optique ou à la technologie la mieux adaptée à leur territoire. Les enjeux de ce programme concernent à la fois la cohésion sociale et le développement économique : l'accès de tous à l'ensemble des services publics et marchands de l'internet à très haut débit permet de soutenir le développement des industries de télécommunication, de contenus numériques et de services en ligne.

Le SDTAN (Schéma Directeur Territorial d'Aménagement Numérique) des Deux-Sèvres est un cadre de référence commun aux différents acteurs : maîtres d'ouvrage, maîtres d'œuvre, utilisateurs finaux et différents intervenants, partenaires ou prestataires, opérateurs.

La mission du SDTAN est double :

- > Favoriser la cohérence des initiatives publiques ;
- > Favoriser l'articulation des initiatives publiques avec l'investissement privé.

À l'identique des Schémas de Cohérence Territoriale (SCOT) et autres documents associés à l'aménagement du territoire, le SDTAN devient un outil de la programmation de l'intervention des acteurs dans le secteur du numérique.

Le Département, au travers du SDTAN, se doit d'anticiper et de créer les conditions incitant les opérateurs à investir de façon durable sur le territoire départemental, sachant que le déploiement d'une nouvelle infrastructure FTTH (fibre à l'abonné), sera un chantier de longue haleine, à l'identique de ceux qui ont dessiné les territoires du département (les routes, l'électricité, l'eau courante, etc.).

3 phases d'action composent le SDTAN des Deux-Sèvres :

- > Phase 1 : 2013 - 2018
 - Déploiement de la fibre (FTTH) sur la partie dense des 10 « villes moyennes » de plus de 1500 logements (31 526 prises),

TYPOLOGIE DES LOGEMENTS DES 10 COMMUNES		
Communes	Logements en zone dense	Logements hors zone dense
Bressuire	6 736	1 811
Thouars	5 678	0
Parthenay	5 528	0
Saint-Maixent	3 394	0
Mauléon	2 530	773
Nueil-les-Aubiers	1 772	520
La Crèche	1 509	804
Cerizay	1 811	249
Melle	1 718	93
Celles-sur-Belle	850	734

- Alimentation en fibre (à la place du cuivre) de 50 sous-répartiteurs ayant plus de 100 lignes de débit inférieur à 2 Mbits, garantissant ainsi une montée en débit très significative (>10 Mbits/s) des dites lignes (12 102 lignes concernées éligibles aux aides du Fonds National pour la Société numérique),
 - Alimentation directe par fibre des sites d'intérêt général jugés prioritaires par les partenaires publics (établissements de santé, d'enseignement, sites touristiques, culturels, service public, zones d'activité économique). 225 prises estimées, mais ce point devra être affiné dans le cadre de nouveaux échanges avec les partenaires publics locaux.
 - Valorisation des technologies hertziennes existantes (montée en débit Wimax en cours d'expérimentation, alimentation THD en « FH point à point », déploiement de la 4 G.),
 - Suivi du déploiement du FTTH par France Telecom sur le territoire de la Communauté d'agglomération de Niort (CAN) (suite à l'engagement pris dans le cadre de l'Appel à Manifestations d'intentions d'Investissement - AMII lancé au niveau national).
- > Phase 2 : 2019 - 2023
- Déploiement du FTTH sur les poches denses comprises entre 300 logements et 1 500 logements (28 268 prises complémentaires),
 - Montée en débit sur les autres sous-répartiteurs éligibles (8 309 lignes).
- > Phase 3 : 2024 - 2030
- 37 577 prises complémentaires seraient à installer, permettant d'atteindre une desserte en FTTH de 85 % des logements.

Dans le cadre de l'alimentation en fibre des sous-répartiteurs, le Conseil Général des Deux-Sèvres a réalisé un échéancier (susceptible d'évoluer en fonction des crédits mobilisables et des difficultés techniques ou administratives) de mise en service. Sur la période 2015-2018, 20 sous-répartiteurs du Pays Mellois sont concernés par des travaux de montée en débit.

Période provisionnelle de mise en service du sous-répartiteur	Nom de la commune	Nombre de lignes du sous-répartiteur	Nombre de lignes du sous-répartiteur bénéficiant du gain en débit à 2 Mbits/s
1er semestre 2015	LORIGNE	191	191
2nd semestre 2015	EXOUDUN	215	215
2nd semestre 2015	SAINT ROMANS LES MELLE	263	263
2nd semestre 2015	SAINTE BLANDINE	229	229
1er semestre 2016	FONTENILLE ST MARTIN D'ENTRAIGUES	173	173
2nd semestre 2016	BEAUSSAIS	191	168
2nd semestre 2016	VERRINES SOUS CELLES	227	157
1er semestre 2017	BOUIN	125	125
1er semestre 2017	CHENAY	188	97
1er semestre 2017	GOURNAY LOIZE	211	83
1er semestre 2017	SEPVRET	169	93
2nd semestre 2017	LUSSERAY	81	81
2nd semestre 2017	MONTIGNE	103	103
2nd semestre 2017	SAINT MARTIN D'ENTRAIGUES	96	74
2nd semestre 2017	VILLIERS-EN-BOIS	69	69
1er semestre 2018	CAUNAY	146	60
1er semestre 2018	FRESSINES	428	63
1er semestre 2018	MESSE	81	53
1er semestre 2018	SAINT ROMANS LES MELLE	67	67
1er semestre 2018	SEPVRET	65	65

En lien avec le Schéma Directeur Territorial d'Aménagement Numérique (SDAN) du département des Deux-Sèvres, mis en place par le Conseil Général, et pour tendre pour tout le Mellois en Poitou vers un réseau très haut débit à horizon 2025, le SCoT pourrait encourager :

- > Le raccordement, le plus possible, des sites d'intérêt général à la fibre optique (Santé, Enseignement, Tourisme et culture, Services publics, Zones d'activités principales, Points haut aménagés et mutualisés, raccordables par opportunité) et notamment ceux identifiés par le SDTAN ;
- > L'anticipation, le plus possible, du Très Haut Débit dans les opérations d'aménagement d'ensemble (travaux de génie civil comportant des fourreaux réservés pour la fibre optique).

- > La montée en débit sur le réseau cuivre pour préparer la fibre optique, dans les conditions fixées par le SDTAN (sous-répartiteurs éligibles à la montée en débit sur le territoire intercommunal) ;
- > Les dispositions réglementaires qui créent un contexte favorable à l'aménagement numérique.

SCHÉMA DIRECTEUR TERRITORIAL D'AMÉNAGEMENT NUMÉRIQUE DES DEUX-SÈVRES



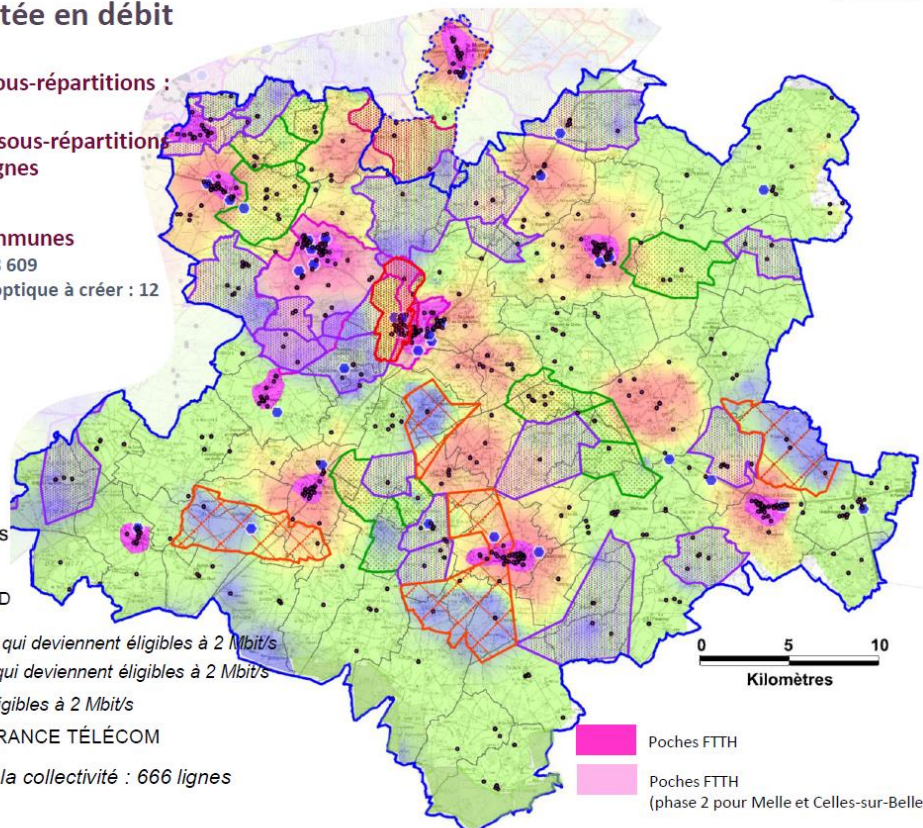
Synthèse FTTH – Montée en débit

- ◆ Montée en débit sur 22 sous-répartitions : 3 538 lignes
- ◆ Montée en débit sur 12 sous-répartitions supplémentaires : 1 712 lignes
- ◆ 12 poches FTTH sur 11 communes
 - Logements concernés : 8 609
 - Point de mutualisation optique à créer : 12

- Implantation des entreprises
- Zones d'activités

Couverture ADSL

- plus de 10 Mbits/s
- entre 2 et 10 Mbits/s
- entre 512 Kbits/s et 2 Mbits/s
- moins de 512 Kbits/s
- Sous-répartition éligible à la MED
- SR ayant entre 10 à 49 lignes qui deviennent éligibles à 2 Mbit/s
- SR ayant moins de 10 lignes qui deviennent éligibles à 2 Mbit/s
- SR n'ayant aucune lignes inéligibles à 2 Mbit/s
- Multiplexeur supprimé par FRANCE TÉLÉCOM
- Sous-répartiteur traité par la collectivité : 666 lignes



- Poches FTTH
- Poches FTTH (phase 2 pour Melle et Celles-sur-Belle)

© O' MALLEY CONSULTING – Communauté de communes du Pays Mellois – 26 avril 2012 - page 15

Atouts

- > Présence d'un pôle d'équipements supérieurs notamment dans les domaines des loisirs, de la culture, de la santé et de l'enseignement
- > Les 6 autres chefs-lieux de canton sont tous des pôles d'équipements intermédiaires
- > Quelques pôles de proximité surtout sur la moitié nord-ouest du territoire
- > Une offre largement orientée vers les services aux particuliers
- > Des communes qui disposent globalement d'une bonne offre en équipements sportifs
- > Des projets d'équipements sportifs et de services dans les pôles d'équipements (chefs-lieux de cantons) pour rayonner sur leur territoire

Faiblesses

- > Des communes notamment rurales (cœur du Poitou, Val de Boutonne) qui ne disposent d'aucun équipement
- > Des zones faiblement ou non desservies par l'ADSL

Enjeux

- > le choix d'une stratégie en matière de répartition d'équipements sur le territoire : le confortement de l'organisation multipolaire du territoire ?
- > la montée en débit sur tout le territoire, pour notamment conserver une bonne attractivité économique

Table des illustrations

Figure 1 : Positionnement du Mellois en Poitou au sein de la Région Nouvelle Aquitaine	6
Figure 2 : Carte du des communes du Mellois en Poitou au 1 ^{er} janvier 2019	8
Figure 3 : Un territoire multipolarisé	11
Figure 4 : Population par commune en 2010.....	13
Figure 5 : Les pôles d'emploi du Mellois en Poitou en 2010	15
Figure 6 : Un territoire constitué de quatre unités paysagères.....	20
Figure 7 : les vallées larges (Source : Plan Paysage du Mellois en Poitou, 2003).....	21
Figure 8 : Les vallées étroites (Source : Plan Paysage du Mellois en Poitou, 2003).....	22
Figure 9 : Structuration paysagère (Source : CREN Poitou-Charentes)	24
Figure 10 : Représentation schématique des Terres Rouges (Source : CREN Poitou-Charentes)....	25
Figure 11 : Les rebords du Clain (Source : CREN Poitou-Charentes).....	26
Figure 12 : Représentation schématique d'une vallée du Ruffécois (Source : CREN Poitou-Charentes)	27
Figure 13 : Panorama sur les coteaux boisés (Source : CREN Poitou-Charentes)	28
Figure 14 : Lecture du paysage depuis une voiture (Source : Plan Paysage, 2003)	29
Figure 15 : La morphologie des bourgs anciens(Source : CITADIA).....	30
Figure 16 : Morphologie des extensions récentes (Source : CITADIA)	34
Figure 17 : Cimetière de Verrines à Celles-sur-Belle (source : région Poitou-Charentes, 2002).....	38
Figure 18 : Bourg d'Exoudun (source : région Poitou-Charentes, 1999).....	38
Figure 19 : Périmètre de la ZPPAUP sur la commune de Melle (source : PAC).....	40
Figure 20 : Abri de cantonnier à la Mothe-St-Héray et un puits abandonné à Sauzé-Vaussais	41
Figure 21 : Les éléments patrimoniaux du Mellois en Poitou.....	42
Figure 22 : Carte des sites et zonages archéologiques (source : PAC)	44
Figure 23 : Evolution de la population de 1968 à 2016 (source : INSEE 2016)	57
Figure 24 : Taux de croissance annuel moyen (source : INSEE)	57
Figure 25 : Démographie et évolution de la population – Analyse comparée à la distance à Niort .	60
Figure 26 : Poids démographique par CdC de 1968 à 2010 (Source : INSEE)	61
Figure 27 : Taux de croissance annuel moyen (Source : INSEE).....	61
Figure 28 : Evolution de la population dans les 4 intercommunalités (1968-2010)	62
Figure 29' : Evolution de la population entre 2011 et 2016	62
Figure 30 : Moyennes annuelles du solde migratoire et naturel 1968-2010	63
Figure 31 : Moyennes annuelles du solde naturel et migratoire entre 1999 et 2010 par intercommunalités.....	65
Figure 32 : Soldes naturels et migratoires de 1999 à 2010 (source : INSEE).....	65

Figure 33 : Evolution de la population par tranche d'âge (source : INSEE 2010).....	66
Figure 34 : Age de la population en 2010 (Source : INSEE)	67
Figure 35 : Age de la population en 1999 (Source : INSEE)	67
Figure 36 : Répartition de la population par tranches d'âges selon les intercommunalités (source : INSEE 2010).....	68
Figure 37 : Indice de jeunesse en 2010 (Source : INSEE).....	68
Figure 38 : Indice de jeunesse en 2010.....	70
Figure 39 : Évolution de la taille des ménages (Source : INSEE).....	71
Figure 40 : Evolution de la taille des ménages de 1990 à 2010	71
Figure 41 : Evolution des revenus annuels moyens de 2007 à 2009.....	72
Figure 42 : Revenu net déclaré en 2009.....	74
Figure 43 : Part de foyers non imposables.....	74
Figure 44 : Evolution du parc de logement comaprativement à l'évolution démographique	77
Figure 45 : Taux de croissance annuel moyen du parc de logement	78
Figure 46 : Nombre de logement et leur évolution sur la période 1999-2010	79
Figure 47 : Part des types de résidences en 2010.....	80
Figure 48' : Part des types de résidences en 2016.....	80
Figure 49 : Evolution des types de résidences de 1968 à 2016.....	81
Figure 50 : Part des types de résidences en fonction des intercommunalités.....	81
Figure 51 : Evolution du parc de logement de 1968 à 2010	81
Figure 52 : Nombre de logements vacants en 2010	84
Figure 53 : Statuts d'occupation des logements par intercommunalités en 1999 et 2010	85
Figure 54 : Prix médian des terrains à bâtir, hors lotissements, en 2018 (Source : ADIL 79).....	87
Figure 55 : Communes du Mellois en Poitou disposant des taux de logements locatifs HLM par rapport à leur parc de résidences principales les plus importants en 2010 (INSEE)	90
Figure 56: Le marché locatif privé en Deux-Sèvres – Logements Individuels (Source et réalisation carte : ADIL 79).....	91
Figure 57 : Typologies des logements du Mellois en Poitou	94
Figure 58 : Taille des logements et taille des ménages.....	96
Figure 59 : Dynamique de construction sur le Mellois en Poitou entre 2003 et 2012.....	97
Figure 60 : Dynamique de construction dans le département et la région	98
Figure 61 : Dynamique de construction sur le territoire national, départemental et régional.....	98
Figure 62 : Part de la construction par intercommunalités de 2003 à 2012	99
Figure 63 : La construction neuve sur le territoire du Mellois en Poitou.....	101
Figure 64 : Évolution des emplois au lieu de travail entre 1999 et 2010 (Source : INSEE)	108
Figure 65 : Pôles d'emplois du Mellois en Poitou en 2010 (source : INSEE)	110
Figure 66 : Évolution du taux de chômage entre 1999 et 2010 (source : INSEE)	111
Figure 67 : Demandeurs d'emploi par catégories au 30 septembre 2014 (Sources : Pôle Emploi - DIRECCTE Poitou-Charentes)	112

Figure 68 : Évolution des demandeurs d'emplois catégories A et B et secteurs sous tension (Sources : Pôle Emploi - DIRECCTE Poitou-Charentes / Production ARFTLV Poitou-Charentes mission OREF)	114
Figure 69 : Offres d'emplois en Pays Mellois en 2014 (Sources : Pôle emploi - DIRECCTE Poitou-Charentes / Production ARFTLV Poitou-Charentes mission OREF)	115
Figure 70 : Évolution des emplois au lieu de travail entre 1999 et 2010 et projection par rapport au nombre d'actifs (Source : INSEE)	116
Figure 71 : Évolution de la structure des 15 / 64 ans dans le Mellois en Poitou (Source : INSEE)	117
Figure 72 : Structure des 15 – 64 ans en 2010 (Source : INSEE)	117
Figure 73 : Flux domicile-travail, entrées et sorties sur le Pays Mellois en 2010 (source : INSEE)	118
Figure 74 : Flux domicile-travail, mobilité entre Pays Mellois et Départements (source : INSEE)	119
Figure 75 : Tableau de la destination des actifs se dirigeant hors du Pays Mellois pour travailler (source INSEE recensement 2010)	120
Figure 76 : Tableau de l'origine des actifs venant travailler sur le Pays Mellois (source INSEE recensement 2010)	120
Figure 77 : Communes ou pôle du Pays Mellois générant le plus de flux domicile-travail entrants (source : INSEE)	121
Figure 78 : Tableau de la commune de destination des actifs venant travailler sur le Pays Mellois, source INSEE recensement 2010	122
Figure 79 : Tableau des actifs habitant et travaillant sur le Pays Mellois, source INSEE 2010	122
Figure 80 : Nombre d'actifs salariés et non salariés des établissements implantés sur le Pays Mellois par grand secteur d'activité (Source:INSEE)	123
Figure 81 : Répartition de l'emploi salarié et non salarié par secteur d'activité en 2010 sur le Pays Mellois (Source : INSEE)	124
Figure 82 : Évolution du profil économique du Pays Mellois entre 1999 et 2010 au regard des secteurs d'activités (Source : INSEE)	124
Figure 83 : Nombre et évolution de l'emploi selon le secteur d'activité sur le Pays Mellois (Source : INSEE)	125
Figure 84 : Nombre d'établissements actifs implantés sur le Pays Mellois par grand secteur (Source : fichier de la CMA Deux-Sèvres - Répertoire des Métiers au 26/02/2015)	128
Figure 85 : Évolution des emplois entre 1999 et 2010 et projection par rapport au nombre d'actifs (Source : INSEE)	130
Figure 86 : Évolution des emplois entre 1999 et 2010 par secteur d'activité (Source : INSEE) ...	130
Figure 87 : Emplois selon le secteur d'activités en 2010 (Source : INSEE)	131
Figure 88 : Évolution des emplois par catégorie socioprofessionnelle entre 1999 et 2010 à l'échelle du Mellois en Poitou (Source : INSEE)	133
Figure 89 : Emplois par catégorie socioprofessionnelle en 2010 par ex-Communauté de Communes (Source : INSEE)	133
Figure 90 : Taille des établissements dans le Mellois en Poitou au 31/12/11 (Source : INSEE) ...	134
Figure 91 : Nombre d'établissements actifs au 31/12/2011 par secteur d'activité et taille d'établissement (Source : INSEE)	135
Figure 92 : Principaux employeurs du territoire en 2011 (Source : Comité de Bassin d'Emploi Mellois)	135

Figure 93 : Répartition pour chacune des ex-communautés de communes et pour le Mellois en Poitou des établissements actifs par secteurs d'activité au 31 décembre 2011 (Source : INSEE)	136
Figure 94 : Représentation du secteur d'activité des établissements par taille d'établissement au 31 décembre 2011 (Source : INSEE)	137
Figure 95 : Établissements et création d'établissements (et rappels concernant le nombre et l'évolution de l'emploi entre 1999 et 2010) (Source : INSEE)	137
Figure 96 : Localisation des zones d'activités et disponibilités foncières (Source : Mellois en Poitou)	143
Figure 97 : Localisation des zones d'activités selon la classification proposée ci-dessus foncières (Source : Mellois en Poitou)	166
Figure 98 : Surfaces agricoles selon le type de cultures	176
Figure 99: Aire géographique de l'AOC Chabichou du Poitou (source : INAO)	178
Figure 100: Répartition des entreprises relatives à l'AOP Chabichou du Poitou (source : chabichou-du-poitou.eu)	179
Figure 101 : Aire géographique de l'AOC Beurre Charentes Poitou (source : INAO)	180
Figure 102 : Evolution des principaux cheptels (Source : Porter à la connaissance de l'État)	182
Figure 103: Source : Diagnostic des consommations énergétiques et des émissions de gaz à effet de serre sur le Mellois en Poitou / Clim'Agri (2010)	183
Figure 104 : Evolution de la surface agricole utile par cantons (Source : Agreste)	187
Figure 105 : Evolution de la surface agricole utile par intercommunalités (Source : Agreste)	187
Figure 106 : Exploitations agricoles et SAU par exploitation (source : Agreste)	188
Figure 107 : Surface agricole utile par exploitation en 2010 selon l'Agreste	188
Figure 108 : nombre d'emplois agricoles par intercommunalités (Source : INSEE)	189
Figure 109 : La succession des exploitations agricoles en 2010 (Source : Agreste)	191
Figure 110 : Part des agriculteurs de plus de 55 ans dans le nombre d'exploitations en Poitou-Charentes (Source : RA 2010 / Réalisation : Chambre Régionale d'Agriculture de Poitou-Charentes)	191
Figure 111 : Surface agricole utile par exploitation en 2010 selon l'Agreste	192
Figure 112 : Répartition et composition de l'offre commerciale	195
Figure 113 : Répartition et composition de l'offre commerciale	196
Figure 114 : Tissu commercial et artisanal du pôle Mellois	199
Figure 115 : Eglises romanes en Pays Mellois	205
Figure 116 : Données sur les 7 festivals du Mellois en Poitou en 2010 (Source : Le poids économique du tourisme dans les Deux-Sèvres en 2010 par l'ADT 79)	211
Figure 117 : Répartition par Pays des Deux-Sèvres de la fréquentation et du chiffre d'affaires des festivals du département en 2010 (Source : Le poids économique du tourisme dans les Deux-Sèvres en 2010 par l'ADT 79)	211
Figure 118 : Desserte du Mellois en Poitou (source : Syndicat Mixte du Pays Mellois, 2010)	218
Figure 119 : Classement des routes départementales (source : règlement de voirie départementale)	219



www.melloisenpoitou.fr

Vu pour être annexé à la délibération du Conseil
communautaire en date du 2 mars 2020

Le Président,
Fabrice Michelet



Mellois _____ *en* POITOU COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

SCHÉMA DE COHÉRENCE TERRITORIALE DU MELLOIS EN POITOU

Livre 1.3. : Rapport de présentation

Préfecture des Deux-Sèvres

Etat Initial de l'Environnement

13 MARS 2020

Dossier approuvé par le conseil
communautaire le 2 mars 2020

SCoT du Mellois en Poitou

Date de prescription du SCoT : 26 janvier 2012

Date d'arrêt du SCoT : 8 juillet 2019

Date d'approbation du SCoT : 2 mars 2020

Ce document a été réalisé par la Communauté de communes Mellois en Poitou, assistée par :



et grâce au concours financier de :



SOMMAIRE

METHODOLOGIE D'ELABORATION DE L'ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT ... 5

1. IMMERSION SUR LE TERRAIN ET ANALYSE STRATEGIQUE DES DONNEES RECOLTEES5
2. UNE LARGE CONCERTATION DES ACTEURS ET ELUS6
3. LES LIMITES ET DIFFICULTES TECHNIQUES RENCONTREES.....8
4. ZOOM SUR LA METHODOLOGIE DU TRAVAIL D'IDENTIFICATION DE LA TRAME VERTE8

ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT ET CAPACITE D'ACCUEIL DU TERRITOIRE 9

1. LE MILIEU PHYSIQUE 9

- 1.1 GEOLOGIE9
- 1.2 CLIMAT.....10
- 1.3 HYDROGRAPHIE.....10

2. LA RESSOURCE EN EAU 11

- 2.1 LE CONTEXTE DANS LE MELLOIS EN POITOU.....11
- 2.2 LA RESSOURCE EN EAU17
- 2.3 LA GESTION DE L'EAU POTABLE37
- 2.4 L'ASSAINISSEMENT, UNE AMELIORATION NECESSAIRE A CORRELER AU DEVELOPPEMENT URBAIN52

3. LES ESPACES NATURELS 65

- 3.1 LES ZONAGES D'INVENTAIRE65
- 3.2 LE RESEAU NATURA 200069
- 3.3 LES PROTECTIONS REGLEMENTAIRES.....74
- 3.4 LES ESPACES NATURELS SENSIBLES.....75
- 3.5 LES SITES DU CONSERVATOIRE REGIONAL DES ESPACES NATURELS.....76
- 3.6 UNE DIVERSITE DE MILIEUX NATURELS ET SEMI-NATURELS81
- 3.7 LA TRAME VERTE ET BLEUE.....92

4. LES CHOIX ENERGETIQUES 118

- 4.1 UNE STRATEGIE ENERGIE-CLIMAT GLOBALE A DECLINER DANS LE SCoT118
- 4.2 LE PROFIL ENERGETIQUE DU MELLOIS ET SA POLITIQUE DE MAITRISE DE L'ENERGIE123
- 4.3 LES ENERGIES RENOUVELABLES135

5. LES RISQUES ET NUISANCES 167

- 5.1 DES RISQUES NATURELS MAJEURS PRESENTS SUR TOUT LE TERRITOIRE.....167
- 5.2 LES RISQUES TECHNOLOGIQUES.....178

6. LES NUISANCES 191

7. LA GESTION DES DECHETS 201

8. LE PAYSAGE 213

9. LE PATRIMOINE 213

TABLE DES ILLUSTRATIONS 214

L'évaluation environnementale permet d'intégrer, à chaque étape de l'élaboration du SCoT, une réflexion poussée sur l'environnement qui doit également se révéler force de proposition en termes de projet et de suivi des principes actés.

La démarche ainsi retenue a consisté à mettre en perspective les enjeux environnementaux avec les orientations d'aménagement que le SCoT prescrit in fine. Cette réflexion a démarré en même temps que le lancement des études préalables du SCoT, s'est poursuivie lors de la définition du projet de territoire du SCoT et sa traduction réglementaire, et s'est clôturée à l'issue de l'expertise des incidences des dispositions du SCoT sur l'environnement.

L'évaluation environnementale doit servir à valoriser les atouts et ressources du territoire, à concilier les enjeux environnementaux et de développement du territoire, à limiter au maximum les atteintes du projet sur l'environnement (vérifier que les objectifs et prescriptions envisagées par le SCoT ne portent pas atteinte aux enjeux environnementaux) et à rendre compte des effets potentiels ou avérés des projets de planification sur l'environnement.

L'évaluation environnementale du SCoT du Mellois en Poitou a été conçue de manière à constituer un outil d'aide à la décision permettant de définir un meilleur projet accompagnant les élus du Conseil Communautaire tout au long du processus de décision et informant la population.

Cette démarche peut chronologiquement se résumer comme suit :

- L'analyse de l'état initial de l'environnement a permis de mettre en valeur les objectifs de politiques environnementales en fonction des caractéristiques propres au territoire du Mellois, en l'occurrence les atouts à valoriser et les points de vigilance à respecter,
- La confrontation de ces enjeux avec les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) a permis d'identifier les principales incidences attendues sur l'environnement. Cette démarche itérative a également constitué un levier pour la construction même du projet qui vise à considérer la « nature » et l'environnement comme un atout et non pas uniquement comme une contrainte pour l'aménagement.
- La définition de mesures visant à supprimer et réduire les impacts négatifs du développement, mais aussi à améliorer l'état initial de l'environnement, ont été définies en cohérence avec les orientations du PADD et intégrées dans le projet de DOO (Document d'Orientation et d'Objectifs) sous forme de prescriptions accompagnées de quelques recommandations
- Enfin, la définition d'indicateurs de suivi est venue conclure la démarche, dans le but de faciliter l'appréciation ultérieure des effets du projet de SCoT sur les différentes composantes étudiées. Elle s'est faite sur la base des données déjà disponibles auprès des différents partenaires et en cohérence avec le contenu du projet de SCoT.

Méthodologie d'élaboration de l'état initial de l'environnement

L'état initial de l'environnement du SCoT du Mellois en Poitou permet, pour chaque thème environnemental, de synthétiser les éléments de connaissance disponibles afin d'établir un état actuel de l'environnement, faisant ressortir les forces et faiblesses du territoire et les tendances d'évolution. Il identifie les enjeux environnementaux à prendre en compte par le SCoT pour répondre au triple objectif de disposer d'un outil de connaissance du territoire, de prospective et de pédagogie. Il restitue le travail technique et partagé avec les élus et les acteurs au cours de cette phase.

1. Immersion sur le terrain et analyse stratégique des données récoltées

La précision et la pertinence de l'étude sont directement liées au volume et à la qualité des informations qui ont pu être recueillies. Aussi la phase de collecte de données a-t-elle été traitée avec la plus grande attention.

Un travail de synthèse et d'analyse a, dans un premier temps, porté sur les caractéristiques du territoire, identifiées à travers les différentes données à disposition du maître d'ouvrage (biodiversité, ressource en eau, assainissement, énergies...).

Chaque grande thématique environnementale a été étudiée indépendamment puis de manière transversale. Elle a fait l'objet d'un chapitre complet très détaillé, ponctué, afin de faciliter la lecture, d'encadrés relatifs à la définition d'éléments techniques ou réglementaires, puis d'encadrés récapitulatifs des informations essentielles à retenir. Chaque grand chapitre est conclu par un tableau de synthèse résumant, de manière très problématisée, les atouts du territoire, les points de vigilance, ainsi que les perspectives et enjeux. Ces derniers ont également été spatialisés, lorsqu'ils s'y prêtaient, au sein de cartes schématiques.

Ce travail de synthèse a permis de débattre sur les enjeux environnementaux et paysagers, de redéfinir les priorités de développement au regard de ces enjeux, et de s'assurer de la prise en compte de toutes les dimensions environnementales.

La démarche d'investigation a été, dans un premier temps, enrichie par :

- Des visites de terrain sur l'ensemble du territoire (en particulier pour l'analyse paysagère et la définition de la Trame Verte et Bleue),
- L'analyse de diverses études et rapports antérieurs existants,
- La consultation de nombreux sites Internet spécialisés : DREAL, DDT, DDASS, BRGM, ADEME, Conseils Général et Régional, etc.), ...

2. Une large concertation des acteurs et élus

De nombreux entretiens techniques avec les acteurs locaux compétents ont permis de compléter l'analyse documentaire, en particulier pour y apporter une vision problématisée et ainsi identifier les atouts et faiblesses du territoire pour chaque thématique traitée, puis de faire émerger des enjeux.

Ont notamment été rencontrés ou contactés individuellement par téléphone, entre juin 2014 et juin 2015, période d'élaboration et de finalisation de l'état initial de l'environnement (liste non exhaustive) :

- Au Syndicat Mixte d'études pour la gestion et l'aménagement du bassin de la Boutonne (SYMBO), l'animatrice en charge de l'élaboration du SAGE Boutonne, sur l'ensemble des problématiques liées à la ressource en eau et aux milieux aquatiques
- A l'Institution Interdépartementale du Bassin de la Sèvre Niortaise (IIBSN), l'animateur du SAGE de la Sèvre Niortaise, sur l'ensemble des problématiques liées à la ressource en eau et aux milieux aquatiques
- L'Institution interdépartementale pour l'aménagement du fleuve Charente (Denis Rousset) en charge de l'élaboration du SAGE Charente, sur l'ensemble des problématiques liées à la ressource en eau et aux milieux aquatiques
- Le Conseil Général 79 sur le volet assainissement collectif (Chef de service Eau, Nicole Moreau)
- Le Conseil Général 79 sur les modalités de protection de la biodiversité (Service Biodiversité, Jean-Paul Baron)
- Le SMAEP 4B sur la gestion de l'eau potable, de l'assainissement collectif et de l'assainissement autonome
- Le Syndicat d'eau de Lezay sur la gestion de l'eau potable, de l'assainissement collectif et de l'assainissement autonome
- Le SERTAD sur la gestion de l'eau potable
- La commune de Gournay-Loizé sur la gestion de l'eau potable
- Le SIAEP Rom Bouleure sur la gestion de l'eau potable
- Le Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau de La Mothe - Exoudun - Ste-Eanne - Salles sur la gestion de l'eau potable
- Le syndicat d'assainissement du Mellois sur la gestion de l'assainissement des eaux usées collectif et autonome
- La Communauté de communes Cœur du Poitou sur l'assainissement autonome

- La Communauté de communes du Val de Boutonne sur l'assainissement autonome
- La Chambre d'agriculture des Deux Sèvres (Animatrice de la Coopérative de l'eau 79) sur les problématiques d'irrigation et de gestion quantitative de la ressource en eau
- Le Conservatoire Régional d'Espaces Naturels de Poitou-Charentes sur les enjeux écologiques et la définition de la Trame Verte et Bleue
- Deux-Sèvres Nature Environnement sur les enjeux écologiques et la définition de la Trame Verte et Bleue
- Le Groupe Ornithologique des Deux-Sèvres sur les enjeux écologiques et la définition de la Trame Verte et Bleue

Plusieurs autres structures ont été rencontrées au cours de réunions thématiques dédiées à :

- la gestion et protection de la biodiversité (réunions « Trame Verte et Bleue » du 14/11/2014 et du 1/12/2016)
- l'activité agricole (réunion spécifique du 13/11/2014),
- l'environnement de manière générale : ateliers « AEU » organisés le 5/11/2014 sous forme de 3 tables-rondes sur les thèmes de la ressource en eau, de l'urbanisation en Mellois en Poitou (consommation d'espaces, formes urbaines privilégiées, impacts sur le paysage) et des modes de vie (incluant le volet transports).

Ces séances ont permis d'échanger collectivement, avec de nombreux partenaires locaux, sur les besoins et enjeux pour le territoire, et d'identifier les données complémentaires disponibles pour le bureau d'études.

La vision très technique du territoire ainsi obtenue a permis d'identifier des premiers enjeux environnementaux, qui ont ensuite été confrontés avec la vision des élus référents recueillies sur ces problématiques, notamment au cours d'entretiens stratégiques avec les représentants des Communautés de communes :

- Communauté de Communes Cœur du Poitou (MM. Redien, Eprinchard et Michelet)
- Communauté de Communes Val de Boutonne (Mr Gillier)
- Communauté Cantonale de Celles sur Belle (Président et son 1^{er} adjoint)
- Communauté de Communes du Mellois (M. Nadal)

Par ailleurs, les élus du Mellois en Poitou ont été largement mobilisés à travers l'organisation de nombreuses réunions de travail ou de validation propres à la démarche environnementale ou globales sur la démarche d'élaboration du SCoT.

Une réunion avec les Personnes Publiques Associées, organisée le 11/12/2014, a enfin permis de compléter le document grâce aux éléments de connaissance du territoire des personnes participantes, et de l'ajuster au regard des attentes des différentes structures associées à l'élaboration du SCoT.

3. Les limites et difficultés techniques rencontrées

L'état initial de l'environnement n'est ni une description exhaustive ni une simple compilation de la connaissance environnementale du territoire. C'est une analyse objective des forces et des faiblesses, à partir de laquelle on doit pouvoir exprimer les enjeux environnementaux du territoire et les orientations stratégiques en découlant. L'état initial donne une vision globale du territoire, mais il doit aussi mettre en évidence des particularités plus locales qui peuvent être importantes pour le futur document d'urbanisme. La cartographie est ici essentielle pour restituer ces spécificités.

Au regard de la très grande surface couverte par le SCoT du Pays Ruffécois, qui regroupe 78 communes (85 au moment du démarrage du SCoT), majoritairement rurales, il a parfois été difficile d'obtenir des informations ou éléments d'analyse permettant de localiser avec précision les différentes problématiques environnementales pouvant affecter le territoire. Plusieurs raisons expliquent ces difficultés :

- Echelle de spatialisation inadaptée au contexte SCoT : par exemple, les points noirs liés à l'assainissement non collectif identifiés dans le cadre des diagnostics des SPANC, quand ils sont connus, sont repérés à l'échelle de la parcelle. Cette donnée est difficilement cartographiable à l'échelle du SCoT, d'une part en termes de représentation visuelle, mais également en raison du temps de collecte et de traitement des données. L'état initial de l'environnement d'un SCoT n'est en effet pas une compilation de plusieurs états initiaux de l'environnement des différentes communes concernées. Le niveau de précision ne peut donc être identique.
- Certaines problématiques environnementales sont peu étudiées à ce jour sur le territoire. C'est particulièrement le cas des problématiques liées à la gestion des eaux pluviales. Si des grandes tendances ont malgré tout pu être identifiées dans ce domaine, aucune spatialisation précise des enjeux n'a par conséquent pu être produite.

4. Zoom sur la méthodologie du travail d'identification de la Trame Verte

Le travail d'identification de la Trame Verte et Bleue à l'échelle SCoT s'est basée sur une démarche à la fois descendante et ascendante. Ainsi, le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) a servi de base permettant d'inscrire le territoire dans un contexte plus large. De plus, la consultation des experts locaux lors d'entretiens et d'ateliers a permis d'appuyer la méthode sur les connaissances locales de terrain.

La Trame Verte et Bleue du SCoT identifie donc :

- Des réservoirs de biodiversité : sites naturels protégés (Natura 2000) ou d'inventaires (ZNIEFF), les principaux boisements, les secteurs de pelouses sèches calcicoles, les cours d'eau, les systèmes bocagers, des réseaux de mares ...
- Des corridors écologiques : basés sur les milieux favorables aux déplacements des espèces (prairies, haies, bois, cours d'eau ...).

Etat initial de l'environnement et capacité d'accueil du territoire

1. Le milieu physique

1.1 Géologie

L'histoire géologique régionale est liée à la formation de **deux grands massifs hercyniens**, le Massif Armoricaïn et le Massif Central (durant l'ère primaire), et à **la formation de deux grands ensembles sédimentaires**, le Bassin Parisien et le Bassin Aquitain. Alors recouverts par la mer, ils furent séparés au début de l'ère secondaire (-230 Millions d'années) par un haut fond nommé « le seuil du Poitou ». D'orientation Nord-Ouest/Sud-Est, souligné par de nombreuses failles bien visibles sur la carte géologique, il relie les deux massifs anciens en s'étendant de la Vendée au Limousin. **Le seuil du Poitou constitue actuellement la ligne de partage des eaux entre la Loire et les fleuves côtiers** (Sèvre Niortaise, Charente, ...).

Le Mellois en Poitou est caractérisé par trois principaux types de sols :

- > La terre rouge à châtaigniers, sur le plateau mellois, correspond à des sols calcaires argilo-siliceux plus ou moins caillouteux. De nombreuses sources y sont présentes dans un paysage de bocage et de chemins creux. Le châtaignier, le chêne pédonculé, le charme, le merisier et le frêne sont les principales essences rencontrées,

- > Les marais situés au fond des vallées, sont composés de sols d'alluvions avec une quantité variable d'argile. Suivant la quantité d'argile, ces sols gardent plus ou moins l'eau, ce qui les rend favorables ou non aux cultures d'été ou aux prairies,
- > Les terres de groie, qui se trouvent dans les plaines de Niort et Brioux-sur-Boutonne et sur le Plateau de La-Mothe-Saint-Heray - Lezay, sont des terres calcaires, caillouteuses, présentant une bonne fertilité. Le chêne pubescent, l'érable champêtre ou de Montpellier sont les principales essences rencontrées.

1.2 Climat

Le département des Deux-Sèvres est situé dans une zone de climat tempéré à dominante océanique sous l'influence directe de l'Océan Atlantique.

1.3 Hydrographie

La ligne de partage des eaux entre le bassin Loire-Bretagne et le bassin Adour-Garonne se situe sur le Mellois en Poitou. La Communauté de Communes comprend quatre bassins versants : celui de la Sèvre Niortaise au nord-ouest, celui de la Charente au sud, celui du Clain au nord-est et celui de la Boutonne à l'ouest.

Le réseau hydrographique est dense et les sources sur le plateau mellois sont nombreuses. Parfois leur présence se laisse simplement deviner : vallées sèches, puits, fontaines... L'intérêt de ce réseau est qu'il a façonné le relief et créé une diversité de paysages : vallées et plateaux se côtoient générant une occupation et une exploitation du sol différentes.

Le Mellois en Poitou est à la source de plusieurs rivières mais aujourd'hui les ressources en eau sont de plus en plus fragilisées. L'un des enjeux fort à l'avenir sera de préserver cette ressource et de contribuer au changement de comportements des particuliers et des professionnels.

2. La ressource en eau

2.1 Le contexte dans le Mellois en Poitou

Sources : Porter à connaissance de l'Etat, Agence de l'Eau Adour-Garonne, Agence de l'Eau Loire-Bretagne, SAGE de la Boutonne, SAGE de la Sèvre Niortaise et du Marais Poitevin, SAGE du Clain et SAGE de la Charente

Zoom réglementaire

La Directive Cadre sur l'Eau (DCE) 2000/60/CE est une politique communautaire, engageant tous les pays de l'Union Européenne dans le domaine de l'eau, qui poursuit un objectif de sécurité de l'approvisionnement en eau et des usages. Protéger à long terme l'environnement aquatique et les ressources en eau est une volonté qui se traduit par un objectif ambitieux d'atteinte du bon état écologique des eaux en 2015.

Transposée en droit français par la loi n°2004-338 du 21 avril 2004, la DCE a récemment donné lieu à la promulgation de la loi n°2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques qui fournit les outils nécessaires à la reconquête de la qualité des eaux voulue par la DCE. Elle fixe non seulement des objectifs de qualité sur l'ensemble des milieux aquatiques (rivières, lacs, eaux souterraines, eaux côtières et eaux de transition), mais aussi une méthode de travail.

Elle introduit une obligation de résultats portant sur 3 volets, sous peine de sanctions financières lourdes :

- > stopper toute dégradation des eaux et respecter tous les objectifs assignés aux zones protégées,
- > parvenir d'ici à 2015 au bon état quantitatif et qualitatif des eaux superficielles, souterraines et côtières,
- > réduire les rejets des substances prioritaires et supprimer à terme les rejets des substances « prioritaires dangereuses ».

La législation française : Loi sur l'eau

Plusieurs lois sur l'eau régissent les principes de gestion de la ressource : ce sont les lois de 1964, 1984, 1992 et 2006. La loi de 1964 a organisé la gestion décentralisée de l'eau par bassin versant, la loi de 1984 la gestion des ressources piscicoles, la loi de 1992 a instauré les SDAGE et les SAGE (cf. ci-dessous), et la loi de 2006 donne des outils pour atteindre un bon état des eaux et milieux aquatiques, et a pour ambition l'accès à l'eau pour tous.

Créé par la loi sur l'eau de 1992, **le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux**, le SDAGE, « fixe pour chaque bassin les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau ». Les SDAGE sont les documents de planification de la Directive Cadre sur l'Eau, avec lequel **le SCoT doit être compatible**. Les SDAGE sont relayés à l'échelle des bassins versants grâce à la mise en application des **Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux** (SAGE), avec lequel le SCoT doit également vérifier sa compatibilité.

Les SDAGE dans le Mellois en Poitou

Situé sur la ligne de partage des eaux entre le bassin de la Loire et celui de la Garonne, le territoire du Mellois en Poitou est concerné par deux Schémas Directeurs d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) :

- **Le SDAGE Loire-Bretagne**

Le territoire est concerné par le SDAGE Loire-Bretagne 2016-2021, adopté par le comité de bassin Loire-Bretagne le 4 novembre 2015 et approuvé par arrêté préfectoral le 18 novembre 2015.

Il s'étend sur la partie nord / nord-est du territoire ainsi que sur une partie située à l'extrême ouest du Pays Mellois. Ce document définit les orientations et dispositions, techniques et juridiques, permettant d'atteindre les objectifs de la directive-cadre sur l'eau. Le programme de mesures les décline, sous la forme de mesures à mettre en œuvre localement.

Il répond aux engagements européens de la France en matière de gestion de l'eau ainsi qu'aux attentes exprimées par la population de ce bassin lors d'une consultation :

- garantir des eaux de qualité pour la santé des hommes, la vie des milieux aquatiques et les différents usages, aujourd'hui, demain et pour les générations futures,
- préserver et restaurer les milieux aquatiques depuis les sources jusqu'à la mer,
- partager la ressource, réguler les usages, adapter les activités humaines aux inondations et aux sécheresses,
- organiser ensemble la gestion de l'eau et des milieux en cohérence avec les autres politiques publiques.

Les actions à mettre en œuvre doivent tendre à empêcher toute nouvelle dégradation des milieux, à restaurer les masses d'eau dégradées, à réduire les pressions quantitatives sur la ressource et à favoriser la prise de conscience des maîtres d'ouvrage et des habitants. C'est ainsi qu'il convient d'améliorer la collecte, le stockage et le transfert des eaux usées vers les stations d'épuration ainsi que la gestion des eaux pluviales, de s'assurer de la cohérence entre le plan de zonage de l'assainissement collectif/non collectif et le développement de l'urbanisation, de promouvoir des méthodes d'entretien sans pesticides dans les villes et sur les infrastructures publiques et encore de favoriser les économies d'eau.

Une attention particulière doit être portée aux têtes de bassin versant, au sein du Mellois en Poitou, dont le bon état fonctionnel est particulièrement important pour l'ensemble du bassin, ainsi qu'à la gestion des retenues structurantes existantes. La multiplication des plans d'eau et leur gestion ainsi que la prolifération d'espèces envahissantes sont aussi des thématiques importantes sur le territoire du SDAGE Loire-Bretagne.

- **Le SDAGE Adour-Garonne**

Le territoire est concerné par le SDAGE Adour-Garonne 2016-2021, adopté par le comité de bassin Adour-Garonne et approuvé par arrêté préfectoral le 1er décembre 2015. Ce document résume l'état des ressources en eau et décrit les orientations de gestion et de politique générale. Il se traduit par un ensemble de mesures définissant les objectifs à

atteindre, pour l'ensemble des milieux aquatiques et les orientations fondamentales pour la gestion équilibrée de la ressource en eau sur le bassin Adour-Garonne.

4 orientations fondamentales constituent l'ossature du SDAGE Adour-Garonne 2016-2021. Elles précisent les priorités d'action pour atteindre les objectifs fixés :

- Orientation A : Créer les conditions de gouvernance favorables à l'atteinte des objectifs du SDAGE
- Orientation B : Réduire les pollutions, notamment en agissant sur les pollutions agricoles
- Orientation C : Améliorer la gestion quantitative de l'eau, par le biais d'une gestion durable de la ressource en intégrant le changement climatique
- Orientation D : Préserver et restaurer les fonctionnalités de milieux aquatiques.

La mise en œuvre de ces actions doit permettre la non-détérioration de la qualité des eaux, fondamentale pour la fonctionnalité des écosystèmes comme pour la santé humaine, ainsi qu'une meilleure gestion quantitative de celles-ci.

Il encourage ainsi la réduction des pollutions en macropolluants, micropolluants et de celles d'origine agricole, une gestion durable de la ressource, y compris en période d'étiage, la préservation des milieux humides et aquatiques, la réduction de la vulnérabilité au risque d'inondation mais également la diffusion des connaissances liées à ces enjeux.

Les SAGE dans le Mellois en Poitou

Zoom technique

Le SAGE est un document de planification de la gestion de l'eau à l'échelle d'une unité hydrographique cohérente (bassin versant, aquifère...) qui doit être compatible avec le SDAGE.

Le SAGE est un document élaboré par les acteurs locaux (élus, usagers, associations, représentants de l'Etat...) réunis au sein de la commission locale de l'eau (CLE). Ces acteurs locaux établissent un projet pour une gestion concertée et collective de l'eau et fixent des objectifs généraux d'utilisation, de mise en valeur, de protection quantitative et qualitative de la ressource en eau.

• Le SAGE du bassin de la Sèvre Niortaise et du Marais Poitevin

Après son adoption par la Commission Locale de l'Eau (CLE) le 17 février 2011, le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) de la Sèvre Niortaise et du Marais Poitevin a été approuvé le 29 avril 2011 par arrêté conjoint des Préfets de la Charente Maritime, des Deux -Sèvres, de la Vendée et de la Vienne. Les documents du SAGE ont fait l'objet d'une diffusion à toutes les mairies des communes incluses, en totalité ou pour partie, dans le périmètre du SAGE. Il est en cours de mise en œuvre. Les dispositions du PAGD

s'intéressent notamment au maillage de haies, à la collecte des eaux usées, au développement des économies d'eau et à la prise en compte du risque inondation.

- **Le SAGE du bassin du Clain**

Ce SAGE est en cours d'élaboration. La synthèse du diagnostic du SAGE est réalisée. Les principales problématiques de gestion de l'eau sur le bassin du Clain portent sur la qualité des eaux et des milieux et sur la quantité d'eau en période d'été. De plus, la préservation et la valorisation des milieux et la gestion des risques naturels sont les principaux axes traités par ce document.

- **Le SAGE du bassin de la Boutonne**

Après son adoption par la Commission Locale de l'Eau (CLE) le 19 novembre 2008, le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) de la Boutonne a été approuvé le 29 décembre 2008 par arrêté du Préfet de la Charente-Maritime. Le SAGE du Bassin de la Boutonne a connu une révision entre 2010 et 2016. Il a été approuvé par arrêté préfectoral le 5 septembre 2016 et est depuis en cours de mise en œuvre.

Les enjeux stratégiques retenus par ce SAGE sont :

- La gouvernance et l'organisation de la mise en œuvre du SAGE
- La gestion des cours d'eau et des milieux aquatiques
- La gestion quantitative
- La qualité des eaux superficielles et souterraines
- Les inondations

Pour chacun de ces enjeux, le SAGE énonce des mesures spécifiques permettant de répondre à ceux-ci.

Le PAGD du SAGE de la Boutonne est organisé en 5 grands enjeux, au sein desquels sont définis des objectifs généraux pour lesquels le PAGD identifie les moyens prioritaires de les atteindre dans des dispositions organisées en grandes orientations. On dénombre au total 26 orientations et 79 dispositions. Par souci de clarté et de synthèse des propos, seules les orientations sont présentées dans le tableau ci-après.

- **Le Sage du bassin de la Charente**

Le diagnostic du SAGE Charente a été validé par la CLE en mars 2013, sous réserve de précisions à apporter. Le document définitif, composé d'un rapport de synthèse à l'échelle du bassin et de 16 rapports de sous-bassins, a été finalisé en janvier 2014, intégrant les apports de la concertation menée auprès des acteurs du bassin entre fin 2012 et fin 2013. Le sous-bassin n°6 « Aume-Couture-Auge-Bief-Péruse » s'étend sur la partie sud est du territoire. Le diagnostic a permis de faire émerger différents constats :

- > Le développement de grandes cultures céréalières à l'origine des travaux sur les bassins ayant eu pour conséquences l'accélération des écoulements (accroissement des risques d'inondation et de la sévérité des étiages) et des flux de polluants (nitrates, pesticides)
- > Des risques d'inondation à Aigre et surtout des étiages très sévères sur l'ensemble du sous-bassin accrus par les travaux
- > Des cours d'eau très fortement modifiés physiquement, qui ne jouent plus leurs fonctionnalités (autoépuration, biodiversité, alimentation en eau potable saine) ; des pistes d'amélioration par gestion saisonnière des ouvrages (cours d'eau et fossés)
- > Une gestion quantitative qui bénéficie de retenues de substitution et d'une maîtrise affinée de la gestion de l'irrigation par les acteurs locaux mais qui n'empêche cependant pas l'assèchement des linéaires en été. Malgré les actions mises en place, l'irrigation reste un facteur aggravant aux problèmes quantitatifs.
- > De forts impacts des rejets domestiques polluants en aval de Ruffec, avec des enjeux environnementaux et sanitaires.
- > Un enjeu « eau potable » lié à la présence de nitrates et de pesticides dans la ressource, faisant l'objet de l'animation d'opérations Re-Sources sur le territoire
- > Une couverture en syndicats de rivière à compléter, notamment sur les têtes de bassin versant et les affluents, mais un dynamisme et une ouverture vers une gestion plus intégrée sur l'Aume-Couture (rivières et eau potable)

Après une phase de consultation et d'enquête publique, le SAGE Charente a été adopté par la CLE le 8 octobre 2019 et devrait être approuvé d'ici fin 2019 pour une mise en œuvre à partir de 2020.

Les enjeux du SAGE Charente sont :

- > Les objectifs généraux du SAGE Charente sont :
- > la préservation et la restauration des fonctionnalités des zones tampon et des milieux aquatiques
- > la réduction durable des risques d'inondations et de submersions
- > l'adéquation entre besoins et ressources disponibles en eau
- > le bon état des eaux et des milieux aquatiques (quantitatif, chimique, écologique et sanitaire)
- > un projet cohérent et solidaire de gestion de l'eau à l'échelle du bassin de la Charente

Les objectifs généraux du SAGE Charente sont :

- > la préservation et la restauration des fonctionnalités des zones tampon et des milieux aquatiques
- > la réduction durable des risques d'inondations et de submersions

- > l'adéquation entre besoins et ressources disponibles en eau
- > le bon état des eaux et des milieux aquatiques (quantitatif, chimique, écologique et sanitaire)
- > un projet cohérent et solidaire de gestion de l'eau à l'échelle du bassin de la Charente

Les orientations de gestion du SAGE Charente sont :

- > Organisation, participation des acteurs et communication
- > Aménagements et gestion sur les versants
- > Aménagement et gestion des milieux aquatiques
- > Prévention des inondations
- > Gestion et prévention du manque d'eau à l'étiage
- > Gestion et prévention des intrants et rejets polluants.

Ces orientations se déclinent en 4 règles et 86 dispositions dont certaines impliquant une compatibilité du SCoT vis-à-vis du SAGE.»

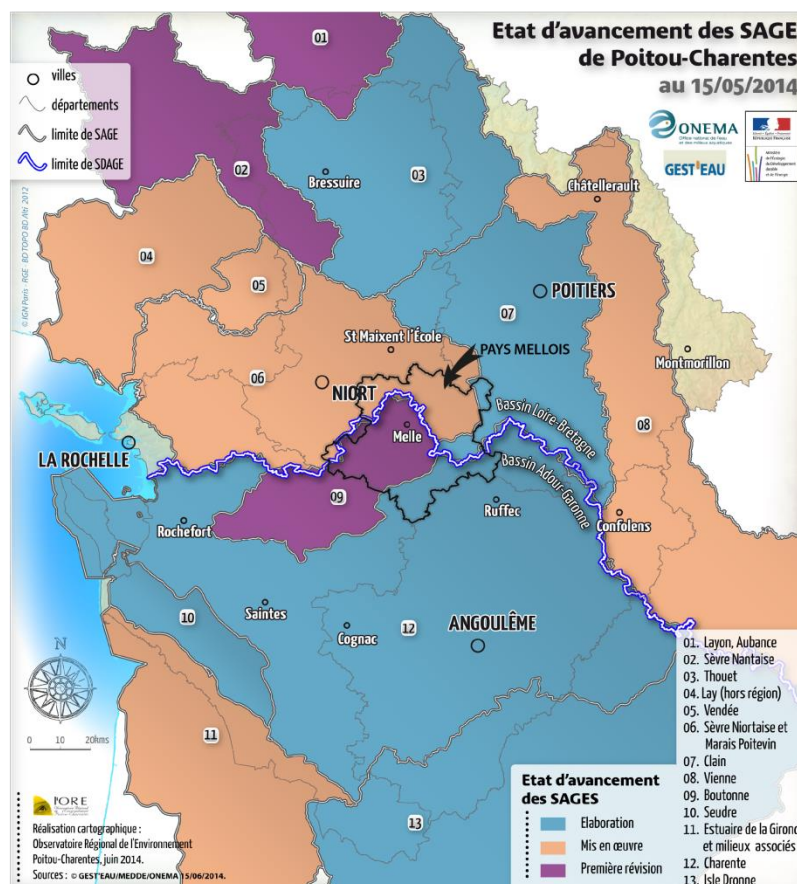


Figure 1 : SAGE de Poitou-Charentes (source: www.eau-poitou-charentes.org)

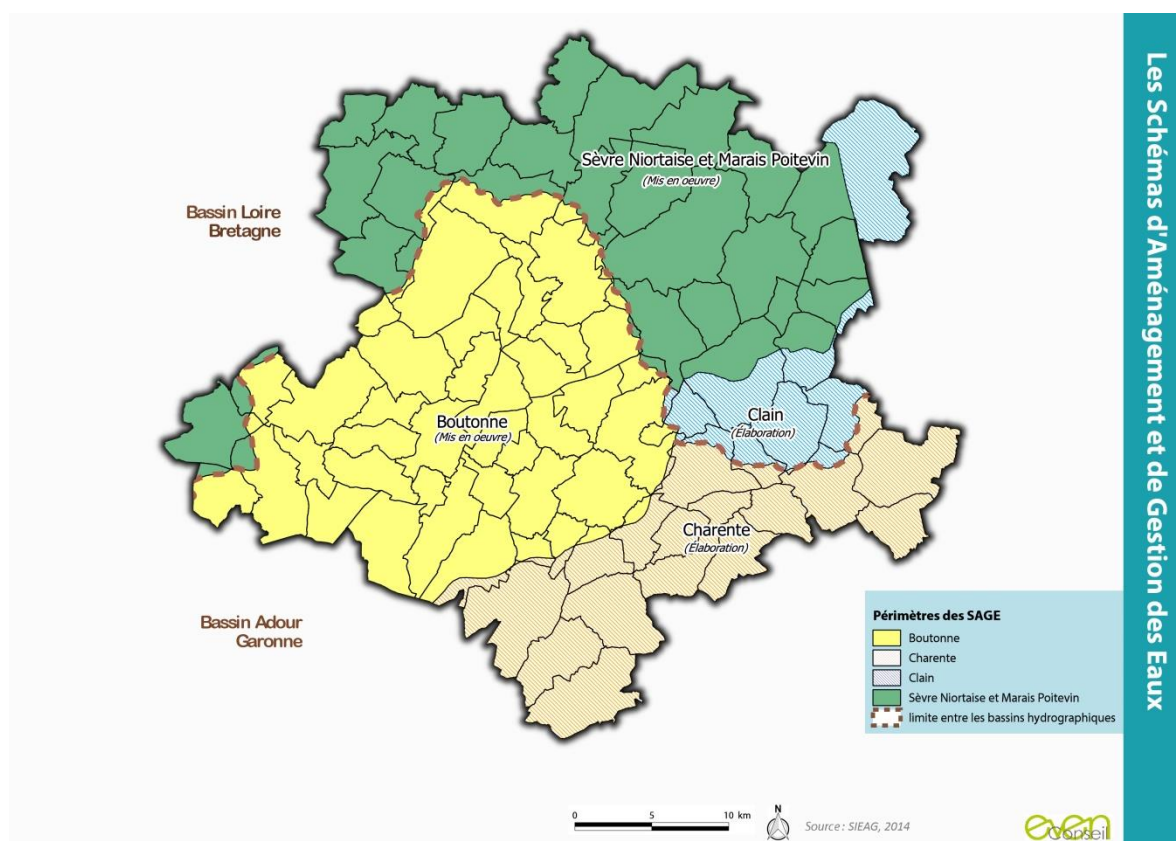


Figure 2 : Les Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux

2.2 La ressource en eau

Sources : Porter à connaissance de l'Etat, Agence de l'Eau Adour-Garonne, Agence de l'Eau Loire-Bretagne, Syndicat Mixte de la Boutonne, Institution Interdépartementale du Bassin de la Sèvre Niortaise, EPTB Charente, Chambre d'Agriculture des Deux-Sèvres

Les masses d'eau superficielles

Le Mellois en Poitou est traversé par de nombreux cours d'eau, dont trois peuvent être considérés comme réellement structurant : la Boutonne, la Sèvre Niortaise et la Dive. Au total, ce sont 19 masses d'eau superficielles qui traversent le territoire.

Le réseau hydrographique, bien que dense, est néanmoins disparate. L'ouest du Mellois en Poitou est plus richement pourvu en eaux de surface, qui s'organisent autour de la Boutonne. Elle prend sa source à Chef-Boutonne et constitue le principal affluent de la rive droite de la Charente. Ses nombreux affluents tels que la Belle, la Béronne ou la Berlande façonnent le paysage pour l'ouest du Mellois en Poitou.

Dans la partie nord, la Sèvre Niortaise, unique fleuve présent sur le territoire, prend sa source sur la commune de Sepvret et reçoit comme principaux affluents le Lambon et le Pamproux.

La Dive, sous-affluent de la Loire, traverse le territoire du SCoT dans sa partie est, entre Rom et Saint-Coutant.

Quelques rivières traversent ou bordent le territoire sur une faible distance. C'est ainsi le cas de la Péruse qui prend sa source sur la commune de Sauzé-Vaussais et de l'Aume, formée de deux rivières marécageuses (dont la Couture), qui prend sa source sur le canton de Chef-Boutonne. Ces deux rivières sont des affluents de la Charente.

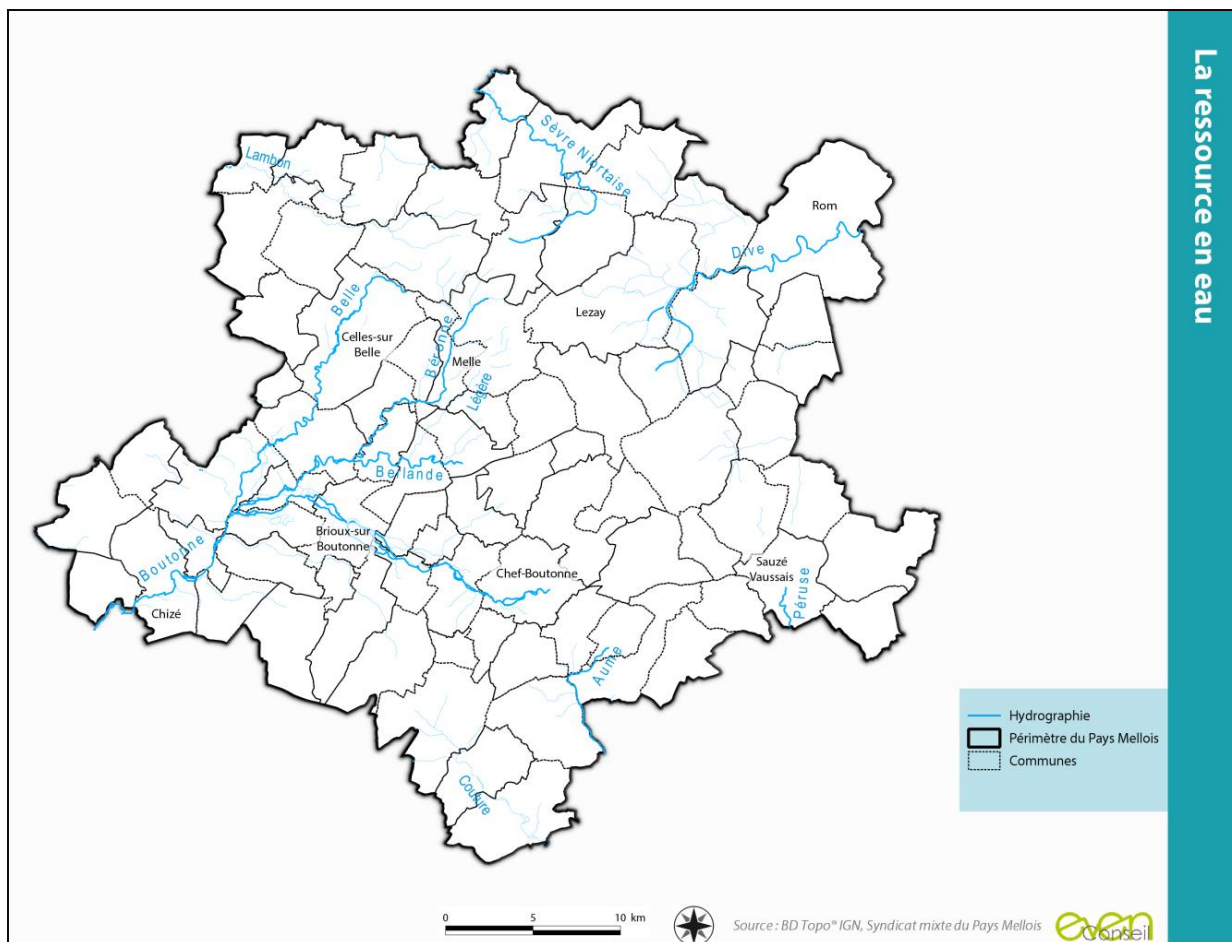


Figure 3 : Réseau hydrographique du Mellois en Poitou

Dix masses d'eau appartenant au bassin de la Boutonne traversent le territoire. D'un point de vue global, elles sont exposées à diverses pressions. Les pressions liées à la morphologie et à la présence de nitrates agricoles et autres micropolluants ainsi que les pressions de l'activité industrielle sont les plus prononcées.

La Légère représente le seul point noir sur le bassin de la Boutonne. Ce constat est directement lié à la présence de l'usine Dupont-Solvay, qui prélève et rejette dans la Légère (dans le respect de la réglementation en vigueur), et à un débit très limité qui limite considérablement la capacité de dissolution des polluants.

Trois masses d'eau comprises dans le Bassin de la Charente concernant le territoire du Mellois en Poitou. Elles disposent d'un état écologique évalué comme « Moyen » et leur objectif d'atteinte du bon état global est reporté à 2021. L'Aume et la Péruse subissent des pressions liées à la présence de nitrates. De plus, la concentration trop élevée de phosphore et de phosphates impactent la Péruse.

Trois masses d'eau comprises dans le bassin de la Sèvre Niortaise concernent le territoire. Bien que subissant des pressions liées à une concentration de nitrates, de pesticides et une morphologie modifiée, la Sèvre Niortaise dispose d'une qualité écologique et chimique identifiée comme « Bonne ». L'Hermitain et le Lambon disposent d'une qualité écologique identifiée comme « Moyenne ».

Deux masses d'eau du bassin versant du Clain concernent le territoire. Celles-ci sont toutes deux assujetties à des pressions liées à des concentrations en nitrates et pesticides trop élevées.

Identifiant	Libellé	Etat chimique	Etat écologique	A noter
FRGR0393A	la Dive de Couhe et ses affluents depuis la source jusqu'à Couhe <i>Bassin versant du Clain</i> <i>SDAGE Loire-Bretagne</i>	Bon	Bon	Risques Nitrates, Pesticides et Morphologiques
FRGR0393B	la Dive de Couhe et ses affluents depuis Couhe jusqu'à la confluence avec le Clain <i>Bassin versant du Clain</i> <i>SDAGE Loire-Bretagne</i>	Bon	Bon	Risques Macropolluants, Nitrates, Pesticides, Morphologique, Hydrologique
FRGR1829	la Sèvre niortaise et ses affluents depuis la source jusqu'à Nanteuil <i>Bassin versant de la Sèvre niortaise</i> <i>SDAGE Loire-Bretagne</i>	Bon	Bon	Risques Nitrates, Pesticides, Morphologie, Hydrologie
FRGR1814	L'Hermitain et ses affluents depuis la source jusqu'à la confluence avec la Sèvre niortaise <i>Bassin versant de la Sèvre niortaise</i> <i>SDAGE Loire-Bretagne</i>	/	Moyen	Risques Morphologie, Hydrologie
FRGR0581	le Lambon et ses affluents depuis la source jusqu'à la confluence avec la Sèvre niortaise <i>Bassin versant de la Sèvre niortaise</i> <i>SDAGE Loire-Bretagne</i>	/	Médiocre	/

FRGR1769	le Mignon et ses affluents depuis la source jusqu'a Mauze-sur-le-Mignon <i>Bassin versant de la Sèvre niortaise</i> <i>SDAGE Loire-Bretagne</i>	/	Médiocre	/
FRFR5	L'Aume <i>Bassin versant de la Charente</i> <i>SDAGE Adour-Garonne</i>	Bon	Médiocre	Pression de pesticides et des prélèvements pour l'irrigation Altération de l'hydrologie et de la morphologie
FRFR4	La Couture <i>Bassin versant de la Charente</i> <i>SDAGE Adour-Garonne</i>	Bon	Moyen	Pression de pesticides et des prélèvements pour l'irrigation Altération de l'hydrologie
FRFR683	La Péruse <i>Bassin versant de la Charente</i> <i>SDAGE Adour-Garonne</i>	Bon	Moyen	Pression des rejets de stations d'épurations domestiques, de l'azote diffus d'origine agricole et des pesticides
FRFR464	La Boutonne de sa source au confluent de la Belle <i>Bassin versant de la Boutonne SDAGE</i> <i>Adour-Garonne</i>	Bon	Médiocre	Pression des rejets de stations d'épuration domestiques, des débordements des déversoirs d'orage, de l'azote diffus d'origine agricole, des pesticides et des prélèvements pour irrigation Altération de la continuité
FRFR22	La Boutonne du confluent de la Belle au confluent de la Nie <i>Bassin versant de la Boutonne SDAGE</i> <i>Adour-Garonne</i>	Bon	Moyen	Pression des pesticides et des prélèvements pour irrigation, Altération de la continuité
FRFR22_10	La Bondoire <i>Bassin versant de la Boutonne SDAGE</i> <i>Adour-Garonne</i>	Bon	Moyen	Pression de l'azote diffus d'origine agricole, des pesticides et des prélèvements pour irrigation
FRFR464_1	Le Dauphin	Bon	Moyen	Pression de l'azote diffus d'origine agricole, des pesticides et des

	<i>Bassin versant de la Boutonne SDAGE Adour-Garonne</i>			prélèvements pour irrigation
FRFR475	La Berlande <i>Bassin versant de la Boutonne SDAGE Adour-Garonne</i>	/	Moyen	Pression des rejets de stations d'épuration d'origine industrielles, de l'azote diffus d'origine agricole, des pesticides et des prélèvements pour irrigation Altération de la continuité
FRFR3	La Béronne <i>Bassin versant de la Boutonne SDAGE Adour-Garonne</i>	/	Moyen	Pression de rejets de stations d'épuration domestiques, de l'azote diffus d'origines agricole et des pesticides
FRFRR475_1	Ruisseau des Coudrières <i>Bassin versant de la Boutonne SDAGE Adour-Garonne</i>	/	Moyen	Pression de l'azote diffus d'origines agricole, des pesticides et des prélèvements pour irrigation
FRFRR475_2	La Légère <i>Bassin versant de la Boutonne SDAGE Adour-Garonne</i>	Mauvais	Médiocre	Pression des débordements des déversoirs d'orage, des rejets de stations d'épuration industrielles, de substances toxiques issues des industries, de l'azote diffus d'origine agricole, des pesticides, des prélèvements pour usage industriel et des prélèvements pour irrigation Altération de la continuité et de la morphologie
FRFRR22_2	Ruisseau Bellesebonne <i>Bassin versant de la Boutonne SDAGE Adour-Garonne</i>	Bon	Moyen	Pression de l'azote diffus d'origine agricole et des pesticides Altération de l'hydrologie
FRFRR22_1	La Belle	Bon	Médiocre	Pression des rejets de stations d'épuration

	<i>Bassin versant de la Boutonne SDAGE Adour-Garonne</i>			domestiques et industrielles, de l'azote diffus d'origine agricole et des pesticides Altération de la continuité
--	--	--	--	---

D'un point de vu global, les masses d'eau superficielles du Mellois en Poitou présentent une qualité écologique moyenne et une qualité chimique plutôt bonne, mais de nombreux cours d'eau n'ont pas été évalués à ce jour.

Le bassin de la Boutonne est le secteur le plus impacté, en particulier certains de ses affluents tels que la Belle, la Béronne qui subissent des pressions liées à l'utilisation de produits agricoles (pesticides, engrais) et la Légère impactée par les rejets industriels. Le secteur le mieux sauvegardé se situe au nord-ouest du territoire avec la Sèvre Niortaise qui présente une bonne qualité.

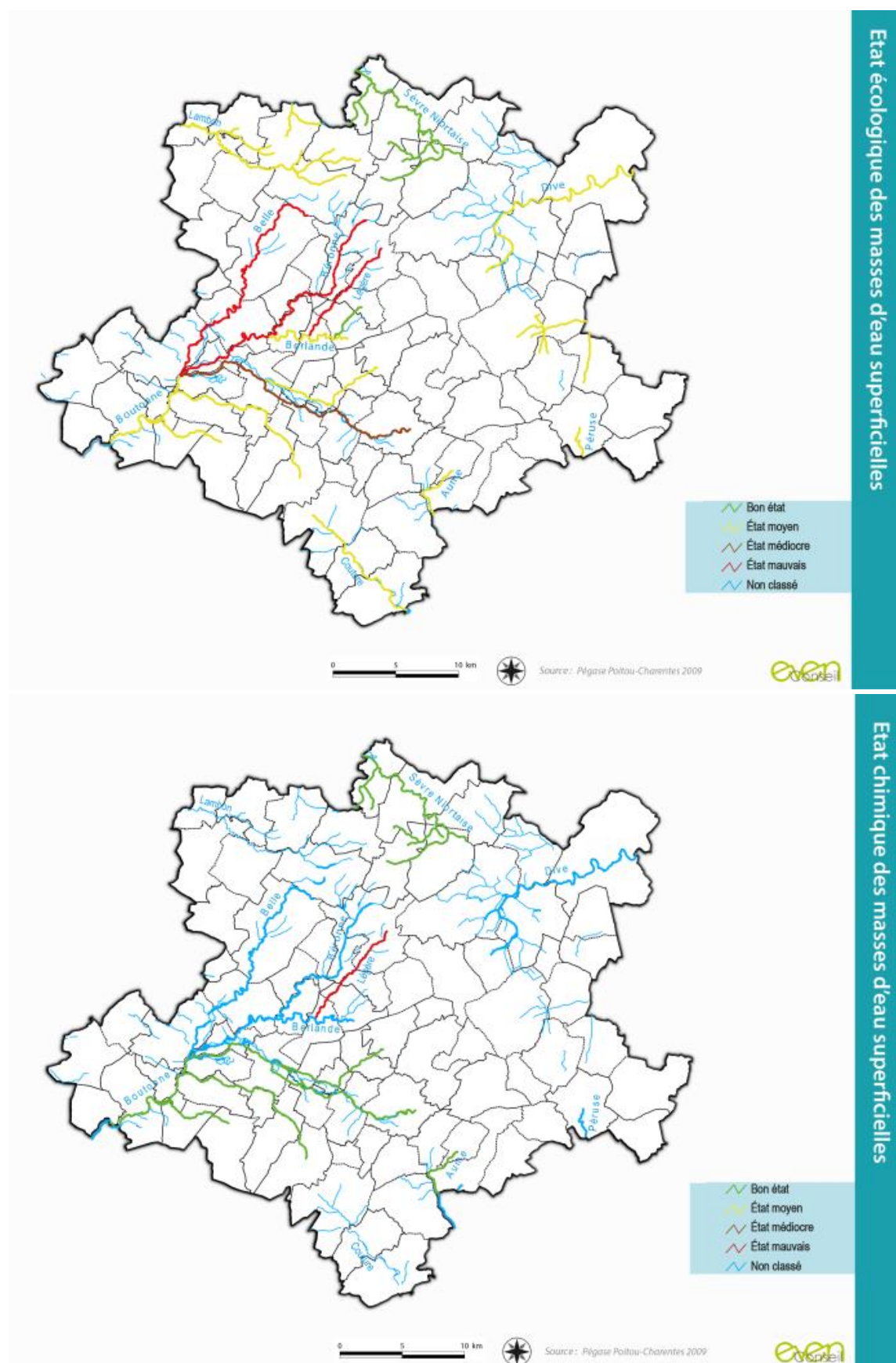


Figure 4 : Etat écologique et état chimique des masses d'eau superficielles en 2009

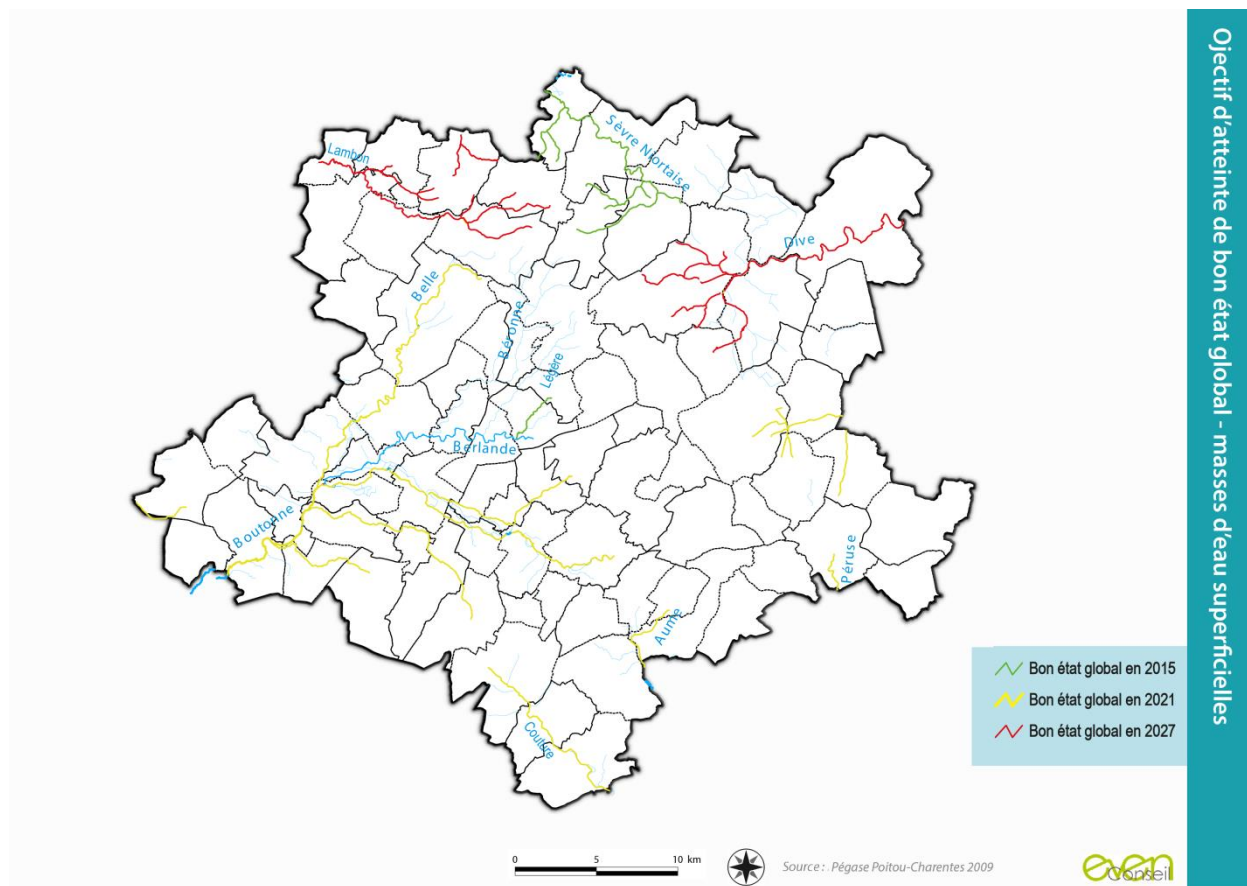


Figure 5 : Objectifs d'atteinte du bon état global des masses d'eau superficielles

La majorité des cours d'eau du territoire n'atteindra pas l'objectif de « bon état » fixé par la Directive Cadre sur l'Eau pour 2015. Seule la Sèvre Niortaise pourra y répondre. La plupart ont obtenu une dérogation pour 2021 voire 2027 (Lambon, Dive).

Les masses d'eau souterraines

Zoom technique

> Notion de masse d'eau

Une masse d'eau (ME) est une portion de cours d'eau, canal, aquifère, plan d'eau ou zone côtière homogène. Il s'agit d'un découpage élémentaire des milieux aquatiques destiné à être l'unité d'évaluation de la Directive Cadre sur l'Eau (DCE). Une masse d'eau souterraine correspond à un volume distinct d'eau souterraine à l'intérieur d'un ou de plusieurs aquifères.

Pour chaque masse d'eau naturelle, le SDAGE Adour-Garonne 2010-2015 précise l'objectif d'état qui lui est attribué, objectif qui dépend d'une part du type naturel auquel elle appartient et d'autre part des pressions liées aux activités humaines qui s'exercent sur elle. Les masses d'eau souterraines pour lesquelles sont fixés à la fois un objectif de bon état quantitatif et un objectif de bon état chimique.

> Notion de bon état

Le bon état des eaux est l'objectif à atteindre pour l'ensemble des eaux en 2015 (sauf report de délai ou objectif moins strict). Le bon état d'une eau souterraine est atteint si son état quantitatif et son état chimique sont au moins « bons ».

Le bon état chimique des eaux souterraines

L'état chimique est bon lorsque les concentrations en polluants dues aux activités humaines ne dépassent pas les normes et valeurs seuils, lorsqu'elles n'entravent pas l'atteinte des objectifs fixés pour les masses d'eaux de surface alimentées par les eaux souterraines considérées et lorsqu'il n'est constaté aucune intrusion d'eau salée due aux activités humaines.

Le bon état quantitatif des eaux souterraines

L'état quantitatif des eaux souterraines est l'appréciation de l'équilibre entre d'une part les prélèvements et les besoins liés à l'alimentation des eaux de surface, et d'autre part la recharge naturelle d'une masse d'eau souterraine.

L'état quantitatif comporte deux classes : bon et médiocre.

Le bon état quantitatif d'une eau souterraine est atteint lorsque les prélèvements ne dépassent pas la capacité de renouvellement de la ressource disponible, compte tenu de la nécessaire alimentation des écosystèmes aquatiques de surface, des sites et zones humides directement dépendants.

Le SCoT du Mellois en Poitou intersecte 7 masses d'eaux souterraines, dont une seule est majoritairement captive. On distingue les masses d'eau à dominante sédimentaire non alluviale et à dominante sédimentaire alluviale.

Caractéristiques principales des masses d'eau souterraines (Source- Agences de l'Eau)						
Cod e	Nom de la masse d'eau	Type de masse d'eau	Objectif d'atteinte du « Bon état »	Cause de la dérogation	Type de dérogation	Etat hydraulique
FRFG 014	Calcaires du jurassique moyen en rive droite de la Charente amont	Dominante sédimentaire non alluviale	2027	Chimique	Conditions naturelles ¹	Libre
FRFG 015	Calcaire du jurassique supérieur du bassin versant Boutonne secteur hydro r6	Dominante sédimentaire non alluviale	2027	Chimique	Conditions naturelles	Libre
FRFG 016	Calcaires du jurassique supérieur du bassin versant Charente secteurs hydro r0, r1, r2, r3, r5	Dominante sédimentaire non alluviale	2027	Chimique	Conditions naturelles	Libre
FRFG 042	Calcaires du jurassique moyen du bassin versant de la Boutonne secteur hydro r6	Dominante sédimentaire non alluviale	2027	Chimique	Conditions naturelles	Libre
FRG G062	Calcaires et marnes du Lias_Dogger du bassin amont de la Sèvre-Niortaise	Dominante sédimentaire alluviale	2021	Chimique et quantitatif	Conditions naturelles, coût disproportionné	Libre et captif, majoritairement libre
FRG G063	Calcaires et marnes du Dogger du bassin versant du Clain	Dominante sédimentaire alluviale	2021	Chimique	Conditions naturelles, coût disproportionné, Faisabilité technique	Libre
FRFG G106	Calcaires et marnes libres du Jurassique supérieur de l'Aunis	/	2021	Chimique et quantitatif	Conditions naturelles, coût disproportionné	Libre
FRFG 079	Calcaires du jurassique moyen charentais captif	Dominante sédimentaire non alluviale	2015	/	/	Captif
FRFG 078	Sables, Grès calcaires et dolomies de l'infra-toarcien	Dominante sédimentaire non alluviale	2027		Conditions naturelles, coût disproportionné	Majoritairement captif

Les masses d'eau présentes sur le territoire sont caractérisées par un état qualitatif et quantitatif mauvais. L'utilisation d'intrants contenant nitrates et pesticides en est la cause principale. C'est pourquoi les objectifs d'atteinte du bon état global ont été reportés, à

¹ Les conditions naturelles de renouvellement des nappes ne permettent pas d'envisager une baisse suffisante des teneurs en nitrates et/ou pesticides dans les délais prévus.

l'horizon 2021 voire 2027. Seule la masse d'eau souterraine « Calcaires du jurassique moyen charentais captif » doit répondre aux objectifs de qualité pour fin 2015.

Une très large partie du territoire est en outre caractérisée par un système géologique karstique (Boutonne, Dive, Péruse), qui fragilise la ressource. Les eaux qui ruissellent en surface s'engouffrent rapidement dans le sous-sol très fragmenté pour rejoindre les eaux souterraines, sans possibilité d'épuration naturelle par les sols.

Etat qualitatif et quantitatif des masses d'eau souterraines (Source- Agences de l'Eau)					
Nom de la masse d'eau	Etat chimique	Causes de dégradation	Etat quantitatif	Cause de dégradation	Objectif d'atteinte de bon état
Calcaires du jurassique moyen en rive droite de la Charente amont	Mauvais	Nitrates, Pesticides	Mauvais	Test « eaux de surface » médiocre	2027
Calcaire du jurassique supérieur du bassin versant Boutonne secteur hydro r6	Mauvais	Nitrates, Pesticides	Mauvais	Test « eaux de surface » médiocre	2027
Calcaires du jurassique supérieur du bassin versant Charente secteurs hydro r0, r1, r2, r3, r5	Mauvais	Nitrates, Pesticides	Mauvais	Test « eaux de surface » médiocre	2027
Calcaires du jurassique moyen du bassin versant de la Boutonne secteur hydro r6	Mauvais	Nitrates, Pesticides	Mauvais	Test « eaux de surface » médiocre	2027
Calcaires et marnes du Lias_Dogger du bassin amont de la Sèvre-Niortaise	Mauvais	Nitrates, Pesticides	Mauvais	/	2021
Calcaires et marnes du Dogger du bassin versant du Clain	Mauvais	Nitrates	Mauvais	/	2021
Calcaires et marnes libres du Jurassique supérieur de l'Aunis	Mauvais	Nitrates	Mauvais	/	2021
Calcaires du jurassique moyen charentais captif	Bon	/	Bon	/	2015
Sables, Grès calcaires et dolomies de l'infra-toarcien	Mauvais	Nitrates, Pesticides	Bon	Bon état repris de l'état 2004	2027

Nature et intensité des pressions sur les masses d'eau souterraines (Source- Agences de l'Eau)				
PRESSION		FORTE	MOYENNE	FAIBLE
Pressions qualitatives	Occupation agricole des sols	Calcaires du jurassique supérieur du bassin versant Charente Calcaires du jurassique moyen du bassin versant de la Boutonne Calcaires du jurassique moyen en rive droite de la Charente amont Calcaires du jurassique supérieur du bassin versant Boutonne		Sables, grès, calcaires et dolomies de l'infra-toarcien Calcaires du jurassique moyen charentais captif
	Elevage	/	Calcaires du jurassique supérieur du bassin versant Charente Calcaires du jurassique moyen du bassin versant de la Boutonne Calcaires du jurassique moyen en rive droite de la Charente amont Calcaires du jurassique supérieur du bassin versant Boutonne	Sables, grès, calcaires et dolomies de l'infra-toarcien Calcaires du jurassique moyen charentais captif
	Non agricoles	Calcaires du jurassique supérieur du bassin versant Charente Calcaires du jurassique moyen en rive droite de la Charente amont	Calcaires du jurassique moyen du bassin versant de la Boutonne Calcaires du jurassique supérieur du bassin versant Boutonne	Sables, grès, calcaires et dolomies de l'infra-toarcien Calcaires du jurassique moyen charentais captif
	Des milieux aquatiques et écosystèmes terrestres	/	/	/
	Sur les milieux aquatiques et écosystèmes terrestres	/	/	/
Pressions quantitatives	Prélèvement agricole	Calcaires du jurassique supérieur du bassin versant Charente Calcaires du jurassique moyen du bassin versant de la Boutonne Calcaires du jurassique supérieur du bassin versant Boutonne	Calcaires du jurassique moyen en rive droite de la Charente amont Sables, grès, calcaires et dolomies de l'infra-toarcien	Calcaires du jurassique moyen charentais captif
	Prélèvement industriel	/	/	Calcaires du jurassique supérieur du bassin versant Charente Calcaires du jurassique moyen du bassin versant de la Boutonne Calcaires du jurassique moyen en rive droite de la Charente amont Calcaires du jurassique supérieur du bassin versant Boutonne Sables, grès, calcaires et dolomies de l'infra-toarcien Calcaires du jurassique moyen charentais captif
	Prélèvement eau potable	/	Sables, grès, calcaires et dolomies de l'infra-toarcien	Calcaires du jurassique supérieur du bassin versant Charente Calcaires du jurassique moyen du bassin versant de la Boutonne Calcaires du jurassique moyen en rive droite de la Charente amont Calcaires du jurassique supérieur du bassin versant Boutonne Calcaires du jurassique moyen charentais captif
	Recharge artificielle	/	/	/
	Des milieux aquatiques et écosystèmes terrestres	/	/	/
	Sur les milieux aquatiques et écosystèmes terrestres	/	/	/

Les pressions exercées sur les masses d'eau « Calcaires et marnes libres du Jurassique supérieur de l'Aunis », « Calcaires et marnes du Dogger du bassin versant du Clain » et « Calcaires et marnes du Lias_Dogger du bassin amont de la Sèvre-Niortaise » n'ont pas pu être encore identifiées.

Une ressource très exposée aux pollutions diffuses

Zoom technique

> Zone vulnérable

Une zone est désignée comme vulnérable compte-tenu de la teneur en nitrates de ses eaux. La réglementation s'imposant à ces zones est inscrite dans les SDAGE et les SAGE applicables sur le territoire.

> Zone sensible

Une zone est désignée sensible compte-tenu de la sensibilité à l'eutrophisation de ses eaux superficielles. Ce phénomène correspond à un enrichissement de l'eau en éléments nutritifs (azote et/ou phosphore) qui provoque un développement accéléré des algues et des végétaux aquatiques. Il est ainsi à l'origine d'un déséquilibre des organismes présents dans l'écosystème aquatique ainsi que d'une dégradation de la qualité des eaux. Le Préfet coordonnateur de bassin arrête la délimitation des zones sensibles, cette délimitation fait l'objet d'un réexamen tous les 4 ans.

La ressource en eau du Mellois en Poitou est sensible d'un point de vue qualitatif. Les eaux sont chargées en nitrates, avec des valeurs élevées qui dépassent souvent le seuil de bon état. L'ensemble du territoire du SCoT est classé en zone vulnérable aux pollutions par les nitrates d'origine agricole par arrêté du Préfet de la Région Midi Pyrénées, coordonnateur du bassin Adour-Garonne, en date du 4 octobre 2007, et par arrêté du Préfet de Région Centre, coordonnateur du bassin Loire-Bretagne du 21 décembre 2012. A ce titre, un programme d'actions des zones vulnérables a été mis en place.

Cette fragilité s'explique notamment par les caractéristiques géologiques et pédologiques du territoire qui rendent les eaux souterraines vulnérables aux pollutions. Les terres rouges au sol argileux peu profond et au sous-sol calcaire sont sensibles à l'effondrement de ce dernier. On observe alors la formation de dolines qui s'étendent sur la partie nord de la vallée de la Boutonne, entre Chef-Boutonne et Brioux, et dans les environs de Chail. Ces dépressions concentrent l'écoulement des eaux vers les aquifères affleurant, les rendant plus vulnérables aux pollutions. Le bassin de la Dive est également caractérisé par un système karstique souterrain : 40 à 50 % de son volume d'eau s'infiltre en profondeur et ressort sur le bassin de la Sèvre Niortaise.

Enfin, les zones de plaines cultivées possèdent un sol poreux qui protège peu les nappes. Or, le territoire connaît une modification des pratiques agricoles qui peut affecter autant les masses d'eau superficielles que souterraines. Les surfaces destinées à la production de fourrage diminuent au profit des grandes cultures comme le maïs et le tournesol qui nécessitent d'avantage d'intrants et ont besoin d'être irriguées.

De nombreux agriculteurs participent toutefois à la protection des captages d'eau potable à travers des contrats agro-environnementaux limitant l'utilisation d'intrants. Sur une partie du territoire, l'absence d'assainissement collectif, dont le suivi est assuré, entraîne un risque plus important de dysfonctionnement des installations individuelles et le rejet potentiel des eaux usées directement dans les milieux naturels. Cependant, la présence encore importante de zones bocagères maillées de haies, les prairies humides et les

ripisylves le long des vallées alluviales, quand elles ne sont pas dégradées, favorisent une épuration naturelle des eaux.

De plus, sur le bassin de la Boutonne, 19 communes du territoire ont signé la charte « Terre Saine » les engageant dans une réduction de l'utilisation des produits phytosanitaires, depuis le 15/10/2014.

L'ensemble du territoire du SCoT est inclus en zone sensible :

- > par arrêté ministériel du 9 janvier 2006 portant révision des zones sensibles à l'eutrophisation du bassin Loire-Bretagne, en application de la directive n°91/271/CEE du conseil des communautés européennes du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux urbaines résiduaires,
- > par arrêté ministériel du 23 novembre 1994 portant délimitation des zones sensibles à l'eutrophisation du bassin Adour-Garonne, le bassin versant de la Charente en amont de sa confluence avec l'Arnoult est classé en zone sensible, en application de la directive n° 91/271/CEE du conseil des communautés européennes du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux urbaines résiduaires. De nouvelles zones ont été créées en 1999.

A ce titre, des obligations réglementaires sont fixées en matière de qualité minimale des eaux traitées des stations d'épuration, ainsi que des obligations de surveillance de cette qualité pour le paramètre phosphore.

Une gestion quantitative contrastée, des ressources très sollicitées

Zone de Répartition des Eaux (ZRE)

Une zone de répartition des eaux se caractérise par une insuffisance chronique des ressources en eau par rapport aux besoins. L'inscription d'un bassin hydrographique en ZRE constitue le moyen pour l'Etat d'assurer une meilleure maîtrise de la demande en eau, afin d'assurer au mieux la préservation des écosystèmes aquatiques et la conciliation des usages économiques de l'eau. Les seuils de déclaration et d'autorisation des prélèvements sont ainsi plus contraignants. Il convient de se référer à l'article R211-71 du Code de l'Environnement.

• **Constats et sensibilités**

Sur le territoire du Mellois en Poitou, la ressource en eau est utilisée à la fois par une population en augmentation dans l'ouest, par une agriculture ayant fortement recours à l'irrigation et l'intensification des pratiques, et par un site industriel consommateur d'eau.

Le territoire est classé en zone de répartition des eaux (ZRE), qui traduit une insuffisance chronique des ressources par rapport aux besoins.

Par ailleurs, les débits des cours d'eau peuvent être élevés en hiver, avec des risques d'inondations, et supporter de fortes périodes d'étiage en été, atteignant parfois le débit de crise (DCR) comme sur la Boutonne et la Sèvre Niortaise. L'étude de recensement des assèchements récents et anciens sur le bassin versant de la Boutonne montre qu'à partir

des années 1990 les débits sont toujours faibles quel que soit le bilan hydrique et que les assecs sont plus fréquents. A l'amont (sur la partie deux-sévrienne du bassin), les têtes de bassins et les chevelus sont particulièrement touchés.

Le bassin versant de la Boutonne concentre la majorité des captages en eau potable mais les prélèvements sont en baisse depuis 2004.

Les captages pour l'irrigation des cultures sont nombreux et dispersés. Des retenues de substitution ont été construites, d'autres sont à l'étude (comme sur la Dive où de gros prélèvements sont effectués), afin de répondre à la problématique de partage de l'eau que ce phénomène entraîne.

Par ailleurs, il est nécessaire de préciser que la plateforme industrielle de Melle représente le plus gros préleveur industriel du bassin de la Boutonne (entre 80 et 95% des volumes industriels sont prélevés pour la plateforme selon les années).

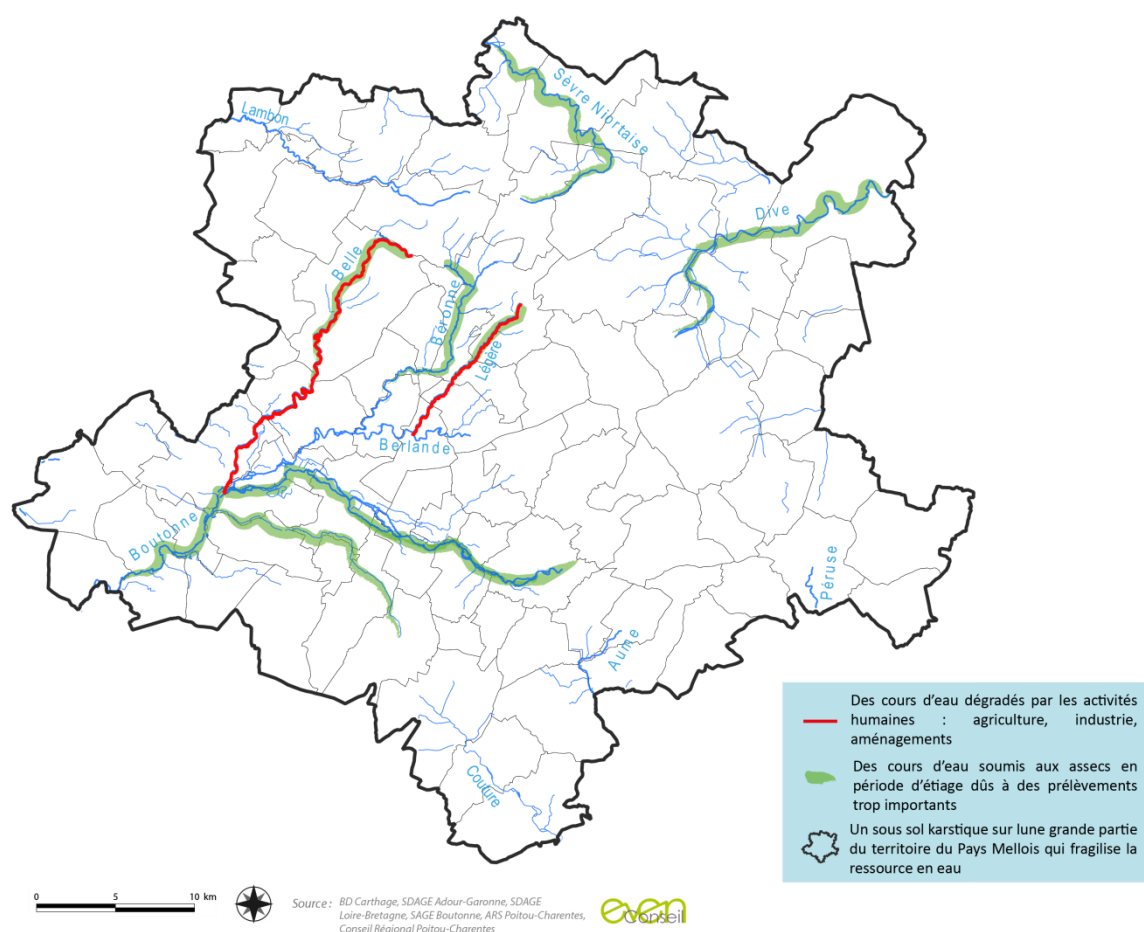


Figure 6 : Les pressions sur la ressource en eau

• **Analyse des volumes prélevés sur le Mellois en Poitou**

Sur le Bassin Adour Garonne :

La majorité des prélèvements sont liés à un usage agricole de la ressource. Depuis 2009, une oscillation des volumes globaux des prélèvements peut être observée selon les années. On note néanmoins une diminution globale des prélèvements, mais relativement faible (-6% entre 2009 et 2013).

Sur cette période, les volumes prélevés pour l'irrigation ont diminué de 4%. Pour l'alimentation en eau potable la réduction des volumes prélevés est plus marquée (-10%). Les prélèvements par les industries sont relativement constants. Sur la période étudiée, 49 captages agricoles ont été fermés. Plusieurs d'entre eux prélevaient en effet dans la nappe de l'infratoarcien qui, en raison de sa qualité, doit être réservée à la production d'eau potable. Ces fermetures ont été en partie compensées par la création de retenues de substitution. L'agriculture reste ainsi le plus gros consommateur d'eau, loin devant les autres usages.

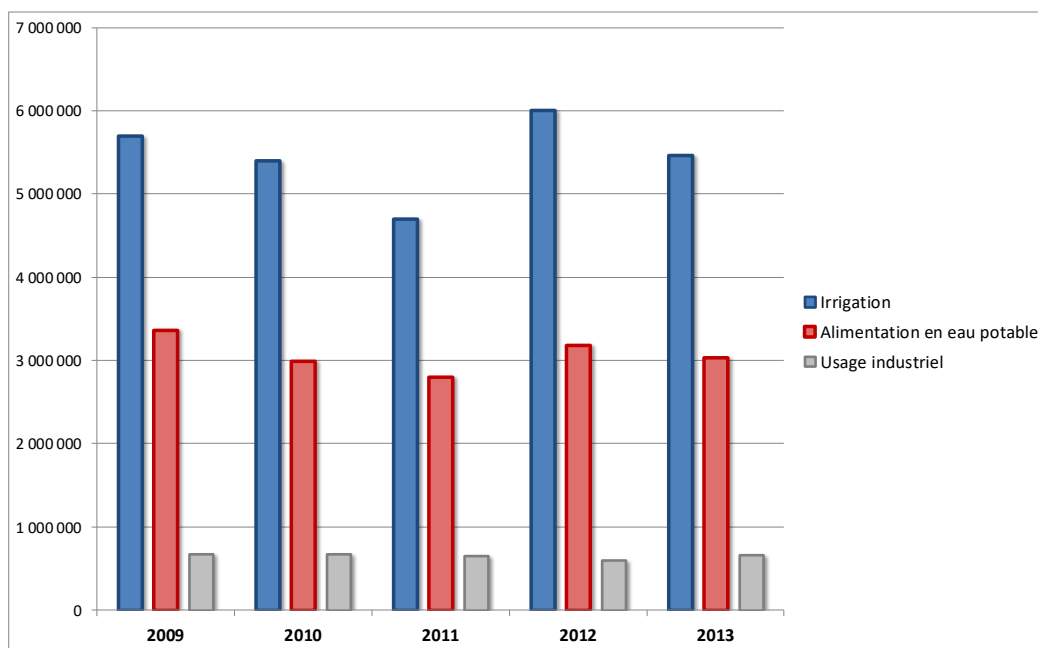


Figure 7 : Evolution des volumes prélevés sur le territoire du Mellois en Poitou compris dans le bassin Adour-Garonne, par type d'usage - données de l'Agence de l'eau Adour Garonne

	2009	2010	2011	2012	2013	Evolution 2009-2013
Irrigation	5 695 512	5 398 102	4 704 601	6 007 520	5 465 877	-4,0%
Alimentation en eau potable	3 369 151	2 996 890	2 803 213	3 183 692	3 033 565	-10,0%
Usage industriel	677 804	677 804	652 657	601 417	664 258	-2,0%
Total	9 742 467	9 072 796	8 160 471	9 792 629	9 163 700	-5,9%

Figure 8 : Volumes prélevés de 2009 à 2013 en m³ sur le territoire du Mellois en Poitou compris dans le bassin Adour Garonne (source : Agence de l'eau Adour Garonne)

	2009	2010	2011	2012	2013	Evolution 2009-2013
Irrigation	155	145	139	126	129	-16,8%
Alimentation en eau potable	25	21	21	22	28	12,0%
Usage industriel	4	4	4	4	4	0,0%
Total	184	170	164	152	161	-12,5%

Figure 9 : Evolution du nombre de captages sur les communes du SCoT appartenant au bassin Adour-Garonne (source : Agence de l'eau Adour Garonne)

Sur le Bassin Loire Bretagne :

Pour le secteur correspondant au bassin Loire Bretagne sur le Mellois en Poitou, les prélèvements liés à l'irrigation représentent en moyenne, sur la période 2009-2013, 82% des prélèvements tous usages confondus.

Depuis 2009, des fluctuations annuelles des prélèvements liés à l'irrigation et à l'alimentation en eau potable sont constatés, en lien avec la conjoncture climatique et la gestion de l'étiage. Mais la diminution des prélèvements est régulière.

Ainsi, entre 2009 et 2013 les volumes prélevés pour l'irrigation ont diminué de 9.7%, et pour l'alimentation en eau potable de 32.39%. Les volumes prélevés pour un usage industriel enregistrent une baisse majeure (-77%) qui s'explique par la fermeture d'établissements.

Sur cette période, 19 captages ont été fermés, dont 16 étaient utilisés pour l'irrigation.

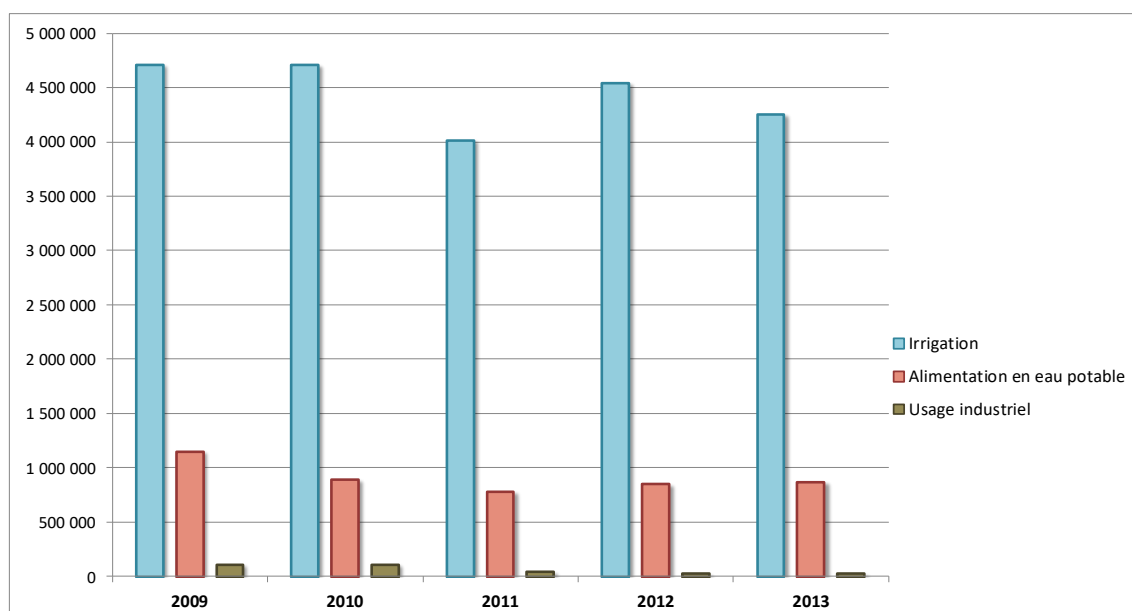


Figure 10: Evolution des volumes prélevés sur le territoire du Mellois en Poitou compris dans le bassin Loire-Bretagne, par type d'usage - données de l'agence de l'eau Loire Bretagne

	2009	2010	2011	2012	2013	Evolution 2009-2013
Irrigation	4 708 234	4 705 066	4 015 480	4 540 011	4 250 601	-9,7%
Alimentation en eau potable	1 150 229	890 484	781 564	847 738	868 843	-24,5%
Usage industriel	108 505	109 429	42 636	23 700	24 564	-77,4%
Total	5 966 968	5 704 979	4 839 680	5 411 449	5 144 008	-13,8%

Figure 11 : Volumes prélevés de 2009 à 2013 en m3 sur le territoire du Mellois en Poitou compris dans le bassin Loire-Bretagne (source : agence de l'eau Loire-Bretagne)

	2009	2010	2011	2012	2013	Evolution 2009-2013
Irrigation	119	114	110	105	103	-13,4%
Alimentation en eau potable	7	5	5	5	5	-28,6%
Usage industriel	2	2	2	1	1	-50,0%
Total	128	121	117	111	109	-14,8%

Figure 12 : Evolution du nombre de captages sur les communes du SCoT appartenant au bassin Loire-Bretagne (source : Agence de l'eau Loire-Bretagne)

- **La création de retenues de substitution pour limiter les prélèvements dans en période de sécheresse**

Les cultures irriguées étant très largement présentes sur le territoire du Mellois, comme évoqué ci avant, des mesures sont progressivement mises en place pour réduire d'une part les quantités prélevées, mais aussi pour limiter l'impact des prélèvements sur le milieu. La création de retenues de substitution est ainsi le principal levier d'action déployé : le stockage de l'eau en hiver permet de diminuer la pression des prélèvements en période d'étiage (printemps et été, lorsque les rivières et nappes sont au plus bas), tout en maintenant les systèmes de production en place.

Sur le bassin Loire-Bretagne, le Contrat Territorial Gestion Quantitative (QTGQ) de l'eau est un outil contractuel proposé par l'Agence de l'Eau pour accompagner à la réduction des prélèvements dans le milieu naturel en période d'étiage et pour atteindre le bon état quantitatif des masses d'eau. Le CTGQ Sèvre Niortaise Marais Poitevin, porté par la chambre d'agriculture 79, a été conclu pour une durée de 5 ans sur la période 2012-2017. Le programme comprend 14 actions et s'articule autour de 3 axes principaux : animation et diagnostic des systèmes, amélioration des systèmes de production et des pratiques d'irrigation, et création de retenues de substitution.

Sur ce bassin, le contrat inclut notamment un projet de 16 réserves de substitution dont 2 présentes sur le territoire du Mellois en Poitou avec pour objectif principal de réduire l'impact environnemental des prélèvements agricoles :

- > à Messé : 2 projets de l'ordre de 360 000m3 pour 7ha et de 750 000m3 pour 12ha

- Saint-Soline : 2 projets de l'ordre de : 390 000m³ pour 6,7ha et de 160 000m³ pour 5,5ha

Ce projet a fait l'objet d'une enquête publique en 2017, suite à des recours il est aujourd'hui en médiation.

Des mesures similaires sont actuellement à l'étude sur la partie du territoire du SCoT appartenant au bassin Adour-Garonne. Plusieurs retenues de substitution ont d'ores et déjà été réalisées sur le bassin de la Boutonne (5 dans la partie deux-sévrienne du bassin) et d'autres sont actuellement à l'étude.

• **Les Projets de Territoire pour la Gestion de l'Eau du Bassin de la Charente**

Le territoire du SCOT est concerné par 2 Projets de Territoire pour la Gestion de l'Eau (PTGE) du bassin de la Charente: le PTGE Boutonne et le PTGE Aume-Couture. Ces deux PTGE intègrent dans leur programme, des projets de création de retenue de substitution.

Le PTGE Boutonne, porté par le SYMBO, a été validé par la CLE du SAGE Boutonne en juin 2016 et son programme d'actions s'applique sur la période 2016- 2020.

Le PTGE Aume-Couture co-porté par la Chambre d'agriculture de la Charente et l'EPTB Charente a été conclu pour une durée de 6 ans sur la période 2018-2024 et son programme d'actions est élaboré selon 5 axes : animation et communication, réduction de la pression de prélèvements, animation et maîtrise foncière, restauration de la fonctionnalité des milieux, amélioration de la qualité des eaux. Le projet de création de réserves de substitution porté par l'ASA Aume-Couture constitue l'une des 29 actions du programme. Le dossier d'autorisation environnementale a été déposé par l'ASA Aume-Couture et est actuellement en cours d'instruction par les services de l'Etat. Le projet consiste en la création de 9 réserves sur le bassin de l'Aume-Couture dont 2 sur le territoire du Mellois en Poitou :

- COUTURE D'ARGENSON (projet de l'ordre de 133 102 m³)
- LOUBILLE (projet de l'ordre de 175 013 m³)

Ce qu'il faut retenir :

Situé au carrefour de plusieurs bassins versants, le Mellois constitue un véritable château d'eau qui accueille de nombreuses sources et têtes de bassins stratégiques, dont la préservation est essentielle au regard des nombreux territoires et usages qui en dépendent.

La ressource en eau du Mellois en Poitou subit de fortes pressions qui influent sur son état qualitatif. Les activités humaines engendrent des pollutions qui ont une répercussion d'autant plus importante sur la qualité de l'eau que les sols et sous-sols du Mellois en Poitou présentent des caractéristiques qui favorisent la sensibilité de la ressource. D'une part, la structure géologique karstique permet un engouffrement rapide des eaux de surface polluées et donc le transfert des pollutions dans les eaux souterraines. D'autre part, la porosité des sols dans les zones de plaine agricole et leur appauvrissement lié à l'intensité des pratiques agricoles limite les possibilités d'épuration des eaux avant qu'elles ne rejoignent les nappes souterraines. L'ensemble du territoire est classé en zone sensible et en zone vulnérable aux pollutions.

L'état quantitatif de la ressource en eau est également dégradé. Le territoire est classé en zone de répartition des eaux (ZRE), qui traduit une insuffisance chronique des ressources par rapport aux besoins. Les prélèvements pour l'irrigation des cultures sont importants, en particulier sur le secteur de la Boutonne et le bassin de la Dive. Certains cours d'eau atteignent le débit de crise en période d'étiage (Boutonne et Sèvre Niortaise). On constate ces dernières années une légère diminution des prélèvements, notamment due à la création de retenues de substitution, mais l'activité agricole reste impactante pour la ressource. Des retenues de substitution ont été créées ou sont en projet afin de limiter l'impact des prélèvements sur les milieux en période de sécheresse.

Les démarches engagées pour la reconquête qualitative de la ressource en eau sont nombreuses. De nombreux agriculteurs participent à la mise en place de mesures agro-environnementales pour limiter l'utilisation d'intrants et 24 communes ont signé la charte régionale « Terre saine » visant à réduire l'usage de produits phytosanitaires. Néanmoins, les répercussions de ces actions sont encore trop peu significatives au regard de l'état global de la ressource.

2.3 La gestion de l'eau potable

Sources : Conseil Général 79, ARS Poitou-Charentes, Conseil Régional Poitou-Charentes (programme Re-Sources), SERTAD, SMAEP 4B, Syndicat d'Eau de Lezay, SIA de La Mothe

Zoom technique

Le Schéma Départemental d'Alimentation en Eau Potable (SDAEP) révisé est le document de référence qui fixe des priorités partagées d'intervention en faveur de l'eau potable sur le département des Deux-Sèvres. S'il ne constitue pas un document juridiquement opposable, il est principalement destiné à structurer les interventions publiques dans les prochaines années. Ainsi, au regard de la situation actuelle, quatre enjeux principaux ont été identifiés :

- > Achever la sécurisation de l'adduction d'eau du département
- > Intensifier la protection des ressources en eau
- > Augmenter les rendements de réseaux
- > Optimiser la gestion du service public

• Les structures responsables de la production et distribution de l'eau potable

Des regroupements ont été opérés depuis 2000 sur le secteur sud du département (secteurs Niort, SERTAD et Boutonne) et tous les syndicats de production, hormis le SMAEDS, ont pris la compétence optionnelle distribution.

Quatre syndicats gèrent la production de l'eau potable sur le territoire du Mellois en Poitou :

- > le syndicat des 4B (mode d'exploitation privé)
- > le SERTAD (mode d'exploitation en régie)
- > le syndicat de Lezay (mode d'exploitation en régie)
- > le SMAEP du Saint-Maixentais sur la commune de La Courde

Parallèlement, des **communes indépendantes gèrent la distribution de l'eau potable**. Les petites structures sont plus fragiles et présentent des moyens techniques et financiers limités. Il en résulte des difficultés d'entretien des réseaux et un manque de renouvellement, occasionnant en particulier d'importantes pertes en ligne (fuites).

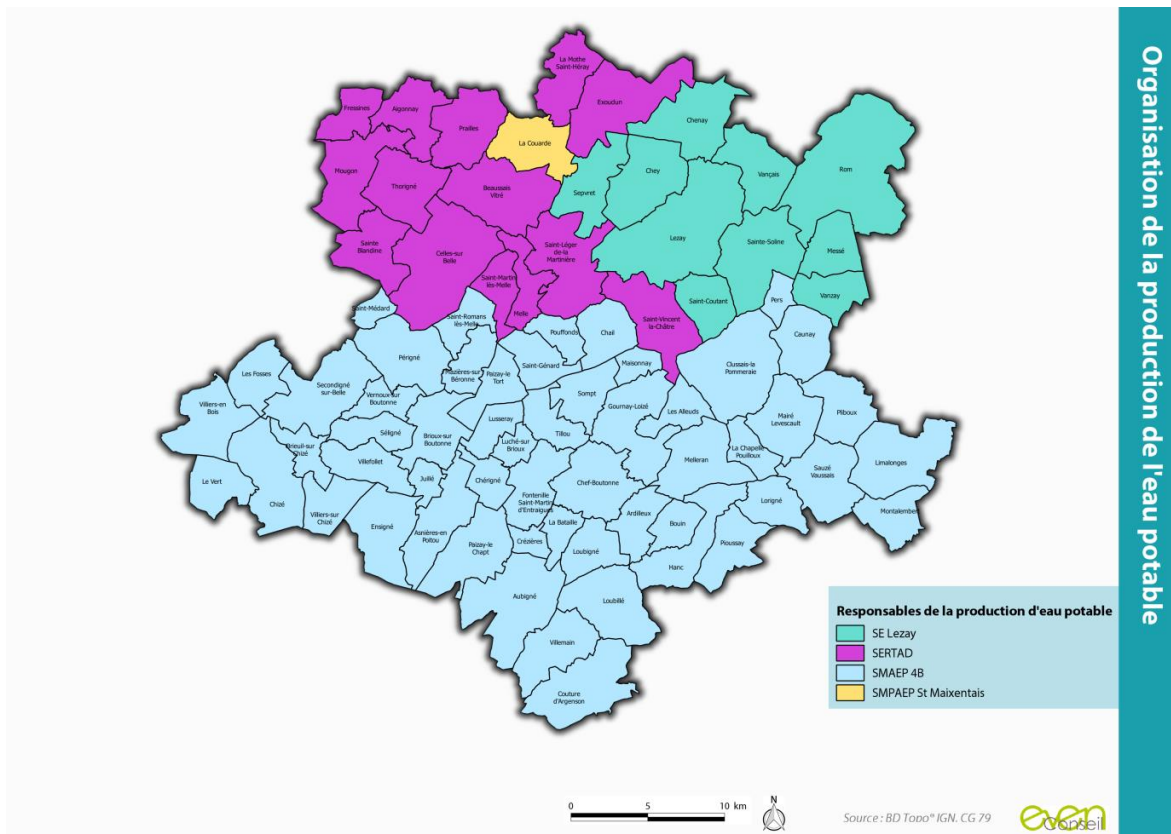


Figure 13 : Les structures de production d'eau potable (décembre 2014)

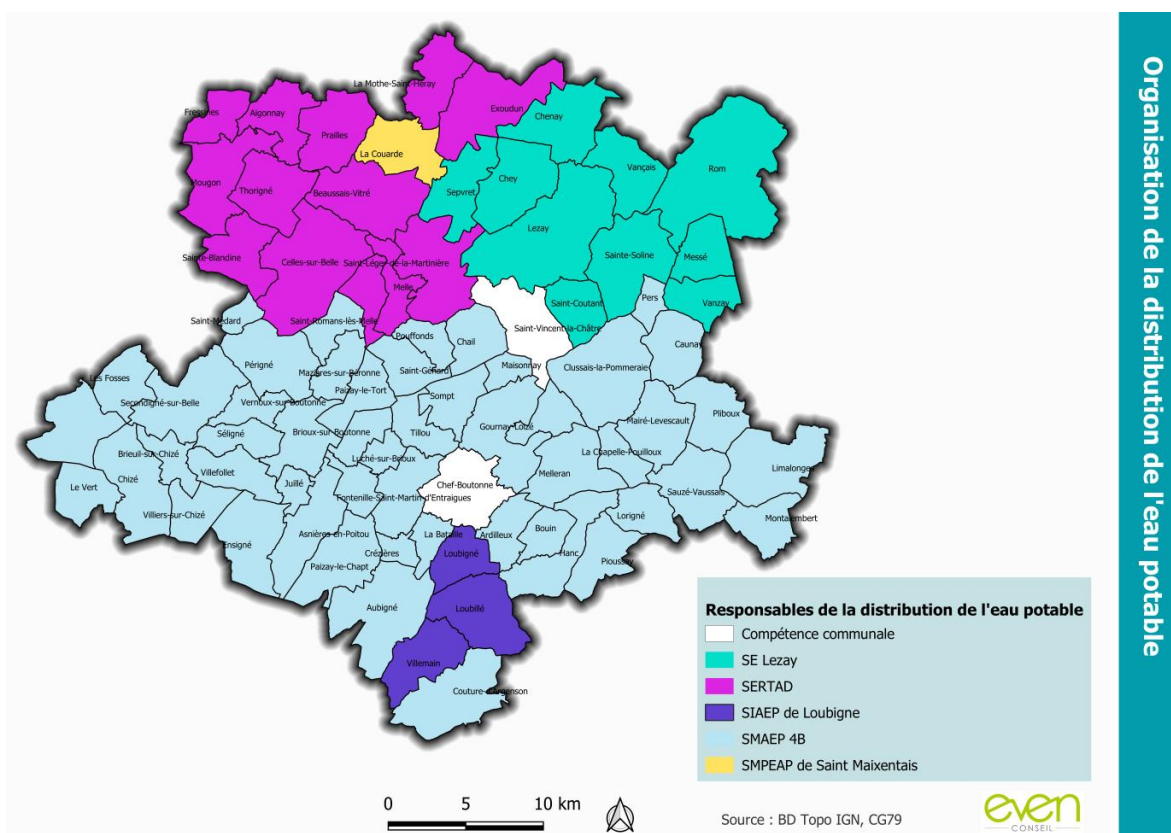


Figure 14 : Les structures de distribution d'eau potable (octobre 2018)

Aujourd'hui les autorités encouragent fortement les communes indépendantes à rejoindre les syndicats afin d'améliorer la gestion du patrimoine. Cette restructuration des syndicats est largement engagée et de nombreuses communes ont déjà délégué la compétence distribution aux syndicats.

• **Les ressources et captages pour l'alimentation en eau potable : d'importantes réserves, exploitées mais fragilisées**

En 2008, 79 ressources sont utilisées sur le département représentant un débit total de 9 337 m³/h, soit une capacité de production de l'ordre de 190 000 m³/j. En 8 ans et malgré 9 nouvelles ressources, **la capacité de production a sensiblement diminué** (10 047 m³/h en 2000).

Huit ouvrages représentent à eux seuls plus de 50 % de la production départementale. L'évolution depuis les années 2000 de la répartition de la capacité de production révèle :

- > une baisse très significative des forages peu productifs (32% en 2000, 20% en 2008) liée à l'abandon de captages médiocres et difficilement protégeables
- > une augmentation du nombre de forages de 50 à 150 m³/h essentiellement dans la nappe de l'Infra Toarcien.

La répartition des ouvrages est déséquilibrée entre le nord et le sud du département et de nombreux points d'eau sont vulnérables, ce qui fragilise la production, en particulier en période difficile (étiage, sécheresse). Le département subit une pression importante avec des ressources surexploitées dans la mesure où les prélèvements peuvent être supérieurs aux volumes prélevables. Ceci peut se traduire dans certains cas par une « concurrence » entre l'AEP et les autres usages. Les contextes hydrographiques et géologiques et les tensions sur les prélèvements peuvent donc fragiliser la production d'eau potable, notamment lors d'épisodes particuliers de sécheresse.

Pour autant, les quantités d'eau autorisées au prélèvement pour l'alimentation en eau potable sont suffisantes à assurer une croissance démographique sans que le territoire ne risque de pénurie.

Le SIAEP de Lezay et le SERTAD fournissent par exemple les chiffres suivants :

Nom du captage d'eau potable	Année 2016		Année 2017		% de sollicitation de la ressource
	Volume annuel de prélèvement autorisé en m ³ (eau brute)	Volume annuel prélevé en m ³ (eau brute)	Volume annuel de prélèvement autorisé en m ³ (eau brute)	Volume annuel prélevé en m ³ (eau brute)	
La Chancelée	219 000	135 160	219 000	87 640	40%
Barrage de la Touche Poupard	3 500 000	3 469 462	3 500 000	3 218 442	92%

Sèvre Niortaise	ressource de secours	138 461	ressource de secours	50 907	/
Captage de la Roche Ruffin (Infra)	438 000	116 666	438 000	111 393	25%
Captage de Chenay	876 000	332 518	876 000	343 426	39%
Captage de Chey	525 600	280 411	525 600	297 437	57%
Fontaine Bruneau Infra	87 600	21 422	87 600	23 195	26%
Fontaine Bruneau Supra	657 000	41 135	657 000	21 717	3%

**Bilans annuels des volumes autorisés et des volumes prélevés en 2016 et 2017
sur les secteurs du SETAD et du SIEAP de Lezay**

LE SMAEP 4B a également publié en 2017 une « Etude patrimoniale, diagnostic et schéma directeur d'eau potable » pour le compte du SMAEP 4B, le SIAEP de Fontenille, le SIAEP de Loubigné, la Commune de Beauvoir et la Commune de Chef-Boutonne. L'étude propose ainsi une estimation des besoins futurs à l'horizon de 2037 ainsi que les volumes mobilisables (en m3/jour).

Secteurs	Ressources disponibles (m3/j)	Besoins (m3/j)	Besoins de pointe (m3/j)	Excédent ou déficit (m3/j) journée classique	Excédent ou déficit (m3/j) journée de pointe
Secteur 1 : Caunay	1 200	306	389	+ 894	+ 811
Secteur 2 : Luché Périgné Tillou Marcillé	13 128	2 436	3 238	+ 8 532	+ 7 730
Secteur 3 : Chizé	3 740	1 146	1 467	+ 2 594	+ 2 273
Secteur 4 : Renfermis (Communauté d'Agglomération du Niortais)	1 200	665	830	+ 535	+ 370
Secteur 5 : Lussais Chef-Boutonne La Bataille Lorigné	11 160	1 928	2 613	+ 5 855	+ 3 488
Total	30 428	6 482	8 537	+ 18 409	+ 14 672

Bilan des besoins et des ressources en situation future / horizon 2037 sur l'ensemble du syndicat SMAEP 4B (sans prise en compte des contraintes)

La ressource en eau brute est très fragile et fortement dégradée par les pollutions diffuses qui affectent plus de 80% de la production totale du département. Ceci a nécessité la mise en place depuis 12 ans de filières de traitement des nitrates et des pesticides sur la quasi-totalité des ressources stratégiques, qui représentent plus de 70% de la production d'eau du département. Cela induit des coûts d'investissements importants, des surcoûts en fonctionnement et donc des augmentations du prix de l'eau. Grâce à ces équipements, la qualité des eaux distribuées est aujourd'hui satisfaisante.

Le Mellois possède sur son territoire une part importante de ressources pour l'alimentation en eau potable comparé au reste du département des Deux-Sèvres. **On dénombre en effet 37 captages d'eau potable au sein du périmètre du SCoT, bénéficiant tous de périmètres de protection immédiats, rapprochés et éloignés.**

La qualité de l'eau prélevée est malgré tout globalement dégradée, bien que la problématique soit moins marquée que sur le nord du département. L'eau prélevée dans les nappes souterraines protégées (nappe infra toarcien) est en revanche de meilleure qualité que celle prélevée en rivière ou nappe superficielle, car relativement protégée des pollutions diffuses.

L'eau distribuée est de bonne qualité mais, comme sur le reste du département, certains captages font l'objet de dérogations, l'eau captée étant soumise à des traitements ou mélangée avec des ressources de meilleure qualité, avant distribution.

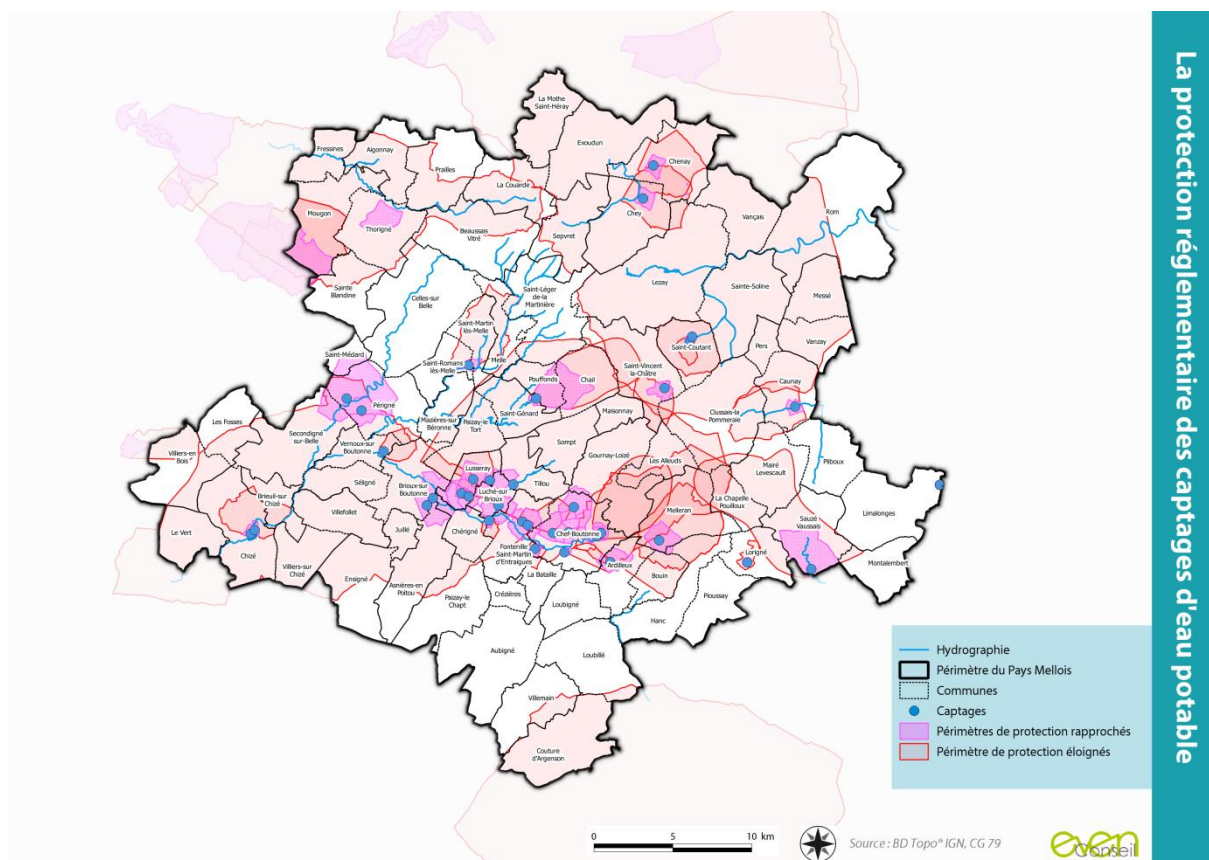


Figure 15 : La protection réglementaire des captages d'eau potable

Le réseau de captages a subi beaucoup de modifications durant les cinq dernières années. Plusieurs captages ont été fermés pour des problèmes de pollution, tandis que des captages dans la nappe de l'infra toarcien utilisés par les agriculteurs pour l'irrigation, ont été récupérés par les syndicats de production d'eau potable en raison de la bonne qualité de cette ressource.

Le captage de La Foncaltrie sur la commune de Sauzé-Vaussais, a été fermé courant 2013 en raison de l'impact des travaux pour la construction de la LGV sur la qualité de l'eau, mais sera rouvert prochainement (en fonction des relevés effectués par l'Agence Régionale de Santé).

- ***De nombreux captages prioritaires Grenelle : un enjeu majeur pour le territoire***

Zoom technique

Les captages prioritaires « Grenelle »

Suite à la mise en application de la loi Grenelle I du 23 juillet 2009, 500 captages prioritaires, dits « captages Grenelle » ont été définis. Ils représentent les 500 captages les plus menacés par les pollutions diffuses, et sont détaillés plus loin dans ce document.

L'engagement n°101 du Grenelle I de l'Environnement a prévu, en 2009, la protection des aires d'alimentation des 500 points de captage les plus menacés en France. Cette liste, qui compte aujourd'hui plus de 530 ouvrages, a été établie sur la base de trois critères :

- > l'état de la ressource vis-à-vis des pollutions par les nitrates ou les pesticides
- > le caractère stratégique de la ressource au vu de la population desservie
- > la volonté de reconquérir certains captages abandonnés

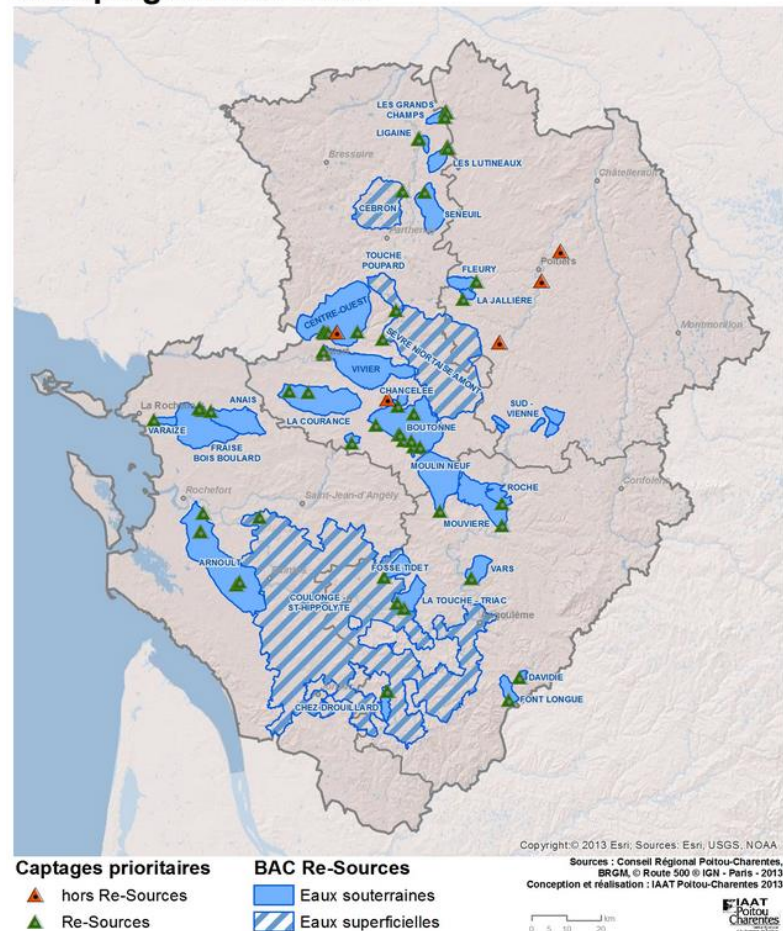
Le programme Re-Resources en Poitou-Charentes

Soucieuse de l'enjeu majeur qu'est la préservation de la qualité de l'eau, en particulier destinée à l'alimentation en eau potable, la Région s'est engagée en 2004 dans la mise en œuvre du programme « Re-Sources », basé sur le volontariat. En Mai 2009, l'Etat a identifié sur le territoire français 507 captages dits « prioritaires » au regard de leur vulnérabilité aux pollutions diffuses, dont 71 sur la seule région Poitou-Charentes. Forte de ses 5 premières années de mise en œuvre, la démarche Re-Sources a été retenue comme outil de mise en œuvre des programmes d'actions volontaires sur les aires d'alimentation des captages concernés.

La démarche régionale Re-Resources est portée par la collectivité productrice d'eau potable à l'échelle du bassin d'alimentation de captages. A la suite du diagnostic de territoire, la

POITOU-CHARENTES

Bassins d'Alimentation des Captages Re-Sources et Captages Prioritaires



collectivité met en œuvre un programme d'actions pluriannuel, élaboré en partenariat avec tous les acteurs concernés (élus, agriculteurs, collectivités, entreprises...).

Fin 2013, 24 collectivités productrices d'eau potable sont engagées dans le programme Re-Sources pour agir sur 26 bassins d'alimentation de 68 captages.

En zone agricole, les actions phares du programme sont :

- > la réalisation d'un **diagnostic individuel d'exploitation agricole** permettant d'identifier les risques de pollutions, diffuses et ponctuelles, dues aux caractéristiques mêmes de l'exploitation et aux pratiques de l'agriculteur ;
- > la contractualisation de **Mesures Agro-Environnementales territorialisées (MAEt)** : ces dispositifs d'accompagnement financier sont proposés sur les bassins Re-Sources pour la gestion extensive des prairies, la reconversion de terres arables en prairies, la diminution de la fertilisation, etc.
- > les actions collectives destinées à faciliter les **échanges avec et entre les agriculteurs** pour la diffusion des techniques favorables à la préservation de la qualité de l'eau
- > le renforcement du plan d'actions régional de développement de **l'agriculture biologique**

En zone non-agricole, le programme porte ses actions sur le suivi des dispositifs d'assainissement collectifs et non collectifs, mais aussi sur la réduction de l'usage des pesticides par les collectivités chargées de l'entretien des espaces publics (espaces verts, voirie, terrains de sport...).

En Mellois en Poitou, compte tenu de la dégradation qualitative de nombreuses masses d'eau, superficielles et souterraines, dans lesquelles sont effectués les prélèvements pour fournir de l'eau potable à la population, 13 captages ont été désignés comme « prioritaires Grenelle ».

Ces captages sont concentrés majoritairement sur le secteur de la Boutonne. Ils traduisent l'enjeu majeur pour le territoire qu'est la reconquête de la qualité de la ressource en eau brute.

Sur l'ensemble du Mellois en Poitou, pour tous les captages concernés, **la problématique majeure est la lutte contre les pollutions diffuses aux nitrates**. Les actions principales portent donc sur l'accompagnement des exploitants agricoles vers des pratiques moins impactantes sur la ressource en eau.

Captages prioritaires Grenelle localisés en Pays Mellois				
Source : Conseil Régional Poitou-Charentes 2014				
Nom du captage	Commune	Nom du Bassin d'Alimentation du Captage correspondant	Animateur du programme Re-Sources	Avancement du programme Re-Sources
La Chancelée	Saint-Romans-les-Melle	Chancelée	SERTAD	Diagnostic réalisé en 2014 Lancement du premier contrat en 2015
Marcillé	Saint-Génard	Boutonne	SMAEP 4B	Premier contrat en cours 2011-2015
Le Grand Bois Battu Supra	Vernoux-sur-Boutonne			
Prè de la rivière ancien P1	Chizé			
Prè de la rivière nouveau F1	Chizé			
Pont-de-Gaterat-Infra	Lusseray			
Pont-de-Gaterat-Supra	Lusseray			
La Somptueuse	Luché-sur-Brioux			
La scierie-jurassique	Fontenille-Saint-Martin-d'Entraigues			
La scierie-Lias	Fontenille-Saint-Martin-d'Entraigues			
Les Inchauds	Fontenille-Saint-Martin-d'Entraigues			
Les Outres	Chef-Boutonne			
Coupeaume	Chef-Boutonne			

Par ailleurs, le Mellois en Poitou est très largement couvert par 3 bassins d'alimentation d'autres captages Grenelle, présents sur des territoires voisins.

Bassins d'alimentation de captages Grenelle situés hors territoire, débordant sur le Pays Mellois				
Source : Conseil Régional Poitou-Charentes 2014				
Nom du Bassin d'Alimentation du Captage	Captage concerné	Commune	Animateur du programme Re-Sources	Avancement du programme Re-Sources
Moulin Neuf	Moulin Neuf	Saint-Fraigne	SIAEP Saint-Fraigne	Second contrat en cours (2014-2018)
Vivier	Le Vivier	Niort	Syndicat des Eaux du Vivier	Premier contrat en cours – Evaluation sur 2015
Sèvre Niortaise Amont	Multiples captages	Multiples	SERTAD	Second contrat en cours (2014-2018)

Le programme Re-Sources est arrivé au terme de sa seconde programmation (2007–2013), et le bilan des actions réalisées a conduit à orienter la nouvelle programmation pour la période 2015–2020 vers une implication plus forte des opérateurs techniques locaux. Le rapport régional d'évaluation du programme incite à être davantage ambitieux sur les objectifs qualitatifs à tenir, les améliorations n'étant pas suffisantes.

La Boutonne Amont

Le bassin de la Boutonne amont s'étend sur des sols calcaires fragiles et friables: il s'agit d'un plateau karstique. Par conséquent, la majorité des eaux de pluie s'y infiltrent rapidement, sans que les sols puissent jouer leur rôle de filtre. Les ressources souterraines sont donc très vulnérables aux pollutions de surface. L'objectif premier du programme d'actions sur ce bassin est de lutter contre les pollutions aux nitrates, qu'ils soient d'origine agricole ou non. Pour cela, 3 axes de travail ont été définis :

- > **Lutter contre les pollutions à la source** : cela passe par la contractualisation de mesures agro-environnementales (MAE) par les agriculteurs volontaires (diagnostic d'exploitation obligatoire). Il s'agit du principal dispositif d'incitation financière au changement de pratiques, issu de la Politique Agricole Commune. D'autres actions concernent la formation des professionnels agricoles sur les pratiques de « fertilisations équilibrée », ou bien encore la formation des agents techniques des collectivités pour la réduction de l'utilisation des produits phytosanitaires dans l'entretien des espaces verts et de la voirie. D'autres actions portent sur la connaissance des sols du secteur ou encore le comportement de l'azote dans les parcelles agricoles.
- > **Limiter les transferts** : cet objectif se traduit par la mise en place d'actions en lien avec l'aménagement du territoire. Il s'agit par exemple de protéger en priorité les zones les plus sensibles (acquisition récente d'une parcelle au sein du périmètre de protection rapproché d'un captage de Chef-Boutonne pour la plantation d'un boisement forestier, au fort pouvoir épurateur), mais aussi d'améliorer la connaissance des zones de transfert préférentielles potentielles par la réalisation d'inventaire des puits et forages (sur le domaine public dans un premier temps) ou de formations géologiques spécifiques d'un territoire karstique (dolines, gouffres...).
- > **Animer et piloter la démarche** : cet axe de travail a notamment donné lieu à la réalisation d'études permettant d'affiner la connaissance du fonctionnement hydrogéologique du territoire, très complexe, mais aussi à un suivi qualitatif de la ressource ou encore à la réalisation de lettres ou de supports d'informations/ de sensibilisation à destination des habitants du territoire.

Le premier contrat signé en 2011 pour une durée de 5 ans est en train de s'achever. Son évaluation sera réalisée sur l'année 2015 et le nouveau contrat pourrait démarrer en 2016. L'un des objectifs prioritaires de la nouvelle programmation sera l'association renforcée des organismes professionnels agricoles.

La Chancelée

Le bassin d'alimentation de ce « petit » captage est relativement restreint, il ne couvre que 5km². Il est alimenté par un mélange d'eaux provenant de la nappe libre (approximativement 75%) et d'eau provenant de la nappe profonde de l'infra toarcien (25%). Il est donc particulièrement exposé aux pollutions de surface.

Sur ce captage la mise en place du programme Re-Sources est très récente. Le diagnostic réalisé en 2014 va conduire au lancement d'un premier contrat courant 2015.

Le SERTAD, animateur du programme, prévoit par ailleurs de réaliser une enquête sur les parcelles forestières situées au sein du bassin d'alimentation, afin de sensibiliser les propriétaires au rôle que jouent les milieux boisés dans la lutte contre les pollutions, ainsi que sur les modalités de gestion de ces milieux.

La Sèvre Niortaise Amont

Les captages prioritaires Grenelle alimentés par le bassin de la Sèvre Niortaise Amont sont tous situés en dehors du périmètre du SCoT. Ils sont néanmoins largement alimentés par les eaux qui s'écoulent sur le quart nord-est du territoire. Ici comme sur le bassin voisin de la Boutonne, la problématique prioritaire est la lutte contre les pollutions aux nitrates.

Le captage prioritaire Grenelle de « La Corbelière » (sur la commune de Ste Néomaye) est situé en dehors du périmètre du SCoT et est alimenté par le bassin de la Sèvre Niortaise Amont, mais aussi par les eaux qui s'écoulent sur le quart nord-est du territoire. Ici comme sur le bassin voisin de la Boutonne, la problématique prioritaire est la lutte contre les pollutions aux nitrates. Le captage de La Corbelière fait l'objet d'une dérogation pour des dépassements ponctuels de la norme « eau brute » sur les nitrates.

Le SERTAD, animateur du programme Re-Sources, mène dans ce but, divers types d'actions :

- > Renforcement de la filière élevage avec pour objectif la protection des surfaces enherbées
- > Accompagnement des systèmes de productions céréalières, identifiés comme principales sources d'émissions de nitrates, vers la mise en œuvre de nouvelles filières à bas niveau d'intrants (il s'agit d'un levier identifié mais qui ne s'est pour le moment pas traduit par la mise en œuvre d'actions concrètes dans le cadre du premier contrat) et des systèmes de cultures économes.
- > Protection des zones humides : sur le territoire du Mellois, ce levier majeur est cependant difficile à actionner en raison du manque de données d'inventaires et de localisation des milieux humides.
- > Protection du réseau de haies (il s'agit d'un levier identifié mais qui ne s'est pour le moment pas traduit par la mise en œuvre d'actions concrètes dans le cadre du premier contrat)
- > Sensibilisation des collectivités locales à la réduction de l'utilisation des produits phytosanitaires pour l'entretien des espaces communaux
- > Connaissance du fonctionnement hydrogéologique du territoire : les études réalisées ont par exemple permis le recensement de nombreux gouffres présents sur le bassin, formations géologiques au niveau desquelles les eaux souterraines sont en contact direct avec la surface, et par conséquent zones très sensibles au niveau desquelles des actions de prévention sont indispensables à mettre en place.



Le bilan du premier contrat (2007-2011) a mis en évidence l'insuffisante communication autour des problématiques locales et des actions du Programme Re-sources, le manque de relais territoriaux, et la faiblesse des moyens et outils mise en œuvre par rapport aux objectifs à atteindre.

Par conséquent, dans le cadre du second contrat lancé en 2014, l'association des organismes agricoles est beaucoup plus large, tant du point de vue des structures partenaires, que des responsabilités et tâches qui leur sont confiées.

Le SERTAD s'est également lancé dans des actions de sensibilisation et de communication auprès des collectivités locales, afin de faire connaître au plus grand nombre d'élus les actions qu'ils engagent et les objectifs à atteindre.

Production d'eau potable en Pays Mellois : les captages

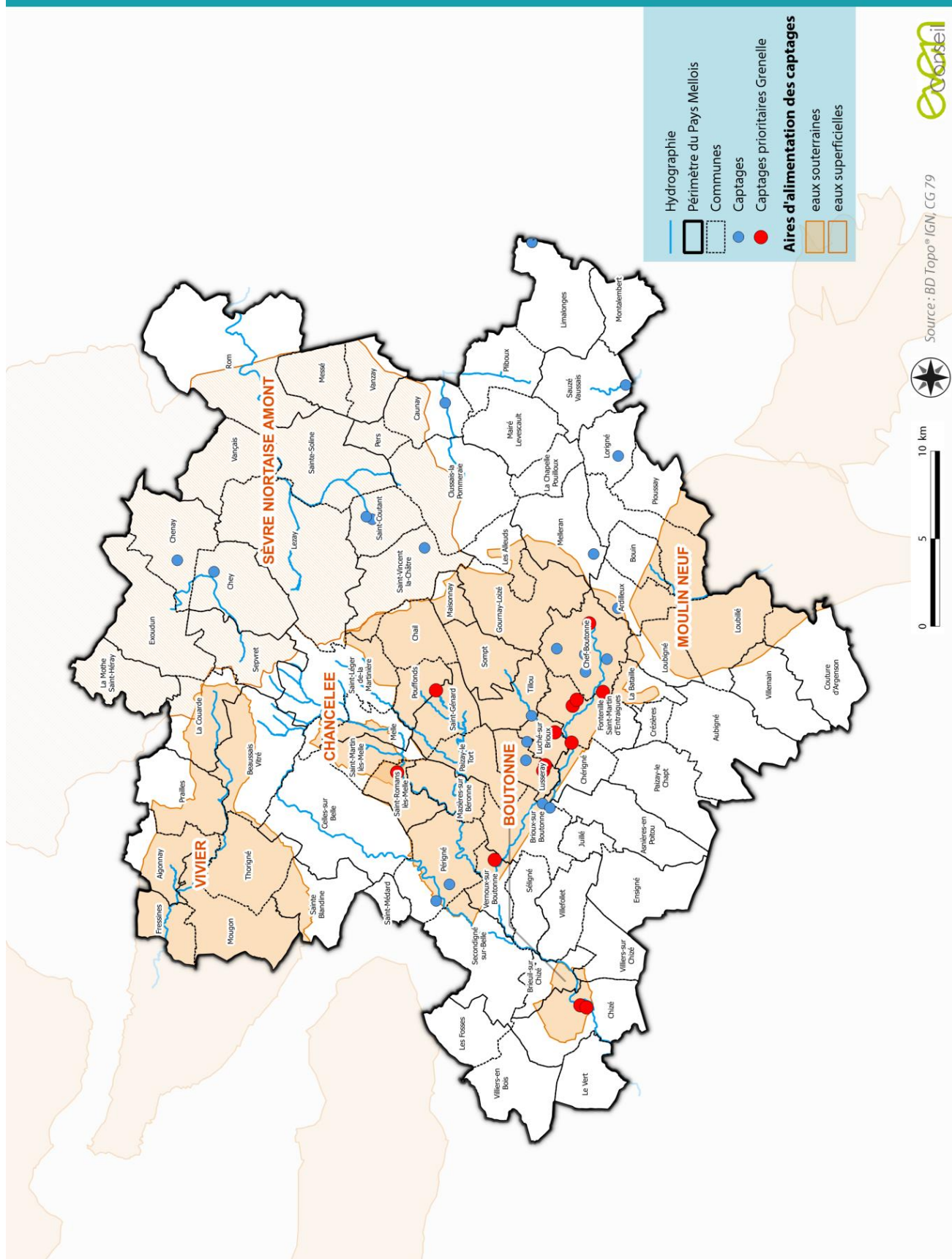


Figure 16 : Captages prioritaires et bassins d'alimentation des captages Re-sources en Mellois en Poitou

- **Les réseaux d'eau potable : un territoire en voie de sécurisation mais un patrimoine vieillissant**

En Deux-Sèvres, la sécurisation de la desserte en eau potable est un des enjeux majeurs. De nombreux travaux ont été finalisés au niveau de la « grande sécurisation », via des **interconnexions entre les différents syndicats d'eau. Aujourd'hui, le niveau de sécurisation globale apparaît suffisant.** Désormais, par arrêté préfectoral, les communes doivent élaborer des documents pour décliner cet objectif de manière plus précise.

Le SDAGE Loire Bretagne a fixé des objectifs de rendement des réseaux d'alimentation en eau potable à atteindre avant 2012 de 75 % minimum en zone rurale et 85 % en zone urbaine. Le SDAGE Adour Garonne fixe des objectifs de rendement des réseaux d'alimentation en eau potable à atteindre avant 2015 de 70 % en milieu rural et de 80 % en milieu urbain.

L'entretien du patrimoine des services eau potable est un enjeu fort sur le Mellois en Poitou. Un manque de moyens pour l'entretien et le renouvellement des réseaux se fait sentir sur de nombreux secteurs, en particulier pour les petits syndicats de distribution relativement isolés.

Sur certains syndicats, des études pour numériser les réseaux sont en cours. Elles seront suivies de diagnostics des réseaux qui devront aboutir à la définition de programmes d'actions.

La commune de Sauzé-Vaussais est concernée par de nombreux problèmes de réseaux : réseau unitaire déficient et problèmes d'infiltration. Dans une moindre mesure, la commune de Brioux-sur-Boutonne fait face à des problèmes de réseaux qui impactent la capacité épuratoire des STEP. De même, la commune de Tillou, est le point noir du secteur du syndicat 4B avec un rendement de 70 %.

Sur le secteur géré par le syndicat 4B, l'amélioration du réseau constitue l'enjeu principal en matière d'alimentation en eau potable. Les rendements sur ce secteur varient entre 76 et 80 %, mais les réseaux sont globalement très anciens (construits entre 1935 et 1970) et donc fragilisés. Sur le territoire couvert par le SERTAD on note également un fort enjeu de rénovation du réseau vieillissant.

Parallèlement, sur le bassin de la Boutonne, les prélèvements pour l'AEP baisse depuis 2004. Cela s'explique par les économies d'eau et par l'amélioration des rendements des réseaux d'adduction. Par ailleurs le syndicat 4B a lancé un programme de restructuration de sa production avec la fermeture de plusieurs forages et leur remplacement par d'autres forages prélevant préférentiellement dans la nappe de l'Infra-toarcien, réputée de meilleure qualité.

Ce qu'il faut retenir :

Le Mellois en Poitou possède une ressource en eau abondante mais fragile et dégradée.

Il accueille 37 captages d'eau potable, qui distribuent une eau de qualité et font presque tous l'objet de périmètres de protection contre les pollutions accidentelles. Pourtant les ressources prélevées sont souvent affectées par des pollutions diffuses importantes, ce qui nécessite des dispositifs de traitement, parfois lourds et coûteux, avec des sources de meilleure qualité. Cette dégradation qualitative est à l'origine du classement en « captage prioritaire Grenelle » de 13 captages. Le programme régional Re-sources s'applique sur les aires d'alimentation des captages grenelle et se traduit par la mise en place de programmes d'actions volontaires. Le bilan 2014 de ce programme a cependant conclu à l'insuffisance globale des améliorations et au nécessaire renforcement de l'implication des opérateurs techniques locaux.

La distribution de l'eau est assurée par une dizaine de structures dont certaines très petites (échelle communale). On constate une problématique globale de dégradation des réseaux, vieillissants, à l'origine de fuites. Des travaux de rénovation ont été engagés ou sont projetés mais pour les plus petites collectivités compétentes les capacités d'entretien sont faibles en raison de moyens techniques et financiers limités. Le regroupement autour de collectivités ayant la capacité de faire face aux contraintes d'une bonne gestion du service public de l'eau est en cours depuis plusieurs années et se poursuit toujours.

Afin de faire face à une éventuelle pollution accidentelle de la ressource, des travaux d'interconnexion ont été réalisés ces dernières années entre les principaux syndicats de distribution pour permettre la sécurisation quantitative de l'approvisionnement.

2.4 L'assainissement, une amélioration nécessaire à corrélér au développement urbain

Sources : Sources : Conseil départemental des Deux-Sèvres, Direction Assainissement de la Communauté de communes du Mellois

L'assainissement collectif

Zoom technique

> Le Schéma Départemental d'assainissement des Deux-Sèvres

Le Schéma Départemental d'Assainissement révisé est le document de référence qui fixe des priorités partagées d'intervention. S'il ne constitue pas un document juridiquement opposable, il est principalement destiné à structurer les interventions publiques dans les prochaines années. Ainsi, au regard de la situation actuelle, les grands enjeux sont principalement :

- > • De protéger la qualité de l'eau des milieux aquatiques en Deux-Sèvres qui est le véritable château d'eau de la Région
- > • D'améliorer l'efficacité des filières de traitement pour diminuer l'impact sur le milieu en choisissant la filière la mieux adaptée à chaque situation, assainissement collectif ou assainissement non collectif.

Ce document a été révisé en 2010 et a été réalisé par les services du Conseil général des Deux Sèvres (Service d'Assistance et de Maîtrise de l'Assainissement Collectif), en partenariat avec les Agences de l'Eau Loire-Bretagne et Adour Garonne et les services de l'Etat.

• La compétence « assainissement collectif »

Le système d'assainissement collectif reçoit et achemine les eaux usées des habitations reliées à un réseau public vers une station d'épuration pour y être traitées avant d'être rejetées dans le milieu naturel.

Sur le territoire du SCoT, la Communauté de communes Mellois en Poitou, par l'intermédiaire de son SPIC, a pris cette compétence au 1er janvier 2018 pour l'exercer en régie sur la quasi-intégralité des communes du territoire disposant d'un assainissement collectif. Cependant sur la commune de Chizé le SMAEP 4B l'exerce en représentation substitution jusqu'au 31 décembre 2019 et la commune de Brioux est gérée par un contrat de DSP signé avec le délégataire Véolia jusqu'au 31/12/2020.

Ainsi, pour les 32 communes desservies et leurs 8559 abonnés, la communauté de communes Mellois en Poitou est tenue d'assurer :

- > Le contrôle de raccordements au réseau public de collecte ;
- > La collecte et le transport des eaux usées domestiques,
- > l'épuration et le suivi de la qualité des rejets,
- > l'épandage des boues d'épuration.

L'assainissement collectif

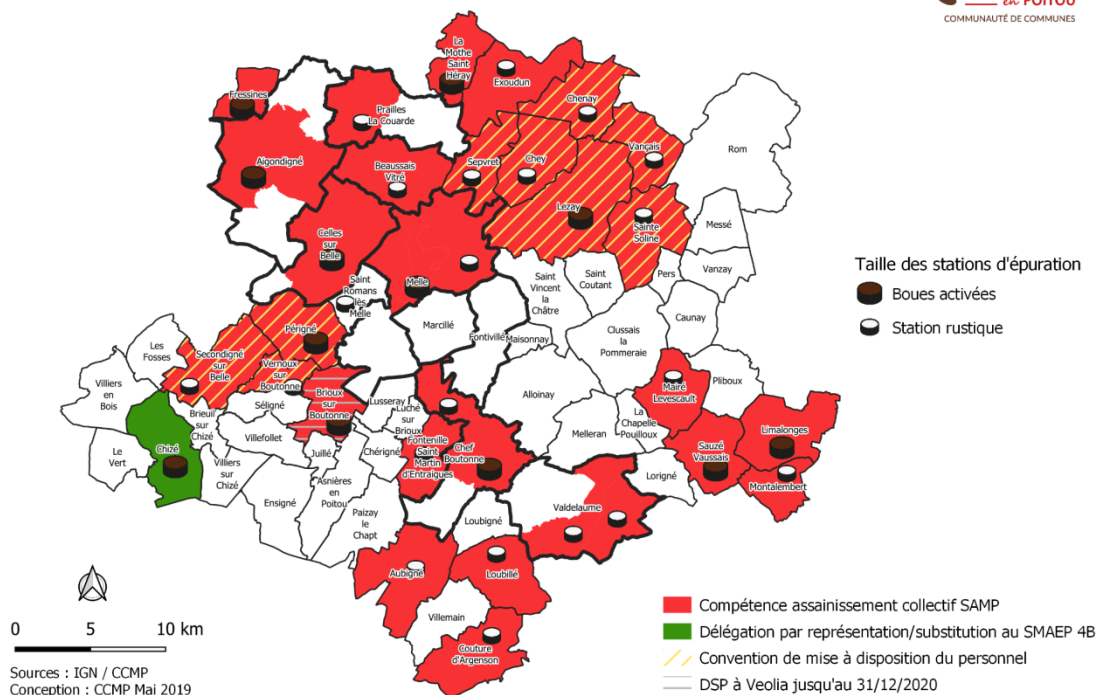


Figure 17: Assainissement collectif sur le Mellois en Poitou

Des stations d'épuration performantes mais des réseaux défaillants

CODE SANDRE	Nom de la STEP	Capacité nominale (Equivalents Habitants)	Nombre d'habitants raccordés
0479030S0001	BEAUSSAIS-VITRE - BEAUSSAIS	110	27
0479084S0001	CHENAY/Route de BRIEUIL	350	150
0479087S0001	CHEY/Pré Corbeau	250	30
0479115S0001	EXOUDUN/BOURG	500	350
0479129S0001	FRESSINES - BOURG	1200	881

0479148S0001	LEZAY/RUE ST NICOLAS	2000	1360
0479163S0001	MAIRE-LESCAVAUT/LA ROUMARDE	350	106
0479184S0001	LA MOTHE ST HERAY - CHABANAIS	1800	1200
0479184S0002	LA MOTHE ST HERAY - LA VILLEDE	40	40
0479217S0001	PRAILLES - LES CHAMPS COURTS	330	170
0479297S0001	SAINTE-SOLINE – LE PEU	200	60
0479313S0002	SEPVRET/RUE DE LA MANTELIERE	108	/ (10 abonnés)
0479327S0001	THORIGNE/LES 4 CHEMINS	3300	2544
0579018V001	AUBIGNE/BOURG	130	/ (45 abonnés)
0579057V003	BRIOUX SUR BOUTONNE - RUE DU CHEMIN VERT	1500	/
0579061V001	CELLES SUR BELLE/PAPON	2500	1900
0579083V003	CHEF BOUTONNE - GUIBOU	2200	/ (1076 abonnés)
0579090V001	CHIZE - D 103	1100	/
0579106V001	COUTURE D'ARGENSON/BOURG	400	/ (178 abonnés)
0579122V002	FONTENILLE - ST MARTIN D'ENTRAIGUES - LA TOUCHE	900	/ (276 abonnés)
0579140V001	HANC - LA FONTAINE	50	20
0579140V002	HANC - ROUTE DE BOUIN	50	/ (13 abonnés)
0579150V001	LIMALONGES/RN 10	600	29
0579154V001	LOUBILLE/BOURG	350	/ (138 abonnés)
0579174V002	MELLE/CHEMIN DE LOUBEAU	8100	4350
0579180V001	MONTALEMBERT – ROUTE DE SAUZE- VAUSSAIS	30	/ (18 abonnés)
0579204V001	PERIGNE/ROUTE DE SECONDIGNE	400	320

0579211V001	PIOUSSAY/BOURG	140	/ (42 abonnés)
0579264V001	SAINT LEGER DE LA MARTINIERE/MAREUIL	60	50
0579264V002	SEPVRET/LE COUDRAY	150	150
0579295V001	SAINT ROMANS LES MELLE/Pont du Mougnon	185	120
0579295V002	SAINT ROMANS LES MELLE/LAS VALLEES	25	15
0579307V001	SAUZE VAUSSAIS - ROUTE DE CHEF BOUTONNE	1800	/ (685 abonnés)
0579310V001	SECONDIGNE SUR BELLE - BOURG	150	100
0579330V001	TILLOU - BOURG	25	/ (9 abonnés)
0579343V001	VERNOUX SUR BOUTONNE - LE ROCTON	270	149

Des projets sont programmés en vue d'améliorer le fonctionnement des stations d'épuration existantes mais aussi d'étendre le réseau existant, avec la création de nouvelles stations :

- > La STEP de Sauzé-Vaussais : des études de réhabilitation sont en cours depuis une dizaine d'années afin de résoudre le problème du redimensionnement du réseau de collecte et de la station d'épuration liés à la spécificité des variations de débits liées à un réseau unitaire. Un montant prévisionnel de travaux de 1 millions d'euros a été arrêté en 2018 pour une réalisation entre 2020 et 2021
- > Une station est à l'étude sur la commune de Rom (en réflexion car problèmes liés aux fouilles)
- > Des travaux pour le stockage des boues sont envisagés sur la station de Chizé
- > Une étude diagnostique est en cours sur l'ensemble des collectivités du Cellois et du Mellois et sera finalisée fin 2019/début 2020. Elle permettra de mettre en évidence les besoins de réhabilitation structurelle à réaliser dans les prochaines années pour pallier à la vétusté de certaines stations d'épuration et de réseaux vieillissants et défectueux (Celles, Fressines, Aigondigné, Beaussais-Vitré et Melle) et de proposer un programme d'investissement.

Si les infrastructures de traitement fonctionnent globalement bien sur l'ensemble du territoire, des **difficultés sont régulièrement constatées sur les réseaux collectifs, consécutives à la présence d'eaux claires parasites dans les canalisations d'eaux usées** (eaux pluviales et infiltrations d'eaux souterraines), entraînant une surcharge. Cela s'explique notamment par le manque de moyens financiers dédiés à la gestion et au renouvellement du patrimoine. En outre, le manque d'outils de suivi, et donc le manque de données précises, complexifie l'intervention des structures en charge de

l'assainissement collectif. Cette problématique se fait particulièrement sentir sur les communes de Sauzé-Vaussais et Brioux-sur-Boutonne.

En outre, le long de la vallée de la Boutonne, les réseaux sont actuellement positionnés au niveau de la nappe de la Boutonne, ce qui favorise les infiltrations d'eaux parasites mais aussi le transfert de pollutions d'origine domestique dans la nappe. Il est donc prévu de dévier le réseau autour de la Boutonne.

- **Les sous-produits d'épuration : un mode de valorisation unique sur le territoire**

Les boues d'épuration sont considérées comme des déchets depuis la loi du 15 juillet 1975 (n°75-633). Chaque année, environ 1 million de tonnes de matières sèches de boues de STEP sont produites en France, d'origine urbaine (48 %) ou industrielle (52 %). Il existe aujourd'hui en France 4 filières principales de traitement et de valorisation des boues :

- > la valorisation agricole par épandage directement sur des parcelles agricoles ou forestières ;
- > la valorisation agricole par compostage (les boues sont mélangées à d'autres déchets) ;
- > l'incinération (dans les incinérateurs d'ordures ménagères) ;
- > le stockage en centre de classe 2.

La production de boues de l'ensemble des stations du département a été de 4 339 Tonnes en 2009, sachant que les 5 stations les plus importantes du département produisent 73 % de la totalité de ce tonnage.

Toutes les boues partent actuellement en épandage agricole. Une partie de ces boues est cocompostée. Deux structures pratiquent le cocompostage : la CAN et le syndicat des eaux de Gâtine.

Sur le Mellois en Poitou, **les communes sont de plus en plus demandeuses de zones d'épandage supplémentaires pour les boues d'épuration.** La surface de terrains actuellement disponible reste encore suffisante mais cet **équilibre est fragile**. Il faut noter que l'usine Dupont-Solvay mobilise une grande partie des terres épandables disponibles pour la valorisation de ses boues industrielles.

Station d'épuration en fonctionnement

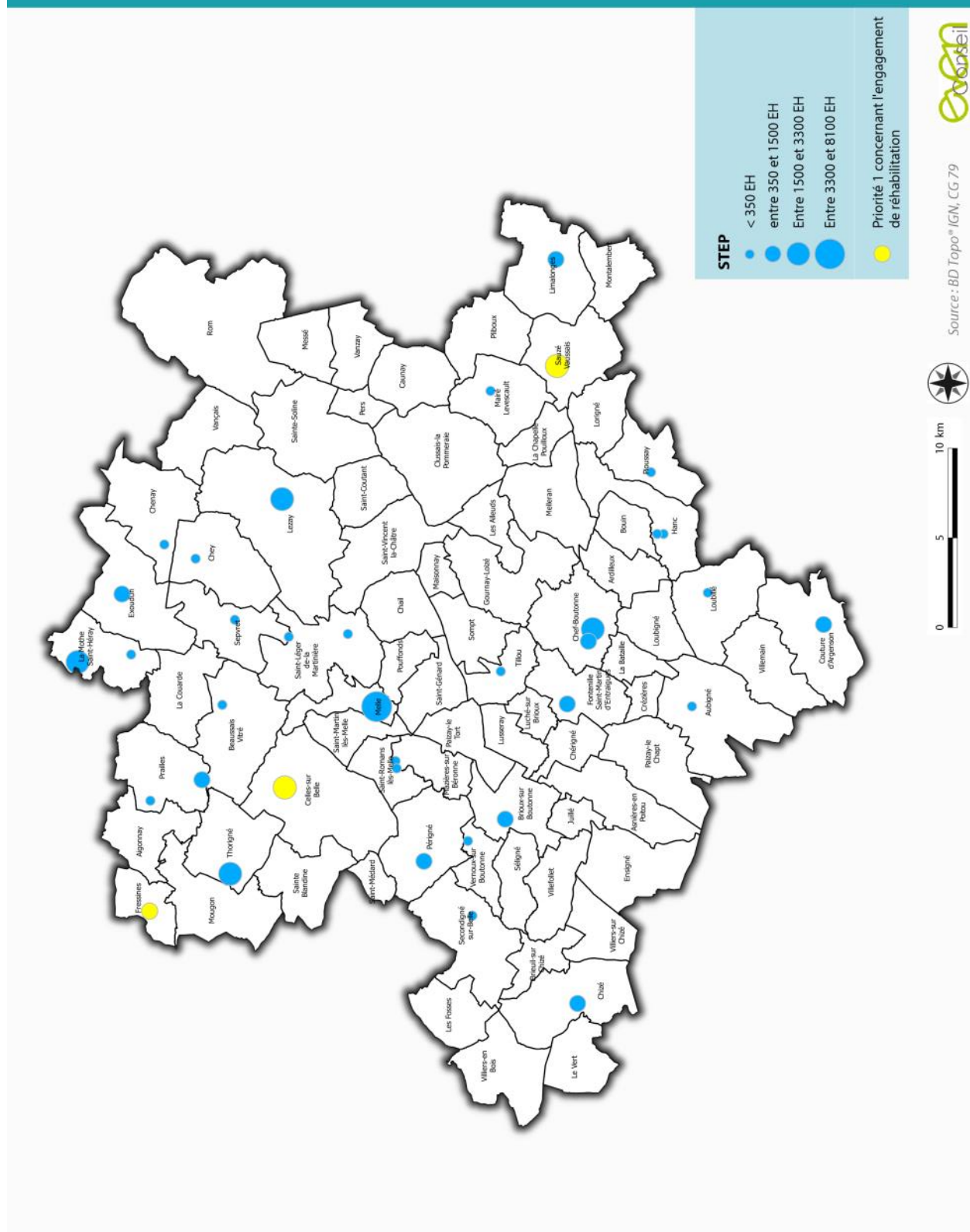


Figure 18 : L'assainissement collectif : les équipements de traitement des eaux usées

Ce qu'il faut retenir :

Une quarantaine de stations d'épuration, majoritairement de petite taille (moins de 1000 Equivalents-Habitants) sont réparties sur tout le territoire. Le parc, globalement récent est en conformité avec les normes réglementaires. Il existe par ailleurs plusieurs projets d'extension, de rénovation et de création de nouveaux équipements.

Les principaux enjeux concernent l'entretien et la réhabilitation des réseaux de collecte des eaux usées, exposés à des infiltrations d'eaux claires parasites entraînant des surcharges. Mais le renouvellement du patrimoine nécessite une mobilisation financière souvent plus difficile pour les petites structures d'assainissement collectif.

L'assainissement non-collectif

Zoom technique

> La Charte Qualité de l'assainissement non-collectif des Deux-Sèvres

La charte a pour objectifs de proposer aux usagers une filière globale d'assainissement non collectif de qualité. Elle doit permettre de :

- > préserver la santé publique et les milieux naturels ;
- > fédérer l'ensemble des acteurs et intervenants en assainissement non collectif ;
- > clarifier le rôle, les responsabilités et les étapes d'intervention de chaque acteur en assainissement collectif ;
- > d'améliorer et harmoniser les pratiques des différents acteurs ;
- > contribuer à la reconnaissance des acteurs qui s'engagent dans cette démarche ;
- > valoriser les actions et les compétences en place et mutualiser ces savoir-faire ;
- > développer la formation et l'information sur l'assainissement non collectif, échanger, dialoguer et communiquer en matière d'assainissement ;
- > valoriser l'image de l'assainissement non collectif et de contribuer à son essor ;
- > être un outil de progrès et d'amélioration pour l'ensemble des acteurs.

La compétence assainissement non-collectif est exercée par deux structures :

- La Communauté de communes Mellois en Poitou, par l'intermédiaire de son SPIC, assure la surveillance de 10 791 installations sur les deux tiers nord et sud-est du territoire. Toutes ces installations ont été contrôlées sur les 10 dernières années. Environ 30% d'entre elles présentaient une défaillance.
- Le SMAEP 4 B a la surveillance sur le tiers Sud – Ouest, qu'ils ont exercé en régie sur l'ancien territoire du Syndicat des eaux de Marcillé et en délégation de service

pour le reste. Pour les 3530 installations le diagnostic et le suivi de bon fonctionnement ont été réalisés et évalué une défaillance des systèmes de 35 % environ.

L'assainissement non collectif

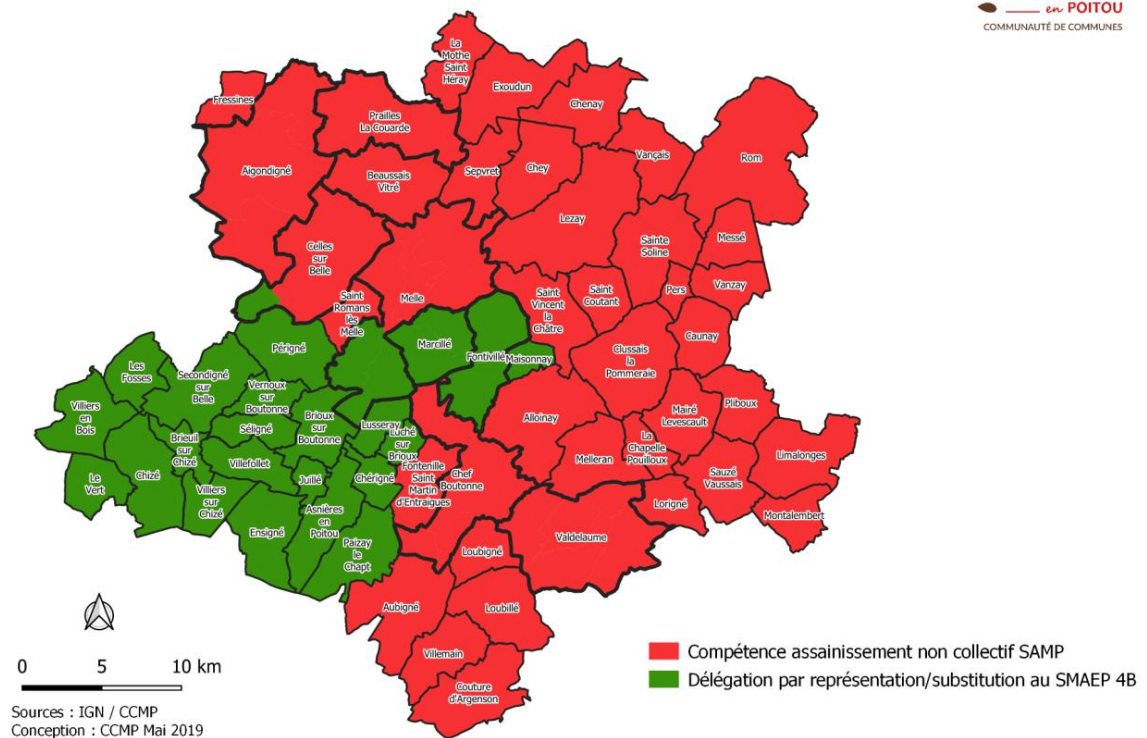


Figure 19 : structure compétente en assainissement autonome

L'ex-Communauté de Communes du Cœur du Poitou compte environ 3000 installations autonomes sur son territoire. Toutes ont été contrôlées sur les dix dernières années. Environ la moitié d'entre elles présentent des systèmes conformes à la réglementation, la seconde moitié se partage entre des installations dont la conformité est moyenne et des installations non conformes.

L'ex-Communauté de Communes Val de Boutonne comptait, en 2013, 2151 installations autonomes. Le peu de contrôles effectués durant les dernières années (189 depuis 2010) ne permet pas d'établir un bilan sur la conformité des installations. Cependant, le renforcement des contrôles est programmé sur l'année 2015 à 2016 (pour 1200 à 1300 foyers).

Le Syndicat d'eau de Lezay s'est engagé dans une étude diagnostic de mars 2011 à fin 2012, financée avec l'agence de l'eau. Cette étude a permis de contrôler 95% des installations autonomes existantes : 47% des systèmes autonomes se sont révélés en bon état de fonctionnement ou neufs, 46% nécessitent des travaux d'amélioration mais avec un état restant acceptable, et 6,4% sont en mauvais état et doivent être réhabilités dans un délai de 4 ans. Dans ce dernier cas, il a été proposé aux propriétaires de financer pour eux une étude afin déterminer quel système était le plus adapté au sol et au terrain de leur parcelle.

Le Syndicat d'assainissement du Mellois a débuté en 2011 une série de contrôles dont l'état d'avancement en 2013 était de 36%. Les enjeux sanitaires et environnementaux prépondérants concernent les communes de Saint-Martin, Saint-Romans, Thorigné et Mougou, en raison de la présence d'aires d'alimentation de captages prioritaires Grenelle. Par ailleurs, sur les communes de Fressines, Aigonay et Prailles l'assainissement autonome est contraint par la nature argileuse des sols.

Enfin, sur le territoire de Celles-sur-Belle, les enjeux liés à l'assainissement autonome restent limités, tous les forages destinés à l'alimentation en eau potable ayant été fermés, et le territoire étant situé en dehors des aires d'alimentation de captages prioritaires Grenelle. Sur les 3 communes associées, le taux de conformité des installations autonomes se situe autour de 65%.

Compte-tenus de la nature des sols (marais et terres de groie) propice à l'infiltration, et d'un réseau hydrographique dense, il est primordial sur l'ensemble du territoire d'être vigilant à la qualité des eaux rejetées, qu'il s'agisse des rejets de stations d'épuration domestiques, industrielles, des rejets des installations autonomes, du ruissellement des eaux pluviales ou encore aux pressions liées à l'activité agricole, qui vont en effet impacter lourdement l'état quantitatif et qualitatif des masses d'eaux souterraines et superficielles. Cela relève d'un enjeu non seulement écologique mais également sanitaire, 13 captages d'eau potable sont ainsi désignés comme "prioritaires Grenelle" en raison de leur situation préoccupante.

Les techniciens et élus déplorent par ailleurs **un manque de communication et de pédagogie auprès de la population**, qui perçoit davantage les SPANC comme des structures à vocation de contrôle et de sanction, et non à vocation de conseil et d'accompagnement pour la mise aux normes des installations. Il est vrai qu'actuellement seule l'ex-Communauté de Communes Cœur du Poitou assure le rôle d'intermédiaire entre les particuliers et l'agence de l'eau Adour Garonne pour l'obtention d'aide à la réhabilitation des installations autonomes. Ces subventions ne sont en outre attribuées pour le moment que dans les aires d'alimentation des captages Grenelle.

Des aides ont été proposées sur les secteurs sensibles «périmètres de captages de cœur du Poitou et syndicat d'assainissement du Mellois» ces collectivités ont assuré le rôle d'intermédiaire entre les particuliers et l'agence de l'eau Adour Garonne et Loire Bretagne pour l'obtention d'aide à la réhabilitation des installations autonomes. Ces subventions ne sont en outre attribuées pour le moment que dans les aires d'alimentation des captages Grenelle.

Ces aides sont renouvelées actuellement pour certaines conditions (installations anciennes classées défaillantes dont l'acquisition a été faite par le propriétaire actuel avant le 1er janvier 2011 sur le territoire Loire Bretagne).

Une gestion des eaux pluviales presque inexistante

Zoom technique

La gestion des eaux pluviales dépend de la quantité et de la qualité des eaux recueillies, en termes de charges polluantes. En effet, des facteurs tels que l'imperméabilisation des sols et le morcellement des espaces verts tendent à augmenter le ruissellement en milieu urbain, et donc à générer de plus importantes quantités d'eaux pluviales à gérer. De plus, les eaux qui ruissellent sont susceptibles de se charger en polluants au contact des surfaces, que ce soit en milieu urbain ou en milieu agricole avec les produits phytosanitaires utilisés.

Dans le cas où les eaux pluviales et/ou de ruissellement subissent une pollution susceptible d'affecter les milieux récepteurs, ou génèrent des volumes trop importants pour la capacité des cours d'eau, des dispositifs de traitement et/ou de stockage adaptés doivent être mis en œuvre. Ces dispositifs doivent aussi permettre une surveillance de la qualité et de la quantité des eaux pluviales, et pouvoir traiter les pollutions chroniques ou ponctuelles.

La provenance des eaux pluviales détermine par ailleurs la nature de leur traitement éventuel. Dans le cas d'eaux de toiture, le risque de pollution est très faible, et elles peuvent raisonnablement être rejetées sans traitement préalable dans le milieu récepteur. En revanche, si les eaux ont ruisselé sur des surfaces circulées (voiries, parkings...), leur traitement peut s'avérer indispensable (pollution aux hydrocarbures notamment).

Il n'existe aujourd'hui **aucun schéma directeur des eaux pluviales sur le territoire du Mellois en Poitou**. Pourtant, **des difficultés liées à la gestion des eaux pluviales ont été relevées** : inondations locales à cause de la saturation du réseau, de l'imperméabilisation des sols conjuguée à la suppression de haies qui assuraient une fonction de régulation hydraulique, perturbations hydrauliques, entraînement de matières en suspension... Des problèmes dus au ruissellement sont ainsi constatés sur les communes de la Chapelle-Pouilloux, Gournay ou encore Sauzé-Vaussais.

Le rôle des eaux pluviales dans le transport des pollutions diffuses n'est pas non plus à négliger, l'eau qui ruisselle sur les surfaces agricoles participant au transport des produits phytosanitaires notamment.

Le Mellois en Poitou ne dispose pas à ce jour d'études permettant d'établir un diagnostic précis de la gestion des eaux pluviales sur le périmètre du SCoT.

Bien que le territoire soit rural et dans l'ensemble peu imperméabilisé, il ne faut pas perdre de vue qu'avec le développement urbain, qui se traduit par une augmentation de la surface artificialisée, les volumes d'eau de ruissellement à prendre en charge vont augmenter. Le dimensionnement des installations, jusqu'alors suffisant, pourrait s'avérer incompatible avec les nouveaux débits d'eaux de ruissellement à prendre en charge.

Atouts

- > Un réseau hydrographique dense et des ressources souterraines multiples
- > Un secteur Nord-Ouest davantage sauvegardé des pollutions diffuses.
- > Un nombre plus important de captages alimentant le territoire par rapport au reste du département des Deux-Sèvres
- > Une restructuration des syndicats en cours pour une simplification de la gouvernance, permettant de mutualiser leurs moyens.
- > Des zones bocagères, prairies humides et ripisylves étendues favorisant une épuration naturelle des eaux
- > Des ouvrages d'alimentation en eau potable protégés par des périmètres réglementaires

Faiblesses

- > Des nappes souterraines chimiquement et quantitativement dégradées, fortement impactées par les pratiques agricoles (prélèvements et pollutions)
- > Des prélèvements multiples, dominés par l'irrigation, un territoire intégralement situé en Zone de répartition des Eaux qui traduit un déficit chronique des ressources par rapport aux besoins : menace pour les territoires situés en aval
- > Une fragilité de la production en eau potable : 13 captages prioritaires Grenelle.
- > Des bénéfices encore peu visibles à l'issue du premier programme Re-sources qui traduit une implication trop faible des acteurs locaux et des objectifs trop bas.
- > Un manque d'entretien des réseaux de distribution d'eau potable et d'assainissement, qui fragilise le territoire (gaspillage, pollutions)
- > Un éclatement des petites structures en charge de la distribution de l'eau potable qui fragilise la sécurité de la desserte.
- > Le ruissellement des eaux pluviales engendre des inondations dans certaines communes. Il n'existe aucun schéma directeur des eaux pluviales.

Enjeux

- > Protection des têtes de bassin des pollutions et pressions quantitatives, dans une logique de coopération et d'entraide amont/aval
- > Articulation des politiques et choix de développement avec les programmes Re-sources en cours sur les captages Grenelle, dans une logique de protection de la ressource en eau brute, et sensibilisation des élus et acteurs à la démarche
- > Poursuite des efforts en matière de sécurisation de la desserte en eau potable par l'élaboration de plans de gestion, le développement des interconnexions et la rénovation des réseaux
- > Réflexion sur la gouvernance autour de l'eau potable pour une mutualisation des moyens et une harmonisation des pratiques
- > Développement des moyens des SPANC pour accompagner les particuliers dans les travaux de réhabilitation de leurs installations d'assainissement autonome
- > Lutte contre les pollutions et inondations dues au ruissellement pluvial : développement des techniques de gestion alternative (infiltration à la parcelle, bassins de rétention...)

- > Mise en place d'une politique de gestion et de surveillance pour les collectivités afin de faciliter la gestion globale des eaux de pluie (prise en compte de l'effet cumulatif des opérations)
- > Protection voire restauration des structures végétales qui participent au maintien de la qualité de la ressource en eau : réseau de haies, ripisylves, prairies permanentes, etc.
- > Protection et valorisation des zones tampons telles que les zones humides et mettre en place des actions de restauration des cours d'eau

UNE RESSOURCE EN EAU DEGRADEE ET FRAGILISEE

1) Un territoire irrigué mais une ressource atteinte qualitativement et quantitativement par les activités humaines

Des cours d'eau dégradés par les activités humaines : agriculture, industrie, aménagements

Des cours d'eau soumis aux assecs en période d'étiage dus à des prélèvements trop importants

 Un sous sol karstique sur la frange est du territoire du Pays Mellois qui fragilise la ressource en eau

ENJEU : Préserver les têtes de bassins des pollutions et pressions quantitatives dans une logique d'entraide amont/aval

2) Une alimentation en eau potable vulnérable et dégradée

- De nombreux captages prioritaires « Grenelle » impactés par les pollutions agricoles

Les aires d'alimentation des captages «Grenelle» : zone de vigilance absolue pour toutes les pollutions (agricoles, domestiques, industrielles)

Un éclatement des structures distributrices d'eau potable qui fragilise la desserte (défaut d'entretien...)

ENJEU : Sécuriser l'approvisionnement en eau potable et articuler les politiques et choix de développement avec les programmes Re-sources en cours sur les captages Grenelle

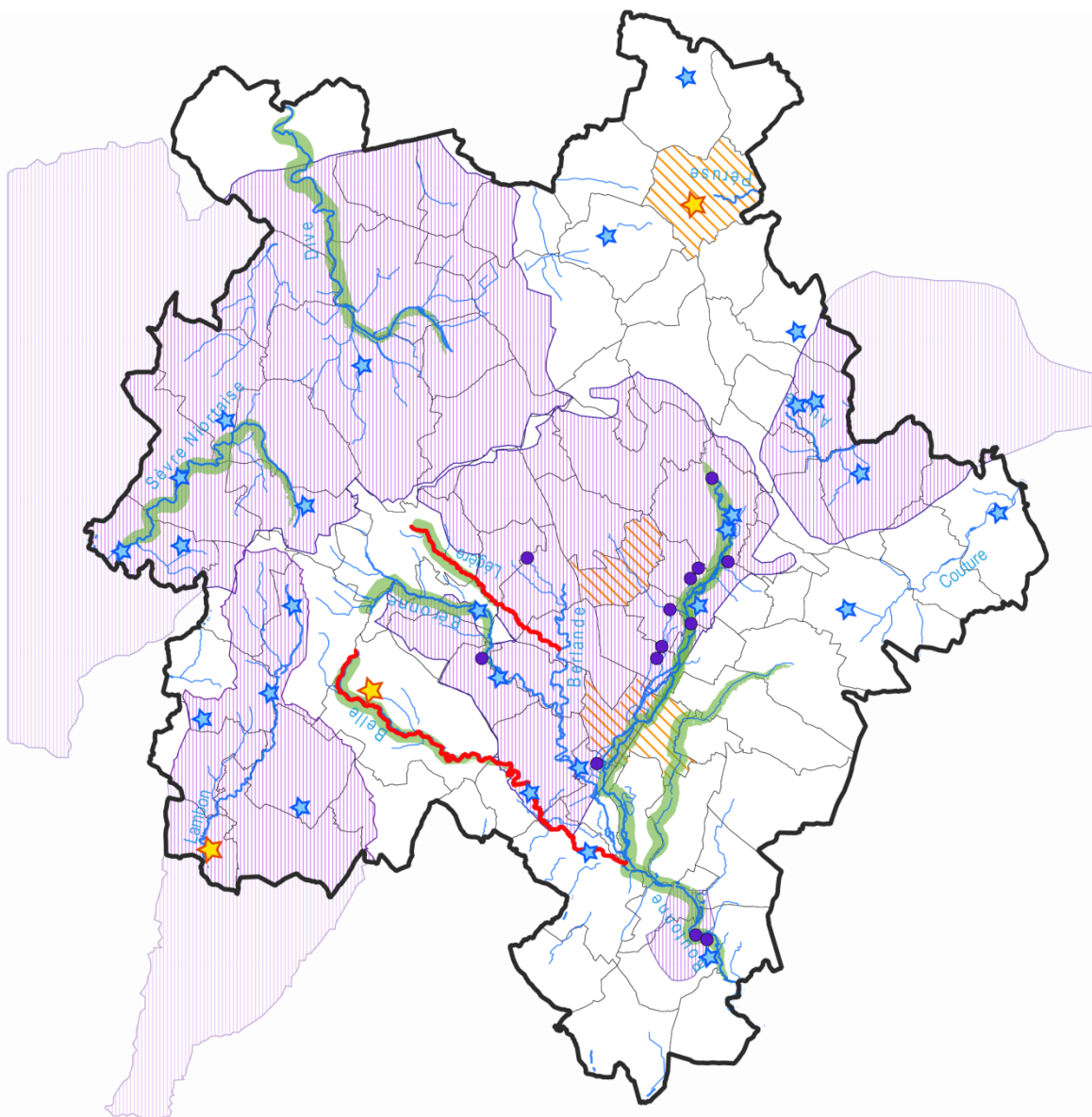
3) Une gestion des eaux usées rendue difficile par la faible densité bâtie

Des stations d'épuration classées en priorité 1 nécessitant d'être réhabilitées ou étendues

Des stations d'épuration en conformité avec les normes réglementaires.

Des dysfonctionnements marqués des réseaux d'assainissement (infiltrations d'eaux claires, fuites...)

ENJEU : Réduire les pollutions domestiques et urbaines et adapter l'assainissement à l'évolution du territoire



0 5 10 km



Source: BD Carthage, SDAGE Adour-Garonne, SDAGE Loire-Bretagne, SAGE Boutonne, ARS Poitou-Charentes, Conseil Régional Poitou-Charentes



3. Les espaces naturels

Certains espaces naturels sont particulièrement remarquables, et leur intérêt est reconnu par leur inscription à un inventaire, ou par leur intégration à des dispositifs de protection, européens, nationaux ou locaux. Ces dispositifs peuvent être réglementaires ou contractuels, mais doivent être pris en compte par le SCOT dans un projet de développement territorial qui associe les activités humaines à la pérennité des ressources.

Sur le territoire du Mellois, ont été répertoriés :

- > 25 Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Floristique et Faunistique (ZNIEFF) dont 18 de type 1 et 7 de type 2),
- > 6 sites Natura 2000,
- > 1 Arrêté de Protection de Biotope
- > 1 réserve biologique intégrale
- > 3 sites classés ou inscrits (liés au patrimoine bâti)

3.1 Les zonages d'inventaire

Les Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF)

L'inventaire des ZNIEFF est un inventaire national qui recense les secteurs du territoire particulièrement intéressant sur le plan écologique.

On distingue deux types de ZNIEFF :

*- les **ZNIEFF de type I**, d'une superficie généralement limitée, sont définies par la présence d'espèces, d'associations d'espèces ou de milieux rares, remarquables ou caractéristiques du patrimoine naturel national ou régional ;*

*- les **ZNIEFF de type II** sont des grands ensembles naturels riches et peu modifiés, ou qui offrent des potentialités biologiques importantes. Les zones de type II peuvent inclure une ou plusieurs zones de type I.*

L'inventaire ZNIEFF est un outil de connaissance. Il ne constitue pas une mesure de protection juridique directe. Toutefois l'objectif principal de cet inventaire est d'offrir un outil d'aide à la décision en matière d'aménagement du territoire vis à vis du principe de la préservation du patrimoine naturel.

Sur le territoire du SCoT, on dénombre :

- > **18 ZNIEFF de type 1** qui concernent :

- Des bois et massifs forestiers notamment au Nord et au Sud-Ouest du territoire : forêt de Chizé, Bois de Glassac, de la Héronnière, de la Caillette, forêt du Fouilloux, de l'Hermitain,
- Des milieux humides associés à des vallées : roselières des Aiffres, prairies de Lezay,
- Des zones de plaines sur l'ensemble du territoire.

> **7 ZNIEFF de type 2** concernant :

- Des vallées, notamment celle de la Boutonne,
- Des massifs forestiers,
- Des zones de plaines occupant une grande partie du territoire,
- Un site de carrières (Loubeau) à Melle.

Les Zones Importante pour la Conservation des Oiseaux (ZICO)

En 1979, les pays membres de l'Union Européenne se sont dotés d'une directive portant spécifiquement sur la conservation des oiseaux sauvages. Cette directive prévoit la protection des habitats permettant d'assurer la survie et la reproduction des oiseaux sauvages rares ou menacés, ainsi que la préservation des aires de reproduction, d'hivernage, de mue ou de migration. Le besoin d'un inventaire des sites comportant des enjeux majeurs pour la conservation des espèces d'oiseaux est donc apparu comme indispensable. Les critères de sélection des ZICO font intervenir des seuils chiffrés, en nombre de couples pour les oiseaux nicheurs et en nombre d'individus pour les oiseaux migrateurs et hivernants. L'inventaire des ZICO couvre l'ensemble des milieux naturels du territoire métropolitain.

On note la présence de la ZICO « **Plaine de Niort Sud-Est** » situé à l'Ouest du territoire. Ce site, constitué de parcelles en cultures céréalières, représente une zone de nidification du Busard cendré, de l'Outarde canepetière et de l'Oedicnème criard. On y recense des activités de chasse et d'agriculture.



Outarde canepetière (source :
www.developpement.durable.gouv.fr)



Oedicnème criard (source : www.nature79.org)

Les zonages d'inventaire

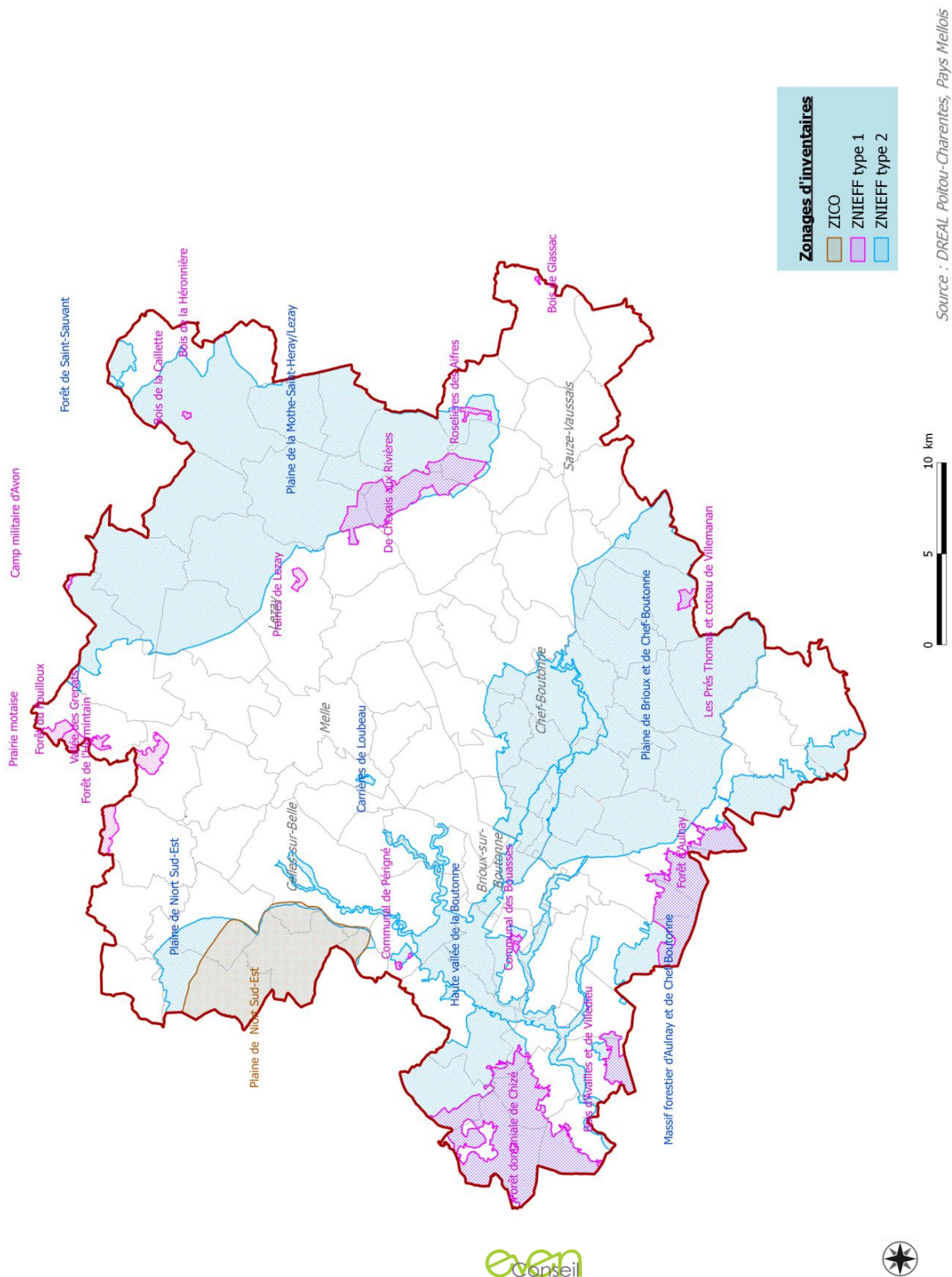


Figure 20 : Les zonages d'inventaires écologiques

3.2 Le réseau Natura 2000

Le réseau Natura 2000 s'inscrit au cœur de la politique de conservation de la nature de l'Union européenne et est un élément clé de l'objectif visant à enrayer l'érosion de la biodiversité.

Ce réseau mis en place en application de la Directive "Oiseaux" datant de 1979 et de la Directive "Habitats" datant de 1992 vise à assurer la survie à long terme des espèces et des habitats particulièrement menacés, à forts enjeux de conservation en Europe. Il est constitué d'un ensemble de sites naturels, terrestres et marins, identifiés pour la rareté ou la fragilité des espèces de la flore et de la faune sauvage et des milieux naturels qu'ils abritent.

Le réseau européen Natura 2000 comprend deux types de sites :

- Des **Zones de Protection Spéciales (ZPS)**, visant la conservation des espèces d'oiseaux sauvages figurant à l'annexe I de la Directive "Oiseaux" ou qui servent d'aires de reproduction, de mue, d'hivernage ou de zones de relais à des oiseaux migrateurs
- Des **Zones Spéciales de Conservation (ZSC)** visant la conservation des types d'habitats et des espèces animales et végétales figurant aux annexes I et II de la Directive "Habitats".

En France, afin de définir les mesures de gestion nécessaires à la survie à long terme des espèces et des habitats en faveur desquels les sites ont été désignés, chacun d'entre eux fait l'objet d'un document cadre appelé « Document d'Objectifs » ou DOCOB.

Sur le territoire du SCoT, on recense **6 sites Natura 2000** (4 ZSC et 2 ZPS) :

> **ZSC FR5400450 « Massif de Chizé-Aulnay »**

13 communes concernées : Asnières-en-Poitou, Aubigné, Brieuil-sur-Chizé, Chizé, Couture-d'Argenson, Ensigné, Les Fosses, Paizay-le-Chapt, Secondigné-sur-Belle, Le Vert, Villemain, Villiers-en-Bois, Villiers-sur-Chizé

Superficie sur le SCoT : 7 435 ha

DOCOB en cours d'élaboration

Vaste ensemble forestier développé sur des calcaires durs de l'époque jurassique et constitué d'une succession de blocs plus ou moins importants – Forêt de Chizé, Forêt d'Aulnay, Forêt d'Ensigné, Forêt de Chef-Boutonne, Bois d'Availles, Bois de la Villedieu – séparés par des espaces à vocation agricole. Site remarquable par l'originalité et l'étendue de certains de ses groupements végétaux, dont plusieurs constituent le support d'habitats considérés comme menacés dans toute l'Europe de l'Ouest : hêtraie calcicole (l'une des plus méridionales des plaines de l'Ouest de la France), chênaie pubescente, fourrés arbustifs à genévrier, pelouses enclavées et lisières xéro-thermophiles riches en plantes d'origine méditerranéenne en limite de leur aire de répartition vers le nord.

Présence également de nombreuses espèces animales d'intérêt communautaire, voire même d'espèces dont la conservation est prioritaire : 16 espèces de mammifères (parmi lesquels de nombreuses chauves-souris), 8 espèces nicheuses d'oiseaux (dont de nombreux rapaces), divers reptiles, amphibiens et insectes. Le site a par ailleurs déjà été inventorié au titre des Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF) en raison de son patrimoine biologique remarquable (outre les espèces animales citées ci-dessus, on note la présence de 9 espèces végétales protégées au niveau national ou régional).

> **ZSC FR5400448 « Carrières de Loubeau »**

1 commune concernée : Melle

Superficie sur le SCoT : 30 ha

DOCOB approuvé en 2009

Anciennes galeries de mines de plomb argentifère, aujourd'hui abandonnées mais situées dans le périmètre d'une station d'épuration des eaux usées de l'agglomération melloise. Site remarquable par la présence de colonies mixtes de 8 espèces de chauves-souris considérées comme menacées en Europe (inscrites à l'Annexe II de la Directive Habitats) : le Grand Rhinolophe, le Petit Rhinolophe, le Murin à oreilles échancrées, la Barbastelle, le Grand murin, le Minioptère de Schreibers, le Murin de Beschtein, le Rhinolophe euryale. 8 autres espèces inscrites à l'annexe IV de la Directive Habitat sont également présentes sur le site.



Carrières de Loubeau (source : carrieres-de-loubeau.n2000.fr)

> **ZSC FR5400447 « Vallée de la Boutonne »**

24 communes concernées : Ardilleux, Asnières-en-Poitou, La Bataille, Brieuil-sur-Chizé, Brioux-sur-Boutonne, Celles-sur-Belle, Chef-Boutonne, Chérigné, Chizé, Ensigné, Fontenille-Saint-Martin-d'Entraigues, Juillé, Luché-sur-Brioux, Lusseray, Mazières-sur-Béronne, Paizay-le-Tort, Périgné, Saint-Romans-lès-Melle, Secondigné-sur-Belle, Séligné, Vernoux-sur-Boutonne, Le Vert, Villefollet, Villiers-sur-Chizé

Superficie sur le SCoT : 7 098 ha

DOCOB en cours d'élaboration

Ensemble du réseau hydrographique primaire et secondaire formé par la haute vallée de la Boutonne et plusieurs de ses affluents : la Belle, la Béronne, la Bellesebonne et la Bondoire. Ruisseaux et petites rivières de plaine, à eaux courantes, de qualité encore correcte malgré les mutations récentes des pratiques agricoles sur l'ensemble du bassin versant, à lit majeur constitué d'une mosaïque de prairies naturelles humides, de ripisylves plus ou moins discontinues en voie de remplacement par des cultures céréalières (en forte extension). Site remarquable par la présence de tout un cortège d'espèces animales inféodées aux écosystèmes aquatiques de bonne qualité, dont les populations sont en déclin généralisé dans toute l'Europe de l'Ouest et dont la conservation est considérée comme d'intérêt communautaire : mammifères comme la Loutre d'Europe et plusieurs espèces de Chauves-souris, poissons comme la Lamproie de Planer et le Chabot, divers reptiles et amphibiens, insectes comme la Rosalie des Alpes etc...



*Ripisylve en aulnaie-frênaie (commune de Périgné)
(source : Biotope, 2008)*



*Mégaphorbiaie eutrophe à orties et liserons (source :
Biotope, 2008)*

> ZSC FR5400445 « Chaumes d'Avon »

1 commune concernée : Exoudun

Superficie sur le SCoT : 25 ha

DOCOB approuvé en 2009

Vaste secteur de la partie orientale de la plaine sédimentaire niortaise au relief peu marqué de collines et de vallons développés sur les calcaires marneux de l'Oxfordien et du Rauracien. Divers facteurs physiques et historiques (tradition de pâturage ovin extensif jusqu'à une époque récente, présence d'un camp militaire sur la moitié est du site) ont permis le maintien, sur d'importantes surfaces, de végétations naturelles ou semi-naturelles remarquables par leur originalité et leur richesse et constituant le support d'habitats gravement menacés en Europe dont la conservation est considérée comme d'intérêt communautaire, voire prioritaire : pelouses calcicoles mésophiles à Orchidées, prairies maigres à engorgement temporaire, faciès d'embuissonnement à Genévrier etc...Par ailleurs, de nombreuses espèces animales et végétales, également menacées en Europe, ont trouvé refuge au sein de ces différents habitats et ont motivé déjà l'inscription du site au titre des Zones Naturelles d'Intérêt Écologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF) : 10 espèces d'oiseaux, 8 mammifères, 4 reptiles, 8 amphibiens, 2 insectes, nombreuses plantes (dont plus de 25 espèces d'Orchidées) etc...

> ZPS FR5412007 « Plaine de Niort Sud-Est »

8 communes concernées : Brieuil sur Chizé, Celles sur Belle, Les Fosses, Mougou, Saint Médard, Sainte Blandine, Secondigné sur Belle, Thorigné

Superficie sur le SCoT : 6 148 ha

DOCOB approuvé en 2011

Le site est une des huit zones de plaines à Outarde canepetière retenues comme majeures pour une désignation en ZPS en région Poitou-Charentes. Il s'agit d'une des quatre principales zones de survivance de cette espèce dans le département des Deux-Sèvres. Celle-ci abrite environ 5 % des effectifs régionaux. Au total 17 espèces d'intérêt communautaire sont présentes dont 6 atteignent des effectifs remarquables sur le site.

> ZPS FR5412022 « Plaine de la Mothe St Héray-Lezay »

14 Communes concernées : Caunay, Chenay, Chey, Clussais-la Pommeraie, Exoudun, Lezay, Mairé-Levescault, Messé, Pers, Plibou, Rom, Sainte-Soline, Vançais, Vanzay

Superficie sur le SCoT : 19 941 ha

DOCOB en cours d'élaboration

Le site est une des huit zones de plaines à Outarde canepetière retenues comme majeures pour une désignation en ZPS en région Poitou-Charentes. Il s'agit d'une des quatre principales zones de survivance de cette espèce dans le département des Deux-Sèvres. Elle concerne également pour partie la Vienne (2nd site de ce département). Celle-ci abrite environ 10 % des effectifs régionaux. Au total 40 espèces d'intérêt communautaire sont présentes dont certaines atteignent des effectifs remarquables sur le site.

Les sites Natura 2000

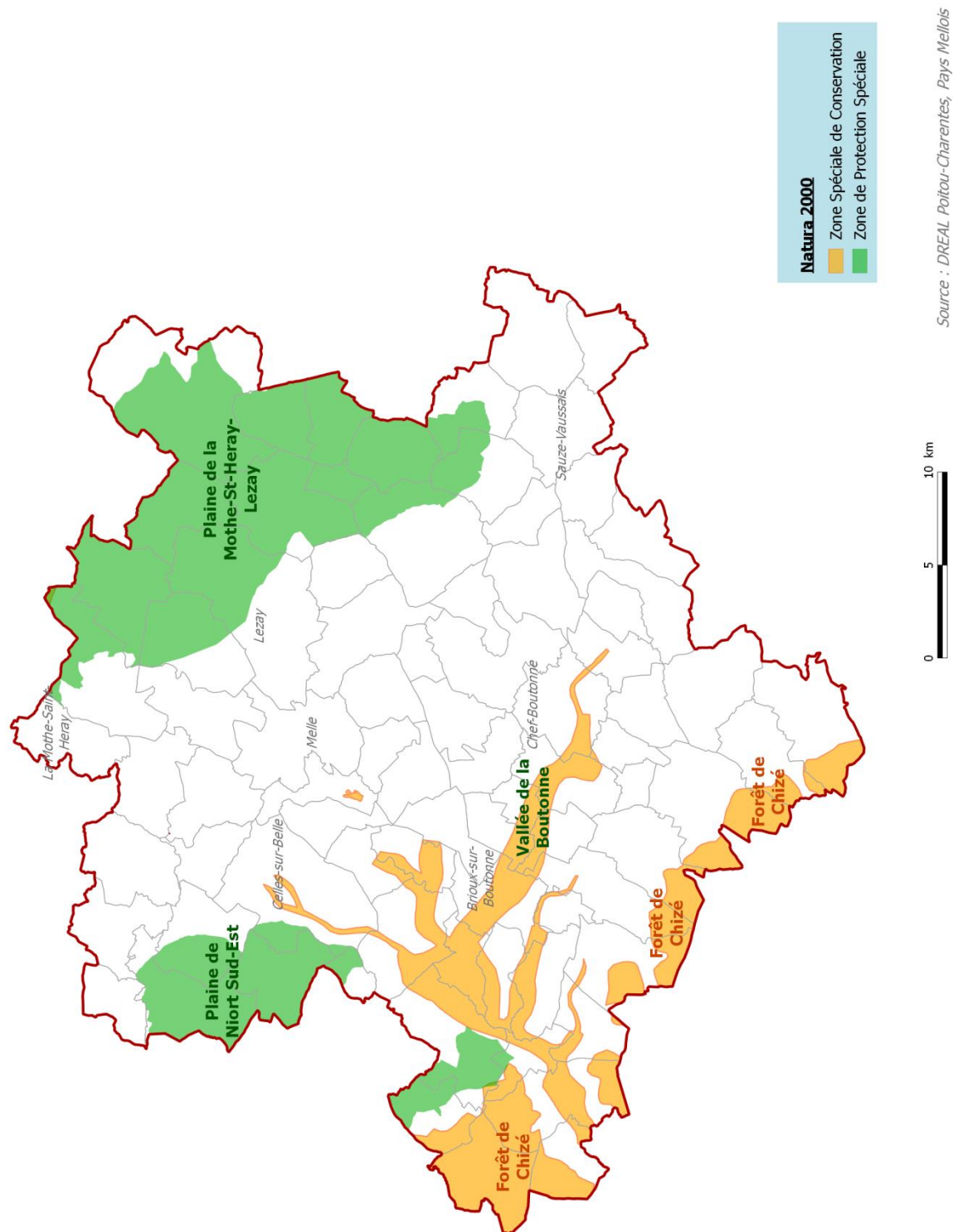


Figure 21 : Les sites Natura 2000 du Mellois en Poitou

3.3 Les protections règlementaires

L'arrêté de Protection de Biotope

L'arrêté préfectoral de protection de biotope est un outil réglementaire en application de la loi du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature. Il poursuit deux objectifs :

- la préservation des biotopes ou toutes autres formations naturelles nécessaires à la survie (reproduction, alimentation, repos et survie) des espèces protégées inscrites sur la liste prévue à l'article R 411-1 du Code de l'Environnement. (R 411-15 du Code de l'Environnement)
- la protection des milieux contre des activités pouvant porter atteinte à leur équilibre biologique. (Article R 411-17 du Code de l'Environnement)

Afin de préserver les habitats, l'arrêté édicte des mesures spécifiques qui s'appliquent au biotope lui-même et non aux espèces. Il peut également interdire certaines activités ou pratiques pour maintenir l'équilibre biologique du milieu.

Le territoire du SCoT compte 1 site naturel protégé par un arrêté de protection de biotope en date du 16 juin 1991 : **les grottes de Loubeau**. Ces dernières se situent sur la commune de Melle.

Ce site est constitué de grottes et de galeries d'anciennes carrières de plomb argentifère. Suivies par des scientifiques depuis plusieurs décennies, ces mines constituent toujours un gîte d'hivernage privilégié pour au moins quatre espèces de chauves-souris protégées au plan national (Rhinolophe euryale, Petit Rhinolophe, Grand Rhinolophe et grand Murin).

La Réserve Biologique Intégrale de la forêt de Chizé



Les réserves biologiques intégrales sont créées par l'Office National des Forêts (ONF) à l'intérieur de forêts domaniales, en concertation avec l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage (ONCFS) et d'autres partenaires locaux (Parcs naturels par exemple), pour mettre en œuvre les engagements de la France à la conférence d'Helsinki de 1993 (Conférence sur la protection des forêts). La France devait alors créer au moins trois réserves biologiques intégrales de plus de 2 000 hectares, en complément du réseau des petites réserves créées depuis 1998. Contrairement à la réserve biologique dirigée (RBD), une RBI est une zone ouverte à l'étude des écosystèmes forestiers et de leurs dynamiques naturelles (on y laisse la nature évoluer pour l'observer).

La RBI de Chizé est la plus grande RBI de plaine (2 600 ha) et un site privilégié pour la recherche grâce aux partenaires scientifiques de l'ONF présents sur place (CNRS, ONCFS).

Sites inscrits et classés

La loi du 2 mai 1930 intégrée depuis au Code de l'Environnement permet de préserver des espaces du territoire français qui présentent un intérêt général du point de vue scientifique, pittoresque et artistique, historique ou légendaire.

Le classement est une protection forte qui correspond à la volonté de maintien en l'état du site désigné, ce qui n'exclut ni la gestion, ni la valorisation. Les sites classés ne peuvent être ni détruits ni modifiés dans leur état ou leur aspect sauf autorisation spéciale. En fonction de la nature des travaux, le classement est soit de niveau préfectoral, soit de niveau ministériel.

L'inscription est une reconnaissance de la qualité d'un site justifiant une surveillance de son évolution, sous forme d'une consultation de l'Architecte des Bâtiments de France sur les travaux qui y sont entrepris.

Sur le territoire du SCoT, on dénombre 1 site inscrit et 2 sites classés. Cependant, aucun ne concerne directement le patrimoine naturel (Cf. Chapitre sur le patrimoine bâti).

3.4 Les Espaces Naturels Sensibles

Un **Espace Naturel Sensible (ENS)** est un outil de protection d'espaces naturels dans le but de préserver la qualité des sites, des paysages, des milieux naturels, des champs d'expansion des crues et d'assurer la sauvegarde des habitats naturels ; les espaces naturels sensibles sont ouverts au public, sauf exception justifiée par la fragilité du milieu naturel.

Pour mettre en œuvre sa compétence en faveur de la préservation et la valorisation des espaces naturels sensibles, le Conseil général dispose d'un outil juridique : le droit de préemption.

Le Conseil général peut ainsi créer des zones de préemption (ZPENS), lui permettant d'acquérir des terrains présentant des fonctions écologiques et/ou paysagères remarquables et/ou menacées.

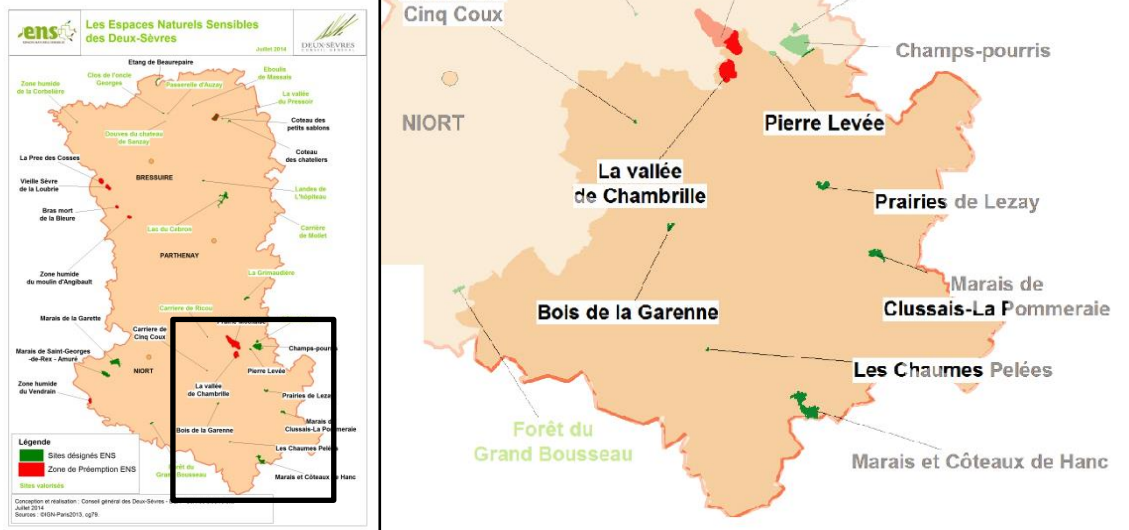



Figure 22 : Les Espaces Naturels Sensibles du Mellois en Poitou (Source : CG79)

Légende

- Sites désignés ENS
 Zone de Préemption ENS

Sites valorisés

On recense ainsi 5 Espaces Naturels Sensibles (Marais et coteaux de Hanc, les chaumes pelées, le bois de la Garenne, les prairies de Lezay et le marais de Clussais-La Pommeraie) et 2 Zones de Préhension (vallée de la Chambrille et la prairie Mothaise).

3.5 Les sites du Conservatoire Régional des Espaces Naturels

Le rôle du **Conservatoire Régional des Espaces Naturels (CREN) Poitou-Charentes** est à la fois d'inciter et d'assister techniquement les collectivités, administrations, associations ou particuliers désireux d'œuvrer pour la préservation et la mise en valeur des milieux naturels et des paysages, mais également d'intervenir directement pour la maîtrise foncière, l'aménagement, la gestion et la valorisation auprès du public des sites visés.

11 sites gérés par le CREN Poitou-Charentes sont recensés sur le territoire du Mellois en Poitou.

Nom du site	Type de site	Enjeux Habitats/Espèces	Enjeux Paysagers
Vallées de la Belle et de la Somptueuse	Pelouses sèches	Pelouses sèches du Mesobromion Chiroptères territoire de chasse, notamment pour les Petit et Grand rhinolophes Azuré du Serpolet Cuivré des marais	Ces vallées affluent vers la vallée de La Boutonne (EPN°707) traversant dans une orientation SO-NE, le plateau mellois rattaché à l'entité paysagère de la plaine de Niort (EPN°103) qu'elles en taillent assez profondément par endroits, engendrant de remarquables paysages de vallées. Au fil de nombreux méandres, des beaux coteaux calcaires apparaissent au sein d'un territoire dominé par de vastes étendues planes de champs de céréales. Ces deux sites se démarquent donc d'autant plus qu'ils présentent une mosaïque d'habitats caractérisée par des boisements variés, des prairies plus ou moins humides et des pelouses sèches calcicoles relictuelles menacées par une dynamique de boisement naturelle (suite à l'abandon du pâturage extensif des coteaux) et anthropique (plantations d'invasives). Il convient également d'être vigilant sur la fonctionnalité des prochaines mesures de compensations des projets éoliens et des aménagements fonciers. A l'échelle départementale, la vallée de la Belle, forme une trame verte entre la forêt de Chizé et la Gâtine, corridor très marqué dans le paysage. Sur ces deux sites, les menaces sont : l'embroussaillage des pelouses, la mise en culture potentielle des fonds de vallées et le développement des zones anthropisées. A noter enfin sur le plan de la fonctionnalité écologique l'intérêt de la vallée de la Somptueuse vis à vis du site des Grottes de Loubeau.
Vallées de Crézières et de la Bataille	Pelouses sèches	Pelouses sèches du Mesobromion Orchidées Biscutelle de Guillon Pie-grièche écorcheur Azuré du Serpolet	Sur ce secteur de la plaine de Niort, au contact des boisements de la « marche boisée » de l'ancienne sylvie d'Argenson au Sud et de la bande bocagère –partie amont de la vallée de La Boutonne – au Nord, les deux vallées sèches ajoutent localement une diversité paysagère de qualité. Dominants les fonds cultivés, les coteaux bocagers sont constitués majoritairement de pelouses sèches en voie d'embroussaillage, voire boisées. L'intérêt principal de ce site réside dans ces pelouses sèches. Sur les versants séchant, l'écriture bocagère tend à disparaître face à la dynamique d'enrichissement liée à la déprise du pâturage. L'enjeu principal se concentre donc sur le maintien de cette mosaïque paysagère et à moyen terme sur la problématique de fermeture paysagère de ces vallées.
Prairie Mothaise	Vallées et cours d'eau	Prairie hygrophile alluviale et inondable Prairie méso-hygrophile de fauche Prairie méso-hygrophile pâturée Prairie hygrophile pâturée Plantations de peupliers avec strate herbacée élevée, type mégaphorbiaie Végétation immergée des rivières Fritillaire pintade Pie-grièche écorcheur Courlis cendré Cuivré des marais Agrion de mercure	Site en lien étroit avec l'intensification des pratiques agricoles des plateaux de Pamproux et de Lezay qui s'arrêtent sur la faille de Saint-Maixent. Le site concerne un vaste ensemble de prairies alluviales inondables situées entre le Pamproux et la Sèvre Niortaise. D'une superficie d'environ 250 hectares, cette zone humide, témoin d'un ancien communal privé, présente un fort intérêt paysager malgré la tendance à l'extension des surfaces en maïsiculture. L'enjeu principal réside dans le maintien d'une identité de prairies humides bocagères renforcé sur le plan de la fonctionnalité écologique et paysagère par sa proximité aux Terres rouges, secteur bocager.
Carrières de Loubeau	Cavités à chauve-souris	15 espèces de Chiroptères observées sur le site Principal site d'hibernation du Grand Rhinolophe en 79	Enjeu paysager modéré, même si les forts enjeux écologiques dépendent étroitement de l'organisation paysagère du secteur (haies, boisements et autres trames arborées).
Plaine et Marais de Sainte-Soline	Plaines cultivées	Peuplement de reines des prés et communautés associées Frénaies Outarde canepetière Oedicnème criard Busards cendré et Saint-Martin Courlis cendré Pie-grièche écorcheur Cuivré des marais Rainette verte	Le site «Plaine et marais de Sainte-Soline» s'inscrit dans l'entité paysagère des plateaux de Pamproux et de Lezay appartenant aux paysages ruraux de plaines de champs ouverts, au relief modeste. Les villages et hameaux sont implantés à flanc de coteau, profitant à la fois de la proximité des terres de groies sur les hauteurs et des terrasses alluviales, davantage propices à l'élevage, dans les fonds. L'entité paysagère voisine, intitulée «terres rouges-secteur bocager» est révélatrice de la domination de cet ancien modèle agricole, orienté jadis sur la polyculture-élevage. La vallée de La Dive structure fortement ces paysages et revêt un rôle important dans la fonctionnalité de la trame verte et bleue. Ces espaces, même relictuels, présentent des potentialités de continuité, de mise en cohérence du territoire et surtout constituent des interfaces remarquables avec les paysages traversés. Ici, l'intensification des pratiques culturales va bon train, l'enjeu de la restauration du bocage émerge tandis que les dégradations s'accroissent (simplification culturelle, intrants, rognage de haies, érosion des sols et de la biodiversité).
Prairies de Lezay	Marais	Prairies humides Saulaies marécageuses Roselières Gentiane pneumonanthe Orchidées Gailllet boréal	Le site des prairies de Lezay fait partie de l'entité des «Landes de Chevais» qui comprend également le Marais de Clussais-la-Pommerie et le Bois de la Drouille. Cette dépression de 1700 ha environ constitue l'un des plus vastes secteurs de marais, prairies et bois humides des Deux-Sèvres. A plus large échelle, cette entité s'insère dans l'entité paysagère des Terres Rouges-secteur bocager, essentiellement caractérisée par le cloisonnement du territoire dû aux haies et

		Amphibiens Pie-grièche écorcheur Damier de la Succise et Cuivré des marais	aux bosquets, et qui en conditionnent fortement la perception. L'entité se démarque par des formes de haies très variées, avec des configurations et des modes de gestion fortement contrastés. Cependant, la présence des Châtaigniers que l'on retrouve aussi bien dans les haies que sous forme de bosquets ou de sujets isolés, assure une unité paysagère au secteur. Outre son caractère inondable, l'intérêt paysager des prairies humides de Lezay repose en grande partie sur son caractère bocager et donc sur la qualité de ses haies. Le réseau de fossé contribue également à renforcer l'identité paysagère du site, même si le système «fossé-haie-fossé» récurrent n'est pas toujours très lisible du fait du comblement des fossés par la vase et le développement important des ronciers.
Prairies et de landes Chevais	Marais	Landes mésophiles Prairies humides Renoncule à feuilles d'ophioglosse Gratiola officinale Gaillet boréal Orchidées Pie-Grièche écorcheur Busards, Pluvier doré et Hibou des marais en hivernage Papillons	En complément du contexte paysager décrit ci-avant : il s'agit d'un ensemble de plus de 400 hectares de prairies, landes et étang dont la fonctionnalité écologique et paysagère est menacée par une reprise en pâturage intensif et une mise en culture. Le site présente trois sous-ensembles paysagers particulièrement bien marqués : 1/ de vastes prairies où le maillage de haies hautes est très relâché et relativement bien préservé. Quelques haies présentent de beaux alignements de Chênes et d'arbres têtards. 2/ «les Aubuges», secteur plus intime et bucolique constitué de petites parcelles de prairies confinées dans un maillage bocager particulièrement resserré. Cette organisation rappelle un paysage passé qui aurait été préservé des remaniements fonciers. 3/ Les grandes pièces de brandes : hautes, impénétrables, elles apportent un caractère plus sauvage au site. L'ensemble des parcelles s'accompagne généralement d'un réseau de fossés et de chemins arborés, contribuant à la qualité paysagère du site. Cet ensemble contraste avec les grandes parcelles de culture intensive voisines où arbre et haie ont totalement disparu. La transition paysagère est brutale. On peut craindre une ouverture des parcelles en limite de site, ainsi que l'effacement des micro-reliefs tels que les fossés. Quelques plantations d'arbres monospécifiques tendent à se développer dans les environs.
Marais de Clussais-la- Pommerai	Marais	Prairies humides à Molinie Landes aquitaino-ligérienne Saussaie marécageuse Orchidées Gentiane pneumonanthe Gratiola officinale Gaillet Boréal Amphibiens dont Rainette verte, Tritons crêté, marbré et blasius Damier de la Succise et Cuivré des Marais Pie-grièche écorcheur 4 espèces de Lestes	En dehors de son caractère inondable, l'intérêt paysager de ce site repose en grande partie sur son caractère bocager avec le double maillage fossés/haies. Ainsi la qualité des haies et du réseau de fossés joue un rôle primordial : d'une part, par le cloisonnement de l'espace et les effets induits de découverte renouvelée au fil des parcours et d'autre part, par l'identité paysagère préservée. Site relativement isolé, le marais est également un endroit où règne la tranquillité. Son accès se fait uniquement à pied ce qui renforce le sentiment de naturalité propre au lieu.
Marais de Moquerat-La Bouleure	Marais	Prairies humides à Molinie Cladiales des bas-marais alcalins Formations riveraines de saules Orchidées dont Orchis palustris Gaillet boréal Amphibiens dont Tritons marbré et crêté... Libellules dont 4 espèces de Lestes Locustelle luscinoïde Bécassine des marais	Complémentarité / fonctionnalité écologique et paysagère avec les deux sites précédents. Enjeu de maintien de la trame paysagère petites prairies / haies épaisses / petits boisements.
Bocage et boisements de Pliboux	Forêt	Prairies de fauche atlantiques Fourrés de Noisetiers Taillis Chênaies-charmaies aquitaines Haies Eaux douces stagnantes Pélodyte ponctué Rainette verte Tritons (palmé, crêté, marbré, blasius) Gaillet boréal Fritillaire pintade Pie-grièche écorcheur	Le site se situe au carrefour de 4 entités : les terres rouges-le secteur bocager, les plateaux de Pamproux et de Lezay, les terres rouges à taillis et le ruffécois. Même si le bocage de Pliboux n'est plus que très relictuel par endroit, les haies conservées, notamment en bordures de chemins, tendent à maintenir un maillage dont peuvent encore bénéficier de nombreuses espèces. Lisières, clairières et boisements encore présents aujourd'hui constituent des zones de chasse, de refuges, de déplacements ou d'habitats qu'il faut à présent renforcer pour compenser les impacts sur l'environnement que le secteur a connu (remembrements, mutation des pratiques agricoles et le chantier de la LGV SEA). Ce renforcement passe notamment par la sécurisation et la restauration de corridors reliant entre eux les différents cœurs d'habitats du site qui sont autant de réservoirs de biodiversité.
Marais et de Coteaux Hanc	Marais	Orchidées Fritillaire pintade Pie-grièche écorcheur Courlis cendré Triton marbré Cuivré des marais	Hanc appartient à l'entité paysagère «PlainedeNort» : paysages ouverts de «grande» culture (céréalière, oléo-protéagineuse). Au sein de cette vaste entité, existe en partie médiane une bande de territoires orientée nord-ouest (au long de la Boutonne avant que celle-ci ne bifurque vers le sud-ouest, puis Guirande plus au nord), bande au sein de laquelle demeure une trame bocagère très présente dans le paysage identifiée dans l'inventaire en «bande bocagère de la plaine de Nort». Cette orientation globale du territoire trouve, bien évidemment en lien avec la géologie et en particulier les failles, son prolongement vers le sud-est et la vallée de l'Aume (bassin Adour-Garonne). Hanc se situe précisément à l'articulation de ces deux ensembles et participe clairement, sur le plan paysager en tous cas, à la trame verte régionale. La trame bocagère y trouve une maille de

			<p>densité variable en fonction des secteurs : très dense, en particulier au sud de la Commune, elle se dilate mais demeure très présente en périphérie immédiate des deux secteurs des Prés Thomas et de Villemanan et créé des écrins boisés. Cette trame bocagère, bien que plus lâche sur le relief séparant les Prés Thomas et Touchemarin, reste présente. En cet endroit, la dimension restreinte des parcelles – et bon nombre d'entre elles étant en jachère – avec le maintien de haies au long des chemins, engendre une continuité paysagère effective entre les deux sites.</p>
--	--	--	--

Liste des sites gérés par le CREN sur le territoire du Mellois en Poitou (source : CREN Poitou-Charentes, janvier 2015)

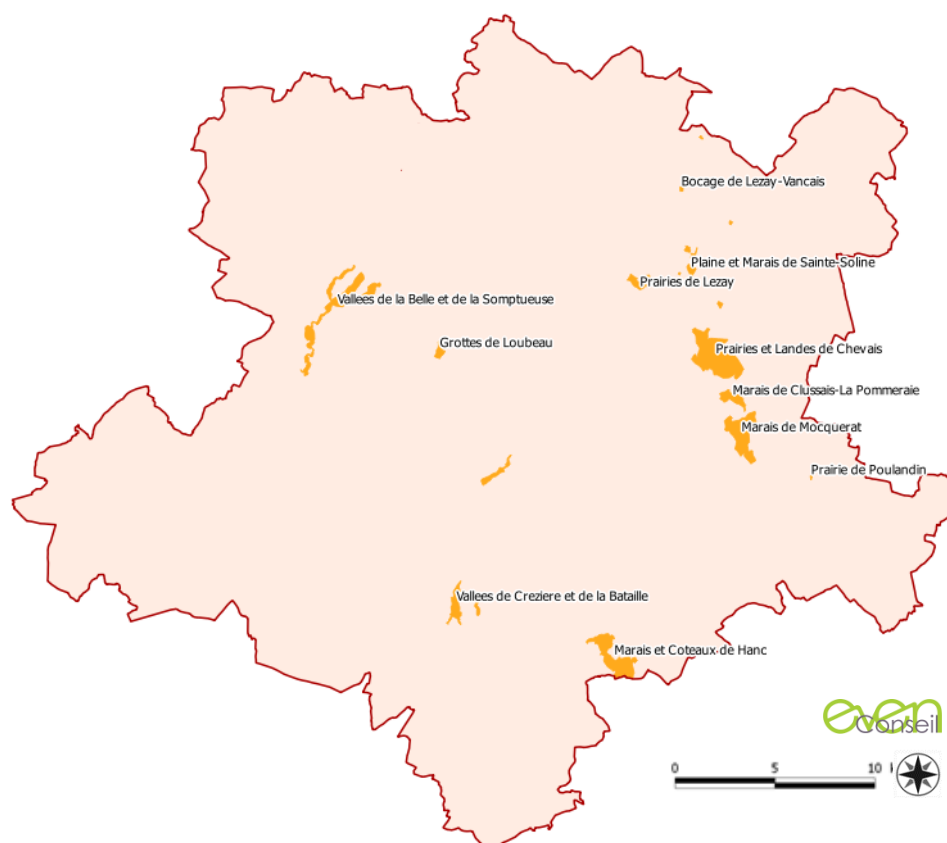
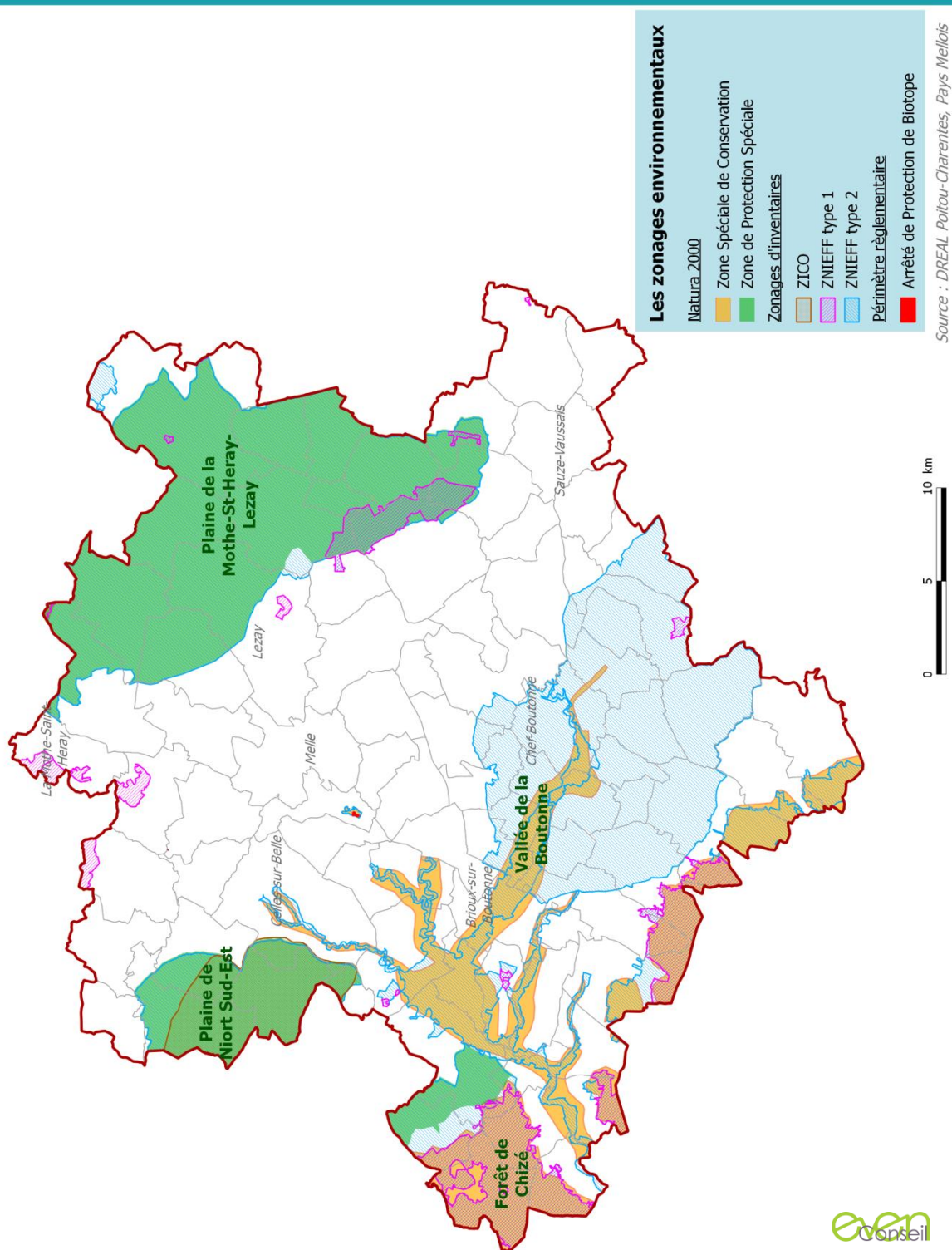


Figure 23 : Les sites gérés par le CREN (Source : CREN 79)

Les espaces naturels



even
Conseil

3.6 Une diversité de milieux naturels et semi-naturels

Les milieux aquatiques et les zones humides

- **Les cours d'eau classés « réservoirs biologiques »**

Rappel réglementaire : l'article L. 214-17 du Code de l'Environnement précise que l'autorité administrative établit, pour chaque bassin :

1 - Une liste de cours d'eau, parties de cours d'eau ou canaux parmi ceux :

- > qui sont en très bon état écologique ou
- > identifiés par les schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux comme jouant le rôle de réservoir biologique nécessaire au maintien ou à l'atteinte du bon état écologique des cours d'eau d'un bassin versant ou
- > dans lesquels une protection complète des poissons migrateurs vivant alternativement en eau douce et en eau salée est nécessaire,
- > sur lesquels aucune autorisation ou concession ne peut être accordée pour la construction de nouveaux ouvrages s'ils constituent un obstacle à la continuité écologique. Par ailleurs, sur ces cours d'eau, le renouvellement de la concession ou de l'autorisation des ouvrages existants, régulièrement installés, est subordonné à des prescriptions permettant de maintenir le très bon état écologique des eaux, de maintenir ou d'atteindre le bon état écologique des cours d'eau d'un bassin versant ou d'assurer la protection des poissons migrateurs vivant alternativement en eau douce et en eau salée.

2 - Une liste de cours d'eau, parties de cours d'eau ou canaux dans lesquels il est nécessaire d'assurer le transport suffisant des sédiments et la circulation des poissons migrateurs.

Tout ouvrage doit y être géré, entretenu et équipé selon des règles définies par l'autorité administrative, en concertation avec le propriétaire ou, à défaut, l'exploitant.

Le classement est une compétence du Préfet coordonnateur de bassin qui établit par arrêté les cours d'eau classés à l'issue d'une procédure de concertation spécifique. La cohérence globale de l'ensemble des classements sera réalisée à l'occasion de la mise en œuvre de cette procédure.



Figure 24 : Des espaces naturels dont la valeur est reconnue par des zonages environnementaux

Les SDAGE Loire Bretagne et Adour-Garonne identifient donc ces critères et définissent des éléments de méthode.

Plusieurs cours d'eau du territoire sont visés au 1° du I de l'article L.214-17 du Code de l'Environnement en tant que réservoir biologique. Comme le montre la carte ci-après, il s'agit notamment de :

- > certains tronçons amont de la Boutonne,
- > certains tronçons amont de la Belle,
- > la Dive,
- > la Sèvre Niortaise,
- > La Péruse,
- > La Bouleure.

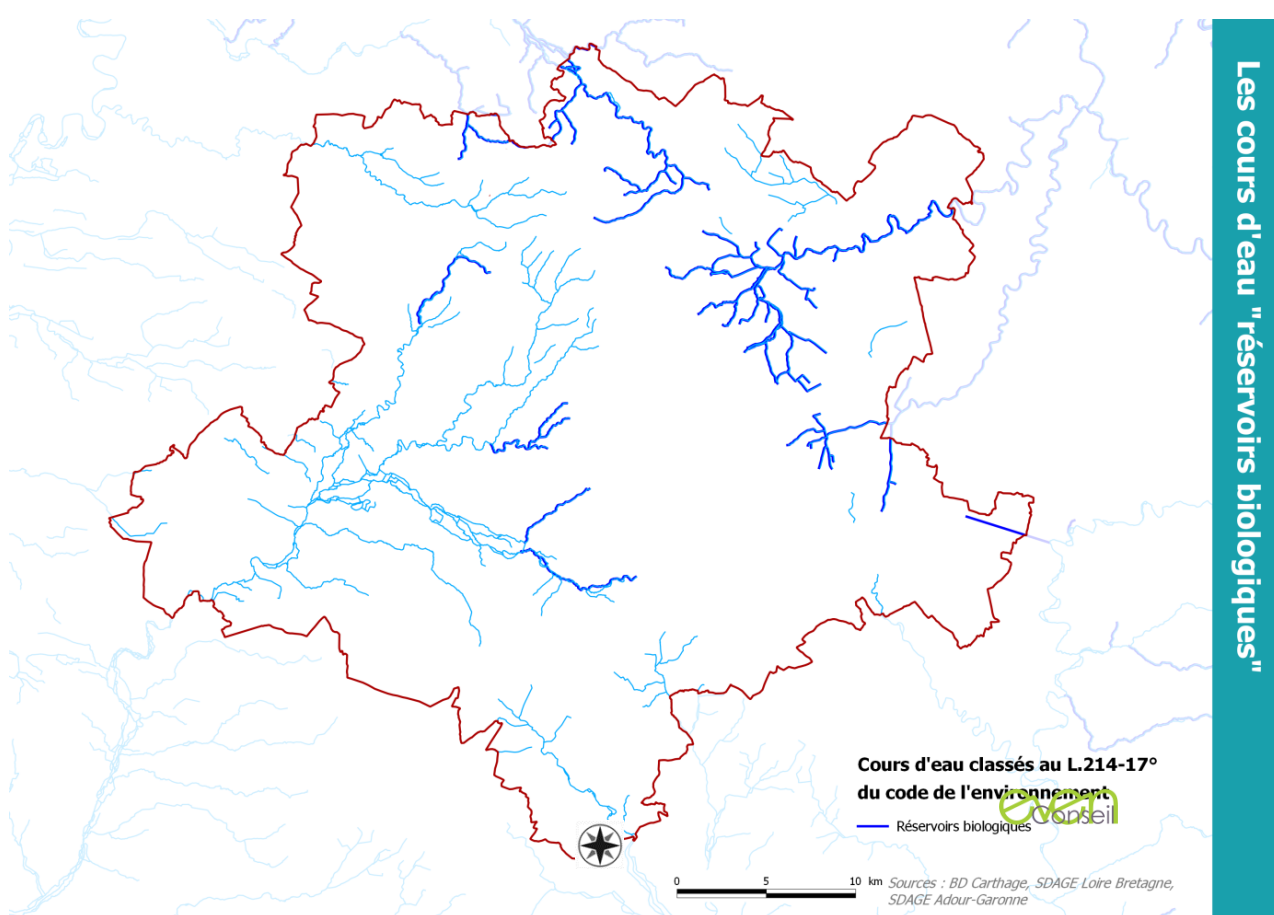


Figure 25 : Les cours d'eau « réservoirs biologiques » (source : SDAGE Loire-Bretagne, SDAGE Adour-Garonne)

• Les zones humides

Les zones humides sont des milieux naturels d'interface (écotones) entre le milieu terrestre et le milieu aquatique : marais, marécages, tourbières, prairies humides, landes et boisements humides, plans d'eau (mares, étangs, lacs), zones humides anthropiques (bassin de rétention des eaux pluviales), etc. Plusieurs définitions ont été attribuées aux zones humides.

Contexte réglementaire

Définition d'après la Convention de Ramsar

En 1971, la Convention dite de « RAMSAR », relative aux zones humides d'importance internationale fut le premier texte international à définir les zones humides.

« Les zones humides sont des étendues de marais, de fagnes, de tourbières ou d'eaux naturelles ou artificielles, permanentes ou temporaires, où l'eau est stagnante ou courante, douce, saumâtre ou salée, y compris des étendues d'eau marine dont la profondeur à marée basse n'excède pas six mètres ».

Définition d'après la loi sur l'eau

« On entend par zone humide les terrains, exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre de façon permanente ou temporaire ; la végétation, quand elle existe, y est dominée par des plantes hygrophiles pendant au moins une partie de l'année ».

Définition d'après l'arrêté du 24 juin 2008 (modifié par l'arrêté du 1er octobre 2009)

Cet arrêté précise les critères de définition et de délimitation des zones humides en application des articles L. 21471 et R. 211108 du Code de l'Environnement. Un espace peut être considéré comme une zone humide au sens de l'article L. 2111 du Code de l'Environnement, pour l'application du L. 21471 du même code, dès qu'il présente l'un des critères suivants à savoir :

- > Des sols « hydromorphes »,
- > Une végétation, si elle existe, caractérisée soit par des espèces indicatrices de zones humides (espèces végétales hygrophiles), soit par des communautés d'espèces végétales, dénommées « habitats », caractéristiques de zones humides.

Fonctions des zones humides

Les zones humides assurent des fonctions et des services variés tels que :

- > Recharge des eaux souterraines,
- > Vidange des eaux souterraines,
- > Stockage des eaux de crue,
- > Stabilisation des rivages et dissipation des forces érosives,
- > Rétention des sédiments,
- > Rétention et élimination des nutriments,
- > Soutien des chaînes trophiques,
- > Habitat pour la faune sauvage,
- > Valeur récréative et patrimoniale.



Zone humide (source : SAGE Sèvre Niortaise)

Les zones humides sur le territoire

Afin de connaître et préserver les zones humides d'un territoire, des inventaires à l'échelle communale voire intercommunale sont réalisés.

Le Schéma Directeur d'aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Adour-Garonne prévoit dans son orientation C de préserver et restaurer les fonctionnalités des milieux aquatiques et humides. A ce titre, la mesure C44 prévoit la réalisation d'une cartographie des principales zones humides du bassin. Par ailleurs, la mesure C46 du SDAGE impose d'« éviter ou, à défaut, de compenser l'atteinte grave aux fonctions des zones humides ». La mesure C50 précise « Les SCoT, les PLU et les cartes communales doivent intégrer, dans le zonage et la réglementation des sols qui leur seront applicables, les objectifs de protection des zones humides représentant un intérêt environnemental particulier ou les zones stratégiques pour la gestion de l'eau. ».

Le SAGE Boutonne en cours d'élaboration, situé sur le territoire du SDAGE Adour-Garonne, prévoit de rendre obligatoire l'inventaire des zones humides dans les 3 ans suivant l'adoption du SAGE.

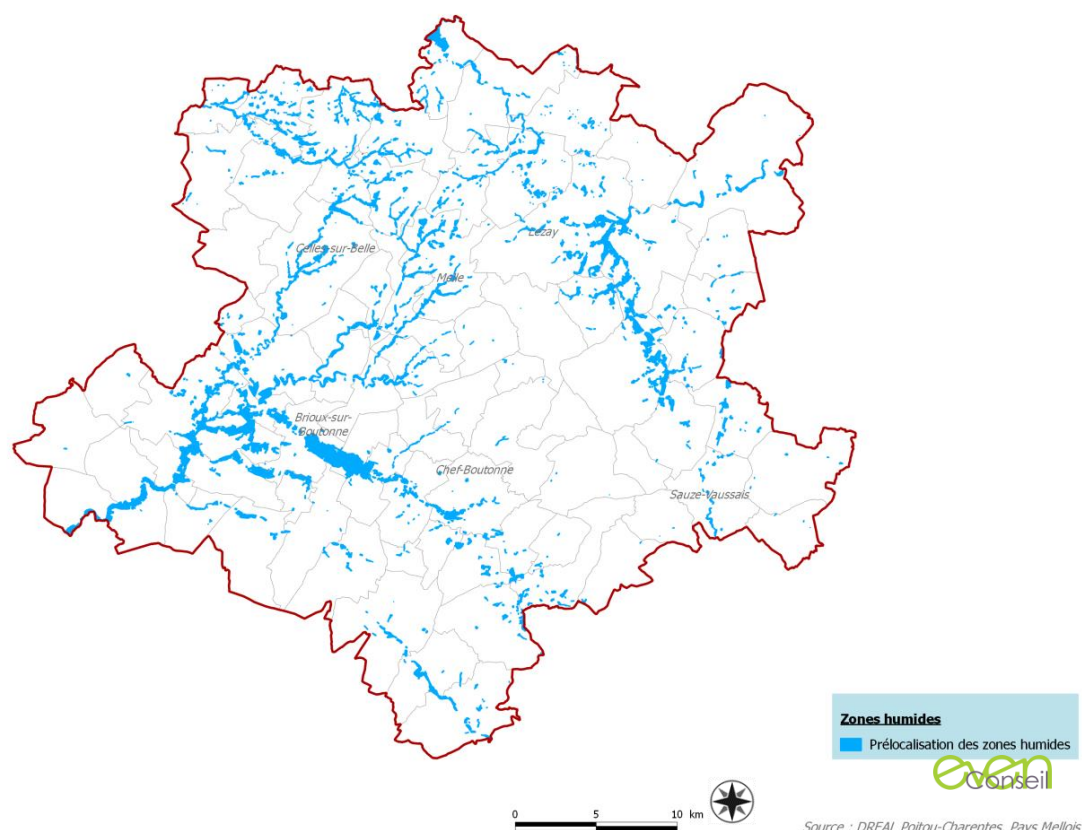
Le Schéma Directeur d'aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Loire Bretagne, prévoit dans son objectif 8 de préserver les zones humides et la biodiversité. En matière d'aménagement, les projets de la collectivité pouvant porter atteinte à une zone humide, devront être compatibles avec la mesure 8B2 qui prévoit que « dès lors que la mise en œuvre d'un projet conduit, sans alternative avérée, à la disparition de zones humides, les mesures compensatoires proposées par le maître d'ouvrage doivent prévoir, dans le même bassin versant, la création ou la restauration de zones humides équivalentes sur le plan fonctionnel et de la qualité de la biodiversité. A défaut, la compensation porte sur une surface égale à au moins 200 % de la surface supprimée. La gestion et l'entretien de ces zones humides doivent être garantis à long terme. »

La prescription 8B du SDAGE Loire-Bretagne incite notamment les communes à lancer des inventaires des zones humides lors de l'élaboration ou de la révision de leur document d'urbanisme. **Le SAGE de la Sèvre Niortaise**, qui couvre le nord du Mellois en Poitou et qui est inclus dans le périmètre du SDAGE Loire-Bretagne, **impose aux communes la réalisation de ces inventaires dans le cadre de l'élaboration ou la révision de leurs documents d'urbanisme.**

Au sein du Mellois en Poitou, seules 6 communes ont d'ores et déjà réalisé ces inventaires : Beaussais-Vitré, La Mothe-Saint-Héray, Exoudun, Prailles- La Couarde, Fontenilles-Saint-Martin-d'Entraigues et Chef-Boutonne.

La Communauté de communes Mellois en Poitou va prochainement coordonner un projet d'élaboration des inventaires des zones humides et des haies sur l'ensemble des autres communes de son territoire, dans le cadre de l'élaboration de son PLUi.

Cependant, la DREAL a réalisé une pré-localisation des zones humides sur leur territoire. Cette donnée, basée sur l'analyse de la topographie et de la photo aérienne, offre une première approche sur la localisation des zones humides avant vérification de terrain lors des inventaires communaux.



Les zones humides

Figure 26 : Cartographie des zones humides

La majorité des zones humides pré-localisées se retrouvent logiquement le long des vallées du territoire, offrant ainsi une place importante à ce type de milieux.

Les plaines agricoles ouvertes

Le territoire du Mellois, à dominante rurale, a évolué au cours des 50 dernières années. Le réaménagement foncier, la diminution sensible de l'élevage et des prairies, les nouveaux outils et les nouvelles pratiques agricoles ont transformé les paysages et les milieux naturels. L'agrandissement des parcelles, la régression du maillage de haies, l'augmentation de l'usage des produits chimiques, l'évolution de l'assolement ont provoqué une diminution de la biodiversité, qu'il s'agisse d'un aspect qualitatif (nombre d'espèces) ou quantitatif (nombre d'individus par espèce).

Pourtant, **les espaces agricoles constituent encore à ce jour la richesse la plus emblématique du territoire. On y retrouve en effet une forte concentration d'espèces emblématiques comme les outardes canepetières ou le busard cendré**, qui témoignent d'un bon état de la biodiversité et dont les populations au niveau national, voire européen, sont en régression. Pour la sauvegarde de ces espèces, l'enjeu est de maintenir une mosaïque de milieux. Dans le cadre du programme européen Natura 2000, des zones de protection spéciale (ZPS) ont été délimitées en reconnaissance des milieux de vie favorables à l'avifaune de plaine. C'est le cas de la **plaine qui s'étend de la Mothe-Saint-Héray à Lezay** et qui héberge 10% des effectifs d'outardes canepetières de la région Poitou-Charentes. Elle est à associer à la ZPS de Niort Sud-Est dont une partie concerne le périmètre du Mellois en Poitou, et à **la zone de plaine autour de Chef-Boutonne** qui, bien que non protégée au titre de Natura 2000, témoigne d'une présence d'espèces remarquables avérée par une ZNIEFF. Enfin, **les paysages ouverts du cœur du Mellois en Poitou, entre Chef-Boutonne et Brioux-sur-Boutonne, puis plus au nord vers Celle-sur-Belle, sont également un noyau riche en biodiversité** où des Mesures Agro-environnementales (MAE) sont mises en place avec les agriculteurs afin de préserver les oiseaux de plaine.

Les pelouses sèches calcicoles

Les pelouses sèches calcicoles sont des formations végétales, composées de plantes herbacées vivaces, poussant sur des sols peu épais, à faible réserve en eau. Elles subissent les sécheresses estivales. Des engorgements sont possibles en hiver, lorsque la marne recouvre le substrat rocheux.

Ces écosystèmes se développent sur des sols en grande majorité calcaires et pauvres en éléments nutritifs. Ils apparaissent préférentiellement sur des surfaces en pente où l'eau ne peut stagner et où la végétation bénéficie d'un éclaircissement intense et est soumise à des périodes de sécheresses accentuées.

Ces espaces, souvent de petite superficie, sont très dispersés et caractérisés par une riche biodiversité ; en effet ils abritent plus du tiers des espèces végétales protégées en Poitou-Charentes ainsi que de nombreuses espèces animales rares.

Cependant, après l'abandon de leur utilisation pastorale traditionnelle, ces milieux sont concernés aujourd'hui par trois principales menaces :

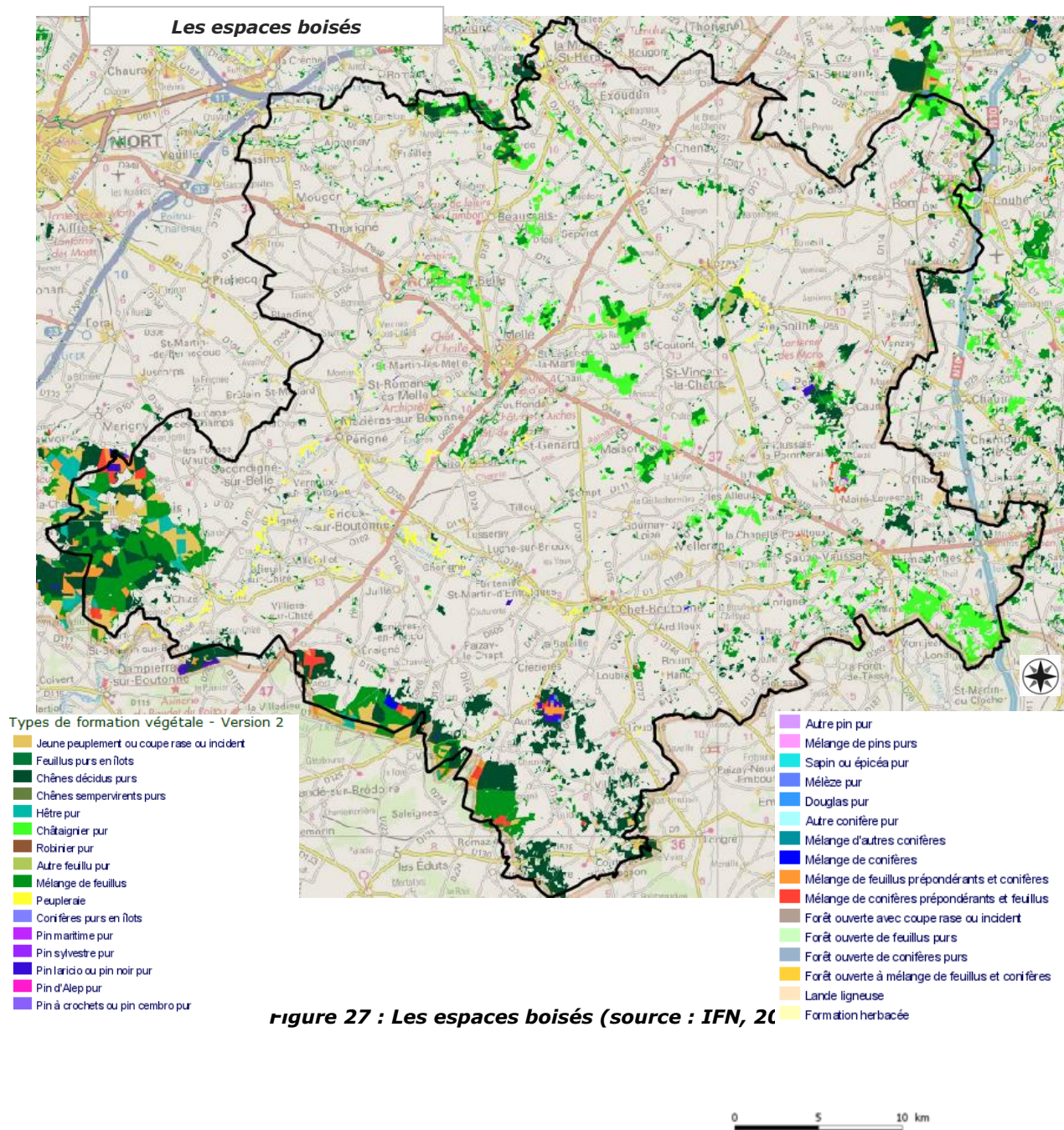
- > la fermeture naturelle par un couvert arbustif puis forestier ;
- > l'homogénéisation de la végétation au profit des espèces herbacées dynamiques comme le Brachypode penné ;
- > les autres formes d'utilisation par l'homme (urbanisation, agriculture, fréquentation touristique, piétinement,...)

Sur le territoire du SCoT, de nombreuses stations de pelouses sèches calcicoles sont présentes, notamment près des vallées de la Belle et de la Boutonne.

Les espaces boisés

Les espaces boisés, composés en majorité de feuillus, occupent pour l'essentiel le sud du territoire, et s'étendent depuis le massif forestier de Chizé selon un axe ouest/est formant une limite naturelle du Mellois en Poitou. Cette « ceinture » végétale représente les vestiges de la forêt d'Argenson. D'une largeur de 7 à 15 km, cette forêt s'étendait au Xème siècle sur une longueur d'environ 80 à 120 km, des bords du Marais Poitevin jusqu'à la vallée de la Charente. Sur le site, aujourd'hui, restent des îlots boisés de tailles diverses (forêts de Benon, Tusson, Chizé, Aulnay, ...) reliant par l'histoire 3 départements du Poitou-Charentes : les Deux-Sèvres, la Charente-Maritime et la Charente. Afin de mieux connaître cette entité géographique et élaborer des actions de reconquête du territoire de la Sylve d'Argenson, la Région a engagé en 2006 un projet partenarial en mobilisant les compétences de plusieurs structures. Ces dernières (ONCFS, INH Angers, IAAT, ENSNP Blois) ont engagé des réflexions particulières sur ce territoire.

La vallée de la Boutonne se dessine également à l'ouest par la présence de peupleraies, formations végétales exploitées, typiques des abords de cours d'eau. Des boisements de plus faible superficie, constitués en majorité de châtaigniers, parsèment le Nord du territoire.



Les espaces bocagers

Le territoire du Mellois en Poitou est composé d'une grande variété de paysages. Associées aux grands massifs forestiers, un réseau dense de haie, réparti de façon homogène, s'est maintenu malgré l'évolution des pratiques agricoles, prioritairement dans les zones de vallée.

De Sauzé-Vaussais en direction de la Mothe-Saint-Héray et des terres rouges bocagères, une zone traditionnelle de bocages s'appuie sur les sols argileux des terres rouges où l'on trouve aussi ponctuellement des zones humides dues au caractère imperméable de l'argile. Une autre bande bocagère plus relictuelle s'étend de Brioux-sur-Boutonne à Niort. Elle tend à se concentrer le long des cours d'eau en raison de l'évolution des pratiques agricoles.

Le réseau de haies sur les espaces de plateau est en revanche plus clairsemé.

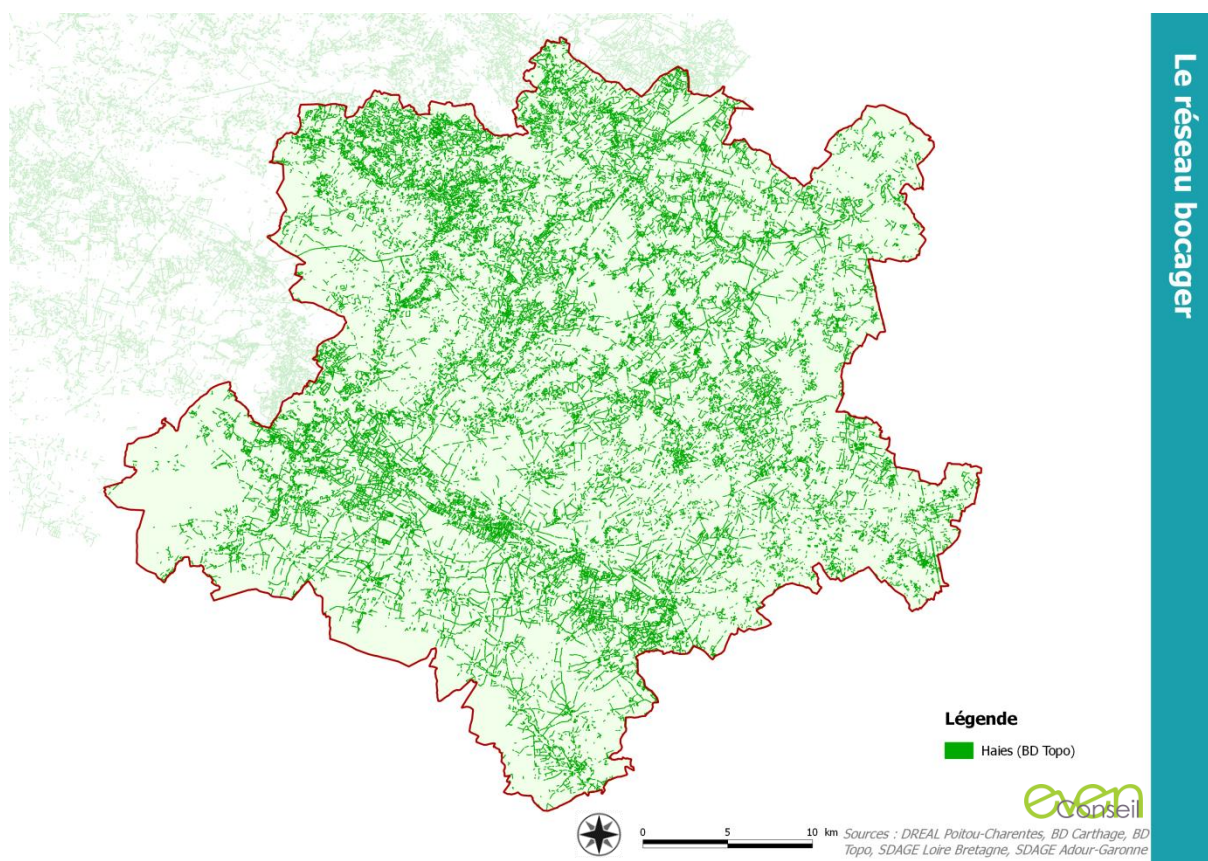


Figure 28 : Un réseau bocager dense

Les haies bocagères et les ripisylves présentent de nombreuses fonctions environnementales :

- > Elles constituent des corridors écologiques importants, d'autant que cette trame bocagère est mieux conservée aux abords des ruisseaux.
- > Elles favorisent l'écoulement régulier des eaux de pluie, leur infiltration grâce aux racines ainsi que leur épuration.
- > Elles participent à l'effet brise vent.
- > Elles constituent une zone d'ombrage (microclimat) appréciable en été pour la faune.
- > Elles représentent un fort potentiel pour le développement de la filière bois-énergie (déchets de coupe annuelle pour entretien du bocage).

La protection de ces entités est donc essentielle pour le maintien de la biodiversité, mais aussi pour la protection de la qualité de l'eau. Le devenir du réseau bocager est en grande partie dépendant à l'évolution des pratiques agricoles sur le territoire, puisque sa présence sur le territoire est étroitement corrélée à l'activité d'élevage autrefois dominante, mais de plus en plus délaissée au profit d'une activité de céréaliculture qui s'accompagne d'une ouverture des paysages et de la destruction de nombreuses haies

De nombreux acteurs et élus ont pris conscience de cet enjeu. Des actions en faveur du maintien du réseau de haies sont ainsi menées de façon ponctuelle. A titre d'exemple :

- > Dans le cadre de conventions avec les collectivités, la SAFER propose des compensations financières aux communes qui font l'acquisition d'emprises foncières pour y planter des haies. Ces terrains peuvent être définis en tant qu'emplacement réservés dans les plans locaux d'urbanisme.
- > La commune de Gournay a porté un projet de replantation de 10km de haies en partenariat avec la Fédération des chasseurs. Des protocoles ont été instaurés avec les agriculteurs pour le maintien de ces haies. De plus, chaque haie replantée est entretenue par la mairie quel que soit son statut.
- > Un inventaire des haies a été réalisé sur la commune de Périgné par les élèves du lycée agricole, en formation BTS Gestion et Protection de la Nature. Ces formations sont très demandeuses de ce type de partenariat. Il s'agit d'une expérience qui pourrait être reproduite sur le territoire.

La protection adaptée du réseau de haies nécessite au préalable de disposer d'une bonne connaissance de ce réseau, en termes quantitatifs mais aussi qualitatifs. En effet, toutes les haies ne présentent pas le même intérêt écologique et environnemental. La réalisation d'inventaires qualitatifs permet de cibler **les haies à conserver en priorité**, au regard de leurs fonctions de corridors, de lutte contre le ruissellement ou encore leur attrait paysager, et ainsi de proposer des mesures de protection ciblées, favorisant ainsi l'adhésion des acteurs.

Les SAGE de la Sèvre Niortaise et de la Boutonne incitent fortement à la réalisation d'inventaires du maillage bocager. La Communauté de communes Mellois en Poitou va prochainement coordonner un projet d'élaboration des inventaires des zones humides et des haies sur l'ensemble des autres communes de son territoire, dans le cadre de l'élaboration de son PLUi.

Ce qu'il faut retenir :

Le territoire du Mellois en Poitou est couvert, sur quasiment la moitié de sa surface, par des espaces naturels remarquables dont l'intérêt écologique a été reconnu par leur inscription à un inventaire (ZNIEFF) ou par leur intégration à des dispositifs de gestion ou protection (Natura 2000, Arrêtés Préfectoraux de Protection de Biotope, Espaces Naturels Sensibles).

Les espaces agricoles et forestiers constituent des réservoirs de biodiversité majeurs pour le Mellois en Poitou.

Les plaines agricoles accueillent encore une biodiversité remarquable, malgré l'intensification des pratiques agricoles depuis 50 ans et la réduction parallèle des élevages. Ce sont des milieux qui abritent des espèces emblématiques et indicatrices du bon état de la biodiversité sur le territoire telles que l'outarde canepetière ou le busard cendré.

Le territoire du Mellois est également composé d'un maillage bocager qui s'est maintenu, mais dédensifié, malgré l'évolution des pratiques agricoles. Quelques zones traditionnelles de bocage perdurent :

- > De Sauzé-Vaussais en direction de la Mothe-Saint-Héray,
- > le long de la vallée de la Boutonne, de Niort à Brioux-sur-Boutonne,
- > au Nord-Ouest autour de la forêt de l'Hermitain et la vallée du Lambon.

Des opérations ponctuelles d'inventaire et de replantation de haies ont été réalisées sur le territoire du Mellois en Poitou.

Ce réseau de bocage est souvent accompagné de zones humides du fait de la composition argileuse des sols. Les nombreuses zones humides aujourd'hui pré-localisées se retrouvent logiquement le long des vallées du territoire, offrant ainsi une place importante à ce type de milieux.

Plusieurs dispositifs visent à généraliser la réalisation d'inventaires des zones humides et du réseau bocager, en particulier à travers la mise en place des SAGE.

3.7 La Trame Verte et Bleue

Contexte réglementaire

Pour se maintenir et se développer, tous les êtres vivants ont besoin de pouvoir échanger et donc de circuler. Depuis quelques décennies, l'intensité et l'étendue des activités humaines (urbanisation, construction d'infrastructures, intensification de l'agriculture...) contraint voire empêche les possibilités de communication et d'échange pour la faune et flore sauvages. Cette fragmentation des habitats naturels est l'un des principaux facteurs de réduction de la biodiversité. L'enjeu est donc de limiter cette fragmentation en recréant des liens. Pour répondre à cet enjeu, le Grenelle de l'environnement a mis en place l'élaboration d'une trame verte et bleue à l'échelle nationale, régionale et locale. Ainsi, en Région vont être élaborées les schémas de cohérence écologique. Ceux-ci devront être pris en compte dans les SCoT et les PLU.

La trame verte et bleue est constituée de :

- > **Réservoirs de biodiversité** : Il s'agit des milieux les plus remarquables du point de vue de la biodiversité, ils abritent des espèces jugées prioritaires ou déterminantes localement ou constituent un habitat propice à leur accueil.
- > **Corridors ou continuités écologiques** : constitués de nature ordinaire (espaces agricoles, maillage bocager, ...) ou de trames jardinées (trame verte en ville), ces espaces de transition permettent les échanges entre les réservoirs de biodiversité.

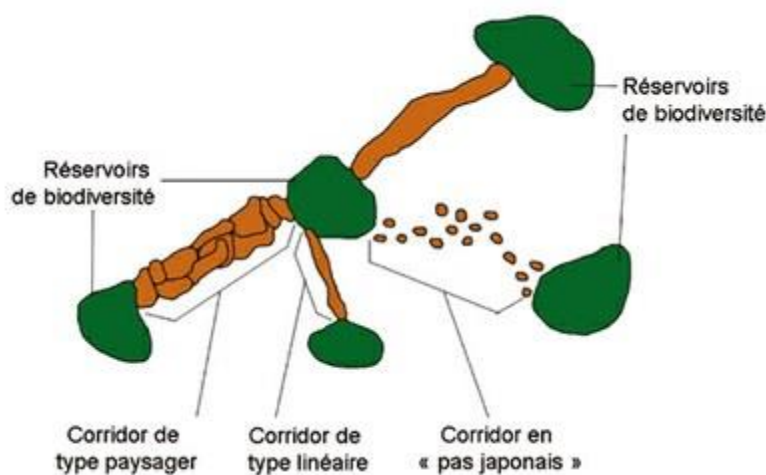


Schéma des éléments constitutifs de la trame verte et bleue

(Source : cemagref)

Par définition déterminée par la loi Grenelle 2, la **trame verte** repose :

- > d'une part, sur les espaces naturels importants pour la préservation de la biodiversité, et notamment tout ou partie des espaces visés aux livres III et IV du Code de l'Environnement;
- > d'autre part, sur les corridors écologiques constitués des espaces naturels ou semi-naturels ainsi que des formations végétales linéaires ou ponctuelles, permettant de relier les espaces mentionnés à l'alinéa précédent ;
- > enfin, sur les surfaces en couvert environnemental permanent mentionnées au I de l'article L. 211-14 du Code de l'Environnement (bandes enherbées).

Par définition déterminée par la loi Grenelle 2, la **trame bleue** repose :

- > d'une part, sur des cours d'eau, parties de cours d'eau, canaux classés pour la préservation de rivières de référence, de réservoirs biologiques et d'axes importants de migration pour les espèces amphihalines et pour le rétablissement de la continuité écologique ;
- > et sur certaines zones humides dont la préservation ou la restauration est considérée nécessaire à l'atteinte d'objectifs de la directive cadre sur l'eau (DCE) transcrits en droit français dans les schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) ;
- > et d'autre part, sur des compléments à ces premiers éléments identifiés dans les schémas régionaux de cohérence écologique comme importants pour la préservation de la biodiversité.

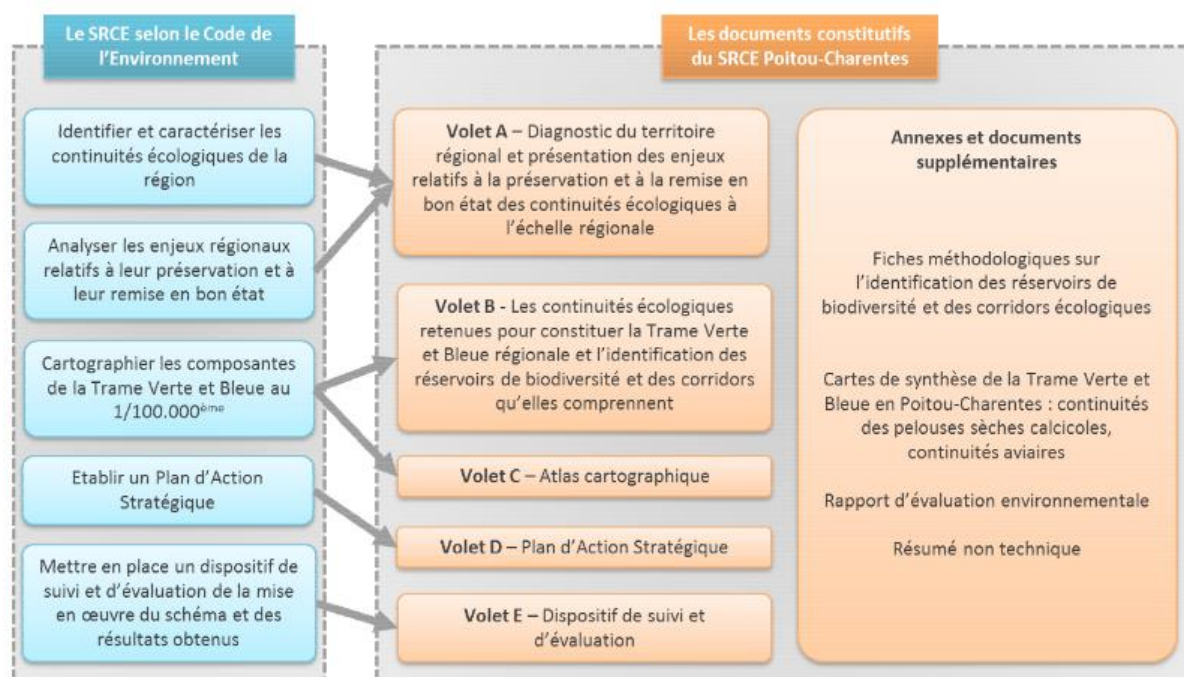
Pour avoir une vision globale de la biodiversité et de la Trame Verte et Bleue, il est important de consulter les données, documents et cartographies disponibles qui permettent de rendre compte de la connaissance de cette Trame Verte et Bleue à une échelle élargie. Ils concernent plusieurs niveaux d'échelles qui doivent s'articuler entre elles : région, département, bassin versant, ...

Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique

Au niveau régional, l'État et les Régions élaborent ensemble des documents de planification, appelés Schémas Régionaux de Cohérence Ecologique (SRCE), en association avec un comité régional «Trames Verte et Bleue » regroupant des acteurs locaux. Ces schémas, soumis à enquête publique, prennent en compte les orientations nationales et identifient la Trame Verte et Bleue (TVB) à l'échelle régionale.

Le SRCE donne un cadre régional de mise en œuvre de la Trame Verte et Bleue. Il constitue un document de connaissance sur les continuités écologiques et a pour objectif de faciliter la prise en compte de la biodiversité dans les plans, programmes et projets en adéquation avec les enjeux et les orientations régionales énoncées par le SRCE.

Le SRADDET de Nouvelle-Aquitaine, dont le projet a été arrêté par le **Conseil régional le 6 mai 2019**, reprend les SRCE des trois anciennes régions. Le projet du SCoT du Mellois en Poitou se basant sur l'ancien SRCE de Poitou-Charentes, la trame verte et bleue du SCoT n'est pas impactée par ce nouveau document d'planification.



Composition du SRCE (source : SRCE Poitou-Charentes)

En Poitou-Charentes, **cinq sous-trames ont été retenues afin de mieux identifier le réseau écologique régional**. Elles sont représentatives des entités paysagères régionales et se rattachent aux grandes continuités nationales. Elles ont été définies sur la base du diagnostic régional.

- > **Les milieux aquatiques** : cours d'eau, zones humides, milieux littoraux,
- > **Les systèmes bocagers** : réseaux de haies, mares, arbres isolés, landes, prairies bocagères,
- > **Les forêts et landes** : forêts de feuillus, de conifères, mixtes, ...,
- > **Les plaines ouvertes** : zones cultivées, prairies, éléments du maillage bocager,
- > **Les pelouses sèches calcicoles** : milieux ouverts thermophiles.

Les réservoirs de biodiversité de la région Poitou-Charentes ont été identifiés de manière différente selon les sous-trames :

- > Modélisation et analyse multicritères pour les Systèmes bocagers, Plaines ouvertes et Forêts et landes ;
- > Recueil de données disponibles (inventaires, photo-interprétation, zonages existants...) et analyse multicritères pour les Pelouses sèches calcicoles et les Milieux aquatiques.

Les résultats obtenus ont ensuite été ajustés en groupes de travail.

Après identification des réservoirs de biodiversité, les corridors écologiques, couloirs empruntés par la faune et la flore pour se déplacer entre les réservoirs, doivent être mis en évidence.

En fonction des sous-trames, les corridors ont été obtenus de différentes manières :

- > Par la modélisation cartographique pour les sous-trames « Forêts et landes » et « Systèmes bocagers » ;
- > Par la prise en compte des inventaires naturalistes pour la sous-trame « Pelouses sèches calcicoles » ;
- > Par la prise en compte des cours d'eau dans leur intégralité pour la sous-trame « Milieux aquatiques ».

Au final, trois types de corridors ont été représentés en Poitou-Charentes :

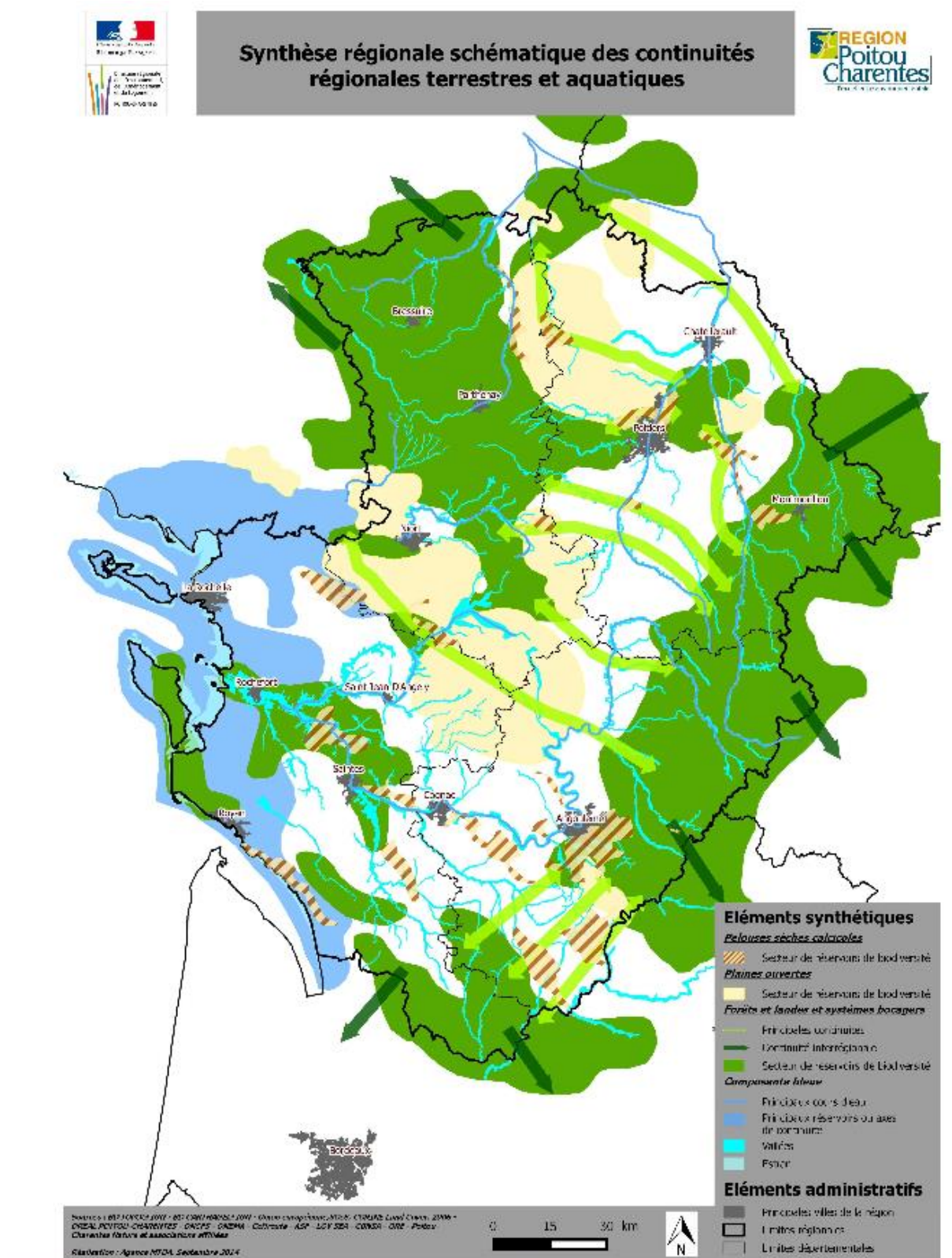
- > Corridors linéaires, obtenus par la méthode du chemin de moindre coût, qui relie des groupes de réservoirs de biodiversité en eux. Ce travail fait notamment ressortir des corridors à l'échelle de représentation régionale ;
- > Zones de corridors diffus, qui sont les zones favorables au déplacement des espèces entre réservoirs de biodiversité. Ce travail permet de faire ressortir les zones potentielles de corridors à l'échelle de l'Atlas au 1/100 000.
- > Corridors en pas japonais, qui ne concernent que la sous-trame « Pelouses sèches calcicoles ».

Le Plan d'Action Stratégique est un document de cadrage qui a vocation à aider les acteurs locaux à mettre en œuvre la Trame Verte et Bleue en conservant une cohérence régionale, et à favoriser la déclinaison en actions opérationnelles et locales.

En Poitou-Charentes, le Plan d'Action Stratégique est structuré autour de 7 orientations répondant aux enjeux identifiés :

- > Orientation transversale pour l'amélioration des connaissances
- > Orientations transversales pour la prise en compte effective des continuités écologiques
- > Assurer la fonctionnalité des continuités écologiques dans l'espace rural

- > Gérer durablement le trait de côte, les milieux littoraux et les zones humides
- > Assurer la fonctionnalité des continuités aquatiques et des vallées
- > Limiter l'artificialisation et la fragmentation du territoire
- > Intégrer la nature dans les tissus urbains et périphériques



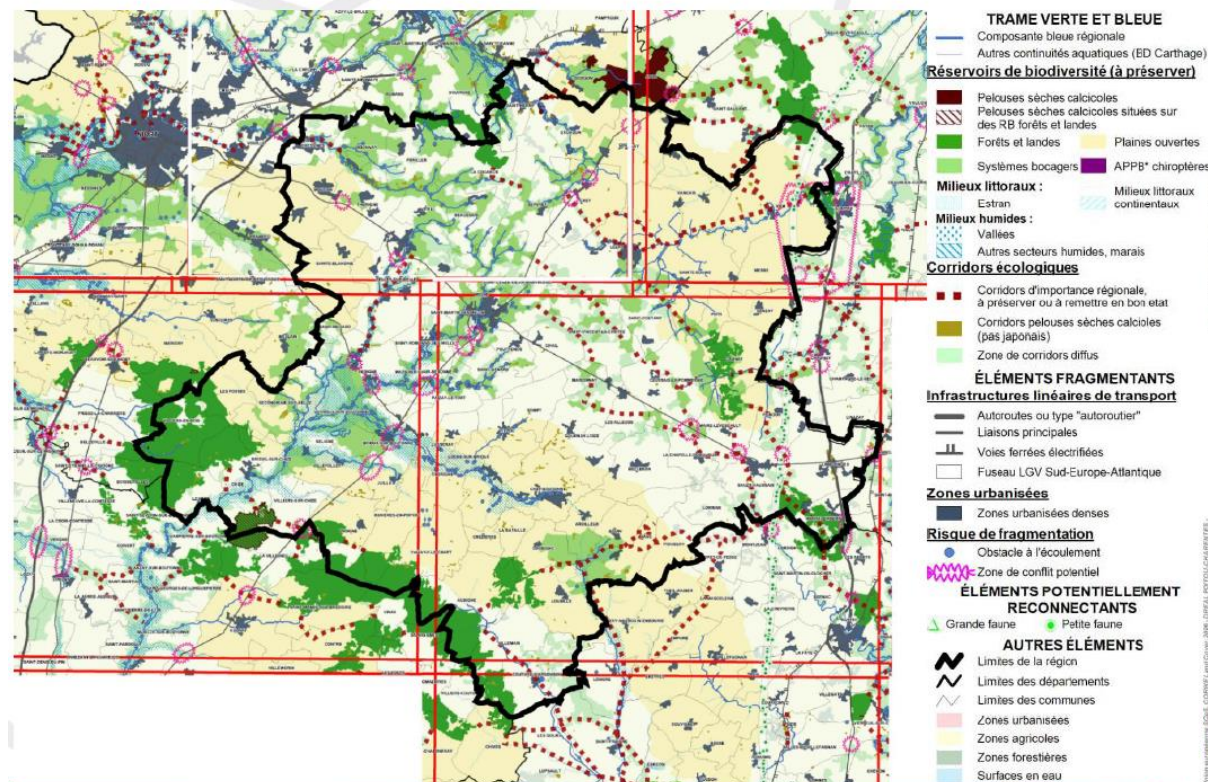


Figure 30 : Les éléments du SRCE sur le territoire du Mellois en Poitou (source : SRCE)

Le SRCE détermine sur le territoire du Mellois en Poitou :

- Des réservoirs de biodiversité des milieux boisés : massif de Chizé, boisements de superficie conséquente au Sud-Est, ...
- Des réservoirs liés au bocage le long des principales vallées : Boutonne, Lambon, Belle, ...
- Des réservoirs de plaines ouvertes : plaines de Niort et de Lezay,
- Des continuités écologiques le long des vallées et sur le plateau par appui sur les multiples boisements,
- Des zones de conflit potentiel le long des principaux axes routiers : RD950 et RD737.

Le SRCE identifie donc des espaces à une échelle régionale, soit au 1/100 000^{ème}. La Trame Verte et Bleue du SCoT doit donc prendre en compte ces éléments et les préciser de manière plus fine à l'échelle du SCoT.

Première approche cartographique issue du profil environnemental

Une pré-figuration du réseau écologique du territoire a été réalisée par la DREAL dans le profil environnemental du Mellois en Poitou. Ce document offre une première vision du fonctionnement écologique et des espaces présentant un intérêt majeur.

L'extrait présenté ci-après servira notamment de base au travail d'élaboration de la Trame Verte et Bleue du SCoT. Il met en avant :

- Les **vallées** associant les complexes prairiaux/zones humides et qui représentent ainsi un appui essentiel sur le territoire en recouvrant une large partie et en offrant un lien important entre bassins versants.
- Les **espaces de plaines ouvertes**, qui constituent également un atout fort du territoire puisqu'ils concentrent une faune ornithologique d'une grande richesse.
- Les **zones de bocage** dense offrant un habitat de qualité aux espèces (zone de refuge, déplacements). Elles sont préservées par un entretien régulier par l'agriculture.
- Des **zones boisées** formant une « ceinture » forestière au sud du territoire.

Cette mosaïque de milieux permet une richesse de biodiversité remarquable mais aussi ordinaire. Le rôle de réservoir de biodiversité du Mellois en Poitou et de lieu de passage au niveau régional est ainsi mis en évidence par l'Etat.

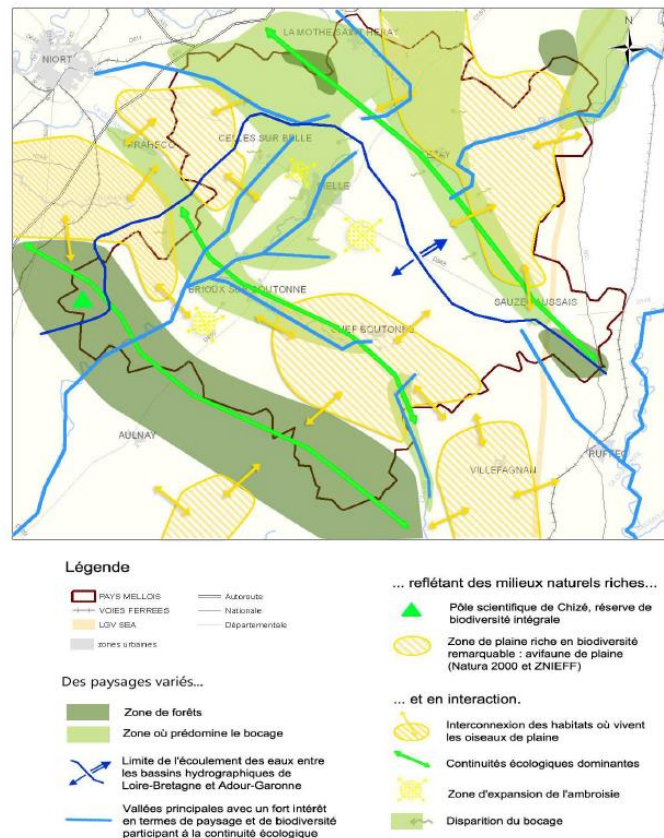


Figure 31 : Profil environnemental du Mellois en Poitou (DREAL, 2014)

La Trame Verte et Bleue du SCoT

La démarche d'élaboration de la Trame Verte et Bleue s'appuie sur plusieurs étapes indispensables dans la constitution d'un réseau écologique fonctionnel et adapté au territoire.

Etape 1 : l'occupation du sol du territoire

Afin de connaître les caractéristiques du territoire, un travail de cartographie de l'occupation du sol est nécessaire. Cette démarche s'appuie notamment sur les données disponibles telles que le Recensement Graphique Parcellaire (RPG) qui répertorie les parcelles agricoles et le type de cultures associé, l'occupation du sol Corine Land Cover ou encore les bases de données BD Topo et BD Carto de l'IGN.

La carte suivante présente l'occupation du sol issue de cette analyse.

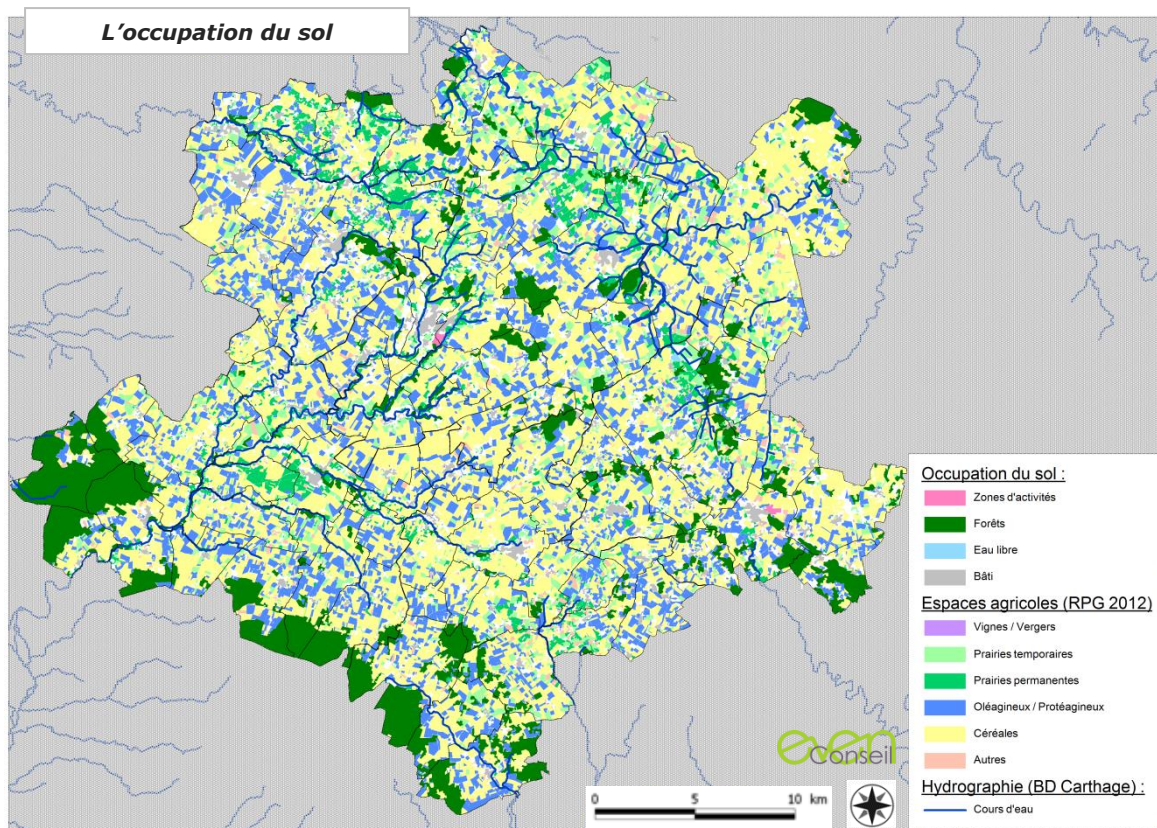


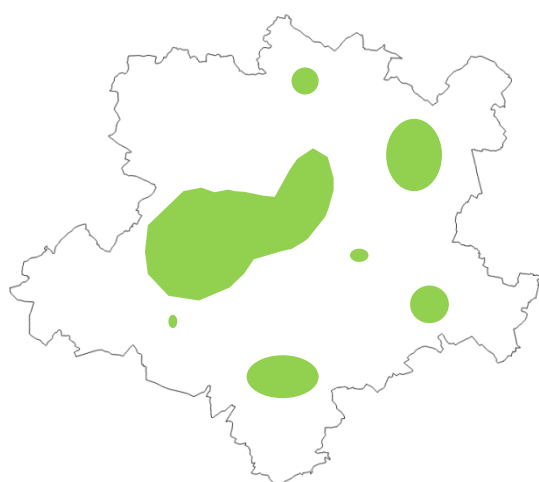
Figure 32 : Occupation du sol (Sources : BD Topo, RPG 2012, BD Carthage)

Cette première carte fait apparaître un territoire dominé par les espaces agricoles dont la majorité est occupée par des cultures céréalières ou de protéo-oléagineux (colza, tournesol, ...). La présence des vallées est marquée par la mise en évidence de prairies temporaires et permanentes. En effet, situées en fond de vallon, ces espaces ne représentent qu'un faible intérêt agronomique et sont souvent peu cultivés.

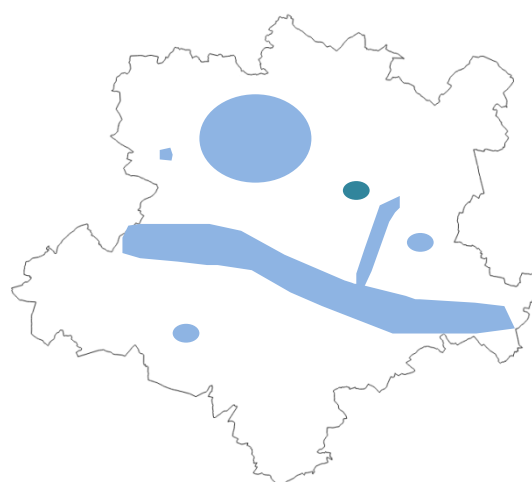
Etape 2 : choix des sous-trames

La définition des sous-trames est une étape-clé dans l'élaboration de la Trame Verte et Bleue. En effet, à chaque sous-trame est associé un type de milieu représentatif du territoire.

Un schéma explicatif du principe des sous-trames est présenté ci-dessous.



Sous-trame A
Milieux de type A



Sous-trame B
Milieux de type B

Chaque habitat naturel du territoire est associé à une sous-trame. Le travail de cartographie permet alors de localiser ces milieux.

Exemple : la sous-trame des milieux boisés est constituée des habitats de type boisé tels que les bois, forêts, landes, ...

Le nombre de sous-trames dépend du territoire. Il faut noter tout de même que le guide Trame Verte et Bleue du Ministère de l'Écologie recommande le choix de 5 sous-trames au minimum afin de décrire de manière fine la zone d'étude.

Sur la base des éléments du SRCE et suite à l'analyse de l'occupation du sol, 5 sous-trames ont été déterminées :

Sous-trames	Type d'habitats concernés	Données exploitées	Degré de précision / Limites
Forêts et landes	Forêts, bois, peupleraies	IFN, Occupation du sol (Mellois en Poitou), DREAL	Précision : 1/25 000
Plaines ouvertes	Milieux prairiaux, espaces cultivés	RPG 2012, DREAL	Précision parcellaire
Systèmes bocagers	Haies	BD Topo	Précision : 1/25 000
Zones humides et cours d'eau	Plans d'eau, zones humides, cours d'eau	DREAL, prélocalisation SDAGE, BD Carthage, inventaires de mares de DSNE (2012)	Données de pré-localisation non vérifiées (SDAGE), inventaire de terrain (DSNE)
Pelouses sèches calcicoles	Pelouses calcicoles	Repérage CBNSA/ORE	

Etape 3 : choix des habitats et des espèces

Pour chaque sous-trame, des habitats et des espèces à retenir ont été retenus afin d'identifier les espaces réservoirs ou corridors de la Trame Verte et Bleue.

Cette sélection s'appuie sur les listes issues du guide national et du SRCE.

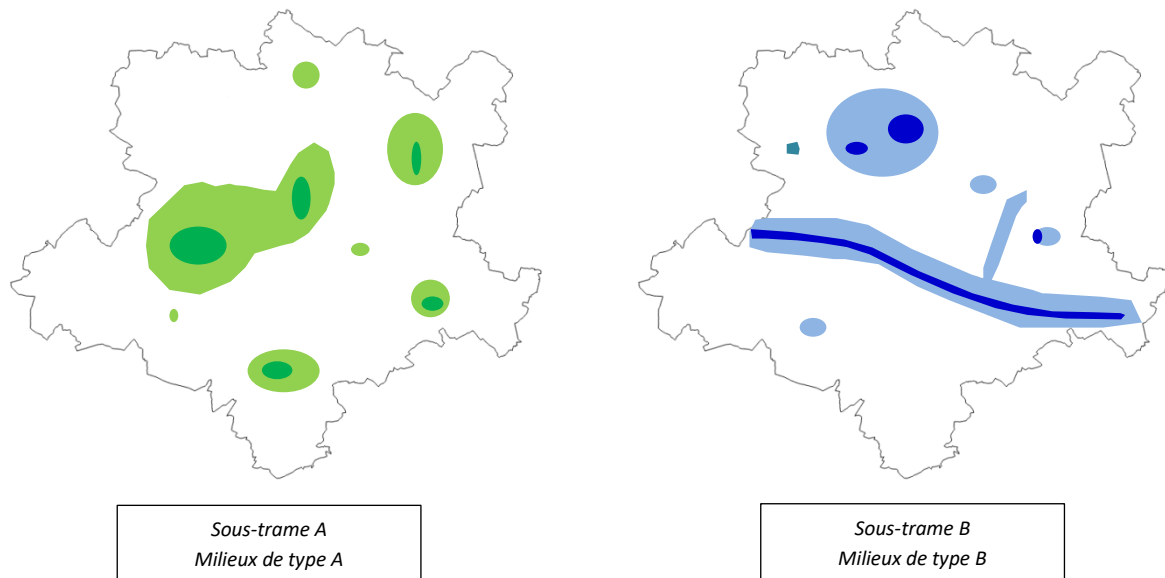
Sous-trames	Habitats à retenir (cohérence nationale)	Espèces à retenir (cohérence nationale)	Espèces à retenir (cohérence régionale)	Espaces « corridors »
Forêts et landes	Hêtraie calcicole (critère interrégional) Chênaies acidophiles âgées	Grand Rhinolophe Martre des pins Pic mar Vipère aspic Rainette verte Grenouille agile Triton marbré	Toutes les espèces de chauves-souris (terrains de chasse) Grande faune (chevreuil, sanglier, cerf) Pic noir Autour des palombes Pouillot siffleur Mésange huppée Couleuvre verte et jaune Couleuvre d'Esculape Salamandre tachetée	Tous boisements Réseau bocager
Plaines ouvertes		Outarde canepetière Oedicnème criard Busard cendré Plantes messicoles		
Pelouses sèches calcicoles	Pelouses calcaires thérophitiques Pelouses calcaires xérophiles Pelouses calcaires mésophiles	Vipère aspic Azuré du serpolet	Toutes les espèces de chauves-souris (terrains de chasse) Bel argus Ophrys sp.	Pelouses calcaires Lisières de boisements thermophiles Prairies Bandes enherbées
Zones humides et cours d'eau	Lacs, mares et étangs eutrophes, mésotrophes et oligotrophes Berges périodiquement inondées à végétation pionnière Fleuves et rivières Roselières sèches Saussaies et bas-marais Zones marécageuses à plantes héliophytes Prairies humides atlantiques	Loutre d'Europe Vison d'Europe Campagnol amphibie Martin-pêcheur d'Europe Couleuvre vipérine Triton marbré Grenouille agile Agrion blanchâtre Péloïde ponctué Crapaud calamite Rainette verte Agrion de Mercure Gomphe de Grasin Conocéphale des roseaux Culvris des marais	Toutes les espèces de chauves-souris (terrains de chasse) Toutes espèces d'amphibiens Toutes espèces de libellules	Bandes enherbées en bord de cours d'eau Tout point d'eau accessible à la faune, d'origine anthropique Pré-localisation des zones humides (SDAGE)
Systèmes bocagers	Haies riches en espèces indigènes taillées régulièrement ou non	Toutes les espèces de chauves-souris (terrains de chasse) Piegrèche écorcheur Triton marbré Triton crêté		

Liste des espèces et habitats à retenir par sous-trame

Etape 4 : choix des réservoirs de biodiversité

Lieux d'accueil et de vie d'une biodiversité souvent riche, ces espaces correspondent aux zonages réglementaires et d'inventaires (Natura 2000, ZNIEFF, ...) ainsi qu'aux espaces connus des experts locaux pour leur intérêt écologique.

Les réservoirs de biodiversité sont associés aux différentes sous-trames en fonction des habitats qu'ils présentent. Un espace naturel présentant un complexe d'habitats peut donc dépendre de plusieurs sous-trames.



**En foncé sont représentés les réservoirs de biodiversité. Le reste de la sous-trame apparaît en plus clair.*

Des réservoirs de biodiversité ont ainsi été identifiés pour chaque sous-trame en fonction du type d'habitat présent. Les critères d'identification des réservoirs se basent sur :

- La présence de périmètres environnementaux connus et reconnus tels que les sites Natura 2000, les ZNIEFF, les Arrêtés de Protection de Biotope, ...
- Les espaces dont l'intérêt écologique est mis en évidence par les connaissances de terrain des acteurs locaux

Les cartes ainsi produites sont issues d'une première approche cartographique et concernent donc des propositions soumises en atelier.

Les premières propositions de réservoirs de biodiversité se basent sur les périmètres environnementaux connus :

- > Sites Natura 2000,
- > ZNIEFF de type 1,
- > ZNIEFF de type 2.

Sous-trame Forêts et landes

Les réservoirs de biodiversité suivants ont été retenus :

- > Les boisements en ZNIEFF de type 1 : Forêt d'Aulnay, Bois de Glassac, Bois de la Caillette, Forêt du Fouilloux, Bois d'Availles et de la Villedieu, Forêt de l'Hermitain, Forêt de Chizé, Vallée des Grenats, Bois de la Héronnière ;
- > Les boisements en ZNIEFF de type 2 : Forêt de Saint-Sauvant, Massif forestier d'Aulnay et Chef-Boutonne ;
- > Les boisements en Natura 2000 : Massif de Chizé-Aulnay (ZSC).

La carte suivante reprend les éléments cités précédemment.

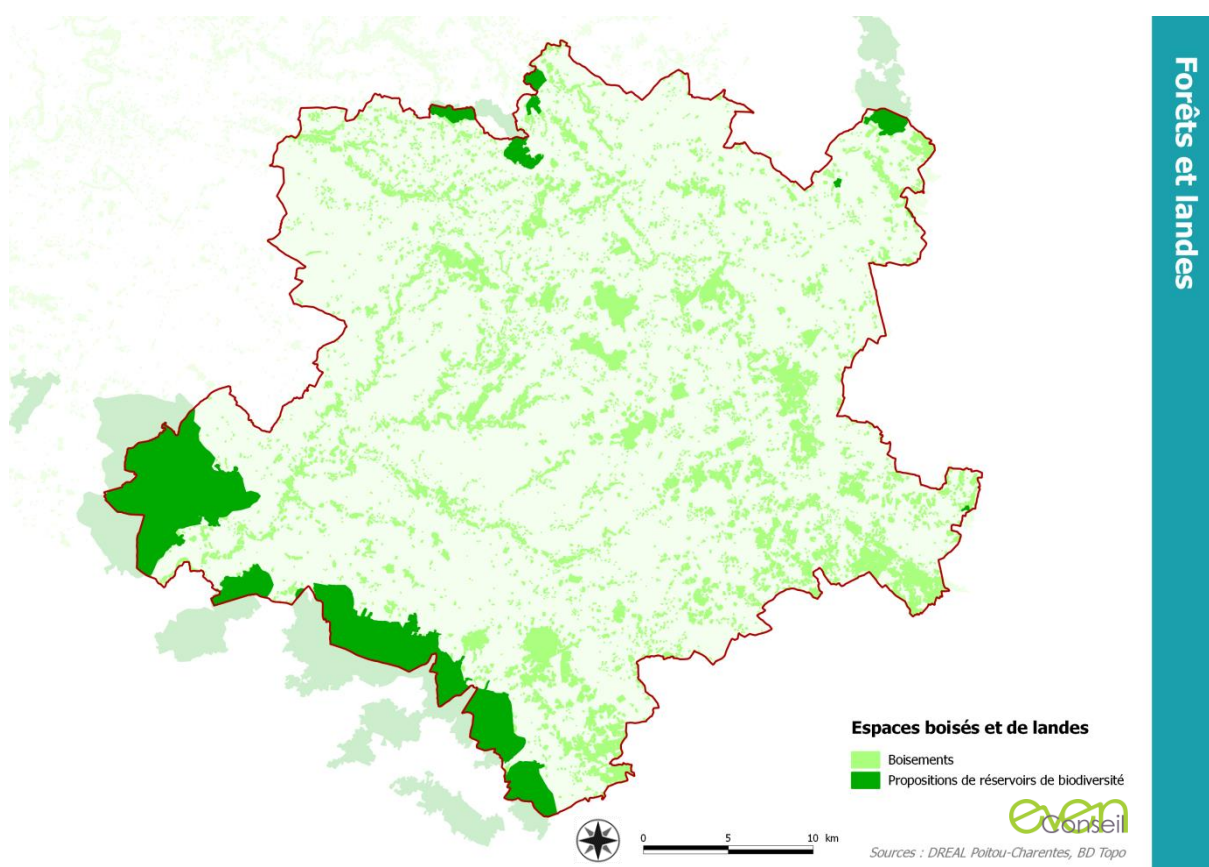


Figure 33 : Les espaces boisés et les landes : propositions de réservoirs de biodiversité

Cependant, le territoire se caractérise par une multitude de boisements fragmentés comme le montre la carte ci-dessus. Certains ensembles doivent participer au maintien de la biodiversité et à ses déplacements.

Une analyse basée seulement sur leur superficie est difficile car la fragmentation des éléments empêche tout traitement cartographique par ce critère.

L'analyse est donc basée sur l'observation de la photographie aérienne ainsi que les connaissances des acteurs locaux.

Certains de ces boisements ont fait l'objet d'un repérage en tant que réservoirs au SRCE comme le montre la carte suivante.

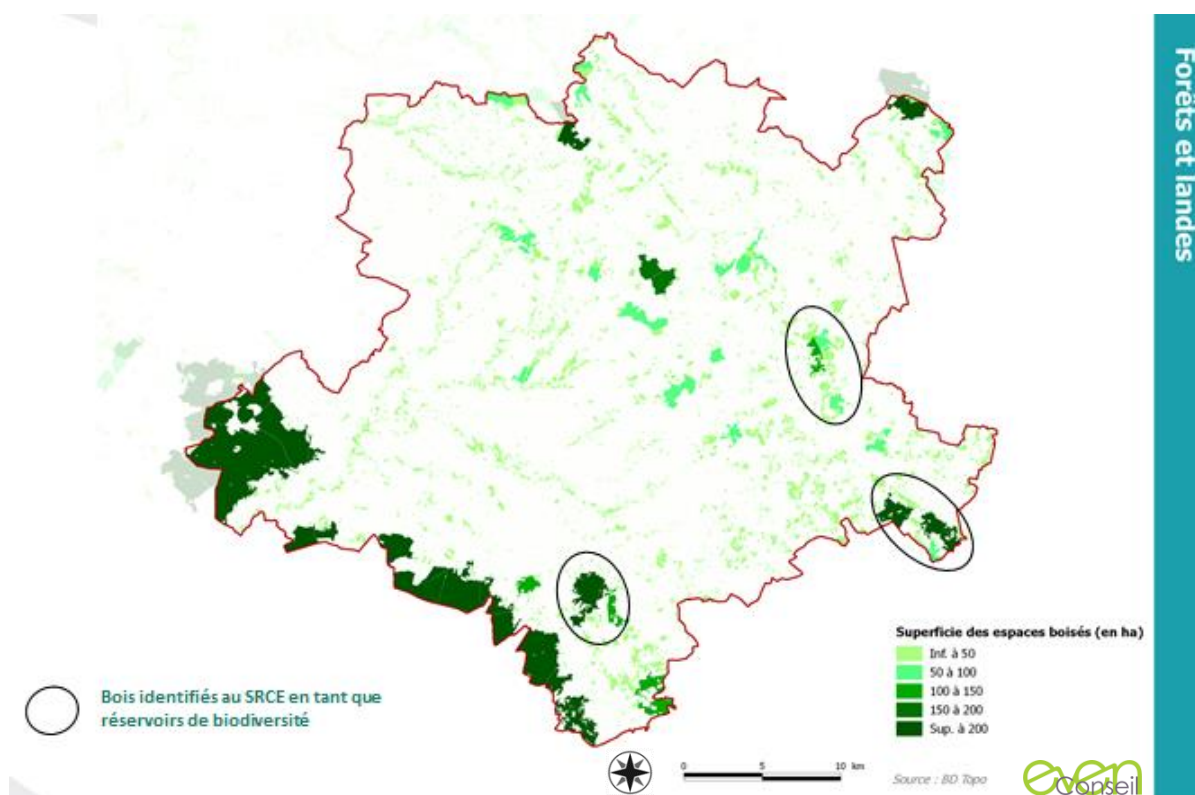


Figure 34 : superficie des espaces boisés : propositions de réservoirs

Sous-trame Plaines ouvertes

Les réservoirs de biodiversité suivants ont été retenus :

- > Le camp militaire d'Avon (ZNIEFF de type 1) ;
- > Les espaces de plaines en ZNIEFF de type 2 : Plaine de Niort Sud-Est, Plaine de Brioux et de Chef-Boutonne et Plaine de la Mothe-Saint-Héray et Lezay ;
- > Les espaces de plaines en Natura 2000 (ZPS) : Plaine de Niort Sud-Est et Plaine de la Mothe St Héray-Lezay ;

La carte suivante reprend les éléments cités précédemment.

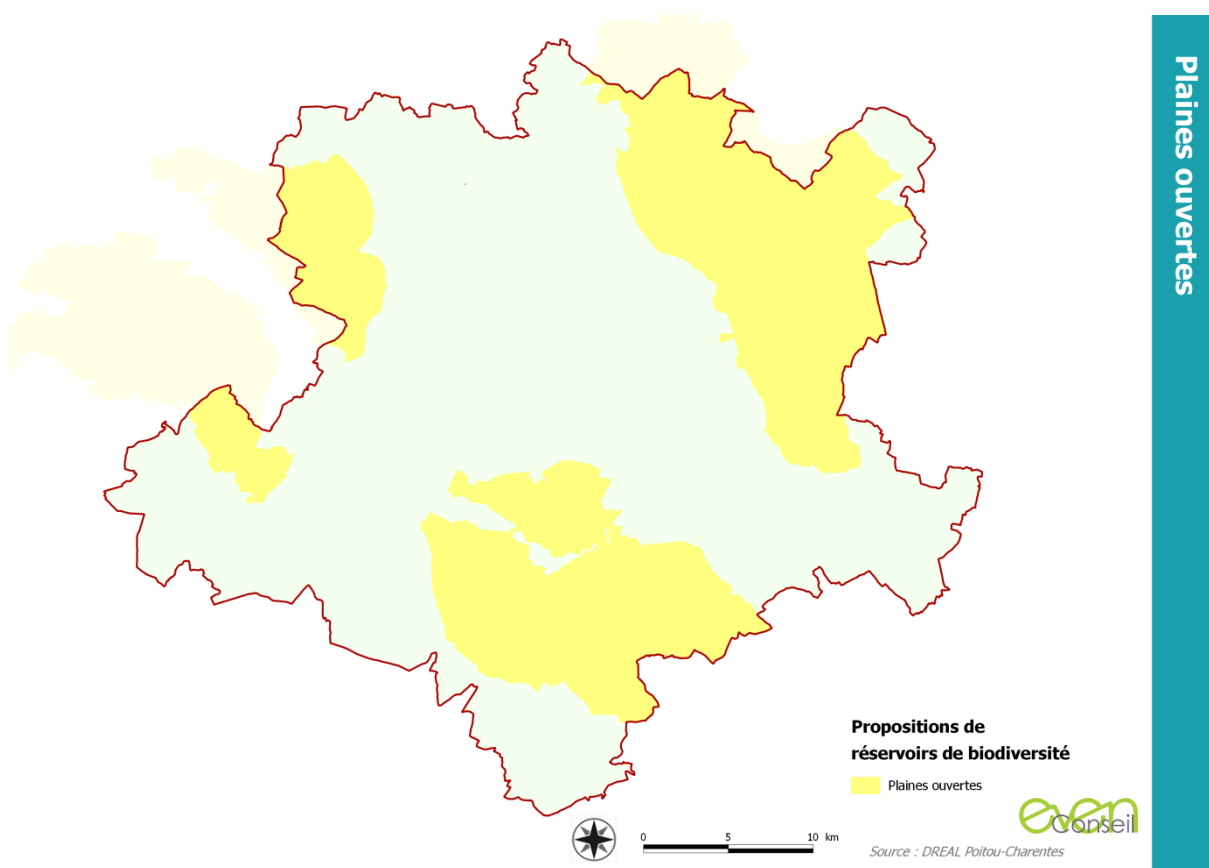


Figure 35 : Les plaines ouvertes : propositions de réservoirs de biodiversité

Sous-trame Pelouses sèches calcicoles

Les réservoirs de biodiversité suivants ont été retenus :

- > Le bois d'Availles et de la Villedieu, le camp militaire d'Avon et le Cote Belet et chaumes de Gandome (ZNIEFF de type 1) ;
- > Les espaces de plaines en ZNIEFF de type 2 : Plaine de Niort Sud-Est et Plaine de la Mothe-Saint-Héray et Lezay ;
- > Les Chaumes d'Avon (Natura 2000 (ZSC)) ;
- > Les pelouses à potentiel fort issue des données du Conservatoire Botanique National Sud-Atlantique et de l'Observatoire Régional de l'Environnement.

La carte suivante reprend les éléments cités précédemment.

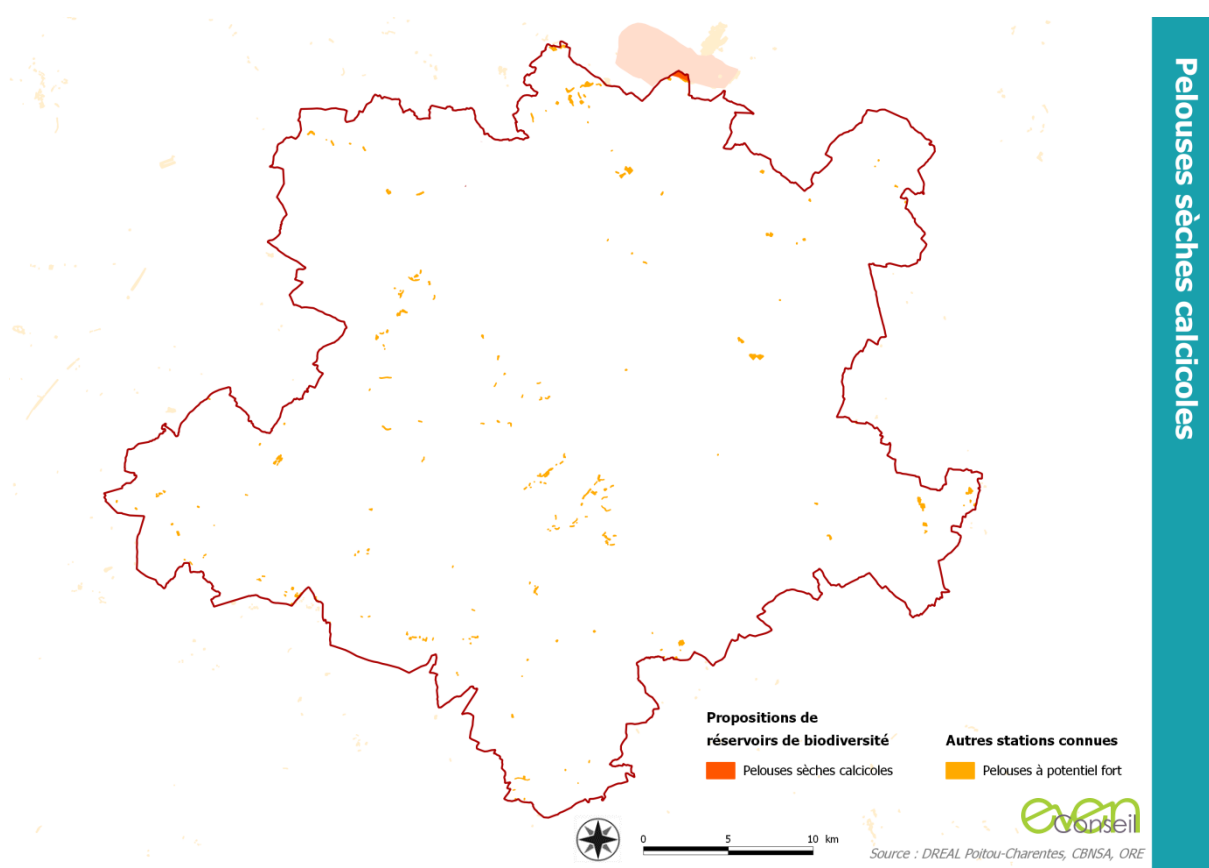


Figure 36 : Les pelouses sèches calcicoles, potentiels réservoirs de biodiversité

Sous-trame Zones humides et cours d'eau

Les réservoirs de biodiversité suivants ont été retenus :

- Les ZNIEFF de type 1 : prairies de Lezay, les roselières des Aiffres, De Chevais aux Rivières, les près de Thomas et de Villemanan, le communal de Périgné, le communal des Bouasses, le camp mimitaire d'Avon, la prairie motaise, le cote Belet et chaumes de Gandome ;
- La vallée de la Boutonne en ZNIEFF de type 2 ;
- La vallée de la Boutonne en Natura 2000 (ZSC).

Concernant la trame des cours d'eau, les acteurs locaux ont souhaité faire figurer l'ensemble du réseau hydrographique dans la trame verte et bleue. Aucune distinction ne sera donc faite entre les cours d'eau.

La carte suivante reprend les éléments cités précédemment.

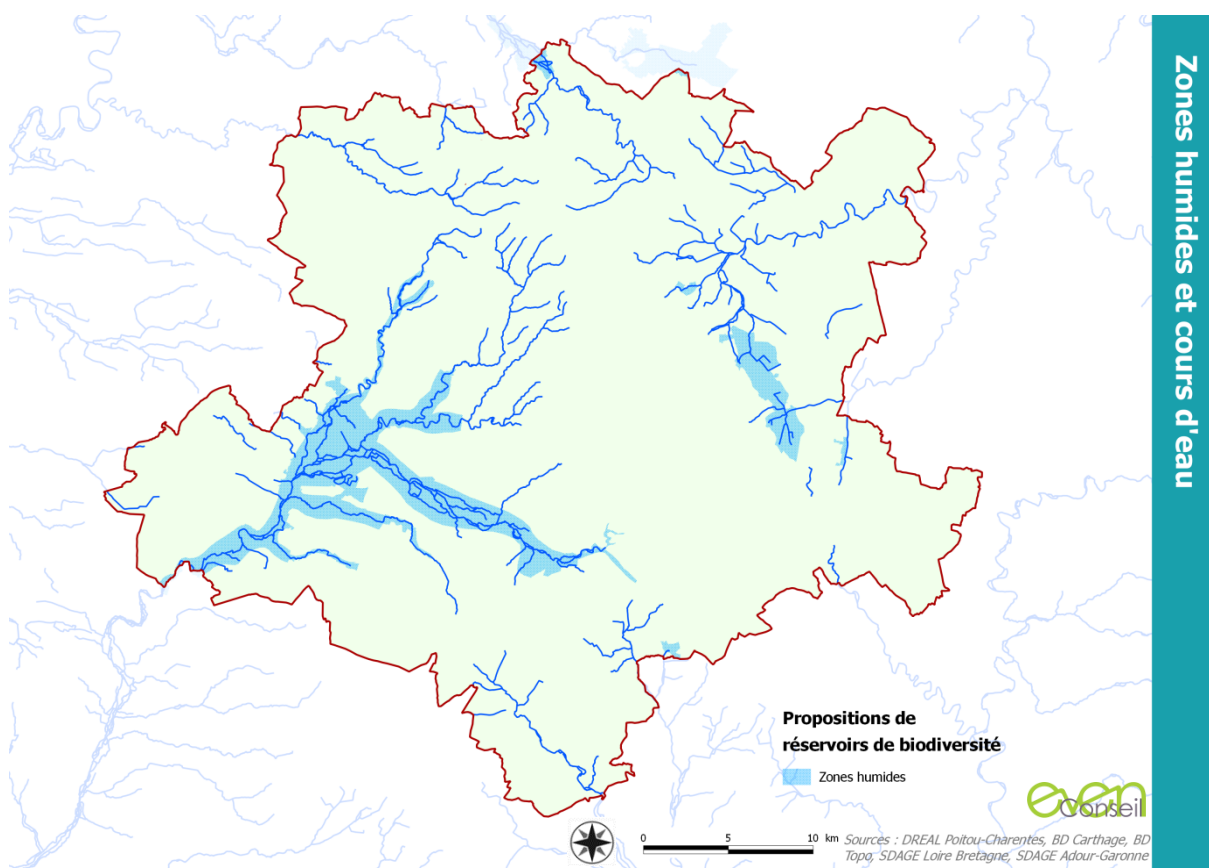


Figure 37 : Zones humides et cours d'eau, propositions de réservoirs de biodiversité

Sous-trame Systèmes bocagers

Cette sous-trame présente des habitats linéaires, répartis de manière diffuse. Il semble donc plus pertinent de croiser la présence d'un réseau bocager dense et préservé aux autres types de milieux tels que :

- La présence de prairies permanentes, donnée issue du Registre Parcellaire Graphique (RPG) 2012 ;
- La présence de réseaux de mares : donnée issue d'une étude de terrain réalisée par Deux-Sèvres Nature Environnement en 2012 ;
- La présence de vallées, ...

Certains secteurs sont ainsi mis en évidence :

- La vallée de la Boutonne,
- Les Terres Rouges,
- Les vallées de la Sèvre Niortaise et de la Dive.

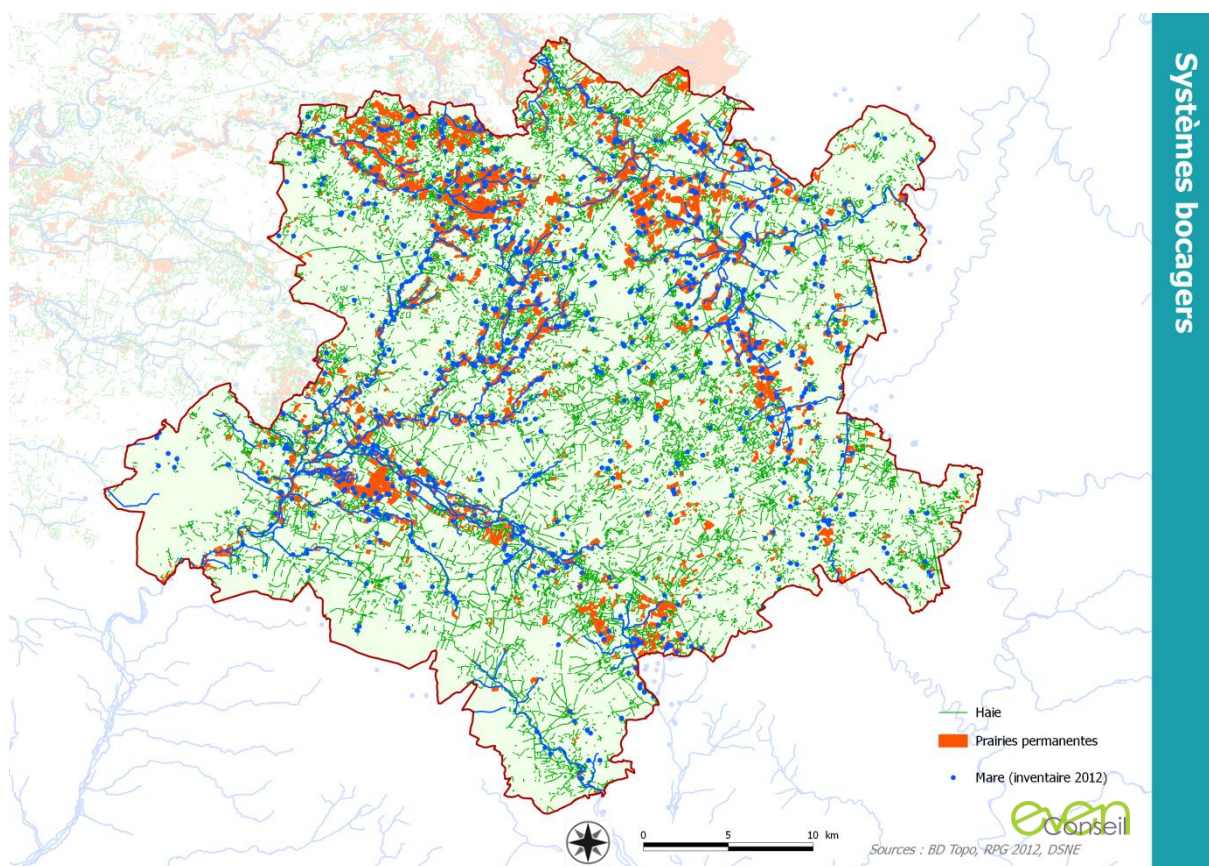


Figure 38 : sous trame des systèmes bocagers

Prise en compte des éléments de nature ordinaire

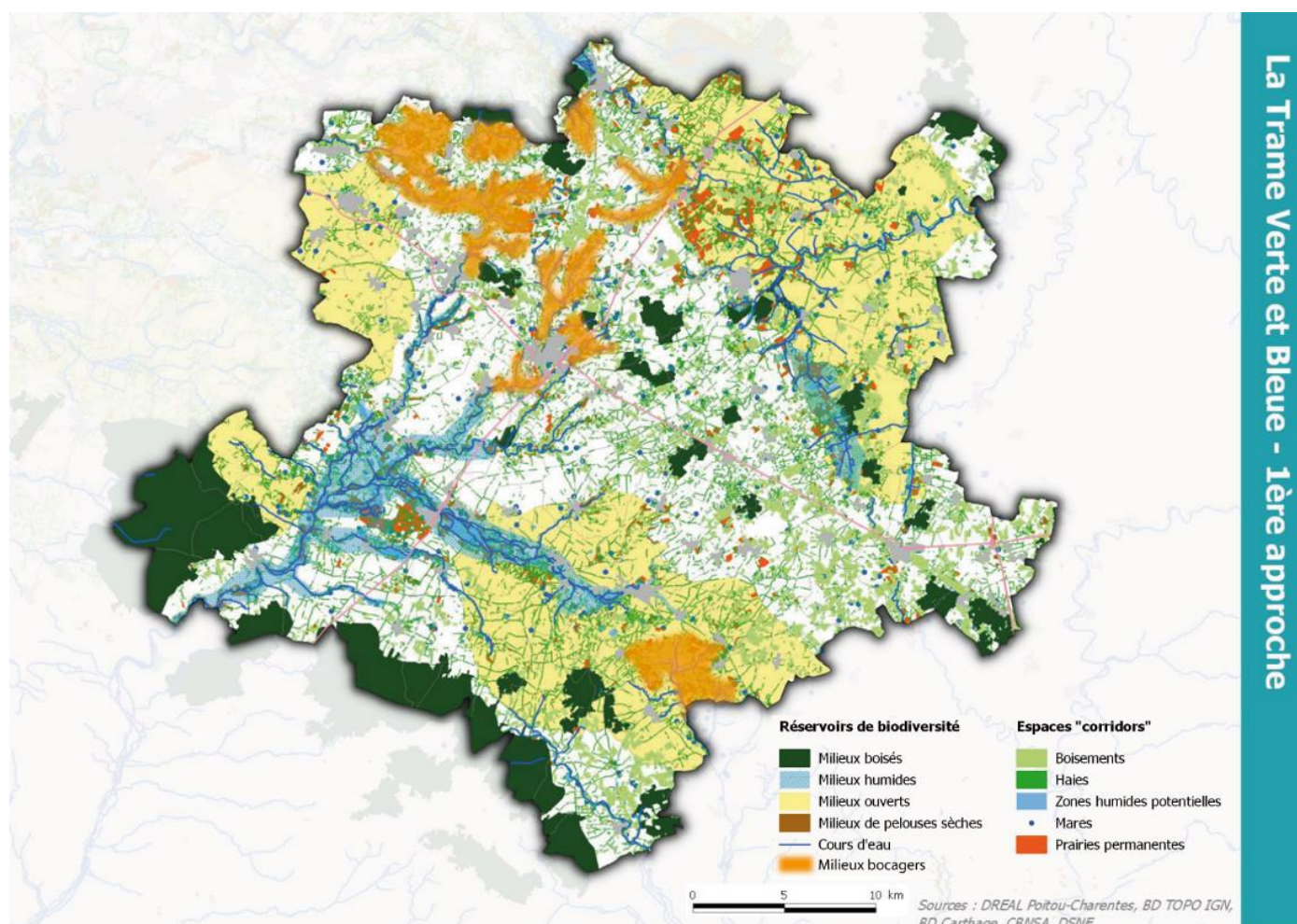
Lors du 1^{er} atelier Trame Verte et Bleue en groupe de travail, les participants ont mis en avant l'importance des secteurs dans lesquels s'accumulent les éléments naturels ordinaires tels que les haies, les mares et les prairies. Ce complexe d'habitats représente un vrai refuge pour une faune et une flore nombreuse.

Ces données ont ainsi été croisées afin de mettre en évidence les zones « d'accumulation » de nature ordinaire considérées comme réservoirs de biodiversité dans les secteurs les plus denses. Ces réservoirs apparaissent sur la cartographie page suivante (en orange).

Définition

La nature ordinaire est ce vaste espace qui s'étend des portes des villes à celles des espaces protégés. Il y a plusieurs façons de la caractériser : c'est de là que nous tirons nos ressources issues du monde vivant (agriculture, forêts et océans exploités) ; c'est aussi un espace où la nature et l'Homme cohabitent, qui n'est ni dédié à l'Homme comme l'est la ville où la nature n'est que tolérée, ni inversement un espace dédié à la Nature où l'Homme ne serait que toléré. »

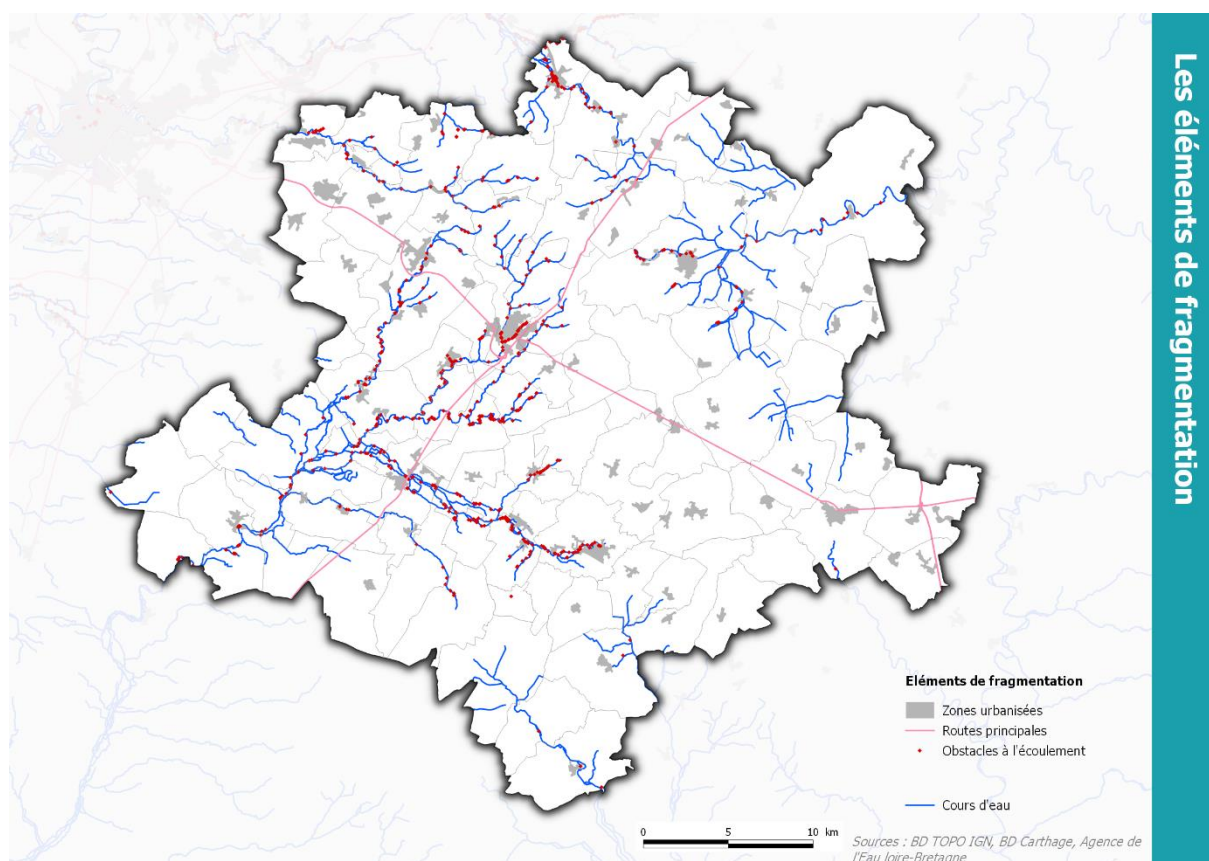
Définition proposée par Romain Juilliard, maître de conférences, membre du Museum National d'Histoire Naturelle et responsable du programme de science participative Vigie Nature.



Etape 5 : identification des éléments de fragmentation potentiels

La connectivité de la Trame Verte et Bleue peut être compromise par la présence d'éléments fragmentant tels que :

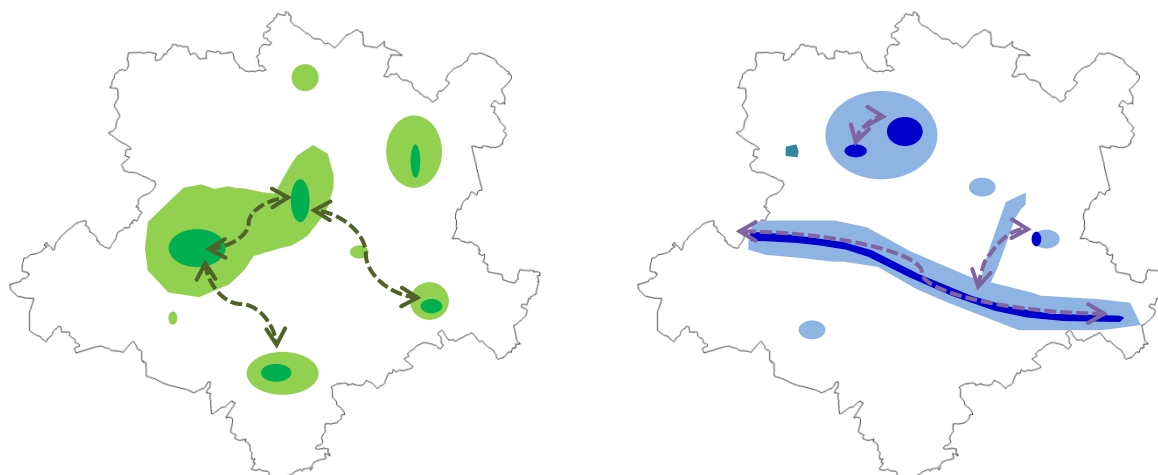
- > les zones urbanisées,
- > le réseau routier,
- > les obstacles à l'écoulement de l'eau (ouvrages hydrauliques),



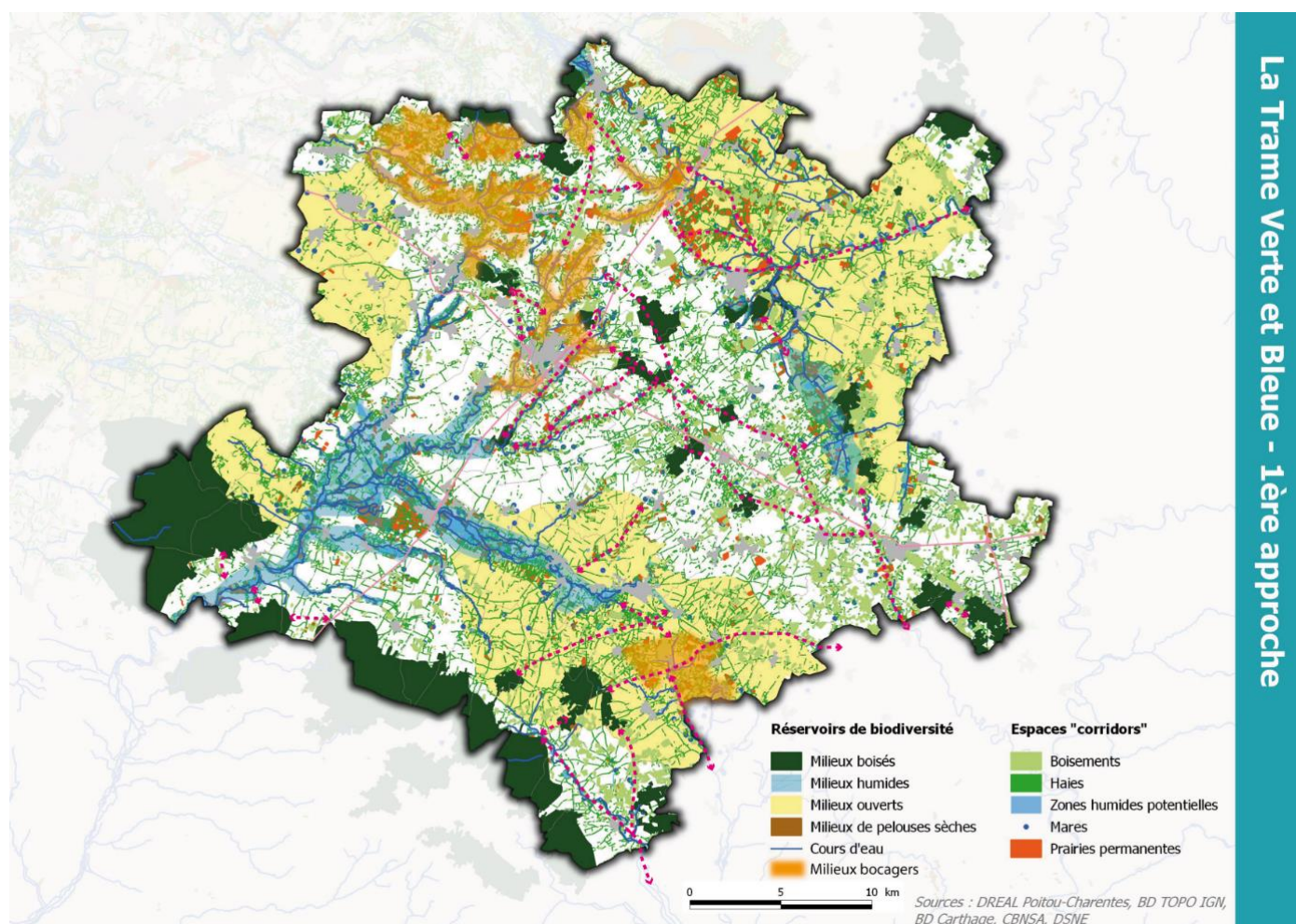
Etape 6 : mise en évidence des corridors écologiques

Constitués par les différents milieux de chaque sous-trame, les corridors écologiques permettent de relier les réservoirs de biodiversité entre eux.

Ces couloirs de déplacements peuvent être déterminés selon différentes méthodes. Ainsi, une interprétation visuelle de la photographie aérienne peut permettre d'identifier des corridors liés à la présence d'un système bocager, de boisements ou encore de prairies.



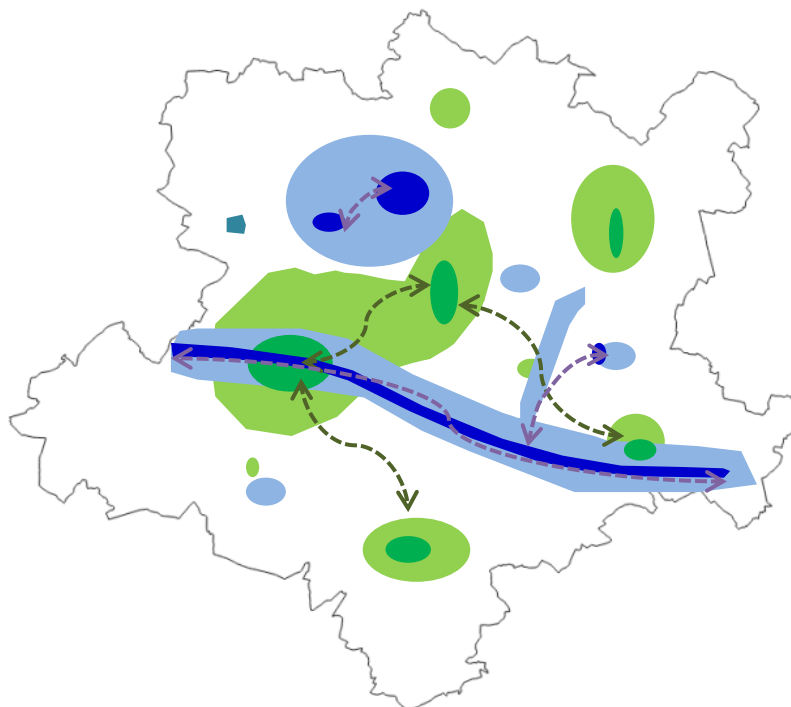
**Les corridors sont représentés ici par des flèches.*

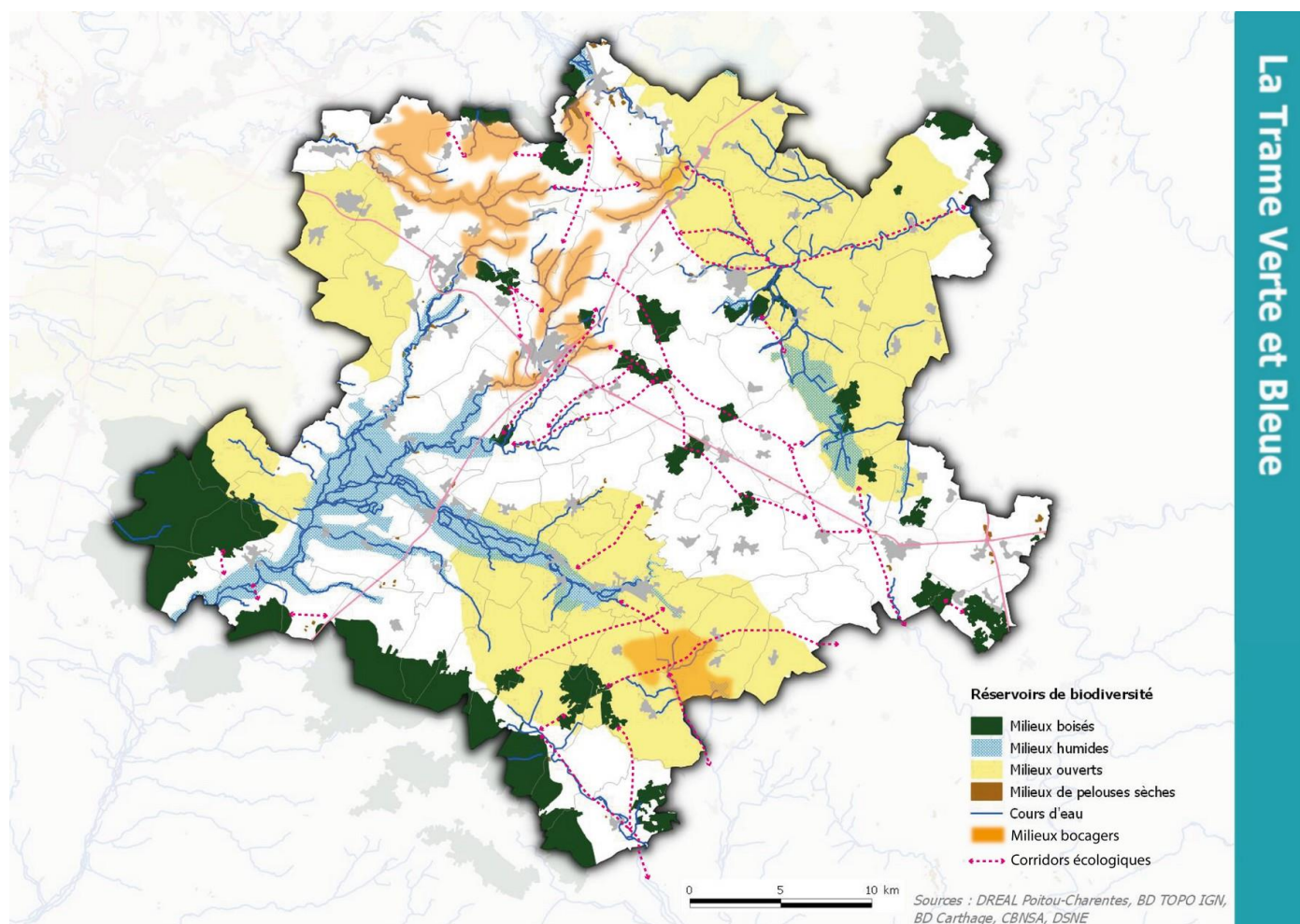


Les **éléments naturels** appelés « **espaces corridors** » représentés par les flèches en pointillés rouges sur la carte ci-avant permettent d'identifier les corridors écologiques les plus favorables.

Etape 7 : mise en évidence du réseau écologique

Les étapes précédentes ont permis la mise en évidence des éléments constitutifs de la trame verte et bleue : les réservoirs de biodiversité et les corridors écologiques. Le réseau écologique du territoire est ainsi obtenu par l'assemblage des sous-trames.





Ce qu'il faut retenir :

Afin de prendre en compte la diversité des milieux et des espèces, la réflexion sur la Trame verte et bleue est réalisée par sous-trame. Une sous-trame correspond à l'ensemble des éléments du paysage structurant les déplacements d'un groupe écologique donné.

Les 5 sous-trames retenues pour le Mellois en Poitou sont définies en cohérence avec le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durables et d'Égalité des Territoires (SRADDET) (ayant lui-même intégré les éléments du Schéma Régional de Cohérence Ecologique Poitou-Charentes): forêt et landes, plaines ouvertes, pelouses sèches calcicoles, milieux aquatiques et humides et systèmes bocagers.

Pour chaque sous-trame il s'agit d'identifier les réservoirs de biodiversité, qui correspondent aux zones les plus riches en termes de biodiversité, et les corridors qui sont les voies de déplacement préférentielles de la faune et de la flore entre les réservoirs.

Atouts

- > Des espaces naturels reconnus pour leur intérêt et leur valeur écologique.
- > Une mosaïque d'habitats : forêts, plaines, zones humides, pelouses calcicoles, bocages
- > Des systèmes de plaines ouvertes accueillant une avifaune importante et remarquable
- > De nombreuses vallées offrant des continuités écologiques naturelles

Faiblesses

- > Une évolution de l'activité agricole qui se fait au détriment des pratiques d'élevage et conduit à la disparition progressive du complexe bocager (réseau de haies, prairies, mares...)
- > Une connaissance très lacunaire des zones humides, par conséquent insuffisamment protégées dans les documents d'urbanisme
- > Des boisements souvent fragmentés par les infrastructures de transport
- > Des habitats naturels localement menacés par la déprise agricole (embroussaillage notamment), en particulier les pelouses calcicoles

Enjeux


La préservation et la gestion des milieux naturels remarquables par :

- > Entretien des espaces de plaines ouvertes et maintien d'une mosaïque de milieux
- > Protection des stations de pelouses sèches calcicoles
- > Amélioration de la connaissance des zones humides (inventaires locaux) afin d'assurer leur protection et leur prise en compte dans les choix d'urbanisme
- > Préservation des continuités écologiques entre les entités boisées en favorisant l'agroforesterie (maintien de haies, bosquets...)
- > Entretien des espaces d'association haies/prairies/mares en lien avec le maintien des activités d'élevage extensif et la sensibilisation aux nombreuses fonctions environnementales du bocage

La préservation des continuités écologiques pour l'ensemble des habitats et des espèces concernés

- > Maintien d'espaces naturels au sein des espaces urbanisés (trame verte urbaine)
- > Utilisation de la nature ordinaire par une valorisation touristique respectueuse des milieux

DES ESPACES NATURELS PORTEURS D'UNE GRANDE RICHESSE GLOBALEMENT BIEN PRESERVES MAIS VULNERABLES

 Des plaines agricoles ouvertes qui accueillent une biodiversité riche d'oiseaux de plaine mais une intensification des pratiques agricoles qui entraîne une réduction des populations


 ENIEU : Maintien d'une mosaïque de milieux ouverts (cultures, prairies riches en insectes...)

 Un réseau de zones humides associé à des cours d'eau porteurs d'une richesse biologique

 ENIEU : Lutter contre les pollutions diffuses et améliorer la connaissance des zones humides

 Des zones bocagères denses souvent liées au réseau hydrographique aux multiples fonctions écologiques et paysagères

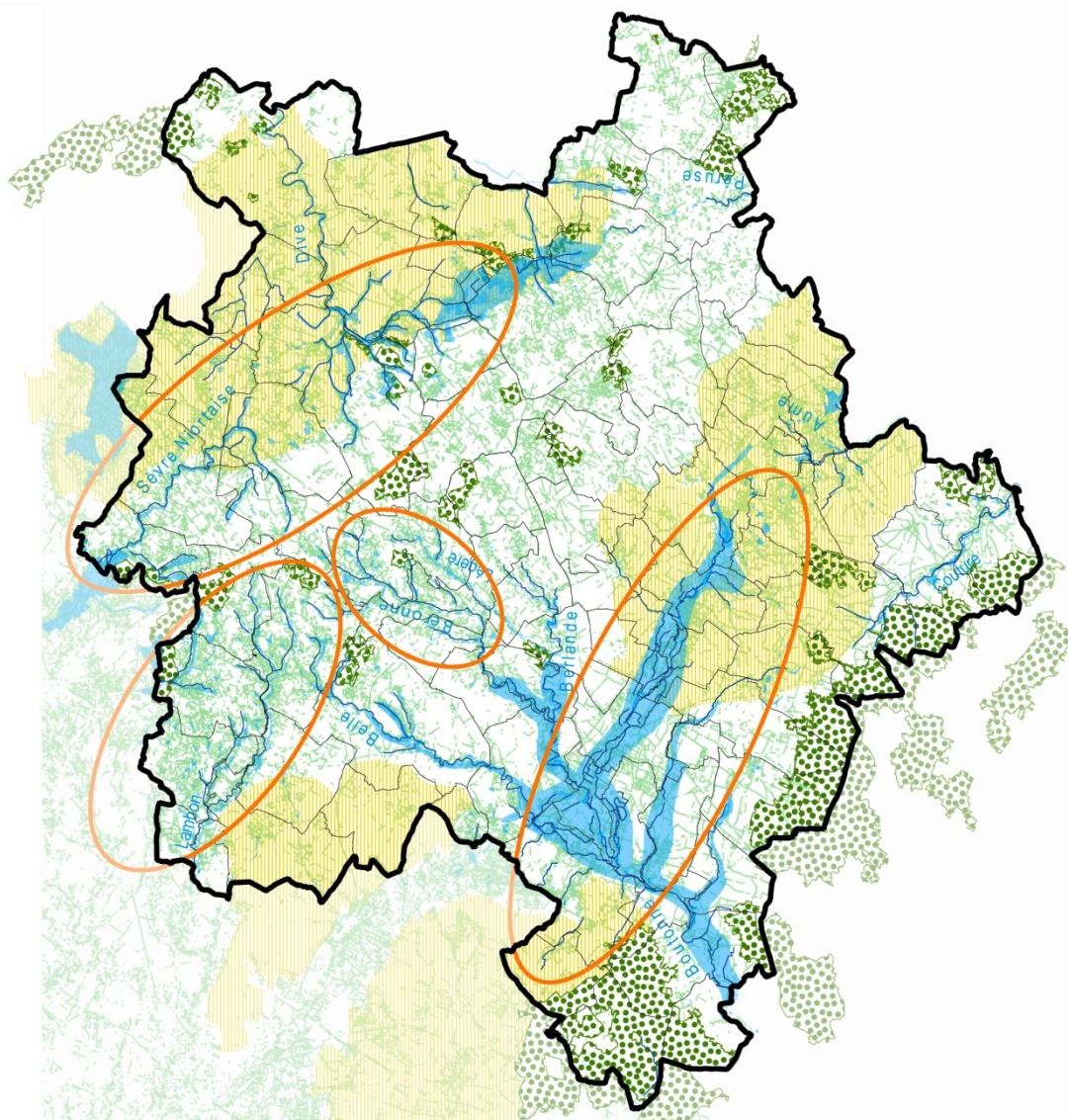
 ENIEU : Préserver les espaces d'association haies/prairies/mares par le soutien d'une activité d'élevage extensif

 Une ceinture boisée continue, vestige de la Sylve d'Argenson et une continuité centrale de boisements épars encore connectés par le réseau de haies

 ENIEU : Préserver les continuités écologiques arborées (maintien des bosquets, agroforesterie...)

 Concentration de milieux naturels de grande richesse

 ENIEU : Limiter les impacts du développement urbain dans ces secteurs prioritaires



0 5 10 km



Source : DREAL, SDAGE Adour-Garonne, SDAGE Loire-Bretagne, BD Carthage, BD Topo



4. Les choix énergétiques

4.1 Une stratégie énergie-climat globale à décliner dans le SCoT

Sources : Conseil Général 79, ADEME Poitou-Charentes, Conseil Régional Poitou-Charentes, ANAH, Mellois en Poitou, ex-Communauté de Communes du Cœur du Poitou

Des objectifs nationaux et internationaux à prendre en compte

Zoom

> Des orientations internationales

Le protocole de Kyoto (2005) : signé et ratifié par la France, il s'agit de réduire les émissions de GES au niveau mondial pour atteindre un niveau inférieur aux émissions de 1990.

Le facteur 4 (loi de juillet 2005) : traduction française du protocole de Kyoto, un objectif de réduction par 4 des émissions de GES d'ici 2050.

Le paquet énergie-climat : accord européen de 2008 qui fixe l'objectif des 3 fois 20 % pour 2020 (efficacité énergétique, réduction des GES, énergies renouvelables). Pour la France, un objectif de -14% des GES.

> Des orientations nationales

Les lois Grenelle I et II de l'Environnement imposent notamment de :

- Réduire de 20% les émissions de GES
- Améliorer de 20% l'efficacité énergétique
- Porter la part d'énergie renouvelable à 23% de la consommation d'énergie finale
- Facteur 4 à l'horizon 2030
- > Le Plan Bâtiment Grenelle prévoit une reconversion énergétique de l'existant :
- > Engager des rénovations thermiques sur les bâtiments d'états et établissements publics avant fin 2012 (-40% de conso d'ici 2020)
- > Réaliser la rénovation énergétique de 800 000 logements sociaux d'ici 2020
- > Rénover 400 000 logements par an à compter de 2013
- > Imposer la RT 2012 aux constructions neuves (consommation de 50 kWh/m²/an en moyenne) puis à la RT 2020 (bâtiments à énergie positive, c'est-à-dire qui produit plus d'énergie qu'il n'en consomme).

Des ambitions portées par la Région

• Le SRCAE Poitou-Charentes

Le cadre du SRCAE a été défini par la loi du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement. Le SRCAE fait l'objet d'une élaboration sous la double autorité du Préfet de Région et du Président du Conseil régional.

L'objectif de ce schéma est de définir des orientations régionales à l'horizon de 2020 et 2050 en matière de lutte contre la pollution atmosphérique, de maîtrise de la demande énergétique, de développement des énergies renouvelables, de réduction des émissions de gaz à effet de serre et d'adaptation aux changements climatiques. Ces orientations serviront de cadre stratégique pour les collectivités territoriales et devront faciliter et renforcer la cohérence régionale des actions engagées par ces collectivités territoriales.

Le SRCAE Poitou-Charentes a été approuvé le 17 juin 2013. Il présente les potentiels, objectifs et orientations en matière de :

- Efficacité et maîtrise énergétique
- Réduction des émissions de Gaz à Effet de Serre
- Développement des énergies renouvelables
- Prévention et réduction de la pollution atmosphérique
- Adaptation au changement climatique
- Recommandations concernant l'information du public

La région Poitou-Charentes s'est dotée d'une stratégie environnementale ambitieuse, dans le domaine des énergies renouvelables, de l'eau, de la biodiversité, des paysages...

Depuis 2004, la région a développé de nombreuses initiatives et projets pour tendre vers la maîtrise de l'énergie et la production d'énergies renouvelables, ses objectifs principaux dans ce domaine. Parmi ces réalisations, on peut citer l'aide à l'efficacité énergétique des bâtiments, l'aide pour l'investissement dans les énergies renouvelables (plan photovoltaïque notamment), le développement des transports en commun, le lancement d'un appel à projets pour les véhicules électriques, l'aide à la recherche...

Ces actions ont permis d'éviter l'émission de 235 000 tonnes équivalent CO2 (teq CO2) dans l'atmosphère en 2009, avec l'objectif, à l'horizon 2020, de réduire les émissions de GES de 30%. Un deuxième objectif de la région est, à terme, d'atteindre 25% de production d'origine renouvelable dans la consommation d'énergie finale.

Zoom : Les Gaz à Effet de Serre

On appelle GES (Gaz à Effet de Serre) les composants gazeux émis par les activités anthropiques ou par la surface terrestre, et dont la trop forte concentration dans l'atmosphère contribue au phénomène de réchauffement climatique. Les principaux GES sont le dioxyde de carbone CO₂, le méthane CH₄ et l'ozone O₃. Afin de pouvoir comparer les effets de ces différents gaz sur le réchauffement climatique, une unité a été définie pour chiffrer leurs émissions : la tonne équivalent CO₂. Elle correspond à la masse de CO₂ équivalente correspondant à l'effet engendré par un composant gazeux sur l'atmosphère.

Une politique territoriale locale, engagée et dynamique

- **Des Programmes d'intérêts Généraux**

Contexte et Programme d'Intérêt Général des Deux-Sèvres

Le Département des Deux-Sèvres comptabilise un nombre important de propriétaires/occupants très modestes et un nombre important de logements de mauvaise qualité et énergivores. Le coût des énergies ne cessant de croître, le phénomène de la précarité énergétique ne peut qu'empirer. Le règlement des impayés d'énergie et le tarif social de l'électricité et du gaz sont des traitements ponctuels, indispensables mais qui n'enrayent pas durablement le phénomène de la précarité énergétique.

Le département des Deux-Sèvres a ainsi mis en place un Programme d'Intérêt Général (PIG) visant à lutter contre la précarité énergétique et à promouvoir les actions favorisant le maintien des personnes dans un habitat digne, économe et adapté à la perte d'autonomie. Il concerne les ménages correspondant à la catégorie des propriétaires aux revenus très modestes définie par l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH).

Des objectifs qualitatifs et quantitatifs ont été fixés. En 2013, 320 familles ont pu bénéficier des aides pour 140 prévues à l'origine.

Le Programme d'Intérêt Général de l'ex-Communauté de Communes du Cœur du Poitou (2012-2015)

En signant un programme d'intérêt général avec l'Agence Nationale pour l'Amélioration de l'Habitat (Anah) et l'Etat, l'ex-Communauté de Communes du Cœur du Poitou s'est engagée dans une politique d'amélioration de l'habitat sur 3 objectifs :

- > La réalisation des travaux d'économie de l'énergie
- > La réhabilitation de l'habitat indigne
- > L'adaptation des logements

Ce Programme d'Intérêt Général (PIG) vise à accompagner les propriétaires souhaitant réaliser des travaux de rénovation énergétique dans leur logement, afin d'améliorer le confort thermique du logement, ou réhabiliter un habitat dégradé. En 2012, lors de sa première année d'exécution, 756 150 € ont été mobilisés pour 3 ans à cet effet pour un montant de travaux estimé à plus de 3 Millions €.

Depuis la fin de l'année 2014, aucun nouveau dossier ne peut être déposé auprès de la Communauté de Communes mais les derniers dossiers d'attribution des aides sont encore traités en 2015. Le PIG se terminera donc dans l'année. Une opération pilotée par le Conseil Général prendra le relais dans l'attribution d'aides.

Par ailleurs, certaines communes du Mellois en Poitou ont établi une convention avec l'ANAH dans le cadre du **programme Habiter Mieux** permettant d'accompagner financièrement les habitants éligibles au programme, dans la réalisation de travaux de rénovation énergétique.

Des programmes ambitieux sur le Mellois en Poitou

La prise en compte des problématiques liées aux émissions de gaz à effet et à l'énergie par le Mellois en Poitou n'est pas nouvelle. Ce sont des composantes que l'on retrouve dans la contractualisation du territoire avec la Région Poitou-Charentes (Contrat Régional de Développement Durable 2007-2013, puis 2014-2016) et avec l'Europe (programme LEADER 2007-2013). D'ailleurs, le prochain programme LEADER 2014-2020, introduit la notion de transition énergétique dans ses critères d'éligibilité au financement européen.

Ces programmes et dispositifs permettent à la Communauté de Communes de financer une ingénierie spécifique de gestion de projets pour accompagner les communes, communautés de communes et certains acteurs privés dans leurs actions en faveur de la réduction des GES et relatives à l'énergie (réduction des consommations, production). En effet, le Syndicat Mixte n'a pas vocation à réaliser ces investissements.

Hors contractualisation, d'autres financements de l'Etat (Dotation d'équipement des territoires ruraux – DETR), de l'ADEME, de la Région (politiques sectorielles et Fonds Régional d'Excellence Environnementale – FREE), du Conseil Général des Deux-Sèvres (politique d'appui aux territoires) sont mobilisables pour de tels projets.

Ainsi, on pourra citer quelques projets significatifs sur le territoire, menés aussi bien par des acteurs publics que privés :

- > mise en œuvre d'un Contrat Local Initiative Climat par le Syndicat Mixte du Mellois en Poitou
- > construction d'ateliers-relais en éco-matériaux par trois ex-communautés de communes
- > implantations de plusieurs chaufferies collectives au bois
- > achat de véhicules de service électriques par certaines communes
- > installation de parcs photovoltaïques sur des bâtiments publics
- > construction de bâtiments expérimentaux pour l'étude d'éco-matériaux (chanvre, paille, brique de terre crue)
- > construction d'ateliers de transformation alimentaire par plusieurs agriculteurs
- > obtention de l'éco-label européen suite à des campagnes de travaux par plusieurs hébergements touristiques

La structuration actuelle du Mellois en Poitou fait que ces projets s'inscrivent dans une politique volontariste globale, mais restent basés sur le volontariat des acteurs et les opportunités (nouveaux besoins, remplacement de matériel, financements disponibles), ce qui crée une répartition inégale de ces projets au niveau du territoire.

Zoom sur une action spécifique : Le Contrat Local Initiatives Climat

En 2008, le Syndicat Mixte du Mellois en Poitou s'est engagé dans un Contrat Local Initiatives Climat (CLIC 1 – 2008-2011), en partenariat avec l'Ademe et la Région Poitou-Charentes, reconduit en 2011 (CLIC 2 – 2011-2014). Cette démarche a permis de soutenir et de renforcer sa politique environnementale et de participer localement aux objectifs de réduction de gaz à effet de serre.

Les objectifs du Contrat Local Initiatives Climat (CLIC 1 et CLIC 2) :

- Respecter le Protocole de Kyoto à l'échelle du territoire
- Créer une dynamique globale des acteurs du territoire pour la réduction des Gaz à Effet de Serre
- Développer l'exemplarité des collectivités locales
- Offrir de nouvelles opportunités de développement aux filières économiques locales, dans une démarche de développement territorial durable.

Le CLIC 2 (2011-2014) a permis l'émergence de 34 actions – réalisées ou en cours de réalisation – dans les secteurs résidentiel, transport, agricole, déchet et tertiaire (les ambassadeurs de l'énergie, ClimAgri®, l'éco-mobilité...).

En 2011, le territoire s'était fixé un objectif global de réduction des émissions de gaz à effet de serre de 8,5 % (par rapport à l'année de référence 2005), soit 43 150 teq CO². Au 31 août 2014, 68 % de cet objectif a été atteint, avec 29 480 teq CO² évitées² sur le territoire du Mellois en Poitou. Cela est principalement dû au développement des énergies renouvelables et à la réalisation d'actions de sensibilisation, mise en place via une démarche participative.

La force de cette approche doit beaucoup à la mutualisation de projets, qui a permis l'acquisition de nouvelles méthodes de travail et a produit un effet « tâche d'huile » sur d'autres territoires. Le CLIC du Mellois en Poitou a pris fin le 31 août 2014, mais la démarche de développement durable ne se termine pas sur le territoire, d'autres actions viendront alimenter la suite à donner à ce dispositif (le gaspillage alimentaire, l'électromobilité...).

Pour le Mellois en Poitou, la fin du CLIC a donné lieu à des bilans, des fiches bonnes pratiques consultables en ligne. La méthodologie de certaines actions est destinée à être reproduite par d'autres territoires.

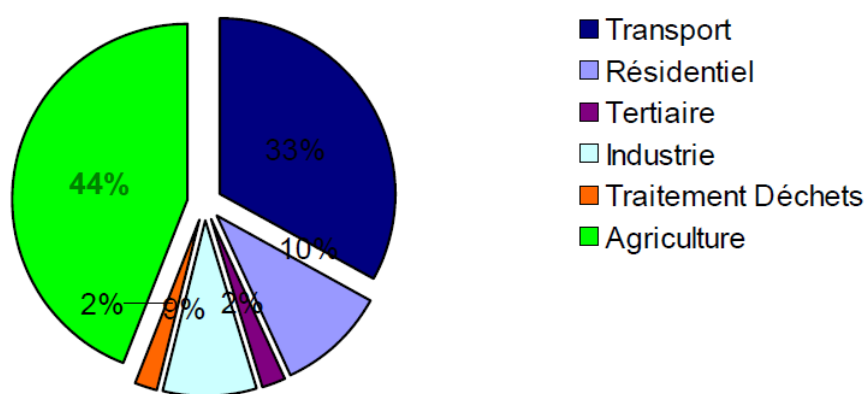
² 28 actions quantifiables ont été renseignées dans un logiciel intitulé "Climarecord" créé par l'AREC (Agence Régionale d'Evaluation Environnement et Climat). Chaque action est associée à des indicateurs permettant d'établir un suivi et de mesurer ses impacts en termes de Teq CO².

4.2 Le profil énergétique du Mellois et sa politique de maîtrise de l'énergie

Sources : Conseil Général 79, Conseil Régional Poitou-Charentes, ADEME Poitou-Charentes, AREC Poitou-Charentes, ANAH, Mellois en Poitou.

Les consommations d'énergie et émissions de GES : les transports et le résidentiel pour cible

Un pré-diagnostic réalisé sur le Mellois en 2005, et repris dans le cadre de la démarche Clim'Agri, a permis de connaître les postes émetteurs de Gaz à Effet de Serre (GES). Le profil du Mellois est sensiblement similaire à celui de la région Poitou-Charentes avec néanmoins une part plus importante d'émissions attribuée au secteur agricole, qu'au secteur tertiaire.



Bâtiment et précarité énergétique

Zoom technique

La précarité énergétique a été définie et inscrite dans la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 (Grenelle II), qui modifie la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement. La précarité énergétique dans le logement résulte de la combinaison de trois facteurs principaux : la faiblesse des revenus du ménage, la mauvaise qualité thermique du logement et le coût de l'énergie.

Un taux d'effort énergétique correspond à la part du revenu disponible consacrée par un ménage à ses dépenses d'énergie pour un usage domestique. Un taux supérieur à 10 % est communément retenu pour identifier les ménages en situation de précarité énergétique.

• Le secteur résidentiel

Le secteur résidentiel du Mellois en Poitou contribue pour 10 % aux consommations énergétiques et aux émissions de GES (données 2005). Une démarche d'efficacité énergétique dans l'habitat a été mise en œuvre dans le cadre du CLIC, elle a pour but d'accompagner les particuliers dans leur projet de rénovation énergétique, pour une réduction de 10 % des émissions de GES sur le territoire, d'ici la fin de l'année (année de référence 2005). Cette démarche comprend 3 phases : la sensibilisation chez les particuliers, le conseil par l'Espace Info Énergie et la réalisation des travaux par des entreprises locales.

Une étude réalisée par l'AREC (Agence Régionale d'Évaluation Environnement et Climat) en 2012 montre qu'en Région Poitou-Charentes, 15% des ménages, soit 113 000 foyers seraient exposés à la précarité énergétique, c'est à dire qu'ils dépensent plus de 10% de leur revenu disponible pour la facture énergétique de leur logement. Dans le département des Deux-Sèvres, 23 000 ménages seraient concernés. Cela est dû au faible revenu des ménages, inférieurs aux moyennes nationales et régionales, mais également à l'état des logements, nécessitant des travaux de rénovation énergétique. Les ménages chauffés au fioul sont les plus exposés.

Le constat à l'échelle du département des Deux-Sèvres se confirme à l'échelle du Mellois en Poitou. Une enquête réalisée par l'AREC en 2008 a démontré que dans le Mellois en Poitou, 70 % des consommations énergétiques et 71 % des émissions de GES proviennent des secteurs transport et résidentiel. 63 % des logements sont antérieurs à 1975 et représentent 68,8 % des consommations énergétiques du secteur.

Le parc de logement dont on peut améliorer les performances énergétiques

Le parc du logement du Mellois en Poitou comprend une majorité d'habitats en moellon, avec une part importante de maisons isolées et de longères. Des zones pavillonnaires récentes se développent sur l'ensemble du territoire.

En ce qui concerne la répartition par type d'énergie de chauffage, le fioul (50%) est l'énergie la plus utilisée (un type d'énergie au prix abordable il y a une trentaine d'année, mais qui désormais est onéreux et pour lequel les équipements peuvent être énergivores), suivi par le bois (32%) qui est une ressource locale et dont le prix est abordable.

Avec au total 24 695 logements (INSEE, 2010), le parc de logement du Mellois en Poitou se compose de 20 267 résidences principales (82 % du parc), 2 236 résidences secondaires (9 %) et 2 192 logements vacants (9 %). Le parc de logements est composé à 55 % de logements construits avant 1949 et de 13 % de logements construits avant 1975, date de la première réglementation thermique. Par ailleurs, 94 % du parc est composé de maisons individuelles contre 6 % d'appartements.

Dans le cadre du Programme d'Intérêt Général (PIG) départemental et du PIG de l'ex-Communauté de Communes du Cœur du Poitou, des données sur la répartition par classe énergétique des logements du Mellois en Poitou concernés par le PIG ont pu être récoltées. Une étude énergétique a été réalisée dans 60 logements. Ces chiffres ne sont pas représentatifs de l'ensemble du parc, mais permettent tout de même d'obtenir quelques tendances sur les zones les plus vulnérables du territoire. **La majorité de ces logements (52%) se situe dans la classe énergétique D et 27% dans la classe E. Cela démontre que ce sont des logements ayant de réels besoins en termes de travaux de rénovation énergétique.**

Cette étude a été valorisée en 2013, lors de la réponse du Syndicat Mixte du Mellois en Poitou à l'appel à projet intitulé « Initiatives locales pour la rénovation énergétique », lancé par le Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie et par le Ministère de l'Egalité des Territoires et du Logement. Cette participation à l'appel à projet avait pour but de promouvoir la démarche des ambassadeurs de l'énergie du Mellois en Poitou

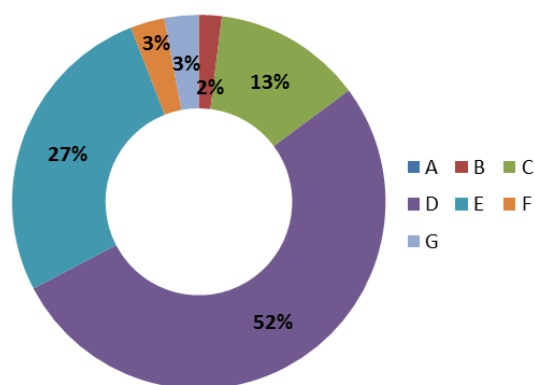


Figure 40 : Répartition des logements par classe énergétique

Extrait de l'appel à projet initiatives locales pour la rénovation énergétique du Mellois en Poitou de 2013

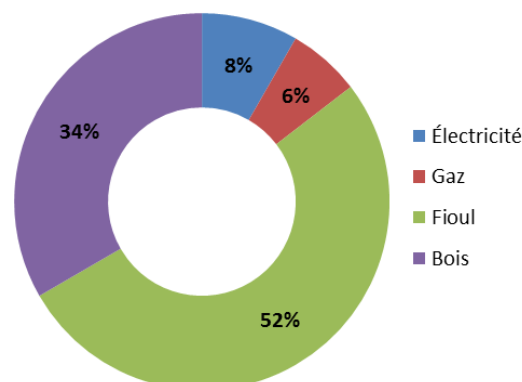


Figure 41 : Répartition des logements par type d'énergie

Extrait de l'appel à projet initiatives locales pour la rénovation énergétique du Mellois en Poitou de 2013

NB : Etude portant sur 60 logements de l'ex-Communauté de Communes Cœur du Poitou

Des objectifs d'amélioration en faveur de la performance énergétique des bâtiments

Il existe des objectifs quantitatifs de rénovation de logements dans le cadre des Programmes d'Intérêt Général (PIG) en vigueur sur le territoire. Cependant, il n'y a pas de critères particuliers en matière de type d'habitat ou de type de rénovation. **L'unique**

exigence est l'amélioration d'au moins 25% des performances énergétiques du logement. Ce niveau de performance est évalué lors de l'étude énergétique réalisée dans les logements (éligibles aux aides de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) lors de la demande d'aides financières).

7 798 ménages propriétaires occupants sont éligibles aux aides de l'Anah sur le Mellois en Poitou, dont 4 244 de la catégorie « très modeste » et 3 554 de la catégorie « modeste » (source : Anah79, avec prise en compte des plafonds Anah à compter de juin 2011). **En attente de chiffres actualisés**

Le profil type identifié est un foyer de personnes âgées, aux revenus ou rentes modestes, vivant souvent seules, dans des maisons individuelles rurales dont elles sont propriétaires, chauffées au fioul ou au bois et habitant une surface importante par rapport au nombre d'occupants.

Les ménages doivent par ailleurs conjuguer cette équation délicate avec la facture énergétique liée à la mobilité, qu'elle soit familiale ou, plus contraignante, liée aux déplacements domicile-travail.

Figure 42 : Tableau - Répartition des objectifs de rénovation en nombre de logements, 2013

	Nombre de logements rénovés	Part de maisons individuelles
CC Cœur du Poitou	50 en 3 ans	100 %
CC du Lezayen	20 / an	100 %
CC du Val de Boutonne	10 / an	100 %

(Source : Anah 79 - Extrait de l'appel à projet initiatives locales pour la rénovation énergétique du Mellois en Poitou de 2013)

Le tableau ci-dessous représente les objectifs de rénovation de logements pour les propriétaires occupants éligibles aux aides de l'Anah. Les chiffres ne concernent donc pas l'ensemble des logements du territoire.

L'ancienne Communauté de Communes du Lezayen a réalisé entre 2006 et 2011 une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Revitalisation Rurale (OPAHRR), visant à remédier aux situations de bâtis dégradés à travers une dynamique de réhabilitation et de production d'une offre de logements et de services répondant aux besoins de la population. Des aides communautaires de la Région, via le Mellois en Poitou, ont été accordées pour un montant de 97 263€. Le crédit de cette opération s'élevait à 310 000€ sur cinq ans. 224 dossiers ont été réalisés lors de cette OPAH : 175 dossiers pour des propriétaires occupants et 49 pour des propriétaires bailleurs.

Une démarche en faveur de l'efficacité énergétique de l'habitat : les « Ambassadeurs de l'énergie »

Dans le cadre de la démarche efficacité énergétique du Contrat Local Initiatives Climat du Mellois en Poitou, une action de sensibilisation et d'information sur les questions d'économie d'énergie a été engagée. L'enjeu de ce dispositif était d'aller au contact des

habitants « directement chez eux », afin de les sensibiliser aux notions de sobriété et d'efficacité énergétique, de les conseiller sur les actions de réduction des besoins énergétiques et de les orienter vers les dispositifs d'aides financières et les structures de conseil adaptées. Par ailleurs, les ambassadeurs de l'Énergie peuvent être amenés à identifier des foyers en situation de précarité énergétique.

Le dispositif a été mis en place sur onze communes volontaires : Sompt, Tillou, Sauzé-Vaussais, Lezay, Ensigné, Prailles, Saint-Martin-lès-Melle, Juillé, Maisonnay, La Couarde, La Mothe-Saint-Héray.

D'un point de vue quantitatif, l'action devait permettre de rencontrer 10% de la population du Mellois en Poitou (de 2012 à 2014), ce qui représente 4500 habitants (soit environ 2000 foyers). L'opération a été interrompue en raison du manque de financement de l'Anah pour réaliser des travaux d'amélioration.

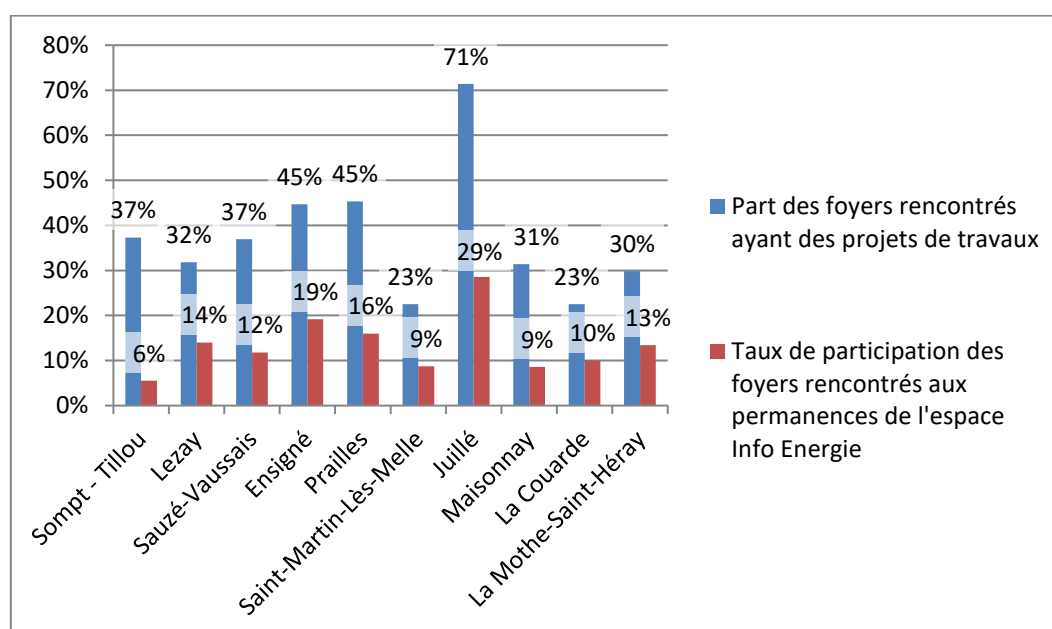


Figure 43 : Bilan du dispositif « Ambassadeurs de l'énergie » en 2013 (source : Syndicat Mixte du Mellois en Poitou)

Le taux de participation de la population a pu varier en fonction de la situation de la commune ou des périodes pendant lesquelles ont été réalisées les actions de rencontre avec les habitants.

Néanmoins, ce dispositif a permis d'interroger au total 827 foyers, pour un taux de participation d'en moyenne 26 %. Le taux de participation le plus élevé a été réalisé à Sompt et Saint-Martin-lès-Melle et le plus faible à Sauzé-Vaussais. Par ailleurs, ce sont environ 23% des foyers interrogés qui prévoient de réaliser des travaux de rénovation thermique. La commune de Juillé présente un fort engouement avec 71% des foyers interrogés souhaitant faire des travaux de rénovation.

Parallèlement, ce dispositif a permis de faire émerger différentes tendances. La demande d'information est forte, en particulier dans les maisons anciennes (construites avant 1975). Beaucoup de ménages ont conscience des caractéristiques de leur logement (matériaux d'isolation obsolètes, simple vitrage...) et savent que les déperditions énergétiques sont dues à une mauvaise qualité thermique de la maison. Cependant, ce sont avant tout les

moyens financiers, et notamment la charge de l'emprunt en cours, qui sont déterminants pour la réalisation de travaux de rénovation énergétique.

L'utilisation de tel ou tel type de chauffage dépend beaucoup de la période à laquelle il a été installé. Par ailleurs, les ménages sont, en règle générale, de plus en plus sensibles aux notions d'écologie mais surtout d'économie financière, et essaient de valoriser au mieux leur logement en fonction de leurs moyens.

Les moyens financiers des ménages jouent un rôle dans la prise de décision d'effectuer ou non des travaux de rénovation énergétique. Malgré l'augmentation du nombre de personnes éligibles aux aides financières de l'Anah, la crise économique fait que beaucoup de ménages entreprennent des travaux eux-mêmes, sans faire appel à des artisans.

- **Le secteur tertiaire**

Le secteur tertiaire représente seulement 2% des émissions de GES du territoire (données 2005), cependant ce secteur n'est pas à négliger, quelle que soit l'activité.

Plusieurs actions de sensibilisation ont été menées spécifiquement pour les collectivités par le Conseiller en Energie Partagé au cours du CLIC. Elles ont consisté à améliorer les performances énergétiques du patrimoine public du territoire (bâtiments et éclairage publics). La réalisation de 5 diagnostics a permis de déboucher sur des préconisations concrètes d'amélioration énergétique.

La diminution des émissions de GES sur le territoire est pour 43 % due à l'augmentation de l'installation d'énergies renouvelables (éolien, photovoltaïque et bois énergie).

La mobilité durable dans le Mellois en Poitou

En Mellois en Poitou, en 2005, ce secteur d'activité représentait 47 % des consommations énergétiques et 33% des émissions de GES. Malgré la faible implantation de transports en commun sur le Mellois en Poitou, le territoire est desservi par des axes routiers d'importance nationale : RN10, A10 et A83. Les habitants sont dépendants de la voiture, l'enjeu est de développer des actions de sensibilisation et de déployer des nouveaux modes de déplacement durable.

Pour le Mellois en Poitou, le nombre de véhicules par ménage était de 1,42 en 2010 contre 1,33 pour la Région. Ce constat, associé à la part prépondérante des émissions de GES par les transports, a conduit les collectivités à mettre en place des modes alternatifs à la voiture individuelle.

Sur le Mellois en Poitou, le covoiturage constitue un mode de transport alternatif très attractif et économique particulièrement pour les trajets réguliers (travail, étude...) dont l'utilisation doit être développée. Le Schéma départemental des aires de co-voiturage, élaboré par le Conseil Général des Deux-Sèvres, prévoit l'aménagement de 15 aires de covoiturage réparties sur l'ensemble du Mellois en Poitou.

Dans le cadre de son Contrat Local Initiatives Climat, avec le soutien technique et financier de l'ADEME et de la Région Poitou-Charentes, le Syndicat Mixte du Mellois en Poitou a élaboré un guide sur l'écomobilité afin de sensibiliser et d'informer au mieux la population

sur des thèmes divers tels que le covoiturage, l'entretien de sa voiture, l'éco conduite ou encore les modes de déplacements alternatifs.

Parallèlement, la région Poitou-Charentes a adopté son Schéma régionale de la mobilité durable en juin 2012. Celui-ci vise à réduire la dépendance énergétique, à rendre plus simple la mobilité pour tous et à assurer les conditions d'un développement économique et territorial équilibré plus respectueux de l'environnement. Ainsi, la Région a fait le choix, dans une stratégie de filière régionale économique porteuse d'emplois et d'innovation mais aussi de protection de l'environnement, de favoriser le développement de la mobilité électrique.

Un schéma d'implantation de bornes de recharge pour véhicules électriques a été élaboré par SEOLIS, le gestionnaire de réseau principal, en partenariat avec les collectivités des Deux-Sèvres.

En 2018, le département est couvert par un maillage d'une centaine de bornes, le réseau AlterBase.

Le territoire de Mellois en Poitou compte 15 bornes de 4 prises chacune. Sur ces 15 bornes, la ville de Melle en possède 6 et Chef-Boutonne, 2.

	Nombre de bornes
Aubigné	1
Boin	1
Sauzé-Vaussais	1
Chef-Boutonne	2
Clussais	1
Villiers en Bois	1
Saint Romans les Melle	1
Saint Martin les Melle	1
Melle	5
Rom	1

Figure 44 : tableau de synthèse de la localisation des bornes de recharge pour véhicules électriques

Le secteur agricole et les GES : nouveau défi en Mellois en Poitou

En 2011, le Mellois en Poitou s'est engagé dans une démarche ClimAgri®³, afin de réaliser dans un premier temps un diagnostic des consommations énergétiques, des émissions de GES et du potentiel nourricier du territoire. Dans ce diagnostic (réalisé en 2012 par l'AREC),

³ ClimAgri® est un outil et une démarche de diagnostic énergie-gaz à effet de serre pour l'agriculture et la forêt, à l'échelle des territoires, diffusé par l'ADEME.

il a été constaté que l'agriculture représente 71 % de la surface du Mellois en Poitou, ce qui souligne son potentiel nourricier pouvant atteindre jusqu'à 14 fois la population du territoire... La part de l'agriculture en matière de consommations énergétiques est de 6,8 % (données 2005) (deux fois supérieure au niveau national). Des actions de sensibilisation sont mises en place et induisent de multiples impacts sur le climat, l'eau, les sols, la biodiversité, l'alimentation.

- **La démarche « ClimAgri® »**

L'outil « ClimAgri® », développé par l'ADEME, s'appuie sur les données du Recensement Agricole 2010, fournies par la DRAAF, ainsi que sur des données issues de l'IGN (Institut Géographique et Forestier National) pour la partie forestière. Ces données ont été complétées quand cela s'avérait nécessaire par des informations locales ou des avis d'experts émanant de la Chambre d'Agriculture ou du CRPF (Centre Régional de la Propriété Forestière). Les données de cadrage générales proviennent de l'AREC et s'appuient sur des chiffres issus des ministères, de l'INSEE et du CITEPA (Centre Interprofessionnel Technique d'Etudes de la Pollution Atmosphérique).

Depuis 2012, le Mellois en Poitou s'est engagé, avec le Pays des Six Vallées et le Pays Thouarsais, dans cette démarche dont l'objectif est d'actualiser les données sur la consommation de l'énergie et sur les émissions de gaz à effet de serre (GES) du secteur agricole afin de définir un programme d'actions concret et efficace sur ces deux domaines.

Le diagnostic couvre l'ensemble des consommations d'énergie et des émissions de GES, qu'elles soient directes ou indirectes. Les consommations et émissions directes sont générées par l'activité agricole du territoire. Les impacts indirects sont essentiellement dus à la fabrication et au transport des intrants (engrais azotés, aliments pour bétail, ...). L'état des lieux s'arrête à la porte des fermes du territoire. Il ne prend donc pas en compte les consommations et les émissions générées par la transformation ou la distribution des produits agricoles. La mise en œuvre de circuits courts, par exemple, ne peut pas être prise en compte par l'outil ClimAgri®.

D'autres actions sont menées par le SERTAD en collaboration avec les agriculteurs, à travers les Mesures Agro-Environnementales traitant de l'énergie et de la qualité environnementale.

- **Profil du secteur agricole et forestier en Mellois en Poitou**

Le Mellois en Poitou est un territoire rural d'environ 128 900 ha dont environ 71% sont occupés par des terres agricoles (SAU 2013). Rapportée à la population totale, la SAU (Surface Agricole Utile) est de 1,94 ha/hab, alors qu'elle est respectivement de 0,95 et 0,43 aux niveaux régional et national.

Les surfaces agricoles sont réparties sur l'ensemble du territoire. La forêt n'est pas très présente, le taux de boisement étant inférieur au niveau régional. Elle est essentiellement située en lisière des départements de la Charente et de la Charente-Maritime.

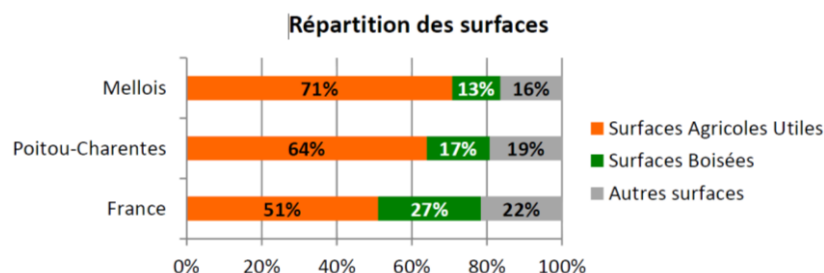


Figure 45 : Répartition des surfaces agricoles (Source : Diagnostic secteur agricole, AREC, 2012)

Les surfaces agricoles du Mellois en Poitou sont majoritairement exploitées en grandes cultures. Sur les 1 100 exploitations agricoles recensées en 2010, 560 sont spécialisées en grandes cultures, soit plus de 50%.

En 2005, le secteur agricole était responsable de 44% des émissions de GES d'origine énergétique et non énergétique. Cette part a progressivement augmenté, puisqu'en 2010 ces activités ont émis 267 000 tonnes d'émissions annuelles de CO₂, soit 53 % des émissions de GES du Mellois en Poitou (méthode CITEPA, hors énergie grise) et 70 % des émissions si on intègre les énergies grises liées à la production d'intrants. Ces émissions de CO₂ équivalent à un nombre d'aller-retour quotidiens en véhicule de type « Twingo », entre Melle et Paris pendant un an, compris entre 7 716 et 10 245.

Par ailleurs, en 2010 toujours, le secteur agricole a consommé sur le Mellois 370 000 Tonnes Equivalent Pétrole (TEP), soit 19 % des consommations énergétiques totales du territoire. Ces consommations d'énergies directes et indirectes sont équivalentes au fonctionnement annuel de 4 765 tracteurs (600h à 15l/h).

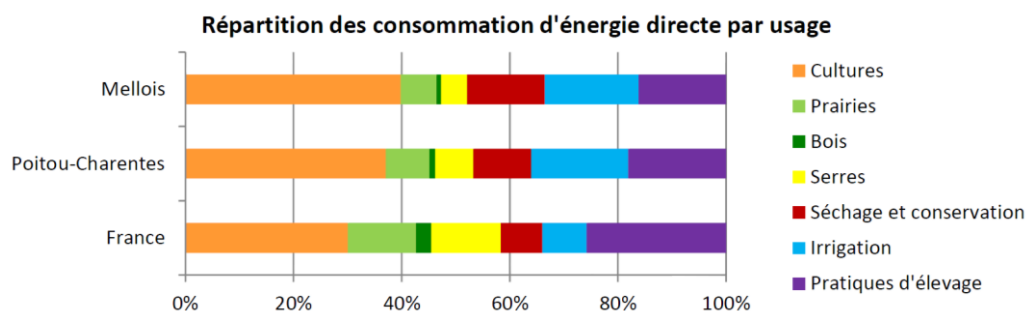


Figure 46 : Répartition des consommations d'énergies par usage agricole. Source : Diagnostic secteur agricole, AREC, 2012)

Les milieux ruraux compensent les émissions externalisées des milieux urbains et des exportations (production de nourriture), ce qui explique l'importance du pourcentage de GES issu du milieu agricole/forestier.

L'agriculture, combinée à la forêt, sont les seuls secteurs d'activités pouvant stocker du carbone ; à l'heure actuelle, sur le Mellois en Poitou, 1/3 des émissions de l'agriculture sont stockées via l'activité biologique de l'agriculture et de la forêt.

L'agriculture et la forêt (biomasse) vont se substituer de manière croissante à l'utilisation d'énergies fossiles sur les autres secteurs émetteurs de CO₂, via la production de combustibles renouvelables et la production d'agro-matériaux.

Des axes d'amélioration

En décembre 2012, les élus du Syndicat Mixte du Mellois en Poitou ont validé un plan ClimAgri® de 19 actions, dont 6 prioritaires :

- > simplifier les techniques culturales
- > valoriser les sources d'azote présentes naturellement dans l'air
- > augmenter l'autonomie alimentaire des élevages herbivores
- > faciliter l'émergence de projet de méthanisation cohérent sur le territoire
- > systématiser la mise en place de panneaux photovoltaïques sur les toitures des nouveaux bâtiments agricoles
- > favoriser le développement d'une filière bois sur le Mellois en Poitou

D'un point de vue pratique, les différents organismes agricoles/forestiers du territoire en partenariat avec les Mairies et la Communauté de Communes pourront accompagner la réalisation des actions sur le terrain, mais il est nécessaire de mettre en place une véritable action de communication à deux niveaux :

- > Campagne de promotion globale et innovante pour valoriser les nombreuses actions déjà réalisées ou en cours de réalisation sur ce territoire via des posters géants, pages internet dédiées...
- > Campagne de « porte à porte » auprès des agriculteurs et forestiers influents sur le territoire pour expliquer concrètement la faisabilité des actions sur leurs exploitations.

Plusieurs actions ont été mises en place lors de la deuxième phase du Contrat Local Initiatives Climat du Mellois en Poitou. Trois journées de sensibilisation à l'usage du bois raméal fragmenté (BRF) ont été organisées en 2011. Le BRF permet la réduction, voir l'absence d'apports d'engrais ou de pesticides, la protection de la ressource en eau, ainsi que des produits végétaux... Plus de 400 personnes ont pu participer aux réunions d'information et aux démonstrations.

En 2013, une action de sensibilisation aux techniques culturales simplifiées a été organisée dans une ferme du Mellois en Poitou, en partenariat avec la Chambre d'Agriculture des Deux-Sèvres, l'ADEME et le Conseil Général des Deux-Sèvres. Trois ateliers avec divers intervenants de la Chambre d'agriculture 79, la SC2 Grandes Cultures et la FDCuma79 ont permis d'accompagner les agriculteurs vers une réduction du travail du sol par la présentation de différentes pratiques (désherbage en TCS, Strip till...). Une cinquantaine d'agriculteurs ont participé et ont ainsi pu aborder ces différentes techniques permettant de faire des économies en carburants et en traitements.

En juin 2014, une réunion d'information sur l'implantation d'une filière soja sur le territoire a eu lieu sur le territoire, rassemblant une trentaine d'agriculteurs, ainsi que des élus et représentants de la Chambre d'Agriculture des Deux-Sèvres. L'objectif était de sensibiliser à la réduction de la dépendance au soja transgénique importé et à l'augmentation de l'accès à une ressource en protéines locales. La présentation a permis d'exposer l'importance et les atouts de cette légumineuse et son potentiel en matière de protéines. Les besoins existent sur le territoire pour les éleveurs et certaines industries chimiques et

agroalimentaires. Chacun a pu découvrir les intérêts de la culture du soja et son potentiel de développement pour l'agriculture de notre région.

Le secteur industriel et les GES

Le Mellois en Poitou compte environ 11% des industries du département des Deux Sèvres en 2011, majoritairement de petites unités industrielles, générant 2500 emplois salariés (2011). Notons que la présence du groupe Dupont et Solvay (industrie chimique) et l'industrie agro-alimentaire génèrent un flux d'emploi important pour l'économie du Mellois en Poitou. Par ailleurs, le bois est également une activité phare du territoire grâce à une grande diversité développée dans ce domaine.

Une démarche d'écologie territoriale autour du cycle des déchets industriels est mise en place sur le territoire depuis 2014. Elle a pour but de maintenir et créer des activités, de favoriser des synergies d'activités entre les entreprises elles-mêmes et avec d'autres acteurs du territoire et de réduire les coûts. Ce sujet intéresse et mobilise les entreprises.

Adaptation aux changements climatiques

Zoom technique

En 2001, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a défini l'adaptation aux changements climatiques comme étant « l'ajustement des systèmes naturels ou humains pour répondre à des changements climatiques actuels ou attendus, pour en modérer les conséquences négatives et tirer profit des opportunités ». La réponse du territoire face à cette thématique doit être axée sur :

- > sensibiliser l'ensemble des acteurs à l'adaptation aux changements climatiques :
- > identifier au regard des différentes études les risques globaux et spécifiques,
- > renforcer si besoin localement les mesures et aides existantes en matière d'adaptation,
- > de mettre en avant les actions exemplaires locales ou régionales afin d'illustrer les réponses et les mutations possibles à la question de la vulnérabilité,
- > de mettre en cohérence les actions participant aux objectifs de réduction avec la stratégie liée à l'adaptation, en élargissant le champ d'investigations sur d'autres thématiques portés par les acteurs (biodiversité, gestion de la ressource en eau,
- > renforcer les engagements de Pays dans le développement d'une « croissance verte » et donc d'éco-activités,
- > identifier les nouvelles opportunités économiques.

L'adaptation aux changements climatiques doit permettre au territoire d'anticiper les évolutions du climat et d'en rechercher les opportunités. L'objectif du CLIC 2 est de rechercher les opportunités de développement pour le territoire face à l'évolution de son climat.

Ce qu'il faut retenir :

Le premier poste émetteur de Gaz à Effet de Serre (GES) sur le territoire du Mellois en Poitou est lié à l'agriculture, qui représente 44% des émissions de GES en 2005, sur un territoire dont elle occupe 74% de la surface. La démarche ClimAgri® engagée par le Mellois en Poitou s'est traduite par la réalisation d'un diagnostic sur les consommations énergétiques du secteur et la mise en place d'un plan d'actions pour réduire les émissions de GES. L'agriculture et la sylviculture sont également des secteurs qui représentent une fort potentiel pour le développement des énergies renouvelables (combustibles, agro-matériaux).

La mobilité est le second poste responsable d'émissions (33%). La population est en effet particulièrement dépendante de la voiture. Différentes actions ont été mises en place pour promouvoir les modes de déplacements alternatifs (co-voiturage, bornes de rechargement des voitures électriques...) mais les marges de progression sont limitées compte tenu du caractère rural peu dense de ce territoire.

L'habitat enfin, génère des émissions de GES liées aux consommations énergétiques. Le Mellois en Poitou est essentiellement constitué de maisons individuelles (94% du parc), et de logements construits avant la première réglementation thermique (68%). L'ensemble du parc de logements vieillissant est principalement chauffé au fioul. 15% des ménages sont estimés en précarité énergétique.

4.3 Les énergies renouvelables

Sources : Conseil Général 79, Conseil Régional Poitou-Charentes, DDT 79, ADEME Poitou-Charentes, AREC Poitou-Charentes, Mellois en Poitou. CRPF Poitou-Charentes.

Zoom technique

La promotion des énergies renouvelables est l'une des priorités de la politique énergétique française. « L'Etat souhaite favoriser un développement à haute qualité environnementale des énergies renouvelables (...) pour un développement équilibré, écologiquement et socialement soutenable. » (Plan national de développement des énergies renouvelables en France, novembre 2008). Des enjeux particulièrement importants y sont rattachés : la sécurité et l'indépendance énergétique du pays et la protection de l'environnement, en particulier la maîtrise des émissions de gaz à effet de serre. Le Grenelle de l'Environnement prévoit de porter à au moins 23 % en 2020 la part des énergies renouvelables dans la consommation d'énergie finale, soit un doublement par rapport à 2005 (10,3 %). Atteindre cet objectif suppose d'augmenter de 20 millions de tonnes équivalent pétrole (Mtep) la production annuelle d'énergie renouvelable d'ici 2020, en portant celle-ci à 37 Mtep.

Les contributions départementales montrent les fortes relations qui existent entre le développement des filières énergétiques renouvelables et les contraintes et opportunités géographiques des territoires. Ainsi, certains départements sont les contributeurs exclusifs ou quasi-exclusifs à une filière comme c'est le cas pour l'hydraulique en Vienne. Des filières se développent néanmoins sur des territoires ne bénéficiant pas de prime abord d'atouts géographiques marquants ou de ressources disponibles abondantes comme le photovoltaïque en Vienne ou le bois déchiqueté dans les Deux-Sèvres.

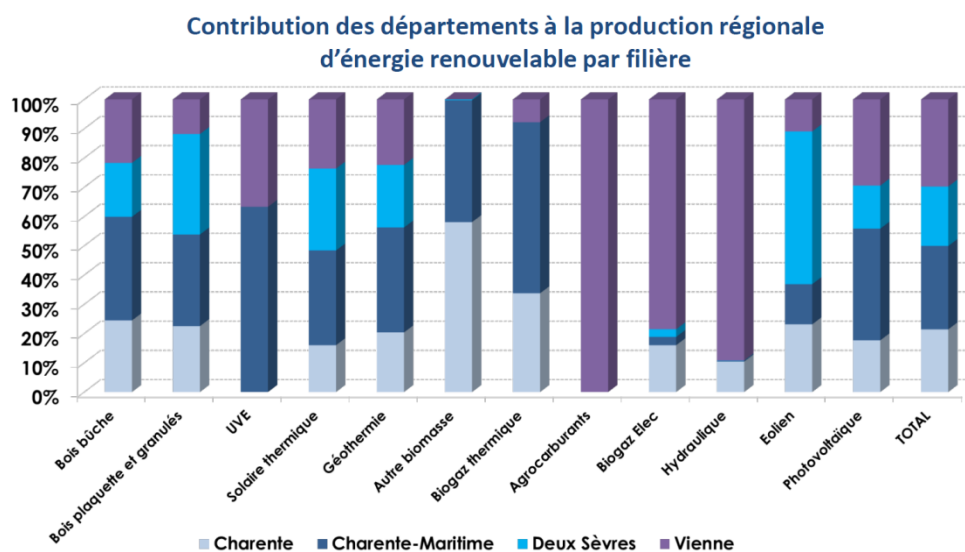


Figure 47 : contribution des départements à la production régionale d'énergie renouvelable par filière (Source : Etat des lieux des Énergies renouvelables en Poitou-Charentes, AREC Poitou-Charentes, 2012)

Par rapport aux autres départements de la Région, les Deux-Sèvres disposent de la plus forte capacité de production en termes d'énergie éolienne. Par ailleurs, on observe une capacité de production intéressante en termes de bois plaquettes et granulés, de solaire thermique, de géothermie, de bois bûche et de photovoltaïque. Néanmoins, la production d'énergie via des dispositifs utilisant le biogaz thermique, les agrocarburants, les autres biomasses et les unités de valorisation énergétique (UVE) est totalement absente du département.

Le Mellois en Poitou bénéficie d'une bonne dynamique en termes de valorisation des ressources énergétiques renouvelables. Le nombre d'installations d'Énergie Renouvelables est supérieur à la moyenne régionale. Pour le Mellois en Poitou, rapporté au nombre d'habitants et comparé à la moyenne régionale (données Arec, 2013):

- > la capacité installée en solaire thermique est de 65% plus élevée
- > la capacité installée en solaire photovoltaïque est de 87% plus élevée
- > la capacité installée en bois énergie est de 51% plus élevée

Le développement des énergies renouvelables doit permettre au Mellois en Poitou de devenir un « territoire à énergie positive ». Vœux ambitieux, mais qui commence à être envisageable. En effet, plusieurs sources d'énergies renouvelables sont bien représentées sur ce territoire.

Le contexte régional

- **La production non renouvelable**

L'énergie non renouvelable provient majoritairement de centrales nucléaires ou thermiques, ou de combustibles fossiles (pétrole, gaz naturel...). La région ne possède qu'une centrale nucléaire dans le département de la Vienne, à Civaux, mise en service en 1997. Cela permet à la région d'exporter de l'électricité. Il n'existe aujourd'hui plus aucune centrale thermique sur le département, et la région Poitou-Charentes est obligée d'importer la totalité de ses énergies fossiles (pétrole, gaz naturel...), puisqu'aucun site d'extraction n'existe sur le territoire.

- **La production renouvelable**

La production régionale d'origine renouvelable était jusqu'à récemment exclusivement thermique, mais aujourd'hui la production électrique progresse rapidement. Actuellement 72% de la production renouvelable est destinée à l'usage thermique et 16,5% à l'électricité, les 11,5% restants représentant la filière des agrocarburants. En 2012, la production de la région en énergie renouvelable s'élevait à 5 977 GWh, en croissance sur les dernières années, pour atteindre 11,1% de la consommation régionale en 2012, soit une augmentation de 8% par rapport à 2011. La moyenne nationale est de 12,4% de production renouvelable dans l'énergie finale consommée, avec un objectif européen fixé à 23% d'ici 2020.

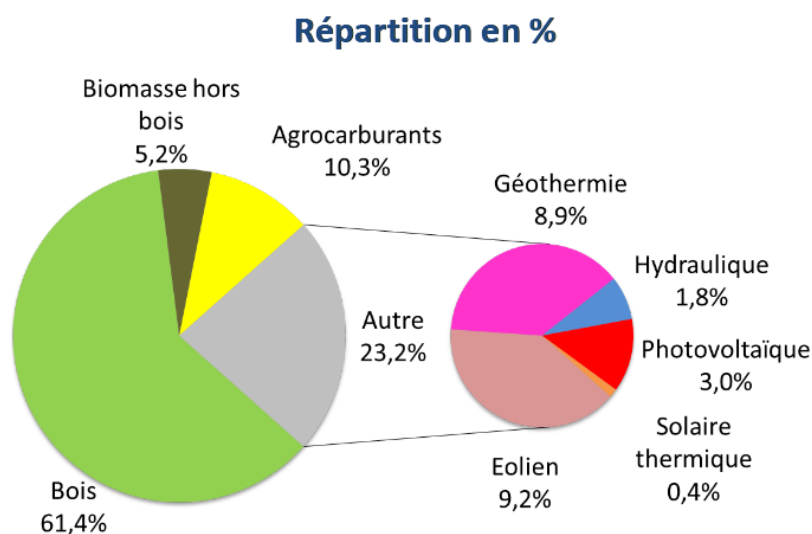


Figure 48 : répartition des énergies renouvelables (Source : Production énergétique d'origine renouvelable en Poitou-Charentes en 2013 - État des lieux du développement des énergies renouvelables en Poitou-Charentes – AREC Poitou-Charentes 2013)

• La production de chaleur

La production thermique représente en 2012 72% de l'énergie d'origine renouvelable produite en Poitou-Charentes. Elle est issue en très grande majorité (86%) de la biomasse (bois-bûche et autres formes de bois-énergie principalement), de la géothermie à 11%, le biogaz thermique et le solaire thermique représentant quant à eux moins de 2% de la production. La production de chaleur à partir de la biomasse représentait en effet 3 818 GWh en 2012, la méthanisation ou l'incinération des déchets ménagers (correspond à la données UVE : Unité de Valorisation Énergétique concernant les déchets) étant encore peu utilisés.

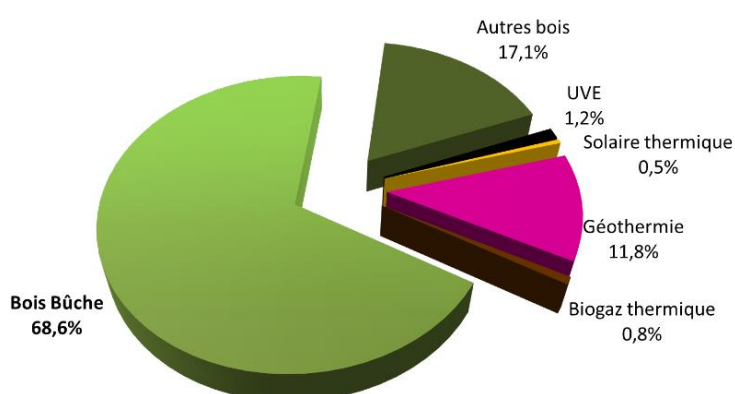


Figure 49 : la production de chaleur (Source : Répartition de la production d'origine renouvelable à usage thermique - État des lieux du développement des énergies renouvelables en Poitou-Charentes – AREC Poitou-Charentes 2013)

- **La production d'électricité renouvelable.**

La production renouvelable électrique progresse fortement ces dernières années, et représente en 2012 16,5% de l'énergie renouvelable produite en Poitou-Charentes, contre 8,7% en 2010. Cela correspond à une puissance raccordée de 541 MW (+18% par rapport à 2011), et une production totale de 989 GWh dans la région en 2012. Cette production est majoritairement due à la filière hydroélectrique et au développement de l'éolien et du solaire photovoltaïque.

Ce qu'il faut retenir :

La production régionale d'énergies renouvelables est en augmentation. Le département des Deux-Sèvres est celui qui présente la plus grande capacité de production d'énergies éolienne et un potentiel de production de l'ensemble des énergies renouvelables.

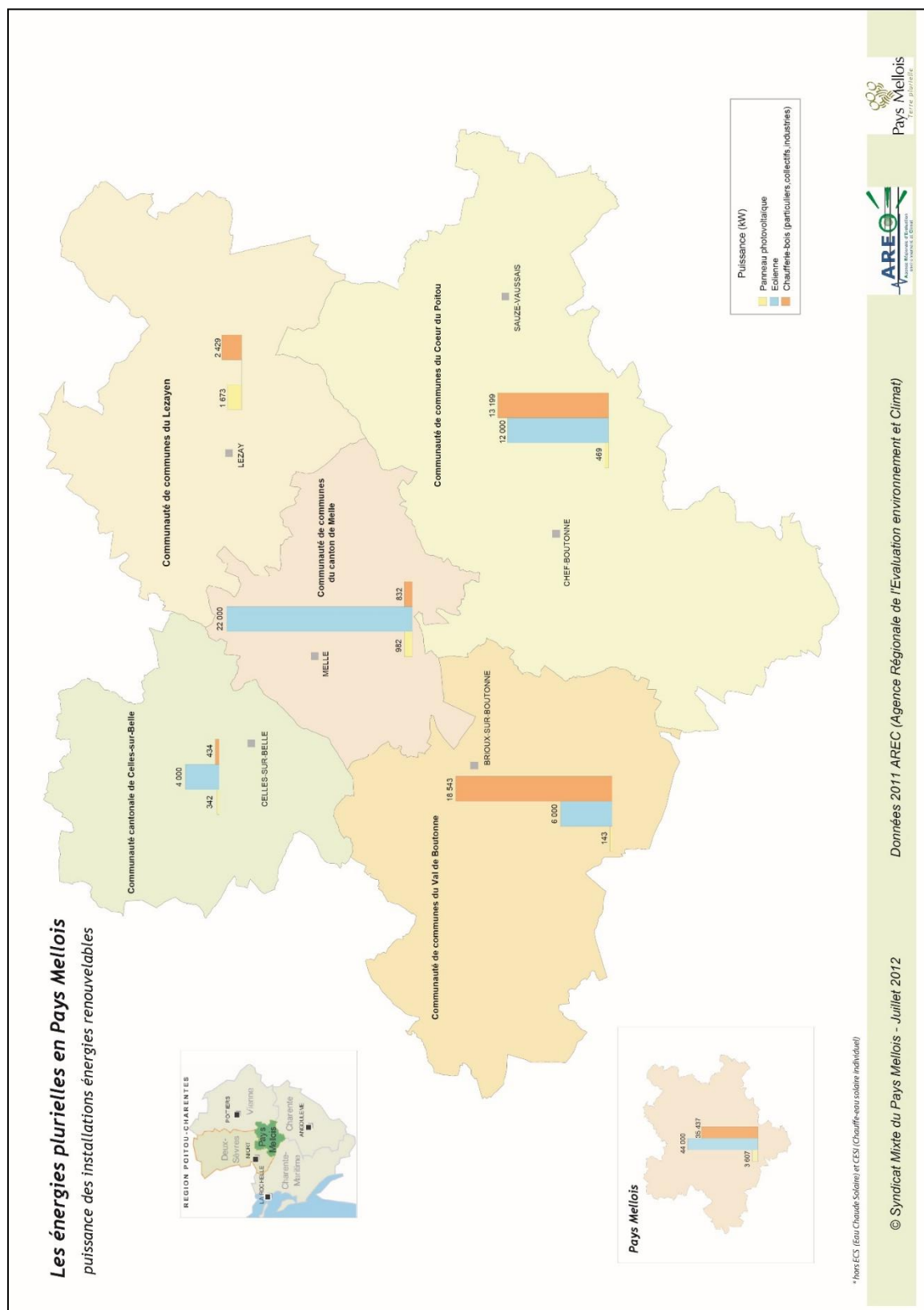


Figure 51 : les énergies plurielles en Mellois en Poitou, puissance des installations d'énergies renouvelables (source : Mellois en Poitou 2012)

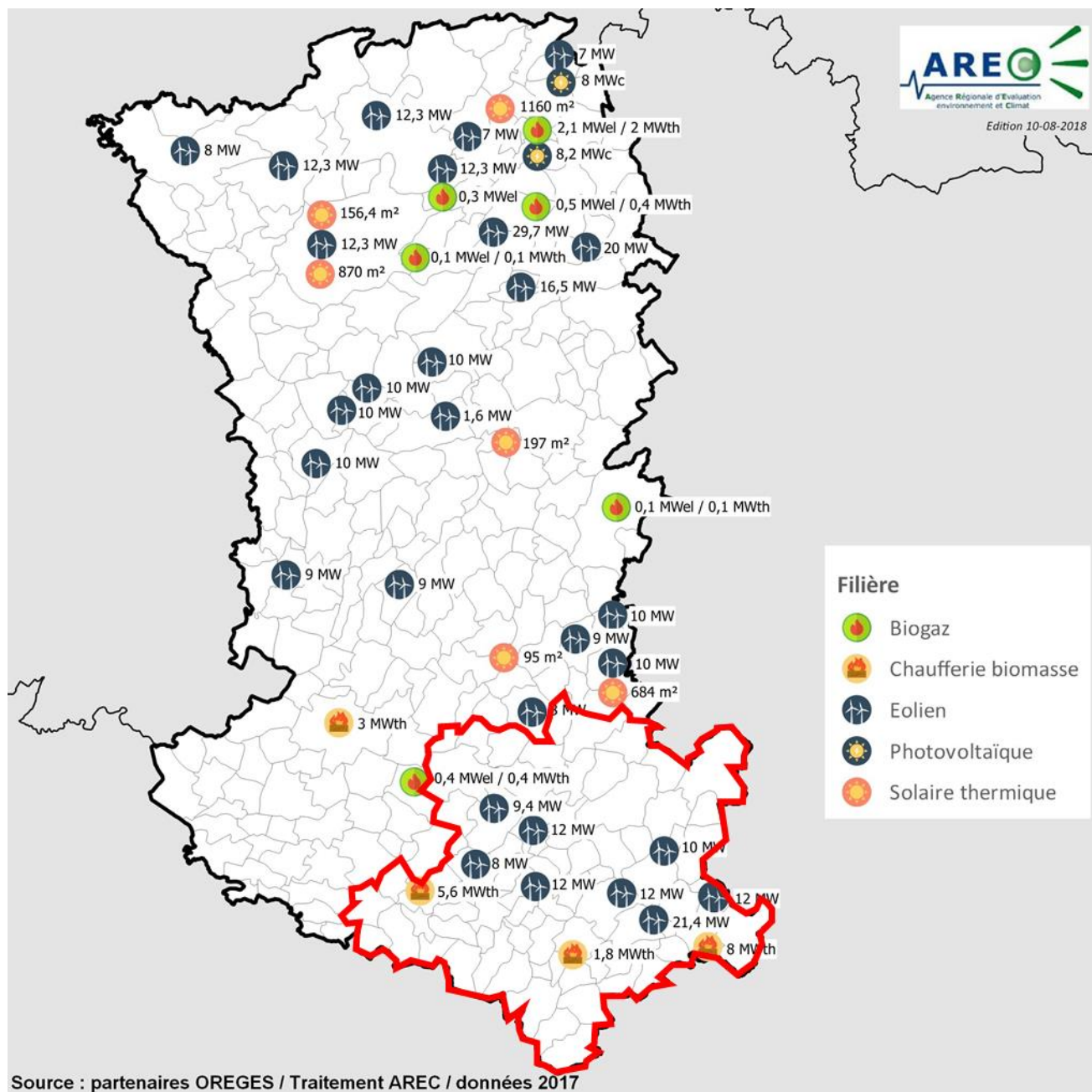


Figure 52 : Principales installations de production énergétique renouvelables dans le département des Deux-Sèvres et en Mellois-Poitou (périmètre rouge) (Source : AREC, 2018)

Une filière Bois-énergie présentant de nombreuses opportunités

Un programme intitulé « 1000 chaufferies bois pour le milieu rural », initié par les Communes Forestières en 2006, se positionne en relais local du programme national bois-énergie lancé par l'ADEME.

Dans le cadre de ce programme, des Plans d'Approvisionnement Territoriaux (PAT) sont élaborés pour constituer une démarche de développement local visant à promouvoir un approvisionnement sécurisé et durable des chaufferies du territoire. Le PAT est l'outil des communes forestières, construit par l'ensemble des acteurs de la filière, qui permet d'organiser localement l'approvisionnement des chaufferies. C'est un document évolutif qui doit remplir les trois objectifs suivants :

- > mettre en parallèle la consommation et la ressource mobilisable ;
- > définir, prélocaliser et dimensionner les équipements de stockage à mettre en place ;
- > cibler et optimiser les équipements pour une mobilisation du bois accrue.

Suite à l'appel à projet lancé par la Région Poitou-Charentes en partenariat avec l'Ademe en 2009, le Mellois en Poitou et la Communauté de Communes du Pays Mélusin⁴ se sont engagés dans une politique de gestion et de valorisation du bois énergie de leur territoire. Pour ce faire, la Fédération Nationale des Communes Forestières (FNCOFOR) a été chargée d'organiser cette nouvelle filière. Afin de répondre aux besoins de l'étude, un appel à participation a été fait auprès des acteurs de la filière bois de la région, et c'est ainsi qu'une étude sur l'évaluation du bois dit « agricole » a été conduite. Ainsi, en 2011, le plan d'approvisionnement territorial « Bois-énergie » en Mellois en Poitou a été élaboré.

- ***Le gisement bois agricole, une ressource importante difficilement mobilisable***

Sur le Mellois en Poitou, les bois privés sont morcelés et peu ou pas exploités. La zone de châtaigniers est toutefois très régulièrement exploitée et il existe de nombreuses entreprises de transformation du bois s'approvisionnement localement. Les tailles de haies bocagères, les produits connexes et les rémanents forestiers peuvent également y être valorisés en bois énergie.

La ressource forestière utilisable pour l'énergie et l'industrie est estimée à 15 900 t/an. La ressource agricole du Mellois en Poitou utilisable pour l'énergie et l'industrie est estimée à 15 600 t/an (20 500 avec la Communauté de Communes du Pays Mélusin). La ressource industrielle utilisable pour l'énergie et l'industrie est estimée à 42 000 t/an, majoritairement déjà valorisée aujourd'hui. La ressource issue des déchetteries s'élève potentiellement à 1 400 t.

⁴ La Communauté de Commune du Pays Mélusin n'existe plus suite à l'intégration de ses communes dans la Communauté d'Agglomération du Grand Poitiers au 1er janvier 2017

RESSOURCE			CONSOMMATION		
Ressource forestière maximale utilisable	Ressource agricole potentielle	Ressource déchetterie	Consommation chaufferie	Consommation en bois bûche	Bois prélevé destiné aux industries du papier
15 000 t/an	15 600 t/an	1400 t/an	55 440 t/an	22 500 t/an	700 t/an

Figure 53 : Tableau – Ressource et consommation de la ressource « bois » (Source : Plan Approvisionnement Territorial- Mellois en Poitou –janvier 2011)

Le bois d'origine « agricole » est issu des haies et arbres champêtres encore bien présents sur un certain nombre d'exploitations agricoles. Selon l'étude menée par la Chambre d'Agriculture des Deux-Sèvres, **le potentiel bois-énergie des haies agricoles en Mellois en Poitou représente une part importante du potentiel total du territoire**, puisqu'il apparaît comparable au potentiel forestier. Néanmoins celui-ci reste extrêmement dispersé et les haies dont la productivité est nulle, faible ou moyenne représentent la moitié du linéaire total. Le tonnage total existant est estimé à près de 15 000 Tonnes de Matière Sèche (TMS) /an. La densité de haie/ha est très variable d'une commune à l'autre (20 à 140 ml/ha).

La dispersion des haies sur le Mellois en Poitou et le manque de rentabilité pour ces chantiers relativement complexes expliquent probablement le manque d'intérêt des agriculteurs pour ce nouveau marché d'énergie renouvelable.

Figure 54 : Tableau – Chaufferies bois recensées en Mellois en Poitou en 2011 (Source : Plan

	Nombre de chaufferies		Puissance totale (Kw)	Consommation bois (t/an)
	En fonctionnement	En projet		
Collectif Public	10	8	5 700	5300
Industriel	6		29 000	50 000 (t à H45%)
Particulier (>50 kW)	3		150 min.	140
TOTAL	19	8	34 850	55440

Approvisionnement Territorial- Mellois en Poitou –janvier 2011 en attente de chiffres actualisés)

Le Plan d'Approvisionnement Territorial souligne donc l'existence d'une ressource locale, agricole et forestière, à même de satisfaire la demande actuelle et à venir en bois énergie pour les chaufferies collectives et individuelles.

Le graphique ci-dessous montre en effet que les ressources potentielles en bois agricole, cumulées à l'exploitation des ressources forestières, permet d'accroître significativement

le gisement mobilisable et de répondre aux besoins des particuliers (bois bûche pour les poêles ou cheminées) et des chaufferies individuelles et collectives.

Cependant l'ensemble des ressources forestières et agricoles ne répond pas à la totalité des besoins si l'on intègre la consommation liée aux chaufferies industrielles. La mobilisation des ressources industrielles connexes, qui correspondent aux restes de scieries, est alors indispensable pour équilibrer l'offre et la demande globale en bois énergie.

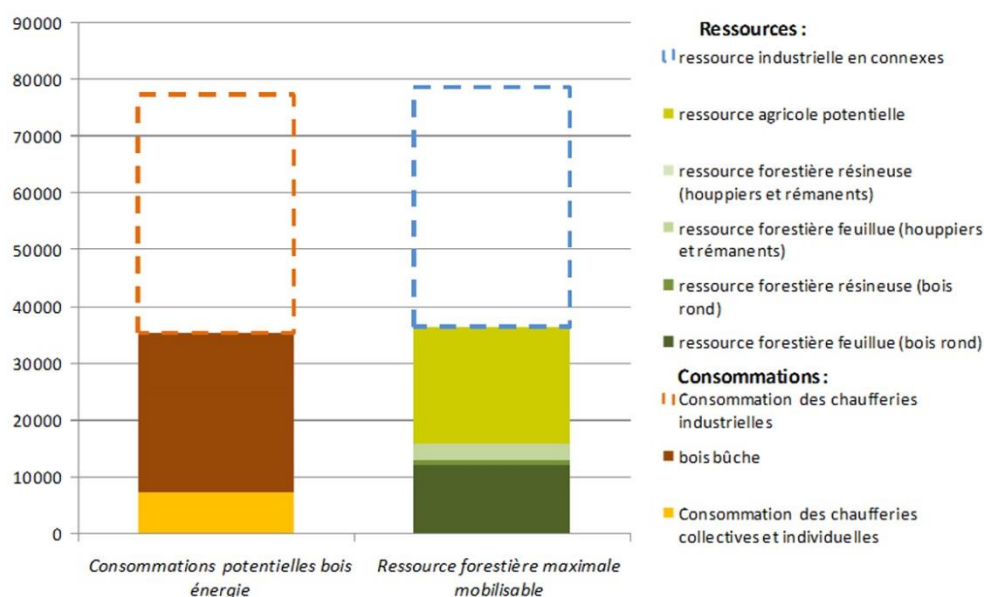


Figure 55 : Ressources et consommations du Mellois en Poitou et de la CC du Pays Mélusin (en t/an) (Source : Plan Approvisionnement Territorial- Mellois en Poitou – janvier 2011)

• **Les acteurs, les structures et les démarches engagées en Mellois en Poitou**

Le Mellois en Poitou recèle de nombreux acteurs du bois (première et seconde transformation) et des projets d'entreprises dirigés vers la plaquette bois ou le granulé. Le coordinateur économique du Syndicat Mixte du Mellois en Poitou a accompagné plusieurs porteurs de projets, dont deux entreprises de plaquettes et de granulés bois (Bois Énergie Distribution à Sauzé-Vaussais et Bois 2R à Limalonges).

Le Plan d'Approvisionnement Territorial a cependant souligné la nécessité de compléter l'offre en équipement par l'implantation de deux plateformes de distribution du bois mais aucun projet n'est actuellement en cours.

L'ensemble des pistes d'actions mises en évidence dans ce PAT ont par ailleurs été prises en compte dans le volet forestier du dispositif Clim Agri.

Forts de cette connaissance, les élus du territoire peuvent mieux étayer leurs choix et définir des ambitions à plus long terme : développement des chaufferies, mise en place d'équipements logistiques, plantation. Le projet collectif de développement d'une filière

locale suppose également le partenariat avec les propriétaires forestiers publics et privés ainsi que l'animation et la dynamisation de la gestion forestière, actions indispensables pour la mobilisation effective des ressources forestières identifiées par le PAT.

Zoom technique

Pour la mobilisation de la ressource, un projet expérimental a été mis en place par le CRPF à travers la réalisation d'un chantier pilote d'éclaircie mécanisée dans un taillis de châtaignier de 11 ans dans la région de Melle avec l'appui financier du Mellois en Poitou, du Conseil Régional, de l'Etat (Ministère de l'Agriculture) et du Conseil Général. Cette expérimentation a mis en évidence le potentiel de cette technique d'exploitation qui permet de dégager une quantité importante de bois valorisable en bois énergie (soit 80ster/ha). La mécanisation de l'éclaircie des taillis de châtaignier est la condition pour que le coût de l'opération soit équilibré voire rentable. Elle présente cependant l'inconvénient d'accentuer le tassement des sols limoneux des terres rouges à châtaigniers ce qui risque d'appauvrir les sols et de nuire aux peuplements.

Ce constat peut constituer un frein au développement des éclaircies de châtaignier pour la production de bois énergie et la gestion durable et raisonnée de la ressource forestière.

• Les installations et projets en matière de bois énergie

L'utilisation du bois-énergie est en progression sur le territoire du Mellois en Poitou. En 2012, selon l'AREC, le bois énergie totalise une puissance de 36740 KW. L'énergie est produite grâce au fonctionnement de 111 installations sur le territoire. Le Mellois en Poitou bénéficie d'une ressource en bois énergie pouvant satisfaire les besoins des usagers. Un nombre croissant d'habitants utilisent le bois comme source de chauffage soit 9415 foyers en 2012 (contre 9339 foyers en 2011).

	Installations de particuliers		Installations industrielles		Installations collectives	
	nombre d'installations	puissance (KW)	nombre d'installations	puissance (KW)	nombre d'installations	puissance (KW)
CC Val de Boutonne	9	301	2	17600	5	860
CC du Mellois	30	834	1	80	11	3320
CC Celles-sur-Belle	15	464	0	0	2	190
CC Cœur du Poitou	29	816	3	11350	7	1465
Total	83	2415	6	29030	25	5835

Total nombre d'installations	114
Total puissance (KW)	37280

Figure 56 : Recensement des installations bois énergie (d'après les données d'une étude AREC de 2013 pour le Mellois en Poitou)

Depuis l'année 2012, 114 installations utilisant du bois énergie ont été comptabilisées cumulant une puissance de 37280 KW. (Interprétation des données d'une étude AREC de 2013)

L'ex-Communauté de Communes du Val de Boutonne possède la puissance installée la plus importante avec 18 761 kW pour 16 installations. La majorité de cette puissance provient de deux chaufferies industrielles.

Pour 17 installations, l'ex-Communauté cantonale de Celles-sur-Belle possède la puissance installée la plus faible avec 654 kW.

Les 25 chaufferies-bois collectives représentent une puissance installée de 5835 kW. Celles-ci sont implantés sur les communes de Brioux-sur-Boutonne, Chef-Boutonne, Chizé, Couture-d'Argenson, Montalembert, Paizay-le-Tort, Périgné, Plibou, Prailles, Rom, Sauzé-Vaussais, Secondigné-sur-Belle, Sepvret, Villiers-en-Bois, Vitré. La commune de Lezay accueille la chaufferie la plus productive avec une puissance de 1790 kW suivi de près par la commune de Melle dont une chaufferie collective génère une puissance de 1210 kW.

Ce qu'il faut retenir :

Le bois est une source d'énergie qui présente de nombreuses opportunités de développement sur un territoire rural doté d'un réseau bocager encore dense et de boisements. Le Plan d'Approvisionnement Territorial (PAT) a mis en évidence que cette ressource locale peut d'ores et déjà satisfaire les besoins actuels et à venir. Cependant, les boisements présents sur le territoire du Mellois en Poitou sont en majorité privés, dispersés et non exploités sauf la zone de châtaigniers), même si le territoire compte de nombreuses entreprises de transformation du bois qui s'approvisionnent localement. De plus, l'exploitation du réseau bocager est encore très faible au regard des possibilités. Il s'agit en effet d'une activité peu rentable par rapport à la production agricole, qui nécessite la mobilisation d'un outillage spécifique, et la ressource est dispersée sur un linéaire important.

Le PAT a permis de faire émerger des pistes d'action pour améliorer la mobilisation du gisement et l'approvisionnement, dont certaines sont en cours d'expérimentation.

On recense actuellement près d'une centaine de chaufferies bois installées dans des collectivités, des entreprises ou chez des particuliers. Avec l'outil PAT et la connaissance du potentiel de développement, la filière bois énergie apparaît comme stratégique pour accroître la part de l'énergie renouvelable d'origine locale.

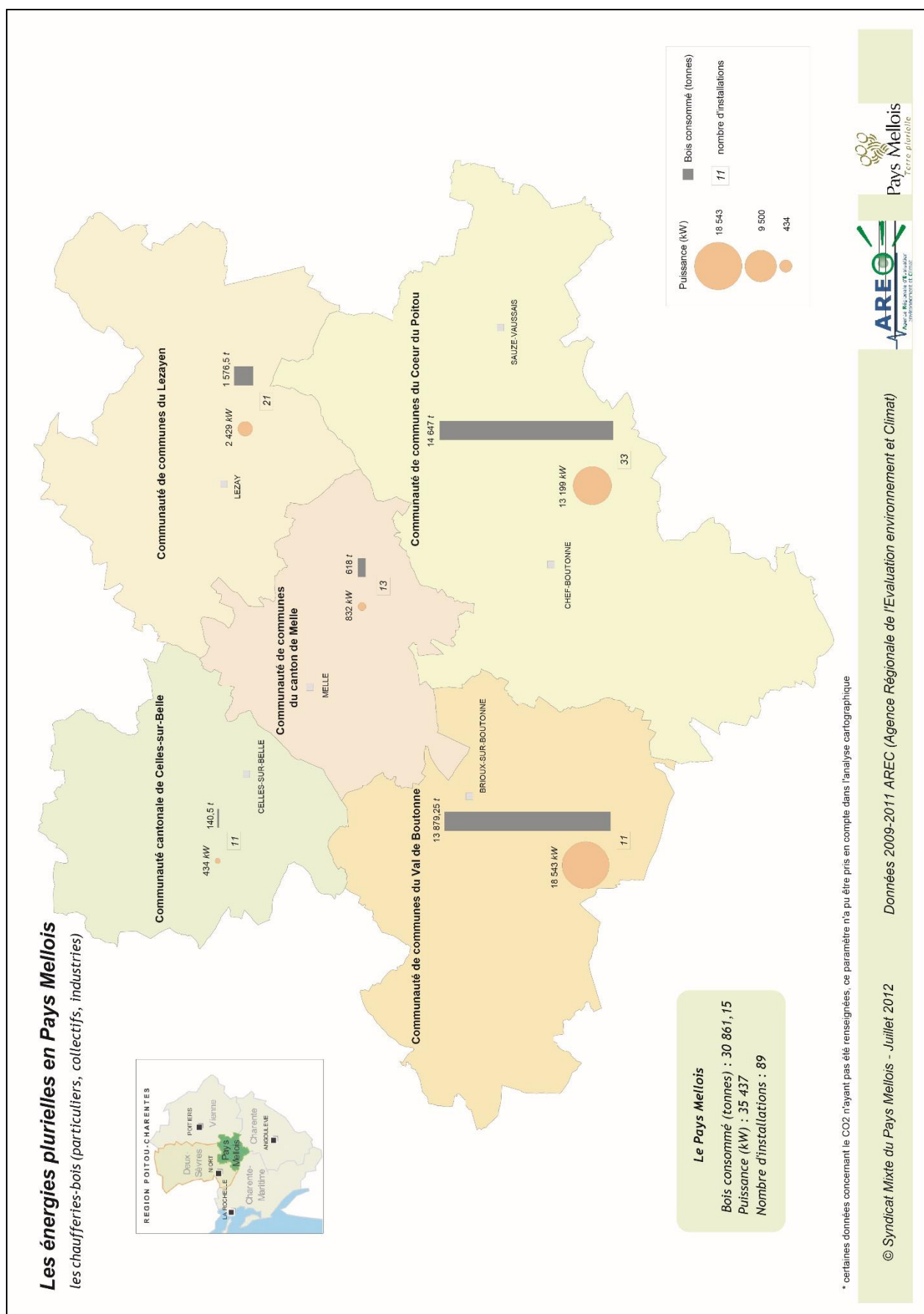


Figure 57 : Les énergies plurielles en Mellois en Poitou (source : Mellois en Poitou 2012)

L'éolien

- **Les dispositifs réglementaires associés aux projets éoliens**

Source : « Stratégie de l'Etat pour le développement des énergies renouvelables en Nouvelle-Aquitaine, novembre 2019 », Préfecture de Région Nouvelle-Aquitaine

- **La « programmation pluriannuelle de l'énergie » (PPE)**

La « programmation pluriannuelle de l'énergie » (PPE) est, en France, un document stratégique de pilotage de la transition énergétique. Instituée par l'article 176 de la loi de transition énergétique (TECV), elle fixe une trajectoire pour le mix énergétique, ainsi que « les priorités d'action pour la gestion de l'ensemble des formes d'énergie sur le territoire métropolitain continental, afin d'atteindre les objectifs nationaux fixés par la loi ».

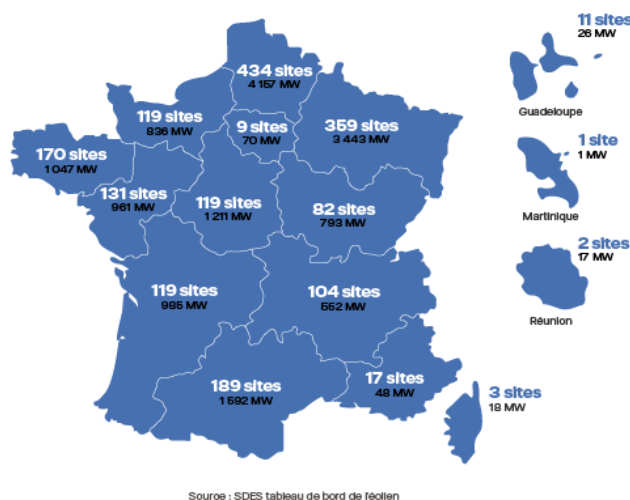
La première PPE a été approuvée en 2016 par décret. Elle a été révisée en 2018, puis le sera tous les cinq ans. Cependant, le processus de programmation pluriannuelle de l'énergie, au sens large, couvre deux périodes successives de cinq ans. Par exception, la première programmation porte sur deux périodes successives de respectivement trois et cinq ans, soit 2016-2018 et 2019-2023. Elle appuie ou complète d'autres plans, programmes ou stratégies, dont la stratégie nationale bas carbone, le Plan climat, le Plan national d'adaptation au changement climatique (PNAC2), la Stratégie nationale de mobilisation de la biomasse et le Plan de réduction des émissions de polluants atmosphériques.

- **Les objectifs nationaux en matière d'éolien**

Le rythme de développement de l'éolien en France est conforme aux objectifs nationaux, puisque la filière éolienne, avec une puissance cumulée de 15 108 MW au 31/12/2018 a atteint la cible figurant dans la première période de la programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE). Le Nord-Est de la France représente à lui seul près de la moitié de la puissance installée. Le projet de PPE révisée fixe un objectif national de capacité installée autour de 35 GW en 2028, soit une multiplication par 2,3 par rapport à la situation actuelle, donnant à l'éolien une importance majeure dans le mix électrique. Afin d'atteindre ces objectifs, le projet de PPE prévoit un calendrier d'appels d'offres de 2019 à 2024.

Le développement de l'éolien se fera majoritairement par l'installation de nouveaux parcs, et dans une moindre mesure, par la rénovation des parcs (*repowering*), permettant d'augmenter l'énergie produite à nombre de mâts équivalent.

Puissance éolienne raccordée par région au 30 juin 2019



• Situation de l'éolien en Nouvelle-Aquitaine

En 2018, la Nouvelle-Aquitaine accueille quant à elle un parc éolien de 955 MW, concentré essentiellement en ex-Poitou-Charentes, bien en deçà des objectifs régionaux fixés à l'horizon 2020 dans les schémas régionaux climat-air-énergie (390 à 600 MW en ex-Aquitaine, 600 MW en ex-Limousin, 1 800 MW en ex-Poitou-Charentes, soit de 2790 à 3000 MW en Nouvelle-Aquitaine). La puissance raccordée a augmenté de 11% en 2018. En outre, 1112 MW de parcs éoliens sont autorisés mais non construits en décembre 2018.

Si 80 % des Français se disent favorables au développement de l'éolien, 80 % des projets rencontrent toutefois des difficultés d'acceptation et font, quasi-systématiquement l'objet de contentieux (60 %/70 % des décisions favorables sont contestées, 95 % des décisions défavorables le sont également).

La Nouvelle-Aquitaine est concernée par cette difficulté, comme les autres régions, avec toutefois comme particularité le fait que l'éolien s'y développe de manière déséquilibrée. De nombreux parcs ont en effet vu le jour et continuent à émerger en ex-Poitou-Charentes, tandis que l'ex-Limousin connaît un développement modéré de l'éolien, et que l'ex-Aquitaine n'accueille à ce jour aucun parc éolien en fonctionnement.

Cette situation en ex-Aquitaine s'explique du fait notamment d'un vent relativement moins fort que dans le reste de la région (même si aujourd'hui les industriels peuvent développer des parcs de manière rentable avec des gisements de vent plus faibles), mais surtout en raison des servitudes militaires qui grèvent une large partie du territoire.

Cette répartition engendre un sentiment d'iniquité dans les territoires d'ex-Poitou-Charentes, de plus en plus relayé localement. Certains territoires dénoncent un phénomène croissant de « saturation éolienne » et considèrent que c'est désormais à l'ex-Aquitaine de faire sa part de l'effort afin de rééquilibrer le développement de l'éolien dans la région.

Le conseil départemental de la Charente-Maritime vient ainsi de voter un moratoire de deux ans sur l'éolien (sans portée juridique), et des tensions persistent en Charente, Vienne et Deux-Sèvres.

• Planification régionale en matière d'éolien

Les objectifs envisagés dans les travaux d'élaboration du schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) de la Nouvelle-Aquitaine, avec notamment une puissance installée qui passerait de 955 MW en 2018 à 4 500 en 2030, sont cohérents avec les objectifs nationaux de la PPE.

	2015	2018	2020	2030	2050
Puissance installée (MW)	551	955	1 800	4 500 (option haute à 5 500)	7 600 (option haute à 10 000)
dont repowering (MW)				200	2 200
Rythme hors repowering (MW/an)			~ 500	~ 250	~ 50

La Région souhaite un rééquilibrage vers le sud de la Nouvelle-Aquitaine et une solidarité avec les territoires infrarégionaux denses en éolien, en appelant notamment à un assouplissement des contraintes militaires sur l'ex-Aquitaine. Une option haute de l'objectif 2030 a été fixée à 5 500 MW en cas de levée de ces contraintes.

• Objectifs stratégiques de l'État pour la Nouvelle-Aquitaine

Si l'installation de quelques parcs éoliens en ex-Aquitaine apparaît souhaitable, le rééquilibrage territorial de la filière éolienne souhaité par le SRADDET ne pourra toutefois qu'être limité :

au regard des projets en cours de développement, puisque les 1112 MW de parcs éoliens autorisés mais non construits (au 14 décembre 2018) et les 1795 MW de parcs éoliens en cours d'instruction sont très majoritairement situés en ex-Poitou-Charentes, dans une moindre mesure en ex-Limousin et de manière sporadique en ex-Aquitaine (cf. carte des projets éoliens en Nouvelle-Aquitaine – Source SIGENA). L'aboutissement de ces projets permettrait d'atteindre près de 4000 MW ;

le groupe de travail national éolien du ministère des armées, chargé de réévaluer des zones propices au développement de l'éolien, a statué début 2019 pour le maintien de l'évitement des zones à contraintes militaires sur l'ex-Aquitaine. Seule la zone de la Courtine en Creuse a été libérée.

Cette dynamique devrait également se poursuivre à plus long terme. En effet, dans le cadre de l'élaboration du schéma régional de raccordement au réseau des énergies renouvelables (S3REnR), le gestionnaire de réseau RTE a lancé une consultation auprès des syndicats de producteurs éoliens et photovoltaïques afin de réaliser un recensement des gisements de projets à venir, c'est-à-dire qui n'ont pas encore déposé de demande d'autorisation. Ce travail, qui ne préjuge pas des autorisations qui seront effectivement délivrées, montre d'une part que les producteurs envisagent toujours un nombre de projets

conséquents dans le nord de la région, et que la puissance éolienne installée en Nouvelle-Aquitaine grimperait à 7500 MW à horizon 2030 si tous les projets voyaient le jour.

Dans ce contexte d'augmentation des projets en cours de développement ou à venir, et au regard de la jurisprudence relative aux contentieux éoliens, plutôt restrictive sur les possibilités de refuser les projets, la question qui se pose n'est pas tant celle de l'atteinte des objectifs régionaux mais plutôt des conditions d'atteinte de ces objectifs. Il s'agit donc pour l'État de favoriser les projets répondant à des critères qualitatifs : haut niveau de prise en compte des enjeux (environnement, patrimoine, bruit...), principe d'évitement systématique des sites Natura 2000, intégration dans des démarches de territoires pour faciliter leur acceptabilité, projets soutenus par un financement participatif qui bénéficient d'un soutien tarifaire majoré.

Il s'agit, dans le même temps, de réunir les conditions permettant aux territoires d'accueillir favorablement les projets les plus exemplaires dans la prise en compte des différents enjeux (environnement, patrimoine, bruit...), en favorisant le développement de projets de territoires intégrant le thème de la transition énergétique, et d'inciter les porteurs de projets à associer les populations le plus tôt possible, et en tout état de cause avant d'avoir arrêté les grandes options de leur projet, en développant la pratique de la concertation amont. Ces deux actions doivent favoriser l'émergence de projets mieux intégrés au territoire, disposant ainsi d'une plus grande acceptabilité.

• **Situation de l'éolien en Deux-Sèvres**

Au premier trimestre 2019, le tiers des installations éoliennes étaient implantées en Deux-Sèvres.

	Nombre de parc éoliens	Part régionale	Puissance en MW	Part régionale
Charente	15	13%	143	15%
Charente-Maritime	25	22%	163	17%
Corrèze	2	2%	9	1%
Creuse	4	4%	37	4%
Dordogne	0	0%	0	0%
Gironde	0	0%	0	0%
Landes	0	0%	0	0%
Lot-et-Garonne	0	0%	0	0%
Pyrénées-Atlantiques	0	0%	0	0%
Deux-Sèvres	38	33%	362	38%
Vienne	26	23%	224	23%
Haute-Vienne	4	4%	20	2%
Total régional	114	100%	959	100%

Titre : Installations éoliennes raccordées au réseau au 31/03/2019 en Nouvelle-Aquitaine
Sources : <https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/tableau-de-bord-eolien-premier-trimestre-2019>

• Situation de l'éolien dans le Mellois en Poitou

Au 1^{er} janvier 2020, le territoire de Mellois en Poitou compte 11 parcs éoliens en service ou construits, pour 65 mâts et une puissance nominale totale de 140 MW, soit 39% de la production d'énergie éolienne du département et 15% de la part régionale.

Il existe une seule éolienne individuelle à Aigondigné.

Nom du parc	Communes concernées	Puissance nominale du parc en MW	Nombre d'éoliennes	Année de mise en service	Développeur
Parc éolien de Plibou	Plibou	12	6	2016	Enertrag
Parc de Melleran-Lorigné-Hanc et La Chapelle-Pouilloux (MLHCP)	Melleran, Lorigné, Hanc, La Chapelle-Pouilloux	21,35	7	2015	SAS WPD Energie 21
Parc éolien du Pelon	Mairé l'Evescault, Sauzé-Vaussais	10	5	2018	Boralex
Parc éolien de Clussais la Pommeraie	Clussais la Pommeraie	11	5	2017	SAS WPD Energie 21
Parc éolien des Raffauds 1	Alloinay	12	6	2011	3D Energies
Parc éolien de la Tourette 1	Paizay-le-Tort, Lusseray	12	6	2011	3D Energies
Parc éolien de la Tourette 2	Paizay-le-Tort, Lusseray	9,4	4	2018	3D Energies
Ferme éolienne de Lusseray-Paizay-le-Tort	Paizay-le-Tort, Lusseray	14	7	2018	Volkswind
Parc éolien de Limalonges	Limalonges	10	5	2020	SAS WPD Energie 21
Champ éolien de Saint-Martin-lès-Melle	Saint-Martin-lès-Melle	12	6	2010	Volkswind
Parc éolien Le Teillat	Saint-Romans-lès-Melle, Celles-sur-Belle	8	4	2012	3D Energies
Parc éolien de Périgné	Périgné	8	4	2018	Volkswind
Total	15 communes	139,75	65		

Titre : Parcs éoliens en service ou construits sur le Mellois en Poitou au 01/01/2020

Source : DREAL Nouvelle-Aquitaine, DDT79, Sociétés de développement de parc éoliens

En outre, le territoire s'apprête à accueillir prochainement d'autres parcs :

- 2 parcs sont autorisés depuis 2016 et 2017 ;
- 5 parcs sont en instruction.

La construction de ces parcs porterait le nombre d'éoliennes en service à 95 et la puissance nominale à 210 MW.

Nom du parc	Communes concernées	Puissance nominale du parc en MW	Nombre d'éoliennes	Etat du projet	Développeur
Parc éolien des Raffauds 2	Alloinay	6,9	3	Autorisé en 2017	3D Energies
Parc éolien des Châteliers	Tillou	14,1	6	Autorisé en 2016	EnR GIE EOLE
Total	5 communes	21	9		

Titre : Parcs éoliens autorisés sur le Mellois en Poitou au 01/01/2020

Source : DREAL Nouvelle-Aquitaine, DDT79, Sociétés de développement de parc éoliens

Nom du parc	Communes concernées	Puissance nominale du parc en MW	Nombre d'éoliennes	Etat du projet	Développeur
Parc éolien de la Vallée du Haut Bac	Rom	9	3	demande d'autorisation déposée en déc. 2018	Solvéo Energie
Parc éolien des Groies	Villemain, Loubillé	31,5	7	enquête publique en 2020	Volitalia
Parc éolien du Gâtineau	Couture d'Argenson	8,8	4	demande d'autorisation déposée mai 2019	Ostwind
Parc éolien Champs Paille	Lezay, Saint-Vincent-la-Châtre	12	6	demande d'autorisation déposée avril 2019	RES
Parc éolien de Londigny (16) (3E) – Montalembert (79) (1E)	Montalembert	3,6	1	Instruction depuis 2017	Valorem / BayWa r.e. France
Total	7 communes	64,9	21		

Titre : Parcs éoliens en projet sur le Mellois en Poitou au 01/01/2020

Source : DREAL Nouvelle-Aquitaine, DDT79, Sociétés de développement de parc éoliens

ATLAS CARTOGRAPHIQUE
DREAL Nouvelle-Aquitaine

Projets éoliens en Nouvelle-Aquitaine au 1er septembre 2019



- **Sentiment de saturation de la population et leviers des territoires en matière de planification des implantations d'éoliennes**

Une grande partie des dossiers en cours d'instruction, et vraisemblablement également des dossiers qui seront déposés dans les prochaines années, concerneront des territoires qui accueillent déjà des parcs éoliens, pouvant renforcer le sentiment de "saturation" exprimé par les riverains et relayé par des associations et des élus locaux. Dans ce contexte, il ne s'agit pas pour l'État de refuser de manière systématique tout nouveau parc, ni d'établir des doctrines qui s'ajouteraient aux guides nationaux existants. Dès lors, au-delà de la gestion des dossiers en cours d'instruction, il s'agira d'inciter les collectivités territoriales à engager une analyse multi-critères des secteurs qui seraient, eu égard aux différents enjeux du territoire, plus favorables à l'implantation des éoliennes ou, à l'inverse, à préserver.

Ce travail, de nature stratégique, pourrait être intégré aux travaux des PCAET et faire l'objet d'échanges au sein des pôles EnR départementaux. Il a vocation également à être partagé avec les fédérations professionnelles afin de faire part aux porteurs de projets des zones jugées à éviter et/ou « saturées ») et de les orienter vers les zones les plus favorables.

L'échelle du PLUi semble être l'échelle pertinente pour encadrer le développement des éoliennes, qui peuvent interdire leur implantation ponctuellement par zone ou sous-secteur de zone, à condition de le justifier par des moyens particuliers afin de limiter le risque contentieux.

Ce qu'il faut retenir :

L'énergie éolienne est une ressource largement exploitée dans le Mellois en Poitou. 11 parcs sont construits ou en service. 6 nouveaux parcs et une extension pourraient voir le jour dans les prochaines années.

Ces parcs éoliens sont implantés hors des zones Natura 2000 et dans les communes les moins densément peuplées, c'est-à-dire au centre et à l'est du territoire.

Actuellement, la puissance nominale des éoliennes du territoire représente le tiers de celle du Département des Deux-Sèvres et 15% de la puissance régionale. On note une acceptation de plus en plus difficile des projets due à un effet de saturation de la part de certains habitants qui se manifestent via des collectifs de riverains ou d'associations.

Les élus de la Communauté de communes Mellois en Poitou ont conscience de la nécessité d'un débat et d'outils de planification adéquats en matière d'énergie éolienne. L'élaboration des outils de planification pouvant contribuer à la régulation des implantations de nouveaux parcs éoliens commencera courant 2020 et 2021, tels que :

- un plan de paysage pour la dimension qualitative : paysage/patrimoine/identité du territoire
- un plan climat air énergie territorial (PCAET) pour la dimension quantitative : fixation d'objectifs en GWh, mix énergétique, part du Mellois dans l'effort national de production d'énergies renouvelables...
- un plan local d'urbanisme intercommunal (PLUI) pour la dimension géographique/spatialisation : lieu où les implantations sont possibles ou impossibles.

Le solaire

Chaque année, le soleil fait parvenir sur Terre, 10 000 fois la consommation actuelle mondiale en énergie. La région Poitou-Charentes est une des régions les plus ensoleillées de France avec une durée moyenne d'ensoleillement de 2000 à 2300 h/an. Le gisement solaire moyen sur la région s'élève à 1 270 kWh par m² et par an, ce qui la place au rang des régions les plus ensoleillées de France, avec un gisement très favorable. Depuis quelques années, les réalisations solaires se sont multipliées.

- **Panneaux photovoltaïques et production d'électricité**

Le marché du photovoltaïque raccordé au réseau en France connaît une croissance rapide depuis 2006 avec la mise en place des nouveaux tarifs d'achat de l'électricité produite. Initialement orienté vers l'électrification des sites isolés, le marché de l'électricité photovoltaïque correspond aujourd'hui à une pluralité d'applications connectées au réseau allant des installations de petite taille intégrées sur les toitures résidentielles aux installations de moyenne puissance sur les toitures d'entrepôts, de grandes surfaces, de hangars agricoles ou encore les centrales au sol. Afin d'éviter les effets d'aubaine et suite aux gains de productivité et à la baisse des coûts des modules sur le marché, le Gouvernement a procédé en 2011 à une révision des tarifs d'achat de l'électricité, qui ont fortement régressé : 37,06 c€/kWh à l'heure actuelle contre 46c€/kWh en mars 2011. (Source ERDF)

Cependant, la multiplication des sources de production peut engendrer des dysfonctionnements du réseau, qui n'est pas conçu pour réceptionner de nombreuses charges électriques entrantes. Ces anomalies peuvent se traduire par des microcoupures (interruption brève de l'alimentation électrique), des problèmes d'alimentation liés au foisonnement (la production de chaque source n'est pas simultanée et dépend de la quantité de gisement qui ne suit pas les pics de consommations). Il est donc impératif d'analyser, lors des études préalables à la mise en œuvre de chaque projet photovoltaïque, les capacités d'accueil du réseau électrique.

- **Le contexte régional et départemental**

Le potentiel photovoltaïque régional, qui comprend les installations de petite, moyenne et grande puissance, a été évalué dans une étude réalisée en 2009 à l'échelle de la région par l'ADEME et la Région Poitou-Charentes. Le potentiel solaire photovoltaïque régional est évalué à 2,7 GW.

La Région avait fixé pour objectifs pour la fin 2012, l'installation d'une puissance de 65 MWc et de plus de 600 000 m² de panneaux photovoltaïques, dans le cadre du Plan Energie Solaire. En mars 2011, la puissance effectivement raccordée était de 65,8 MWc (Mégawatt Crête soit la puissance maximale), l'objectif 2012 ayant donc été atteint avec presque deux ans d'avance.

A l'horizon 2020, l'objectif régional concernant le photovoltaïque correspond à une production énergétique annuelle se situant entre 807 MWc installés (scénario 1) et 1418 MWc installés (scénario 2). Cet objectif s'inscrit dans les objectifs fixés dans le cadre du Grenelle de l'Environnement (5 400 MWc), qui a été défini en prenant en compte les

évolutions récentes de la filière (technologies, coûts), le potentiel régional ainsi que les perspectives liées à la parité réseau et la réglementation thermique dans le bâtiment. L'objectif se traduit en termes de puissance, avec l'atteinte de 270 Mwc de puissance installée d'ici 2015, ce qui correspond à environ 10% du potentiel solaire régional, mais qui nécessiterait plus d'un milliard d'euros d'investissements.

Malgré un ralentissement lié aux modifications réglementaires, au regard des projets de parcs solaires en développement, le rythme de 15 Mwc de raccordements par trimestre devrait être de nouveau atteint, puis nettement dépassé, à partir de 2015-2016. On s'attend en effet à un fort développement du photovoltaïque avec la baisse du coût des installations et l'augmentation du coût de l'électricité conventionnelle, liée à la Nouvelle Organisation du Marché de l'Électricité. Les autres facteurs tels que la volonté politique des territoires, la réglementation thermique du bâtiment et la bonne structuration de la filière photovoltaïque devraient accentuer cette dynamique.

Avec un ensoleillement moyen annuel de 1980 heures, le département des Deux-Sèvres bénéficie d'un ensoleillement dans la moyenne française. Une installation solaire photovoltaïque y est rentable.

- ***Des projets construits et en cours de développement en Mellois en Poitou***

Encore peu développée avec une puissance de production de 4380 KW (source AREC 2013), la production d'électricité par photovoltaïque pourrait être une piste de développement des énergies renouvelables importantes car le Mellois en Poitou bénéficie d'un bon potentiel d'ensoleillement.

Peu de bâtiments publics sur le territoire sont équipés de panneaux photovoltaïques, mais plusieurs communes ont fait réaliser par le CRER une étude du potentiel solaire, à l'exemple de la commune de Melle. Aussi, la commune de Lezay fait figure d'exemple avec l'installation début 2012 de plus de 12 000 m² de panneaux sur le foirail, les halles ovines et caprines, la halle aux volailles, les services techniques, le gymnase, l'école élémentaire et la SEM Melusayen (unité de traitement de déchets ménagers). Ainsi, la commune de Lezay possède un parc photovoltaïque d'une puissance de 1,673 Mwc.

En 2018, des ombrières photovoltaïques de 27 880 m² et d'une puissance de 4,5 Mwc ont été installées sur les parkings de la zone d'activité des Maisons Blanches à Limalonges.

En 2018, deux projets de parcs photovoltaïques au sol étaient à l'étude à Saint-Martin-lès-Melle et à Limalonges sur des terrains pollués ou artificialisés (ancienne décharge et ancien terrain de stockage de ballast pour la construction de la LGV).

Parallèlement, de nouveaux bâtiments publics ont été équipés de panneaux photovoltaïques : locaux du SIVU de Chef-Boutonne, salle municipale de Limalonges, ou encore l'église et la salle des fêtes d'Aubigné.

Par ailleurs, quelques initiatives sont à noter :

- En 2010, le Conseil général a entamé sur ses bâtiments une phase de pré-diagnostic. 10 propriétés départementales ont fait l'objet d'un examen du gisement solaire potentiel.
- Dans le cadre du diagnostic Clim'Agri, le plan d'action prévoit de systématiser la mise en place de solaire photovoltaïque sur les toitures agricoles des nouveaux bâtiments.

- **Panneaux solaires thermiques et production de chaleur**

Zoom technique

Les capteurs solaires thermiques sont les plus répandus en France. Ils sont généralement utilisés dans le cadre de l'installation d'un Chauffe-Eau Solaire Individuel (CESI) ou d'un Système Solaire Combiné (chauffage + eau chaude). Ces systèmes peuvent couvrir jusqu'à 60% des besoins en eau chaude sanitaire et 40% des besoins en eau chaude et chauffage annuel, aussi bien dans les régions ensoleillées que dans les régions plus froides. Le marché de l'énergie solaire thermique en Europe a connu une première phase de croissance dans les années 70, au lendemain des deux chocs pétroliers. La diminution du prix de l'énergie dans les années 80 a brutalement interrompu ce développement. Depuis les débuts des années 2000, on assiste à un retour très marqué.

La France est aujourd'hui le pays européen qui observe la plus forte croissance de son marché. Depuis 1999, l'ADEME a amorcé le « plan soleil » qui combine aides financières et sélection de matériels performants sous forme de kits « capteur+ballon+régulation ».

- **Une filière réduite aux installations individuelles en Mellois en Poitou**

Quelques particuliers sont équipés mais c'est une source d'énergie qui pourrait être développée également. A l'image des autres territoires du Poitou-Charentes, le nombre d'installations « ECS » (eau chaude solaire) et « CESI » (chauffe-eau solaire individuel) est en constante progression, respectivement 39 et 269 installations (source AREC 2011, étude pour le Mellois en Poitou).

Ce qu'il faut retenir :

Sur le Mellois en Poitou, le gisement solaire est favorable, l'utilisation de cette technique peut être encouragée pour les particuliers mais aussi pour les bâtiments publics.

Alors qu'à l'échelle régionale cette filière est largement développée, l'énergie solaire est encore peu valorisée sur le Mellois en Poitou mais est en forte progression. Des projets d'installation de panneaux photovoltaïques ont été mis en œuvre sur des bâtiments publics de plusieurs communes (Lezay, Limalonges, Chef-Boutonne, Aubigné...). La commune de Melle a fait réaliser une étude sur le potentiel solaire de la commune.

La méthanisation

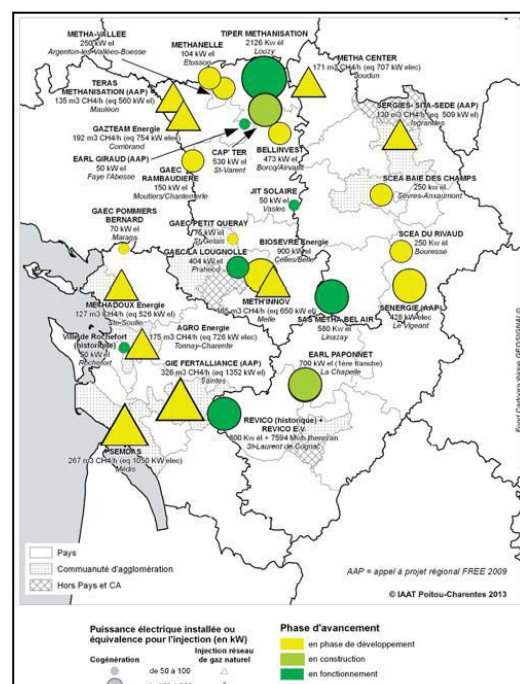
• Le contexte européen, national, régional et départemental

Les objectifs gouvernementaux et européens visent à accroître d'une manière importante la contribution de la biomasse lignocellulosique (bois, pailles, résidus agricoles, cultures dédiées, déchets) dans la production énergétique, par la co-génération de chaleur et électricité, et le transport terrestre (procédés à l'étude). Outre la production d'énergies renouvelables, les filières de la biomasse dans l'agriculture contribuent à optimiser la gestion des effluents et déchets en leur offrant un débouché local.

En région Poitou-Charentes, la production d'électricité à partir de biogaz se développe, notamment avec la récupération et la valorisation du biogaz sur des installations de stockage des déchets non dangereux (ISDND).

Le potentiel régional de biomasse méthanisable concerne pour l'instant essentiellement les déjections animales, résidus de culture, sous-produits des industries agroalimentaire, boues de station d'épuration, déchets verts et ordures ménagères résiduelles. La méthanisation présente de ce fait un double intérêt : la production d'énergie combinée à un traitement de matières organiques pour lesquelles une solution de valorisation ou d'élimination doit être trouvée.

Diverses solutions de valorisation de ce biogaz existent : la cogénération, l'injection dans le réseau de distribution et le biogaz carburant. Si à ce jour, le système le plus utilisé et développé est celui de la cogénération, l'injection constitue une réelle opportunité à ne pas négliger pour un développement de la méthanisation, encouragée par des tarifs d'achat préférentiels. De même, les débouchés du biogaz utilisé comme carburant peuvent constituer une solution pertinente et cohérente, par une utilisation au sein de la flotte de véhicules concernée par les approvisionnements de l'unité de méthanisation par exemple. L'ensemble de ces éléments ainsi que le nouveau cadre réglementaire (tarif d'achat et simplification des démarches administratives pour les petits projets), paru dernièrement, constituent donc des facteurs positifs et encourageants pour accentuer la dynamique en région avec, en 2011, plus d'une vingtaine de projets en développement (30 à 50 MW).



Implantations des sites de production de biogaz électrique en Poitou-Charentes en 2013 (source : IAAT Poitou-Charentes 2013)

La filière se développe avec la naissance de plusieurs projets en 2013, dont le TIPER méthanisation, le plus important site de méthanisation de l'Ouest de la France, situé à Thouars, dans les Deux-Sèvres. En 2012 dans la région, on dénombrait 5 unités de production de biogaz thermique (9,6 MW) et 8 sites de production de biogaz électrique (8,5 MW), pour un total de production de 78 GWh. La région ne représente que 3,7% de la puissance nationale électrique provenant du biogaz.

En Deux-Sèvres, un fort potentiel existe, principalement dû à une pratique développée de l'élevage, et à l'implantation d'industries agro-alimentaires notamment dans le nord du département. En 2014, six structures produisent aujourd'hui de l'énergie et six autres sont en cours d'instruction. Près de 26 millions de kilowattheures d'électricité sont produits par ces unités de méthanisation, de quoi répondre aux besoins d'une ville de 19 000 habitants (hors chauffage).

La filière agricole montre par ailleurs un intérêt certain pour les installations de méthanisation à petite échelle, qui leur permettent de valoriser leurs déchets organiques (fumier, lisier, déchets végétaux...).

• **Les projets en Mellois en Poitou**

Au 1^{er} octobre 2018, deux projets sont envisagés :

- Le projet **Celles-sur-Belle Biogaz** à Celles-sur-Belle : il s'agit d'une unité de méthanisation agricole collective devant occuper une surface totale de 1,6 hectare. Sa capacité de traitement sera en moyenne de 20 500 tonnes de matières brutes par an. Les matières traitées (fientes, fumiers, lisiers, lactosérum et déchets de céréales) proviendront de 14 exploitations agricoles, de la Coopérative laitière de la Sèvre et de la Coopérative agricole Terre Atlantique.

Les digestats produits seront épandus sur 22 communes du département des Deux-Sèvres et de la Charente, sur les terres de 14 exploitations agricoles. L'unité de méthanisation devrait produire 1 millions de m³ de bio-méthane par an et injecter dans le réseau 9 600 MWh PCI.

Le projet a été enregistré par arrêté préfectoral le 26 octobre 2017.

- Le projet **Méth'Innov à Melle** : il s'agit d'une unité de méthanisation devant occuper une surface totale de. Sa capacité de traitement sera en moyenne de 47 800 tonnes de matière brute par an. Les matières traitées (lisiers, fumiers, déchets céréaliers, déchets de tonte de pelouses, déchets de pâtisseries, boues de traitement de déchets industriels) proviendront de 27 exploitations agricoles, de la Coopérative Entente Agricole, des déchetteries de la Communauté de communes Mellois en Poitou, de la pâtisserie industrielle Tourt'O Pâtissier.

Les digestats produits seront épandus sur 30 communes du département des Deux-Sèvres et de la Charente-Maritime, sur les terres de 27 exploitations agricoles. L'unité de méthanisation devrait produire 1,322 millions de m³ de bio-méthane par an et injecter dans le réseau 10 693 MWh PCI.

Le projet a été autorisé par arrêté préfectoral le 27 juillet 2015.

Ce qu'il faut retenir :

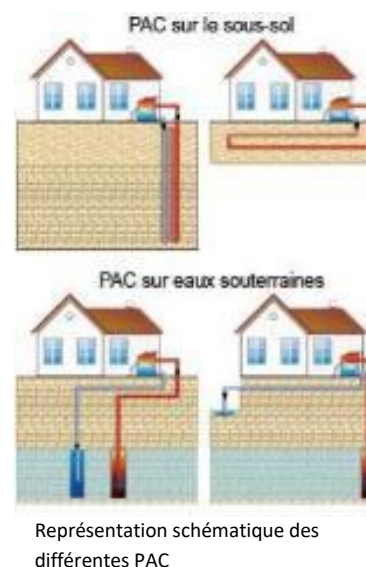
La méthanisation est une ressource qui présente de nombreux avantages en milieux ruraux. Elle permet de valoriser les déchets issus de l'agriculture pour produire de l'énergie. La cellulose est l'ingrédient principal de la méthanisation. Cette filière se développe en Poitou-Charentes avec une vingtaine de projets recensés en 2011.

Le Mellois en Poitou compte 2 projets en cours d'étude sur les communes de Celles-sur-Belle (valorisation de déchets agricoles mais aussi de sous-produits de l'industrie agro-alimentaire ou de stations d'épuration) et de Melle (valorisation de matières d'origine agricole à 95%).

La géothermie, une énergie accessible

Zoom technique

Le terme « géothermie » désigne les processus industriels permettant d'exploiter les phénomènes thermiques internes du globe pour produire de l'électricité et/ou de la chaleur. Il existe plusieurs formes de géothermie. La géothermie basse énergie est définie par l'exploitation d'une ressource présentant une température comprise entre 30°C et 90°C, qui permet, dans la plupart des cas, une utilisation directe de la chaleur par simple échange. L'utilisation directe de la température de l'eau permet l'alimentation de réseaux de chaleurs. La géothermie très basse énergie est exploitée à l'aide de Pompes à Chaleur (PAC) qui utilisent la chaleur du sol ou des eaux souterraines. L'énergie emmagasinée dans le sous-sol ou dans l'aquifère est captée puis véhiculée vers l'intérieur du bâtiment jusqu'à la PAC grâce à un réseau de tubes enterrés dans le sol. Elle peut être utilisée pour chauffer ou rafraîchir des locaux.

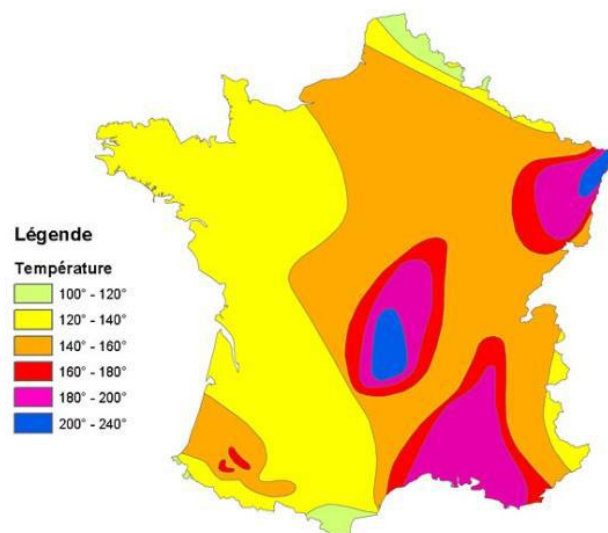


Représentation schématique des différentes PAC

• Le contexte régional et départemental

La région Poitou-Charentes comptabilisait en 2012 19 sites de géothermie profonde (dont 3 installées en 2012) et 27 400 unités de géothermie superficielle (dont 2340 installées en 2012). Ces dernières incluent les installations chez les particuliers, ce qui représente une production d'énergie de 460 GWh (dont 451 GWh provenant de la géothermie superficielle), soit 7,7% de la production énergétique renouvelable en région, et 11% de la chaleur thermique renouvelable.

Des études récentes, menées conjointement par l'ADEME et le BRGM, tendent à démontrer que de nombreuses régions françaises seraient propices à la géothermie. Les cartes suivantes montrent que le Mellois en Poitou se situe dans une zone où la température oscille entre 120 et 140° pour l'exploitation géothermique, grâce à la présence d'un bassin sédimentaire profond dans la région. Ces températures ne suffisent pas pour une exploitation géothermique profonde, mais peuvent seulement permettre l'installation de pompe à chaleur chez les particuliers ou les collectivités. Il ne s'agit pas cependant de négliger la contribution de ces petites installations, dont les puissances cumulées peuvent participer de façon non négligeable au bilan en énergie renouvelable du territoire.



Carte du potentiel géothermique français (source : www.geothermie-perspectives.fr)

L'hydroélectricité

La réglementation associée à l'exploitation hydroélectrique :

Les installations hydroélectriques sont régies par la loi du 16 octobre 1919 relative à l'utilisation de l'énergie hydraulique, qui instaure un régime de concession ou d'autorisation de l'Etat selon la puissance installée.

Les centrales hydroélectriques sont aussi soumises à la législation sur l'eau, inscrite dans le Code de l'Environnement.

Les centrales hydrauliques, qui utilisent la force de l'eau pour produire de l'électricité, constituent une source d'énergie renouvelable ancienne dont la technologie est aujourd'hui très bien maîtrisée. En 2013, l'énergie hydraulique représente 13% de la production électrique française, et 25% de la production d'énergies renouvelables (source : Bilan énergétique de la France pour 2013 - Service de l'observation et des statistiques). Elle présente de nombreux avantages par sa modularité, sa rapidité de mobilisation et la sécurité de son système électrique. A l'échelle régionale, cette source d'énergie représente 1.8% de la production d'énergie renouvelable et 8.8% de la production électrique d'énergies renouvelables. (Source AREC 2013 - Etat des lieux du développement des énergies renouvelables en Poitou-Charentes).

- **Des centrales hydroélectriques de faible puissance**

Dans la région Poitou-Charentes, malgré un fort développement récent des énergies renouvelables, ce secteur reste stable, avec une trentaine de centrales en fonctionnement (31 en 2012, dont une nouvelle mise en service de 0,1 MW). En effet, c'est historiquement la première forme d'énergie renouvelable valorisée et jusqu'en 2007 la production énergétique d'origine renouvelable en Poitou-Charentes provenait quasiment exclusivement de la ressource hydraulique.

La région Poitou-Charentes ne comptabilise donc en 2012 que 30,5 MW de puissance raccordée, soit seulement 0,12% de la production hydroélectrique française, avec une production de 110 GWh (contre 69 GWh seulement en 2011, en raison d'un épisode de sécheresse cette année-là).

Au niveau du département, une seule installation est recensée au nord du territoire.

Atouts

- > Une forte dynamique en faveur des économies d'énergie et de la réduction des GES sur le territoire, traduite par la mise en œuvre de nombreux projets (CLIC 1 et 2, Programme LEADER ...) : des objectifs de réduction des émissions de GES (par poste émetteur) et d'amélioration de la performance énergétique des bâtiments (au moins 25 %)
- > Une politique d'implantation d'infrastructures de recharge de véhicules électriques concrète et construite sur tout le territoire du Mellois en Poitou
- > Un engagement du territoire pour la valorisation des énergies renouvelables, qui se traduit par un nombre d'installations bois-énergie et photovoltaïques supérieur à la moyenne régionale
- > Une filière bois-énergie qui se structure et présente de nombreuses opportunités et un potentiel suffisant pour l'alimentation des chaufferies collectives et particulières du territoire

Faiblesses

- > Un territoire exposé au phénomène de précarité énergétique, en raison d'un parc résidentiel ancien présentant des qualités d'isolation mauvaise
- > Un engagement encore limité des intercommunalités pour la réduction des dépenses énergétiques et la valorisation des énergies renouvelables
- > Un développement inégal de la filière bois-énergie, sous-représentée sur l'ex-Communauté de Communes de Celles-sur-Belle
- > Un manque d'intérêt de la profession agricole, pour le gisement bois agricole, caractérisé par une forte dispersion des haies et un potentiel variable en fonction des communes
- > Une alimentation des chaufferies industrielles et une consommation en bois-bûches insatisfaisante qui dépend de ressources extérieures au territoire du Mellois en Poitou

Enjeux

L'aménagement du territoire comme moyen de réduire les dépenses énergétiques





- > Lutte contre la précarité énergétique dans le secteur résidentiel
- > Priorité à la réduction des consommations énergétiques dans les secteurs des transports et de l'habitat en favorisant les projets de développement économes (mixité fonctionnelle pour réduire les déplacements, densités plus élevées ...)

La valorisation des ressources énergétiques renouvelables locales






- > Coordination des actions en faveur des énergies renouvelables à l'échelle du Mellois en Poitou, pour étendre la dynamique observée sur certaines intercommunalités à l'ensemble du territoire du SCoT
- > Mise en œuvre de projets de valorisation des énergies renouvelables à grande échelle, portés par les structures publiques, dans une logique d'exemplarité
- > Orientation de la filière bois-énergie vers la valorisation des produits connexes et des rémanents d'entretien des haies dans une logique de circuits courts et de protection de la biodiversité inféodée aux milieux boisés
- > Evaluation du potentiel de valorisation des déchets agricoles et de l'agro-alimentaire par la méthanisation

UNE DYNAMIQUE FORTE DE DEVELOPPEMENT DES ENERGIES RENOUVELABLES, UN POTENTIEL DE DIVERSIFICATION DES RESSOURCES LOCALES

1) Des ressources renouvelables présentes sur le territoire

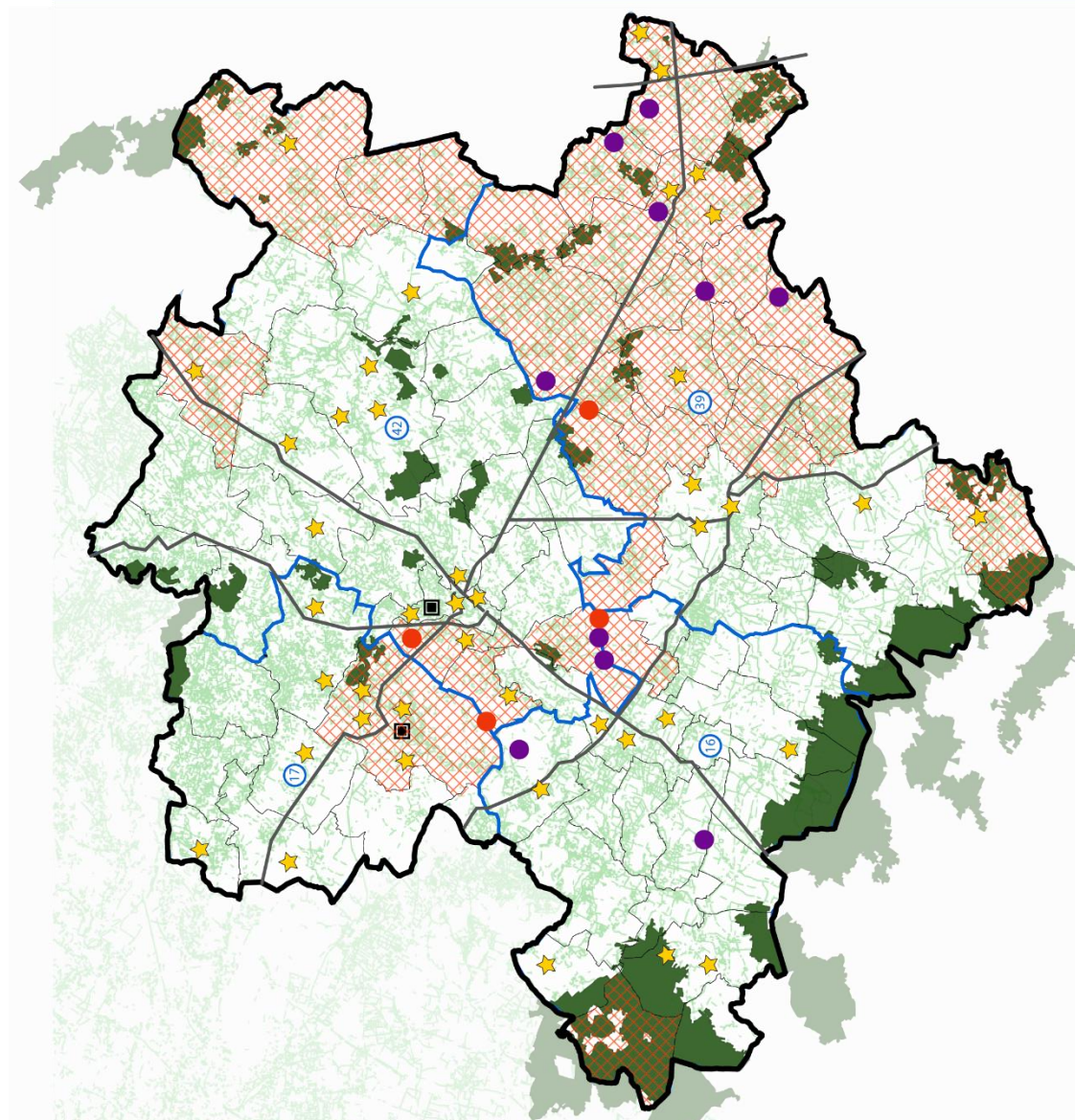
-  Un gisement forestier local limité mais un potentiel d'exploitation pour le bois énergie
-  Des espaces bocagers denses : un potentiel de valorisation en bois énergie mais une ressource encore peu exploitée
-  Une zone de délimitation territoriale du Schéma Régional Eolien qui concerne plus particulièrement l'est du territoire
-  Un territoire rural avec un potentiel de développement de la méthanisation

2) Outils et dispositifs de valorisation des énergies alternatives

-  4 parcs éoliens en fonctionnement qui totalisent une puissance de 44000KW
-  De nombreux projets d'installation de parc éolien en cours d'instruction ou de construction
-  Nombre de chaufferies bois (individuelles, collectives et industrielles) par intercommunalité en 2012 : une filière implantée mais une marge de progression identifiée dans le Plan d'Approvisionnement Territorial.
-  Un réseau dense de bornes électriques qui traduit la volonté locale de lutter contre les émissions de gaz à effet de serre dont le secteur de transport est le premier émetteur sur le Pays Mellois
-  Deux projets de méthanisation sur le territoire du Pays Mellois à Celle-sur-Belles et à Melle

ENJEU : Valoriser les ressources énergétiques renouvelables locales (bois, gisement agricole, éolien...) :

- En coordonnant les actions à l'échelle du Pays, pour étendre la dynamique observée sur certaines intercommunalités à l'ensemble du territoire du SCoT
- En engageant des projets de valorisation des énergies renouvelables à grande échelle, portés par les structures publiques, dans une logique d'exemplarité



0 5 10 km



Source : BD Carthage, BD Topo, SRE Poitou-Charentes, Pays Mellois, AREC Poitou-Charentes, DD79



5. Les risques et nuisances

5.1 Des risques naturels majeurs présents sur tout le territoire

Sources : Dossier Départemental des Risques Majeurs 79, DDT79, Mellois en Poitou, Géorisques, SERTAD.

Zoom technique

> Le Dossier Départemental des Risques Majeurs (DDRM)

Le Dossier Départemental des Risques Majeurs (DDRM), document recensant les informations relatives aux risques dans le département, s'inscrit dans l'esprit des textes sur l'information préventive des populations. Il est en accès libre à la Préfecture, à la Sous-Préfecture ainsi que dans toutes les mairies des communes citées. Le DDRM du département des Deux-Sèvres a fait l'objet d'une mise à jour en 2013 (la dernière édition datait de 2008) afin de prendre en compte les évolutions en matière de réglementation et de connaissance des risques.

Il regroupe :

- > les informations détenues par les services de l'Etat en matière de risques naturels et technologiques dans le cadre du département (description des risques et cartographie),
- > la liste des communes soumises à un ou plusieurs de ces risques,
- > les mesures de prévention, de protection et d'information,
- > les consignes de sécurité à connaître en cas d'événement.

• Le plan départemental ORSEC

La loi de modernisation de la sécurité civile du 13 août 2004 a réorganisé l'architecture générale des plans de secours. Selon le principe général que lorsque l'organisation des secours revêt une ampleur ou une nature particulière, elle fait l'objet, dans chaque département, dans chaque zone de défense et en mer, d'un plan ORSEC. Le plan ORSEC départemental, arrêté par le Préfet, détermine, compte tenu des risques existant dans le département, l'organisation générale des secours et recense l'ensemble des moyens publics et privés susceptibles d'être mis en œuvre. Il comprend des dispositions générales applicables en toute circonstance et des dispositions propres à certains risques particuliers.

Plusieurs communes du territoire du SCoT du Mellois en Poitou ont fait l'objet d'arrêtés de catastrophes naturelles. Les catastrophes naturelles concernées sont les inondations, les coulées de boue et les mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols.

Le risque inondation, des événements limités et de faible ampleur

Même si de nombreuses zones inondables sont recensées dans le département des Deux-Sèvres, les inondations sont le plus souvent sans gravité et sans commune mesure avec celles qui sévissent dans certaines régions françaises. Les principales rivières présentant des risques sont la Sèvre Niortaise, le Thouet, la Boutonne, la Sèvre Nantaise et l'Argenton. Il s'agit avant tout d'inondations de plaines à évolution lente, excepté pour le Thouet et l'Argenton (hors SCoT) qui peuvent connaître dans leur section plus en amont des crues relativement rapides.

La plus forte crue historique connue sur la quasi-totalité du bassin de la Boutonne est celle de décembre 1982 dont la période de retour avoisine les 100 ans.

L'atlas des zones inondables est un document cartographique de connaissance et d'information sur les zones inondables par débordement de cours d'eau. Ces documents n'ont pas de valeur réglementaire. Les différents atlas présents sur le Mellois en Poitou permettent d'identifier les zones soumises au risque inondation.

Le secteur sud-ouest du territoire est le plus impacté par le risque inondation lié à la présence de la Boutonne. Le SAGE du bassin de la Boutonne s'est fixé comme priorité la limitation du risque inondation sur le secteur amont. Sur celui-ci, l'aléa inondation a été identifié comme « fort ».

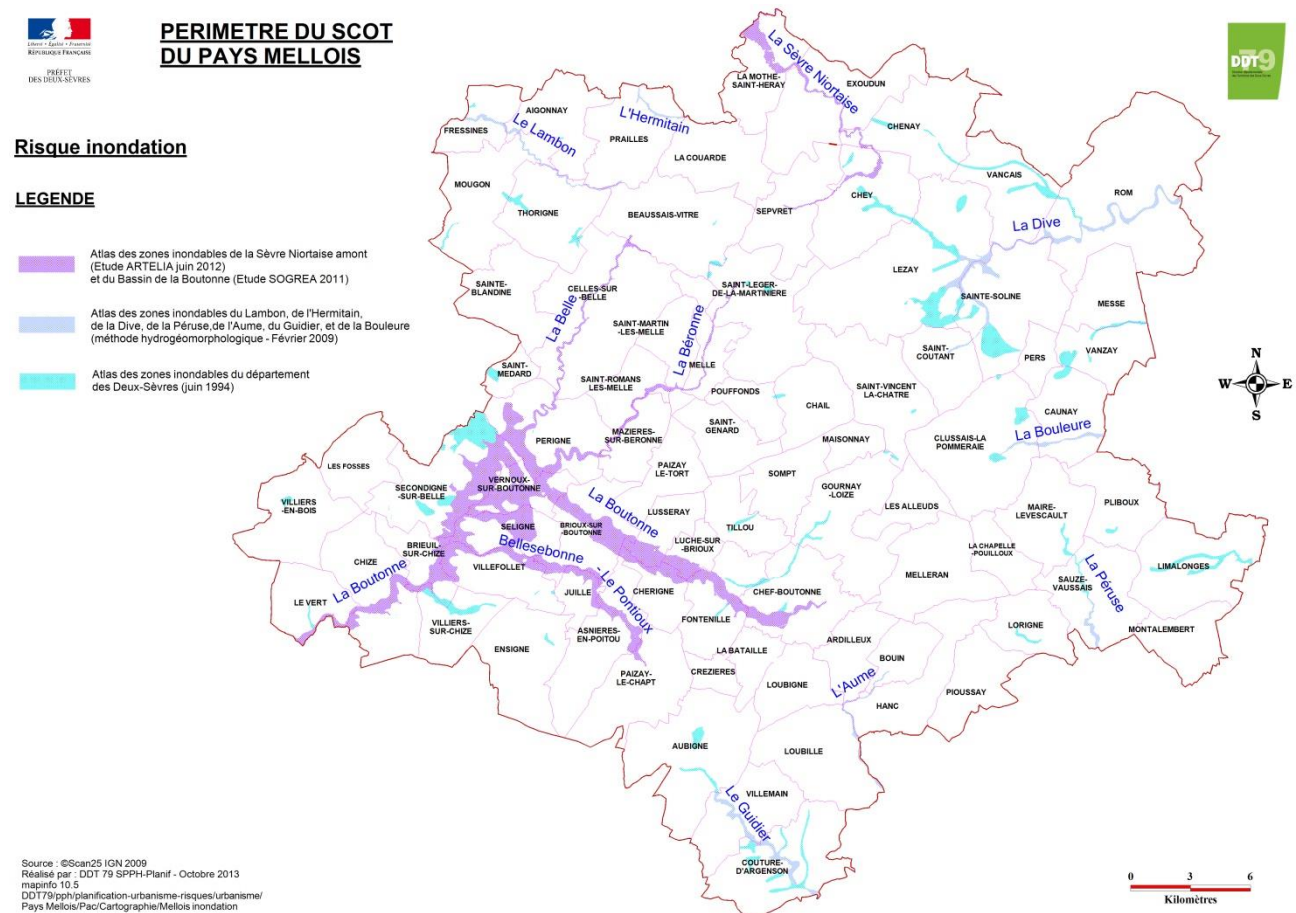


Figure 58 : Risque inondation du Mellois en Poitou (source : DDT 79, 2013)

Bien que plusieurs secteurs présentent des enjeux vis-à-vis des inondations, seules 2 communes du Mellois en Poitou sont concernées par un Plan de Prévention du Risques Inondation (PPRI) approuvé.

Il s'agit du PPRI de la Sèvre niortaise prescrit en mars 2014 et approuvé en mars 2017, qui couvre les communes de La Mothe-Saint-Héray et Exoudun. Les cartes réglementaires mettent en évidence que la majorité des zones rouge foncé, qui correspondent aux secteurs situés en aléa fort ou très fort, sont aujourd'hui naturelles ou agricoles et présentent donc peu d'enjeux. Seuls quelques parcelles dans le centre bourg de La Mothe-Saint-Héray sont concernées. En revanche, la quasi-totalité du bourg de La Mothe-Saint-Héray est située en zone bleue, qui correspond aux secteurs déjà urbanisés et présentant des enjeux de développement urbain identifiés, où le niveau de l'aléa est faible ou moyen (hauteur d'eau inférieure à 1 m) et où des constructions ou installations nouvelles peuvent être admises sous réserve de respecter des prescriptions de nature à réduire la vulnérabilité des personnes et des biens. Dans cette zone, le principe général est la constructibilité sous conditions.

Par ailleurs, au regard des enjeux présents sur le bassin de la Boutonne, il serait pertinent de lancer une démarche d'élaboration de PPRI sur le territoire de certaines communes du SCoT.

Finalement, les aménagements sur le territoire du SCoT auront un impact sur les territoires situés en aval. Il s'agit alors de noter que :

- > plusieurs secteurs de la vallée de la Boutonne sont couverts par un PPRI, en aval du périmètre SCoT, dans le département de la Charente-Maritime ;
- > la partie sud du périmètre SCoT se situe sur le bassin amont de l'Aume-Couture, bassin qui est couvert au niveau de ses 4 communes aval par un PPRI ; la commune d'Aigre a été particulièrement impactée par la crue de décembre 1982
- > la Péruse est dans une moins grande mesure concernée.

Le risque mouvement de terrain

Le département des Deux-Sèvres est concerné par : les tassements et les affaissements de sols, le retrait-gonflement des argiles, les glissements de terrain progressifs, les effondrements de cavités souterraines naturelles ou artificielles, les écroulements et les chutes de blocs, les glissements de terrain rapides et enfin les coulées boueuses et torrentielles.

- **Le phénomène de retrait-gonflement des sols argileux**

Zoom technique

Le phénomène de retrait-gonflement des sols argileux est lié aux variations de teneur en eau des terrains argileux. Ils gonflent avec l'humidité et se rétractent avec la sécheresse. Ceci se traduit par des mouvements différentiels du sol qui peuvent avoir des conséquences importantes sur les bâtiments à fondations superficielles, faisant de ce risque essentiellement un risque économique. Le changement climatique, se traduisant par des périodes de sécheresse de plus en plus marquées et des pluies soudaines et abondantes, accroît le phénomène et les risques de fissuration des bâtiments qui en résultent.

Dans le département des Deux-Sèvres, 48% du territoire est exposé au risque lié au retrait-gonflement des argiles. Ainsi, 167 communes (soit 55%) ont été reconnues en catastrophe naturelle depuis 1981.

Sur la majorité du territoire du Mellois en Poitou l'aléa est jugé nul à faible. Néanmoins, une part non négligeable de terrains est comprise dans des zones d'aléa moyen, majoritairement sur l'est du territoire. Par ailleurs, quelques secteurs subissant un aléa fort sont à relever le long du réseau hydrographique, majoritairement présents dans le nord-ouest du territoire.

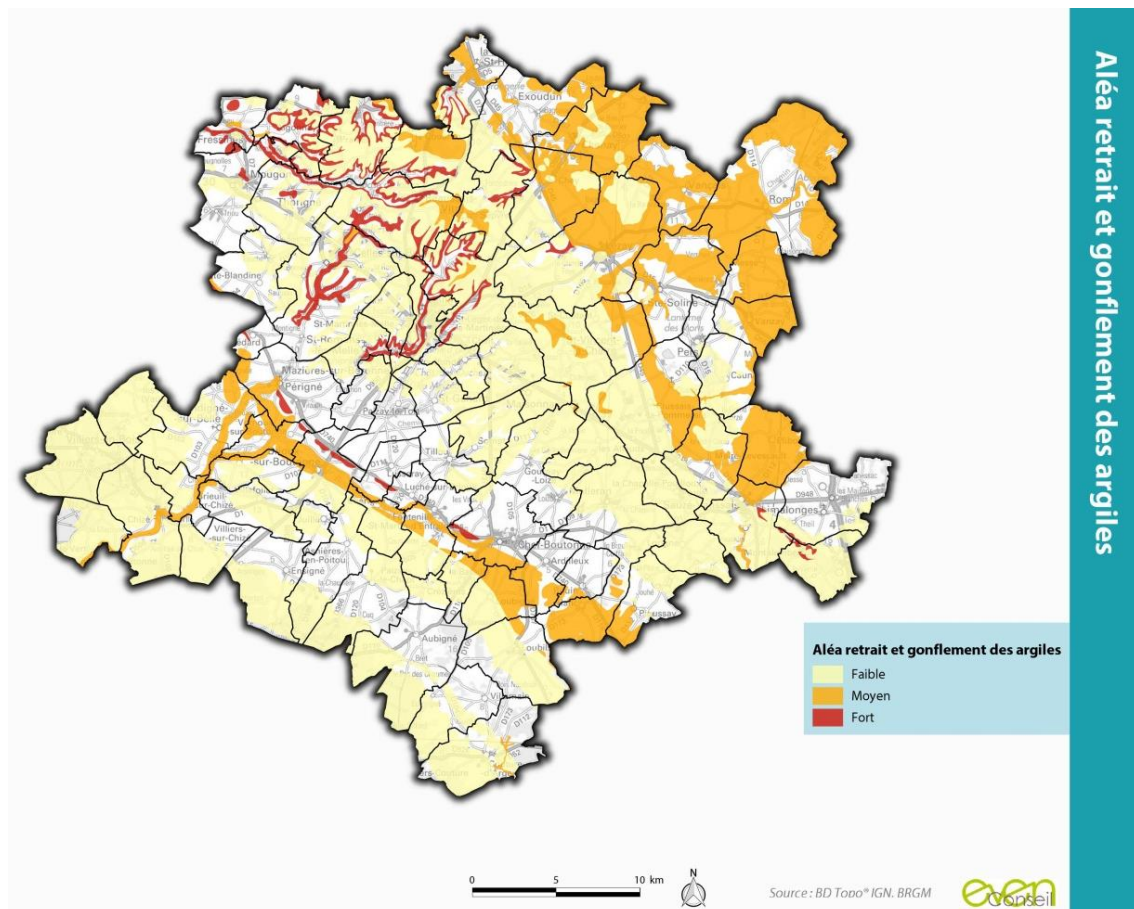


Figure 59 : Aléa retrait et gonflement des argiles

- **Les tassements, affaissements et effondrements du sol (hors risques miniers)**

Zoom technique

L'évolution des cavités souterraines naturelles ou artificielles peut entraîner l'effondrement du toit de la cavité et provoquer en surface une dépression généralement de forme circulaire. Certains sols compressibles peuvent se tasser sous l'effet de surcharges (constructions, remblais) ou en cas d'assèchement (drainage, pompage). Ces mouvements de terrain sont le résultat d'un phénomène naturel de type karstique, caractérisé par un processus de dissolution des carbonates par les eaux de pluie, entraînant la formation de poches, de fissures et de cavités.

La base de données BD Cavité, alimentée par le bureau d'études BRGM, ne permet pas de connaître la situation complète du département des Deux-Sèvres et par extension du Mellois en Poitou. L'inventaire est en cours d'élaboration. Néanmoins, le Dossier Département des Risques Majeurs recense un  v nement marquant sur la commune de Celles-sur-Belle concernant un effondrement de voirie en 1992. Cela avait engendré une rupture de canalisation.

Plusieurs effondrements ont été recensés sur quatre communes du territoire, La Couarde, Villiers-sur-Chizé, Luch -sur-Brioux et Celles-sur-Belle, dans le cadre de l'inventaire départemental des mouvements de terrain des Deux-Sèvres et de la Vienne en 2009.

BASE de DONNEES nationale MOUVEMENT DE TERRAIN – MAJ: 09/2013						
Commune	Lieu-dit	Type de mouvement	Date de début	Origine	Dommages sur les biens	Victimes
Villiers-sur-Chize	La Nouzilette	Effondrement	01/04/2000	Naturelle (végétation)	NON	NON
Luch�-sur-Brioux	Route de Tillou	effondrement	25/10/1999	Naturelle (végétation)	NON	NON
La Couarde	/	Effondrement	25/09/1950	Naturelle (Erosion)	OUI	NON
	Terrain de l'ACCA	Effondrement	01/01/2007	Naturelle (Erosion)	OUI	NON
Celles-sur-belle	Carrefour rue de la Treille et des Lilas.	Effondrement	27/02/1993	Naturelle (Erosion)	OUI	NON
	Carrefour rue de la Treille et des Lilas.	Effondrement	01/01/1993	Naturelle (Erosion)	NON	NON
	Rue de la Treille	Effondrement	01/12/1992	Naturelle (Erosion)	NON	NON

Source : <http://www.georisques.gouv.fr/>

Par ailleurs, le SERTAD a recensé les gouffres sur son territoire d'intervention en vue d'aménagements.

- **Les glissements de terrain et les coulées de boues**

Zoom technique

Un glissement de terrain est un déplacement généralement lent d'une masse de terrain cohérente le long d'une surface de rupture. Cette surface a une profondeur qui varie de l'ordre du mètre à quelques dizaines voire quelques centaines de mètres dans des cas exceptionnels. Lorsqu'il y a rupture, les terrains peuvent glisser très rapidement. Ils se produisent généralement en situation de forte saturation des sols en eau. Les coulées de boue sont caractérisées par un transport de matériaux sous forme plus ou moins fluide. Elles se produisent par dégénérescence de certains glissements avec un afflux d'eau conséquent.

Dans le département des Deux-Sèvres, plusieurs évènements de ce type ont d'ores et déjà fait l'objet de la prise d'un arrêté de catastrophe naturelle. **Sur le Mellois en Poitou, une seule commune est concernée par ce phénomène : Montigné.**

- **Un risque sismique présent sur tout le territoire**

Zoom technique

Un séisme est une vibration du sol causée par une fracture brutale des roches en profondeur le long des failles de la croûte terrestre. Cette vibration est ensuite transmise aux fondations des bâtiments.

Le risque sismicité est présent dans la région Poitou-Charentes dans la zone du socle hercynien de la Bretagne, de la Vendée, du seuil du Poitou et du Massif Central. Depuis 1950, plus de 70 séismes ont été ressentis en Poitou-Charentes, dont 20 présentaient des intensités épicentrales supérieures ou égales à V sur l'échelle MSK, ce qui correspond à une secousse forte largement ressentie qui réveille les dormeurs.

L'ensemble du territoire du Mellois en Poitou, depuis l'entrée en vigueur du décret du 22 octobre 2010, est classé en zone de sismicité 3, correspondant à un niveau d'aléa modéré.

Le risque événement climatique

On entend par événements climatiques l'ensemble des phénomènes traités par la vigilance météorologique à savoir : vent violent, pluie-inondation, orage, neige-verglas, inondation, avalanche, canicule (du 1er juin au 30 septembre), grand froid (du 1er novembre au 31 mars) et vagues-submersion. Il arrive que les phénomènes météorologiques généralement « ordinaires » deviennent extrêmes, dangereux et lourds de conséquences. Ces événements peuvent survenir de façon diffuse sur l'ensemble du département.

- ***Le risque incendie de cultures (céréales à paille)***

On entend ici, un incendie qui peut se déclencher dans les parcelles agricoles plantées de cultures facilement inflammables telles que les céréales à paille (blé, orge, ...). Ces feux de champs se déclenchent en été.

En 2006, le SDIS a dû faire face à un nombre conséquent d'incendies de culture dans le département, dont certains ont concerné plus de 100 hectares, voire 250 hectares pour un incendie survenu sur le secteur de Melle. Au cours de cette période, le SDIS a dû certains jours mobiliser des moyens importants pour combattre plusieurs incendies simultanés.

En 2013, les surfaces agricoles représentent 72 % du territoire départemental. Environ 197 000 hectares ont été consacrés aux cultures de céréales dont 129 000 hectares de céréales à paille. **71% de la surface du territoire du Mellois en Poitou est agricole soit 91 519ha de Surface Agricole Utile. Et 82% de cette surface est destinée aux grandes cultures (soit 75045ha). Le territoire est particulièrement exposé au risque incendie des cultures qui est important sur le Mellois en Poitou par rapport au reste du département comme le démontre la carte ci-dessous.**



Risque incendie des cultures (céréales à paille)

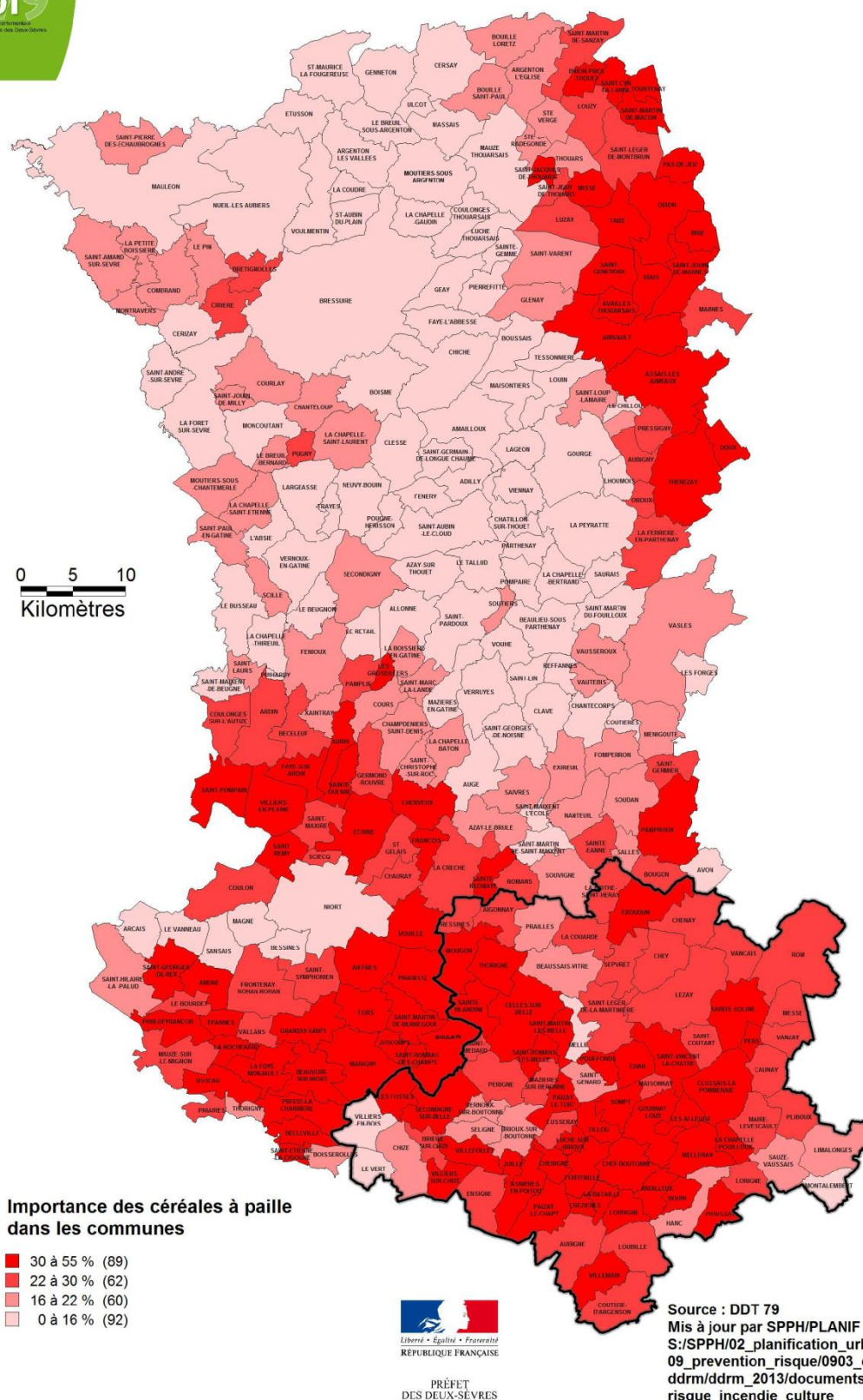


Figure 60 : Risques incendie des cultures du département des Deux-Sèvres (source : DDT 79)

• **Le risque tempête et orages violents**

Les deux tempêtes survenues en décembre 1999, respectivement dénommées Lothar et Martin, ont été les plus dramatiques de ces dernières dizaines d'années, avec 92 morts et plus de 15 milliards d'euros de dommages répartis sur l'ensemble de la France. Martin, la seconde tempête, a davantage affecté le département des Deux-Sèvres avec des rafales de vent soufflant 144 km/h localement.

Plus récemment la tempête Klaus du 24 janvier 2009, d'une ampleur exceptionnelle, a balayé le Sud-Ouest de la France, dont le département des Deux-Sèvres. Au lendemain de la tempête, on dénombre 20 000 foyers privés d'électricité dans la région Poitou-Charentes.

Enfin, dans la nuit du samedi 27 au 28 février 2010, une des plus violentes tempêtes venant de l'Ouest du Portugal, dénommée Xynthia, a touché la France en faisant 59 victimes et des dégâts évalués à plus d'un milliard d'euros. Des vents de plus 150km/h ont été enregistrés dans les Deux-Sèvres.

Par ailleurs, de nombreux événements, de types orages violents ou tornades, se produisent régulièrement dans le département des Deux-Sèvres. Les événements exceptionnels ont souvent des effets très localisés. Deux événements de grande ampleur qui ont touché des secteurs plus vastes ont été recensés :

- > Les orages du 26 juillet 1983, qui ont dévasté le Marais Poitevin et la forêt de Chizé.
- > L'orage du 16 juin 2013, accompagné d'une pluie de gros grêlons qui a engendré des dégâts matériels parfois importants mais aucune victime.
- > L'orage de la nuit du 8 au 9 juin 2014, accompagné de grêle, a généré de nombreux dégâts matériels.

• **Chutes de neige et verglas**

Les épisodes de chutes de neige et de verglas sont plutôt rares dans le département des Deux-Sèvres. Aussi, le risque en est d'autant plus important que la population et les pouvoirs publics n'ont pas l'habitude d'être confrontés à ces situations. Février 1956, décembre 1967, janvier 1979 et janvier 1987 constituent des événements exceptionnels pour le département.

Ce qu'il faut retenir :

Le Mellois en Poitou est localement concerné par les risques naturels suivants :

> Le risque inondation :

Le Mellois en Poitou est impacté par le risque inondation avec des zones à enjeux sur les secteurs de la Boutonne et de la Sèvre niortaise. Le territoire est couvert par un atlas des zones inondables et, de manière très ponctuelle (uniquement les communes de La Mothe-Saint-Héray et Exoudun), par le PPRI de la vallée de la Sèvre Niortaise à l'amont de Niort, approuvé en mars 2017.

Par ailleurs le SAGE du bassin de la Boutonne identifie le secteur amont de la Boutonne en aléa fort.

> Le risque mouvement de terrain :

Le Mellois en Poitou est peu concerné par le risque de retrait et gonflement des argiles. Les secteurs qui présentent un aléa fort se situent au nord-ouest du territoire le long du réseau hydrographique.

4 communes sont concernées par des phénomènes d'effondrement : Villiers sur Chizé, La couarde, Luché-sur-Brioux et Celles-sur-Belle.

De plus, des glissements de terrain ont été recensés sur la commune de Montigné.

> Le risque incendie des cultures

Sur la majorité des communes du Mellois en Poitou, 22 à 50% des surfaces agricoles sont consacrées à la culture de céréales à paille. Ces espaces présentent potentiellement un risque d'incendie. Ce type d'évènement a été recensé par le SDIS en 2006.

5.2 Les risques technologiques

Sources : Dossier Départemental des Risques Majeurs 79, DDT79, Mellois en Poitou, Géorisques, SNCF, ORE Poitou-Charentes, Réseau de transport de l'électricité, ANDRA.

Le risque industriel

Zoom technique

Un risque industriel majeur est un événement accidentel se produisant sur un site industriel et entraînant des conséquences immédiates graves pour le personnel, les populations avoisinantes, les biens et/ou l'environnement. Afin d'en limiter la survenue et les conséquences, les établissements les plus dangereux sont répertoriés et soumis à une réglementation stricte (réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement – ICPE) et à des contrôles réguliers.

• Les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

Zoom technique

Une Installation Classée Pour l'Environnement (ICPE) est un établissement dont l'activité présente un risque ou un inconvénient pour l'environnement humain et naturel. Il peut avoir un caractère industriel ou agricole. Deux types de régimes existent.

	ICPE soumise à enregistrement	ICPE soumise à autorisation
Réglementation	L'installation classée doit faire l'objet d'un enregistrement avant sa mise en service. Régime allégé de l'autorisation, un arrêté d'enregistrement est édicté par le Préfet sur la base d'un arrêté ministériel.	L'installation classée doit préalablement à sa mise en service faire une démarche d'autorisation et démontrer l'acceptabilité des risques encourus et des mesures prises pour les limiter. Le Préfet autorise ou refuse le fonctionnement de l'établissement au cas par cas.

Sur le Mellois en Poitou on dénombre 201 ICPE.

- **Un site SEVESO sur le territoire**

Zoom technique

La directive 96/82/CEE du 9 décembre 1996, appelée SEVESO 2 reprend les exigences de la première directive et renforce les dispositions relatives à la prévention des accidents majeurs. Les exploitants des établissements visés par ce dernier texte ont l'obligation de mettre en place une politique de prévention des accidents majeurs (PPAM) et pour certains d'entre eux, un système de gestion de la sécurité (SGS) en application d'un arrêté du 10 mai 2000 qui constitue le texte principal de transposition de la directive dans le droit français. La Directive SEVESO 2 prévoit, selon la quantité de produits toxiques, inflammables ou explosifs utilisés ou stockés, deux seuils : un seuil haut soumettant l'établissement à servitude d'utilité publique, dit seuil haut et un seuil plus faible, dit seuil bas.

Un site SEVESO, seuil haut, est présent sur le territoire. Il des sociétés Dupont et Solvay qui exploitent une usine chimique sur les communes de Saint-Léger de la Martinière et de Melle. Cet établissement est situé sur la plateforme industrielle de Melle/Saint-Léger de la Martinière dont elle représente une composante essentielle. Cette plateforme s'étend sur une surface bâtie de 42 hectares sur le territoire des deux communes.



Cette usine chimique fabrique des produits destinés à des secteurs d'activités très variés : cosmétique, électronique, industrie du plastique, manufacture de pneumatiques, etc. L'établissement Dupont et Solvay dispose de plusieurs ateliers de fabrication de produits chimiques de spécialités, mais également des installations permettant de produire certaines utilités (air comprimé, azote) et de traiter les effluents aqueux de la totalité de la plateforme grâce à une station d'épuration (STEP) de type biologique.

La loi impose l'élaboration et la mise en œuvre d'un Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRt) autour des établissements classés SEVESO « seuil haut » dont les effets sortent du site de l'établissement. Il s'agit de l'outil réglementaire le mieux adapté pour la maîtrise du risque et la protection des personnes installées à proximité de ces installations à risque. L'objectif du PPRt est de résoudre les situations difficiles en matière d'urbanisme héritées du passé et de mieux encadrer l'urbanisation future. Il doit à ce titre être annexé au PLU en tant que servitude d'utilité publique et ses règles s'imposent aux documents d'urbanisme.

L'établissement Dupont et Solvay fait l'objet d'un PPRt approuvé le 25 février 2013. Les PLU de Saint-Léger de la Martinière et de Melle, ainsi que la Carte Communale de Pouffonds intègrent des mesures de restriction de l'urbanisation dans les plans de zonage et les règlements associés, par rapport à d'anciens périmètres de danger (SEVESO Z1 et Z2). Ces périmètres ne sont plus d'actualité mais restent néanmoins intégrés dans les documents d'urbanisme cités précédemment.

Le risque de transport de matières dangereuses

Zoom technique

Les matières dangereuses sont des matières ou des objets qui, par leurs caractéristiques physicochimiques, toxicologiques ou bien par la nature des réactions qu'elles sont susceptibles de produire, peuvent présenter un risque pour la santé, la sécurité, les biens ou l'environnement.

Le risque Transport de Matières Dangereuses (TMD) fait suite à un accident survenant lors du transport de ces matières par voie routière, ferroviaire, fluviale ou par canalisations. Nombreux à être transportés, les produits peuvent être inflammables, toxiques, explosifs, corrosifs ou radioactifs.

Le département des Deux-Sèvres est concerné par le risque de Transport de Matières Dangereuses par voie routière, par rail ou par canalisation. Compte tenu de la diversité des produits transportés et des destinations, un accident de TMD peut survenir pratiquement n'importe où dans le département, bien qu'aucun accident grave de ce type ne soit à ce jour recensé en Deux-Sèvres.

Cependant, certains axes présentent une potentialité plus forte du fait de l'importance du trafic. Le **risque de TMD concerne 6 routes traversant le territoire du SCoT: la RD 948 et la RD 740 (axe nord-ouest sud-est), la RD 737 (axe nord-sud), la RD 950 (axe nord-est sud-ouest) ainsi que la RN 10 (extrême sud-est du territoire)**. De plus, une canalisation de gaz parcourt la Communauté de Communes (nord-ouest sud-est) et une ligne de chemin de fer passe en limite communale de la Mothe-Saint-Heray. Enfin, la LGV traverse les communes de Rom, Plibou et Sauzé-Vaussais.

En raison de croisement d'infrastructures de transport routier, 3 communes ont été classées prioritaires : Limalonges (D948/RN10), Melle (D948/ D737/ D950/D948) et Brioux-sur-Boutonne (D740/D950).

Le risque et les nuisances liés au transport de l'électricité

La localisation des lignes haute tension est à prendre en compte dans l'aménagement du territoire pour des raisons de sécurité et de santé. Ces infrastructures énergétiques émettent des champs électromagnétiques qui peuvent avoir des incidences sur la santé humaine.

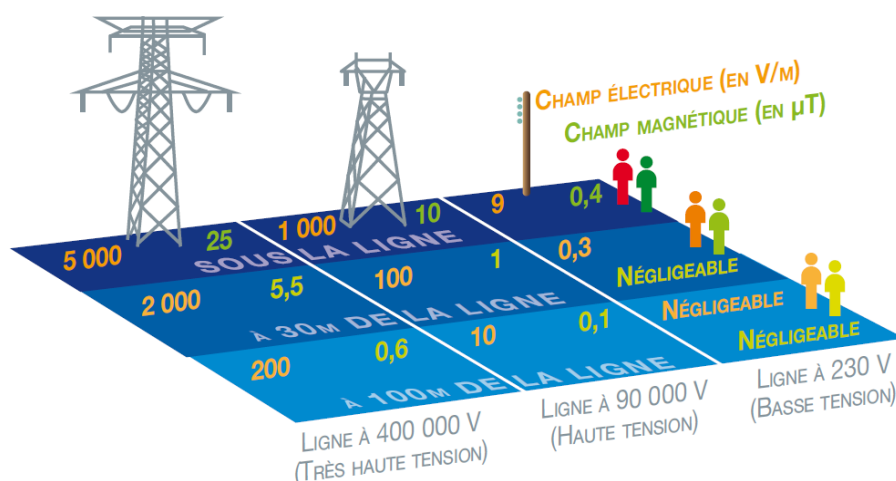
L'urbanisation à proximité des ces infrastructures énergétiques est peu réglementée. Cependant, l'instruction du 15 avril 2013 du ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie relative à l'urbanisme à proximité des lignes de transport d'électricité demande aux préfets de **recommander aux gestionnaires d'établissements et aux autorités compétentes en matière d'urbanisme de ne pas implanter de nouveaux établissements sensibles** (hôpitaux, maternités, établissements accueillant des enfants tels que crèches, maternelles, écoles primaires etc.) **dans des zones situées à proximité de ligne haute tension et exposées à un champ magnétique supérieur à 1 µT (micro tesla)**

Le Mellois en Poitou est traversé par quatre lignes à haute tension aériennes dont :

- > Deux lignes de 400 000V situées dans le Nord du territoire
- > Une ligne de 225 000 V qui traverse le Mellois en Poitou du Sud au Nord-ouest
- > Une ligne de 90 000V qui suit une direction Sud-est/Nord-ouest

Ces quatre lignes passent par l'ex-Communauté de communes de Celles qui est, par conséquent, l'intercommunalité la plus exposée aux risques et aux nuisances engendrées par les infrastructures de transport de l'électricité.

Figure 2 • Valeurs moyennes des champs électrique et magnétique autour des lignes aériennes de transport d'électricité à 50 Hz



Source : MEDDE Instruction du 15 avril 2013 relative à l'urbanisme à proximité des lignes de transport d'électricité.

Figure 61 : Extrait du document "Champs électromagnétiques d'extrêmement basse fréquence, les effets sur la santé" - Ministère des Affaires sociales et de la santé, 1er trimestre 2014

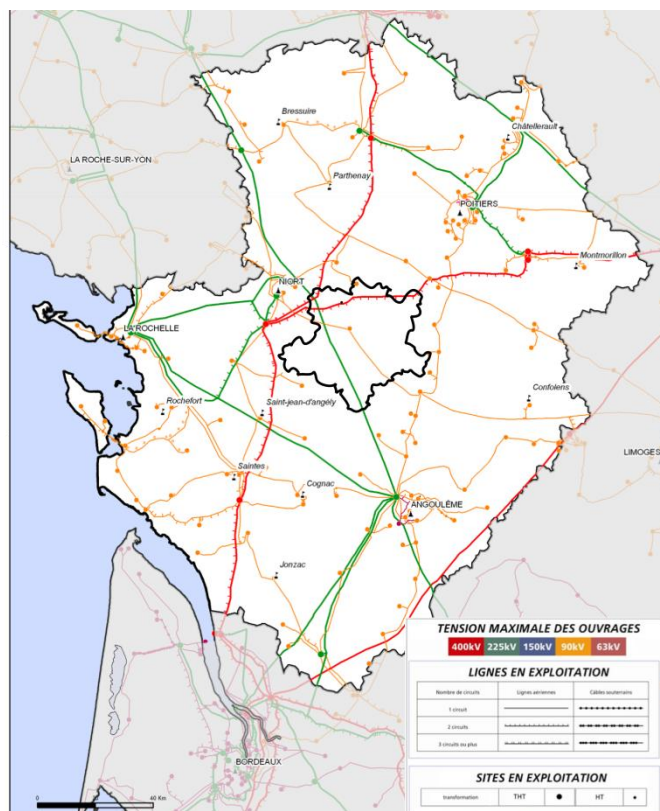


Figure 62 : Schéma décennal de développement du réseau de transport d'électricité – édition 2013-RTE

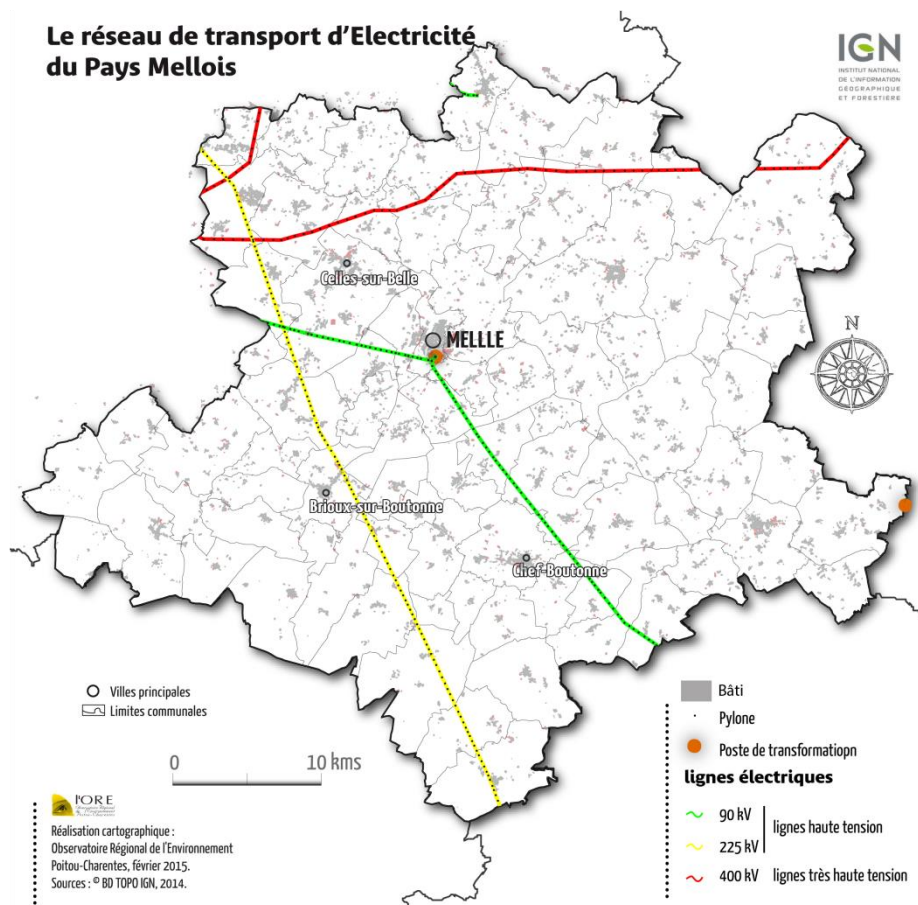


Figure 63 : le réseau de transport de l'électricité du Mellois en Poitou et les espaces urbanisés du territoire (source : ORE février 2015)

Un risque minier localisé autour de Melle

Zoom technique

De nombreuses concessions minières ont été octroyées au cours des siècles. Il en résulte la présence de nombreuses cavités souterraines artificielles plus ou moins profondes présentant des risques de mouvement de terrain potentiels. La plupart des sites sont désormais fermés, abandonnés et sans entretien du fait de l'arrêt de leur exploitation. Ces mouvements de terrain peuvent induire des désordres en surface pouvant affecter la sécurité des personnes et des biens.

Le Mellois en Poitou est concerné par les anciennes exploitations de plomb argentière du secteur de Melle, exploitées à l'époque mérovingienne. Six communes sont situées dans son emprise. Il s'agit de Melle, Saint-Leger-de-la-Martinière, Pouffonds, Saint-Génard, Saint-Martin-les-Melle et Sepvret. **Toutefois, les risques se concentrent surtout sur Melle, Saint-Léger de la Martinière et de Saint-Martin-lès-Melle.**

Une expertise réalisée en 2010 par Geoderis (expert public pour les risques liés à l'après mine) a retenu deux types de mouvements de terrain, l'effondrement localisé et

l'éroulement rocheux. Pour le premier, le niveau d'aléa a été évalué à faible. Pour le second, un niveau faible à moyen a été retenu.

A ce jour, **l'analyse des données disponibles sur les travaux des sites miniers de Melle permet de conclure à l'absence de problèmes importants et urgents** au regard de l'histoire minière et « post-minièr » des sites. En particulier, il faut retenir l'absence de désordres recensés alors que l'exploitation date de plus de 1000 ans.

En ce qui concerne les aléas environnementaux de type inondation, échauffement, gaz de mine et rayonnements ionisants, la configuration et les données acquises sur les sites miniers de Melle ne prédisposent pas a priori à retenir ces aléas comme pertinents.

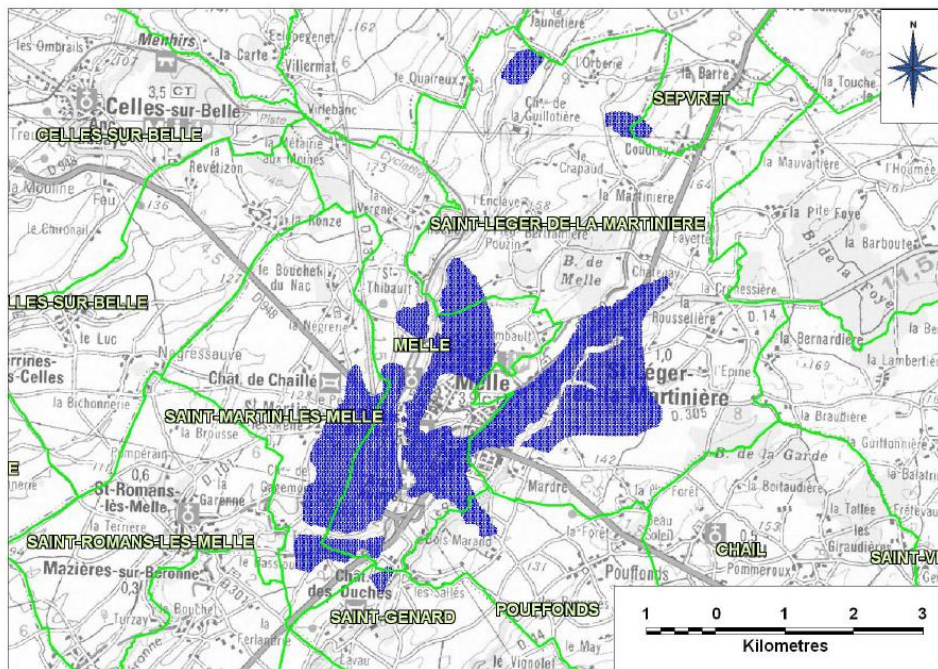


Figure 64 : Secteurs affectés par les aléas miniers (source : Etude Geoderis 2010)

Un risque faible lié aux carrières

Zoom technique

L'exploitation des carrières, comme toute activité humaine, impact le milieu et l'environnement en générale. Elle peut apporter une modification sur les milieux naturels, les équilibres écologiques, sur les sites et les paysages, sur la sécurité et la salubrité.

Les exploitations de carrières sont des activités temporaires. Leur remise en état constitue un mode de valorisation de ces espaces au profit des paysages, des loisirs et de la biodiversité.

Le Mellois en Poitou ne présente qu'une carrière en activité sur son territoire qui exploite du calcaire. Elle se situe sur la commune de Limalonges à la limite entre le département des Deux-Sèvres et de la Vienne.

Sur l'ex-communauté de communes de Celles sur Belle, la carrière de Cinq Coux a été valorisée en site touristique et de loisirs. Elle est inscrite à l'inventaire des sites d'intérêt

géologique et géomorphologique réalisé par la Réserve Naturelle Nationale du Toarcien pour le Conservatoire Régional d'Espaces Naturels Poitou-Charentes.



Figure 65 : Zoom sur la carrière de Limalonges

Un risque rupture de barrage inexistant

Zoom technique

Le phénomène de rupture de barrage correspond à une destruction partielle ou totale d'un barrage. Les causes de rupture peuvent être diverses :

- > technique : défaut de fonctionnement des vannes permettant l'évacuation des eaux, vices de conception, de construction ou de matériaux, vieillissement des installations.
- > naturelle : séismes, crues exceptionnelles, glissements de terrain.
- > humaine : insuffisance des études préalables et du contrôle d'exécution, erreurs d'exploitation, de surveillance et d'entretien, malveillance.

Le département compte deux barrages de classe A (Hauteur ≥ 20 m). Ces deux barrages sont gérés par la Compagnie d'Aménagement des Eaux des Deux-Sèvres (CAEDS) dans le cadre d'un contrat de concession avec le Conseil général des Deux-Sèvres : Le barrage de la Touche Poupard et le barrage du Cébron-Puy Terrier. **Aucune commune du territoire du Mellois en Poitou n'est concernée par le risque de rupture de barrage.**

Le risque nucléaire

Le risque nucléaire émane du potentiel de survenue d'accidents, conduisant à un rejet d'éléments radioactifs à l'extérieur des conteneurs et enceintes prévus pour les contenir. Les accidents peuvent provenir :

- > des installations génératrices d'électricité (centrales électronucléaires) ;
- > des usines ou des installations destinées à fournir le combustible de ces centrales ou à retraiter ce combustible à le conditionner et à stocker les déchets.

Le stockage et le transport d'éléments radioactifs peuvent aussi être générateurs d'accidents graves.

En France, l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (ANDRA) créée en 1979, est chargée de « trouver, mettre en œuvre et garantir des solutions de gestion sûres pour l'ensemble des déchets radioactifs français afin de protéger les générations présentes et futures du risque que présentent ces déchets. »

Le Mellois en Poitou est concerné par un seul site détenant des déchets radioactifs. Il s'agit du centre d'études biologiques de Chizé situé sur la commune de Villiers-sur-Bois qui effectue des études de radio-immunologie dans leurs laboratoires.

Le risque nucléaire lié à cet établissement est faible, d'autant qu'il se situe au sein de la forêt domaniale de Chizé et à 1 km de toute habitation. L'isolement du centre d'études réduit considérablement le risque.

L'urbanisation à proximité de sites présentant un risque nucléaire n'est pas réglementée.

Les établissements détenant des déchets radioactifs en Poitou-Charentes en 2010

Secteurs d'activité

-  Centrale Nucléaire de Production d'Electricité
-  Etablissement de la Défense : DGA - SSA - Armées Terre / Air / Mer - Gendarmerie
-  Etablissement de recherche (hors centres CEA)
-  Activités médicales : diagnostic, thérapeutique, analyses
-  Entreposage, stockage
-  Industrie non nucléaire, utilisation de matériaux naturellement radioactifs ou de nucléides

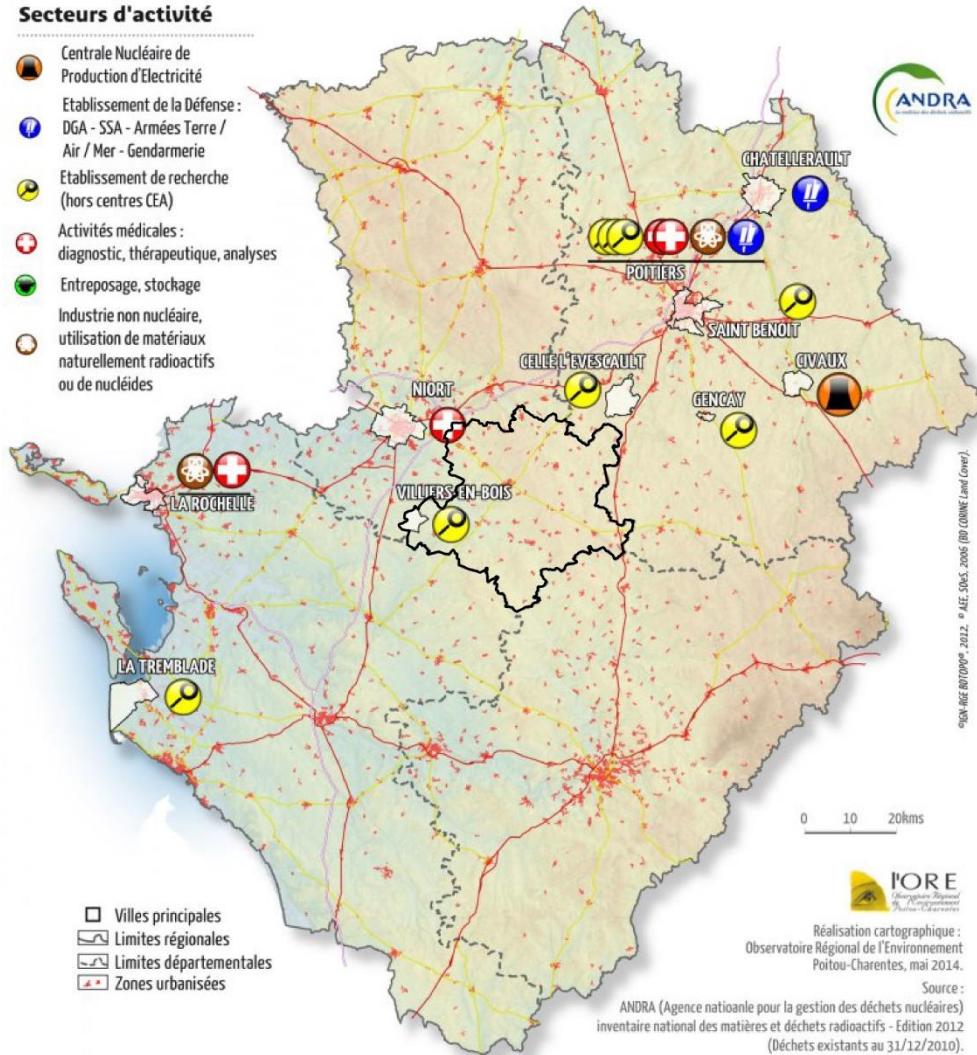


Figure 66 : Etablissements détenant des déchets radioactifs en Poitou Charentes en 2010
(source : ORE mai 2014)



Figure 676 : Risque nucléaire en Poitou-Charentes (Source : Andra, « Inventaire géographique des matières et déchets radioactifs », 2012)

Ce qu'il faut retenir :

Le Mellois en Poitou est concerné par les risques technologiques suivants :

> Le risque industriel :

Les ICPE peuvent représenter un risque industriel. Le Mellois en Poitou compte 201 ICPE sur son territoire.

De plus, l'usine Dupont et Solvay sur la commune de Melle et de Saint-Léger-la-Martinière est classée comme site SEVESO seuil haut. Dans ce cadre l'établissement fait l'objet d'un PPRt approuvé depuis le 23 février 2015 qui régit les possibilités de construction autour de l'usine.

> Le risque transport de matières dangereuses (TMD)

Le Mellois en Poitou est traversé par quelques infrastructures dont l'intensité du trafic accentue la potentialité d'un accident présentant un risque. Il s'agit de la RD948, RD740, RD 737, RD950 et de la RN10 pour les infrastructures routières. La ligne de chemin de fer et la LGV touchent les communes de La Mothe-Saint-Héray, Rom, Plibou, et Sauzé-Vaussais.

Par ailleurs, une canalisation de gaz traverse le territoire d'est en ouest.

Les communes où se situent des croisements d'infrastructures sont d'autant plus exposées aux risques liés au transport des matières dangereuses. C'est le cas pour les communes de Limalonges, Melle et Brioux-sur-Boutonne.

Les risques miniers, le risque lié aux carrières et le risque de rupture de barrages sont faibles sur le territoire du SCoT. Les nuisances liées aux carrières concernent la carrière de Limalonges.

> Le risque lié aux lignes haute tension

Quatre lignes haute tension traversent le Mellois en Poitou et doivent être prise en compte dans l'aménagement du territoire et dans les documents d'urbanisme inférieur au SCoT dans le cadre de l'application de l'instruction du 15 avril 2013. L'ex-communauté de communes de Celles-sur-Belles est particulièrement exposée aux nuisances provoquées par ces quatre lignes.

Risques technologiques

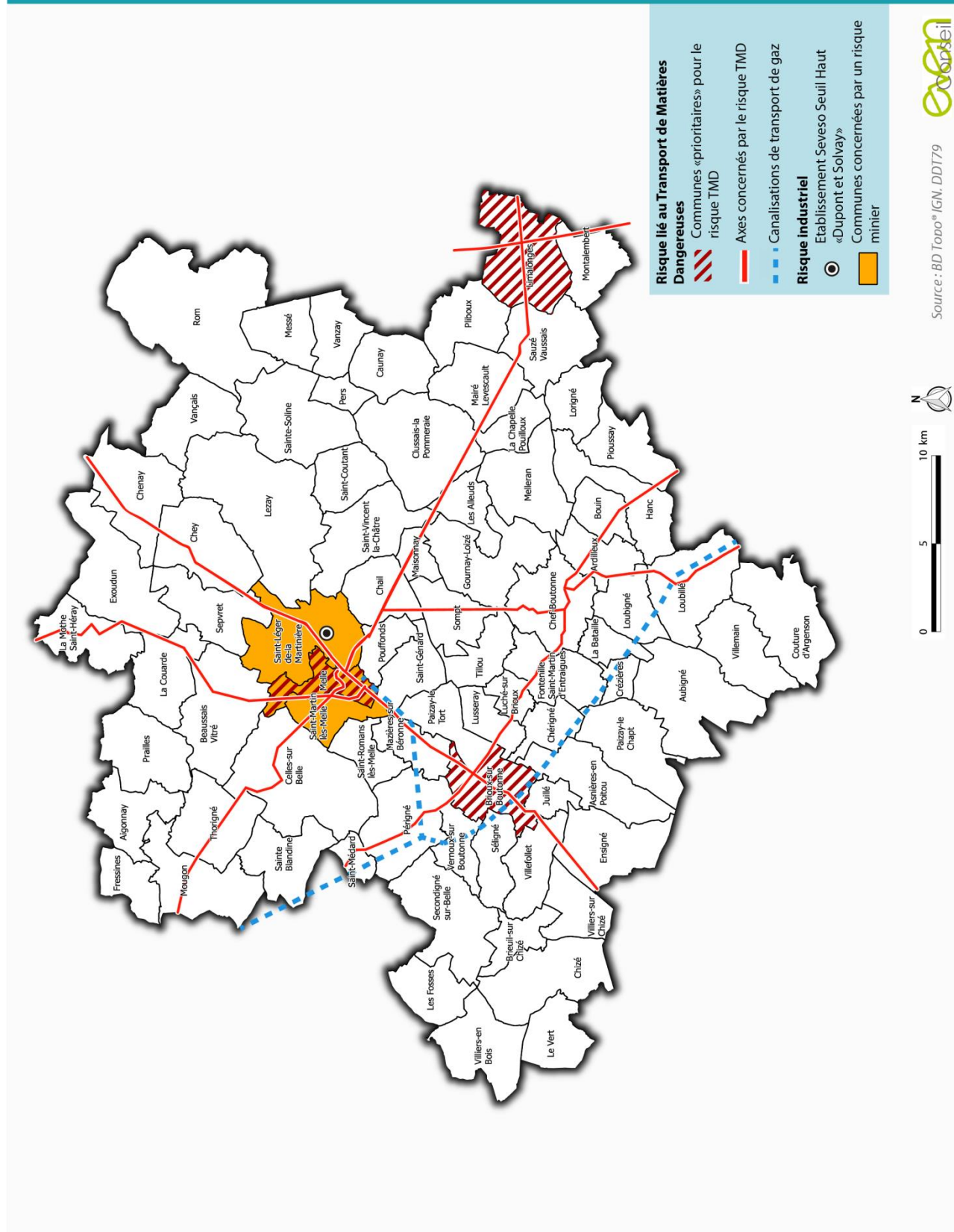


Figure 68 : Les risques technologiques

6. Les nuisances

Sources : Dossier Départemental des Risques Majeurs 79, DDT79, Conseil Régional Poitou-Charentes, SNCF.

Zoom technique

Les principaux textes encadrant les nuisances sonores sont :

- > La loi « bruit » : la loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992, dite « loi bruit », est le premier texte à prendre en compte les nuisances sonores dans la législation. Elle instaure des mesures préventives pour limiter les émissions sonores, réglemente certaines activités bruyantes, fixe des normes pour les infrastructures de transport terrestre et instaure des mesures de protection contre le bruit aérien.
- > Le Code de l'Environnement, et notamment les articles L 571-9 et L 571-10 qui réglementent respectivement la prise en compte du bruit dans la construction des infrastructures routières ou ferroviaires, et le classement des infrastructures de transport terrestre.

Le bruit constitue une des principales nuisances sur la qualité de l'environnement pour la majorité des citoyens.

La législation, de niveau national, s'applique en France pour ce qui est des nuisances sonores générées par des lieux recevant du public, des entreprises, des usines non classées ou autres activités. Il y a un dépassement des seuils tolérés par la loi lorsque le bruit ambiant chez le particulier dépasse les 30 dB(A) le jour et les 25 dB(A) la nuit ou lorsque l'émergence de bruit (bruit propre à l'activité mise en cause) dépasse les 5dB(A) le jour et les 3dB(A) la nuit.

La législation sur les troubles anormaux du voisinage ne prévoit pas de seuil en matière de décibels. Le constat de bruit se fait à l'oreille, la définition de gêne est donc subjective.

Des nuisances sonores limitées aux infrastructures de transport routier

• **Le classement sonore des infrastructures de transport terrestre**

Le bruit des transports est la principale source de nuisances acoustiques, suivi des nuisances liées au voisinage.

Les infrastructures de transport sont classées en 5 catégories selon le niveau de pollution sonore qu'elles génèrent, la catégorie 1 étant la plus bruyante. Des zones affectées par le bruit sont délimitées de part et d'autre de ces infrastructures classées, leur largeur dépendant de la catégorie (cf. tableau ci-après), et reportées dans les documents d'urbanisme. Dans les zones ainsi délimitées, l'isolation acoustique de façade constitue une règle de construction. Ces dispositions sont réglementées par le décret n°95-21 du 9 janvier 1995 et l'arrêté interministériel du 30 mai 1996.

Catégorie de l'infrastructure	Niveau sonore de référence L, en période diurne (en dB (A))	Niveau sonore de référence L, en période nocturne (en dB(A))	Largeur maximale des secteurs affectés par le bruit de part et d'autre de l'infrastructure
1	$L > 81$	$L > 76$	d = 300 m
2	$76 < L \leq 81$	$71 < L \leq 76$	d = 250 m
3	$70 < L \leq 76$	$65 < L \leq 71$	d = 100 m
4	$65 < L \leq 70$	$60 < L \leq 65$	d = 30 m
5	$60 < L \leq 65$	$55 < L \leq 60$	d = 10 m

Figure 69 : Tableau – Les catégories de classement sonore des infrastructures de transport terrestre

Dans les Deux-Sèvres, le classement sonore des infrastructures de transport terrestre a été défini par l'arrêté préfectoral du 13 octobre 2003, puis remplacé par l'arrêté préfectoral du 6 février 2015 et son modificatif le 30 octobre 2015.. Le classement n'engendre pas d'inconstructibilité. Il a pour effet d'affecter des normes d'isolement acoustique de façade à toute construction d'un bâtiment sensible érigée dans un secteur de nuisance sonore. En ce sens, l'isolement requis est une règle de construction à part entière, dont le non-respect engage la responsabilité du titulaire du permis de construire.

Dans le Mellois en Poitou, le classement sonore concerne trois axes routiers : la route nationale 10 (catégorie 2), traversant les communes de Limalonges et de Montalembert, les routes départementales 950 et 948.

Classée en catégorie 2, la route nationale 10 (RN 10) génère le plus de nuisances sur le territoire du SCoT. Cet axe supporte un trafic très important, et notamment le passage de nombreux camions. Deux communes sont impactées par les nuisances provoquées par cet axe routier : Limalonges et Montalembert.

La route départementale 950 parcourt le Mellois en Poitou d'Ensigné à Chenay (axe sud-ouest au nord-est). Les bourgs-centres des communes de Brioux-sur-Boutonne, Melle, Saint-Léger-de-la-Martinière, Chey et Chenay sont traversés par cet axe et, de ce fait sont particulièrement impactées par les nuisances induites.

La route départementale 948, quant à elle, traverse le Mellois en Poitou de Mougon à Limalonges (axe nord-ouest au sud-est). Cet axe passe par les bourgs-centres des communes de Maisonnay et de Sauzé-Vaussais.

Ces deux axes départementaux sont classés en catégorie 3.

Du fait du croisement des infrastructures de transport terrestre, les communes de Melle (croisement de la RD 948 avec la RD 950) et de Limalonges (croisement de la N10 avec la RD 948) sont particulièrement concernées par les nuisances provoquées par les infrastructures de transport terrestre.

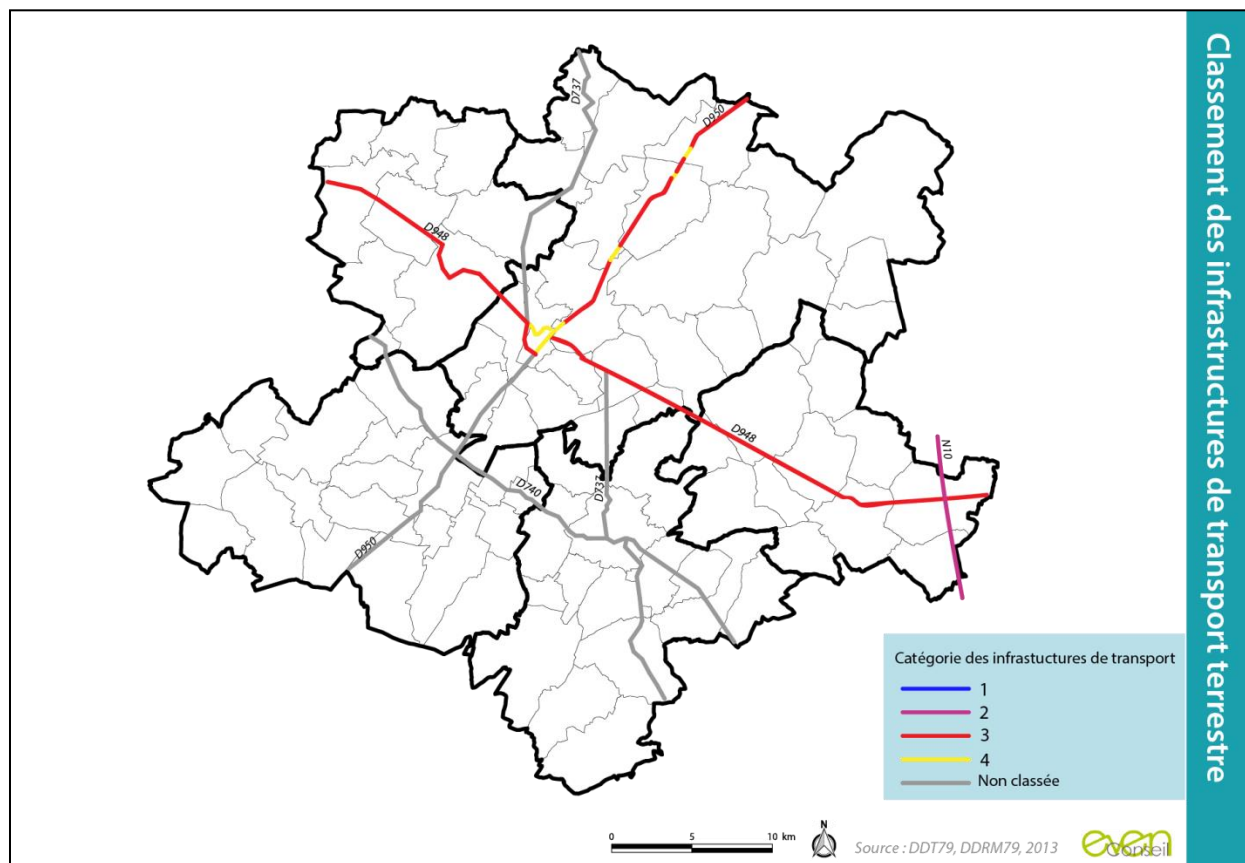


Figure 70 : Classement des infrastructures de transport terrestre

- **Les cartes de bruit stratégiques et les Plans de prévention du Bruit dans l'Environnement (PPBE)**

Zoom technique

Le directive européenne n°2002-49-CE a été transposée dans le droit français, et donne un cadre à la prise en compte du bruit dans l'environnement, par l'élaboration de deux outils : les cartes de bruit et les Plans de Prévention du Bruit dans l'Environnement (PPBE). Les cartes du bruit font le diagnostic des nuisances sonores sur un territoire, tandis que les PPBE constituent un plan d'actions définissant les mesures pour prévenir et si besoin réduire les nuisances sonores à la source, ainsi que les mesures visant à protéger les zones d'habitat. Les PPBE permettent de recenser les actions déjà mises en place sur la zone considérée, mais aussi de définir les actions à appliquer pour les prochaines années.

Infrastructures routières

Infrastructures routières
présentes sur le territoire

Cartes des routes nationales et autoroute recevant plus de 3 millions de véhicules par an

RN 10

Carte des routes départementales recevant plus de 3 millions et plus de 6 millions de véhicules par an

RD 948, RD 950

Cartes des voies communales recevant plus de 3 millions de véhicules par an sur les territoires communaux

Concerne la commune de Melle

En Mellois en Poitou, le Préfet a procédé au classement sonore d'infrastructures donnant lieu aux arrêtés suivants:

- > arrêté préfectoral du 13 octobre 2003 modifié par arrêté du 8 septembre 2011 portant classement à l'égard du bruit des infrastructures de transports terrestres en Deux-Sèvres à l'exception de celles comprises sur les territoires des communes de : Bressuire, Melle, Niort, Parthenay, Saint Maixent l'Ecole, Thouars
- > arrêté préfectoral du 13 octobre 2003 modifié par arrêté du 8 septembre 2011 portant classement à l'égard du bruit des infrastructures de transports terrestres situées sur la commune de Melle

En Deux-Sèvres, le Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement de l'État des Deux-Sèvres a été approuvé par arrêté préfectoral en date du 31 janvier 2014. Il synthétise les mesures de lutte contre le bruit prévues pour la route nationale 11 et les autoroutes concédées A 10 et une partie de l'A 83. Ces infrastructures ne concernent pas le Mellois en Poitou.

Des nuisances à venir liées aux lignes ferroviaires

Les voies ferrées actuellement en service, sont situées en limite du Mellois en Poitou : Limite est de la commune de Limalonges et limite nord de la commune de La Mothe-Saint-Héray. Les nuisances sonores produites par le passage des trains sont très faibles.

Le projet de Ligne à grande vitesse traverse l'est du Mellois en Poitou par les Communes de Sauzé-Vaussais, Plibou, Vanzay, Messé et Rom et sera susceptible d'engendrer des nuisances.

Une qualité de l'air sous surveillance, influencée par la saisonnalité

La qualité de l'air en région Poitou-Charentes est gérée par ATMO Poitou-Charentes, association chargée de surveiller la qualité de l'air et d'informer sur les pollutions atmosphériques dans la région.

• La loi LAURE

La Loi sur l'Air et l'Utilisation Rationnelle de l'Energie (LAURE), parue en 1996, vise à mettre en place une politique publique qui prenne en compte la qualité de l'air dans le développement

urbain. Elle reconnaît notamment le droit pour chacun de respirer un air qui ne nuise pas à sa santé.

- **Le SRCAE**

Le Schéma Régional Climat Air Energie (SRCAE) est un document qui fixe des objectifs dans le domaine de l'énergie, mais aussi dans le domaine de la réduction des émissions de gaz à effet de serre, de la lutte contre la pollution atmosphérique et de l'adaptation au changement climatique. Dans ce cadre, le SRCAE peut fixer des objectifs en termes de qualité de l'air. Le SRCAE de la région Poitou-Charentes a été approuvé le 17 juin 2013.

- **Le PNSQA**

Le Plan National de Surveillance de la Qualité de l'Air est un document cadre qui doit décrire les objectifs stratégiques nationaux dans le domaine de la qualité de l'air pour une période de 5 ans. Il est actuellement en cours d'élaboration par le Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie. Ses objectifs stratégiques seront déclinés dans des Plans Régionaux de Surveillance de la Qualité de l'Air (PSQA) dans les 26 régions françaises (dont les DOM-TOM).

- **Le PSQA**

Les Plans Régionaux de Surveillance de la Qualité de l'Air (PSQA) déclineront les objectifs nationaux du PNSQA à l'échelle régionale, afin de tenir compte des spécificités locales, et prendront la forme d'un programme de surveillance quinquennal de la qualité de l'air sur un territoire. Depuis 2003, la législation française impose aux organismes régionaux en charge de la surveillance de la qualité de l'air de réaliser ce document. Le PSQA de la région Poitou-Charentes a été approuvé le 27 décembre 2010.

- **Les dispositifs de surveillance, mesure et suivi de la qualité de l'air**

La qualité de l'air dépend des émissions de polluants issues des différentes activités anthropiques, mais aussi des phénomènes qu'elles subissent dans l'atmosphère (transport, dispersion, dépôt...). Ainsi les concentrations de polluants mesurés dans l'air ne correspondent pas directement aux émissions rejetées sur le territoire.

L'ensemble des dispositifs mis en œuvre par ATMO Poitou-Charentes regroupe des dispositifs de mesure en stations fixes et mobiles, ainsi que des dispositifs de modélisation des pollutions.

Deux stations de mesures fixes de la qualité de l'air permettent de surveiller l'état de l'air du territoire. La plus proche est située dans la forêt de Chizé, une autre en périphérie de Niort. Les données, peu représentatives de l'ensemble du territoire, sont complétées par certaines études ponctuelles menées par ATMO Poitou-Charentes. Elles révèlent une qualité de l'air peu impactée par les pollutions.

- **Des zones sensibles à la pollution**

ATMO Poitou-Charentes a identifié les zones sensibles à la dégradation de la qualité de l'air dans la région Poitou-Charentes. Elles sont classées en trois catégories : les zones situées à proximité des grands axes routiers (RN10 et A10), les zones de forte densité de population et les zones situées à proximité de sites industriels ou à forte dominante agricole.

Un des objectifs d'ATMO pour la période 2010-2015 est de mettre en place des stations de mesures de proximité sur ces zones sensibles, afin d'en suivre les évolutions du point de vue des pollutions atmosphériques. Pour cela, ATMO surveillera :

- > pour les zones à proximité du trafic routier : oxydes d'azote, métaux lourds, poussières, benzène, Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques (HAP),
- > pour les zones industrielles : dioxyde de soufre, oxydes d'azote, particules fines, métaux lourds, Composés Organiques Volatils (COV), Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques (HAP),
- > pour les zones agricoles : pesticides dans l'air, poussières, ozone, oxydes d'azote

A l'échelle régionale, 105 zones sensibles ont été identifiées, soit seulement 8% de la superficie régionale mais 38% de sa population, les zones urbaines étant les plus concernées.

Sur le territoire du SCoT, on dénombre 7 communes classées en zone sensible : Fressines, Limalonges, Melle, Montalembert, Rom, Saint-Léger-de-la-Martinière et Saint-Martin-Lès-Melle.

- **Une sensibilité à l'ozone mais une amélioration globale en région**

Le Plan Régional de Surveillance de la Qualité de l'Air (PSQA) de la région Poitou-Charentes a été élaboré par ATMO Poitou-Charentes pour la période 2010-2015.

Il apparaît que sur la période 2000-2010, dans l'ensemble de la région, la majorité des polluants atmosphériques (dioxyde de soufre, dioxyde d'azote, monoxyde de carbone, particules fines) ont vu leur taux diminuer, exception faite de l'ozone, notamment en zone périurbaine et rurale (+9,2% et +7,2%). La diminution de la pollution au monoxyde d'azote s'explique par une amélioration des caractéristiques des véhicules motorisés, tandis que la diminution de la pollution au dioxyde de soufre s'explique principalement par une amélioration des procédés industriels.

Dans le cas où les niveaux de pollution atmosphérique dépassent les seuils réglementaires, des dispositifs préfectoraux peuvent être déclenchés pour prévenir les risques pour la santé et l'environnement. Il peut s'agir d'une simple procédure d'information et de recommandation à destination des personnes sensibles, voire d'une procédure d'alerte si le risque est important.

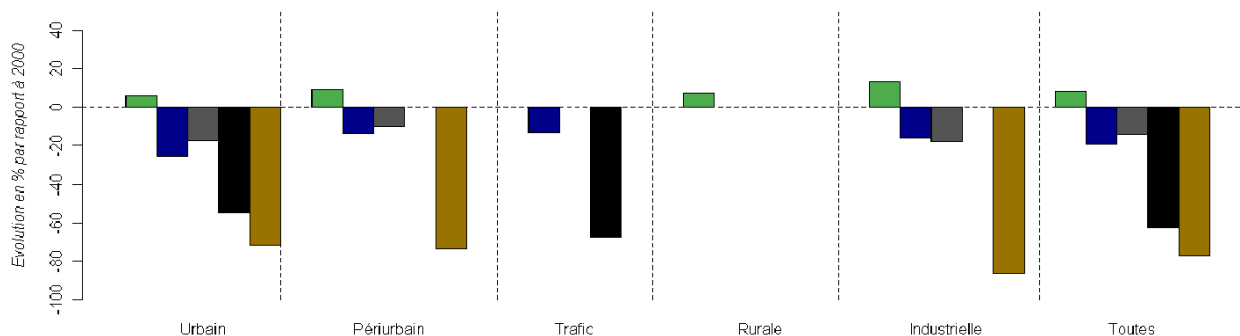


Figure 71 Evolution de la qualité de l'air en Poitou-Charentes en 2010 par rapport à l'année de référence 2000, par polluant et par secteur (source : PSQA Poitou-Charentes 2010-2015)

• Autres sources de pollution

Sur le territoire du SCoT, le taux de résidus de pesticides dans l'air peut augmenter en fonction des saisons dans un milieu rural couvert de grandes cultures.

Par ailleurs, de nombreux foyers de peuplement d'ambrosie à feuille d'armoïse ont également été repérés sur le territoire, notamment dans les communes autour de Melle, de Saint-Léger et de Saint-Génard. Cette plante envahissante fait l'objet d'un plan d'action et santé à l'échelle de la région Poitou-Charentes. L'ambrosie peut être diffusée à partir des zones de travaux d'infrastructures routières et ferroviaires, et son pollen, très allergène, est susceptible d'affecter la santé humaine. Toutefois, dans le Mellois en Poitou, le problème se pose surtout en termes agricoles.

En effet, la plante se propage notamment dans les cultures de tournesols et, sur certains secteurs, les agriculteurs ne peuvent plus cultiver de tournesol tant l'ambrosie est présente dans les semis. Le Mellois en Poitou a été un des premiers foyers de contamination en région Poitou-Charentes. L'ambrosie s'est ensuite diffusée aux territoires voisins.

Ce qu'il faut retenir :

Le Mellois en Poitou est concerné par les nuisances suivantes :

> Les nuisances sonores :

Le Mellois en Poitou est traversé par trois axes routiers dont le trafic engendre des nuisances sonores notables : la RN 10, la RD 950 et la RD 948. Ces trois infrastructures font l'objet d'un classement sonore de l'Etat. Au regard de la faible densité de population le long de ces infrastructures, l'exposition du territoire aux nuisances sonores peut être considérée comme faible.

Le projet de Ligne à grande vitesse qui traverse l'est du Mellois en Poitou sera une future source de nuisances à prendre en compte dans l'aménagement du territoire.

> La qualité de l'air :

7 communes sont classées en zones sensibles à la dégradation de la qualité de l'air par ATMO Poitou-Charentes, du fait de la proximité de grands axes routiers (RN10), ou de sites industriels (Dupont et Solvay). Les communes concernées par la classification en zone sensible sont Limalonges, Fressines, Melle, Montalembert, Rom, Saint-Léger-de-la-Martinière et Saint-Martin-lès-Melle.

Melle est également concernée par la présence d'un foyer de peuplement de l'ambroisie, plante envahissante dont le pollen est particulièrement allergène. Les communes de Saint-Léger-de-la-Martinière et de Saint-Génard possèdent aussi un foyer de peuplement cette plante.

Atouts

- > Un territoire peu contraint par les risques de mouvements de terrain malgré quelques phénomènes recensés (effondrements sur Villiers-sur-Chizé, La Couarde, Luché-sur-Brioux, et Celles-sur-Belle)
- > Des risques technologiques limités et peu contraignants pour le développement urbain
- > Des nuisances sonores limitées a deux routes départementales (RD 948 ; RD 950), une route nationale (RN 10) et la LGV.

Faiblesses

- > Un risque d'inondation présent sur une partie du territoire et de façon prédominante sur la vallée de la Boutonne, mais peu encadré réglementairement (un seul PPRi approuvé sur la Sèvre Niortaise Amont et concernant 2 communes du SCoT)
- > Des zones d'aléa fort pour les mouvements de terrain, dû à la présence d'argiles dans le sol, mais concentrées dans le nord-ouest du territoire, le long du réseau hydrographique
- > Un risque d'incendie de culture fort, induisant de possibles dégâts économiques, environnementaux et sociaux
- > Un établissement classé SEVESO seuil haut, provoquant des nuisances olfactives ainsi qu'un impact potentiel en matière d'émissions de polluants et sur la ressource en eau

Enjeux

- > L'encadrement du développement dans les zones inondables non couvertes par un PPRi de façon à ne pas accroître la population exposée (respect à minima des atlas des zones inondables)
- > L'amélioration de la connaissance de l'aléa inondation afin de définir des outils de protection adaptés pour les zones d'expansion des crues dans les documents d'urbanisme
- > La prévention du risque incendie en adaptant les aménagements urbains réalisés à proximité des zones sensibles (massifs forestiers, cultures exposées...)
- > La prise en compte du risque mouvement de terrain lors des choix de création de zones d'habitat dans les communes affectées
- > La diminution de la vulnérabilité des espaces naturels et urbains soumis au risque TMD à proximité des infrastructures à risque : maintien de végétation le long des voiries afin d'éviter le ruissellement de produits chimiques, éloignement des futures zones d'habitat...

UN TERRITOIRE EXPOSE A DES ALEAS MAIS AUJOURD'HUI PEU CONTRAINT

- 1) Des risques naturels limités aux risques inondation, feux de culture et retrait et gonflement des argiles
- Des atlas de zones inondables pour la Sèvre et la Boutonne.



un aléa feu de culture élevé sur l'ensemble du territoire



un aléa fort lié au retrait et gonflement des argiles le long des cours d'eau

ENJEU : Prévenir les risques naturels en adaptant les aménagements urbains réalisés à proximité des zones sensibles

2) Des risques industriels localisés



Un site SEVESO seuil haut

 Des infrastructures routières et des canalisations de gaz utilisées pour le transport de matières dangereuses

 Des communes exposées à un risque transport de matières dangereuses plus fort (croisement de routes)

Des communes concernées par un risque minier modéré

Un réseau de transport de l'électricité à prendre en compte dans l'aménagement du territoire

3) Des nuisances générées principalement par des infrastructures routières et industrielles

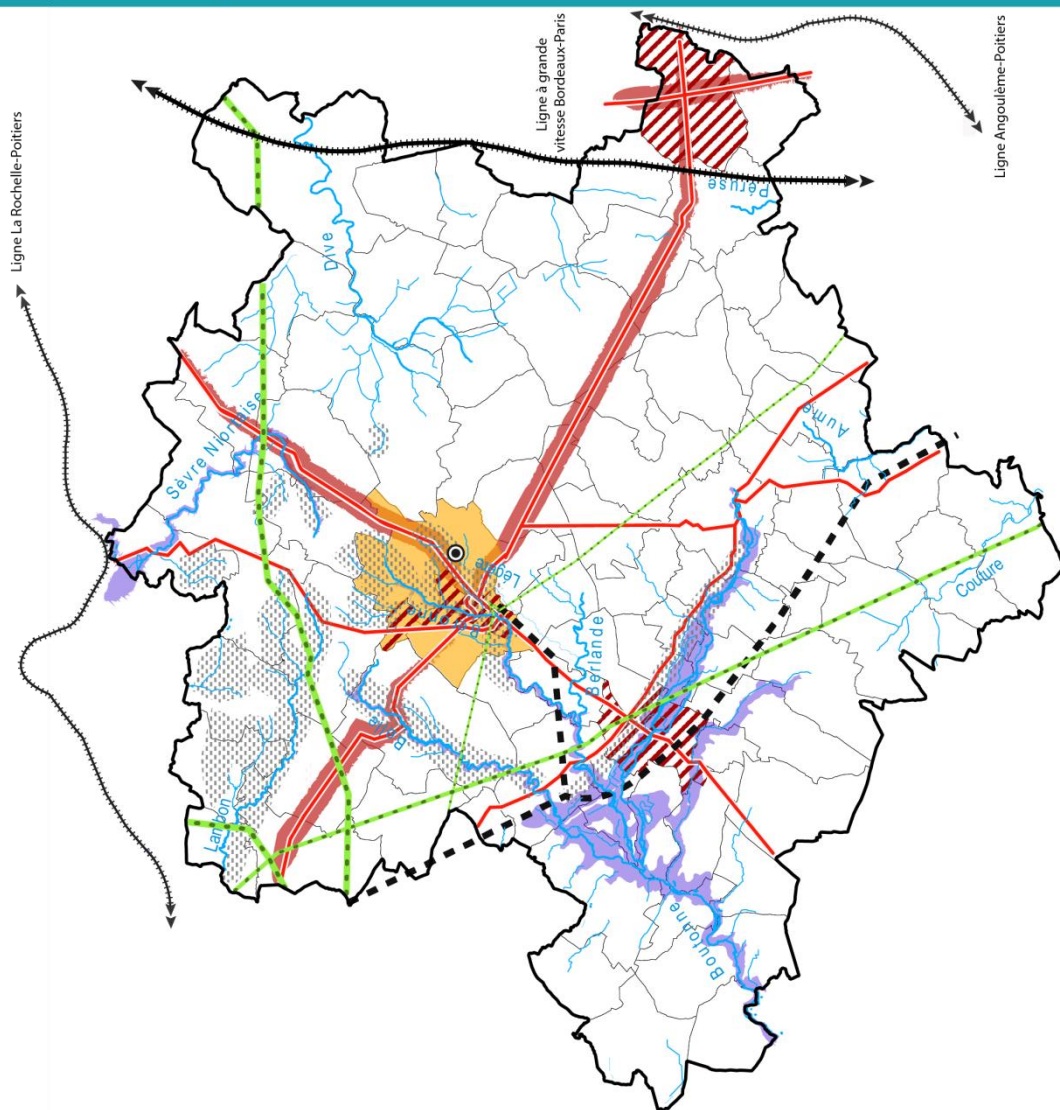
Des nuisances sonores concentrées sur les principaux axes routiers

Des nuisances olfactives entraînées par le site Dupont et solvay

Des nuisances sonores liées aux lignes ferroviaires en limite du Pays Mellois

Des nuisances futures engendrées par la LGV

ENJEU : Penser le développement urbain des communes à risque et l'organisation du territoire en fonction de l'exposition des populations aux risques industriels et aux nuisances associées



0 5 10 km



Source: Géorisque, DDRM 79, RFF, ORE
Poitou-Charentes, RTE



7. La gestion des déchets

Sources : Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) de Nouvelle-Aquitaine ; Rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'élimination des déchets 2017 de la Communauté de communes Mellois en Poitou ; Rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'élimination des déchets ménagers et assimilés 2017 du SMITED ; Etude de préfiguration « Territoire Econome en Ressources - Contrat d'objectif Déchet Economie Circulaire » de janvier 2017 menée par le SMITED

L'organisation de la gestion des déchets sur le territoire

- **Communauté de communes Mellois en Poitou**

Depuis le 1^{er} janvier 2017, la Communauté de communes Mellois en Poitou assure sur l'ensemble de son territoire :

- La collecte des déchets ménagers
- La collecte sélective
- La gestion des déchetteries
- La gestion des installations de stockage de déchets inertes (ISDI)

Avant cette date, les communautés de communes Val de Boutonne, Cœur du Poitou, Mellois, cantonale de Celles sur Belle et le SICTOM de LOUBEAU intervenaient à des degrés et des échelles différentes dans la gestion des déchets ménagers. Une réorganisation des modes de collecte à l'échelle du territoire est en cours. Les élus ont fixé des orientations pour permettre l'harmonisation et l'optimisation des services ainsi que la prévention des déchets :

- Consolidation de l'organisation des services
- Harmonisation des pratiques et mise aux normes des déchèteries du territoire (notamment mise aux normes du bas de quai de la déchetterie de Melle et la construction d'une déchèterie à Lezay)
- Lancement d'une étude sur l'harmonisation et le financement du service collecte
- Mise en place d'actions de prévention grâce au Contrat d'Objectifs Déchets et Economie Circulaire (CODEC).

- **Le SMITED**

La communauté de communes Mellois en Poitou adhère au Syndicat Mixte de Traitement et d'Elimination des Déchets en Deux-Sèvres ou SMITED. Le SMITED est le regroupement, au sein d'une structure départementale, des collectivités qui – hors l'agglomération Niortaise - ont en charge la collecte et le traitement des déchets ménagers en Deux-Sèvres. L'action du SMITED couvre tout le département des Deux-Sèvres, à l'exception de l'agglomération du Niortais.

Les modalités de collecte des déchets

• La collecte des déchets ménagers

Hors cas particuliers, les ordures ménagères sont collectées en porte-à-porte sur l'ensemble du territoire une fois par semaine.

Les gros producteurs comme les supermarchés, les maisons de retraite, les collèges, les lycées ou l'hôpital sont collectés deux à trois fois par semaine.

La collecte en porte-à-porte est assurée en régie par les agents de la communauté de communes.

Depuis 2012, les tonnages d'ordures ménagères résiduelles collectées sont en baisse constante (-2,6 % en moyenne entre 2012 et 2017). Toutefois, on note deux hausses :

- Entre 2014 et 2015, hausse de 3,2% du tonnage, suite à l'intégration de 3 communes (la Mothe-Saint-Héray, Exoudun et la Couarde), soit environ 2600 habitants supplémentaires dans le périmètre du SCoT ;
- entre 2016 et 2017, hausse de 1,6 % du tonnage, malgré l'extension des consignes de tri, probablement due à l'absence de communication et d'actions en faveur de la prévention et du tri des déchets, suite à la restructuration complète des services gestionnaires au sein de la communauté de communes. Les actions de prévention ont repris en 2019.

On constate que les tonnages d'ordures ménagères résiduelles collectées, en valeur absolue, sont en baisse (-2,6% entre 2012 et 2017) bien que la population ait augmenté sur cette période. C'est la raison pour laquelle l'évolution du rapport du nombre de kg de déchet par habitant suit une baisse encore plus marquée (-9,86% entre 2012 et 2017).

	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Tonnages Ordures Ménagères résiduelles (OMR) collectées	9 249,36	9165,53	9019,71	9308,69	8867,05	9 006,9
Evolution par rapport à l'année précédente	-1,6 %	+3,2 %	-4,7 %	+1,6 %	/	-0,9 %
Kg/habitant	206,21	202,93	198,33	192,93	182,76	185,88
Evolution par rapport à l'année précédente	/	-1,6 %	-2,3 %	-2,7 %	-5,2 %	+1,6 %

Figure 72 : Evolution du poids des déchets ménagers (ordures ménagères résiduelles) collectés par la Communauté de communes Mellois en Poitou entre 2012 et 2017 (Source : Rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'élimination des déchets 2017, Communauté de communes Mellois en Poitou + Etude de préfiguration « Territoire Econome en Ressources - Contrat d'objectif Déchet Economie Circulaire » de janvier 2017 menée par le SMITED)

• **La collecte sélective**

La collecte sélective est effectuée sur l'ensemble du territoire à des fréquences différenciées :

- Une fois par semaine pour les emballages en apport volontaire et en porte-à-porte,
- Une fois par semaine à une fois par mois selon les taux de remplissage pour les verres et papiers en apport volontaire.

Les collectes en porte-à-porte ne s'effectuent que dans les bourgs de Melle, Saint-Léger-de-la-Martinière et la Mothe-Saint-Héray.

Les collectes en porte-à-porte et en apport volontaire sont assurées en régie par les agents de la communauté de communes.

Sur l'ensemble du territoire, on compte 225 points d'apport volontaire :

- 294 colonnes pour les emballages
- 248 colonnes pour le verre
- 233 colonnes pour le papier

Tonnages de collecte sélective	Poids collecté en 2016 en tonnes	Poids collecté en 2017 en tonnes	Evolution 2016/2017	Poids collecté en 2017 en kg/hab.
Emballages	834,56	930,98	+10,36 %	19,21
Papier	1 194,17	1 148,27	-4 %	37,24
Verre	1 862,17	1 804,47	-3,2 %	23,70
Total	3 890,90	3 883,72	-0,18%	80,15

Figure 73 : Poids des déchets ménagers (déchets triés) collectés par la Communauté de communes Mellois en Poitou en 2017 différenciés par secteur du territoire (Source : Rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'élimination des déchets 2017, Communauté de communes Mellois en Poitou)

En septembre 2016, a eu lieu l'extension des consignes de tri des emballages plastique. Les usagers ont intégré rapidement ces nouvelles consignes puisque la quantité d'emballages collectés a augmenté de 10 % en 2017 par rapport à 2016.

Le taux de refus de tri dû aux erreurs de tri dans les emballages s'élève à 16% en 2017, ce qui correspond à la moyenne nationale (une étude de l'ADEME de 2013 montrait que le taux de refus de tri dans les centres de tris de recyclage était de 17%).

• **La collecte des cartons des commerçants**

Une collecte des cartons des commerçants est organisée une fois par semaine dans les bourgs de Melle, la Mothe-Saint-Héray et Lezay.

• **Les déchèteries**

Le territoire de la communauté de communes possède 10 déchetteries :

- Déchèterie de Chey – Lieu-dit les Gruettes, 79120 Chey
- Déchèterie de Melle – Bois des Garennnes, 79500 Melle
- Déchèterie de La Mothe St Heray – Route d'Exoudun, 79800 La Mothe St Heray

- Déchèterie de Rom – Lieu-dit les champs prieurs, 79120 Rom
- Déchèterie de St Vincent la Châtre – Châtenet, 79500 St Vincent la Châtre
- Déchèterie de Celles sur Belle – Lieu-dit les Ombrails, 79370 Celles sur Belle
- Déchèterie de Mougou – Route de Fressines, 79370 Mougou
- Déchèterie de Brioux sur Boutonne – ZA Lieu-dit La Mine d'Or, 79170 Brioux sur Boutonne
- Déchèterie de Chef-Boutonne – Lieu-dit Pechiot, 79110 Chef-Boutonne
- Déchèterie de Sauzé-Vaussais – Route de Civray, 79190 Sauzé-Vaussais

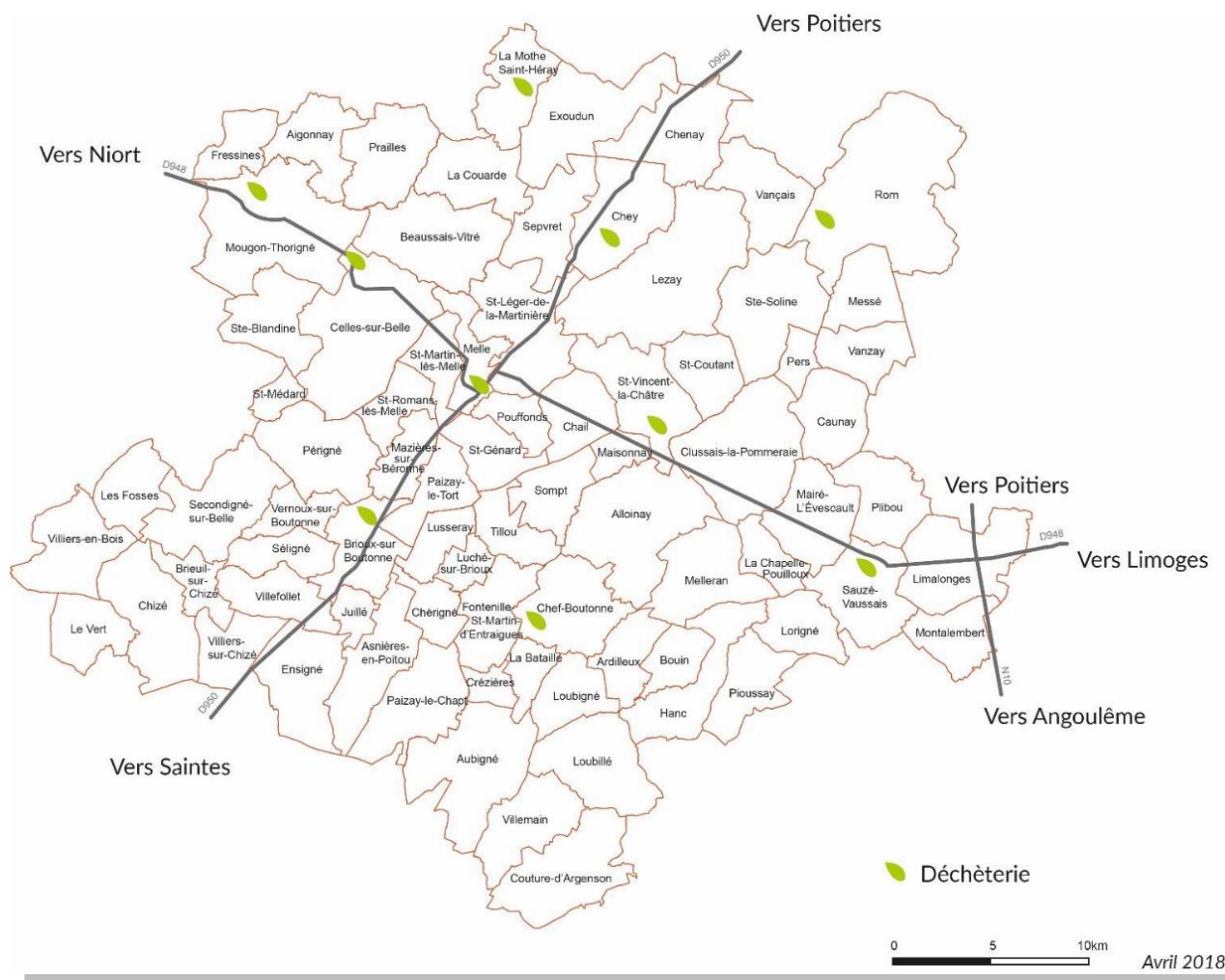


Figure 74 : Déchèteries du Mellois en Poitou (Source : Communauté de communes Mellois en Poitou)

Ce réseau permet aux particuliers et aux professionnels d'y déposer les déchets dits « encombrants » constitués principalement de ferrailles, gros cartons, déchets verts, bois, électroménagers usagés et tout venant. Certaines déchèteries acceptent également des déchets spécifiques (huiles, peintures, batteries, déchets toxiques, textiles, gravats...). Le dépôt de matériaux est gratuit pour les particuliers. Les professionnels sont soumis à une redevance au m3.

La capacité actuelle des déchetteries répond, globalement, aux besoins des usagers du Mellois en Poitou. Néanmoins, il est envisagé de fermer les déchèteries de Rom et de Chey, pour en construire une plus polyvalente et de plus grande capacité à Lezay.

La collecte des matériaux est disparate sur l'ensemble du territoire car toutes les déchèteries ne sont pas adaptées pour recevoir certains flux. Néanmoins, il est possible de comparer et de constater la baisse de tonnage de certains déchets collectés uniformément : encombrants (-6%), bois B (-11%), Déchets Diffus Spécifiques (acides, bases, pâteux, solvants, etc.) (-13%), déchets inertes (-12%). *A contrario*, les tonnages collectés concernant la ferraille (+5.5%), les cartons (+12,5%), le bois A (+8%), le plastique dur (+58%) sont en nette augmentation par rapport à 2016.

Déchèteries Flux	Brioux sur Boutonne	Celles sur Belle	Chef- Boutonne	Chey	La Mothe St Heray	Melle	Mougon	Rom	Sauzé- Vausais	St-Vincent la Châtre	Total 2017	Performance par hab/kg	Total 2016	Evolution en %
Tout-venant	300,480	268,420	190,760	152,530	110,420	472,860	253,570	91,610	268,120	24,600	2133,370	44,03	2269,610	-6,00%
Ferraille	120,860	90,040	131,780	2,440	50,940	202,700	103,380		118,920		821,060	16,94	778,240	5,50%
Cartons	27,400	43,120	74,640	11,820	17,200	118,060	46,900	4,860	75,260	1,660	420,920	8,69	373,890	12,58%
Déchets verts	363,000	539,280	660,000			924,000	549,900		1451,000		4487,180	92,60	3805,720	17,91%
Bois A		4,520			19,480	17,220	4,160	2,300			47,680	0,98	44,130	8,04%
Bois B	197,250	188,240	274,260	62,920	73,500	264,320	203,300	29,400	184,060		1477,250	30,49	1659,500	-10,98%
Huiles minérales	2,790	2,970	3,780		1,260	4,770	4,600		5,040		25,210	0,52	19,390	30,02%
Huiles végétales												0,00		
Filtres à huile	0,500	0,350	0,570		0,550	1,090	0,710		0,280		4,050	0,08	2,690	50,56%
D3E	73,200	65,180	82,510		27,780	115,130	61,790		71,390		496,980	10,26	523,580	-5,08%
Lampes et néons			0,170			0,300			0,170		0,640	0,01	0,880	-27,27%
DDS	7,820	14,660	9,890		8,470	25,720	9,190		9,660		85,410	1,76	97,880	-12,74%
Piles	1,050		0,980		0,290	0,550			1,110		3,980	0,08	2,420	64,46%
Batteries	0,720	6,760	2,370			1,640					11,490	0,24	4,010	186,53%
Radiographie					0,030	0,130					0,160	0,00	0,160	0,00%
Inertes	251,200	496,260	658,400		116,400	516,800	607,260		899,200		3545,520	73,17	4042,800	-12,30%
Plastiques durs	13,620	20,980	13,760				13,860		14,160		76,380	1,58	48,320	58,07%
Cartouches d'encre		0,080	0,160		0,020	0,090	0,060		0,100		0,510	0,01	0,360	41,67%
Pneus			3,340						2,180		5,520	0,11	10,120	-45,45%
Textiles			13,610						7,360		20,970	0,43	20,020	4,75%
DASRI			0,190						0,230		0,420	0,01	0,350	20,00%
Plaques de plâtres			69,440						54,850		124,290	2,57	118,440	4,94%
Souches d'arbres						167,740					167,740	3,46	110,760	51,44%
Mobilier						126,880			95,080		221,960	4,58		
Polystyrène	0,270	3,170				1,890					5,330	0,11	9,640	-44,71%
Total 2017	1360,160	1744,030	2190,610	229,710	426,340	2961,890	1858,680	128,170	3258,170	26,260	14184,020	292,72	13942,910	1,73%

Figure 75 : Tonnage des déchets collectés dans les déchèteries du Mellois en Poitou en 2017
(Source : Rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'élimination des déchets 2017, Communauté de communes Mellois en Poitou)

Le nombre de passages en déchèterie est compté manuellement par les gardiens.

Déchèteries	Total des passages par déchèterie en 2017
Déchèterie de Chey	3 888
Déchèterie de Melle	23 441
Déchèterie de La Mothe St Heray	10 084
Déchèterie de Rom	2 812
Déchèterie de St Vincent la Châtre	1 055
Déchèterie de Celles sur Belle	Non compté
Déchèterie de Mougou	Non compté
Déchèterie Brioux sur Boutonne	19 885
Déchèterie de Chef-Boutonne	33 687
Déchèterie de Sauzé-Vaussais	52 460
Total des passages en 2017	147 312

Figure 76 : Nombre de passage dans chaque déchèterie du Mellois en Poitou en 2017 (Source : Rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'élimination des déchets 2017, Communauté de communes Mellois en Poitou)

- **La collecte des encombrants**

Deux collectes d'encombrants en porte-à-porte sont organisées par an (mars et octobre). Les usagers sont invités à s'inscrire au préalable auprès de la Direction de l'Environnement de la communauté de communes en détaillant les déchets qui seront à collecter à leur domicile. Les déchets acceptés sont ceux ne pouvant pas être transportés dans une voiture ou difficilement. Les encombrants collectés sont ensuite déposés en déchèterie dans les filières adaptées.

- **Les installations de stockage de déchets inertes (ISDI)**

La communauté de communes compte actuellement 10 sites de stockage des déchets inertes sur son territoire : Hanc, Clussais-la-Pommeraiie, Saint-Martin-les-Melle, Sompt, Tillou, Villemain, Saint-Vincent-la-Châtre, Paizay-le-Tort, Maisonnay et Chef-Boutonne.

Les sites de Clussais-la-Pommeraiie et de Hanc sont des sites spontanés qui ont fait l'objet d'une régularisation par le Conseil départemental des risques sanitaires et technologiques et la Préfecture des Deux-Sèvres en 2017.

L'ISDI de Chef-Boutonne fait également l'objet d'une régularisation administrative conjointement à celle de la déchèterie. Des terres agricoles cultivées ont été acquises par

la communauté de communes pour restaurer une zone humide en compensation de l'exploitation de l'ISDI.

Installations de stockage de déchets inertes (ISDI)	Quantité en tonnes de déchets reçues en 2017
Hanc	198,8
Clussais-la-Pommeraiie	245,7
Saint-Martin-les-Melle	8 102,4
Sompt	0
Tillou	9,45
Villemain	21,35
Paizay-le-Tort	826,4
Maisonnay	274,4

Figure 77 : Tonnages reçus sur les ISDI en 2017 (Source : Rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'élimination des déchets 2017, Communauté de communes Mellois en Poitou)

- **La collecte des produits dangereux**

Les produits dangereux sont collectés et traités suivants des processus qui leur sont spécialement destinés. Souvent, les déchetteries disposent de bennes pour déposer certains produits dangereux. Il existe également des collectes spécifiques qui prennent en charge des produits toxiques (huiles dans certains garages, piles dans les magasins qui en vendent, médicaments dans les pharmacies, ramassages périodiques de produits dangereux par camion dans certains établissements).

Le traitement des déchets

- **Le traitement des ordures ménagères**

Quai de transfert de Loubeau à Saint-Martin-les-Melle

Il s'agit d'une installation classée pour la protection de l'environnement par arrêté préfectoral et d'une capacité autorisée de 20 000 tonnes par an. Le site est exploité en régie par le SMITED. En 2017, 10 905 tonnes de déchets ont transité par ce quai avant d'être transportés vers les unités de préparation ou de traitement (soit -0,7% par rapport à 2016). Ce quai de transfert a fait l'objet de travaux de mise aux normes en 2018.

Ainsi, après leur collecte par la communauté de communes, les ordures ménagères sont transportées au quai de transfert de Loubeau à Saint-Martin-les-Melle. Là, des camions semi-remorques de 105 m³ réceptionnent chacun 3 bennes d'ordures ménagères puis les acheminent vers l'usine de tri mécano biologique de Champdeniers.

Usine de tri mécano biologique (TMB) du SMITED à Champdeniers

Cette unité industrielle est une installation classée pour la protection de l'environnement par arrêté préfectoral. Elle permet de séparer, préparer, stabiliser et conditionner les ordures ménagères résiduelles. Les déchets sont passés au crible rotatif. Sont séparés les éléments biodégradables des éléments secs, notamment ferreux. Les matières biodégradables ou fermentescibles passent à travers d'autres cribles puis sont déposés dans des éco-silos où elles vont fermenter durant 5 semaines. Arrosées et ventilées pendant cette période pour accélérer le processus naturel de décomposition, elles produiront un compost employé par l'agriculture.

Le refus sec est quant à lui broyé pour être préparé en combustible.

Sa capacité totale annuelle autorisée est de 60 000 tonnes par an. Elle a reçu 48 595 tonnes de déchets en 2017 (soit +9,8% par rapport à 2016).

Grâce à l'exploitation de cette usine, les adhérents du SMITED ont pu atteindre dès 2013 les objectifs 2020 du Grenelle de l'environnement obligeant à la réduction de 30% des quantités de déchets enfouies en référence à l'année 2010.

En 2017, le TMB a permis de valoriser (recyclage matériaux, compost ou énergie) près de 52% de la masse d'ordures ménagères entrante.

Installation de Stockage des Déchets Non Dangereux de La Loge à Coulonges Thouarsais (ISDND)

Il s'agit d'une installation classée pour la protection de l'environnement autorisée par arrêté préfectoral exploitée en régie par le SMITED. Le site bénéficie d'une autorisation pour recevoir 40 000 tonnes de déchets ultimes par an. Il a reçu 37 310 tonnes de déchets résiduels stabilisés ou conditionnés ainsi que 2 158 tonnes de Déchets d'Activité Economique locale (DAE) en 2017. L'autorisation d'exploitation prendra fin en octobre 2021, date à laquelle le site sera complet.

Un travail est en cours pour identifier le nouveau site de stockage qui prendra le relais ainsi que d'autres solutions de valorisation et de recyclage de ces déchets à plus long terme.

- ***Le traitement des déchets issus de la collecte sélective***

Les emballages

Suite à un appel d'offre, SUEZ prend en charge l'ensemble des emballages collectés de la communauté de communes depuis le 1er octobre 2017. Les emballages sont acheminés au centre de transfert de SUEZ à Niort, puis au centre de tri de SUEZ à Poitiers pour y être séparés par matières pour le recyclage. Les refus de tri sont traités sur l'Unité de Valorisation Energétique de Poitiers.

Les repreneurs désignés des matières sont :

- Arcelor Mittal : acier
- Regeal Affimet : aluminium
- Revipac : briques et cartons

- Valorplast : plastiques

Les emballages en verre

L'ensemble des emballages en verre est livré par les chauffeurs de la communauté de communes chez Saint Gobain Emballages près de Cognac, qui assure son recyclage sans tri préalable.

Les papiers

Suite à un appel d'offre, SUEZ prend en charge l'ensemble des papiers collectés de la communauté de communes depuis le 1er octobre 2017. Les papiers sont recyclés par SUEZ sans tri préalable avec livraison au centre de transfert de SUEZ à Niort.

Les autres déchets

Pour traiter les déchets issus des déchèteries, la communauté de communes conventionne avec une vingtaine de prestataires pour les huiles, textiles, piles, batteries, polystyrène, ferrailles, pneus, plâtre, etc. et avec les agriculteurs locaux pour les résidus végétaux. Le tout-venant des déchèteries est envoyé à l'ISDND de La Loge.

La Prévention des déchets

• **Les actions pour réduire la part des déchets organiques**

La communauté de communes mène quelques actions visant à prévenir la production de déchets organiques notamment :

- La vente de composteurs aux particuliers à prix modique (14 € le composteur de 600 litres et 20 € le composteur de 1000 litres).
- La mise en location de 2 broyeurs de végétaux (de 10 € à 50 € la journée)

• **Le Contrat d'Objectifs Déchets Economie Circulaire (CODEC)**

En 2015, le SMITED – et ses collectivités adhérentes – a été lauréat de l'appel à projet de l'ADEME (Agence De l'Environnement et de la Maitrise d'Energie) « Territoire ZDZG (Zéro Déchet Zéro Gaspillage) ». Cette labellisation a permis au SMITED d'élaborer un Contrat d'Objectifs Déchets Economie Circulaire (CODEC) soutenu financièrement par l'ADEME.

La Communauté de communes Mellois en Poitou en tant qu'adhérente au SMITED et bénéficiaire du CODEC a donc élaboré un Plan Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés.

L'objectif principal de ce plan d'actions est de faire baisser de 10 % les Déchets Ménagers et Assimilés (Ordures Ménagères + déchets issus de la collecte sélective + déchets de déchèteries) d'ici 2020. Ce plan d'actions s'inscrit dans le cadre des objectifs de la loi de Transition Energétique pour la Croissante Verte.

La planification de la prévention et de la gestion des déchets

La loi du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) modifie les compétences relatives à la planification de la prévention et de la gestion des déchets. Les Régions sont désormais compétentes pour établir des plans régionaux de prévention et de gestion des déchets (PRPGD). La planification historique (départementale pour les déchets non dangereux et les déchets BTP, régionale pour les déchets dangereux) reste en vigueur jusqu'à l'adoption des futurs plans.

Conformément à la réglementation (articles R541-13 à R541-27 du Code de l'Environnement), les nouveaux plans régionaux doivent concerner tous les flux produits et gérés dans la région, quelle que soit leur nature ou leur producteur. Cette nouvelle compétence confère à la Région un rôle d'animation des acteurs du territoire pour identifier les actions qui permettront d'atteindre les objectifs de la Loi de transition énergétique pour la croissance verte.

Le plan régional de prévention et de gestion des déchets doit contenir :

- Un état des lieux de la prévention et de la gestion des déchets.
- Une prospective à termes de six ans et de douze ans de l'évolution tendancielle des quantités de déchets.
- Des objectifs en matière de prévention, de recyclage et de valorisation des déchets, déclinant les objectifs nationaux.
- Une planification de la prévention des déchets à termes de six ans et douze ans.
- Une planification de la gestion des déchets à termes de six ans et douze ans.
- Un plan régional d'action en faveur de l'économie circulaire.

Le nouveau PRPGD de Nouvelle-Aquitaine entrera en vigueur dans le courant de l'année 2019. Il proposera des objectifs à 6 ans (horizon 2025) et à 12 ans (horizon 2031).

Avant cette date, c'est toujours le Plan de Prévention et de Gestion des Déchets Non Dangereux des Deux-Sèvres approuvé en 2012 qui s'applique.

Ce qu'il faut retenir :

La gestion des déchets est une compétence en pleine restructuration, tant au niveau régional qu'au niveau du territoire du Mellois en Poitou. Cette réorganisation aura pour résultante une meilleure lisibilité des acteurs et de leurs missions.

Au niveau des collectes, le territoire connaissait une grande hétérogénéité des pratiques avant la fusion des collectivités. Une harmonisation des pratiques ainsi que des mises aux normes sont en cours.

Au niveau du traitement des déchets, le travail de rationalisation effectué permet d'avoir un nombre d'intervenants plus limités et bien identifiés. De plus, à l'échelle départementale, les collectivités disposent d'une unité de traitement mécano biologique permettant de valoriser plus de la moitié des ordures ménagères collectées.

Localement, la capacité des installations de collecte est adaptée à la population du territoire. Toutefois, le stockage des déchets ultimes pose un réel problème à court terme, et ce, à l'échelle départementale. Si la possibilité de stockage des déchets ultimes est donc un enjeu très fort sur le territoire, cet enjeu est difficile à conscientiser pour les habitants car le site de stockage se situe sur un autre territoire (SCoT du Thouarsais).

Il est donc primordial de prendre en compte le fait que la croissance démographique et urbaine du Mellois en Poitou a un impact direct sur une ICPE (ISDND de La Loge) et éventuellement des questions foncières sur le territoire du SCoT du Thouarsais.

En ce qui concerne la production des déchets, on constate une baisse tendancielle du tonnage d'ordures ménagères collectées à l'échelle du département comme à l'échelle du Mellois en Poitou (baisse d'environ 9% entre 2012 et 2017). Toutefois, on constate que cette baisse nécessite la mise en œuvre d'actions de sensibilisation auprès des habitants, en continu et sans relâche.

La mise en œuvre du plan d'actions du CODEC devrait permettre d'améliorer encore la prévention de la production des déchets.

Atouts

- > La compétence « gestion des déchets » gérée en régie par la communauté de communes
- > Depuis peu, un nombre d'acteurs limités et bien identifiés tant au niveau de la collecte qu'au niveau du traitement des déchets
- > Un réseau de déchèteries bien réparti sur le territoire du Mellois en Poitou et bien dimensionné aux besoins
- > Le développement d'initiatives locales pour la prévention des déchets (réduction du gisement à la source, CODEC) coordonnées à l'échelle du territoire et travaillant en réseau au niveau départemental
- > Une baisse notable de la production de déchets ménagers sur le territoire

Faiblesses

- > Une structuration récente, qui n'est pas encore optimale et qui demandera un peu de temps pour être totalement efficiente
- > Une prise de conscience des habitants fragile en matière de prévention des déchets : hausse des tonnages d'ordures ménagères lors de l'arrêt des actions de sensibilisation
- > Des taux de refus de tri similaires aux performances nationales mais qui nécessitent d'être diminués
- > Des équipements de transfert adaptés à la population mais des contraintes très fortes en matière de stockage des déchets ménagers ultimes.
- > Un manque de conscientisation des problématiques de stockage des déchets ultimes due à l'éloignement géographique du site de stockage, situé sur un autre territoire

Enjeux

- > La poursuite des actions pour la prévention des déchets et notamment le développement du compostage individuel et collectif mais également l'amélioration du tri
- > La valorisation du potentiel énergétique des déchets
- > La recherche d'une valorisation des déchets à l'échelle locale afin de limiter les coûts environnementaux et financiers liés à leur acheminement

8. Le Paysage

Se référer au Livre 1.2 dans le chapitre intitulé « Des paysages variés conditionnant le développement du territoire ».

9. Le Patrimoine

Se référer au Livre 1.2 dans le chapitre intitulé : « Le patrimoine bâti ».

Table des illustrations

FIGURE 1 : SAGE DE POITOU-CHARENTES (SOURCE: WWW.EAU-POITOU-CHARENTES.ORG).....	16
FIGURE 2 : LES SCHEMAS D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX.....	17
FIGURE 3 : RESEAU HYDROGRAPHIQUE DU MELLOIS EN POITOU.....	18
FIGURE 4 : ETAT ECOLOGIQUE ET ETAT CHIMIQUE DES MASSES D'EAU SUPERFICIELLES EN 2009.....	23
FIGURE 5 : OBJECTIFS D'ATTEINTE DU BON ETAT GLOBAL DES MASSES D'EAU SUPERFICIELLES.....	24
FIGURE 6 : LES PRESSIONS SUR LA RESSOURCE EN EAU	31
FIGURE 7 : EVOLUTION DES VOLUMES PRELEVES SUR LE TERRITOIRE DU MELLOIS EN POITOU COMPRIS DANS LE BASSIN ADOUR- GARONNE, PAR TYPE D'USAGE - DONNEES DE L'AGENCE DE L'EAU ADOUR GARONNE.....	32
FIGURE 8 : VOLUMES PRELEVES DE 2009 A 2013 EN M3 SUR LE TERRITOIRE DU MELLOIS EN POITOU COMPRIS DANS LE BASSIN ADOUR GARONNE (SOURCE : AGENCE DE L'EAU ADOUR GARONNE).....	32
FIGURE 9 : EVOLUTION DU NOMBRE DE CAPTAGES SUR LES COMMUNES DU SCoT APPARTENANT AU BASSIN ADOUR-GARONNE (SOURCE : AGENCE DE L'EAU ADOUR GARONNE)	33
FIGURE 10: EVOLUTION DES VOLUMES PRELEVES SUR LE TERRITOIRE DU MELLOIS EN POITOU COMPRIS DANS LE BASSIN LOIRE- BRETAGNE, PAR TYPE D'USAGE - DONNEES DE L'AGENCE DE L'EAU LOIRE BRETAGNE	33
FIGURE 11 : VOLUMES PRELEVES DE 2009 A 2013 EN M3 SUR LE TERRITOIRE DU MELLOIS EN POITOU COMPRIS DANS LE BASSIN LOIRE-BRETAGNE (SOURCE : AGENCE DE L'EAU LOIRE-BRETAGNE).....	34
FIGURE 12 : EVOLUTION DU NOMBRE DE CAPTAGES SUR LES COMMUNES DU SCoT APPARTENANT AU BASSIN LOIRE-BRETAGNE (SOURCE : AGENCE DE L'EAU LOIRE-BRETAGNE)	34
FIGURE 13 : LES STRUCTURES DE PRODUCTION D'EAU POTABLE (DECEMBRE 2014).....	38
FIGURE 14 : LES STRUCTURES DE DISTRIBUTION D'EAU POTABLE (OCTOBRE 2018).....	38
FIGURE 15 : LA PROTECTION REGLEMENTAIRE DES CAPTAGES D'EAU POTABLE	42
FIGURE 16 : CAPTAGES PRIORITAIRES ET BASSINS D'ALIMENTATION DES CAPTAGES RE-SOURCES EN MELLOIS EN POITOU	49
FIGURE 17: ASSAINISSEMENT COLLECTIF SUR LE MELLOIS EN POITOU.....	53
FIGURE 18 : L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF : LES EQUIPEMENTS DE TRAITEMENT DES EAUX USEES	57
FIGURE 19 : STRUCTURE COMPETENTE EN ASSAINISSEMENT AUTONOME	59
FIGURE 20 : LES ZONAGES D'INVENTAIRES ECOLOGIQUES	68
FIGURE 21 : LES SITES NATURA 2000 DU MELLOIS EN POITOU	73
FIGURE 22 : LES ESPACES NATURELS SENSIBLES DU MELLOIS EN POITOU (SOURCE : CG79).....	76
FIGURE 23 : LES SITES GERES PAR LE CREN (SOURCE : CREN 79)	79
FIGURE 24 : DES ESPACES NATURELS DONT LA VALEUR EST RECONNUE PAR DES ZONAGES ENVIRONNEMENTAUX	81
FIGURE 25 : LES COURS D'EAU « RESERVOIRS BIOLOGIQUES » (SOURCE : SDAGE LOIRE-BRETAGNE, SDAGE ADOUR-GARONNE) ...	82
FIGURE 26 : CARTOGRAPHIE DES ZONES HUMIDES	85
FIGURE 27 : LES ESPACES BOISES (SOURCE : IFN, 2012)	88
FIGURE 28 : UN RESEAU BOCAGER DENSE	89
FIGURE 29 : CARTE DE SYNTHESE SCHEMATIQUE DES CONTINUITES REGIONALES (SOURCE : SRCE)	97
FIGURE 30 : LES ELEMENTS DU SRCE SUR LE TERRITOIRE DU MELLOIS EN POITOU (SOURCE : SRCE)	98
FIGURE 31 : PROFIL ENVIRONNEMENTAL DU MELLOIS EN POITOU (DREAL, 2014)	100
FIGURE 32 : OCCUPATION DU SOL (SOURCES : BD TOPO, RPG 2012, BD CARTHAGE).....	101
FIGURE 33 : LES ESPACES BOISES ET LES LANDES : PROPOSITIONS DE RESERVOIRS DE BIODIVERSITE.....	105

FIGURE 34 : SUPERFICIE DES ESPACES BOISES : PROPOSITIONS DE RESERVOIRS	106
FIGURE 35 : LES PLAINES OUVERTES : PROPOSITIONS DE RESERVOIRS DE BIODIVERSITE	107
FIGURE 36 : LES PELOUSES SECHES CALCICOLES, POTENTIELS RESERVOIRS DE BIODIVERSITE	108
FIGURE 37 : ZONES HUMIDES ET COURS D'EAU, PROPOSITIONS DE RESERVOIRS DE BIODIVERSITE	109
FIGURE 38 : SOUS TRAME DES SYSTEMES BOCAGERS.....	110
FIGURE 39 : REPARTITION DES EMISSIONS DE GES GLOBALES SUR LE TERRITOIRE DU MELLOIS (SOURCE : DIAGNOSTIC DES EMISSIONS DE GES 2005, DEMARCHE CLIM'AGRI).....	123
FIGURE 40 : REPARTITION DES LOGEMENTS PAR CLASSE ENERGETIQUE	125
FIGURE 41 : REPARTITION DES LOGEMENTS PAR TYPE D'ENERGIE.....	125
FIGURE 42 : TABLEAU - REPARTITION DES OBJECTIFS DE RENOVATION EN NOMBRE DE LOGEMENTS, 2013 (SOURCE : ANAH 79 - EXTRAIT DE L'APPEL A PROJET INITIATIVES LOCALES POUR LA RENOVATION ENERGETIQUE DU MELLOIS EN POITOU DE 2013)	126
FIGURE 43 : BILAN DU DISPOSITIF « AMBASSADEURS DE L'ENERGIE » EN 2013 (SOURCE : SYNDICAT MIXTE DU MELLOIS EN POITOU)	127
FIGURE 44 : TABLEAU DE SYNTHESE DE LA LOCALISATION DES BORNES DE RECHARGE POUR VEHICULES ELECTRIQUES	129
FIGURE 45 : REPARTITION DES SURFACES AGRICOLES (SOURCE : DIAGNOSTIC SECTEUR AGRICOLE, AREC, 2012)	131
FIGURE 46 : REPARTITION DES CONSOMMATIONS D'ENERGIES PAR USAGE AGRICOLE. SOURCE : DIAGNOSTIC SECTEUR AGRICOLE, AREC, 2012)	131
FIGURE 47 : CONTRIBUTION DES DEPARTEMENTS A LA PRODUCTION REGIONALE D'ENERGIE RENOUVELABLE PAR FILIERE (SOURCE : ETAT DES LIEUX DES ÉNERGIES RENOUVELABLES EN POITOU-CHARENTES, AREC POITOU-CHARENTES, 2012)	136
FIGURE 48 : REPARTITION DES ENERGIES RENOUVELABLES (SOURCE : PRODUCTION ENERGETIQUE D'ORIGINE RENOUVELABLE EN POITOU-CHARENTES EN 2013 - ÉTAT DES LIEUX DU DEVELOPPEMENT DES ENERGIES RENOUVELABLES EN POITOU-CHARENTES – AREC POITOU-CHARENTES 2013).....	138
FIGURE 49 : LA PRODUCTION DE CHALEUR (SOURCE : REPARTITION DE LA PRODUCTION D'ORIGINE RENOUVELABLE A USAGE THERMIQUE - ÉTAT DES LIEUX DU DEVELOPPEMENT DES ENERGIES RENOUVELABLES EN POITOU-CHARENTES – AREC POITOU-CHARENTES 2013).....	138
FIGURE 50 : LES ENERGIES PLURIELLES EN MELLOIS EN POITOU, NOMBRE D'INSTALLATIONS D'ENERGIES RENOUVELABLES (SOURCE : MELLOIS EN POITOU 2012)	140
FIGURE 51 : LES ENERGIES PLURIELLES EN MELLOIS EN POITOU, PUISSANCE DES INSTALLATIONS D'ENERGIES RENOUVELABLES (SOURCE : MELLOIS EN POITOU 2012)	141
FIGURE 52 : PRINCIPALES INSTALLATIONS DE PRODUCTION ENERGETIQUE RENOUVELABLES DANS LE DEPARTEMENT DES DEUX-SEVRES ET EN MELLOIS-POITOU (PERIMETRE ROUGE) (SOURCE : AREC, 2018).....	142
FIGURE 53 : TABLEAU – RESSOURCE ET CONSOMMATION DE LA RESSOURCE « BOIS » (SOURCE : PLAN APPROVISIONNEMENT TERRITORIAL- MELLOIS EN POITOU –JANVIER 2011).....	144
FIGURE 54 : TABLEAU – CHAUFFERIES BOIS RECENSEES EN MELLOIS EN POITOU EN 2011 (SOURCE : PLAN APPROVISIONNEMENT TERRITORIAL- MELLOIS EN POITOU –JANVIER 2011 EN ATTENTE DE CHIFFRES ACTUALISES).....	144
FIGURE 55 : RESSOURCES ET CONSOMMATIONS DU MELLOIS EN POITOU ET DE LA CC DU PAYS MELUSIN (EN T/AN) (SOURCE : PLAN APPROVISIONNEMENT TERRITORIAL- MELLOIS EN POITOU – JANVIER 2011)	145
FIGURE 56 : RECENSEMENT DES INSTALLATIONS BOIS ENERGIE (D'APRES LES DONNEES D'UNE ETUDE AREC DE 2013 POUR LE MELLOIS EN POITOU).....	146
FIGURE 57 : LES ENERGIES PLURIELLES EN MELLOIS EN POITOU (SOURCE : MELLOIS EN POITOU 2012)	148
FIGURE 58 : RISQUE INONDATION DU MELLOIS EN POITOU (SOURCE : DDT 79, 2013)	169
FIGURE 59 : ALEA RETRAIT ET GONFLEMENT DES ARGILES.....	171
FIGURE 60 : RISQUES INCENDIE DES CULTURES DU DEPARTEMENT DES DEUX-SEVRES (SOURCE : DDT 79)	175
FIGURE 61 : EXTRAIT DU DOCUMENT "CHAMPS ELECTROMAGNETIQUES D'EXTREMEMENT BASSE FREQUENCE, LES EFFETS SUR LE SANTE" - MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA SANTE, 1ER TRIMESTRE 2014	181
FIGURE 62 : SCHEMA DECENNAL DE DEVELOPPEMENT DU RESEAU DE TRANSPORT D'ELECTRICITE – EDITION 2013-RTE	182
FIGURE 63 : LE RESEAU DE TRANSPORT DE L'ELECTRICITE DU MELLOIS EN POITOU ET LES ESPACES URBANISES DU TERRITOIRE (SOURCE : ORE FEVRIER 2015).....	183
FIGURE 64 : SECTEURS AFFECTES PAR LES ALEAS MINIER (SOURCE : ETUDE GEODERIS 2010).....	184
FIGURE 65 :ZOOM SUR LA CARRIERE DE LIMALONGES.....	185

FIGURE 66 : ETABLISSEMENTS DETENANT DES DECHETS RADIOACTIFS EN POITOU CHARENTES EN 2010 (SOURCE : ORE MAI 2014)	187
FIGURE 676 : RISQUE NUCLEAIRE EN POITOU-CHARENTES (SOURCE : ANDRA, « INVENTAIRE GEOGRAPHIQUE DES MATIERES ET DECHETS RADIOACTIFS », 2012)	188
FIGURE 68 : LES RISQUES TECHNOLOGIQUES	190
FIGURE 69 : TABLEAU – LES CATEGORIES DE CLASSEMENT SONORE DES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT TERRESTRE	192
FIGURE 70 : CLASSEMENT DES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT TERRESTRE	193
FIGURE 71 EVOLUTION DE LA QUALITE DE L'AIR EN POITOU-CHARENTES EN 2010 PAR RAPPORT A L'ANNEE DE REFERENCE 2000, PAR POLLUANT ET PAR SECTEUR (SOURCE : PSQA POITOU-CHARENTES 2010-2015)	197
FIGURE 72 : EVOLUTION DU POIDS DES DECHETS MENAGERS (ORDURES MENAGERES RESIDUELLES) COLLECTES PAR LA COMMUNAUTE DE COMMUNES MELLOIS EN POITOU ENTRE 2012 ET 2017 (SOURCE : RAPPORT ANNUEL SUR LE PRIX ET LA QUALITE DU SERVICE PUBLIC D'ELIMINATION DES DECHETS 2017, COMMUNAUTE DE COMMUNES MELLOIS EN POITOU + ETUDE DE PREFIGURATION « TERRITOIRE ECONOMIE EN RESSOURCES - CONTRAT D'OBJECTIF DECHET ECONOMIE CIRCULAIRE » DE JANVIER 2017 MENEES PAR LE SMITED)	202
FIGURE 73 : POIDS DES DECHETS MENAGERS (DECHETS TRIES) COLLECTES PAR LA COMMUNAUTE DE COMMUNES MELLOIS EN POITOU EN 2017 DIFFERENCES PAR SECTEUR DU TERRITOIRE (SOURCE : RAPPORT ANNUEL SUR LE PRIX ET LA QUALITE DU SERVICE PUBLIC D'ELIMINATION DES DECHETS 2017, COMMUNAUTE DE COMMUNES MELLOIS EN POITOU)	203
FIGURE 74 : DECHETERIES DU MELLOIS EN POITOU (SOURCE : COMMUNAUTE DE COMMUNES MELLOIS EN POITOU)	204
FIGURE 75 : TONNAGE DES DECHETS COLLECTES DANS LES DECHETERIES DU MELLOIS EN POITOU EN 2017 (SOURCE : RAPPORT ANNUEL SUR LE PRIX ET LA QUALITE DU SERVICE PUBLIC D'ELIMINATION DES DECHETS 2017, COMMUNAUTE DE COMMUNES MELLOIS EN POITOU)	205
FIGURE 76 : NOMBRE DE PASSAGE DANS CHAQUE DECHETERIE DU MELLOIS EN POITOU EN 2017 (SOURCE : RAPPORT ANNUEL SUR LE PRIX ET LA QUALITE DU SERVICE PUBLIC D'ELIMINATION DES DECHETS 2017, COMMUNAUTE DE COMMUNES MELLOIS EN POITOU)	206
FIGURE 77 : TONNAGES REÇUS SUR LES ISDI EN 2017 (SOURCE : RAPPORT ANNUEL SUR LE PRIX ET LA QUALITE DU SERVICE PUBLIC D'ELIMINATION DES DECHETS 2017, COMMUNAUTE DE COMMUNES MELLOIS EN POITOU)	207



www.melloisenpoitou.fr

Vu pour être annexé à la délibération du Conseil
communautaire en date du 2 mars 2020

Le Président,
Fabrice Michelet



Mellois _____ *en* POITOU COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

SCHÉMA DE COHÉRENCE TERRITORIALE DU MELLOIS EN POITOU

Livre 1.4. : Rapport de présentation

Préfecture des Deux-Sèvres

Carte de la trame verte et bleue

13 MARS 2020

Dossier approuvé par le conseil
communautaire le 2 mars 2020

SCoT du Mellois en Poitou

Date de prescription du SCoT : 26 janvier 2012

Date d'arrêt du SCoT : 8 juillet 2019

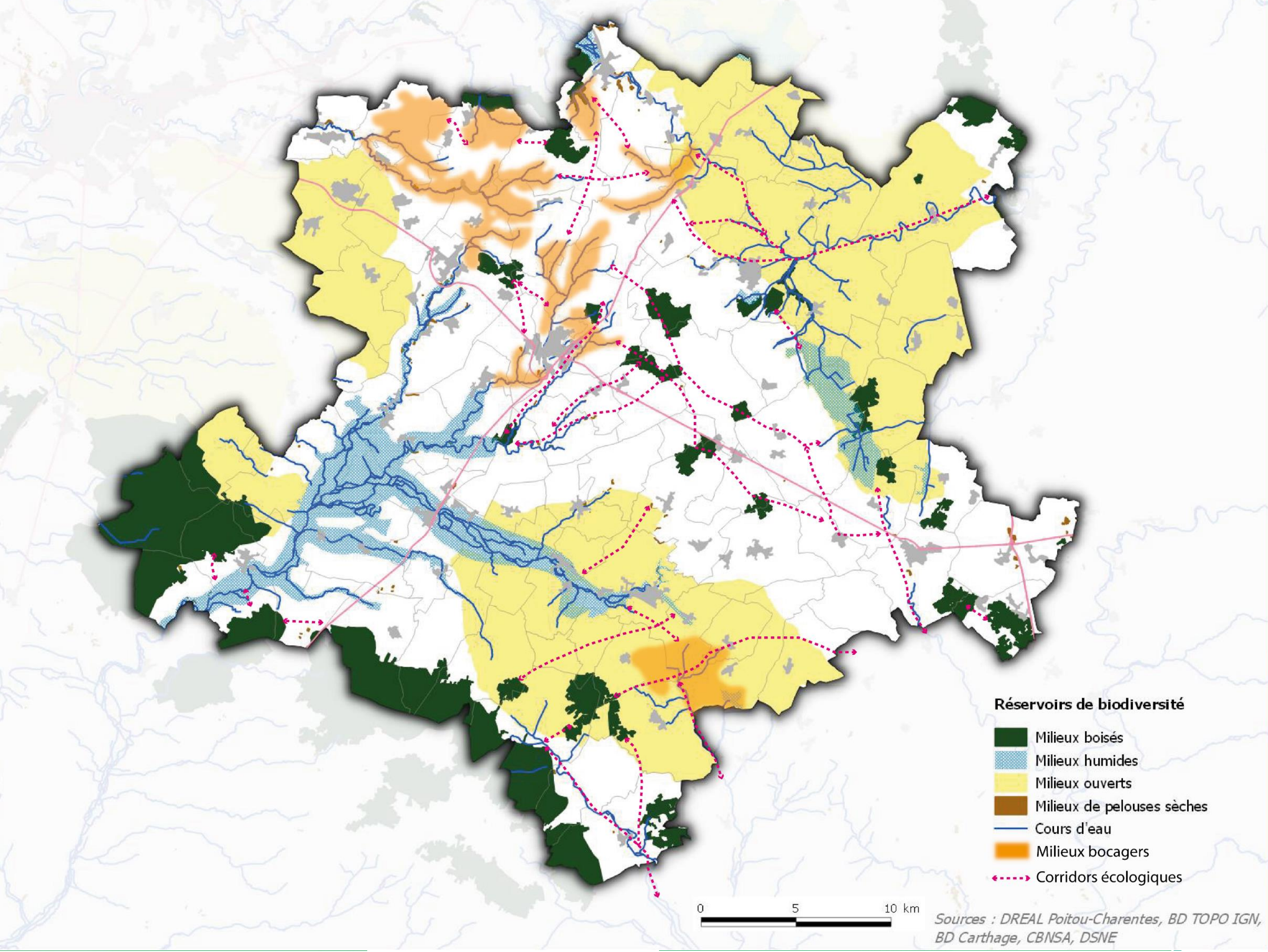
Date d'approbation du SCoT : 2 mars 2020

Ce document a été réalisé par la Communauté de communes Mellois en Poitou, assistée par :



et grâce au concours financier de :







www.melloisenpoitou.fr

Vu pour être annexé à la délibération du Conseil
communautaire en date du 2 mars 2020

Le Président,
Fabrice Michelet



Mellois

en POITOU

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

SCHÉMA DE COHÉRENCE TERRITORIALE DU MELLOIS EN POITOU

Livre 1.5. : Rapport de présentation

Préfecture des Deux-Sèvres

13 MARS 2020

Evaluation Environnementale et Résumé Non Technique

Dossier approuvé par le conseil
communautaire le 2 mars 2020

SCoT du Mellois en Poitou

Date de prescription du SCoT : 26 janvier 2012

Date d'arrêt du SCoT : 8 juillet 2019

Date d'approbation du SCoT : 2 mars 2020

Ce document a été réalisé par la Communauté de communes Mellois en Poitou, assistée par :



et grâce au concours financier de :



SOMMAIRE

PREAMBULE	5
1. METHODOLOGIE DE BONIFICATION ENVIRONNEMENTALE LORS DE L'ELABORATION DU PROJET DE TERRITOIRE : CO-CONSTRUCTION DU PADD ET DU DOO	6
1.1. L'EMERGENCE DU PROJET POLITIQUE ET SON EVALUATION ENVIRONNEMENTALE ITERATIVE	6
1.2. UNE CO-CONSTRUCTION PROGRESSIVE DU DOO AVEC LES ELUS ET PARTENAIRES LOCAUX	7
2. LA FORMALISATION DE L'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE DU PROJET PORTE PAR LE SCOT, AVANT SON ARRET	10
2.1. UNE METHODOLOGIE A PLUSIEURS CLES D'ENTREES POUR UNE APPRECIATION THEMATIQUE ET TRANSVERSALE	10
2.2. UNE METHODOLOGIE SPECIFIQUE MISE EN ŒUVRE POUR TRAITER DES SITES NATURA 2000	11
CHAPITRE I : EVALUATION DES INCIDENCES DU SCOT SUR CHACUNE DES PROBLEMATIQUES ENVIRONNEMENTALES TRAITEES DANS L'ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT	12
1. INCIDENCES DU SCOT SUR LES PAYSAGES ET LE PATRIMOINE	13
1.1. TRADUCTION DES ENJEUX DANS LE PADD	13
1.2. INCIDENCES NEGATIVES QUE PEUVENT ENGENDRER LES ORIENTATIONS ET OBJECTIFS DU SCOT	15
1.3. LES MESURES INSCRITES DANS LE SCOT ET LEURS INCIDENCES POSITIVES NOTABLES	17
2. INCIDENCES DU SCOT SUR LA RESSOURCE EN EAU	20
2.1. TRADUCTION DES ENJEUX DANS LE PADD	20
2.2. INCIDENCES NEGATIVES QUE PEUVENT ENGENDRER LES ORIENTATIONS ET OBJECTIFS DU SCOT :	22
2.3. LES MESURES INSCRITES DANS LE SCOT ET LEURS INCIDENCES POSITIVES NOTABLES	24
3. INCIDENCES DU SCOT SUR LA BIODIVERSITE ET LES TRAMES VERTES ET BLEUES	26
3.1. TRADUCTION DES ENJEUX DANS LE PADD	26
3.2. INCIDENCES NEGATIVES QUE PEUVENT ENGENDRER LES ORIENTATIONS ET OBJECTIFS DU SCOT	28
3.3. LES MESURES INSCRITES DANS LE SCOT ET LEURS INCIDENCES POSITIVES NOTABLES	29
4. INCIDENCES DU SCOT EN MATIERE DE CHOIX ENERGETIQUES	33
4.1. TRADUCTION DES ENJEUX DANS LE PADD	33
4.2. INCIDENCES NEGATIVES QUE PEUVENT ENGENDRER LES ORIENTATIONS ET OBJECTIFS DU SCOT	34
4.3. LES MESURES INSCRITES DANS LE SCOT ET LEURS INCIDENCES POSITIVES NOTABLES	36
5. INCIDENCES DU SCOT EN MATIERE DE RISQUES ET NUISANCES	39
5.1. TRADUCTION DES ENJEUX DANS LE PADD	39
5.2. INCIDENCES NEGATIVES QUE PEUVENT ENGENDRER LES ORIENTATIONS ET OBJECTIFS DU SCOT	41
5.3. LES MESURES INSCRITES DANS LE SCOT ET LEURS INCIDENCES POSITIVES NOTABLES	43
CHAPITRE II : FOCUS SUR LES SECTEURS POTENTIELLEMENT LES PLUS VULNERABLES : EVALUATION DES INCIDENCES DU SCOT AU TITRE DE NATURA 2000	45
1. PREAMBULE	46
1.1. NATURA 2000 ET LES DOCUMENTS D'URBANISME	46

1.2.	METHODOLOGIE EMPLOYEE POUR L'EVALUATION DES INCIDENCES	46
2.	LE RESEAU NATURA 2000 ET SA PRISE EN COMPTE GLOBALE DANS LE SCOT	47
2.1.	LES SITES NATURA 2000 PRESENTS SUR LE TERRITOIRE DU SCOT	47
2.2.	ANALYSE SYNTHETIQUE DE LA PRISE EN COMPTE DES SITES NATURA 2000 DANS LA TRAME VERTE ET BLEUE DU SCOT	48
3.	SITE NATURA 2000 N° FR5400450 : ZSC "MASSIF DE CHIZE-AULNAY"	51
3.1.	PRESENTATION DU SITE	51
3.2.	EVALUATION DES EFFETS DU PROJET DE SCOT SUR CE SITE NATURA 2000	52
4.	SITE NATURA 2000 N° FR5400448 : ZSC "CARRIERES DE LOUBEAU"	52
4.1.	PRESENTATION DU SITE	52
4.2.	EVALUATION DES EFFETS DU PROJET DE SCOT SUR CE SITE NATURA 2000	53
5.	SITE NATURA 2000 N° FR5400447 : ZSC "VALLEE DE LA BOUTONNE"	54
5.1.	PRESENTATION DU SITE	54
5.2.	EVALUATION DES EFFETS DU PROJET DE SCOT SUR CE SITE NATURA 2000	55
6.	SITE NATURA 2000 N° FR5400445 : ZSC "CHAUMES D'AVON"	57
6.1.	PRESENTATION DU SITE	57
6.2.	EVALUATION DES EFFETS DU PROJET DE SCOT SUR CE SITE NATURA 2000	58
7.	LES ZPS DE PLAINE AGRICOLE	59
7.1.	DESCRIPTION DU SITE N° FR5412007 : ZPS "PLAINE DE NIORT SUD-EST"	59
7.2.	DESCRIPTION DU SITE N° FR5412022 : ZPS "PLAINE DE LA MOTHE-SAINT-HERAY-LEZAY"	59
7.3.	EVALUATION DES EFFETS DU PROJET DE SCOT SUR CES SITES NATURA 2000.....	60
CHAPITRE III :	RESUME NON TECHNIQUE DE L'EVALUATION	
ENVIRONNEMENTALE		61
1.	L'ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT.....	62
1.1.	LES PAYSAGES ET LE PATRIMOINE BATI	62
1.2.	LA RESSOURCE EN EAU	62
1.3.	LES ESPACES NATURELS ET LA BIODIVERSITE QU'ILS ACCUEILLENENT	63
1.4.	LES CHOIX ENERGETIQUES.....	64
1.5.	LES RISQUES ET NUISANCES	64
1.6.	LA GESTION DES DECHETS	65
2.	PRINCIPALES INCIDENCES NEGATIVES DU SCOT ET MESURES	
COMPENSATOIRES RECHERCHEES		66
2.1.	SUR LES PAYSAGES ET LE PATRIMOINE BATI	66
2.2.	SUR LA RESSOURCE EN EAU	67
2.3.	SUR LES ESPACES NATURELS ET LA BIODIVERSITE QU'ILS ACCUEILLENENT	67
2.4.	SUR LES CHOIX ENERGETIQUES	68
2.5.	SUR LES RISQUES ET NUISANCES	69

PREAMBULE

1. METHODOLOGIE DE BONIFICATION ENVIRONNEMENTALE LORS DE L'ELABORATION DU PROJET DE TERRITOIRE : CO-CONSTRUCTION DU PADD ET DU DOO

1.1. L'émergence du projet politique et son évaluation environnementale itérative

La démarche d'évaluation environnementale a permis de construire un projet de territoire qui répond tant aux enjeux et objectifs socio-économiques qu'environnementaux et paysagers :

- Les enjeux environnementaux prioritaires ont été partagés avec l'ensemble des acteurs et pointés dans l'état initial de l'environnement en amont du projet. Ils ont enrichi le PADD et guidé son organisation : ainsi l'item « environnement » n'apparaît pas comme une annexe « anecdotique » ajoutée à la suite du projet politique pour l'embellir, mais constitue bien un des principes fondateurs du projet
- Pour ce faire plusieurs séances de travail ont eu lieu avec les élus dans le courant de l'année 2015, afin de faire émerger un projet de territoire relevant de la volonté politique locale et réellement porté par les élus. Les problématiques environnementales y ont été traitées au même titre que les autres enjeux forts issus du diagnostic. Un séminaire PADD, qui s'est tenu le 10/03/2016, a notamment permis de co-construire le volet environnemental avec de très nombreux élus (tous étaient conviés, un système d'atelier tournant a permis à chaque participant de travailler sur l'intégralité des thèmes traités par le PADD). Quelques propositions d'objectifs leur ont été soumis à cette occasion : ces objectifs ont été affinés, complétés et hiérarchisés par les élus. Ce séminaire a abouti à la construction du PADD final.
- L'analyse des incidences du PADD a permis de pointer les thématiques prioritaires pour lesquelles il était indispensable de définir des mesures fortes dans le DOO afin d'éviter et réduire les incidences environnementales potentielles du projet : ont ainsi émergé les problématiques de réduction de la consommation d'espace, de gestion de l'eau et de l'assainissement, de protection des continuités écologiques.

1.2. Une co-construction progressive du DOO avec les élus et partenaires locaux

L'élaboration du DOO s'est faite de manière itérative et concertée. Le bureau d'études et les services techniques du Mellois n'ont pas construit seuls ce document dont la mise en œuvre concrète dépend très fortement de son niveau de partage et d'acceptation par l'ensemble des élus du territoire. Ainsi, une association forte des élus a été recherchée à travers l'organisation des temps de concertation suivants :

- Des ateliers « environnement et développement durable » se sont tenus le 27/04/2017, sur les thématiques prioritaires issues de l'état initial de l'environnement et du PADD (hors TVB, sujet traité lors d'un précédent atelier) : Ressource en eau et risques ; Paysages et formes urbaines ; Energies et mobilité. Avec pour support des fiches pédagogiques présentant les axes et objectifs du PADD propre au thème traité et des exemples de traduction dans les documents d'urbanisme locaux, les participants ont été amenés à s'exprimer sur le niveau de traduction réglementaire qu'ils étaient prêts à atteindre dans le DOO, à prioriser leurs attentes et à suggérer des prescriptions complémentaires. Ce travail a largement alimenté la première version du DOO qui a ensuite pu être rédigée par le bureau d'études.

➤ La limitation des consommations énergétiques dans le parc bâti [Objectif 3.a/]

A inscrire dans le DOO en tant que	Rédaction dans le DOO	Avis
Prescription ou Recommandation	<ul style="list-style-type: none"> Réalisation de diagnostics énergétiques du parc résidentiel et suivis d'actions de réhabilitation afin de lutter contre la précarité énergétique. 	😊
	Remarques / autre proposition de rédaction :	😐
		😞
Prescription ou Recommandation	<ul style="list-style-type: none"> Rénovation ou réhabilitation des logements existants dont la construction est antérieure à la première réglementation thermique (1974), à hauteur de X% par an du parc résidentiel concerné. 	😊
	Remarques / autre proposition de rédaction :	😐
		😞
Prescription ou Recommandation	<ul style="list-style-type: none"> Amélioration de l'isolation des bâtiments existants, favorisée dans les règlements des documents d'urbanisme, notamment par des dispositifs d'isolation par l'extérieur (emprise, matériaux, etc.), dans le respect des sensibilités architecturales locales. 	😊
	Remarques / autre proposition de rédaction :	😐
		😞

Extrait de la fiche technique « Energies et déplacements »

- Les échanges très riches qui ont eu lieu au cours de ces ateliers et permis d'identifier les prescriptions que les élus souhaitaient voir apparaître dans leur DOO, et leur niveau d'ambition (prescriptions issues des exemples proposées ou de leurs propres propositions de compléments). Ces résultats ont conduit le cabinet d'études à rédiger une première version du volet environnemental et paysager du DOO.
- Certaines des propositions de prescriptions ont ensuite été « testées » de façon concrète, au cours d'un atelier de travail supplémentaire associant élus et partenaires, à l'échelle de la commune ou d'un site test pris sur une commune hors SCoT. Cette séance a permis de mieux comprendre la portée des prescriptions et leur impact réel sur l'aménagement du territoire puis, en conséquence, de les affiner.

Prescription	<ul style="list-style-type: none"> Préserver le caractère agricole prédominant du territoire en veillant à contenir l'étalement urbain, le mitage et en empêchant l'enclavement des terres agricoles.
Prescription	<ul style="list-style-type: none"> Tout projet d'urbanisation nouvelle s'inscrit en continuité de l'enveloppe urbaine existante. Il ne doit pas conduire à la création d'un continuum urbain entre deux hameaux ou deux villages. Une respiration agricole ou naturelle, autrement appelée « coupure verte », doit être maintenue entre deux enveloppes urbaines d'une largeur minimum de 100m.
Prescription	<ul style="list-style-type: none"> Prioriser les projets nécessitant la plus faible extension de réseau d'eau potable ou d'assainissement. Une « dérogation » est possible sous réserve de justification.
Recommandation	<ul style="list-style-type: none"> Favoriser le développement urbain et de la densification dans les secteurs raccordés (ou raccordables immédiatement) au réseau de chaleur urbain lorsqu'il existe ou qu'il est en projet.
Recommandation	<ul style="list-style-type: none"> Organiser le développement urbain en dehors des zones les plus exposées aux nuisances sonores, notamment aux abords des routes départementales et voies ferrées
Prescription	<ul style="list-style-type: none"> Identifier et protéger les murets et formations arborées surfaciques et linéaires (bosquets, haies...) perpendiculaires à la pente, dans les vallons, perpendiculaires aux cours d'eau, aux routes et aux chemins ruraux et dans les zones vulnérables (périmètre de protection de captage, lisière des zones habitées ou d'activités, en particulier au contact de grandes cultures) afin de lutter contre le ruissellement pluvial en zone agricole.
Prescription	<ul style="list-style-type: none"> Identifier des liaisons modes doux, de préférence perméables, sur certains secteurs ou bien sur l'ensemble du territoire communal (schéma modes doux).

Extrait des prescription à spatialiser dans le cadre d'un exercice pour l'aménagement d'un « site test »

- Suite à ce dernier atelier de travail, une version rédigée du volet environnemental et paysager a été soumise à la maîtrise d'ouvrage puis étudiée et modifiée point par point avec les élus du comité de pilotage au cours de 2 séances de travail fin mai et mi-juin 2017.
- Des points techniques spécifiques ont ensuite été ajustés avec les partenaires et experts locaux, tels que la chambre d'agriculture, les syndicats en charge de l'assainissement collectif et individuel, etc. Une réunion de travail avec l'Autorité environnementale s'est également tenue courant juin 2017 sur la base d'une première version du DOO.
- Ces échanges avec les élus et partenaires, et ceux qui ont suivi courant 2017 (divers comités de pilotage dédiés au DOO dans son ensemble) ont permis d'amender et ajuster la rédaction du DOO jusqu'à la version présentée le 10/06/2018 aux PPA.
- Les observations formulées à cette occasion et les demandes de compléments (émanant notamment de la DDT) ont permis d'ajuster le DOO jusqu'à la version du dossier d'arrêt.

En outre, un tableau de bord permettant le suivi de l'intégration des problématiques environnementales a été réalisé après la production du DOO version 1. L'analyse a mis en évidence une insuffisance de traduction réglementaire de certains enjeux de l'EIE et orientations du PADD dans le DOO (volet risque). Ce dernier a ainsi pu être ajusté afin d'assurer une parfaite cohérence entre les différentes pièces de l'évaluation environnementale.

2. LA FORMALISATION DE L'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE DU PROJET PORTE PAR LE SCoT, AVANT SON ARRÊT

L'évaluation environnementale est guidée par 4 objectifs :

- le DOO permet-il de répondre aux enjeux environnementaux prioritaires ?
- le DOO répond-il bien à l'ensemble des orientations fixées et partagées dans le PADD ?
- le DOO intègre-t-il les prescriptions des documents de rang supérieur (SDAGE, SAGE, SRCE....) ?
- le DOO est-il susceptible de porter une atteinte forte à l'environnement ou aux ressources environnementales ?

2.1. Une méthodologie à plusieurs clés d'entrées pour une appréciation thématique et transversale

La méthodologie pour l'analyse des incidences positives et négatives, à court, moyen ou long terme du DOO sur l'environnement s'appuie, dans un premier temps, sur une analyse thématique. Il s'agit de confronter les différentes orientations et dispositions du SCoT pressenties à chacun des enjeux environnementaux recensés dans l'état initial de l'environnement et hiérarchisés dans l'étape 1 de la mission.

Ces incidences peuvent être liées à des pressions déjà existantes sur le territoire mais qui se trouveront accentuées par la mise en œuvre du projet du SCoT ou bien à des pressions nouvelles découlant de la stratégie adoptée. Le projet adopté pouvant, soit mettre en valeur l'environnement, soit le préserver et voire même dans certains cas participer à sa restauration, cette phase de la procédure précise également les incidences positives du schéma.

La méthode employée est largement inspirée de la matrice d'analyse des incidences du Guide National de l'évaluation environnementale.

Les conclusions tirées de cette analyse ont été rédigées dans ce présent document.

Chaque thème (milieux naturels et biodiversité, paysage et patrimoine, ressource en eau, risques et nuisances, ressources énergétiques) y est ainsi abordé de la façon suivante :

- Rappel des principaux constats du diagnostic (atouts/faiblesses) et des enjeux
- Bilan des incidences négatives résiduelles du SCoT découlant du projet de développement et les atténuations recherchées
- Analyse des effets potentiellement positifs du SCoT sur la thématique concernée, consécutifs à la définition de mesures environnementales dans le DOO

Enfin, l'analyse se resserre, se territorialise et se focalise sur les secteurs particulièrement sensibles (sites Natura 2000 principalement) : il s'agit d'une analyse spécifique, comme le prévoit la procédure d'évaluation environnementale des documents d'urbanisme.

Le SCoT étant un document de planification et non un projet opérationnel, toutes les incidences sur l'environnement ne sont pas connues précisément à ce stade, et seules les études d'impact propres à chaque projet traiteront dans le détail des effets sur l'environnement. L'objectif est donc ici de cibler les secteurs à fort enjeu que les futures études d'impact devront particulièrement prendre en compte, en fonction des grands équilibres du territoire et des exigences de leur préservation.

2.2. Une méthodologie spécifique mise en œuvre pour traiter des sites Natura 2000

Concernant plus spécifiquement l'étude des incidences du SCoT sur le réseau Natura 2000, la méthode a consisté à prendre connaissance des caractéristiques de ces milieux naturels et des espèces qui leurs sont inféodées, puis à prendre en compte les enjeux identifiés dans les documents de gestion mis à disposition par le réseau Natura 2000. Une recherche bibliographique significative a été menée dans le cadre de cette étude afin de pouvoir évaluer avec autant de précision que possible les incidences attendues de la mise en œuvre du SCoT sur les écosystèmes et les espèces d'intérêt communautaire.

CHAPITRE I :

EVALUATION DES INCIDENCES DU SCOT SUR CHACUNE DES PROBLEMATIQUES ENVIRONNEMENTALES TRAITEES DANS L'ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

1. INCIDENCES DU SCOT SUR LES PAYSAGES ET LE PATRIMOINE

1.1. Traduction des enjeux dans le PADD

Enjeux de l'EIE	Objectif du PADD	Remarque
<p>La préservation des caractéristiques des quatre unités paysagères qui composent le Mellois en Poitou : les paysages cultivés des plaines et plateaux ; les paysages bocagers ; les paysages forestiers du massif de Chizé Aulnay ; les paysages d'eau des vallées alluviales larges et étroites.</p> <p>La préservation et la valorisation du patrimoine que constituent les bourgs anciens. La prise en compte des labels « Pays d'Art et d'Histoire » et « Petite Cité de Caractère ».</p> <p>La valorisation du rapport à l'eau entretenu par l'habitat ancien et les espaces publics.</p> <p>Des extensions urbaines contemporaines en rupture avec les formes urbaines traditionnelles, qui causent une perte d'identité et de lisibilité des bourgs.</p>	<p><u>Préserver l'armature paysagère naturelle et agricole :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Construire l'attractivité du territoire en valorisant les quatre unités paysagères du territoire ➤ Préserver la trame bocagère et les murets en pierre ➤ Porter une attention particulière aux paysages liés à la présence de l'eau <p><u>Requalifier le patrimoine paysager et bâti :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Apporter une attention particulière au traitement de l'espace public ➤ Préserver les caractères identitaires des bourgs ➤ Promouvoir les opérations de restauration du patrimoine ➤ Qualifier les entrées de villes et de villages ➤ Utiliser le plan de paysage du Mellois en Poitou comme outil de référence 	<p>Le PADD prend bien en compte la préservation de l'armature paysagère naturelle et agricole. Il fixe l'objectif de pérenniser les activités garantes de l'entretien des paysages, de maintenir et révéler les motifs paysagers propres à chaque entité (trame bocagère, murets, paysages et patrimoine lié à l'eau, etc.), et de protéger et valoriser les éléments de patrimoine qui les caractérisent.</p> <p>Le PADD fixe des objectifs vertueux de réduction de la consommation des espaces naturels et agricoles.</p> <p>Le PADD affiche clairement la volonté du Mellois de requalifier le patrimoine paysager et bâti en précisant que cette requalification doit porter sur les espaces publics, les entrées de villes et villages, la restauration du patrimoine.</p>

<p>La valorisation du patrimoine bâti traditionnel.</p> <p>La lisibilité des entrées de bourgs.</p> <p>La préservation de la vie culturelle riche du Mellois en Poitou.</p>	<p><u>Valoriser les richesses patrimoniales et culturelles :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Mettre en valeur et protéger le patrimoine ➤ Promouvoir la vie socio-culturelle et sportive du territoire <p><u>Limitier l'artificialisation des sols à destination de l'habitat à l'extension à l'horizon 2030</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Déterminer des objectifs en matière de création de logements qui accompagnent la croissance de la population ➤ Fixer des objectifs de densité différenciés visant à limiter l'artificialisation des espaces naturels et agricoles ➤ Adapter l'implantation des nouveaux logements aux bourgs, villages et hameaux <p>NB : le pas de temps du SCoT est défini pour un horizon 2030 (durée de vie des objectifs = 2018-2030).</p>	<p>Le PADD affiche également l'objectif de promouvoir la vie socio-culturelle et sportive du territoire</p>
---	---	---

1.2. Incidences négatives que peuvent engendrer les orientations et objectifs du SCoT

Effets potentiellement négatifs de la cohérence d'ensemble de la politique SCoT qui sera mise en œuvre	Evitements et compensations recherchées
L'essentiel de la consommation d'espace projetée devrait concerner des terres agricoles. Or les terres agricoles constituent la base des paysages du Mellois en Poitou, à savoir des paysages de plaines et de plateaux cultivés et des paysages bocagers de qualité.	<p>⇒ Le SCoT demande à produire un maximum de logements en comblement des enveloppes urbaines existantes (40% des logements dans l'enveloppe urbaine + 19% de la production totale de logements créée par remise sur le marché de logements vacants), (densification et réhabilitation urbaine), avant de proposer l'ouverture à l'urbanisation, de sorte qu'il limite la consommation d'espaces naturels et agricoles.</p> <p>⇒ Le SCoT limite la consommation d'espace à vocation d'habitat à 10,8 ha/an en extension (contre 18 sur la période 2002-2011) et à vocation économique à 4,2 ha/an (légèrement inférieur aux tendances passées).</p> <p>⇒ Avant toute inscription d'une nouvelle zone à urbaniser, le SCoT impose à la collectivité d'établir un diagnostic agricole pour orienter les choix.</p>
Le projet de SCoT peut, en invitant à densifier les bourgs existants, conduire à la production de nouveaux tissus bâtis qui dévaloriseraient le patrimoine bâti traditionnel qui caractérise les centres anciens, par manque de qualité, de cohérence et de traitement de transition entre les constructions.	<p>⇒ Le DOO précise que le développement urbain doit s'appuyer sur l'analyse des formes urbaines héritées, sur l'organisation traditionnelle des bourgs, et sur la prise en compte du caractère patrimonial de l'habitat ancien.</p>
Le projet de SCoT peut par ses objectifs de densification et d'extension urbaine, conduire à négliger la requalification et l'aménagement des espaces publics qui se retrouveraient noyés dans les nouvelles constructions, et	<p>⇒ Le SCoT a prévu que les spécificités locales en matière d'organisation historique du bâti soient aussi prises en considération en amont des choix d'aménagement urbain. En outre, l'enjeu de requalification et de</p>

conduire ainsi à l'appauvrissement du cadre de vie.	<i>valorisation des espaces publics partagés. Il en définit précisément la notion en lui donnant une dimension contextualisée et des objectifs en conséquence</i>
L'intensification du développement urbain issu de l'application des orientations du SCoT pourrait se traduire par la multiplication de formes urbaines identiques de type lotissements pavillonnaires, dépourvues de caractère architectural et urbain, et implantés sans véritable traitement des lisières des espaces construits. Les paysages qui en résulteraient, seraient marqués par une uniformisation des espaces résidentiels	<i>⇒ Les projets d'extensions urbaines font l'objet de nombreuses prescriptions paysagères (un chapitre entier consacré à la maîtrise de l'aménagement des secteurs à urbaniser) que les documents locaux devront traduire afin de faciliter leur intégration paysagère.</i>
Le développement urbain issu de l'application des orientations du SCoT pourrait se traduire par une intensification des constructions le long des axes routiers qui dégraderait la qualité des entrées de ville par la destruction irréversible des coupures d'urbanisation et le développement non maîtrisé de l'urbanisation.	<i>⇒ Pour prévenir la dégradation des entrées de villes, le DOO demande aux collectivités de rechercher une organisation du bâti qui marque un seuil et annonce le passage de la route à la rue, mettre en valeur des vues, réaliser un traitement paysager.</i>
Le SCoT encourage le développement des énergies renouvelables diverses présentant un potentiel sur le territoire (éoliennes, méthanisation, photovoltaïque, etc.). La valorisation de ces ressources renouvelables, si elle est indispensable pour répondre aux enjeux climatiques et énergétiques, peut impacter durablement les paysages naturels et bâtis du Mellois : implantation d'éoliennes, multiplication de projets individuels visant à recourir à des dispositifs particuliers pouvant remettre en cause l'architecture traditionnelle (panneaux photovoltaïques, toitures terrasses...).	<i>⇒ Le SCoT a introduit des précisions dans ses prescriptions relatives aux énergies renouvelables pour que les sensibilités paysagères soient prises en compte dans les réflexions (intégration paysagère, réalisations d'études spécifiques et prise en compte du plan de paysage pour les implantations d'éoliennes). En outre, il interdit la réalisation de photovoltaïque au sol sur les zones agricoles et réservoirs de biodiversité.</i>

1.3. Les mesures inscrites dans le SCoT et leurs incidences positives notables

D'une manière générale, c'est le chapitre n°1 de l'objectif n°1 du DOO qui regroupe les actions majeures prévues par le SCoT pour mettre en perspective le "projet paysager" qui vise à valoriser et préserver l'identité paysagère, patrimoniale et urbaine historique du Mellois. En complément, l'objectif 3 du DOO précise les moyens pour lutter contre la consommation foncière tout en répondant aux objectifs de développement.

La préservation de l'armature paysagère naturelle et agricole

L'application des règles du SCoT permettra la mise en œuvre d'une politique d'urbanisme moins consommatrice d'espace que par le passé et aura des répercussions positives vis-à-vis de la préservation du capital agricole et du capital nature du territoire.

Le SCoT prescrit aux collectivités de planifier l'implantation des nouveaux secteurs d'urbanisation selon un principe de gestion économe et paysagère de l'espace, et privilégier une implantation au plus près des espaces bâtis existants et sur les espaces urbains délaissés, en limitant l'extension urbaine linéaire et le mitage urbain.

Il traduit par ailleurs l'objectif du PADD qui vise à préserver l'armature paysagère naturelle et agricole du Mellois en Poitou (Objectif 1 ; Chapitre 1.1). Il prescrit des mesures qui portent sur la protection des motifs paysagers traditionnels de chacune des unités paysagères qui fondent l'identité melloise (paysages de plateaux et de plaines, de bocage, des vallées, forestiers).

En plus de cette approche qualitative, le SCoT affiche clairement un objectif chiffré de modération de la consommation foncière à des fins de développement du parc résidentiel, qui est limitée à 140 ha en extension entre 2018 et 2030 (soit 10,8 ha/an contre 18 ha/an sur 2002-2011). Cela passera notamment par le respect de seuils minimum de densité bâtie brute qui varient, selon la catégorie de la commune (pôle de Pays, pôle intermédiaire, pôle de proximité, autre), entre 10 et 18 logements à l'hectare.

Enfin, la protection de l'espace agricole fait par ailleurs l'objet d'un zoom spécifique (Objectif 2 ; Chapitre 4), dont les prescriptions visent à encadrer les possibilités d'urbanisation au sein des zones agricoles en s'appuyant sur les besoins de fonctionnement de l'activité.

La protection des identités patrimoniales et culturelles contre l'uniformisation des territoires (qualité des secteurs à urbaniser)

S'il est indéniable que les techniques constructives d'aujourd'hui ne peuvent reprendre exactement celles d'hier, le SCoT œuvre pour que le développement urbain moderne se fasse dans le respect de l'esprit local. Le DOO précise ainsi que le développement urbain

doit s'appuyer sur l'analyse des formes urbaines héritées, sur l'organisation traditionnelle des bourgs, et sur la prise en compte du caractère patrimonial de l'habitat ancien, et doit également prendre en compte les caractéristiques paysagères des lieux. Il sensibilise également les collectivités sur la possibilité de réaliser des nouvelles constructions qui suivent les principes bioclimatiques, selon des formes urbaines innovantes, accompagnées de plantations d'essences locales.

Le SCoT concourt donc à préserver les qualités architecturales et paysagères du territoire sans pour autant le figer, par l'encadrement et l'accompagnement des nouvelles constructions et/ou projets de territoire.

En outre, pour prévenir les incidences négatives que peut engendrer le développement du territoire sur le patrimoine bâti en général, qu'il s'agisse de monuments, d'éléments architecturaux remarquables, d'éléments bâtis traditionnels, de patrimoine vernaculaire..., le DOO prescrit de :

- protéger et valoriser le patrimoine monumental et le petit patrimoine du Mellois en Poitou lui valant des labellisations (Pays d'Art et d'Histoire, Petites cités de caractère) ;
- protéger le patrimoine lié à l'eau ;
- favoriser la réhabilitation des centre-bourgs.

Il s'agit ici de permettre la préservation et la mise en valeur du patrimoine bâti traditionnel, témoin de l'histoire et de l'identité culturelle du territoire : murets de pierre sèche, édifices de culte, moulins, ponts muletiers, etc.).

Le DOO incite en outre les collectivités à aller plus loin dans la protection du petit patrimoine en général, et leur recommande de l'inventorier, en appui du Plan de Paysage du Mellois en Poitou, des associations et acteurs locaux, et de le protéger au titre des articles L.151-19 et 23 du Code de l'urbanisme.

La maîtrise des franges urbaines pour une meilleure gestion des espaces de transition

Les abords des bourgs et leurs franges urbaines jouant un rôle de premier plan dans le ressenti global de la qualité des espaces, le DOO prend des mesures qui ont pour objectif d'améliorer le traitement de ces espaces, souvent « délaissés » et aménagés sans réel souci de traitement paysager.

Il s'agit notamment d'anticiper, dans les documents d'urbanisme locaux, le traitement des transitions entre les espaces bâtis projetés et les espaces périphériques, notamment agricoles ou naturels. Cela passera notamment par la réglementation des clotures, création de franges végétalisées en s'appuyant sur les structures végétales existantes. Le but est d'éviter les « effets de rupture » avec l'environnement immédiat, qu'il soit déjà bâti

(exemple : transition grâce à un épannelage des hauteurs si le nouveau quartier fait charnière entre des îlots collectifs et des îlots pavillonnaires) ou non.

Les entrées de villes et villages, secteurs clés pour l'image et l'attractivité du territoire, doivent également faire l'objet d'une vigilance toute particulière : elles doivent être mises en valeur sur le plan paysager, architectural, mais aussi de la signalétique. Pour ce faire, le DOO demande aux collectivités de prévoir l'aménagement et la reconquête des entrées de villes dégradées et peu qualitatives d'une part, mais aussi d'effectuer un travail particulier sur les nouveaux aménagements réalisés dans ces secteurs : recherche d'une organisation du bâti qui marque un seuil et annonce le passage de la route à la rue, mise en valeur des vues, accompagnement végétal.

Travailler sur les espaces publics partagés afin de redonner de l'attractivité aux bourgs

A l'image de nombreux territoires ruraux, le Mellois connaît une vraie problématique de dépérissement de bon nombre de ses villes, qui se vident de leurs commerces et présentent un taux important de vacance du logement. Il y a donc un véritable souci pour le territoire de reconquérir ses centre-bourgs, ce qui doit notamment passer par un traitement qualitatif des espaces publics offerts aux habitants, qu'il convient de requalifier et revaloriser. Le DOO prescrit ainsi de :

- identifier les espaces publics dégradés ainsi que les abords des édifices patrimoniaux à revaloriser ou aménager, et prévoir des opérations de revitalisation de centre-bourgs ou de renouvellement urbain ;
- prévoir l'aménagement de nouveaux espaces publics partagés au sein des opérations de développement urbain ;
- rendre les espaces publics existants et projetés, accessibles au plus grand nombre d'habitants via des liaisons piétonnes et cyclables ;
- établir des liens entre espaces publics végétalisés et espaces naturels constituant les continuités écologiques (Trame Verte et Bleue).

2. INCIDENCES DU SCOT SUR LA RESSOURCE EN EAU

2.1. Traduction des enjeux dans le PADD

Enjeux issus de l'EIE	Objectif du PADD	Remarque
<p>Protection des têtes de bassin des pollutions et pressions quantitatives, dans une logique de coopération et d'entraide amont/aval</p> <p>Articulation des politiques et choix de développement avec les programmes Re-sources en cours sur les captages Grenelle, dans une logique de protection de la ressource en eau brute, et sensibilisation des élus et acteurs à la démarche</p> <p>Poursuite des efforts en matière de sécurisation de la desserte en eau potable par l'élaboration de plans de gestion, le développement des interconnexions et la rénovation des réseaux</p> <p>Réflexion sur la gouvernance autour de l'eau potable pour une mutualisation des moyens et une harmonisation des pratiques</p>	<p>Affirmer le rôle du territoire en tant que « tête de bassin » pour les territoires voisins : l'objectif est d'utiliser la ressource avec parcimonie même si le Mellois n'est pas impacté par des problématiques quantitatives, de façon à ce que les territoires situés en aval hydraulique puissent également en bénéficier, en quantité suffisante.</p> <p>Sécuriser la qualité de la ressource : le PADD fixe un objectif d'encadrement des activités humaines susceptibles de polluer la ressource, en visant prioritairement la cohérence du projet de développement avec les capacités des équipements de traitement des eaux usées (de façon collective ou autonome). Il n'est en effet pas du ressort du SCoT de réglementer les pratiques agricoles ou industrielles, elles aussi sources de pollutions diffuses, mais qui</p>	<p>Le PADD traduit en objectifs les principaux enjeux relatifs à la protection de la ressource en eau identifiés à l'issue de l'état initial de l'environnement. Seuls 2 d'entre eux ne sont pas repris : la sécurisation de la desserte en eau potable (interconnexion, rénovation des réseaux) et l'adaptation de la gouvernance en matière d'eau potable.</p> <p>En effet, le SCoT ne dispose pas de levier d'action réglementaire pour intervenir sur ces questions. Les enjeux avaient toutefois été identifiés par l'eie dans une logique de cohérence globale, s'agissant de problématiques fortes sur le territoire, soulevées par les partenaires ressources. Il faut par ailleurs noter que le territoire est intégralement couvert par des syndicats qui œuvrent depuis plusieurs années pour la protection de la ressource et sa gestion parcimonieuse, à travers, notamment la sécurisation de l'AEP. En outre, la</p>

<p>Développement des moyens des SPANC pour accompagner les particuliers dans les travaux de réhabilitation de leurs installations d'assainissement autonome</p> <p>Lutte contre les pollutions et inondations dues au ruissellement pluvial : développement des techniques de gestion alternative (infiltration à la parcelle, bassins de rétention...)</p> <p>Mise en place d'une politique de gestion et de surveillance pour les collectivités afin de faciliter la gestion globale des eaux de pluie (prise en compte de l'effet cumulatif des opérations)</p> <p>Protection voire restauration des structures végétales qui participent au maintien de la qualité de la ressource en eau : réseau de haies, ripisylves, prairies permanentes, etc.</p> <p>Protection et valorisation des zones tampons telles que les zones humides et mettre en place des actions de restauration des cours d'eau</p> <p>La préservation des continuités écologiques pour</p>	<p>relèvent d'autres politiques publiques.</p> <p>Limiter les effets néfastes de l'imperméabilisation et de l'augmentation du volume d'eaux de ruissellement : à travers cet objectif, le Mellois affirme son ambition pour une meilleure gestion à la fois des inondations par ruissellement, qui affectent certains de ses bourgs, mais aussi pour la protection de la qualité de ses cours d'eau et ressources souterraines, en réduisant les risques de pollution par lessivage des zones imperméabilisées (routes en particulier) et des terres agricoles En accord avec les enjeux identifiés, le PADD vise 3 outils principaux pour cela :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la limitation de l'imperméabilisation des sols • la mise en œuvre de mesures de gestion des eaux de pluie au plus près du cycle naturel de l'eau • le maintien des haies, talus, fossés, murets et zones humides, en particulier sur des lieux stratégiques vis-à-vis de la ressource en eau. 	<p>gouvernance en matière d'eau potable évolue depuis le démarrage des travaux du SCoT, de par les actions de ces syndicats qui tendent à fusionner pour limiter la multiplication des structures gestionnaires et ainsi disposer de plus de moyens pour entretenir les réseaux.</p>
---	--	--

l'ensemble des habitats et des espèces concernés		
--	--	--

2.2. Incidences négatives que peuvent engendrer les orientations et objectifs du SCoT :

<i>Effets potentiellement négatifs de la cohérence d'ensemble de la politique SCoT qui sera mise en œuvre</i>	<i>Evitements et compensations recherchées</i>
Dans les années à venir, le développement envisagé sur le territoire va conduire à une inévitable augmentation des besoins en eau potable qu'il s'agira de satisfaire pour les nouvelles populations et les nouvelles activités implantées. Ce développement est susceptible donc d'accroître les pressions quantitatives, et de générer des conflits d'usage, entre la production d'eau potable et les usages agricoles et industriels de la ressource.	<p>⇒ <i>Le diagnostic n'a pas conduit à identifier de secteur particulièrement vulnérable sur le plan quantitatif, au sein duquel une limitation du développement urbain, et donc des besoins en eau potable supplémentaires, aurait été souhaitable. Par conséquent, les mesures prises par le SCoT dans ce domaine sont limitées. Toutefois, afin de limiter l'impact quantitatif du développement sur la ressource, le DOO affiche une ambition de resserrement de la tâche urbaine : les secteurs de développement devront être pensés au plus près du tissu bâti existant, afin notamment de limiter les extensions des réseaux d'eau potable et donc les risques de pertes en ligne (fuite des réseaux).</i></p> <p>⇒ <i>Des recommandations sont également proposées, à portée pédagogique, pour poursuivre la réhabilitation des réseaux existants et pour promouvoir les économies d'eau à travers notamment la récupération du pluvial.</i></p>

<p>Un accroissement des rejets d'eaux usées à traiter par les stations d'épuration est attendu en lien avec l'accueil de nouveaux habitants, et par conséquent des boues d'épuration supplémentaires à valoriser.</p> <p>Cette hausse n'aura pas d'impact significatif sur l'environnement tant que les stations et réseaux de collecte présenteront un fonctionnement correct et un dimensionnement suffisant pour accueillir ces effluents.</p>	<p>⇒ Afin de ne pas accroître les pressions qualitatives sur la ressource et les milieux aquatiques, le DOO poursuit une logique de développement prioritaire dans les secteurs desservis par un réseau d'assainissement collectif.</p> <p>L'assainissement autonome reste bien sûr autorisé, ce qui est indispensable compte tenu de la faible densité bâtie de bon nombre de communes, mais de façon également contrôlée.</p> <p>⇒ Le SCoT conditionne par ailleurs le développement à la performance et la capacité des équipements de traitement.</p>
<p>Tout développement urbain prévu par la SCoT, qu'il s'agisse de développement résidentiel, économique ou de la construction des infrastructures de transports qui les accompagnent, engendre la création de surfaces imperméabilisées nouvelles, sur lesquelles ruissellent les eaux de pluie. Il en résulte par conséquent :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une augmentation des volumes d'eaux à prendre en charge par les réseaux, lorsqu'ils existent - Une hausse potentielle du risque d'inondation par ruissellement ou débordement de ces réseaux <p>Ces impacts seront cependant peu significatifs en termes de pression environnementale, le développement projeté restant modéré pour le Mellois, qui conservera son caractère rural.</p>	<p>⇒ Plusieurs orientations du SCoT convergent vers la mise en œuvre d'une meilleure gestion des écoulements de façon à limiter les pressions exercées par le développement urbain sur l'hydrosystème superficiel :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Protection des murets et formations arborées stratégiques vis-à-vis de la gestion du ruissellement (zones vulnérables, perpendiculaires aux cours d'eau...) - Gestion des eaux pluviales à la parcelle ou à l'échelle de l'opération, en privilégiant l'infiltration naturelle - Recommandation en faveur de l'utilisation de revêtements poreux/filtrants pour limiter l'imperméabilisation et donc le ruissellement
<p>Le SCoT soutient l'agriculture qui une activité économique majeure pour le territoire et en façonne les paysages avec environ 80% d'occupation de l'espace (Surface Agricole Utile et terres agricoles « non déclarées »). Toutefois, son développement, s'il se poursuit en faveur des grandes cultures et au détriment des pratiques traditionnelles telles que l'élevage, pourrait occasionner des perturbations du fonctionnement hydraulique et de la qualité des masses d'eau, bien que les pratiques des</p>	<p>⇒ Dans ce domaine, le SCoT est très limité dans ses actions qui relèvent plutôt de documents contractuels entre les acteurs de l'eau et la profession agricole.</p> <p>⇒ Le DOO agit sur ce sujet de manière indirecte, en protégeant les structures éco-paysagères telles que les ripisylves et haies perpendiculaires aux cours d'eau : il permet ainsi de limiter le transfert de polluants d'origine agricole dans les masses d'eau superficielles.</p>

exploitants soient de plus en plus vertueuses en matière d'environnement.	
---	--

2.3. Les mesures inscrites dans le SCoT et leurs incidences positives notables

Même si la politique de gestion locale de la ressource en eau est avant tout déterminée dans le cadre des SDAGE et SAGE en vigueur sur le territoire du Mellois, la protection et la mise en valeur du réseau hydrographique et de la qualité/quantité de l'eau (potable ou non) apparaît comme un enjeu majeur du SCoT qui y dédie un chapitre entier inscrit au sein de son premier objectif. A ce titre, on recense des mesures directement favorables à cet enjeu, s'appuyant notamment sur les SAGE en vigueur qui concernent une part importante du territoire (SAGE Boutonne et SAGE de la Sèvre Niortaise). Par ailleurs, on trouve des dispositions du DOO qui, indirectement, agissent en faveur de la protection du réseau hydrographique et de la qualité des eaux de surfaces.

La maîtrise des pollutions domestiques et urbaines

Les activités humaines engendrent des pollutions qui peuvent se retrouver dans le réseau hydrographique et impacter la qualité de la ressource eau. Afin de limiter le transfert de polluants dans le milieu naturel, le SCoT prend plusieurs mesures pour limiter la hausse des pressions qualitatives sur la ressource, voire les réduire.

Il s'agit en premier lieu de réduire les pollutions d'origine domestique à travers une stricte adéquation entre les choix de développement urbain et les capacités d'assainissement des eaux usées, en analysant la capacité épuratoire d'un territoire, tant pour l'assainissement collectif que l'assainissement individuel, avant d'envisager toute extension urbaine dans le cadre des documents d'urbanisme locaux. La Communauté de Communes devra ainsi garantir qu'elles sont en mesure de fournir, dans de bonnes conditions, un service d'assainissement performant aux nouveaux usagers de leur territoire.

La réduction de la consommation d'espace, recherchée et imposée par le SCoT, permettra de limiter les surfaces imperméabilisées nouvellement créées (par rapport à la tendance actuelle), sur lesquelles les eaux de pluie ruissellent avant de rejoindre le réseau hydrographique. Or, en ruisselant, les eaux de pluie se chargent en polluants provenant directement des activités humaines (carburant, rejets sur la voie publique...) ou des retombées atmosphériques issues de la consommation d'énergies fossiles. La réduction des surfaces nouvellement imperméabilisées permettra donc de réduire le risque de pollution par les eaux de ruissellement.

Il faut également noter que, même si ses leviers d'action sont limités dans ce domaine au regard de la ruralité du Mellois, le SCoT cherche à proposer une alternative aux transports automobiles quotidiens ce qui aura pour effet de limiter la hausse des émissions de

polluants issus du trafic routier, susceptibles d'être transportés vers le réseau hydrographique par les eaux de ruissellement :

- Aménagement de pôles multi-modaux pour les communes qui disposent d'une desserte par les transports collectifs
- Actions en faveur du développement du co-voiturage
- Encouragement de la pratique du vélo par la création de places de stationnements dédiées, notamment dans les lieux qui accueillent du public
- Identification par les documents d'urbanisme des liaisons douces à renforcer ou à créer

Protection de la ressource et des écosystèmes aquatiques par le maintien des trames vertes et bleues

L'état initial de l'environnement a mis en évidence les nombreux enjeux écologiques liés au réseau hydrographique et milieux humides associés sur le Mellois en Poitou : plusieurs cours d'eau sont identifiés en tant que réservoirs biologiques (certains tronçons amont de la Boutonne, certains tronçons amont de la Belle, la Dive, la Sèvre Niortaise), 2 ZNIEFF et 1 site Natura 2000 couvrent des vallées, les zones humides sont nombreuses et se retrouvent principalement aux abords du réseau hydrographique... Confrontés à des pressions urbaines diverses, ces habitats naturels et la biodiversité qu'ils accueillent doivent faire l'objet d'une vigilance particulière dans le cadre du SCoT. C'est pourquoi le PADD affirme la volonté de protéger les réservoirs de biodiversité formés par les cours d'eau et les zones humides associées. Ces objectifs de préservation de la trame bleue, qui trouvent une large traduction réglementaire dans le DOO, contribuent également indirectement à assurer la protection de la ressource en eau.

Ainsi, les zones humides, lorsqu'elles sont connues, doivent être protégées strictement de toute construction ou aménagement dans les documents d'urbanisme locaux. Ces zones présentent de multiples fonctions environnementales, contribuent notamment à épurer de façon naturelle les eaux, par les végétaux et micro-organismes qu'elles abritent, régulant ainsi les pollutions des milieux aquatiques.

Le DOO stipule en outre qu'aucune construction n'est admise le long des cours d'eau en dehors des enveloppes urbaines existantes. Cette mesure a notamment pour objectif de limiter le transfert de pollutions urbaines aux eaux de surface. Dans la même logique, le maintien des motifs naturels (bosquets, haies, ripisylves...) imposé par le SCoT, permettra de préserver la qualité de l'eau. Ces écosystèmes jouent en effet le rôle de barrière biogéochimique, qui épure les eaux de ruissellement et favorise leur infiltration. La réhabilitation de ces fonctions naturelles limitera les phénomènes de pollution des eaux, protégeant ainsi les cours d'eau mais aussi les eaux souterraines, réceptrices des effluents pollués déversés en surface et s'infiltrant sans prétraitement.

3. INCIDENCES DU SCOT SUR LA BIODIVERSITE ET LES TRAMES VERTES ET BLEUES

3.1. Traduction des enjeux dans le PADD

Enjeux issus de l'EIE	Objectif du PADD	Remarque
<p><u>La préservation et la gestion des milieux naturels remarquables :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Entretien des espaces de plaines ouvertes et maintien d'une mosaïque de milieux ➤ Protection des stations de pelouses sèches calcicoles ➤ Amélioration de la connaissance des zones humides (inventaires locaux) afin d'assurer leur protection et leur prise en compte dans les choix d'urbanisme ➤ Préservation des continuités écologiques entre les entités boisées en favorisant 	<p><u>Faire des espaces naturels et agricoles des atouts de développement :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Pérenniser les espaces naturels et agricoles et renforcer leurs vocations (cours d'eau et zones humides associées, massifs forestiers et boisements, milieux calcicoles et espaces agricoles très ouverts de plaine) ➤ Préserver la trame verte et bleue du territoire (préserver les espaces naturels remarquables, porter une attention particulière aux secteurs dits « d'accumulation d'éléments de nature ordinaire », définir des corridors préférentiels de déplacement et favoriser l'accueil de la nature ordinaire dans les secteurs urbanisés) 	<p>Le PADD prend bien en compte la préservation et la gestion des milieux naturels ainsi que des continuités écologiques, en inscrivant dans ses objectifs des ambitions concrètes concernant les espaces naturels et agricoles.</p> <p>Le PADD fixe des objectifs vertueux de réduction de la consommation des espaces naturels et agricoles.</p>

<p>l'agroforesterie (maintien de haies, bosquets...)</p> <p>➤ Entretien des espaces d'association haies/prairies/mares en lien avec le maintien des activités d'élevage extensif et la sensibilisation aux nombreuses fonctions environnementales du bocage</p> <p><u>La préservation des continuités écologiques pour l'ensemble des habitats et des espèces concernés</u></p> <p>➤ Maintien d'espaces naturels au sein des espaces urbanisés (trame verte urbaine)</p> <p>➤ Utilisation de la nature ordinaire par une valorisation touristique respectueuse des milieux</p>	<p>➤ Assurer une promotion touristique des espaces naturels (définir une stratégie touristique intégrant la mise en valeur respectueuse des milieux naturels et sensibiliser la population et les touristes aux richesses écologiques)</p> <p><u>Fixer des objectifs de densités différenciés qui visent à limiter l'artificialisation des espaces naturels et agricoles</u></p>	
---	---	--

3.2. Incidences négatives que peuvent engendrer les orientations et objectifs du SCoT

Effets potentiellement négatifs de la cohérence d'ensemble de la politique SCoT qui sera mise en œuvre	Evitements et compensations recherchées
<p>La croissance démographique et le développement énoncés dans le SCOT engendreront des pressions nouvelles sur les milieux naturels et agricoles. L'urbanisation future conduira à l'artificialisation des espaces en les imperméabilisant, en supprimant le couvert végétal initial et en modifiant les écoulements hydrauliques superficiels. La destruction de ces espaces entraînera inévitablement une perte de lieux de vie, de repos, de déplacement, de chasse ou de gagnage pour la faune et la flore sauvage, préjudiciable pour la biodiversité</p> <p>Le SCoT encourage le renforcement du tissu urbain existant à travers l'urbanisation des « dents creuses ». Si cet aspect est globalement favorable pour la préservation des milieux naturels et agricoles périphériques, il se traduit par une perte d'espaces naturels relais pour la faune et la flore en contexte urbain. Au regard du caractère rural du territoire et des enjeux pesant sur la biodiversité, cette densification reste, malgré ses incidences négatives, une solution de moindre impact, ces espaces ne présentant que très rarement des enjeux écologiques forts</p>	<p>⇒ Le SCoT identifie et protège la trame verte et bleue du territoire, laquelle est constituée des sites qui relèvent d'un intérêt remarquable ou qui participent au fonctionnement écologique du territoire. Ainsi, le développement envisagé ne devrait affecter que des milieux dont la valeur patrimoniale et fonctionnelle est moindre.</p> <p>⇒ En outre, le SCoT porte un projet de limitation de la consommation d'espace (par la mise en œuvre d'une densité bâtie un peu plus forte qu'auparavant, mais aussi à travers la réduction de la vacance, la densification des zones d'activités), qui contribue à limiter les pressions nouvelles sur les milieux naturels.</p> <p>⇒ Le SCoT intègre, dans ses prescriptions relatives aux projets d'extensions urbaines et aux projets économiques des dispositions en faveur de la préservation et de la valorisation de la nature ordinaire. Les incidences négatives induites par la mise en œuvre du SCoT n'affecteront que des milieux sans valeur patrimoniale et fonctionnelle élevée, et constituant le plus souvent le support d'une nature ordinaire déjà influencée par les effets d'origine anthropique (puisque le développement urbain doit s'effectuer en continuité de l'existant).</p>

<p>La création d'extensions urbaines imperméabilisées modifiera les écoulements initiaux superficiels et produira des eaux de ruissellement dont les débits seront supérieurs aux débits initiaux. Les nouveaux ruissellements pourraient potentiellement être à l'origine de l'apport de polluants supplémentaires (particules, hydrocarbures, intrants agricoles...) dans les cours d'eau. De plus, le caractère karstique d'une partie du territoire complique l'évaluation des incidences directes, le contexte hydrogéologique étant localement complexe.</p>	<p>⇒ <i>Plusieurs orientations du SCoT convergent vers la mise en œuvre d'une meilleure gestion des écoulements de façon à limiter les pressions exercées par le développement urbain sur l'hydrosystème superficiel :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>Protection des murets et formations arborées stratégiques vis-à-vis de la gestion du ruissellement (zones vulnérables, perpendiculaires aux cours d'eau...)</i> - <i>Gestion des eaux pluviales à la parcelle ou à l'échelle de l'opération, en privilégiant l'infiltration naturelle</i> <p>⇒ <i>Recommandation en faveur de l'utilisation de revêtements poreux/filtrants pour limiter l'imperméabilisation et donc le ruissellement</i></p>
--	---

3.3. Les mesures inscrites dans le SCoT et leurs incidences positives notables

La préservation et la gestion des milieux naturels remarquables

La mise en œuvre du schéma apporte une importante valeur ajoutée par rapport au fonctionnement environnemental du territoire en adoptant des mesures fortes en termes de préservation des espaces naturels et agricoles jouant le rôle de réservoir de biodiversité. Par l'identification de la Trame Verte et Bleue du SCoT, la protection de la biodiversité ne se résume pas uniquement à la simple prise en compte des zonages environnementaux déjà existants (exemple : ZNIEFF, sites Natura 2000).

Le DOO définit ainsi des mesures qui portent sur la préservation et la mise en protection des milieux naturels remarquables :

- Protection stricte des réservoirs de biodiversité dans les documents d'urbanisme ;
- Protection des zones humides, devant faire l'objet d'un inventaire et d'une mise en protection spécifique lors de l'élaboration ou la révision des documents d'urbanisme ;
- Protection des cours d'eau et de leurs ripisylves ;
- Protection des éléments boisés et formations arborées diverses (dont la préservation des lisières de réservoirs de biodiversité) ;
- Préservation des zones de compensations d'opérations d'aménagement et mise en protection dans les documents d'urbanisme ;

- Préservation des milieux agro-pastoraux ouverts (intégration aux documents d'urbanisme d'un diagnostic agricole afin de préserver et valoriser les milieux agricoles, notamment les prairies).

Grâce à ces mesures, les milieux naturels remarquables du territoire du SCoT sont reconnus et protégés, ce qui favorise la préservation de la biodiversité remarquable. Ces protections favorisent également la biodiversité dite « ordinaire » qui vit dans les milieux naturels et agricoles et constitue le socle de base du réseau trophique.

La préservation des continuités écologiques

L'identification et la protection de la Trame Verte et Bleue au sein du SCoT permet de définir un modèle de développement urbain qui, au-delà de la protection des espaces les plus remarquables (« réservoirs de biodiversité »), ne contrarie pas le fonctionnement écologique du territoire. En effet, le DOO définit des mesures de protection qui portent directement sur la préservation des corridors écologiques, qui permettent d'assurer des relations entre les réservoirs de biodiversité :

- Les documents d'urbanisme locaux doivent retranscrire et spatialiser les corridors écologiques identifiés dans la TVB du SCoT, et peuvent en proposer de nouveaux en complément ;
- Ils doivent également identifier et protéger les formations arborées relais constitutives des corridors écologiques de la trame verte (boisements, bosquets, haies, ripisylves, clairières, vergers...) ;
- Protection du maillage bocager : définition par le SCoT d'un principe général de protection du réseau de haie ; réalisation d'inventaires qualitatifs des réseaux de haies dans les documents d'urbanisme ; protection des haies via des inscriptions graphiques spécifiques (Espaces boisés classés, article L.151-23 du Code de l'urbanisme) ;
- Préservation des continuités vertes en zone construite : maintien de coupures vertes (respiration agricole ou naturelle) entre deux enveloppes urbaines ; inventaire des éléments naturels remarquables lors de l'élaboration ou la révision de documents d'urbanisme (arbre ponctuel, alignement naturel, pelouse, etc.) et préservation via les Orientations d'aménagement et de programmation (OAP).

Ces mesures permettent de renforcer la connaissance du réseau écologique sur le territoire du SCoT et le mettre en protection afin de préserver, voire renforcer, les continuités écologiques locales. Ces continuités permettent à la faune et la flore de se déplacer, coloniser de nouveaux territoires, échanger des populations et ainsi d'assurer leur cycle de vie sans appauvrir leur génome.

En outre, le DOO formule à titre pédagogique des recommandations qui invitent les collectivités à aller plus loin dans la préservation des continuités écologiques :

- Préserver les corridors écologiques via des opérations de replantation de haies de façon à recréer une continuité écologique interrompue ;
- Favoriser des haies vives plurispécifiques d'essences locales variées, en évitant les espèces invasives et/ou envahissantes ;

- Reconstruire des murets en pierre.

Ces recommandations, que les communes choisiront d'appliquer ou non, sont favorables au renforcement des continuités écologiques locales, permettant les échanges de populations pour la faune et la flore.

La protection renforcée des milieux humiques et aquatiques

Les écosystèmes aquatiques et les zones humides bénéficieront de la mise en œuvre d'une politique conservatoire plus affirmée, le SCoT imposant la protection stricte des zones humides de toute construction ou aménagement susceptible d'entraîner leur dégradation, l'altération de leur fonctionnalité ou leur destruction.

Par ailleurs, il œuvre à la préservation de la qualité des cours d'eau en définissant des mesures prescriptives permettant une meilleure maîtrise des pressions d'origine anthropique exercées sur ces milieux sensibles : développement urbain plus économe en espace (limite l'artificialisation des sols et la modification des écoulements), recul de l'urbanisation par rapport aux abords des cours d'eau (espaces tampons), etc.

Le SCoT considère l'assainissement (gestion des eaux usées mais aussi des eaux pluviales) comme un des critères majeurs du développement durable des zones urbaines. Il institue ainsi un cadre favorable à l'amélioration de la qualité écologique et physico-chimique des cours d'eau. Les actions envisagées par le SCoT en matière de gestion des eaux usées et pluviales permettront de mieux lutter contre les pollutions d'origine diffuse et seront propices au maintien, voire à l'amélioration, des conditions favorables à la biodiversité aquatique.

Assurer un maintien des pratiques agricoles garantissant la richesse écologique du territoire

L'état initial de l'environnement a montré l'étroit lien qui peut exister localement entre la biodiversité et les activités agricoles (systèmes de plaines ouvertes cultivées accueillant une avifaune remarquable) qui la rend dépendante des pratiques agricoles. Il a également révélé les menaces liées à la modification des pratiques, liées d'une part à la régression de l'élevage qui conduit à la disparition progressive du complexe bocager (réseau de haies, prairies, mares...) et, d'autre part, à la déprise agricole qui affecte en particulier les pelouses calcicoles et la biodiversité inféodée à ces espaces.

Le PADD affiche une ambition détaillée visant à pérenniser l'activité agricole qui est à la fois un vecteur de développement économique, une source d'emplois non délocalisables, une activité identitaire du territoire qui entretient et valorise la diversité des paysages et des milieux naturels.

Dans le DOO, cet objectif est traduit au sein d'un chapitre spécifique (Objectif 2 ; Chapitre 4), dont les prescriptions visent à pérenniser l'activité agricole dans toute sa diversité. Il s'agit notamment d'encadrer les possibilités d'urbanisation au sein des zones agricoles en

s'appuyant sur les besoins de fonctionnement de l'activité. Pour cela, le SCoT impose la réalisation de diagnostics agricoles complets avant toute décision d'ouverture à l'urbanisation dans les documents d'urbanisme, qui devront mettre en évidence les dynamiques et problématiques agricoles du territoire.

Ces engagements sont de nature à favoriser le maintien des espaces ouverts et semi-ouverts comme les pelouses et prairies au sein du territoire, et la biodiversité qui leur est inféodée.

Le maintien d'une biodiversité ordinaire dans les espaces urbanisés

Le chapitre consacré à la protection de la trame verte inclut une partie spécifique relative à la préservation des continuités vertes en zone construite. En effet, bien que le territoire soit majoritairement rural, et n'accueille par conséquent que peu de zones urbaines étendues et denses constituant de véritables ruptures des continuités écologiques, il est indispensable que le développement urbain se fasse de manière très qualitative sur le plan paysager. Les dispositions prises en ce sens concourent ainsi à offrir à la biodiversité des zones de refuge au sein d'espaces anthropisés, et lui permettent de se maintenir dans les zones les plus modifiées par le développement urbain. Ces zones refuges peuvent en outre assurer une fonction de corridor entre des réservoirs de biodiversité situés de part et d'autre d'une zone urbanisée

Pour cela, le SCoT impose la réalisation d'inventaires des éléments naturels remarquables présents sur le territoire communal (ou intercommunal) lors de la réalisation des documents d'urbanisme locaux, de façon à permettre ensuite, au sein de ces documents, leur protection au moyen d'outils réglementaires adaptés, y compris au sein des zones identifiées comme pouvant accueillir de l'urbanisation. A noter que les éléments ne pouvant être protégés doivent être compensés.

4. INCIDENCES DU SCOT EN MATIERE DE CHOIX ENERGETIQUES

4.1. Traduction des enjeux dans le PADD

Enjeux issus de l'EIE	Objectif du PADD	Remarque
<p><u>L'aménagement du territoire comme moyen de réduire les dépenses énergétiques</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Lutte contre la précarité énergétique dans le secteur résidentiel ➤ Priorité à la réduction des consommations énergétiques dans les secteurs des transports et de l'habitat en favorisant les projets de développement économes (mixité fonctionnelle pour réduire les déplacements, densités plus élevées ...) <p><u>La valorisation des ressources énergétiques renouvelables locales</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Coordination des actions en faveur des énergies renouvelables à l'échelle du Pays, pour étendre la dynamique observée sur certaines intercommunalités à l'ensemble du territoire du SCoT ➤ Mise en œuvre de projets de valorisation des énergies renouvelables à grande échelle, portés par les structures publiques, dans une logique d'exemplarité ➤ Orientation de la filière bois-énergie vers la valorisation des 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Poursuivre les efforts pour la sobriété énergétique du territoire et en particulier de son parc bâti : le PADD se focalise sur les consommations d'énergie dans le secteur du bâtiment compte tenu de la faible marge de manœuvre dont il dispose vis-à-vis de la problématique des transports en secteur rural. ➤ Diversifier la production énergétique locale à partir de ressources renouvelables et peu impactantes en terme d'émissions de gaz à effet de serre : le SCoT identifie plusieurs sources d'énergies renouvelables qui présentent un potentiel de valorisation local au regard d'un gisement et d'un contexte favorables. Le PADD précise ainsi les filières à développer, parallèlement à l'accueil de nouvelles populations : <ul style="list-style-type: none"> - La ressource bois-énergie, en ciblant notamment les produits connexes et rémanents d'entretien des haies qui 	<p>Le territoire s'est, assez tôt, engagé en faveur d'une réduction de sa dépendance énergétique (CLIC 1 et 2, démarche TEPCV, développement des bornes électriques...). Dans cette logique, le PADD traduit largement les enjeux identifiés à l'issue du diagnostic en matière d'énergie, en mettant l'accent prioritairement sur le développement des énergies renouvelables. En effet, en ce qui concerne la réduction des consommations et des émissions de GES, les marges de progression sont limitées compte tenu du caractère rural peu dense du territoire.</p>

produits connexes et des rémanents d'entretien des haies dans une logique de circuits courts et de protection de la biodiversité inféodée aux milieux boisés ➤ Evaluation du potentiel de valorisation des déchets agricoles et de l'agro-alimentaire par la méthanisation	sont localement abondants <ul style="list-style-type: none"> - La méthanisation compte tenue de l'orientation très agricole du territoire - La production d'électricité à partir de l'énergie solaire mais aussi du vent, tout en encadrant les impacts sur le paysage 	
---	--	--

4.2. Incidences négatives que peuvent engendrer les orientations et objectifs du SCoT

Effets potentiellement négatifs de la cohérence d'ensemble de la politique SCoT qui sera mise en œuvre	Evitements et compensations recherchées
<p>Le développement urbain prévu dans le projet entraîne nécessairement une augmentation de la demande en énergie. En effet, le SCoT fixe pour objectif la production de 290 logements annuels sur la période 2018-2030, soit environ 3900 logements supplémentaires (neufs ou remis sur le marché (235 logements neufs – 55 logements vacants remis sur le marché par an), dont une large majorité en résidences principales et sous forme d'habitat pavillonnaire, forme aujourd'hui largement prédominante. Le SCoT prévoit également l'accueil de nouvelles activités économiques, dont de nouveaux espaces commerciaux.</p> <p>L'ensemble de ces nouvelles constructions, bien que soumises à la réglementation thermique qui sera alors en vigueur, et donc à des contraintes exigeantes en termes de consommations d'énergie, induiront une augmentation de la demande en énergie pour le territoire.</p>	<p>⇒ Le SCoT définit une politique de réhabilitation du bâti ancien, à travers la facilitation des dispositifs d'isolation thermique, mais aussi de manière indirecte via la résorption de la vacance, qui contribuera à la réduction des consommations énergétiques et des émissions qui en découlent. Les collectivités devront également œuvrer pour la réduction des consommations dans leur parc bâti.</p> <p>⇒ Le DOO prend plusieurs prescriptions en faveur d'une limitation forte des besoins énergétiques dans les nouvelles constructions, qui vont toutefois dans le sens des réglementations thermiques en vigueur (RT2012) ou à venir. Il prescrit notamment la mise en œuvre d'un volet « performance énergétique » dans les documents d'urbanisme locaux, ou</p>

<p>Par extension, l'augmentation de la population impliquera une hausse des déplacements motorisés, et par conséquent des émissions de gaz à effet de serre dont ils sont largement responsables sur le territoire du SCoT.</p>	<p><i>l'intégration des principes de bioclimatisme aux OAP.</i></p>
<p>Le développement résidentiel et économique que prévoit le DOO induira nécessairement une augmentation des flux de déplacements. Le territoire souhaite ainsi atteindre une population de 51 300 habitants d'ici 2030, dont une part d'actifs, qui devront effectuer des déplacements pendulaires.</p> <p>De plus, les ambitions de développement économiques se traduisent par le renforcement des zones d'activités existantes et, sur la base des besoins identifiés, de nouvelles zones d'activités produites en extension urbaine sur environ 55 ha de foncier maximum à horizon 2030. Il s'agit d'autant de pôles générateurs de déplacements depuis et vers lesquels se feront des déplacements réguliers, au sein du territoire, mais également avec l'extérieur.</p> <p>Cette hausse des déplacements entraînera par conséquent une hausse des émissions de gaz à effet de serre et autres polluants atmosphériques issus de la circulation automobile concourant à la réduction de la qualité de l'air globale. Cet impact doit être cependant tempéré au regard de la configuration rurale du Mellois, qui présente une bonne qualité d'air globale.</p>	<p>⇒ <i>Le SCoT attache une importance particulière au rapprochement des secteurs d'habitat et d'emplois, pour limiter les besoins en déplacements.</i></p> <p>⇒ <i>Le SCoT définit des actions à mettre en œuvre pour faire évoluer les mobilités. Il faut également noter que, même si ses leviers d'action sont limités dans ce domaine au regard de la ruralité du Mellois, le SCoT cherche à proposer une alternative aux transports automobiles quotidiens, ce qui aura pour effet de limiter la hausse des émissions de gaz à effet de serre issus du trafic routier :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>Aménagement de pôles multi-modaux pour les communes qui disposent d'une desserte par les transports collectifs</i> - <i>Actions en faveur du développement du co-voiturage</i> - <i>Encouragement de la pratique du vélo par la création de places de stationnement dédiées, notamment dans les lieux qui accueillent du public</i> - <i>Identification par les documents d'urbanisme des liaisons douces à renforcer ou à créer</i>

4.3. Les mesures inscrites dans le SCoT et leurs incidences positives notables

L'amélioration de la performance énergétique dans les constructions

La demande en énergie du parc résidentiel du SCoT est forte et constitue à ce titre un levier d'action prioritaire pour la réduction de la dépendance énergétique, conformément aux objectifs nationaux issus du Grenelle de l'environnement.

C'est pourquoi le SCoT poursuit les 2 objectifs suivants :

- Lutter contre la précarité énergétique dans le parc existant
- Se diriger vers des performances énergétiques accrues dans les nouveaux projets urbains

Pour ce faire, le DOO impose différentes dispositions obligatoires pour les plans locaux d'urbanisme en matière de performance énergétique :

- L'intégration des principes du bioclimatisme dans les choix d'implantation urbaine, effectués au sein des pièces réglementaires (OAP, règlement écrit.)
- L'intégration d'un volet énergie, notamment dans les OAP, pour les bâtiments situés dans les zones d'activités ainsi que les équipements publics, définissant notamment des principes bioclimatiques pour le confort d'été ou d'hiver, la mise en œuvre de formes urbaines plus compactes, etc.
- L'obligation pour les documents locaux d'urbanisme d'autoriser les constructions à forte performance énergétique à déroger aux règles d'implantation, de gabarit et d'aspect extérieur, ce qui aura pour effet de faciliter leur mise en œuvre : cette mesure présente un caractère incitatif.

Parallèlement, les pouvoirs publics (dont les collectivités locales mais pas exclusivement) devront intégrer la problématique de rénovation thermique dès lors que des travaux de réhabilitation seront programmés sur leurs bâtiments.

L'organisation urbaine et l'évolution des formes bâties pour une réduction des consommations d'énergie

La politique du SCoT en matière d'habitat bien sûr, mais aussi d'organisation urbaine, a des répercussions évidentes sur le volet « énergie – climat », les principaux postes de consommations d'énergie étant le bâtiment (et notamment le logement) et les transports.

Ainsi, les orientations du SCoT en faveur d'une diversification des typologies de logements proposées, afin de sortir de l'offre systématique de « maison individuelle » qui ne permet pas de répondre à l'ensemble des besoins et demandes, favorisent indirectement une réduction des besoins énergétiques par rapport au développement du tout « individuel », dont les performances énergétiques sont généralement médiocres.

De même, le réinvestissement des centre-bourgs et centres-villes, en particulier à travers la résorption de la vacance, contribue à réduire les consommations d'énergie :

- dans les logements, les formes urbaines y étant traditionnellement denses (logements mitoyens) et donc moins énergivores
- liées aux déplacements de proximité, ces secteurs étant par définition davantage équipés en commerces et services de proximité, au moins en ce qui concerne les pôles

L'organisation urbaine en faveur d'une plus grande offre de proximité, pour une réduction des besoins en déplacement

Le SCoT définit une stratégie d'organisation des pôles axée notamment sur la recherche d'une meilleure répartition des équipements et services, qui offre à chaque partie du territoire la possibilité de se développer. Ainsi, la mise en œuvre du SCoT devrait permettre d'équilibrer l'offre, dans une logique de proximité, ce qui concourra à réduire les consommations et émissions liées aux déplacements quotidiens vers les équipements et services.

De même, l'offre commerciale de proximité est aujourd'hui insuffisante sur certains bassins de vie, qui connaissent notamment une perte de dynamisme importante au sein de leurs centres-bourgs. Tout comme pour les services et équipements, le SCoT cherche à rétablir une offre de proximité en jouant notamment sur la complémentarité entre les différents bassins de vie, de manière à limiter la concurrence entre les communes et ainsi favoriser la pérennité des entreprises. Parallèlement, le DOO définit de nombreuses prescriptions qui limitent fortement les possibilités d'implantation de commerces en périphérie des villes et villages, au moins en dehors des zones commerciales existantes. Ces mesures concourent également à limiter les besoins en déplacements pour les achats réguliers opérés par les foyers, ce qui est favorable à la réduction des consommations énergétiques et émissions de gaz à effet de serre liées aux transports.

Le développement de diverses sources d'énergies renouvelables

Au-delà de la réduction des besoins en énergie, le SCoT s'engage pour une réduction de la consommation des énergies fossiles, aujourd'hui majoritairement importées (électricité d'origine nucléaire, pétrole, gaz) : il entend poursuivre la dynamique engagée pour la production d'énergie à partir de ressources renouvelables, locales en se basant sur les potentialités les plus fortes du Mellois pour mettre en place des solutions locales. Le territoire bénéficie en effet de ressources qui restent à l'heure actuelle sous-exploitées.

Il s'agit de favoriser d'une part la production de ressources pouvant alimenter des circuits courts (bois énergie à partir des déchets d'entretien des haies ou à partir des forêts locales, méthanisation des déchets agricoles) mais aussi de relier la dynamique de développement urbain à l'utilisation de ces ressources propres à grande échelle (à travers notamment l'utilisation des réseaux de chaleur, ou la valorisation dans les zones d'activités économiques).

La production d'électricité à partir de l'énergie éolienne ou solaire est quant à elle autorisée bien sûr compte tenu du gisement local mais, la priorité du territoire étant de conforter la qualité de son cadre de vie et notamment ses paysages naturels et bâtis, le DOO s'attache à définir des mesures d'encadrement qui visent à limiter l'impact de ces dispositifs sur ses paysages et ses richesses naturelles.

Il faut noter que bon nombre de mesures affichées dans le DOO le sont sous forme de recommandations et ne possèdent à ce titre qu'un caractère informatif ou pédagogique. Ce choix résulte, d'une part, de la difficulté à imposer des actions couteuses aux collectivités locales qui sont majoritairement très rurales et disposent donc de peu de moyens, et, d'autre part, du fait que les documents d'urbanisme ne sont pas les outils les plus adaptés pour la mise en œuvre d'une stratégie concrète en matière d'énergies renouvelables. A noter toutefois que la CCMP s'engage, parallèlement à la réalisation de son SCoT, dans la réalisation d'un PCAET, outil dédié à la définition de mesures à mettre en œuvre par l'intercommunalité en faveur du développement local des énergies renouvelables.

5. INCIDENCES DU SCOT EN MATIERE DE RISQUES ET NUISANCES

5.1. Traduction des enjeux dans le PADD

Enjeux issus de l'EIE	Objectif du PADD	Remarque
<ul style="list-style-type: none"> ➤ L'encadrement du développement dans les zones inondables non couvertes par un PPRi de façon à ne pas accroître la population exposée (respect à minima des atlas des zones inondables) ➤ L'amélioration de la connaissance de l'aléa inondation afin de définir des outils de protection adaptés pour les zones d'expansion des crues dans les documents d'urbanisme ➤ La prévention du risque incendie en adaptant les aménagements urbains réalisés à proximité des zones sensibles (massifs forestiers, cultures exposées...) ➤ La prise en compte du risque mouvement de terrain lors des choix de création de zones d'habitat dans les communes affectées ➤ La diminution de la vulnérabilité des espaces naturels et urbains soumis au risque TMD à 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Définir les projets d'aménagement en s'appuyant sur les éléments de connaissance de l'aléa inondation : le PADD vise en priorité à limiter, dans le cadre du développement du territoire, l'exposition des biens et personnes aux inondations (quelle que soit son origine), car il s'agit du risque le plus prégnant sur le territoire. Au-delà de la protection des zones inondables, il souligne également l'objectif d'amélioration des connaissances qui apparaissent lacunaires, en dehors des vallées principales. Bien que le DOO n'ait que peu de portée réglementaire à ce sujet, il est indispensable de souligner ce besoin car ces lacunes empêchent d'être totalement efficace en matière de lutte contre les inondations. ➤ Limiter l'exposition des populations au risque d'incendie lié aux grandes surfaces cultivées et au massif forestier Chizé Aulnay : bien que ce risque ne soit pas réellement impactant à ce jour pour la population, il 	<p>Les enjeux prioritaires en matière de risques et nuisances sont traduits en objectifs au sein du PADD. Ils concernent le risque d'inondation et le risque incendie.</p> <p>En revanche, le PADD ne fixe pas d'objectif relatif à aux risques de mouvements de terrain, ni de transport de matières dangereuses. Cela s'explique par le fait qu'ils sont aujourd'hui très ponctuels et n'appellent donc pas d'intervention particulière du SCoT : seules 5 communes sont touchées par des mouvements de terrain, les zones d'aléa fort pour le retrait-gonflable des argiles sont limitées aux abords immédiats d'une partie du chevelu hydrographique, et enfin, compte tenu du caractère rural du Mellois en Poitou, les risques technologiques sont très limités</p>

<p>proximité des infrastructures à risque : maintien de végétation le long des voiries afin d'éviter le ruissellement de produits chimiques, éloignement des futures zones d'habitat...</p>	<p>s'ajoute aux constats qui révèlent la nécessité de ménager des zones de transition entre les aménagements urbains et les secteurs forestiers et agricoles de façon générale, pour des question de gestion des risques, de réduction des nuisances de voisinage, d'intégration paysagère des nouvelles constructions, de qualité du cadre de vie, etc.</p>	
---	--	--

5.2. Incidences négatives que peuvent engendrer les orientations et objectifs du SCoT

Effets potentiellement négatifs de la cohérence d'ensemble de la politique SCoT qui sera mise en œuvre	Evitements et compensations recherchées
<p>Avec le développement des zones urbanisées, le territoire du SCoT devra faire face à une imperméabilisation supplémentaire, bien que limitée à la périphérie des communes (le SCoT limitant fortement le mitage). Malgré sa volonté de concentrer les constructions nouvelles dans les pôles, en limitant l'étalement en dehors des zones déjà construites, l'arrivée de population impliquera nécessairement l'augmentation des surfaces imperméabilisées à travers la création de nouvelles zones d'habitation, la densification des zones d'activités existantes et la création de voies de desserte locales.</p> <p>Ceci aura pour conséquence l'augmentation des volumes d'eaux de ruissellement, liée à la perte de zones d'infiltration, pouvant aggraver de fait les risques d'inondation par débordement des réseaux et des cours d'eau.</p> <p>Le diagnostic n'a pas conduit à identifier de secteur particulièrement vulnérable au ruissellement urbain. Il signale toutefois une hausse de l'exposition de certains bourgs aux inondations par ruissellement dû à la création de zones bâties imperméabilisées en amont hydraulique ou à la suppression de nombreuses haies qui assuraient une fonction de ralentissement des écoulements. Ces difficultés peuvent donc affecter l'ensemble du territoire.</p>	<p>⇒ Le SCoT impose l'identification et le maintien d'un couvert boisé et/ou de haies implantées perpendiculairement à la pente mais aussi le long des cours d'eau et perpendiculairement aux cours d'eau, ce qui permet contre les effets néfastes du ruissellement que sont l'érosion des sols et les inondations. Ces mesures permettent en effet de ralentir l'écoulement des eaux de pluie et ainsi de protéger les zones construites situées en aval.</p> <p>⇒ Par ailleurs, le DOO impose la prise en compte de l'ensemble des éléments de connaissance disponibles sur l'aléa inondation pour définir les zones à urbaniser, au-delà des seuls PPRi. Il s'agit notamment de pérenniser les zones inondables, très peu urbanisés, qui constituent des champs d'expansion des crues et permettent donc de protéger les zones bâties situées en aval. L'objectif est en outre de ne pas accroître les biens et personnes exposés directement à ces risques.</p> <p>⇒ Le maintien des zones humides, qui constituent de formidables outils d'écroulement des crues, est également une priorité formulée par le DOO. Cette mesure permet de limiter les risques d'inondations par débordement et ruissellement.</p>

<p>L'installation de nouvelles activités, et parmi elles d'industries, nécessaires au développement économique du territoire, implique une augmentation potentielle du risque d'incidents technologiques liés à leur fonctionnement (utilisation ou production de produits dangereux). Il est toutefois aujourd'hui impossible de prévoir si des industries s'installeront et, le cas échéant, quelle sera la nature de leurs activités. Il est donc impossible d'identifier les risques technologiques qui pourraient en découler. On ne peut évoquer qu'un impact potentiel. Ce développement aura en outre pour corollaire l'augmentation potentielle du risque lié au transport de ces matières dangereuses sur les axes de transit les plus importants.</p>	<p>⇒ <i>La réglementation sur les risques s'applique indépendamment des dispositions prises par le SCoT.</i></p> <p>⇒ <i>Le SCoT garantit la protection de la population contre les risques majeurs. Il impose pour cela de localiser les activités nouvelles pouvant occasionner des risques technologiques à l'écart des zones d'habitations ou des zones destinées à en accueillir. Il en va de même pour les ICPE autres que les exploitations agricoles, qui seront préférentiellement implantées au sein des zones d'activités pour limiter les conflits de voisinage.</i></p>
<p>D'une manière globale, bien que le SCoT cherche à favoriser l'utilisation des transports en commun et les modes doux, l'arrivée de nouvelles populations sur le territoire augmentera les déplacements, qui se feront principalement de manière motorisée et individuelle compte tenu du caractère très rural du territoire. Il en résultera une inévitable hausse des nuisances sonores produites par ces transports. D'autre part, l'implantation de nouvelles entreprises pourrait être à l'origine d'une augmentation des nuisances sonores, que ce soit à travers leurs activités ou les déplacements qu'elles induiraient.</p> <p>Cet impact reste toutefois très peu significatif compte tenu du faible niveau d'exposition actuel de la population aux nuisances sonores et du développement modéré programmé par le SCoT.</p>	<p>⇒ <i>Le SCoT s'attache à ce que les nuisances soient prises en considération en amont de la réflexion sur les choix d'urbanisation dans les documents d'urbanisme locaux. Il impose notamment d'organiser ce développement à l'écart des zones les plus bruyantes : principales voies de circulation qui traversent le territoire, usines et silos.</i></p> <p>⇒ <i>La gestion des nuisances acoustiques est en outre régie par une réglementation indépendante du SCoT qui s'impose le long des voies identifiées dans le classement sonore des infrastructures de transport terrestre, défini par arrêté préfectoral.</i></p>

5.3. Les mesures inscrites dans le SCoT et leurs incidences positives notables

La lutte contre les risques et nuisances fait l'objet d'un chapitre à part entière dans le DOO (Objectif 1 chapitre 4) mais est également traitée en transversalité dans d'autres chapitres propres à des thèmes qui génèrent des interactions avec ces problématiques : trame verte et bleue (protection des zones humides), gestion de l'eau (lutte contre le ruissellement), développement économique (implantation d'activités à l'écart des zones habitées).

Si les risques naturels et technologiques ne peuvent pas être supprimés, le SCoT contribue ainsi, par sa politique de gestion de l'urbanisation, à limiter le nombre d'habitants qui y sont exposés et en particulier la hausse du nombre d'habitants. Ainsi, en interdisant le développement de nouvelles constructions dans les zones dont on connaît le caractère inondable même si elles ne sont pas couvertes par une servitude (PPRi), en particulier grâce aux atlas des zones inondables, le SCoT réduit les biens et personnes exposés et donc le risque lié à ce phénomène.

Constatant que le risque le plus impactant sur le territoire est celui lié aux phénomènes d'inondations, amplifiées par des ruissellements dont la gestion pourrait être améliorée, le choix a été fait dans le DOO de respecter la dynamique naturelle des cours d'eau en protégeant leurs abords de toute artificialisation, ainsi que les espaces de débordement et zones humides (localement majoritairement présentes aux abords du réseau hydrographique), mais également de mettre en œuvre une politique globale de gestion du ruissellement pluvial, qui contribue au phénomène d'inondation. Cela a pour effet de garantir le libre écoulement des eaux sur des zones non ou peu habitées, augmentant ainsi les chances d'épargner les nombreuses zones urbanisées qui se sont, par le passé, établies au bord des cours d'eau (les volumes d'eaux pouvant s'étendre sur ces aires ne sont plus susceptibles d'inonder des zones urbanisées situées en aval). Cette protection est complétée par les orientations du SCoT qui visent le maintien des massifs boisés, des bosquets, des haies et ripisylves, qui contribuent à lutter naturellement contre les inondations : la végétation agit ainsi comme un frein au ruissellement des eaux, en maîtrisant le débit d'écoulement et en favorisant leur infiltration dans le sol vers les nappes souterraines.

Par ailleurs, en imposant une plus forte densité de constructions, le SCoT limite l'artificialisation des sols et donc leur imperméabilisation. Cela permet de limiter les volumes d'eaux pluviales qui, ne pouvant s'infiltrer directement dans le sol, ruisselleraient jusqu'aux cours d'eau et seraient ainsi susceptibles de causer leur débordement. Enfin, en imposant la réalisation de dispositifs de rétention et d'infiltration naturelle des eaux de pluie dans les nouvelles opérations d'aménagement, le SCoT réduit le risque d'inondation lié au débordement des canalisations ou des cours d'eau, lors d'épisodes pluvieux intenses.

Par ailleurs, le SCoT souhaite maintenir la faible exposition de la population aux risques technologiques générés en particulier par les activités industrielles. Il impose donc de localiser les activités nouvelles pouvant générer des risques pour la population à l'écart

des zones d'habitations ou des zones destinées à en accueillir, dans la mesure où ces activités.

Les orientations en matière de transport portées par le SCoT vont dans le sens d'une diminution du transport motorisé individuel, et donc d'une réduction des risques d'insécurité routière, de nuisances sonores perçues sur le territoire mais aussi des pollutions atmosphériques.

Ainsi, par son projet de développement modéré et par sa prise en compte élargie des aléas, risques et nuisances, y compris lorsqu'ils ne sont pas très prégnants à l'heure actuelle, le SCoT n'entraîne pas de risques notables nécessitant la mise en œuvre de mesures complémentaires. Un suivi sera toutefois effectué au cours de la vie du SCoT de manière à contrôler la bonne mise en œuvre des orientations envisagées et au besoin, engager des mesures correctives.

CHAPITRE II :

FOCUS SUR LES SECTEURS POTENTIELLEMENT LES PLUS VULNERABLES : EVALUATION DES INCIDENCES DU SCOT AU TITRE DE NATURA 2000

1. PREAMBULE

1.1. Natura 2000 et les documents d'urbanisme

Les documents d'urbanisme ont une obligation générale de préservation des écosystèmes. Cela est souligné tant dans le Code de l'Urbanisme (art L.101-2) que dans le Code de l'Environnement (art L.122-1). La loi du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains (SRU) a profondément modifié le contenu des documents d'urbanisme dans ce sens en obligeant les collectivités à évaluer les incidences et les orientations du document sur l'environnement et à exposer la manière dont le document prend en compte la préservation de l'environnement et sa mise en valeur.

Le dossier d'évaluation des incidences du projet sur les espèces et les habitats des sites Natura 2000 est réalisé au regard de leurs objectifs de conservation, c'est-à-dire de l'ensemble des mesures requises pour maintenir ou rétablir les habitats naturels et les populations d'espèces de faune et de flore sauvages dans un état favorable. Cette évaluation répond en cela aux articles 6-3 et 6-4 de la Directive « Faune-Flore-Habitats » n° 92/43 transposée en droit français par l'ordonnance n° 2001-321 du 11 avril 2001, puis par le décret du 20 décembre 2001.

Le décret 2010-365 du 9 avril 2010 relatif à l'évaluation des incidences Natura 2000 définit une liste nationale de documents de planification, programmes, projets, manifestations et interventions, soumis à un régime administratif d'autorisation, d'approbation ou de déclaration, devant faire l'objet d'une évaluation des incidences, dès lors qu'ils peuvent avoir un impact sur un site Natura 2000.

L'article R.414-19 du Code de l'Environnement précise au 1° que doivent faire l'objet d'une évaluation des incidences sur un ou plusieurs sites Natura 2000 : « les plans, schémas, programmes et autres documents de planification soumis à évaluation environnementale au titre du I de l'article L.122-4 du présent code et des articles L.104-1 et L.104-2 du Code de l'Urbanisme ».

1.2. Méthodologie employée pour l'évaluation des incidences

L'évaluation des incidences Natura 2000 doit être proportionnée à l'importance des incidences potentielles du projet. Son contenu est « à tiroirs », c'est-à-dire qu'il peut se limiter à une évaluation simplifiée - s'il est démontré que le projet (en site ou hors-site Natura 2000) n'est pas susceptible d'avoir une quelconque incidence sur un site Natura 2000 - ou nécessiter une analyse plus approfondie - si des incidences sont pressenties à l'occasion de la réalisation de l'évaluation (source : DREAL).

L'évaluation des incidences Natura 2000 du projet de SCoT du Mellois en Poitou s'articule de la manière suivante :

- Localisation des sites Natura 2000 situés sur le territoire du projet de SCoT ;
- Listing des sites Natura 2000 concernés ;
- Exposition sommaire des raisons pour lesquelles le projet est susceptible ou non d'avoir une incidence sur les sites Natura 2000 ;
- Description détaillée des enjeux écologiques présents sur chacun des sites Natura 2000 ;
- Conclusion quant à l'incidence potentielle du projet de SCoT sur les sites Natura 2000.

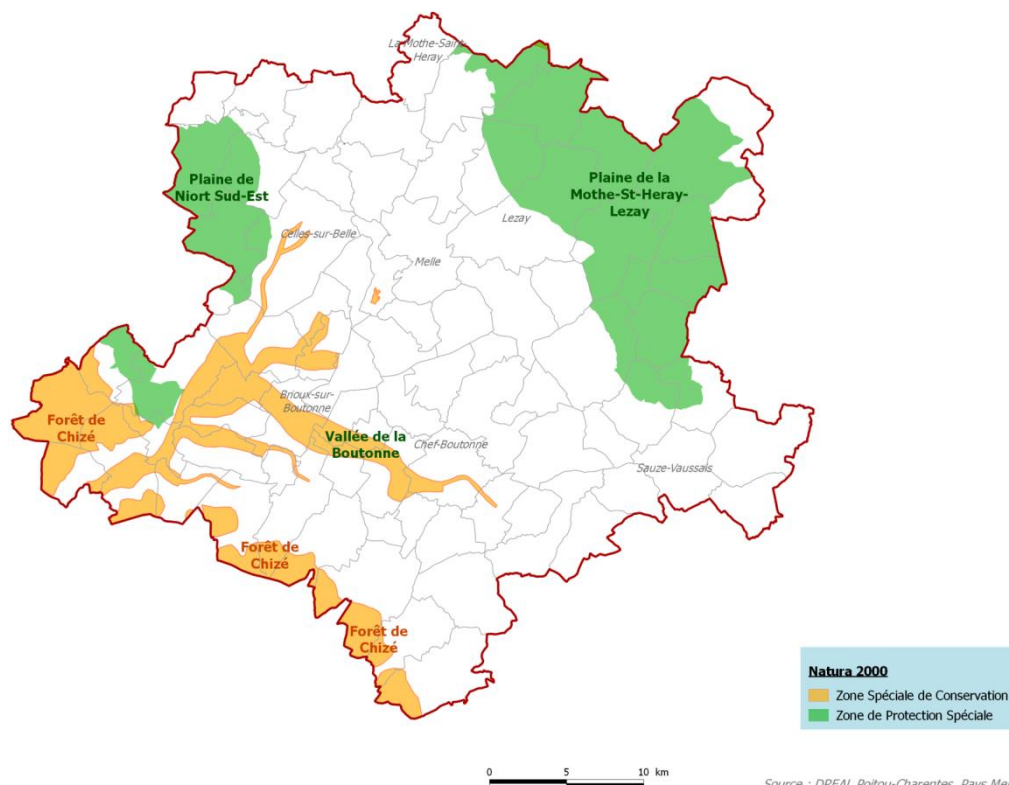
2. LE RESEAU NATURA 2000 ET SA PRISE EN COMPTE GLOBALE DANS LE SCOT

2.1. Les sites Natura 2000 présents sur le territoire du SCoT

Sur le territoire du SCoT du Mellois en Poitou, 6 sites Natura 2000 sont recensés, dont 4 Zones Spéciales de Conservation (ZSC) et 2 Zones de Protection Spéciales (ZPS) :

- La ZSC FR5400450 « Massif de Chizé-Aulnay » qui couvre la frange sud-ouest du territoire ;
- La ZSC FR5400448 « Carrières de Loubeau », d'une superficie très restreinte en comparaison de ses voisines, sur la commune de Melle
- La ZSC FR5400447 « Vallée de la Boutonne » qui couvre l'ensemble du réseau hydrographique primaire et secondaire de la haute vallée de la Boutonne et de plusieurs de ses affluents
- La ZSC FR5400445 « Chaumes d'Avon », vaste ensemble de prairies calcicoles qui s'étend sur 4 communes dont 1 est présente sur le territoire du SCoT, en limite nord du SCoT (Exoudun)
- La ZPS FR5412007 « Plaine de Niort Sud-Est », vaste plaine cultivée qui couvre quelques communes de la frange ouest du SCoT
- ZPS FR5412022 « Plaine de la Mothe St Héray-Lezay », vaste plaine cultivée qui couvre de nombreuses communes du nord-est du territoire.

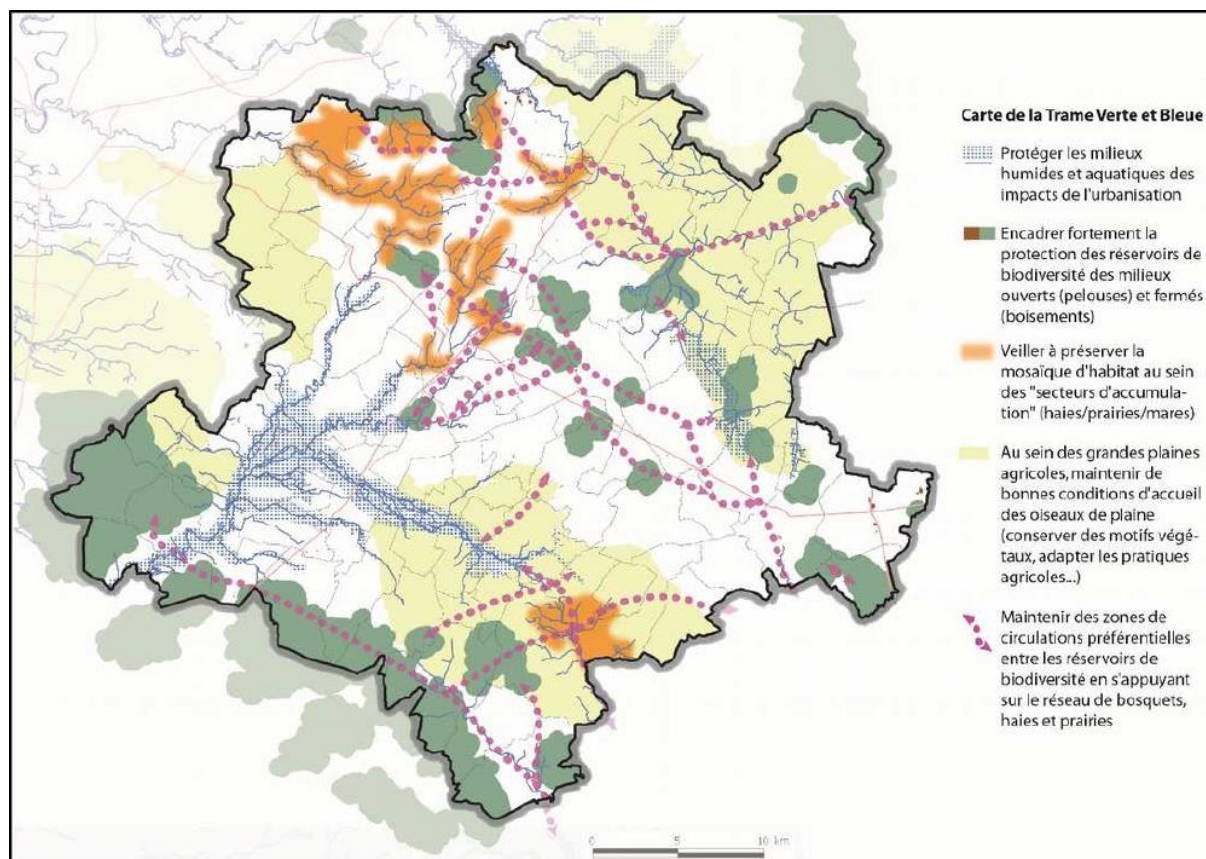
La carte suivante présente la localisation des sites Natura 2000 (carte extraite de l'Etat initial de l'environnement).



2.2. Analyse synthétique de la prise en compte des sites natura 2000 dans la trame verte et bleue du SCoT

Le SCoT inscrit parmi les grands objectifs fixés dans son PADD, la préservation de la trame verte et bleue et pour cela les réservoirs de biodiversité qui y ont été identifiés. En outre, le PADD cible spécifiquement la protection des 6 zones Natura 2000 qu'accueille le Mellois, lesquelles doivent bénéficier d'une attention particulière. Il est toutefois précisé que cette protection n'interdit pas systématiquement le développement de l'urbanisation, mesure qui cible spécifiquement les 2 sites Nature 2000 correspondant à des vastes plaines agricoles, qui couvrent intégralement plusieurs communes. Par définition, il est impossible d'interdire strictement le développement des communes concernées. En outre, la plus-value d'une telle mesure serait très limitée. En effet, les enjeux identifiés au sein de ces zones concernent quasi exclusivement les modalités de gestion de l'espace agricole. Les mesures qui y sont prises visent à compenser la perte de diversité paysagère liée à l'intensification agricole et l'homogénéité parcellaire, sujets sur lesquels le SCoT ne peut absolument pas intervenir. Le PADD impose toutefois de limiter, sur ces secteurs comme sur l'ensemble du territoire, l'impact de l'urbanisation en termes de consommation des espaces agricoles mais aussi de fragmentation des continuités écologiques.

Ainsi, la carte des objectifs en matière de Trame verte et bleue présentée dans le PADD est la suivante :



En application de ces objectifs, le DOO prescrit plusieurs mesures qui portent sur la préservation et la mise en protection des milieux naturels remarquables :

- Préservation des réservoirs de biodiversité qui doivent être protégés strictement dans les documents d'urbanisme
→ Cette mesure s'applique aux 4 sites Natura 2000 autres que les plaines agricoles, qui sont identifiés dans la cartographie de la TVB en tant que réservoirs de biodiversité.
- Protection des zones humides, lesquelles doivent faire l'objet d'un inventaire précis et d'une mise en protection spécifique lors de l'élaboration ou la révision des documents d'urbanisme ;
→ Concerne notamment le site Natura 2000 « Vallée de la Boutonne » qui accueille des milieux humides
- Protection des cours d'eau et de leurs ripisylves ;
→ Concerne prioritairement le site Natura 2000 « Vallée de la Boutonne », mais aussi les cours d'eau qui peuvent être présents dans les autres sites Natura 2000 même s'ils ne sont pas à l'origine de leur désignation
- Protection des éléments boisés et formations arborées diverses (dont la préservation des lisières de réservoirs de biodiversité) ;

- *Concerne notamment les sites Natura 2000 « Massif de Chizé-Aulnay » et « Vallée de la Boutonne »*
- Préservation des milieux agro-pastoraux ouverts : intégration aux documents d'urbanisme d'un diagnostic agricole afin de préserver et valoriser les milieux agricoles, notamment les prairies et dispositions favorables au maintien des activités pastorales ;
 - *Concerne les sites Natura 2000 « Chaume d'Avon », « Plaine de Niort Sud-Est » et « Plaine de la Mothe St Héray-Lezay »*
- Mesures fortes visant la protection du maillage bocager (à travers la réalisation d'inventaires notamment du réseau de haies mais aussi la définition de critères permettant d'assurer la protection stratégique des haies dans les documents d'urbanisme ;
 - *Concerne l'ensemble des sites Natura 2000 et notamment les ZPS de plaines agricoles ouvertes « Plaine de Niort Sud-Est » et « Plaine de la Mothe St Héray-Lezay » au sein desquelles les Docob visent notamment à lutter contre la disparition des haies, lesquelles sont indispensables pour maintenir les espèces d'invertébrés dont se nourrissent les oiseaux de plaine qui ont motivé la désignation des sites Natura 2000.*
- Préservation des zones de compensations d'opérations d'aménagement et mise en protection dans les documents d'urbanisme.

En résumé, le SCoT du Mellois en Poitou, à travers les objectifs affichés dans son PADD et les prescriptions et recommandations formulées dans son DOO, **assure une bonne protection des milieux naturels remarquables désignés en sites Natura 2000 vis-à-vis des projets de développement urbain**. Le SCoT prescrit une **identification précise** des espaces naturels et agricoles d'intérêt (délimitation des réservoirs de biodiversité, inventaires des zones humides, diagnostic agricole) ainsi qu'une **mise en protection stricte au sein des documents d'urbanisme** faisant l'objet d'une élaboration ou d'une révision sur le territoire.

La mise en œuvre du SCoT ne devrait donc pas porter atteinte à l'état de conservation des 6 sites Natura 2000 présents sur son territoire, ni aux habitats naturels et aux espèces d'intérêt communautaire répertoriés sur ces sites.

3. SITE NATURA 2000 N° FR5400450 : ZSC "MASSIF DE CHIZE-AULNAY"

3.1. Présentation du site

Caractéristiques administratives

13 communes concernées : Asnières-en-Poitou, Aubigné, Brieuil-sur-Chizé, Chizé, Couture-d'Argenson, Ensigné, Les Fosses, Paizay-le-Chapt, Secondigné-sur-Belle, Le Vert, Villemain, Villiers-en-Bois, Villiers-sur-Chizé.

Superficie sur le SCoT : 7 435 ha

DOCOB approuvé en 2011

Il s'agit d'un vaste ensemble forestier développé sur des calcaires durs de l'époque jurassique et constitué d'une succession de blocs plus ou moins importants – Forêt de Chizé, Forêt d'Aulnay, Forêt d'Ensigné, Forêt de Chef-Boutonne, Bois d'Availles, Bois de la Villedieu – séparés par des espaces à vocation agricole. Ce site est remarquable par l'originalité et l'étendue de certains de ses groupements végétaux, dont plusieurs constituent le support d'habitats considérés comme menacés dans toute l'Europe de l'Ouest : hêtraie calcicole (l'une des plus méridionales des plaines de l'Ouest de la France), chênaie pubescente, fourrés arbustifs à genévrier, pelouses enclavées et lisières xéro-thermophiles riches en plantes d'origine méditerranéenne en limite de leur aire de répartition vers le nord. Il est marqué également par la présence de nombreuses espèces animales d'intérêt communautaire, voire d'espèces dont la conservation est prioritaire : 16 espèces de mammifères (parmi lesquels de nombreuses chauves-souris), 8 espèces nicheuses d'oiseaux (dont de nombreux rapaces), divers reptiles, amphibiens et insectes. Le site a par ailleurs déjà été inventorié au titre des Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF) en raison de son patrimoine biologique remarquable (outre les espèces animales citées ci-dessus, on note la présence de 9 espèces végétales protégées au niveau national ou régional).

Vulnérabilité/menaces : Le hêtre connaît depuis quelques années de problèmes de dépérissement liés au changement climatique (stress hydrique notamment) – il est ainsi menacé par la recherche d'essences de remplacement. Il existe notamment dans certains bois privés un phénomène d'enrésinement, pour une meilleure rentabilisation des terrains. En cas de banalisation de ce phénomène le hêtre pourrait disparaître du territoire.

3.2. Evaluation des effets du projet de SCoT sur ce site Natura 2000

Aucune destruction directe d'habitats naturels d'intérêt communautaire identifiés au DOCOB du site Natura 2000 n'est à augurer. Le SCoT n'identifie en effet aucun projet d'aménagement lié à sa mise en œuvre dans l'emprise du site Natura 2000.

En outre, ce massif forestier est intégralement identifié en réservoir de biodiversité à protéger strictement dans les documents d'urbanisme locaux.

Par ailleurs, le SCoT préserve les lisières forestières, et ainsi les nombreuses espèces qui utilisent ces espaces pour se nourrir ou se déplacer, en imposant la protection d'une bande tampon non construite d'une épaisseur de 20m en lisière des réservoirs de biodiversité forestiers.

Le seul impact potentiel, qui ne peut être plus précisément identifié dans le cadre du SCoT, réside dans la mise en place de constructions et aménagements d'intérêt collectif à vocation touristique et de loisirs, lesquels sont autorisés au sein des réservoirs de biodiversité. Toutefois, le SCoT exige qu'une étude d'impact précise sur la faune et la flore permette de garantir la compatibilité de ces projets avec la sensibilité des milieux naturels et qu'ils n'aient pas d'impact significatif.

4. SITE NATURA 2000 N° FR5400448 : ZSC "CARRIERES DE LOUBEAU"

4.1. Présentation du site

Caractéristiques administratives

1 commune concernée : Melle

Superficie sur le SCoT : 30 ha

DOCOB approuvé en 2009

Ce site a été désigné pour protéger d'anciennes galeries de mines de plomb argentifère, aujourd'hui abandonnées mais situées dans le périmètre d'une station d'épuration des eaux usées de l'agglomération melloise. Ces galeries accueillent en effet des colonies mixtes de 8 espèces de chauves-souris considérées comme menacées en Europe (inscrites à l'Annexe II de la Directive Habitats) : le Grand Rhinolophe, le Petit Rhinolophe, le Murin à oreilles échancrées, la Barbastelle, le Grand murin, le Minioptère de Schreibers, le Murin de Beschtein, le Rhinolophe euryale. 8 autres espèces inscrites à l'annexe IV de la Directive Habitat sont également présentes sur le site.

Vulnérabilité/menaces : Les principales menaces qui pèsent sur ce site sont liées aux activités de plein air (escalade, spéléologie) qui dérangent les colonies, ainsi que la potentielle dégradation des territoires de chasse et de transit des chiroptères, qui s'alimentent d'insectes présents dans des milieux diversifiés (prairies naturelles, jachères, cultures, cours d'eau, boisements de feuillus, jardins, etc). Cette diversité est donc à maintenir.



Carrières de Loubeau (source : carrieres-de-loubeau.n2000.fr)

4.2. Evaluation des effets du projet de SCoT sur ce site Natura 2000

Aucune destruction directe d'habitats naturels d'intérêt communautaire identifiés au DOCOB du site Natura 2000 n'est à augurer. Le SCoT n'identifie en effet aucun projet d'aménagement lié à sa mise en œuvre dans l'emprise du site Natura 2000.

Ce site est par ailleurs identifié réservoir de biodiversité dans lequel aucune nouvelle construction n'est permise (seule l'extension des bâtis existants est autorisée sous réserve que celle-ci soit limitée).

Le SCoT du Mellois interdit également le mitage des espaces agricoles et n'autorise le développement urbain qu'en accroche des villes, bourgs et villages existants, hameaux et des écarts existants. Par ce choix ambitieux en termes de limitation de l'étalement urbain, le SCoT empêche toute nouvelle urbanisation ex nihilo au sein des espaces agricoles et évite le morcellement des parcelles, et in fine, le morcellement de territoires de chasse potentiels des chiroptères. De même, les dispositions en faveur de la protection du maillage bocager contribuent à maintenir en quantité suffisante une ressource trophique (invertébrés principalement) indispensable à la pérennisation de ces colonies.

5. SITE NATURA 2000 N° FR5400447 : ZSC "VALLEE DE LA BOUTONNE"

5.1. Présentation du site

Caractéristiques administratives

24 communes concernées : Ardilleux, Asnières-en-Poitou, La Bataille, Brieuil-sur-Chizé, Brioux-sur-Boutonne, Celles-sur-Belle, Chef-Boutonne, Chérigné, Chizé, Ensigné, Fontenille-Saint-Martin-d'Entraigues, Juillé, Luché-sur-Brioux, Lusseray, Mazières-sur-Béronne, Paizay-le-Tort, Périgné, Saint-Romans-lès-Melle, Secondigné-sur-Belle, Séligné, Vernoux-sur-Boutonne, Le Vert, Villefollet, Villiers-sur-Chizé.

Superficie sur le SCoT : 7 098 ha

DOCOB approuvé en 2012

Le site englobe l'ensemble du réseau hydrographique primaire et secondaire formé par la haute vallée de la Boutonne et plusieurs de ses affluents : la Belle, la Béronne, la Bellesebonne et la Bondoire. Ce sont des ruisseaux et petites rivières de plaine, à eaux courantes, de qualité encore correcte malgré les mutations récentes des pratiques agricoles sur l'ensemble du bassin versant, à lit majeur constitué d'une mosaïque de prairies naturelles humides, de ripisylves plus ou moins discontinues en voie de remplacement par des cultures de peupliers et des cultures céréalières (en forte extension). Le site est remarquable par la présence de tout un cortège d'espèces animales inféodées aux écosystèmes aquatiques de bonne qualité, dont les populations sont en déclin généralisé dans toute l'Europe de l'Ouest et dont la conservation est considérée comme d'intérêt communautaire : mammifères comme la Loutre d'Europe et plusieurs espèces de Chauves-souris, poissons comme la Lamproie de Planer et le Chabot, divers reptiles et amphibiens, insectes comme la Rosalie des Alpes etc...

Vulnérabilité/menaces : Comme tous les écosystèmes aquatiques de plaine, le réseau hydrographique de la Boutonne est particulièrement sensible aux différentes menaces susceptibles d'altérer la qualité physico-chimique de ses eaux auxquelles de nombreuses espèces remarquables sont étroitement associées. Il peut s'agir d'une altération directe : par pollution localisée (effluents domestiques ou agricoles) ou diffuse (eutrophisation provoquée par les intrants agricoles), ou par modification du régime hydraulique et thermique (impact des prélèvements pour l'irrigation sur les débits d'étiage et les températures maximales). Il peut également s'agir d'altération indirecte par artificialisation des milieux riverains (disparition de la ripisylve, remplacement des prairies humides par des cultures céréalières) ou du bassin versant dans son ensemble (intensification agricole).



*A gauche : Ripisylve en aulnaie frênaie (commune de Périgné ; source : Biotope, 2009) ;
A droite : Mégaphorbiaie eutrophe à orties et liserons (source : Biotope, 2009).*

5.2. Evaluation des effets du projet de SCoT sur ce site Natura 2000

Aucune destruction directe d'habitats naturels d'intérêt communautaire identifiés au DOCOB du site Natura 2000 n'est à augurer. Le SCoT n'identifie en effet pas de projet d'aménagement lié à sa mise en œuvre dans l'emprise du site Natura 2000.

Par ailleurs, la mise en place de la Trame Verte et Bleue, qui concourt à la préservation durable des habitats naturels constitutifs de celle-ci, sera de nature à garantir la pérennité des habitats naturels d'intérêt communautaire. L'ensemble des habitats naturels situés au sein du site Natura 2000 sont en effet identifiés dans la cartographie de la Trame Verte et Bleue en réservoirs de biodiversité à protéger strictement. En outre, la construction de nouveaux bâtiments en dehors de l'enveloppe urbaine existante, est très limitée le long des cours d'eau, dans une bande tampon de 20m depuis la berge, à l'exception des aménagements hydrauliques ou des constructions participant à la valorisation du cours d'eau (y compris économique).

Enfin les zones humides bénéficieront de la mise en œuvre d'une politique conservatoire plus affirmée, le SCoT imposant leur protection stricte contre toute construction ou aménagement susceptible d'entraîner leur dégradation, l'altération de leur fonctionnalité ou leur destruction.

En revanche, le DOO prévoit de maintenir et renforcer l'attractivité économique, ainsi que de poursuivre l'accueil de nouveaux habitants sur le territoire. L'augmentation de la population, et des activités économiques, se traduit par plusieurs incidences potentielles sur la ressource en eau, et par conséquent sur les milieux aquatiques qui en dépendent :

- augmentation des prélèvements, car les besoins en eau potable seront fatalement accrus : pressions quantitatives supplémentaires sur les ressources, superficielles et souterraines,
- augmentation des rejets d'eaux usées à collecter et traiter, qui pourraient engendrer de nouvelles pollutions dans le réseau hydrographique en l'absence de prise en charge satisfaisante,
- création de nouvelles zones imperméabilisées sur lesquelles ruisselleront les eaux de pluie, qu'il faudra également collecter, voire traiter, sous peine d'accroître les pollutions pouvant se retrouver dans le réseau hydrographique.

Ces mesures pourraient ainsi, de façon indirecte, porter préjudice aux espèces et habitats inféodés aux milieux humides et aquatiques qu'abritent la Boutonne et ses affluents.

Il faut toutefois souligner que le DOO prend de nombreuses mesures visant à atténuer, voire supprimer ces impacts. Ainsi, le projet développé par le SCoT est compatible avec les objectifs de gestion globale ressource en eau inscrits dans les documents-cadres prospectifs décidés à une échelle supérieure. Cette compatibilité se traduit par exemple par la poursuite des efforts mis en œuvre par les collectivités pour réduire la consommation d'eau par habitant et améliorer la situation de l'assainissement tant autonome que collectif. L'accroissement de l'imperméabilisation des sols (liée au développement résidentiel et économique) sera maîtrisé par une politique plus économe du foncier prescrite par le SCoT, ainsi que par l'attention particulière portée à la gestion des eaux pluviales et à la préservation des éléments naturels.

L'ensemble de ces mesures visant une bonne gestion des eaux prélevées et rejetées atténueront considérablement les incidences potentielles du projet de développement du territoire sur le site Natura 2000 de la vallée de la Boutonne.

En l'absence de projet précisément territorialisé, relatif au développement économique et touristique du territoire, il n'est pas possible de qualifier ni quantifier précisément ces impacts potentiels.

6. SITE NATURA 2000 N° FR5400445 : ZSC "CHAUMES D'AVON"

6.1. Présentation du site

Caractéristiques administratives

1 commune concernée : Exoudun

Superficie sur le SCoT : 25 ha

DOCOB approuvé en 2009

Ce vaste secteur de la partie orientale de la plaine sédimentaire niortaise présente un relief peu marqué de collines et de vallons développés sur les calcaires marneux de l'Oxfordien et du Rauracien. Divers facteurs physiques et historiques (tradition de pâturage ovin extensif jusqu'à une époque récente, présence d'un camp militaire sur la moitié est du site) ont permis le maintien, sur d'importantes surfaces, de végétations naturelles ou semi-naturelles remarquables par leur originalité et leur richesse et constituant le support d'habitats gravement menacés en Europe dont la conservation est considérée comme d'intérêt communautaire, voire prioritaire : pelouses calcicoles mésophiles à Orchidées, prairies maigres à engorgement temporaire, faciès d'embuissonnement à Genévrier etc... Par ailleurs, de nombreuses espèces animales et végétales, également menacées en Europe, ont trouvé refuge au sein de ces différents habitats et ont motivé l'inscription du site au titre des Zones Naturelles d'Intérêt Écologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF) : 10 espèces d'oiseaux, 8 mammifères, 4 reptiles, 8 amphibiens, 2 insectes, nombreuses plantes (dont plus de 25 espèces d'Orchidées), etc...

Vulnérabilité/menaces : L'intérêt biologique du site (tant au niveau des habitats que des espèces) est dû à la persistance locale d'une agriculture traditionnelle, notamment au sein du camp militaire. Les parcelles sont ceinturées de haies et contiennent des pelouses et prairies naturelles pâturées par des ovins. A l'extérieur du site, la déprise agricole et l'intensification des cultures montrent à quel point l'équilibre existant encore sur le site est dépendant du statut très particulier conféré par le terrain militaire. La déprise agricole entraîne une invasion des pelouses par des fourrés arbustifs, incompatibles avec la richesse orchidologique très élevée sur ces secteurs.

6.2. Evaluation des effets du projet de SCoT sur ce site Natura 2000

Aucune destruction directe d'habitats naturels d'intérêt communautaire identifiés au DOCOB du site Natura 2000 n'est à augurer. Le SCoT n'identifie en effet pas de projet d'aménagement lié à sa mise en œuvre dans l'emprise du site Natura 2000.

Par ailleurs, la mise en place de la Trame Verte et Bleue, qui concourt à la préservation durable des habitats naturels constitutifs de celle-ci, sera de nature à garantir la pérennité des habitats naturels d'intérêt communautaire. L'ensemble des habitats naturels situés au sein du site Natura 2000 sont en effet identifiés dans la cartographie de la Trame Verte et Bleue en réservoirs de biodiversité à protéger strictement.

Le SCoT du Mellois interdit également le mitage des espaces agricoles et n'autorise le développement urbain qu'en accroche des villes, bourgs et villages existants, hameaux et des écarts existants. Par ce choix ambitieux en termes de limitation de l'étalement urbain, le SCoT empêche toute nouvelle urbanisation ex nihilo au sein des espaces agricoles et évite le morcellement des parcelles ce qui favorise le maintien de l'activité agricole, garante de l'entretien et de la conservation de ces habitats écologiques.

En effet, le territoire a affiché dans son PADD la volonté de pérenniser l'activité agricole qui est à la fois un vecteur de développement économique, une source d'emplois non délocalisables, une activité identitaire du territoire qui entretient et valorise la diversité des paysages et des milieux naturels. Dans le DOO, cet objectif est traduit notamment par l'obligation de réaliser un diagnostic agricole complet avant toute décision d'ouverture à l'urbanisation dans les documents d'urbanisme. Il est également rendu obligatoire par le SCoT d'autoriser les petites constructions servant d'abri pour les animaux dans les espaces agricoles les plus riches (pour permettre le maintien du pâturage extensif) et de permettre les coupes d'arbres afin d'éviter le phénomène d'enfrichement qui constitue une menace forte pour ce site Natura 2000.

Ces engagements sont de nature à favoriser le maintien des espaces ouverts et semi-ouverts comme les pelouses et prairies au sein du territoire, et la biodiversité qui leur est inféodée.

Néanmoins, il est important de noter que le SCoT n'a pas de prise directe sur les pratiques agricoles mises en œuvre. Il ne peut que chercher à créer les conditions les plus favorables au maintien des pratiques traditionnelles, sans toutefois pouvoir interdire l'intensification des cultures qui pourrait nuire à la conservation des habitats d'intérêt communautaire présents sur ce site Natura 2000.

7. LES ZPS DE PLAINE AGRICOLE

7.1. Description du site n° FR5412007 : ZPS "Plaine de Niort sud-est"

Caractéristiques administratives

8 communes concernées : Brieuil sur Chizé, Celles sur Belle, Les Fosses, Mougon, Saint Médard, Sainte Blandine, Secondigné sur Belle, Thorigné

Superficie sur le SCoT : 6 148 ha

DOCOB approuvé en 2011

Le site est une des huit zones de plaines à Outarde canepetière retenues comme majeures pour une désignation en ZPS en région Poitou-Charentes. Il s'agit d'une des quatre principales zones de survivance de cette espèce dans le département des Deux-Sèvres. Celle-ci abrite environ 5 % des effectifs régionaux. Au total 17 espèces d'intérêt communautaire sont présentes dont 6 atteignent des effectifs remarquables sur le site.

Vulnérabilité/menaces : La survie de l'Outarde canepetière et des autres espèces des plaines cultivées dépend de la mise en œuvre de mesures (contrats passés avec les agriculteurs) visant à compenser la perte de diversité paysagère et par voie de conséquence des habitats et de l'alimentation (à base d'invertébrés), liée à l'intensification agricole. Cette dernière a causé une augmentation de l'homogénéité parcellaire, la disparition de surfaces de prairies, luzernes, jachères et haies.

7.2. Description du site n° FR5412022 : ZPS "Plaine de la Mothe-Saint-Heray-Lezay"

Caractéristiques administratives

14 Communes concernées : Caunay, Chenay, Chey, Clussais-la Pommeraie, Exoudun, Lezay, Mairé-Levescault, Messé, Pers, Plibou, Rom, Sainte-Soline, Vançais, Vanzay

Superficie sur le SCoT : 19 941 ha

DOCOB en cours d'élaboration

Le site est une des huit zones de plaines à Outarde canepetière retenues comme majeures pour une désignation en ZPS en région Poitou-Charentes. Il s'agit d'une des quatre principales zones de survivance de cette espèce dans le département des Deux-Sèvres.

Elle concerne également pour partie la Vienne (2nd site de ce département). Celle-ci abrite environ 10 % des effectifs régionaux. Au total 40 espèces d'intérêt communautaire sont présentes dont certaines atteignent des effectifs remarquables sur le site.

Vulnérabilité/menaces : La survie de l'Outarde canepetière et des autres espèces des plaines cultivées dépend de la mise en œuvre de mesures (contrats passés avec les agriculteurs) visant à compenser la perte de diversité paysagère et par voie de conséquence des habitats et de l'alimentation (à base d'invertébrés), liée à l'intensification agricole. Cette dernière a causé une augmentation de l'homogénéité parcellaire, la disparition de surfaces de prairies, luzernes, jachères et haies.

7.3. Evaluation des effets du projet de SCoT sur ces sites Natura 2000

Le champ d'action du SCoT et les leviers réglementaires qu'il offre ne permettent pas d'action directe sur les usages agricoles, qui sont au centre des enjeux de conservation du patrimoine de ces 2 ZPS. Néanmoins, plusieurs prescriptions et recommandations sont favorables aux objectifs des DOCOB. Parmi elles, notons :

- La limitation de l'étalement urbain et la recherche de zones tampons entre espaces urbains, agricoles et naturels,
- La promotion de la diversification des activités agricoles,
 - La priorité donnée aux usages agricoles des terres par rapport à d'autres projets (dispositifs de production d'énergie photovoltaïque au sol interdits sur les zones agricoles, implantation d'éoliennes interdites en dehors des plaines agricoles ouvertes couvertes par des sites Natura 2000 ...)
- La limitation de la fragmentation des territoires, notamment par la protection des corridors écologiques

Notons surtout que dans le chapitre dédié à la protection de la trame verte, un paragraphe spécifique est consacré à la préservation des milieux agricoles ouverts. Celui-ci prévoit notamment de valoriser et de préserver les espaces agricoles en s'appuyant sur des diagnostics agricoles réalisés dans le cadre des documents d'urbanisme locaux, et précise que les documents d'urbanisme doivent permettre le bon fonctionnement des activités agricoles.

CHAPITRE III :

RESUME NON TECHNIQUE DE L'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE

1. L'état initial de l'environnement

1.1. Les paysages et le patrimoine bâti

Le Mellois est un territoire rural, bénéficiant d'un patrimoine paysager et bâti relativement préservé, qui permet d'offrir un cadre de vie agréable à ses habitants. Les paysages naturels et agricoles fondent l'identité du territoire, multiple : plaines et plateaux cultivés, zones de bocage, massif forestier de Chizé Aulnay, petits boisements éparses, vallées alluviales, dont les principales sont celles de la Boutonne, de la Sèvre Niortaise, de la Belle et du Lambon.

Ce territoire s'articule autour d'une dizaine de bourgs structurants et d'une multitude de villages et hameaux dispersés dans la campagne. Ils accueillent une architecture et des formes urbaines traditionnelles riches, ainsi que la présence d'un petit patrimoine bâti très divers (constructions en moellons calcaires, murets, formes et proportions particulières des maisons de villages, alignement sur la rue...).

Mais les paysages de qualité connaissent, comme partout ailleurs, des transformations de plus en plus rapides, dues

- à l'évolution des pratiques agricoles, se traduisant notamment par un agrandissement des parcelles et une disparition progressive du bocage
- un développement urbain « moderne » peu qualitatif qui tend à banaliser l'espace, vu comme une ressource foncière « inépuisable ». La construction de maisons neuves se fait en effet souvent par des formes d'urbanisation sans aucun lien avec l'organisation traditionnelle du bâti, et sans effort d'insertion paysagère.

On note ainsi une détérioration progressive de la qualité des paysages autour des villes et villages, qui est pourtant un facteur d'attractivité essentiel.

1.2. La ressource en eau

Situé au carrefour de plusieurs bassins versants, le Mellois accueille de nombreuses sources et donc le départ de cours d'eau structurants, dont la préservation est essentielle au regard des nombreux territoires et usages qui en dépendent. Pourtant, ces masses d'eau, qu'elles soient superficielles ou souterraines, subissent de fortes pressions qui affectent leur état qualitatif. Elles sont en particulier affectées par les pollutions agricoles diffuses. C'est pourquoi de nombreuses démarches ont été engagées ces dernières années pour reconquérir la qualité de l'eau sur le territoire, en partenariat avec les agriculteurs et les collectivités. Les pollutions domestiques, dues au rejet des eaux usées, sont moins impactantes. Le territoire est en effet équipé d'une quarantaine de petites stations d'épuration dont la très grande majorité est performante. Les principaux enjeux portent

davantage sur l'entretien et la réhabilitation des réseaux de collecte des eaux usées, exposés à des infiltrations d'eaux propres qui entraînent des surcharges.

Mellois en Poitou possède une ressource en eau fragile, très exposée aux pressions quantitatives, notamment en raison des prélèvements pour l'irrigation des cultures sur le secteur de la Boutonne et le bassin de la Dive. Il accueille près d'une quarantaine de captages d'eau potable, qui distribuent une eau de qualité et sont presque tous protégés contre les pollutions accidentelles. Pourtant les ressources prélevées sont souvent affectées par des pollutions diffuses importantes, ce qui nécessite des dispositifs de traitement, parfois lourds et coûteux, avec des sources de meilleure qualité. Cette dégradation qualitative est à l'origine du classement en « captage prioritaire Grenelle » de 13 captages, qui se traduit par la mise en place de programmes d'actions spécifiques pour l'amélioration de la qualité de l'eau. La distribution de l'eau potable est assurée par une dizaine de structures dont certaines très petites qui peinent à entretenir les réseaux. Des travaux de rénovation ont été engagés ou sont projetés mais pour les plus petites collectivités compétentes les capacités d'entretien sont faibles en raison de moyens techniques et financiers limités. Le regroupement autour de collectivités ayant la capacité de faire face aux contraintes d'une bonne gestion du service public de l'eau est en cours depuis plusieurs années et se poursuit toujours.

1.3. Les espaces naturels et la biodiversité qu'ils accueillent

Le territoire du Mellois en Poitou est couvert, sur quasiment la moitié de sa surface, par des espaces naturels remarquables dont l'intérêt écologique a été reconnu par leur inscription à un inventaire (ZNIEFF) ou par leur intégration à des dispositifs de gestion ou protection (Natura 2000, Arrêtés Préfectoraux de Protection de Biotope, Espaces Naturels Sensibles). Ces espaces accueillent une grande diversité de milieux très riches sur le plan écologiques : habitats forestiers, vallées et zones humides, zones bocagères, plaines agricoles, pelouses, etc.

Les plaines agricoles accueillent encore une biodiversité remarquable, malgré l'intensification des pratiques agricoles depuis 50 ans et la réduction parallèle des élevages. Ce sont des milieux qui abritent des espèces emblématiques et indicatrices du bon état de la biodiversité sur le territoire, principalement des oiseaux dits « de plaine », telles que l'outarde canepetière ou le busard cendré. Le territoire du Mellois est également composé d'un maillage bocager qui s'est maintenu, mais dédensifié, malgré l'évolution des pratiques agricoles. Quelques zones traditionnelles de bocage perdurent, entre Sauzé-Vaussais et la Mothe-Saint-Héray, le long de la vallée de la Boutonne, ou encore au nord-ouest autour de la forêt de l'Hermitain et la vallée du Lambon. Ce réseau de bocage est souvent accompagné de zones humides, lesquelles sont également très bien représentées le long des vallées.

Plusieurs dispositifs visent à généraliser la réalisation d'inventaires des zones humides et du réseau bocager, en particulier à travers la mise en place des SAGE.

1.4. Les choix énergétiques

Le secteur des transports est le plus fort consommateur d'énergie et émetteur de Gaz à Effet de Serre (GES) sur le territoire du Mellois en Poitou car la population est particulièrement dépendante de la voiture. Différentes actions ont été mises en place pour promouvoir les modes de déplacements alternatifs mais les marges de progression sont limitées sur ce territoire rural. L'habitat vient en second, en raison de la prédominance de maisons individuelles et de logements construits avant la première réglementation thermique, ces 2 catégories étant souvent mal isolées. (68%).

Ce constat, classique pour un territoire tel que le Mellois, est en revanche à nuancer compte tenu des nombreuses actions mises en place localement pour limiter les consommations d'énergie mais aussi pour mieux consommer. L'engagement du territoire pour la valorisation des énergies renouvelables est fort et se traduit notamment par un nombre d'installations bois-énergie et photovoltaïques supérieur à la moyenne régionale, ainsi que de nombreux parcs éoliens installés ou en cours d'étude. Mais il reste une importante marge de progression au regard de la mobilisation des collectivités locales. Il concerne plus particulièrement les filières suivantes :

- Le bois-énergie, qui présente de nombreuses opportunités de développement sur un territoire rural doté d'un réseau bocager encore dense et de boisements.
- La filière solaire, compte tenu d'un gisement favorable, en forte progression ces dernières années.
- La méthanisation, qui permet de valoriser les déchets issus de l'agriculture pour produire de l'énergie.

1.5. Les risques et nuisances

Le Mellois est localement concerné par une diversité de risques naturels, parmi lesquels le plus prégnant est le risque d'inondation, avec des zones à enjeux sur les secteurs de la Boutonne et de la Sèvre niortaise. Le territoire est couvert par un atlas des zones inondables et, de manière très ponctuelle (uniquement les communes de La Mothe-Saint-Héray et Exoudun), par le PPRI de la vallée de la Sèvre Niortaise à l'amont de Niort, approuvé en mars 2017. Des risques de mouvement de terrain sont également recensés (effondrements locaux, retrait et gonflement des argiles le long du réseau hydrographique) mais peu contraignants. Enfin, sur la majorité des communes entre 22 à 50% des surfaces agricoles sont consacrées à la culture de céréales à paille qui présentent potentiellement un risque d'incendie.

Les risques technologiques sont quant à eux limités et ne génèrent que très peu de contraintes pour le développement urbain. Ils se limitent principalement à la présence d'une usine classée comme site SEVESO seuil haut sur la commune de Melle et de Saint-Léger-la-Martinière (Dupont et Solvay), couverte par une servitude qui régit les possibilités de construction autour de l'usine.

De même, du fait de la ruralité du territoire les nuisances sonores sont limitées à deux routes départementales (RD 948 ; RD 950), une route nationale (RN 10) et la LGV.

Concomitamment, la qualité de l'air est globalement bonne, puisque seulement 7 communes sont classées en zones sensibles à la dégradation de la qualité de l'air par ATMO Poitou-Charentes, du fait de la proximité de grands axes routiers (RN10), ou de sites industriels (Dupont et Solvay).

1.6. La gestion des déchets

Sur le département des Deux-Sèvres, les plateformes de transfert et de traitement des déchets sont adaptées à une population en croissance, telle qu'envisagée dans le SCoT du Mellois en Poitou. Toutefois, le territoire du Mellois en Poitou ne gère pas le stockage de ses déchets ménagers ultimes puisque tous les déchets ménagers ultimes du département sont stockés par l'ISDND de la Loge située sur le territoire du SCoT du Thouarsais.

L'ISDND de la Loge a une capacité de stockage limitée et sa saturation est prévue pour fin 2021. Ainsi, toute croissance de population au niveau départemental – et donc la croissance démographique du Mellois en Poitou – implique :

- Soit l'accroissement des besoins fonciers nécessaires à l'extension de l'ISDND, soit la nécessité de trouver un nouveau site de stockage.
- La nécessité de développer les solutions de recyclage et de valorisation des déchets pour éviter au maximum les besoins de stockage.
- La nécessaire prise de conscience des habitants de l'impact de leur production de déchets sur un territoire voisin (le Thouarsais actuellement).

Le SMITD et ses collectivités adhérentes élaborent une stratégie pour répondre à cette problématique sur le court, moyen et long terme.

De ce fait, les mesures engagées en matière de prévention de production des déchets doivent être encore plus soutenue.

2. Principales incidences négatives du SCoT et mesures compensatoires recherchées

2.1. Sur les paysages et le patrimoine bâti

L'essentiel de la consommation d'espace projetée devrait concerner des terres agricoles. Or les terres agricoles constituent la base des paysages du Mellois en Poitou, à savoir des paysages de plaines et de plateaux cultivés et des paysages bocagers de qualité. Afin de limiter cet impact, le SCoT demande à produire un maximum de logements au sein des zones urbaines existantes, avant de proposer l'ouverture à l'urbanisation, de sorte qu'il limite la consommation d'espaces naturels et agricoles.

Toutefois, il existe inévitablement un risque de dénaturation et dévalorisation du paysage par le développement des zones urbanisées, s'il se fait sans cohérence d'ensemble, sans tenir compte des sensibilités paysagères de l'environnement dans lequel il s'insère, et dans la mesure où la qualité architecturale des nouvelles constructions n'est pas encadrée. Les nouveaux aménagements peuvent créer des franges urbaines peu qualitatives, c'est-à-dire des limites « brutales » entre espaces habités et espaces agricoles ou naturels, sans aménagements paysagers. Ces incidences se répercutent souvent sur la qualité des entrées de bourgs ou de villes dont les franges sont un des éléments structurants.

C'est pourquoi le SCoT exprime le souhait de la Communauté de Communes de porter une attention particulière à la préservation de ses paysages et à leur mise en valeur, facteurs d'attractivité essentiels pour le territoire, qui se traduit par la définition de nombreuses prescriptions paysagères qui permettront de faciliter l'intégration paysagère des nouveaux aménagements : repérage des structures paysagères les plus sensibles ou « emblématiques » du Mellois devant être protégées, respect de l'organisation traditionnelle des bourgs, prise en compte du caractère patrimonial de l'habitat ancien, réglementation des clôtures, création de franges végétalisées en s'appuyant sur les structures végétales existantes, etc.

La protection des richesses patrimoniales du territoire passe aussi, dans le DOO, par des mesures visant à protéger et mettre en valeur le patrimoine bâti traditionnel, témoin de l'histoire et de l'identité culturelle du territoire (murets de pierre sèche, édifices de culte, moulins, ponts muletiers, etc.).

Le DOO incite enfin ainsi à la réinterprétation des formes urbaines anciennes et insiste sur la nécessité pour les nouveaux projets d'aménagement de s'inscrire dans les formes existantes du bâti et en harmonie avec celui-ci.

2.2. Sur la ressource en eau

Le développement urbain aura des incidences sur la ressource eau liées à l'accroissement démographique, à l'implantation de nouvelles activités économiques, et à la création d'infrastructures routières :

- augmentation des prélèvements, parce que les besoins en eau potable seront fatalement accrus mais également les usages pour les nouvelles activités industrielles : pressions quantitatives supplémentaires sur les ressources, superficielles et souterraines,
- augmentation des rejets d'eaux usées à collecter et traiter,
- création de nouvelles zones imperméabilisées sur lesquelles ruisselleront les eaux de pluie, qu'il faudra également collecter, voire traiter.

S'ils ne sont pas correctement pris en charge, ces rejets supplémentaires (eaux usées et pluviales) pourront créer de nouvelles pollutions dans le réseau hydrographique.

Néanmoins, Afin de ne pas accroître les pressions qualitatives sur la ressource et les milieux aquatiques, le SCoT a défini un principe de développement urbain prioritaire dans les secteurs desservis par un réseau d'assainissement collectif, ce qui permet de mieux contrôler la qualité des traitements et d'intervenir en cas de défaillance. L'assainissement autonome reste bien sûr largement autorisé, mais de façon également contrôlée. L'accroissement de l'imperméabilisation des sols (liée au développement résidentiel et économique) sera maîtrisé par une politique plus économe du foncier prescrite par le SCoT, ainsi que par l'attention particulière portée à la gestion des eaux pluviales et à la préservation des éléments naturels.

2.3. Sur les espaces naturels et la biodiversité qu'ils accueillent

L'ambition du SCoT de développer les zones urbanisées sur le territoire pourrait s'exercer au dépend de la biodiversité. En effet, les nouvelles constructions et infrastructures vont accentuer l'artificialisation du territoire et augmenter la fragmentation du réseau écologique, c'est-à-dire créer des coupures au sein des espaces naturels, qui réduisent voire suppriment les possibilités de déplacement des espèces entre deux zones ce qui, à termes, contribue à réduire la biodiversité sur un territoire.

Par ailleurs, les rejets polluants nouveaux potentiellement générés par ce développement (nouvelles eaux usées à traiter, ruissellement d'eaux pluviales sur les voies de circulation, pollutions industrielles, augmentation du gisement d'ordures ménagères...) pourraient également avoir des impacts indirects sur la biodiversité, s'ils sont mal gérés, entraînant une pollution de la ressource en eau et donc des milieux aquatiques, mais également des sols.

Néanmoins, le SCoT recherche la maîtrise et la réduction des atteintes aux espaces naturels ou semi-naturels qui constituent l'armature écologique locale, appelée Trame Verte et Bleue. Il définit notamment des règles de limitation de la consommation d'espace par les espaces habités, les zones d'activités ou encore les infrastructures routières, ce qui contribue à limiter les pressions nouvelles sur les milieux naturels.

Le SCoT comporte en outre des mesures en faveur de la préservation de la Trame Verte et Bleue puisqu'il identifie et protège les espaces de grande qualité et à forte sensibilité, dénommés « réservoirs de biodiversité », très nombreux sur le territoire. Il définit également des corridors écologiques, favorables aux déplacements des espèces, qui doivent être préservés du développement urbain. Enfin, de nombreuses règles vont dans le sens d'une protection forte des milieux aquatiques et des zones humides, très présents sur le Mellois, très riches, mais très vulnérables. L'ensemble de ces mesures garantissent la protection de la biodiversité remarquable qui caractérise le territoire, face aux pressions urbaines.

2.4. Sur les choix énergétiques

L'augmentation de la population et le développement d'activités économiques et commerciales va inévitablement provoquer un accroissement de la demande énergétique, majoritairement satisfaite au moyen d'énergies fossiles, et une hausse des émissions de gaz à effet de serre que ces consommations génèrent. Cette hausse des besoins proviendra :

- des consommations dans le bâtiment (chauffage, production d'eau chaude sanitaire...) puisque les nouvelles constructions, bien que soumises à la Réglementation Thermique en vigueur et donc à des contraintes exigeantes en termes de consommations d'énergie, induiront une augmentation des consommations d'énergie par rapport à la situation actuelle
- des consommations de carburant pour les trajets automobiles quotidiens, les alternatives au véhicule individuel offertes aux habitants étant actuellement très limitées sur le territoire, voire inexistantes dans les zones les plus rurales.

Le SCoT prend toutefois des mesures qui auront pour effet d'atténuer cette hausse des consommations et émissions qui en résultent :

- En favorisant la réhabilitation du bâti ancien de manière à, notamment, réduire les consommations d'énergie dans ce secteur
- En favorisant les alternatives aux transports automobiles quotidiens, ce qui aura pour effet de limiter la hausse des émissions de gaz à effet de serre issus du trafic routier (développement de la desserte en transports en commun au sein du pôle urbain et à proximité des zones d'emplois, accompagnement du covoiturage, création de voies de liaisons douces pour les vélos et piétons, ...)

- En mettant en place une organisation urbaine en faveur d'une plus grande offre de proximité, c'est-à-dire qui rapproche les zones habitées des lieux d'emplois, des commerces et des services, pour une réduction des besoins en déplacement
- En facilitant le développement des filières de production d'énergies renouvelables qui présentent un intérêt en raison du gisement local (bois énergie à partir des déchets d'entretien des haies ou à partir des forêts locales, méthanisation des déchets agricoles pour la production de gaz, production d'électricité à partir de l'énergie solaire ou éolienne sous réserve de limiter l'impact sur les paysages...).

2.5. Sur les risques et nuisances

Le territoire du SCoT est naturellement exposé à des phénomènes d'inondations par débordement des cours d'eau, accentués localement par le ruissellement des eaux de pluie dans les zones de forte pente. Avec l'accroissement de population prévu pour les prochaines années, et ses conséquences telles que le développement de zones urbanisées, le territoire du SCoT devra faire face à une imperméabilisation supplémentaire, qui aura pour conséquence l'augmentation des volumes d'eaux de ruissellement, pouvant aggraver de fait les risques d'inondation. Cependant, cette imperméabilisation sera concentrée sur la périphérie des communes, le SCoT interdisant le mitage des espaces naturels et agricoles et limitant les extensions de hameaux. Elle sera en outre considérablement limitée par la réduction de la consommation d'espace qu'impose le SCoT.

En protégeant de toute urbanisation nouvelle les zones naturelles sur lesquelles débordent les cours d'eau en période de crue, mais aussi les berges des cours d'eau en dehors des enveloppes urbaines, le SCoT permet en outre de limiter très fortement la population supplémentaire exposée aux inondations.

L'installation de nouvelles activités, et parmi elles d'industries, nécessaires au développement économique du territoire, implique une augmentation potentielle du risque d'incidents technologiques liés à leur fonctionnement (utilisation ou production de produits dangereux). Toutefois, en imposant l'implantation d'activités pouvant générer des risques et nuisances pour la population à l'écart des zones habitées, le SCoT limite considérablement ce risque.

Enfin, l'arrivée de nouveaux habitants sur le territoire augmentera les déplacements, qui se feront principalement de manière motorisée (automobile individuelle) compte tenu du caractère très rural du territoire. Il en résultera une inévitable hausse des nuisances sonores produites par ces transports. Cet impact reste toutefois très peu significatif compte tenu du faible niveau d'exposition actuel de la population aux nuisances sonores et du développement modéré programmé par le SCoT.



www.melloisenpoitou.fr

Vu pour être annexé à la délibération du Conseil
communautaire en date du 2 mars 2020

Le Président,
Fabrice Michelet



Mellois _____ *en* POITOU COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

SCHÉMA DE COHÉRENCE TERRITORIALE DU MELLOIS EN POITOU

Livre 1.6. : Rapport de présentation **Articulation du SCoT avec les** **documents cadres**

Préfecture des Deux-Sèvres

13 MARS 2020

Dossier approuvé par le conseil
communautaire le 2 mars 2020

SCoT du Mellois en Poitou

Date de prescription du SCoT : 26 janvier 2012

Date d'arrêt du SCoT : 8 juillet 2019

Date d'approbation du SCoT : 2 mars 2020

Ce document a été réalisé par la Communauté de communes Mellois en Poitou, assistée par :



et grâce au concours financier de :



SOMMAIRE

1. TABLEAU DE SYNTHÈSE DES DOCUMENTS DE RÉFÉRENCE À CONSULTER AINSI QUE LE NIVEAU D'ARTICULATION AVEC LE SCOT	4
1.1. ARTICULATION (COMPATIBILITÉ) DU SCOT AVEC LES DOCUMENTS MENTIONNÉS À L'ARTICLE L.131-1 DU CODE DE L'URBANISME	4
1.2. ARTICULATION (PRISE EN COMPTE) DU SCOT VIS-À-VIS DES DOCUMENTS MENTIONNÉS À L'ARTICLE L.131-2 DU CODE DE L'URBANISME	6
2. PRÉCISIONS SUR LES PLANS ET PROGRAMMES MAJEURS EN LIEN AVEC L'ENVIRONNEMENT	7
2.1. LES SDAGE	7
2.2. LES SAGE	12
2.3. LES PLANS DE GESTION DES RISQUES D'INONDATION (PGRI)	18
2.4. LE SCHEMA REGIONAL DE COHERENCE ECOLOGIQUE (SRCE) POITOU-CHARENTES	19
2.5. LE SCHEMA REGIONAL VELOURUTES ET VOIES VERTES DE POITOU CHARENTES	22

La liste des documents de référence à consulter ainsi que le niveau d'articulation (rapport de prise en compte ou de compatibilité) sont résumés dans les tableaux suivants.

1. TABLEAU DE SYNTHÈSE DES DOCUMENTS DE RÉFÉRENCE À CONSULTER AINSI QUE LE NIVEAU D'ARTICULATION AVEC LE SCOT

1.1. Articulation (compatibilité) du SCoT avec les documents mentionnés à l'article L.131-1 du Code de l'Urbanisme

Niveau d'articulation	Document	Articulation du SCoT Mellois en Poitou avec :
Compatibilité	1° Les dispositions particulières au littoral et aux zones de montagne prévues aux chapitres I et II du titre II ou les modalités d'application de ces dispositions particulières lorsqu'elles ont été précisées pour le territoire concerné par une directive territoriale d'aménagement prévue par l'article L.172-1	Non concerné
Compatibilité	2° Les règles générales du fascicule du Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires prévu à l'article L.4251-3 du code général des collectivités territoriales pour celles de leurs dispositions auxquelles ces règles sont opposables	Le Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) de Nouvelle-Aquitaine a été adopté le 16 décembre 2019 par le Conseil Régional. Comment l'appliquer : https://concertations.nouvelle-aquitaine.fr/processes/SRADDET/f/182/
Compatibilité	3° Le schéma directeur de la région d'Ile-de-France prévu à l'article L.123-1	Non concerné
Compatibilité	4° Les schémas d'aménagement régional de la Guadeloupe, la Guyane, la Martinique, Mayotte et La Réunion prévus à l'article L.4433-7 du code général des collectivités territoriales	Non concerné
Compatibilité	5° Le plan d'aménagement et de développement durable de Corse prévu à l'article L. 4424-9 du code général des collectivités territoriales	Non concerné

Niveau d'articulation	Document	Articulation du SCoT Mellois en Poitou avec :
Compatibilité	6° Les chartes des parcs naturels régionaux prévues à l'article L.333-1 du code de l'environnement 7° Les chartes des parcs nationaux prévues à l'article L.331-3 du code de l'environnement	Non concerné
Compatibilité	8° Les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et les objectifs de qualité et de quantité des eaux définis par les Schémas Directeurs d'Aménagement et de Gestion des Eaux prévus à l'article L.212-1 du code de l'environnement	SDAGE Adour Garonne 2016-2021 et SDAGE Loire Bretagne 2016-2021
Compatibilité	9° Les objectifs de protection définis par les Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux prévus à l'article L.212-3 du code de l'environnement	SAGE Boutonne approuvé le 05/09/2016 SAGE Sèvre Niortaise et Marais Poitevin approuvé le 29/04/2011 SAGE Charente a été approuvé par arrêté interpréfectoral le 19 novembre 2019 SAGE Clain en cours d'élaboration
Compatibilité	10° Les objectifs de gestion des risques d'inondation définis par les plans de gestion des risques d'inondation pris en application de l'article L.566-7 du code de l'environnement, ainsi qu'avec les orientations fondamentales et les dispositions de ces plans définies en application des 1° et 3° du même article L.566-7	PGRI Adour-Garonne *
Compatibilité	11° Les directives de protection et de mise en valeur des paysages prévues à l'article L.350-1 du code de l'environnement	Non concerné
Compatibilité	12° Les dispositions particulières aux zones de bruit des aéroports prévues à l'article L.112-4.	Non concerné

1.2. Articulation (prise en compte) du SCoT vis-à-vis des documents mentionnés à l'article L.131-2 du Code de l'Urbanisme

Niveau d'articulation	Document	Articulation du SCoT Mellois en Poitou avec :
Prise en compte	1° Les objectifs du Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires prévu à l'article L.4251-3 du code général des collectivités territoriales	Le Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) de Nouvelle-Aquitaine a été adopté le 16 décembre 2019 par le Conseil Régional. Comment l'appliquer : https://concertations.nouvelle-aquitaine.fr/processes/SRADDET/f/182/
Prise en compte	2° Les Schémas Régionaux de Cohérence Ecologique prévus à l'article L.371-3 du code de l'environnement	SRCE Poitou-Charentes, adopté le 3 novembre 2015
Prise en compte	3° Les Schémas Régionaux de Développement de l'Aquaculture Marine prévus à l'article L.923-1-1 du code rural et de la pêche maritime	Non concerné
Prise en compte	4° Les programmes d'équipement de l'Etat, des collectivités territoriales et des établissements et services publics Notamment :	
	- Programme de développement et de modernisation des itinéraires routiers	Non concerné
	- Schéma Régional Véloroutes et Voies Vertes	SRVRVV Poitou-Charentes approuvé en 2002
Prise en compte	5° Les Schémas Régionaux des Carrières prévus à l'article L.515-3 du code de l'environnement.	SRC Nouvelle-Aquitaine, en cours d'élaboration
Prise en compte	6° Les schémas départementaux d'accès à la ressource forestière.	

2. PRECISIONS SUR LES PLANS ET PROGRAMMES MAJEURS EN LIEN AVEC L'ENVIRONNEMENT

2.1. Les SDAGE

La compatibilité avec le SDAGE Adour-Garonne 2016-2021

Le SDAGE Adour-Garonne 2016-2021 définit 4 orientations fondamentales :

- **Orientation A** : Créer les conditions de gouvernance favorables à l'atteinte des objectifs du SDAGE
- **Orientation B** : Réduire les pollutions, notamment en agissant sur les pollutions agricoles
- **Orientation C** : Améliorer la gestion quantitative de l'eau, par le biais d'une gestion durable de la ressource en intégrant le changement climatique
- **Orientation D** : Préserver et restaurer les fonctionnalités de milieux aquatiques.

Au sein de la première orientation, le SDAGE cible pour objectif de concilier les politiques de l'eau et de l'aménagement du territoire. Pour cela, le SDAGE préconise notamment de consulter le plus en amont possible les Commissions Locales de l'Eau lors de l'élaboration de documents d'urbanisme, l'intégration des enjeux de l'eau dans les projets d'urbanisme en passant par la conception de formes urbaines adaptées (densité, étalement urbain, imperméabilisation...), par la préservation des zones humides...

Le SDAGE Adour-Garonne fixe également pour le territoire des objectifs en matière d'amélioration de l'état des masses d'eau (l'Etat Initial du Rapport de Présentation expose la situation actuelle des masses d'eau superficielles et souterraines du Pays Ruffécois et renseigne sur les objectifs du SDAGE).

Au sein de son DOO, le SCoT du Mellois en Poitou définit de nombreuses prescriptions en faveur de la ressource en eau, regroupées principalement au sein des chapitres 2.2. « Préserver la trame bleue » et 3.1. « Préserver et sécuriser la ressource en eau ».

Orientations SDAGE Adour-Garonne	Prise en compte dans le SCoT
Orientation A : Créer les conditions de gouvernance favorables	<i>Ce premier point ne concerne pas directement le SCoT.</i>
Orientation B : Réduire les pollutions	<p>Le SCoT du Mellois contribue à limiter les apports de composés azotés et phosphorés liés aux effluents d'origine domestique grâce à la mise en place d'une politique volontariste de gestion des rejets d'eaux usées. Cela passe notamment par :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le conditionnement du développement à des systèmes d'assainissement performants - La priorisation du développement au sein des secteurs desservis par les réseaux collectifs - Le développement de la collecte et de la gestion des eaux pluviales (infiltration, préservation des réseaux de haie pour limiter le ruissellement, etc.)
Orientation C : Améliorer la gestion quantitative	<p>Le SCoT entend contribuer à une rationalisation des usages de l'eau, notamment en priorisant les projets nécessitant la plus faible extension de réseaux d'eau potable, afin de limiter les risques de pertes en ligne et donc de gaspillage. Les prescriptions sont très limitées en matière de gestion quantitative du fait de la portée réglementaire du SCoT. Toutefois de nombreuses actions locales sont menées par les syndicats d'alimentation en eau potable.</p>
Orientation D : Préserver et restaurer les milieux aquatiques	<p>Pour préserver et restaurer les milieux aquatiques, le SCoT prévoit de limiter l'imperméabilisation des sols en lien avec les milieux récepteurs des eaux pluviales et des effluents.</p> <p>Le SCoT identifie dans la Trame Verte et Bleue les réservoirs de biodiversité pour les milieux humides et aquatiques à son échelle (zones humides, cours d'eau et leurs continuités). Il accompagne leur déclinaison à l'échelle des documents d'urbanisme locaux et garantit leur préservation grâce aux prescriptions énoncées dans le DOO.</p> <p>Le SCoT, par ses prescriptions, contribue à faire respecter les différents espaces de fonctionnalité des milieux aquatiques en lien avec la prise en compte des risques d'inondations (préservation des zones d'expansion des crues).</p>

Dans ce sens, le SCOT du Mellois en Poitou est compatible avec le SDAGE Adour-Garonne 2016-2021.

Le SDAGE Loire-Bretagne 2016-2021

Le SDAGE définit 14 orientations fondamentales pour une gestion équilibrée de la ressource à l'échelle du district hydrologique, en réponse aux questions importantes définies pour le bassin. Les orientations fondamentales sont déclinées en dispositions nécessaires à l'atteinte des objectifs.

Orientations du SDAGE Loire-Bretagne	Prise en compte dans le SCoT
1. Repenser les aménagements de cours d'eau	Les abords des cours d'eau sont protégés par plusieurs prescriptions figurant dans le chapitre 2.2. « Préserver la trame bleue » du premier objectif du DOO
3. Réduire la pollution organique et bactériologique	Le SCoT du Mellois contribue à limiter les apports de composés azotés et phosphorés liés aux effluents d'origine domestique grâce à la mise en place d'une politique volontariste de gestion des rejets d'eaux usées. Cela passe notamment par : <ul style="list-style-type: none"> - Le conditionnement du développement à des systèmes d'assainissement performants - La priorisation du développement au sein des secteurs desservis par les réseaux collectifs - Le développement de la collecte et de la gestion des eaux pluviales (infiltration, préservation des réseaux de haie pour limiter le ruissellement, etc.)
2. Réduire la pollution par les nitrates 4. Maîtriser la pollution par les pesticides 5 Maîtriser les pollutions dues aux substances dangereuses	Le DOO ne peut agir sur les pollutions autres que d'origine domestique et urbaine que de manière indirecte. Ainsi, le DOO du Mellois protège les structures éco-paysagères telles que les ripisylves et haies perpendiculaires aux cours d'eau : il permet ainsi de limiter le transfert de polluants d'origine agricole dans les masses d'eau superficielles (Objectif 1, Chapitre 3 « Un territoire qui se soucie de ses ressources naturelles et les valorise »)
6. Protéger la santé en protégeant la ressource en eau	Toutes les dispositions en faveur de la protection de la ressource en eau contribuent, indirectement, à protéger la santé humaine. Elles relèvent à la fois de : <ul style="list-style-type: none"> - La maîtrise des pollutions domestiques et urbaines (Obj 1 ; Chap 3.1) - La protection de la ressource et des écosystèmes aquatiques par le maintien des trames vertes et bleues (Obj 1 ; Chap 2)

Orientations du SDAGE Loire-Bretagne	Prise en compte dans le SCoT
7. Maîtriser les prélèvements d'eau	<p>Le SCoT entend contribuer à une rationalisation des usages de l'eau, notamment en priorisant les projets nécessitant la plus faible extension de réseaux d'eau potable, afin de limiter les risques de pertes en ligne et donc de gaspillage. Les prescriptions sont très limitées en matière de gestion quantitative du fait de la portée réglementaire du SCoT. Toutefois de nombreuses actions locales sont menées par les syndicats d'alimentation en eau potable.</p>
8. Préserver les zones humides 9. Préserver la biodiversité aquatique	<p>De nombreuses mesures définies dans l'Objectif 1 -Chapitre 2.2 relatif à la Trame Verte et Bleue sont favorables à la protection de la biodiversité aquatique :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La protection des zones humides : elles doivent faire l'objet d'un inventaire lors de l'élaboration ou la révision d'un document d'urbanisme et sont protégées strictement - La protection des cours d'eau : préservation des continuités écologiques aquatiques et humides ; zone inondable et lits majeurs à classer en zone N dans les documents d'urbanismes locaux ; zone tampon de 20 mètres de part et d'autre des berges des cours d'eau dotée d'une constructibilité très limitée ; mise en protection d'une ripisylve diversifiée ; identification des cheminements doux à créer ou renforcer pour une valorisation touristique sensible - La protection des structures végétales d'intérêt aux abords de l'élément aquatique.
11. Préserver les têtes de bassin versant	<p>Il s'agit d'un objectif qui apparaît clairement dans le PADD. Toutefois le DOO ne cible pas spécifiquement, dans ses prescriptions, les masses d'eau situées en tête de bassin versant. Toutes les dispositions évoquées ci-avant en faveur de la protection des milieux aquatiques s'appliquent néanmoins à ces secteurs stratégiques.</p>

Orientations du SDAGE Loire-Bretagne	Prise en compte dans le SCoT
10. Préserver le littoral 12. Faciliter la gouvernance locale 13. Mettre en place des outils réglementaires et financiers 14. Informer, sensibiliser, favoriser les échanges	<i>Ces orientations ne concernent pas directement le SCoT.</i>

Dans ce sens, le SCOT du Mellois en Poitou est compatible avec le SDAGE Loire-Bretagne 2016-2021.

2.2. Les SAGE

Le SAGE Boutonne

Le SAGE Boutonne, approuvé le 05/09/2016, est situé sur le territoire du SDAGE Adour-Garonne.

Le PAGD du SAGE de la Boutonne est organisé en 5 grands enjeux, au sein desquels sont définis des objectifs généraux pour lesquels le PAGD identifie les moyens prioritaires de les atteindre dans des dispositions organisées en grandes orientations. On dénombre au total 26 orientations et 79 dispositions. Par souci de clarté et de synthèse des propos, seules les orientations sont présentées dans le tableau ci-après.

Enjeu-Orientation	
1	Gouvernance et organisation de la mise en œuvre du SAGE
1	Organiser la mise en œuvre du SAGE
2	Animer, coordonner les acteurs et les projets
3	Suivre et évaluer la mise en œuvre du SAGE
4	Communiquer et sensibiliser
2	Gestion des cours d'eau et des milieux aquatiques
5	Restaurer la morphologie des cours d'eau
6	Mener une politique de lutte contre les espèces exotiques envahissantes
7	Gérer et aménager les ouvrages pour améliorer le fonctionnement des cours d'eau
8	Assurer la préservation, la gestion et la restauration des zones humides
9	Identifier, caractériser les têtes de bassins versants
10	Connaître et préserver les éléments bocagers stratégiques pour la gestion des cours d'eau
11	Assurer la compatibilité entre l'activité de polyculture et les objectifs de gestion
3	Gestion quantitative
12	Améliorer la connaissance du fonctionnement de l'hydrosystème
13	Identifier et préserver les zones de recharge des nappes
14	Connaître et limiter l'impact des usages sur la quantité de la ressource
15	Gérer et répartir la ressource disponible et maîtriser les besoins futurs
16	Développer une politique d'économies d'eau pour l'usage agricole
17	Développer une politique d'économies d'eau pour l'usage non agricole
4	Qualité des eaux superficielles et souterraines
18	Améliorer la connaissance
19	Réduire les pollutions diffuses
20	Limiter les transferts vers les eaux souterraines et de surface
21	Limiter l'impact des rejets ponctuels
22	Limiter l'usage non agricole des produits phytosanitaires
5	Inondations
23	Améliorer la connaissance et la conscience du risque inondation
24	Préserver les fonctionnalités des zones d'expansion des crues
25	Améliorer la gestion des eaux pluviales
26	Limiter les phénomènes de ruissellement

Enjeux du SAGE Boutonne	Prise en compte dans le SCoT
1. Gouvernance et organisation de la mise en œuvre du SAGE	Ces orientations ne concernent pas le SCoT.

Enjeux du SAGE Boutonne	Prise en compte dans le SCoT
2. Gestion des cours d'eau et des milieux aquatiques	<p>De nombreuses mesures définies dans l'Objectif 1 -Chapitre 2 relatif à la Trame Verte et Bleue sont favorables à la protection des milieux aquatiques et humides, et de la biodiversité qu'ils accueillent. Peuvent être cités notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La protection des zones humides : elles doivent faire l'objet d'un inventaire lors de l'élaboration ou la révision d'un document d'urbanisme et sont protégées strictement - La protection des cours d'eau : préservation des continuités écologiques aquatiques et humides ; zone inondable et lits majeurs à classer en zone N dans les documents d'urbanismes locaux ; zone tampon de 20 mètres de part et d'autre des berges des cours d'eau dotée d'une constructibilité très limitée ; mise en protection d'une ripisylve diversifiée - La protection des structures végétales d'intérêt aux abords de l'élément aquatique - L'identification des cheminements doux à créer ou renforcer pour une valorisation touristique sensible
3. Gestion quantitative	<p>Le SCoT entend contribuer à une rationalisation des usages de l'eau, notamment en priorisant les projets nécessitant la plus faible extension de réseaux d'eau potable, afin de limiter les risques de pertes en ligne et donc de gaspillage. Les prescriptions sont très limitées en matière de gestion quantitative du fait de la portée réglementaire du SCoT. Toutefois de nombreuses actions locales sont menées par les syndicats d'alimentation en eau potable.</p>
4. Qualité des eaux superficielles et souterraines	<p>Le SCoT du Mellois contribue à limiter les apports de composés azotés et phosphorés liés aux effluents d'origine domestique grâce à la mise en place d'une politique volontariste de gestion des rejets d'eaux usées. Cela passe notamment par :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le conditionnement du développement à des systèmes d'assainissement performants - La priorisation du développement au sein des secteurs desservis par les réseaux collectifs - Le développement de la collecte et de la gestion des eaux pluviales (infiltration, préservation des réseaux de haie pour limiter le ruissellement, etc.) <p>Le DOO ne peut agir sur les pollutions autres que d'origine domestique et urbaine que de manière indirecte. Ainsi, le DOO du Mellois protège les structures éco-paysagères telles que les ripisylves et haies perpendiculaires aux cours d'eau : il permet ainsi de limiter le transfert de polluants d'origine agricole dans les masses d'eau superficielles (Objectif 1, Chapitre 2. Un territoire qui mise sur ses richesses écologiques)</p>

Enjeux du SAGE Boutonne	Prise en compte dans le SCoT
5. Inondations	<p>Le SCoT contribue, par sa politique de gestion de l'urbanisation, à limiter le nombre d'habitants qui sont exposés aux inondations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Interdiction du développement de nouvelles constructions dans les zones dont on connaît le caractère inondable même si elles ne sont pas couvertes par une servitude (PPRi) - Sur les communes situées en zone inondable, en l'absence d'un PPRi approuvé, les documents d'urbanisme doivent prendre en compte l'ensemble des informations disponibles sur l'aléa inondation <p>Constatant que le risque d'inondations est amplifié par des ruissellements dont la gestion pourrait être améliorée, des mesures ont été définies dans le DOO de manière à limiter l'aléa inondation en lui-même :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Respect de la dynamique naturelle des cours d'eau en protégeant leurs abords de toute artificialisation, - Protection des espaces de débordement et zones humides (localement majoritairement présentes aux abords du réseau hydrographique) - Mise en œuvre une politique globale de gestion du ruissellement pluvial : gestion des eaux pluviales à la parcelle ou à l'échelle de l'opération, en privilégiant l'infiltration naturelle, recommandation en faveur de l'utilisation de revêtements poreux/filtrants pour limiter l'imperméabilisation et donc le ruissellement

Le SAGE Sèvre-Niortaise et Marais Poitevin

Le SAGE de la Sèvre Niortaise, approuvé le 29/04/2011, couvre le nord du Mellois en Poitou et qui est inclus dans le périmètre du SDAGE Loire-Bretagne.

Dans son PAGD, la commission locale de l'eau chargée d'établir le SAGE a déterminé douze objectifs généraux, assortis le cas échéant de dispositions, selon trois thématiques :

- **Pour la gestion qualitative des eaux superficielles et souterraines :**

- [1] définir des seuils de qualité à atteindre pour 2015 ;
- [2] améliorer la qualité de l'eau en faisant évoluer les pratiques agricoles et non agricoles ;
- [3] améliorer l'efficacité des systèmes d'assainissement ;
- [4] préserver et mettre en valeur les milieux naturels aquatiques ;

- **Pour la gestion quantitative des ressources en période d'étiage :**

- [5] définir des seuils objectifs et de crise sur tous les cours d'eau, le Marais poitevin et les nappes souterraines ;
- [6] améliorer la connaissance quantitative des ressources ;

[7] développer des pratiques et des techniques permettant de réaliser des économies d'eau ;

[8] diversifier les ressources ;

[9] améliorer la gestion des étiages ;

• **Pour la gestion des crues et des inondations :**

[10] renforcer la prévention contre les inondations ;

[11] assurer la prévision des crues et des inondations ;

[12] améliorer la protection contre les crues et les inondations.

Enjeux du SAGE Sèvre Niortaise et Marais Poitevin	Prise en compte dans le SCoT
1. Gestion qualitative des eaux superficielles et souterraines	<p>Le SCoT du Mellois contribue à limiter les apports de composés azotés et phosphorés liés aux effluents d'origine domestique grâce à la mise en place d'une politique volontariste de gestion des rejets d'eaux usées. Cela passe notamment par :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le conditionnement du développement à des systèmes d'assainissement performants - La priorisation du développement au sein des secteurs desservis par les réseaux collectifs - Le développement de la collecte et de la gestion des eaux pluviales (infiltration, préservation des réseaux de haie pour limiter le ruissellement, etc.) <p>Le DOO ne peut agir sur les pollutions autres que d'origine domestique et urbaine que de manière indirecte. Ainsi, le DOO du Mellois protège les structures éco-paysagères telles que les ripisylves et haies perpendiculaires aux cours d'eau : il permet ainsi de limiter le transfert de polluants d'origine agricole dans les masses d'eau superficielles (Objectif 1, Chapitre 2. Un territoire qui mise sur ses richesses écologiques)</p>
2. Gestion quantitative des ressources en période d'étiage	<p>Le SCoT entend contribuer à une rationalisation des usages de l'eau, notamment en priorisant les projets nécessitant la plus faible extension de réseaux d'eau potable, afin de limiter les risques de pertes en ligne et donc de gaspillage. Les prescriptions sont très limitées en matière de gestion quantitative du fait de la portée réglementaire du SCoT. Toutefois de nombreuses actions locales sont menées par les syndicats d'alimentation en eau potable.</p>

Enjeux du SAGE Sèvre Niortaise et Marais Poitevin	Prise en compte dans le SCoT
3. Gestion des crues et des inondations	<p>Le SCoT contribue, par sa politique de gestion de l'urbanisation, à limiter le nombre d'habitants qui sont exposés aux inondations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Interdiction du développement de nouvelles constructions dans les zones dont on connaît le caractère inondable même si elles ne sont pas couvertes par une servitude (PPRi) - Sur les communes situées en zone inondable, en l'absence d'un PPRi approuvé, les documents d'urbanisme doivent prendre en compte l'ensemble des informations disponibles sur l'aléa inondation <p>Constatant que le risque d'inondations est amplifié par des ruissellements dont la gestion pourrait être améliorée, des mesures ont été définies dans le DOO de manière à limiter l'aléa inondation en lui-même :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Respect de la dynamique naturelle des cours d'eau en protégeant leurs abords de toute artificialisation, - Protection des espaces de débordement et zones humides (localement majoritairement présentes aux abords du réseau hydrographique) - Mise en oeuvre une politique globale de gestion du ruissellement pluvial : gestion des eaux pluviales à la parcelle ou à l'échelle de l'opération, en privilégiant l'infiltration naturelle, recommandation en faveur de l'utilisation de revêtements poreux/filtrants pour limiter l'imperméabilisation et donc le ruissellement

2.3. Les Plans de Gestion des Risques d'Inondation (PGRI)

Le PGRI Adour-Garonne 2016-2021

Le PGRI Adour Garonne fixe pour la période 2016-2021 6 objectifs stratégiques et 49 dispositions associées, permettant de réduire les conséquences dommageables des inondations pour la santé humaine, l'environnement, le patrimoine culturel et l'activité économique sur le bassin et ses 18 Territoires identifiés à Risques Importants (TRI).

Le territoire du SCoT du Mellois n'est pas identifié comme TRI.

Le PGRI Loire-Bretagne 2016-2021

Le PGRI Loire-Bretagne est constitué de 6 objectifs stratégiques déclinés en 46 dispositions qui fondent la politique de gestion du risque d'inondation sur le bassin pour les débordements de cours d'eau et les submersions marines. Elles permettent de réduire les conséquences dommageables des inondations pour la santé humaine, l'environnement, le patrimoine culturel et l'activité économique sur le bassin et ses 22 Territoires identifiés à Risques Importants (TRI).

Le territoire du SCoT du Mellois n'est pas identifié comme TRI.

La compatibilité du SCoT avec les PGRI

Le Mellois en Poitou est impacté par le risque inondation avec des zones à enjeux sur les secteurs de la Boutonne et de la Sèvre niortaise. Le territoire est couvert par un atlas des zones inondables et un seul PPRI approuvé sur 2 communes en limite nord du territoire, bien que le SAGE du bassin de la Boutonne identifie le secteur amont de la Boutonne en aléa fort.

Bien qu'approuvé tardivement au regard du calendrier d'élaboration, des cartographies des zones inondables pour la crue centennale et des cartographies des enjeux étaient préalablement disponibles sur le site des services de l'Etat (dès la phase de diagnostic) et ont donc pu être prises en compte.

Le SCoT a tenu compte du PPRI et des AZI qui sont une source de connaissance à prendre en compte dans l'aménagement du territoire.

Si les risques naturels ne peuvent pas être supprimés, le SCoT contribue ainsi, par sa politique de gestion de l'urbanisation, à limiter le nombre d'habitants qui y sont exposés et en particulier la hausse du nombre d'habitants. Ainsi, en interdisant le développement de nouvelles constructions dans les zones dont on connaît le caractère inondable même si elles ne sont pas couvertes par une servitude (PPRi), en particulier grâce aux atlas des zones inondables, le SCoT réduit les biens et personnes exposés et donc le risque lié à ce phénomène.

Constatant que le risque le plus impactant sur le territoire est celui lié aux phénomènes d'inondations, amplifiées par des ruissellements dont la gestion pourrait être améliorée, le choix a été fait dans le DOO de respecter la dynamique naturelle des cours d'eau en protégeant leurs abords de toute artificialisation, ainsi que les espaces de débordement et zones humides (localement majoritairement présentes aux abords du réseau hydrographique), mais également de mettre en œuvre une politique globale de gestion du ruissellement pluvial, qui contribue au phénomène d'inondation. Cela a pour effet de garantir le libre écoulement des eaux sur des zones non ou peu habitées, augmentant ainsi les chances d'épargner les nombreuses zones urbanisées qui se sont, par le passé, établies au bord des cours d'eau (les volumes d'eaux pouvant s'étendre sur ces aires ne sont plus susceptibles d'inonder des zones urbanisées situées en aval).

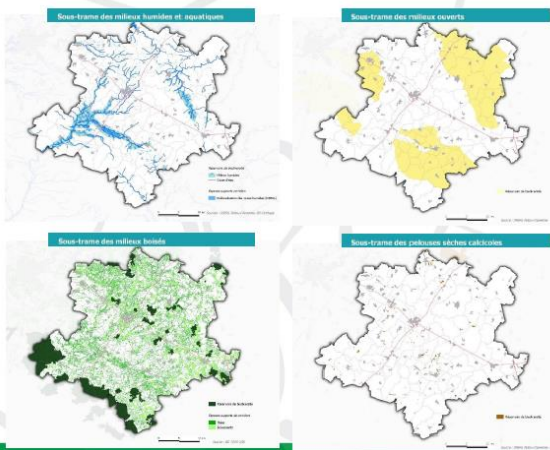
Sur les communes situées en zone inondable, en l'absence d'un Plan de Prévention des Risques d'Inondations (PPRI) approuvé, les documents d'urbanisme doivent prendre en compte l'ensemble des informations disponibles sur l'aléa inondation (arrêtés de catastrophe naturelle, SDAGE, SAGE, études locales...).

Le SCoT du Mellois en Poitou est compatible avec les PGRI Loire-Bretagne et Adour-Garonne et avec les documents-cadres règlementaires et informatifs en matière de risques inondations.

2.4. Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) Poitou-Charentes

L'article L131-2 du code de l'urbanisme précise que les SCoT doivent prendre en compte les Schémas Régionaux de Cohérence Ecologique (SRCE). Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE) de Poitou-Charentes a été adopté par arrêté préfectoral de Madame la Préfète de Région le **3 novembre 2015**.

Objectif/orientation du document en matière d'environnement	Prise en compte dans le SCoT
<p>Le Plan d'action stratégique du SRCE Poitou-Charentes est structuré autour de 7 orientations répondant aux enjeux identifiés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Orientation transversale pour l'amélioration des connaissances - Orientations transversales pour la 	<p>L'Etat Initial de l'Environnement a pris en compte le SRCE dès le début de la démarche d'identification de la Trame Verte et Bleue.</p> <p>Ainsi, l'analyse locale a veillé à porter une attention particulière dans la reprise et/ou la précision des enjeux et de la localisation des réservoirs et corridors régionaux selon les mêmes sous-trames.</p>

<p>prise en compte effective des continuités écologiques</p> <ul style="list-style-type: none"> - Assurer la fonctionnalité des continuités écologiques dans l'espace rural - Gérer durablement le trait de côte, les milieux littoraux et les zones humides - Assurer la fonctionnalité des continuités aquatiques et des vallées - Limiter l'artificialisation et la fragmentation du territoire - Intégrer la nature dans les tissus urbains et périphériques. <p>Par ailleurs, le SRCE réalise une cartographie de la Trame verte et bleue à l'échelle régionale. Sur le territoire du Mellois en Poitou, il identifie :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Des réservoirs de biodiversité de milieux boisés : massif de Chizé, boisements de superficie conséquente au Sud-Est, ... - Des réservoirs liés au bocage le long des principales vallées : Boutonne, Lambon, Belle, ... - Des réservoirs de plaines ouvertes : plaines de Niort et de Lezay, - Des continuités écologiques le long des vallées et sur le plateau 	<p>1. IDENTIFICATION DES RÉSERVOIRS DE BIODIVERSITÉ PAR SOUS-TRAME</p>  <p>Intégration des espaces connus : Natura 2000, ZNIEFF, étude localisation pelouses calcicoles</p> <p><i>Cas particulier de la sous-trame bocagère : prise en compte des haies comme support de corridors de la trame boisée</i></p> <p>Au-delà de la reprise des périmètres environnementaux connus (Natura 2000, ZNIEFF) et des grands ensembles naturels (vallées, boisements ...), la démarche s'est appuyée sur les éléments de nature ordinaire (haies, prairies, zones humides, petits cours d'eau) pour déterminer des réservoirs bocagers correspondants à ceux identifiés par le SRCE et des « espaces corridors », éléments garantissant le déplacement des espèces.</p> <p>Le PADD du SCoT affiche également plusieurs ambitions dont l'une est particulièrement favorable à la préservation de l'environnement :</p> <p>Ambition n°1 : Un territoire rural attractif, comprenant notamment les objectifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Valoriser les paysages, le patrimoine, la culture et le cadre de vie : en préservant l'armature paysagère naturelle et agricole, en requalifiant le patrimoine paysager et bâti, et en valorisant les richesses patrimoniales et culturelles. - Faire des espaces naturels et agricoles des atouts de développement : en pérennisent les espaces naturels, agricoles et forestiers et en renforçant leurs vocations et en préservant la Trame Verte et Bleue du territoire. - Optimiser l'utilisation des ressources naturelles : en préservant en sécurisant la ressource en eau, en prenant en compte le changement climatique et la raréfaction des ressources énergétiques fossiles <p>Ces ambitions et objectifs sont traduits dans le Document d'Orientation et d'Objectifs (DOO) par des prescriptions et des recommandations qui concernent notamment :</p>
---	---

<p>par appui sur les multiples boisements,</p> <ul style="list-style-type: none"> - Des zones de conflit potentiel le long des principaux axes routiers : RD950 et RD737. 	<ul style="list-style-type: none"> - La préservation des réservoirs de biodiversité (protégés strictement dans les documents d'urbanisme), - des éléments boisés et formations arborées diverses (lisières forestières dédiées aux jardins et à la défense incendie), - des milieux agro-pastoraux ouverts (diagnostic agricole intégré aux documents d'urbanisme), - des corridors écologiques (à retranscrire et spatialiser dans les documents d'urbanisme, notamment les haies pouvant être classées en EBC), - préserver des continuités vertes en zone construite, protéger les zones humides (inventaire et protection), les cours d'eau, etc.
--	--

En résumé :

Le SRCE Poitou-Charentes affiche des objectifs généraux en matière de préservation de la biodiversité. La cartographie de sa Trame verte et bleue identifie notamment des réservoirs de biodiversité et des corridors écologiques à préserver et mettre en protection dans les documents d'urbanismes. Le SCoT du Mellois en Poitou intègre ces éléments dans la cartographie de sa Trame Verte et Bleue et traduit les recommandations du SRCE en inscrivant dans son PADD et dans son DOO des prescriptions quant à la **protection des espaces naturels : réservoirs de biodiversité protégés strictement dans les documents d'urbanisme, zones humides inventoriées et protégées, corridors écologiques identifiés et protégés via divers outils juridiques (EBC, article L.151-23 du Code de l'urbanisme), etc.** Ces mesures permettent de répondre aux objectifs du SRCE en protégeant les espaces naturels terrestres, aquatiques et humides sur le territoire du SCoT, sièges d'une importante richesse écologique.

Le SCoT intègre ainsi parfaitement les recommandations du SRCE.

2.5. Le Schéma Régional Véloroutes et Voies Vertes de Poitou Charentes

Le schéma national véloroutes et voies vertes a été approuvé en CIADT le 15 décembre 1998 puis révisé et approuvé dans une nouvelle version lors du CIADT du 11 mai 2010. La Mission nationale des Véloroutes et Voies vertes (MN3V) en a la charge, dans le cadre de la politique nationale pour le développement de l'usage du vélo. Elle exerce un rôle d'animation et de guide des initiatives locales en ce domaine ainsi que du réseau des correspondants régionaux (en ex-Poitou-Charentes, le correspondant État était la DREAL).

Le schéma régional véloroutes voies vertes (SR3V) a été approuvé en 2002 en région Poitou-Charentes. L'élaboration du volet régional repose sur une démarche conjointe État (DREAL) - Région, organisée dans le cadre d'un comité régional de développement des véloroutes et voies vertes.

Ce schéma devrait être révisé afin d'être élaboré à l'échelle de la région nouvellement créée : Nouvelle Aquitaine.

La compatibilité du SCoT avec le Schéma en Vigueur

Le Mellois en Poitou n'est traversé par aucun itinéraire du Schéma Régional Véloroutes et Voies Vertes de Poitou Charentes.



www.melloisenpoitou.fr

Vu pour être annexé à la délibération du Conseil
communautaire en date du 2 mars 2020

Le Président,
Fabrice Michelet



Mellois _____ *en* POITOU COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

SCHÉMA DE COHÉRENCE TERRITORIALE DU MELLOIS EN POITOU

Livre 1.7. : Rapport de présentation

Indicateurs de suivi des effets du SCoT sur l'environnement

Préfecture des Deux-Sèvres

13 MARS 2020

Dossier approuvé par le conseil
communautaire le 2 mars 2020

SCoT du Mellois en Poitou

Date de prescription du SCoT : 26 janvier 2012

Date d'arrêt du SCoT : 8 juillet 2019

Date d'approbation du SCoT : 2 mars 2020

Ce document a été réalisé par la Communauté de communes Mellois en Poitou, assistée par :



et grâce au concours financier de :



Préambule

L'article R.141-2 du code de l'urbanisme indique que le rapport de présentation « définit, les critères, indicateurs et modalités retenus pour l'analyse des résultats de l'application du schéma prévue à l'article L.143-28. Ils doivent permettre notamment de suivre les effets du schéma sur l'environnement afin d'identifier, le cas échéant, à un stade précoce, les impacts négatifs imprévus et envisager, si nécessaire, les mesures appropriées ».

De plus, l'article L.143-28 précise que « six ans au plus après délibération portant approbation du schéma de cohérence territoriale, la dernière délibération portant révision complète de ce schéma, ou la délibération ayant décidé son maintien en vigueur en application du présent article, l'établissement public prévu à l'article L.143-16 procède à une analyse des résultats de l'application du schéma, notamment en matière d'environnement, de transports et de déplacements, de maîtrise de la consommation de l'espace et d'implantations commerciales et délibère sur son maintien en vigueur ou sur sa révision partielle ou complète. Cette analyse est communiquée au public et à l'autorité administrative compétente en matière d'environnement, mentionnée à l'article L.104-6. À défaut d'une telle délibération, le schéma de cohérence territoriale est caduc ».

L'ensemble des indicateurs de suivi du SCoT démarrent au 1^{er} janvier 2018.

Thèmes	Orientations du SCoT	Objectifs	Indicateurs	Méthode de mesure	Etat 0	Valeur cible	Périodicité	Source
Paysage	Requalifier les paysages du bâti	Amélioration et restructuration des espaces publics	Opérations de réhabilitation de bourgs	Nombre de communes qui ont engagé une réhabilitation de leur bourg	2	Supérieure à la valeur T0	Tous les 6 ans	Communauté de Communes/Communes
		Protection du patrimoine paysager	Eléments du petit patrimoine et éléments remarquables du paysage protégés au titre de la Loi Paysage (Art. L151-19 du CU)	Surface de L151-19 des PLU existants	A calculer par rapport aux PLU existants	Supérieur à la valeur T0	Tous les 3 ans	Documents d'urbanisme
Risques	Protéger la population et les biens des risques et proposer un développement pérenne	Limiter le risque inondation	Superficie des zones protégeant la population des risques (PPRi, PAPI, PPRmt, connaissance locale...)	Données SIG reprenant les zones protégeant la population des risques	A calculer	Supérieure à la valeur T0	Tous les 6 ans	DDT/Communauté de Communes

Thèmes	Orientations du SCoT	Objectifs	Indicateurs	Méthode de mesure	Etat 0	Valeur cible	Périodicité	Source
Biodiversité	Préserver l'armature paysagère naturelle et agricole	Préservation des espaces naturels et agricoles	Superficie des espaces naturels et agricoles	Corine land cover (ou équivalent OCSGE)	CLC= 332 583 ha	Objectif en attente du DOO	Tous les 6 ans	Corine Land Cover (ou équivalent OCSGE)
	Pérenniser les espaces naturels et agricoles et renforcer leurs vocations (économiques, écologiques, paysagères, récréatives, climatiques)		Superficie des espaces naturels et agricoles artificialisés pour l'habitat et l'économie	A calculer avec les zonages des PLU(i)	0	55 ha pour l'économie 140 ha pour l'habitat	Tous les 3 ans	Documents d'urbanisme
	Préserver la Trame Verte et Bleue du territoire		Superficie des réservoirs de biodiversité traduits dans les documents d'urbanisme	Couche SIG de la TVB du SCoT, comparée à ce qui a été traduit réglementairement dans les PLU(i)	Superficie des réservoirs de biodiversité de la TVB du SCoT : 154 945 ha	Superficie des réservoirs de biodiversité à plus ou moins un pourcentage	Tous les 3 ans	Documents d'urbanisme
			Surface de zones humides réellement protégées dans les documents d'urbanisme	Couche SIG des zones humides du SCoT, comparée à ce qui a été traduit réglementairement dans les PLU(i)	Superficie des zones humides de la TVB du SCoT : 6718,12ha	Superficie des zones humides égale ou supérieure à celle du SCoT	Tous les 3 ans	Documents d'urbanisme

			Superficie consommée sur les réservoirs de biodiversité	Valeur T0 : Parcelles construites de BD Topo au sein des réservoirs de biodiversité du SCoT/Valeur cible : Parcelles construites en plus (exceptée extension de construction existante) au sein des réservoirs de biodiversité du SCoT	0	0 ha en comptant la compensation	Tous les 3 ans	Communauté de Communes
			Surface d'EBC et d'espaces naturels protégés au titre de la Loi Paysage	Surface d'EBC et L151-23 des PLU existants	A calculer par rapport au PLU existant	Supérieure à la valeur T0	Tous les 3 ans	Documents d'urbanisme

Thèmes	Orientations du SCoT	Objectifs	Indicateurs	Méthode de mesure	Etat 0	Valeur cible	Périodicité	Source
Ressource en eau	Préserver et sécuriser la ressource en eau	Protection de la ressource	Qualité des masses d'eau superficielles et souterraines	critère SIEAG et SIELB	Etat initial du SCoT (voir carte de l'état global des cours d'eau)	Bon état global des eaux	Tous les 3 ans	SAGE et Agence de l'eau
		Eau potable	Capacité du territoire à subvenir aux besoins en eau potable des nouveaux habitants	Valeur T0 : Somme des autorisations de prélèvements annuels des captages (en m3) Valeur cible : calculée en fonction de la consommation d'eau potable et de la future population du SCoT : consommation d'eau potable T0 X nombre d'habitants du SCoT cible			Tous les 6 ans	Communauté de Communes/syndicats d'eau potable
			Consommation d'eau potable par habitant	Donnée syndicats		Inférieure à la valeur T0	Tous les 6 ans	Communauté de Communes/syndicats d'eau potable
			Indice linéaire de fuite	Donnée syndicats		Inférieure à la valeur T0	Tous les 6 ans	Communauté de Communes/syndicats d'eau potable

		Assainissement des effluents	Capacité du territoire à accueillir les effluents des nouveaux habitants	Valeur T0 : Somme des capacités nominales des stations d'épuration (en Equivalent-Habitants) Valeur cible : calculée de manière à proposer le même niveau de service épuratoire à la future population du SCoT : (capacité épuratoire T0 / nombre d'habitants du SCoT T0) X nombre d'habitants du SCoT cible	31 653 EH		Tous les 6 ans	Portail d'informations sur l'assainissement communal / Communauté de Communes
			Nombre de stations d'épuration non conformes en équipement et/ou en performance	Données sur le Portail d'information sur l'assainissement communal	-	Inférieure à la valeur T0	Tous les 6 ans	Portail d'informations sur l'assainissement communal / Communauté de Communes
			Pourcentage de conformité des installations d'assainissement individuel	Données SPANC	Environ 50%	Au moins égale à la valeur T0	Tous les 6 ans	SPANC
			Nombre d'installations d'assainissement individuel non conformes faisant l'objet de travaux de mise en conformité	Données SPANC		Supérieur à la valeur T0	Tous les 6 ans	SPANC

Thèmes	Orientations du SCoT	Objectifs	Indicateurs	Méthode de mesure	Etat 0	Valeur cible	Périodicité	Source
Changement climatique	Prendre en compte le phénomène de changement climatique et la raréfaction des ressources énergétiques fossiles	Limitation des consommations	Consommation globale d'énergie sur le territoire	Données PCAET	A calculer dans le PCAET	Inférieure à la valeur T0	Tous les 6 ans	PCAET
			Consommation énergétique lié au secteur des transports	Données PCAET	A calculer dans le PCAET	Inférieure à la valeur T0	Tous les 6 ans	PCAET
			Consommation énergétique lié au secteur de l'habitat	Données PCAET	A calculer dans le PCAET	Inférieure à la valeur T0	Tous les 6 ans	PCAET
			Consommation énergétique lié au secteur de l'agriculture	Données PCAET	A calculer dans le PCAET	Inférieure à la valeur T0	Tous les 6 ans	PCAET
			Nombre d'opérations de réhabilitation des bâtiments publics réalisés	Données communes	A demander aux communes	Supérieure à la valeur T0	Tous les ans	Communes
		Développement des énergies renouvelables	Nombre de chaufferies-bois installées (collective, privée > 50kWc ou industrielle) et puissance totale installée	Données AREC	40 pour 36 131 kw th	Supérieure à T0	Tous les 6 ans	AREC et Communes
			Nombre d'installations solaires (PV)	Données AREC	291 installations pour 4387 kWc	Supérieure à T0	Tous les 6 ans	AREC et Communes
			Nombre d'unités de méthanisation installées	Données AREC	13 (8 électrique, 5 thermique)	Supérieure à T0	Tous les 6 ans	AREC et Communes
		Limitier le réchauffement climatique	Emissions de GES totales du territoire (tout secteur confondu)	Données PCAET	A calculer dans le PCAET	Inférieure à la valeur T0	Tous les 6 ans	PCAET



www.melloisenpoitou.fr

Vu pour être annexé à la délibération du Conseil
communautaire en date du 2 mars 2020

Le Président,
Fabrice Michelet



Mellois _____ *en* POITOU COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

SCHÉMA DE COHÉRENCE TERRITORIALE DU MELLOIS EN POITOU

Livre 1.8 : Rapport de présentation

Justification des choix retenus dans le PADD et le DOO

Préfecture des Deux-Sèvres

13 MARS 2020

Dossier approuvé par le conseil
communautaire le 2 mars 2020

SCoT du Mellois en Poitou

Date de prescription du SCoT : 26 janvier 2012

Date d'arrêt du SCoT : 8 juillet 2019

Date d'approbation du SCoT : 2 mars 2020

Ce document a été réalisé par la Communauté de communes Mellois en Poitou, assistée par :



et grâce au concours financier de :



1. RAPPEL DES PRINCIPAUX ENJEUX DEGAGES A L'ISSUE DU DIAGNOSTIC ET LES AMBITIONS DU SCOT	4
1.1.LES ENJEUX LIES AU DEVELOPPEMENT ET A L'AMENAGEMENT EN MELLOIS-EN-POITOU.....	4
1.2.LES AMBITIONS DECLINEES DANS LE PADD ET LE DOO	7
2. PRESENTATION DES SCENARIOS ENVISAGES.....	8
2.1.SCENARIO N°1 : LE « FIL DE L'EAU ».....	8
2.2.SCENARIO N°2 : LA LOGIQUE MULTIPOLAIRE	10
2.3.L'IDENTIFICATION DES POLES STRUCTURANTS	11
2.3.1.Le nombre d'équipements dans le pôle structurant	11
2.3.2.Une classification en trois types de polarités	11
3. EXPLICATION DES CHOIX RETENUS DANS LE PADD ET LE DOO	12
3.1.AMBITION N°1 : UN TERRITOIRE RURAL ATTRACTIF	12
3.1.1.Valoriser nos paysages, le patrimoine, la culture et le cadre de vie	13
3.1.2.Faire des espaces naturels et agricoles des atouts de développement	14
3.1.3.Optimiser l'utilisation des ressources naturelles.....	15
3.1.4.Protéger la population et les biens des risques et proposer un développement pérenne	16
3.2.AMBITION N°2 : UN TERRITOIRE RURAL DYNAMIQUE	17
3.2.1.Renforcer l'accessibilité du territoire	17
3.2.2.Organiser et accompagner le développement économique	17
3.3.AMBITION N°3 : UN TERRITOIRE MULTIPOLAIRE ET COMPLEMENTAIRE	27
3.3.1.Assurer la cohérence et les complémentarités entre bassins de vie	27
3.3.2.Organiser les mobilités internes du Mellois en Poitou	29
3.3.3.Développer une offre en habitat qualitative et de nature à limiter l'étalement urbain, adaptée aux besoins des habitants	30
3.4.LES AMBITIONS EN MATIERE DE REDUCTION DE CONSOMMATION D'ESPACES NATURELS ET AGRICOLES	40
3.4.1.L'analyse de la consommation d'espaces sur la décennie précédente	40
3.4.2.Les objectifs de limitation de la consommation de l'espace fixés par le SCoT	46
4. ANNEXE	55

1. Rappel des principaux enjeux dégagés à l'issue du diagnostic et les ambitions du SCoT

Le rapport de présentation explique les choix retenus pour établir le projet d'aménagement et de développement durables et le document d'orientation et d'objectifs en s'appuyant notamment sur le diagnostic et sur l'évaluation environnementale. L'élaboration du SCoT du Mellois en Poitou s'est faite afin de permettre l'émergence de projets allant dans le sens d'un aménagement durable, équilibré et solidaire du territoire.

Sa finalité est d'améliorer l'attractivité du territoire pour les habitants et les activités humaines, présents et à venir sur le Mellois en Poitou. Les réflexions préalables ont fait émerger des enjeux auxquels la démarche de SCoT a cherché à apporter des réponses collectives et partagées :

- Révéler les principaux enjeux liés aux spécificités du territoire.
- Repérer les potentialités de développement et favoriser les démarches innovantes.
- Maintenir et développer l'activité économique et les services existants, et renforcer ce maillage pour que le territoire soit bien « irrigué ».
- Développer des liaisons de transport et des connexions entre les différentes centralités pour améliorer la mobilité des habitants.
- Vivre cette ruralité, qui tient à cœur aux habitants, tout en permettant un développement économique et en facilitant l'accès aux équipements modernes.
- Mettre en valeur les atouts du territoire : le caractère rural du Mellois en Poitou, la richesse et la qualité de son paysage, de son bâti, de son patrimoine historique et naturel.
- Faire connaître de manière partagée l'ensemble du territoire pour une meilleure appropriation.
- S'appuyer sur les caractéristiques des territoires voisins pour assurer le positionnement du Mellois en Poitou.
- Aboutir à un projet prospectif commun sur l'ensemble du territoire.

1.1. Les enjeux liés au développement et à l'aménagement en Mellois-en-Poitou

Le Mellois en Poitou est un vaste territoire, disposant d'entités paysagères et urbaines aux caractéristiques variées, lui conférant à la fois sa richesse et à la fois la nécessité de réponses adaptées aux problématiques spécifiques rencontrées. Aussi, le territoire présente-t-il un déséquilibre sensible entre le Nord et le Sud, marqué au Nord par l'influence périurbaine niortaise et la présence des pôles principaux d'irrigation du territoire : Melle, Celles-sur-Belles notamment.

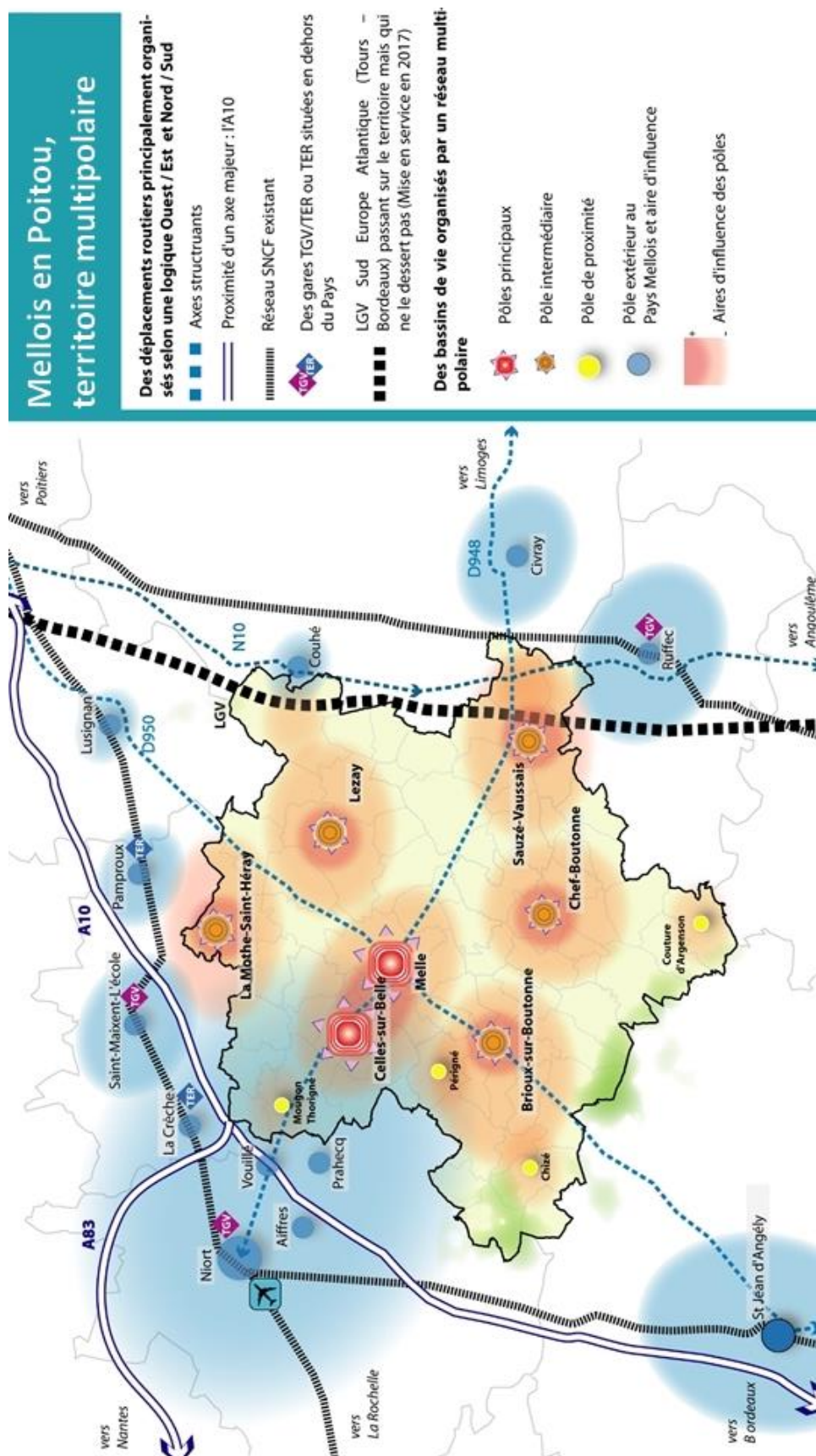
En proie à un desserrement progressif et un développement marqué du Sud du territoire durant les années 2000, cette tendance est aujourd'hui moindre et ne semble pas promise à être pérenne sur le Mellois en Poitou. Dans les faits, des pôles économiques et de services secondaires structurés maillent le territoire (Chef-Boutonne, Brioux sur Boutonne...) et ses

proximités. C'est ce maillage et cet équilibre entre identité rurale et gestion des développements connus récemment que le SCoT doit encadrer.

Un enjeu majeur de maintien de l'animation de ces centralités est donc exprimé. Ce maintien de l'animation des centralités passe par l'affirmation claire du rôle de chacune des communes du Mellois en Poitou et donc la **validation de l'armature territoriale**.

Cette armature territoriale, déclinée dans l'ensemble des volets du SCoT, a pour ambition d'affirmer le rôle des centralités urbaines – regroupant à la fois l'habitat mais également l'ensemble des fonctions associées (emploi, services, loisirs, commerce...) – et de limiter les phénomènes de dévitalisation mis en exergue par le diagnostic. Ces phénomènes, partagés à l'échelle départementale et nationale, trouvent une partie de leur explication dans la dilution de l'intensité urbaine et l'éloignement progressif des lieux d'habitat par rapport aux autres fonctions urbaines. Dans un contexte périurbain (frange Nord Ouest) et rural (reste du territoire), la dévitalisation des centralités s'est opérée au profit de territoires moins bien dotés en services mais où les terrains à construire étaient plus grands, moins chers ou plus aisément disponibles. Aussi, l'armature du SCOT s'appuie-t-elle sur des centralités constituées. A ce titre, et au regard des évolutions administratives importantes ayant eu lieu depuis la prescription du SCoT, la notion de centralité se détache clairement de celle de la commune. La centralité de Melle par exemple, correspond à l'enveloppe urbaine, continue, de Melle, Saint Léger et Saint Martin. Une commune comme Paizay-le-Tort par exemple n'est pas nécessairement concernée par les dispositions spécifiques que contient le DOO pour la centralité de Melle (production de logements, densité, renouvellement urbain, développement économique et commercial...).

Sur le volet mixité sociale, le SCoT ne dispose pas de suffisamment d'éléments pour quantifier et territorialiser les objectifs. Ceux-ci seront définis dans le futur PLH, en lien avec l'armature du SCoT, et déclinés dans le futur PLUi.



1.2. Les ambitions déclinées dans le PADD et le DOO

Le choix a été fait d'une structure du PADD reflétant la volonté exprimée lors des discussions portant sur les enjeux du territoire. En premier lieu, il s'agit d'insister sur les leviers spécifiques d'attractivité du territoire (paysage, patrimoine, cadre de vie, ressources disponibles ...) permettant d'envisager son développement (capacité d'accueil). En second lieu, il s'agit d'évoquer les modalités de développement du territoire (accessibilité, développement économique). Enfin, le troisième axe développe les orientations relatives à l'accueil de population nouvelle, tant sur un aspect lié au logement que sur les équipements et services qui doivent être proposés aux populations.

Le PADD du SCoT s'articule autour de 3 ambitions, déclinées dans les différents chapitres du PADD :

Ambition n°1 : Un territoire rural attractif

- Valoriser nos paysages, le patrimoine, la culture et le cadre de vie
 - Préserver l'armature paysagère naturelle et agricole
 - Requalifier le patrimoine paysager et bâti
 - Valoriser les richesses patrimoniales et culturelles
- Faire des espaces naturels et agricoles des atouts de développement
 - Pérenniser les espaces naturels, agricoles et forestiers et renforcer leurs vocations
 - Préserver la Trame Verte et Bleue du territoire
 - Assurer une promotion touristique des espaces naturels
- Optimiser l'utilisation des ressources naturelles
 - Préserver et sécuriser la ressource en eau
 - Prendre en compte le changement climatique et la raréfaction des ressources énergétiques fossiles
- Protéger la population et les biens des risques et proposer un développement pérenne

Ambition n°2 : Un territoire rural dynamique

- Renforcer l'accessibilité du territoire
 - Faciliter l'accès au Mellois en Poitou et améliorer la mobilité régionale
 - Faciliter l'accès aux communications électroniques pour l'ensemble du territoire
- Organiser et accompagner le développement économique
 - Accompagner l'installation et le maintien des entreprises
 - Optimiser les productions locales et accompagner l'organisation des filières
 - Valoriser la dimension touristique du territoire, véritable outil de développement économique

Ambition n°3 : Un territoire multipolaire et complémentaire

- Assurer la cohérence et les complémentarités entre bassins de vie
 - Consolider l'armature multipolaire du territoire
 - Renforcer l'accès des habitants aux services et aux équipements
- Organiser les mobilités internes du Mellois en Poitou
- Développer une offre en habitat qualitative et de nature à limiter l'étalement urbain, adaptée aux besoins des habitants
 - Fixer des objectifs en matière de création de logements qui accompagnent la croissance de la population

2. Présentation des scénarios envisagés

Les orientations et les objectifs du SCoT ont été établis à partir des éléments de scénarios travaillés avec le comité de pilotage, à partir de deux scénarios contrastés, présentés ici de manière synthétique.

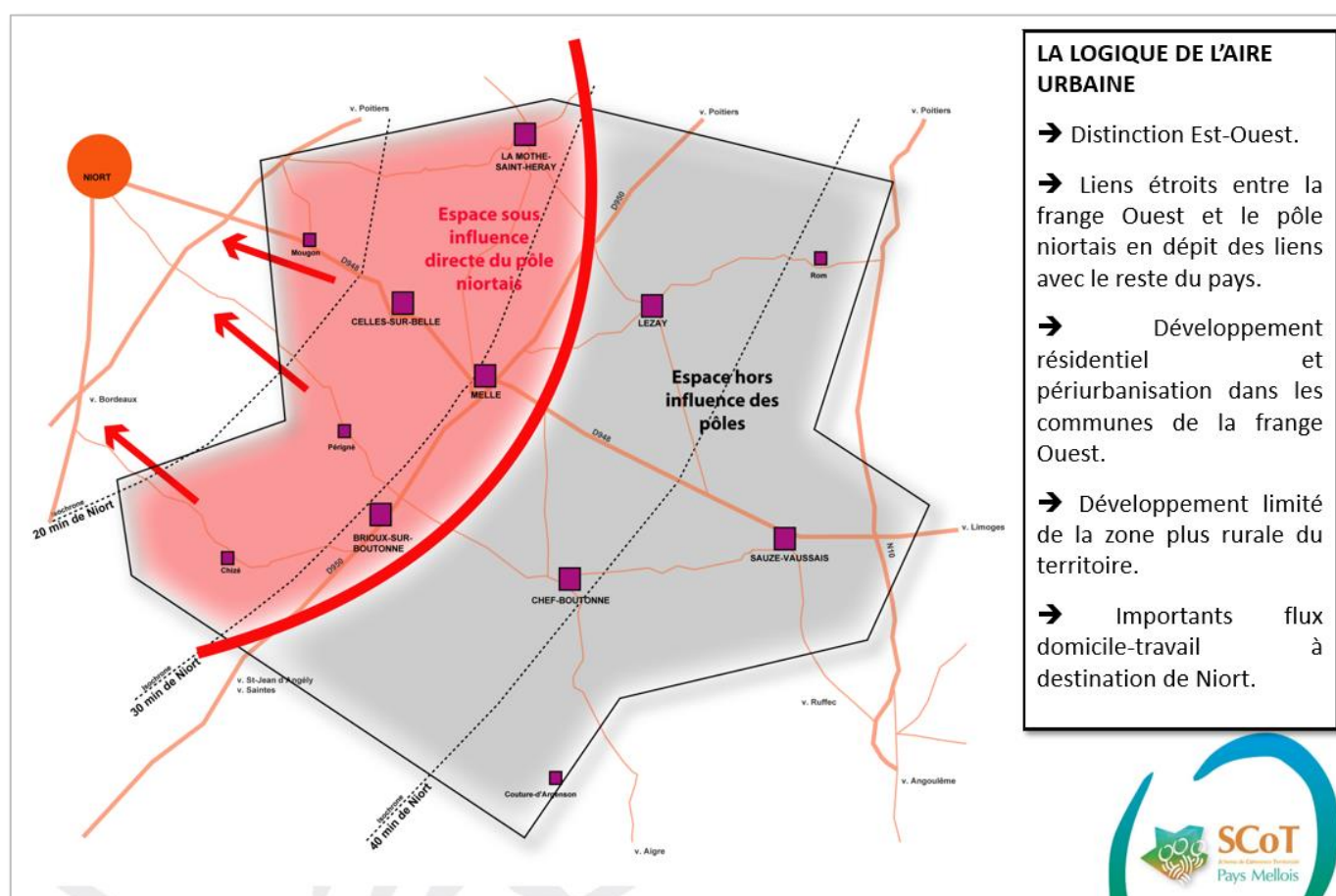
2.1. Scénario n°1 : le « fil de l'eau »

Le scénario n°1 repose sur une poursuite des dynamiques à l'œuvre, essentiellement périurbaines, constatées depuis une vingtaine d'années. Ce « **fil de l'eau** » ne paraît pas opportun à reproduire à moyen terme pour des motifs :

- de renforcement des centralités irriguant le bassin de vie dans son ensemble ;
- de limitation de la consommation des espaces agricoles, naturels et forestiers ;
- de préservation d'une riche identité paysagère, architecturale et urbaine ayant tendance à être diluée dans des logiques de développement polarisées par l'extérieur ;
- d'urbanisation linéaire dégradant la qualité des paysages du Mellois en Poitou et concourant à l'accroissement des mobilités quotidiennes ;

- d'éloignement des lieux de vie par rapport aux lieux de centralité (consommation, équipements, loisirs...) ;
- de dévitalisation des centralités historiques (habitat, commerce...) au profit des communes périurbaines implantées le long des axes routiers structurants ;
- d'anticipation des risques de spécialisation du tissu bâti et de précarité énergétique des ménages en cas de dépendance de l'emploi trop marquée vis-à-vis de l'agglomération niortaise ;
- d'accompagnement de la reprise économique du Sud et de l'Est du territoire bénéficiant d'atouts majeurs pour l'avenir (accessibilité, qualité du cadre de vie, faible densité et mitage...).

Scénario n°1

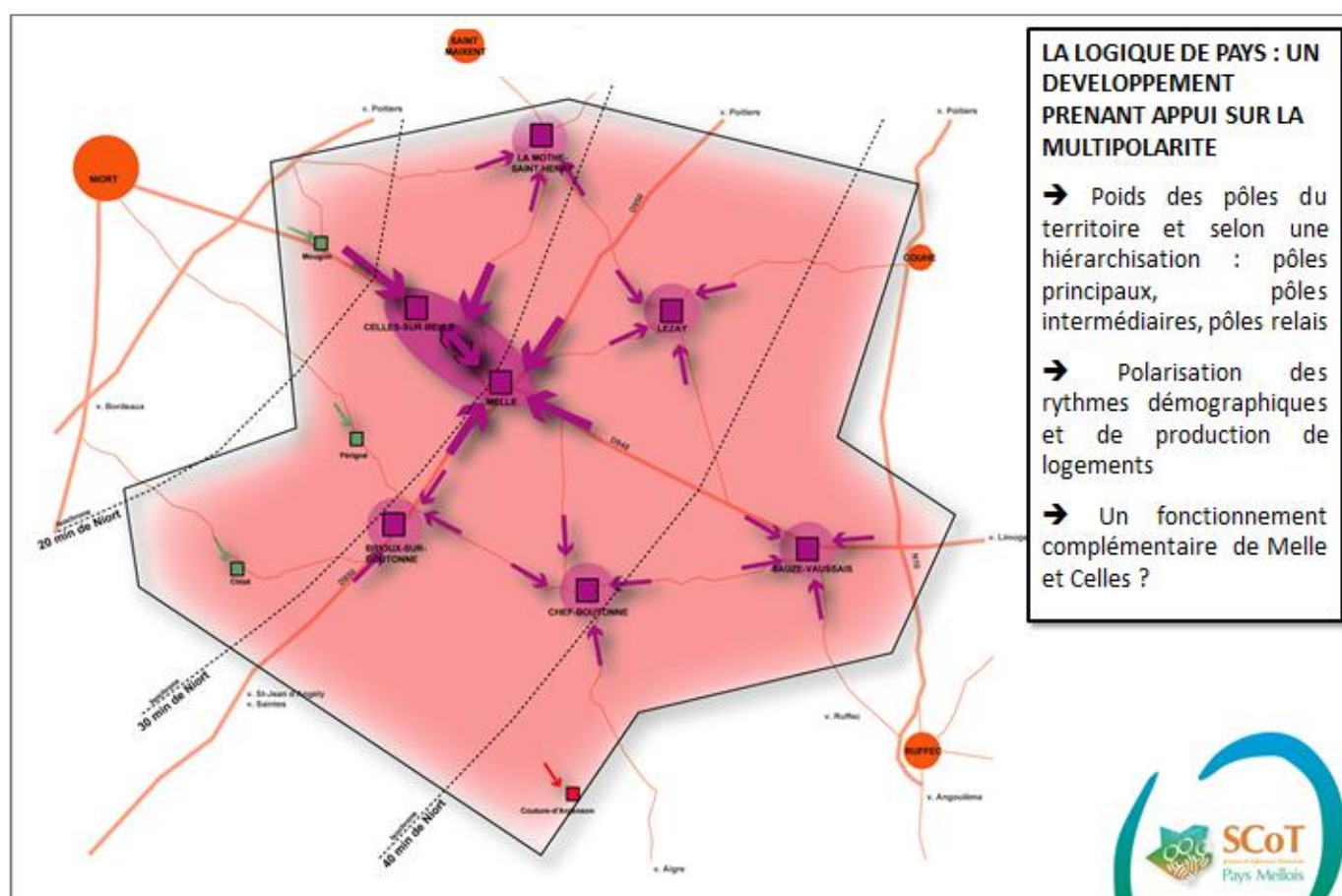


2.2. Scénario n°2 : la logique multipolaire

Le scénario n°2, dit de « la logique de Pays », est le **scénario qui a été retenu** et traduit dans le PADD. Il est à noter le fait que le choix s'est porté vers un scénario :

- qui, d'une part, ne doit pas « bloquer » les possibilités de développement des franges Est du Mellois en Poitou, sur lesquelles un potentiel de développement à moyen-long terme est identifié ;
- et qui, d'autre part, ne doit pas non plus entraver la capacité de développement des parties Ouest du Mellois en Poitou, soumises à des influences périurbaines ;
- Qui affirme la place des centralités et qui travaille à leur mise en réseau (mobilités, complémentarité des vocations des zones d'activités, des équipements...) ;
- Qui tient compte des centralités externes : Couhé ; Civray ; Ruffec ; Saint-Maixent.

Scénario n°2



2.3. L'identification des pôles structurants

Le choix du scénario de développement s'est effectué en parallèle de l'identification des pôles structurants.

Le choix des polarités structurantes s'est fait à partir d'observations sur le fonctionnement du territoire (bassins de vie, habitudes des habitants pour l'accès aux services et loisirs) et a été objectivé par l'analyse de la « Base permanente des Équipements 2011 » de l'INSEE. Ces équipements sont classés par gamme : supérieure, intermédiaire, de proximité, non classé.

Le choix des polarités a également été influencé par l'analyse des polarités existantes à l'extérieur du territoire. En effet, les habitants se déplacent, vivent, consomment sans se soucier des limites administratives du SCoT. Il est donc nécessaire de tenir compte des interactions avec les territoires voisins.

Le choix dans la désignation des pôles ou bourgs « structurants » s'appuie sur deux réflexions :

2.3.1. Le nombre d'équipements dans le pôle structurant

Tout d'abord, les polarités ou pôles structurants ne désignent pas la commune dans son entier (entité administrative « commune »), mais l'unité urbaine/l'agglomération continue/le bourg qui regroupe les équipements et services. Ainsi, une fusion de communes n'a pas d'influence ni sur la désignation d'un pôle structurant ni sur la classification de ce pôle (principal, intermédiaire ou de proximité). La liste des communes et des équipements est en annexe.

2.3.2. Une classification en trois types de polarités

La classification retenue se décline en trois catégories :

Pôles principaux : il s'agit de la continuité urbaine de Melle-Saint-Léger-Saint-Martin ainsi que le bourg de Celles-sur-Belle. Les élus ont choisi de faire fonctionner ensemble ces deux agglomérations en raison de leur liens fonctionnels (complémentarités économiques et touristiques, proximité routière, liaison vélo, ...). Ces deux agglomérations possèdent la plus grande densité et diversité d'équipements, dans toutes les gammes, notamment supérieure.

Pôles intermédiaires : il s'agit des bourgs possédants au moins 50 équipements, dont de nombreux de la gamme intermédiaire et quelques-uns de la gamme supérieure. Ces bourgs offrent aux habitants les équipements indispensables à leur qualité de vie sans avoir besoin de parcourir de longues distances, notamment jusqu'à Niort : les bourgs de Lezay, Brioux, Sauzé-Vaussais, la Mothe-Saint-Héray, Chef-Boutonne.

Pôles de proximité : il s'agit des bourgs permettant aux habitants de disposer des équipements et services minimum – dont quelques-uns de la gamme intermédiaire – à une dizaine de minutes maximum en voiture de leur habitation.

Le choix de ces bourgs s'est fait selon plusieurs critères :

- les communes sous l'influence de l'agglomération niortaise, plus densément peuplées possèdent en général plus d'équipements, donc sur ce secteur, on s'est intéressé aux bourgs possédant plus de 20 équipements : Mougou, Périgné et Chizé. Prailles affiche 21 équipements, mais il s'agit pour une bonne partie des équipements touristiques saisonniers de la base de loisirs du Lambon, qui ne constituent pas réellement des services à la population.
- les communes hors de l'influence de l'agglomération niortaise sont moins densément peuplées et les distances pour accéder aux services peuvent être allongées, donc on s'est intéressé aux bourgs qui avaient le plus d'équipements : Couture d'Argenson (16), Limalonges (13) et Rom (13). Les élus ont choisi de ne retenir que Couture d'Argenson car ce bourg joue réellement un rôle de relais indispensable pour la population (pharmacie, pôle médical, maison de retraite, restaurant, bibliothèque...). Sans ce bourg, les habitants devraient aller jusqu'à Chef-Boutonne (15 km), Villefagnan (14 km), Ruffec (24 km) ou Aulnay (23 km). Concernant Rom, ce bourg est situé à 6 km de Couhé, pôle intermédiaire du territoire du Sud Vienne, dans lequel les habitants de Rom ont déjà leurs usages. De même pour Limalonges, situé à 6 km de Sauzé-Vaussais et déjà pôle intermédiaire sur le territoire.

3. Explication des choix retenus dans le PADD et le DOO

Plusieurs thèmes clés sont ici listés afin de permettre de donner une vision synthétique et claire des choix opérés pour établir le projet de SCoT (liens entre diagnostic, PADD et DOO). Ces thèmes s'appuient sur les grands objectifs du PADD, retranscrits dans les orientations du DOO.

3.1. Ambition n°1 : Un territoire rural attractif

Il s'agit dans cette ambition de déterminer les conditions d'un développement urbain équilibré entre l'habitat, l'activité économique et la préservation des sites naturels, agricoles et forestiers.

3.1.1. Valoriser nos paysages, le patrimoine, la culture et le cadre de vie

3.1.1.1. Éléments identifiés dans le cadre du diagnostic

Le diagnostic identifie clairement la qualité paysagère du territoire comme un levier de développement. Dans un contexte élargi de banalisation des paysages et d'impacts sur les secteurs de biodiversité, le diagnostic met en exergue la richesse du contexte territorial dans sa diversité et les atouts des sites naturels du Mellois en Poitou.

3.1.1.2 Motivations ayant conduit aux objectifs fixés dans le PADD et traduits dans le DOO

- **Concernant l'armature paysagère**

La volonté affichée de développer le territoire de manière équilibrée et économe en termes de consommation d'espace est liée à la nécessité de maintenir des espaces agricoles, forestiers et naturels fonctionnels. Cette fonctionnalité s'entend d'un point de vue économique, écologique et sociale, pour un développement durable du territoire. Conscient de l'importance écologique des sites identifiés par les différents zonages, le SCOT s'est attaché à renforcer leur rôle et à établir des liens forts entre eux par le biais d'une étude approfondie de la Trame Verte et Bleue. Les orientations et recommandations du DOO décrivent donc des mesures permettant de préserver et renforcer la qualité écologique des sites identifiés au sein de la TVB.

En parallèle, les orientations concernant le développement de nouvelles zones urbaines intègrent des garde-fous permettant de limiter la consommation d'espace, à l'image des objectifs de densité qui permettent de lutter contre l'étalement urbain. Aussi, la stratégie territoriale adoptée, à travers le renforcement des polarités et la priorité donnée au renouvellement urbain permettront de limiter les consommations d'espaces naturels, forestiers ou agricoles.

- **Concernant le patrimoine**

Le DOO identifie clairement les éléments paysagers et patrimoniaux à protéger dans les documents d'urbanisme. Une logique de valorisation est également visée. Aussi, les paysages de plateaux, de plaines, bocagers et les ruisseaux (vallées) maillant le territoire sont-ils identifiés comme des éléments concourant à la valorisation de l'identité du Mellois en Poitou.

Les paysages forestiers, notamment sur le secteur de Chizé, sont pris en compte.

Le DOO flèche les éléments de patrimoine architectural et urbain, tout particulièrement sur le pôle central de Melle, comme des éléments à préserver / valoriser. Le patrimoine vernaculaire de centres-bourgs sera également au cœur de l'attention des futurs documents d'urbanisme.

Enfin, le riche patrimoine lié à l'eau devra être recensé à des fins de préservation.

- **Concernant le paysage**

Le DOO traduit l'enjeu relatif à la sauvegarde des paysages du Mellois par la définition de prescriptions fortes en matière de qualité de l'aménagement des futures (et actuelles) entrées de ville, notamment par le retraitement de certains espaces publics et leur adaptation à usage plus mixte, concourant à l'attractivité des centres-bourgs.

Ces dispositions relatives à la qualité des aménagements d'entrées de ville valent également pour les opérations urbaines (à vocation d'habitat ou d'activités économiques) situées en franges urbaines.

3.1.2. Faire des espaces naturels et agricoles des atouts de développement

3.1.2.1. Éléments identifiés dans le cadre du diagnostic

Le diagnostic montre la grande richesse du territoire en matière d'espaces naturels et agricoles préservés (25 ZNIEFF, 6 zones Natura 2000, 1 Arrêté de Protection de Biotope, 1 réserve biologique intégrale ; présence d'appellations d'origine...). Le diagnostic montre également les liens et les imbrications entre les espaces agricoles et forestiers et la trame verte et bleue.

Les enjeux concernant ces espaces sont :

- Leur préservation (notamment en évitant au maximum leur fragmentation par l'urbanisation) et le renforcement de leurs vocations
- Leur valorisation dans le cadre d'activités touristiques tout en assurant leur protection

3.1.2.2. Motivations ayant conduit aux objectifs fixés dans le PADD et traduits dans le DOO

Le projet de développement du Mellois en Poitou passe par la prise en compte et la mise en valeur des ressources naturelles qui en font la richesse. Ainsi, le projet porté par le SCoT intègre-t-il la préservation et la valorisation des ressources, en particulier : la protection, la préservation et la mise en valeur des milieux naturels et de la biodiversité. Il s'agit notamment de préserver et de conforter les éléments constitutifs de la Trame Verte et Bleue : sous-trames constituées par le maillage bocager, zones humides... et d'améliorer les continuités écologiques dans les secteurs à enjeux identifiés dans le SCoT (rétablir les continuités sur les lieux de fragmentation des milieux naturels, obstacle à la bonne circulation des espèces).

La Trame Verte et Bleue est clairement affichée en tant que ressource écologique d'une part, mais également en tant que support de l'identité du territoire et de son développement économique futur.

Aussi, si le SCoT prescrit la préservation des réservoirs et corridors de biodiversité et l'accroissement du degré de connaissance des éléments la composant par la mise en œuvre d'études spécifiques dans les documents d'urbanisme (inventaires bocagers, ZH...), il veille également à considérer les espaces forestiers ou certains éléments du bocage comme des leviers pour le développement de filières économiques (bois, énergie...).

La valorisation « économique » de cette trame verte et bleue ne saurait néanmoins se faire au détriment des enjeux écologiques ou paysagers.

En matière d'intégration des enjeux agricoles, le DOO impose la réalisation d'un diagnostic précis et circonstancié devant constituer un outil d'aide à la décision permettant de limiter les impacts des développements urbains sur l'activité agricole. Par ailleurs, le DOO rappelle que toute consommation d'espaces agricoles, que ceux-ci soient situés au sein ou au-delà des limites des futures enveloppes urbaines définies par le PLUi, sera comptabilisée au titre des extensions maximales autorisées par le SCoT du Mellois en Poitou.

3.1.3. Optimiser l'utilisation des ressources naturelles

3.1.3.1. Éléments identifiés dans le cadre du diagnostic

Le diagnostic identifie un très fort enjeu lié à la ressource en eau. Intégrée dans plusieurs périmètres de SAGE, la question de la protection de la ressource est posée dans le diagnostic à la fois en termes de quantité et de qualité de l'approvisionnement (zones en tête de bassin versant, identification des nappes susceptibles d'être impactées par des prélèvements supplémentaires) et à la fois en termes de capacité du milieu récepteur à recevoir des effluents supplémentaires.

3.1.3.2. Motivations ayant conduit aux objectifs fixés dans le PADD et traduits dans le DOO

L'approvisionnement en eau et donc la sécurisation de la ressource constitue, tout comme l'enjeu de la maîtrise des impacts du développement urbain, une nécessité. C'est pourquoi le DOO rappelle cet impératif et impose que les documents d'urbanisme dimensionnent :

- Les capacités de développement urbains proportionnellement aux capacités épuratoires des ouvrages existants ;
- Le projet de développement démographique à la capacité d'approvisionnement en eau potable ;
- Les projets d'urbanisation futurs à la capacité du milieu récepteur à recevoir des effluents supplémentaires.

Par ailleurs, les modalités de développement portées par le SCoT garantissent un effet positif en matière de réduction de la consommation énergétique et des émissions de gaz à effet de serre.

3.1.4. Protéger la population et les biens des risques et proposer un développement pérenne

3.1.4.1. Eléments identifiés dans le cadre du diagnostic

Le Mellois en Poitou est sujet à de nombreux risques naturels (inondation, retrait et gonflement des argiles, incendies), mais aussi technologiques (usines SEVESO de Melle, transport de matières dangereuses). Les risques naturels sont bien identifiés localement. L'enjeu fondamental dans les années à venir est la prise en compte de leur accentuation liée au changement climatique (périodes de sécheresse allongées et précoces ; intensité des inondations...).

3.1.4.2. Motivations ayant conduit aux objectifs fixés dans le PADD et traduits dans le DOO

Parce que l'enjeu de protection des populations vis-à-vis des risques naturels devient de plus en plus fort dans un contexte de changement climatique, les choix opérés pour construire le DOO sont :

- Systématiser la logique éviter/réduire/compenser
- Améliorer la performance énergétique dans les constructions et encourager le développement des énergies renouvelables.

a) Systématiser la logique éviter/réduire/compenser

Le principe fondamental recherché est celui de l'évitement. Dans les faits, tout projet susceptible de générer une exposition supplémentaire de personnes ou de biens dans des zones où un risque / naturel technologique est connu devra être évité. En cas d'évitement impossible, des mesures de réduction ou de compensation devront être prises et dûment justifiées dans l'évaluation environnementale des documents d'urbanisme et ce, selon la séquence ERC (Eviter, Réduire, Compenser).

b) Améliorer la performance énergétique dans les constructions et encourager le développement des énergies renouvelables

Le SCoT se positionne en accompagnement des dynamiques à l'œuvre en matière d'amélioration de la performance énergétique des constructions existantes (rénovation) et futures (construction).

En dehors des espaces protégés pour des raisons paysagères, environnementales, agricoles ou patrimoniales, les initiatives de promotion des énergies renouvelables sont encouragées par le DOO.

3.2. Ambition n°2 : un territoire rural dynamique

3.2.1. Renforcer l'accessibilité du territoire

3.2.1.1. Éléments identifiés dans le cadre du diagnostic

Le Mellois en Poitou est marqué par la qualité de sa desserte routière et l'absence totale de desserte ferroviaire. Une dépendance à la voiture individuelle et à la notion de flux est donc mise en exergue dans le diagnostic. Les enjeux résident donc à la fois dans la structuration du territoire pour le rabattement des flux vers les polarités mais également à la mise en œuvre d'une réflexion sur des mobilités alternatives dans un contexte rural, donc peu dense. Des axes d'amélioration sont toutefois portés par le présent SCoT, notamment pour un meilleur maillage Est-Ouest (RD948).

3.2.1.2. Motivations ayant conduit aux objectifs fixés dans le PADD et traduits dans le DOO

Si la Communauté de Communes du Mellois en Poitou n'est pas Autorité Organisatrice du Transport et de la Mobilité (AOTM), le SCoT vise toutefois à :

- Encourager les partenaires de la CCMP compétents en matière de mobilité à réaliser des aménagements et des investissements sur le territoire en vue de promouvoir une mobilité durable (aires de co-voiturage, lignes et arrêts de bus notamment) ;
- Favoriser l'aménagement de pôles multimodaux (stationnement, bus, cycles) principalement au sein des pôles du territoire, couplé à une intensification urbaine (densité de logements, commerciale...) favorisant le recours aux modes de déplacements alternatifs à la voiture individuelle ;
- Faciliter l'aménagement d'aires de covoiturage, de liaisons douces structurantes à l'échelle communautaire ;
- A encourager l'amélioration de la desserte de l'ensemble du territoire par des infrastructures de communication électroniques performantes ;
- A imposer la réalisation d'aménagements spécifiques, au sein des documents d'urbanisme communaux ou du PLUi ;
- A intégrer à l'échelle des bourgs la question de la mobilité douce par la mise en œuvre de nouvelles liaisons, la réflexion sur le traitement des espaces publics existants ou à créer...

3.2.2. Organiser et accompagner le développement économique

3.2.2.1. Éléments identifiés dans le cadre du diagnostic

Le développement économique du territoire a été opéré par les anciennes Communautés de Communes, jusqu'alors compétentes. Aussi, de nombreuses zones d'activités ont été créées et commercialisées, pour partie, dans la décennie des années 2000. Ces modes de développement ont conduit à la création de nombreuses réserves foncières et de zones d'activités non commercialisées et non spécialisées. L'enjeu majeur réside dans la

structuration d'une offre claire, adaptée aux besoins des entreprises du territoire et plus lisible. Par ailleurs, un lien plus évident doit être opéré entre la stratégie économique et le renforcement des centralités « de vie » du Mellois en Poitou.

En matière d'aménagement commercial, le diagnostic met en exergue l'abondance de l'offre commerciale et son développement au cours des dernières années, développement s'étant majoritairement opéré en extension urbaine au détriment de l'animation commerciale des centres bourgs et centres villes.

3.2.2.2. *Motivations ayant conduit aux objectifs fixés dans le PADD et traduits dans le DOO*

• **Choix en matière de développement économique en général**

Fort d'une activité économique dynamique et d'un bon niveau d'emploi, le Mellois en Poitou refuse la fatalité du territoire périurbain « dortoir ». Ainsi, le SCoT ambitionne-t-il de pérenniser l'emploi et les activités au niveau local. C'est pourquoi, il a été fait le choix :

- De renforcer les zones d'activités économiques les plus stratégiques et de répartir et hiérarchiser les capacités d'extension des ZAE ;
- De valoriser la production agricole et son lien avec l'industrie agroalimentaire ;
- De valoriser les potentiels touristiques en s'appuyant sur les atouts du territoire : patrimoines, paysages diversifiés...
- De renforcer les espaces commerciaux existants (SIP, centralités) afin de concentrer les activités commerciales dans des espaces privilégiés et d'assurer la vitalité des centralités.

Les besoins en foncier économique sont nécessairement corrélés au scénario démographique ambitionné. En effet, le projet de territoire, basé sur la volonté d'un développement organisé autour des centralités, doit pouvoir se traduire en termes d'emplois pour les nouveaux actifs s'implantant au sein du Mellois en Poitou.

• **Choix opérés en matière de hiérarchie et de développement des ZAE**

Le Mellois en Poitou possède un très grand nombre de sites à vocation économique. Dans une logique de rationalisation des investissements et de réduction de la consommation des espaces naturels et agricoles, les élus ont fait le choix de hiérarchiser ces ZAE en quatre catégories.

Pour chaque catégorie, est associé un type de développement et des surfaces maximales d'extension possible, rappelés dans les encadrés qui suivent.

Les zones considérées comme structurantes sont :

- Les ZAE de grande capacité ou de rayonnement régional
- Les ZAE associées à un bourg structurant

- > Les zones de grande capacité ou de rayonnement régional ont les caractéristiques suivantes :
 - l'absence de relation ou d'interdépendance avec un bourg structurant du territoire ;
 - une position géographique stratégique : desserte par un échangeur routier, proximité gare de fret et possibilité de multi-modalité, carrefour routier ;
 - un trafic de véhicules poids lourds important ;
 - l'absence de flux de clients particuliers ;
 - le profil des entreprises accueillies ou ciblées : acteurs et activités économiques non présentiels (économie non liée à la vie propre du territoire, siège social, import-export, logistique, industrie, etc.) ou ayant d'importants besoins fonciers (plus de 2 hectares) ;
 - un potentiel d'extension important composé de grandes parcelles (5 hectares nus d'un seul tenant) pour permettre l'implantation de grosses structures.
- > Ces zones manquent actuellement de visibilité et d'une politique de développement affirmée.
- > Le projet de modernisation de la RD 948 (contournement de Melle et création de deux créneaux de dépassement à trois voies entre Melle et Sauzé-Vaussais) permettra de donner un élan aux ZAE situées sur son tracé (**Maisons Blanches, Champ Râteau-Beausoleil-Usines de Melle, Les Chaillettes, Les Grandes Versannes**). De même, les dynamiques des territoires limitrophes comme le développement des zones économiques de Niort-est et de La Crèche ainsi que la redynamisation de la gare de fret de Saint-Saviol sont des facteurs d'attractivité supplémentaires pour les ZAE du territoire.

De plus, le développement programmé de la ZA des Maisons Blanches située au carrefour de la RD948 et de la RN10, à proximité de la gare de fret de Saint-Saviol et au cœur des bassins de vie de Sauzé-Vaussais, Civray et Ruffec permettrait de rééquilibrer cette partie du territoire en perte de dynamisme.

Le choix de développer la zone d'activités des Maisons Blanches, est lié à la volonté de proposer un rééquilibrage économique Est-Ouest à l'échelle du Mellois en Poitou. En effet, davantage marqué par des dynamiques résidentielles, l'Ouest du Mellois en Poitou a vu le développement démographique s'accompagner du développement d'une offre économique présentielle (liée à la croissance). De fait, l'Est du territoire présente davantage de signes de fragilités, d'où l'importance de promouvoir un développement économique conséquent sur cette partie du territoire. Néanmoins, ce développement économique ne saurait s'opérer sans être connecté à des axes de transports de haut niveau, d'où le positionnement de la zone des Maisons Blanches le long de la RN10 et connectée à la RD948, axe de desserte majeur du Mellois en Poitou, ainsi qu'à proximité de la gare de fret de Saint-Saviol (5 km).

Par ailleurs, ces zones disposent de besoins en foncier conséquent au regard des types d'activités visées, correspondant à des activités productives, exportatrices et susceptibles de nécessiter de fait des surfaces importantes.

- > Les **zones associées aux bourgs structurants** ont les caractéristiques suivantes :
 - une proximité (maximum 2 kilomètres) avec un bourg structurant identifié comme tel dans le maillage du territoire, avec lequel il existe une complémentarité économique et fonctionnelle ;
 - la présence et le développement d'activités principalement présentesielles (nécessaires au quotidien des habitants et des entreprises locales) ;
 - le profil des entreprises accueillies ou ciblées : TPE et PME recherchant la proximité avec leurs clients mais avec des besoins limités en matière de desserte routière ou en matière de foncier. Ces entreprises ont besoin de parcelles de taille limitée (de 1000 à 5000 m² environ).
 - des possibilités d'extension identifiées mais à modérer (de 2 à 10 hectares maximum).
- > Du fait de leur taille et de leur rayonnement, les pôles principaux que **sont Melle et Celles-sur-Belle comportent plusieurs zones associées**, en raison de la spatialisation de certaines activités de même type (commerce de détail, agroalimentaire, industrie, mécanique) pour lesquels le mélange n'est pas souhaitable.
- > Ces zones sont destinées à l'accueil de nouvelles entreprises mais doivent également pouvoir offrir des terrains à celles dont la croissance est limitée par leur implantation actuelle (celles situées dans le tissu résidentiel par exemple) et qui cherchent à déménager.

Les zones considérées comme complémentaires sont :

- Les ZAE de proximité
- Les sites indépendants

Les zones de proximité ont les caractéristiques suivantes :

- soit, une implantation à proximité d'un bourg structurant mais leur développement créerait une concurrence avec une zone structurante, accroîtrait le mitage et la dispersion des moyens de la collectivité ainsi que la dilution de l'offre pour les entreprises ;
- soit, une implantation en dehors d'un bourg structurant identifié comme tel dans le SCoT ;
- une impossibilité d'extension à moyen terme en raison de leur proximité avec l'habitat, une infrastructure routière, une zone naturelle sensible, entre autres.
- un manque d'attractivité : présence de parcelles viabilisées cessibles en vente depuis plusieurs années sans succès malgré des tarifs peu élevés ; configuration inadaptée aux besoins des entreprises ; lieu d'implantation non stratégique ; accessibilité difficile...

L'enjeu pour ces ZAE est de **limiter au maximum leurs extensions** en privilégiant la vente des terrains déjà viabilisés, la prévention et la requalification des friches ainsi que la densification de certaines parcelles.

Les sites économiques indépendants ont les caractéristiques suivantes :

- une implantation en dehors d'un bourg structurant identifié comme tel dans le SCoT ;
- souvent une impossibilité d'extension à moyen terme en raison de leur proximité avec l'habitat, une infrastructure routière, une zone naturelle sensible, entre autres ;
- parfois des contraintes de développement liées à une implantation devenue inadaptée : imbrication dans le tissu résidentiel ; génération de nuisances pour le voisinage (bruit, poussière, trafic routier soutenu) ; inadaptation de la voirie et des réseaux (assainissement, eau potable, très haut débit) ; desserte routière médiocre ;
- des sites autonomes, dont le développement se fait sans relation avec la collectivité ;
- des sites occupés principalement par une entreprise unique ;
- soit, des entreprises qui ont besoin de cet isolement en raison des nuisances qu'elles génèrent (poussière et bruit notamment)
- soit, des entreprises implantées par opportunité (à proximité de la résidence du patron ; foncier hérité ou acheté à prix modique...).

Ces sites indépendants – souvent liés à l'industrie du bois – sont des sites d'emplois importants pour le territoire. L'enjeu est donc d'assurer la pérennité de ces entreprises (développement, transmission/reprise) soit in situ en compatibilité avec l'environnement (naturel, résidentiel), soit en permettant un déplacement des entreprises vers d'autres ZAE plus adaptées, et en anticipant la requalification d'éventuelles friches. Cet enjeu est également identifié dans les travaux du futur schéma de développement économique du territoire en cours d'élaboration.

- **Choix opérés en matière d'extension des ZAE**

Afin de garantir la mise en œuvre de sa stratégie économique, le SCoT procède non seulement à la catégorisation selon la nomenclature ci-dessus des ZA du territoire, mais également à la définition d'enveloppes de consommation foncière maximale pour chacun de ces types de ZAE.

Cette orientation s'inscrit en adéquation avec la volonté communautaire de sortir de la logique communale (ou ex-communautaire) et de rentrer dans une logique de structuration d'un bassin d'emploi.

En effet, dans une première version du DOO, les élus avaient choisi d'attribuer un potentiel de développement des ZAE de 90 hectares. L'étude plus précise de la dynamique de développement de chacun des sites économiques ainsi qu'un renforcement de la vision multipolaire a conduit à réduire ce potentiel à 55 hectares.

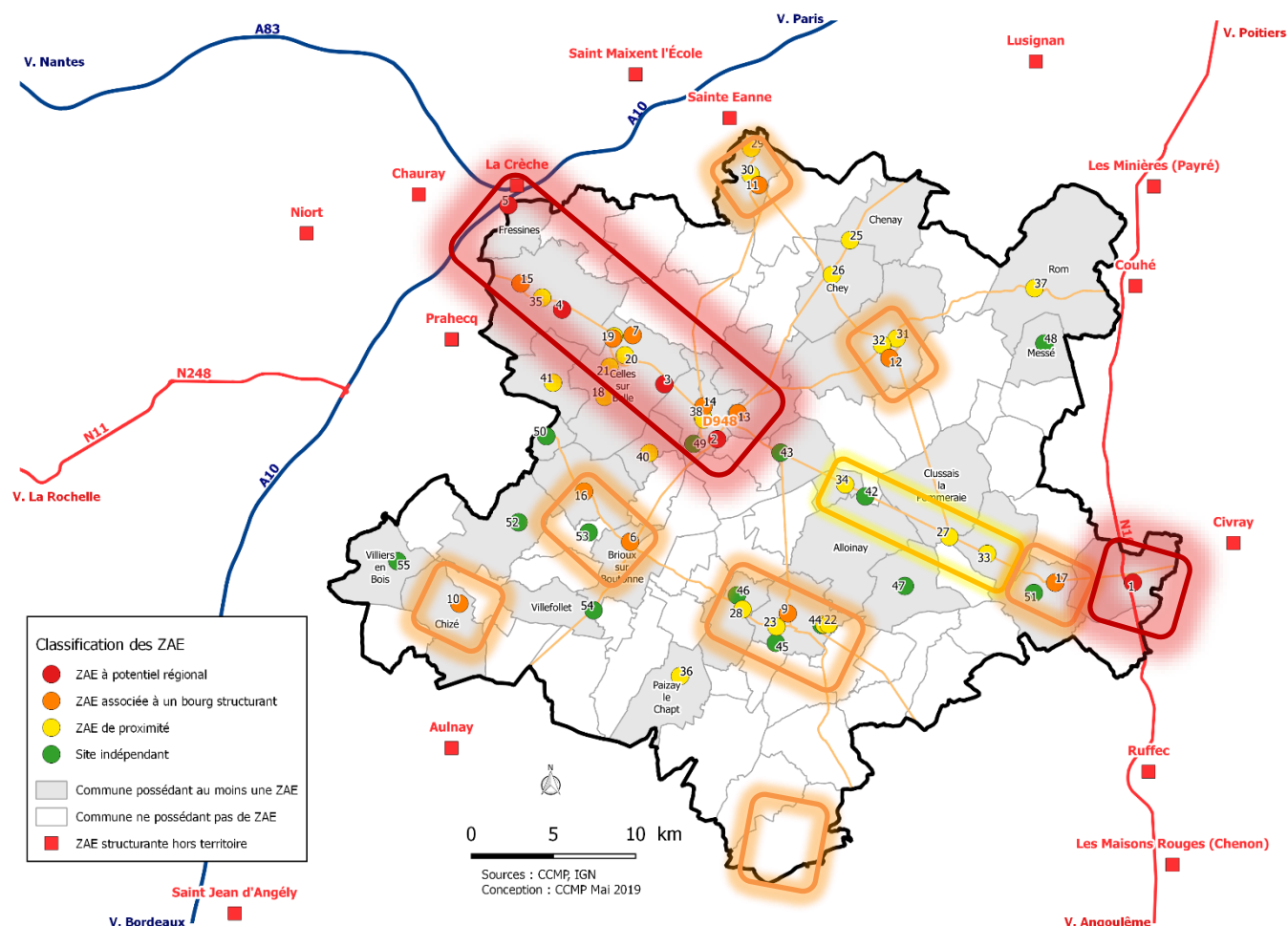
Aussi, au-delà des espaces d'ores et déjà viabilisés et situés au sein de ZAE dont la CCMP a la compétence, 55 hectares de développement économique sont ambitionnés à horizon 2030. Cet objectif est à la fois significatif et à la fois modéré au regard d'une nouvelle stratégie pour une offre structurée. Il s'agit en effet de localiser plus de 80% de ce développement au sein des zones structurantes dont plus de la moitié au sein de la zone des Maisons Blanches.

Ce développement économique ciblé vers des secteurs à l'attractivité reconnue et en vue d'une meilleure efficience dans les investissements sera complété par un développement de sites isolés d'envergure. Aussi, le SCoT prévoit-il la capacité de développement de grandes entreprises locales non susceptibles pour des raisons techniques ou économiques de déménager au sein des zones structurantes évoquées ci-avant.

Dans les faits, les capacités des ZAE de proximité seront sensiblement réduites. Les principaux investissements sur ces zones porteront sur le réinvestissement d'espaces délaissés ou sous-utilisés, voire le renouvellement de certains espaces (recyclage foncier).

Voici la répartition du potentiel d'extension des ZAE à horizon 2030.

Classification des ZAE		Surfaces viabilisées cessibles au 01/01/2016	Répartition des surfaces proposées dans le SCoT approuvé	Justification	Proposition de prescription
Structurantes	Grande capacité / rayonnement régional	13 ha Dont 9,5 ha sur la ZAE Croix Ganne + 3,5 ha sur la ZAE Champ Râteau- Beausoleil	20 ha aux Maisons Blanches + 10 ha pour les autres ZAE	Les 10 ha sont réservés notamment à un projet d'ampleur	/
	Associée au bourgs structurants	13 ha -Disponibles dans 5 ZAE -7 ZAE ont une capacité d'extension de 0 ha	15 ha	Disposer de 2 ha en moyenne pour chacune des 7 ZAE qui sont sans possibilité actuelle d'extension	Conditionnés à la commercialisation de plus de 70% des terrains de la ZAE, dans le but d'optimiser chaque ZAE et d'avoir une gestion économe de l'espace
Complémentaires	Zone de proximité	6 ha -Répartis sur 3 ZAE -20 ZAE ont une capacité d'extension de 0 ha	1 ha	Ne pas étendre ces ZAE. On peut mobiliser 1 ha maxi seulement pour aider à la requalification ou en dernier recours pour le maintien d'une activité	Conditionnés à un remplissage total de la zone considérée et à la mise en œuvre préalable d'opérations de requalification / densification de la zone
	Sites indépendants	1,6 ha -Disponibles sur 1 site -13 sites ont une capacité d'extension de 0 ha	9 ha	Le schéma de développement économique précisera les besoins des entreprises et les contraintes (urbaines, environnementales) liées au développement de ces sites.	Surface maximale mobilisable uniquement pour permettre le développement de sites isolés dont le transfert sur une ZAE structurante est impossible
		34 ha	55 ha		



Stratégie économique par rapport à l'armature territoriale validée dans le PADD

• **Choix opérés en matière de développement commercial**

Le SCoT du Mellois en Poitou dispose d'un Document d'Aménagement Artisanal et Commercial (DAAC).

Comme sur la plupart des territoires, l'offre commerciale initialement organisée dans les centre-bourgs, a eu tendance à se relocaliser en périphérie et à offrir une croissance conséquente de mètres carrés commerciaux.

Partant des constats rappelés au sein du diagnostic du SCoT, un projet politique d'aménagement commercial a été intégré dans le Document d'Orientations et d'Objectifs, à travers l'Orientations 3.1.3 « Améliorer le maillage des commerces de proximité (volet Document d'Aménagement Artisanal et Commercial) ».

Le Document d'Aménagement Artisanal et Commercial (DAAC), compte tenu des constats et des orientations nationales inscrites à la fois dans les dispositions du Code du Commerce et du Code de l'Urbanisme, vise à renforcer la place des centres-villes et centres-bourgs dans le maillage global de l'offre de commerces et services associés. Le DAAC vient dans un premier temps préciser le type d'offre commerciale présente par site (fonction commerciale : centralités urbaines principales, centralités urbaines de proximité, secteurs

d'implantation périphérique). Une prescription vient ensuite préciser, par secteur géographique, quel type d'offre commerciale est envisagé. Une prescription insiste quant à elle sur le nécessaire développement qualitatif de l'offre, notamment dans le traitement architectural et paysager des zones d'activités commerciales périphériques.

Les orientations du DAAC visent à renforcer en premier lieu l'offre commerciale de centralité. Dans ces secteurs, toutes les formes d'offre commerciale sont autorisées. Les « secteurs d'implantation périphérique » sont quant à eux destinés à recevoir principalement des commerces qui ne peuvent s'établir dans les centralités (compte tenu notamment de la taille des établissements concernés). L'objectif est de n'autoriser sur ces secteurs que des commerces de grande superficie qui génèrent des flux importants mais aussi des besoins de surface de stockage et de surface de vente qui pourraient difficilement trouver leur place dans la centralité.


Sans interdire spécifiquement un type de commerce ou un commerce de taille particulière, le SCoT entend orienter les choix d'implantations commerciales qui concourent bien évidemment à l'aménagement cohérent des ensembles urbains, à la diminution des besoins de mobilités, à la qualité paysagère et architecturale des entrées de ville, etc. Aussi, les commerces dont la fréquence d'achat estimée est quotidienne ou hebdomadaire voient leur implantation priorisée dans les centralités. Aussi, la capacité à étendre ou créer des centres commerciaux type « galerie marchande » se trouve fortement limitée par le SCoT et rendue possible uniquement au regard de contraintes rendant impossible l'implantation de ces commerces dans les centralités.

Plus précisément, les choix opérés par le Mellois en Poitou sur le volet commercial se sont appuyés sur les éléments de méthodologie suivants :

- **Classification des commerces selon la fréquence d'achat** : l'objectif principal réside dans la priorité donnée à l'implantation au sein des centralités urbaines des commerces de fréquence d'achat quotidienne ;
- **Identification de « localisation préférentielle du commerce »** : ces localisations préférentielles distinguent essentiellement les centralités urbaines historiques des espaces périphériques (commerciaux ou d'activités) ;

Le DOO procède ainsi à l'identification des centralités et des Secteurs d'Implantation Périphérique (SIP) en précisant qu'aucun SIP nouveau ne pourra être créé.

Il comprend, en synthèse, un tableau croisant les possibilités de construction / extension des commerces (classés selon leur fréquence d'achat) en fonction de leur positionnement au sein des « localisations préférentielles »).

Types de localisations préférentielles du commerce	Identification	Localisation dans les bourgs structurants de l'armature territoriale
Centralités urbaines principales	<p>Enveloppe urbaine principale des centres-bourgs des pôles principaux et des pôles intermédiaires</p> <p>Légende sur les vues aériennes dans les prescriptions (flouté orange) :</p> 	<ul style="list-style-type: none"> • Bourg de Melle (continuité urbaine de Melle-Saint-Léger-Saint-Martin) • Celles-sur-Belle • Lezay • La Mothe-Saint-Héray • Chef-Boutonne • Brioux-sur-Boutonne • Sauzé-Vaussais

Les centralités urbaines de proximité	<p>Enveloppe urbaine principale des centres-bourgs des pôles de proximité</p> <p>Légende sur les vues aériennes dans les prescriptions (flouté orange) :</p> 	<ul style="list-style-type: none"> • Bourg de Mougon (commune d'Aigondigné) • Périgné • Chizé • Couture d'Argenson
Les secteurs d'implantation périphérique	<ul style="list-style-type: none"> • ZA de la Plaine de Limage • ZA de la Cigogne • ZA du Pinier (Super U, Intermarché, Gamm Vert) • ZA Le Pérot (autour d'Aldi) <p>Légende sur les vues aériennes dans les prescriptions (flouté bleu) :</p> 	<ul style="list-style-type: none"> • Sauzé-Vaussais • Celles-sur-Belle • Melle et Saint-Léger • Saint-Martin

Afin de garantir la cohérence et la qualité des aménagements commerciaux, le DAAC accompagne les mesures explicitées supra de mesures qualitatives ayant trait à l'aménagement des espaces commerciaux au sein des « localisations préférentielles » :

- Aménagements paysagers ;
- Intégration dans le réseau de liaisons douces ;
- Gestion des eaux pluviales ;
- Intégration de la question énergétique et de performance environnementale du bâti.

3.3. Ambition n°3 : Un territoire multipolaire et complémentaire

3.3.1. Assurer la cohérence et les complémentarités entre bassins de vie

3.3.1.1. *Éléments identifiés dans le cadre du diagnostic*

Le diagnostic met en évidence la dilution progressive du rôle des pôles du territoire, opérée en faveur des territoires périurbains, ayant connu des développements significatifs en matière résidentielle, sans que l'offre de services, de commerces et d'équipements ne soit forcément associée. Cette politique a conduit à un affaiblissement global de l'offre à l'échelle du territoire, augmentant la dépendance du Mellois en Poitou vis-à-vis des pôles extérieurs (notamment l'agglomération niortaise). Cet enjeu pose la question du lien à recréer entre offre de services (et support des charges de centralités liées) et développement urbain.

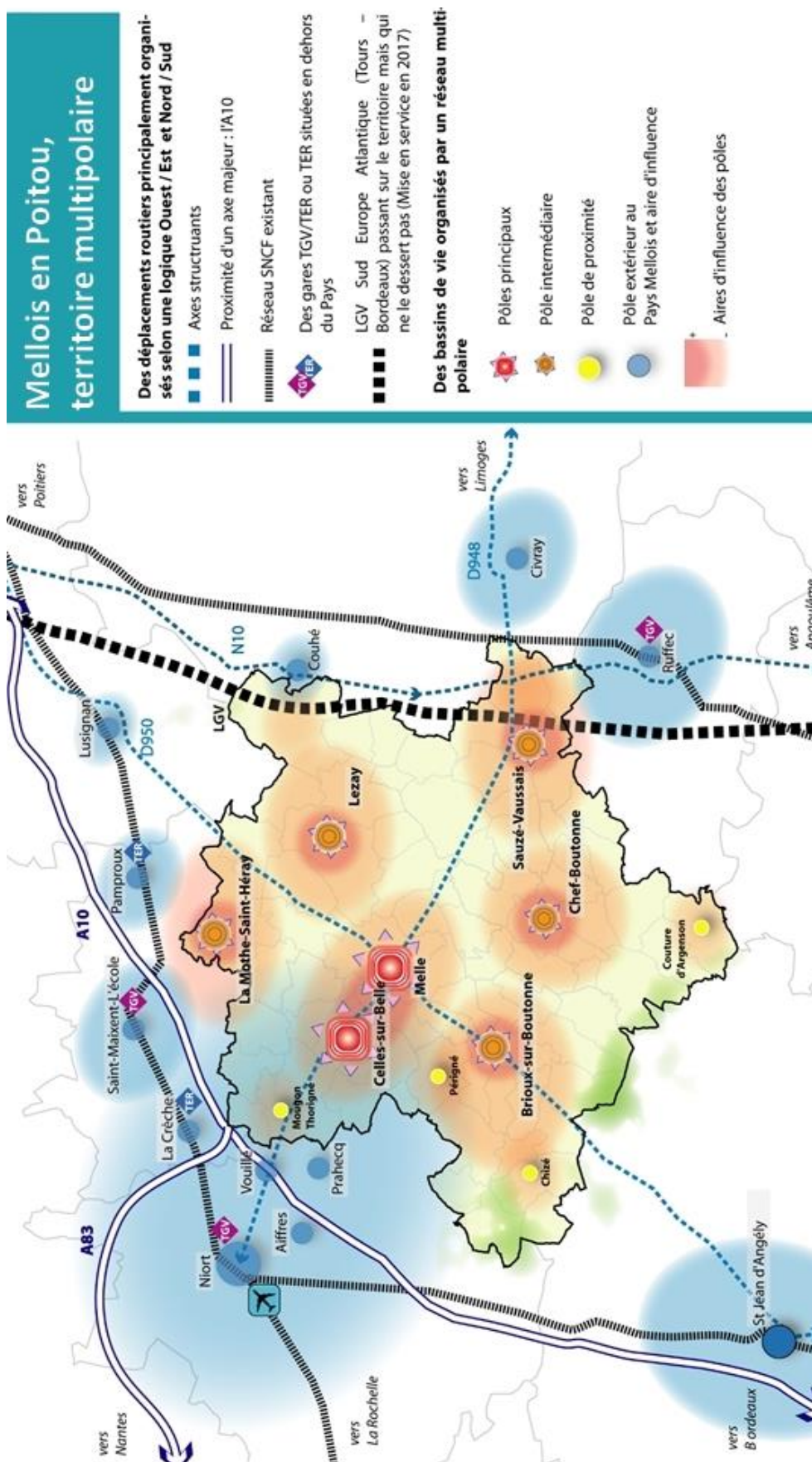
Cette dilution de l'influence des pôles s'est accompagnée par un phénomène de vieillissement sensible de la population sur certaines portions de territoire et notamment les polarités et les territoires les plus ruraux.

3.3.1.2. *Motivations ayant conduit aux objectifs fixés dans le PADD et traduits dans le DOO*

Les pôles affirment leur poids et leur rôle dans l'organisation du Mellois en Poitou. Il s'agit d'y conforter l'urbanisation, la vie sociale et les activités. L'équilibre du territoire s'exprime à travers une armature urbaine cohérente, équitable : en termes démographiques, en termes d'emplois, en termes de mobilité, en termes d'équipements.

Le SCoT présente une hiérarchisation des pôles structurants du territoire dont l'analyse est présentée au 1-3-2 du présent document.

Cette hiérarchisation objective a été complétée par les observations et l'exposé des intentions des différentes communes concernées. Le SCoT affirme par ailleurs la volonté de chercher une **organisation territoriale permettant d'atténuer les effets néfastes du déséquilibre Est-Ouest** que connaît le Mellois en Poitou (fort développement urbain de la frange Ouest polarisée par Niort / stagnation de la frange Est) A ce titre, le SCoT entend favoriser l'organisation territoriale multipolaire telle que présentée dans le PADD et le DOO.



L'objectif de cette armature est de permettre à chaque habitant d'accéder en voiture dans un délai de 10 minutes maximum à une offre minimale de services et de commerces qui lui permette de bien vivre au quotidien sur le territoire.

Afin d'assurer la pérennité et le développement des pôles structurants, le DOO :

- Détermine des localisations préférentielles du commerce dans ces pôles ;
- Détermine un nombre de minimal de logements à construire dans ces pôles, dans une logique de reconquête des centres-bourgs et de résorption de la vacance ;
- Impose, lors de l'élaboration du PLUI, la création d'OAP sur les parcelles de plus de 2500 m² dans une logique de densification de ces pôles ;
- Impose la construction des nouveaux équipements collectifs au sein de ces pôles.

3.3.2. Organiser les mobilités internes du Mellois en Poitou

3.3.2.1. Eléments identifiés dans le cadre du diagnostic

Le Mellois en Poitou est un territoire marqué par les infrastructures routières qui rendent l'utilisation de la voiture personnelle indispensable pour les mobilités quotidiennes internes au territoire. Le diagnostic met en évidence la faiblesse de l'offre en transports en commun et la nécessaire amélioration du réseau routier sur certains axes innervant le territoire (RD948 notamment).

3.3.2.2. Motivations ayant conduit aux objectifs fixés dans le PADD et traduits dans le DOO

Territoire rural et périurbain caractérisé par la multiplicité et l'hétérogénéité des flux de déplacements, le Mellois en Poitou entend s'appuyer sur les infrastructures existantes pour améliorer les déplacements internes et externes. Les projets d'amélioration de l'axe Est Ouest majeur (RD948) sont accompagnés par le SCoT (contournement de Melle, doublement de la RD...).

Il s'agit de s'appuyer sur les pôles et les gares (sur les territoires voisins) pour asseoir et développer la mobilité. Ceci suppose le développement d'un système de rabattement efficace pour l'ensemble du territoire (y compris vers les espaces plus ruraux).

Les connexions avec les territoires voisins, en premier avec l'agglomération niortaise (réseau des lignes inter-urbaines régionales), mais également avec les autres territoires limitrophes (Vienne, Charente...), sont des éléments prégnants à intégrer pour le développement et l'avenir du Mellois en Poitou (déplacements domicile-travail en particulier).

Le SCoT intègre les projets structurants pouvant à terme modifier le fonctionnement du territoire.

Par l'organisation du développement urbain et les logiques de " concentration " sur les pôles, et à une autre échelle, sur les bourgs, le SCoT entend favoriser le développement des déplacements doux.

Ainsi, au travers de ses orientations, le SCoT vise à permettre le désenclavement par transport collectif des secteurs urbanisés qui le nécessitent. Les orientations prises en matière de mobilité dès le PADD ont par ailleurs permis une première approche qualitative prenant en compte les temps de déplacement.

Par ailleurs, à l'échelle des communes et à l'échelle « inter » communale, le PADD définit un objectif de recours plus massif aux déplacements doux. Le DOO traduit cette orientation à travers :

- Le renforcement des pôles et l'amélioration de la logique de proximité entre lieux de vie (renforcement de la production des logements des pôles) / lieux de travail (renforcement du développement économique en lien avec les « bourgs structurants ») et lieux de consommation (politique de maintien du commerce dans les centralités). La mise en œuvre d'une « intensité urbaine » plus affirmée permettra en outre d'améliorer la fréquentation des transports en commun existants (lignes régionales ou initiatives communautaires (transport à la demande par exemple)) ;
- La promotion des déplacements doux dans toutes les futures opérations d'urbanisme (réflexion globale à l'échelle de la commune mais également à l'échelle de l'opération). Les Orientations d'Aménagement et de Programmation du PLUi joueront, à ce titre, un rôle prépondérant dans la mise en œuvre de l'objectif énoncé au PADD ;
- L'optimisation des conditions d'accès aux ZAE favorisant les déplacements doux ou le covoiturage.

3.3.3. Développer une offre en habitat qualitative et de nature à limiter l'étalement urbain, adaptée aux besoins des habitants

3.3.3.1. Éléments identifiés dans le cadre du diagnostic

Si le Mellois en Poitou a connu, au cours de la décennie des années 2000, une croissance démographique soutenue, celle-ci s'est opérée avec un impact significatif sur les espaces agricoles, une majorité de ce développement ayant eu lieu sur des espaces agricoles productifs.

Cette production de logements, massive sur certaines communes, a par ailleurs contribué à standardiser l'offre de logements (de type pavillonnaire T4 ou T5) contribuant à déséquilibrer l'offre du territoire et accroissant les phénomènes de vacance sur certaines parties du territoire.

Il ressort également qu'une partie du parc de logements est vétuste et inadaptée aux besoins, méritant de fait l'engagement d'une traduction opérationnelle.

3.3.3.2. Motivations ayant conduit aux objectifs fixés dans le PADD et traduits dans le DOO

- **Choix opérés en matière de projection démographique**

Ainsi, la volonté intercommunale repose, non pas sur une remise en question de l'attractivité (certaine) du Mellois en Poitou mais bien sur la redéfinition de cette stratégie d'attractivité. Quantitativement, cela se traduit par une ambition démographique fixée à **+0.40 % de population / an** (entre 2018 et 2030) à l'échelle du Mellois en Poitou, soit une population estimée à **51 300 habitants à horizon 2030**.

L'accueil de cette population nouvelle devra s'effectuer prioritairement au sein des pôles définis par l'armature urbaine du PADD. Le DOO rappelle les obligations minimales de construction au sein de ces centralités permettant *a minima* de garantir la stabilité démographique (en cas d'atteinte de l'objectif), ou l'augmentation sensible de la population. Cet objectif s'articule avec celui de l'animation des centralités pour un territoire des proximités où les services et équipements sont à portée de main de chacun et où des mobilités alternatives peuvent être développées plus aisément.

Cet objectif de 0,4%/an tient compte de la dynamique sur un temps long équivalent à la durée d'application du SCoT tout en intégrant le « ralentissement » de la croissance observée sur les périodes les plus récentes (phénomènes de limitation des développements périphériques, regain d'attractivité des villes-centres, politique globale de métropolisation).

Ainsi, une dynamique de +0,46% est observée sur la période 1999-2015, tandis que la population croît à hauteur de 0,37%/an sur la période 2010-2015, marquant le phénomène de ralentissement évoqué ci-avant.

Ce scénario s'appuie par ailleurs sur l'identification des phénomènes suivants :

- **Un solde naturel redevenu positif et qui se maintient (maintien de la croissance par attractivité de jeunes ménages) ;**
- **Un solde migratoire qui se maintient.**

- **Choix opérés en matière d'objectifs de construction de logements**

Si le « point mort » de la construction (nombre de logements à créer sur une période et un territoire donnés pour maintenir la population à un niveau stable) était de **165** sur la période **1999-2015** à l'échelle du Mellois en Poitou (cf. diagnostic), on peut raisonnablement imaginer une stabilisation, voire une légère diminution de ce « point mort » sur la période d'application du SCoT. Cette stabilité, voire cette légère baisse, du point mort (et donc la diminution du nombre de logements à produire pour générer un « effet démographique ») s'explique par :

- Un **desserrement des ménages observé selon un rythme toujours soutenu** : le territoire a en effet été confronté à un développement rapide dans les années 2000 et une très faible construction entre 2018 et 2016. Les jeunes, arrivés avec

leurs parents pendant les années 2000, devraient donc quitter le territoire dans les années d'application du SCoT, démographie non renouvelée par une production de logements constante.

- Une politique volontariste, rappelée dans le SCoT, de **résorption de la vacance** (et donc ralentissement du rythme d'augmentation de celle-ci) ;
- Une politique ambitieuse de **renouvellement urbain**, notamment portée par le SCoT. L'impact de cette variable est sensible. En effet, sur la période précédente, un grand nombre de logements « disparaissaient » au profit d'autres vocations. Il s'agit ici de considérer que la CCMP impulsera une politique ambitieuse de renouvellement urbain, de requalification de friches, de réhabilitation du bâti agricole ancien (changements de destination...) concourant au double objectif de limitation de la consommation foncière et à l'animation des centres-bourgs.

Hypothèses sur lesquelles s'est appuyé le scénario retenu pour déterminer le nombre de logements à produire :

	Période 1999 - 2015	Période 2018- 2030	Commentaires
Taux de Croissance Annuel Moyen	0,5% / an	0,4% / an	<i>Un objectif de maintien de la dynamique démographique positive, légèrement inférieure à celle observée sur la décennie des années 2000.</i>
Croissance démographique	+ 3 050 habitants	+ 2 950 habitants	
Part de la population « hors ménages »	3%	3%	<i>Un maintien de la structure démographique de la CCMP, toujours pour partie polarisée par les métropoles et pôles urbains pour une partie de sa population (étudiants notamment).</i>
Evolution de la taille moyenne des ménages	- 0,6% / an	- 0,45% / an	<i>Une volonté d'accueil de jeunes ménages et une lutte contre le phénomène de vieillissement (qui sera néanmoins observé au regard des caractéristiques démographiques du territoire), impliquant une réponse en matière de desserrement des ménages. Un renouvellement urbain permettant de diversifier les formes urbaines et de libérer de grandes maisons adaptées aux jeunes ménages. → 101 logements à créer chaque année pour compenser les effets de ce desserrement « ralenti ». (NB : 131 logements /</i>

			<i>an seraient à produire pour compenser le desserrement si l'évolution des ménages poursuivait la tendance de 1999-2015).</i>
Croissance du parc de résidences principales	+1% / an	+0,9% / an	<i>Un projet politique de maintien de la dynamique en reconfigurant les espaces de vie et de développement.</i>
Evolution du parc de résidences secondaires	+0,8% / an	+0,8% / an	<i>Un maintien de la dynamique en matière d'attractivité du territoire pour la résidence secondaire. Formes urbaines non encouragées mais peu de prise sur ce phénomène par les documents de planification. → + 19 résidences secondaires chaque année</i>
Evolution du parc de logements vacants	+3,2% / an	+2,6% / an	<i>Poursuite de la dynamique observée sur 1999 – 2015 moins l'objectif de remettre chaque année sur le marché 55 logements vacants.--> une évolution de 1.6% / an du nombre de LV représente 46 logements vacants supplémentaires chaque année (contre + 100 logements vacants chaque année si l'évolution de la vacance était maintenue sur la base du rythme 1999-2015 (+ 3.2%)). Il s'agit ici de diviser par deux le rythme d'accroissement de la vacance par rapport à la période précédente.</i>
Taux de renouvellement du parc de logements	-0,1% / an	-0,06% / an	<i>Une ambition de valorisation du bâti ancien dégradé (changements de destination, réhabilitations) concourant à la définition d'un objectif (modeste) en matière de renouvellement du parc (réduire de moitié le solde négatif (destruction nette de logements) → 16 logements par an créés sans construction et donc à « ne pas programmer » dans le SCoT.</i>
Point « mort » annuel → Nombre de logements à construire (logements neufs)	165 logements / an	147 logements / an	<i>147 logements à construire chaque année pour maintenir la population à un niveau stable (considérant les éléments supra → desserrement des ménages, augmentation de la vacance, de la résidence secondaire...)</i>

annuellement pour le « maintien démographique »			
Logements à produire annuellement (logements neufs et/ou reconquête du parc vacant) pour accompagner la stratégie démographique visée par la Communauté de Communes	76 logements / an	88 logements / an	<i>88 logements * 13 ans * 2.08 personnes / ménage estimés en 2030 = gain de 2 500 habitants entre 2018 et 2030 (soit + 2750 à + 3000 habitants par rapport à la population 2015)</i>
Nombre total de logements à produire annuellement (logements neufs et/ou reconquête du parc vacant)	290 logements / an		<i>Cet objectif constitue une médiane entre les tendances les plus récentes, conduisant à une faible production de logements, et la tendance des années 2000, nettement plus soutenue en matière de production de logements.</i>

• **Choix opérés en matière de répartition des nouveaux logements**

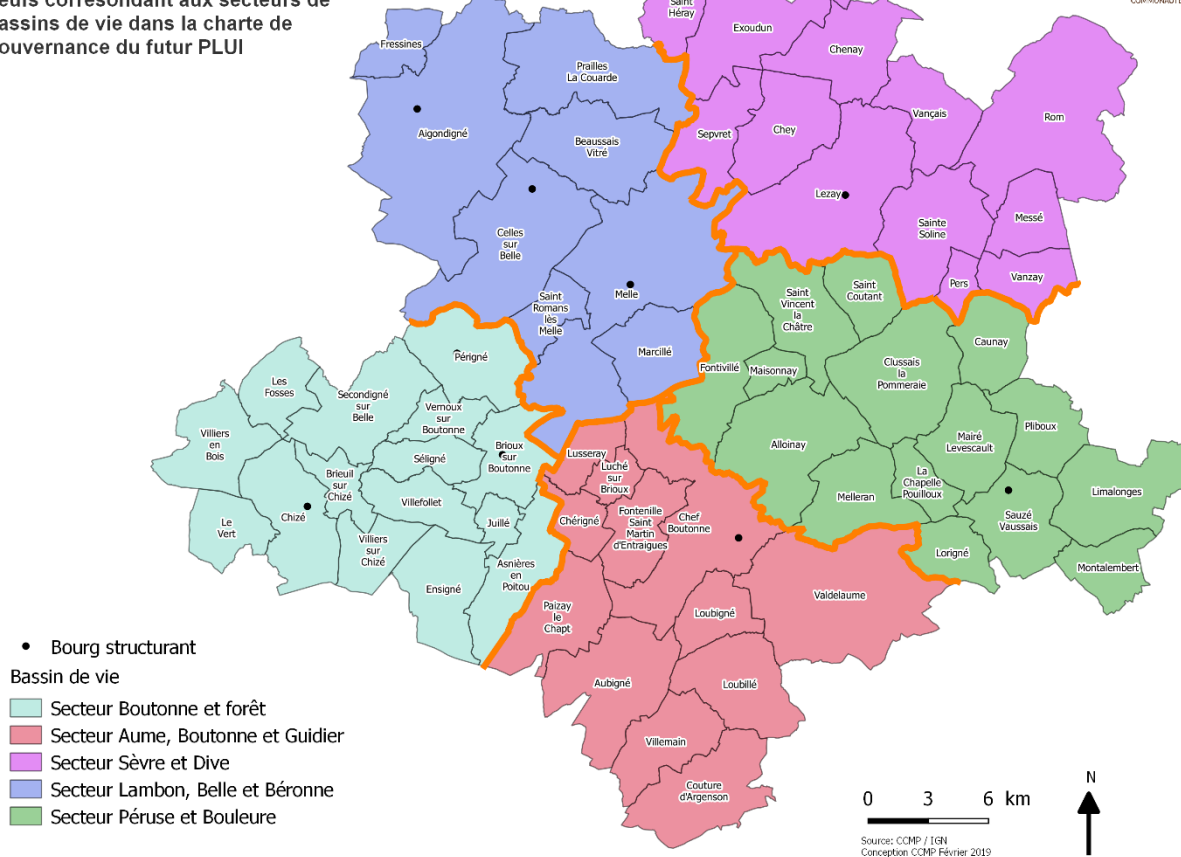
Les hypothèses de production de logements définies devront concourir à accroître le rôle de centralité des communes identifiées dans l'armature territoriale du PADD. Cette armature territoriale prend appui sur la notion d'irrigation des bassins de vie de proximité : existence de services, de commerces, d'équipements...

Aussi, suite à la fusion des anciennes communautés de communes et à la création de la CC Mellois en Poitou, les élus ont décidé de s'affranchir de la logique communautaire et de travailler à l'échelle de bassins de vie, dont la délimitation apparaît plus pertinente au regard des enjeux du SCoT : mobilités, proximité, animation des territoires, désenclavement...

Le SCoT identifie 5 secteurs de bassins de vie, abolissant ainsi les périmètres des anciens EPCI fusionnés.

Ces 5 secteurs répondent à des logiques de bassin d'emploi, de rayonnement des pôles structurant et d'accès aux services. Ils tiennent également compte des axes de circulation qui ont une influence en matière de déplacement et d'implantation des équipements (exemple : La RD948 entre Mougon et Melle et entre Melle et Limalonges ; la RD 950 et la RD1 sur le secteur Boutonne et Forêt ; la RD 45 entre Lezay et La Mothe ; les RD 740 et RD 737 sur le secteur Aume-Boutonne-Guidier). La définition de ces secteurs est issue d'un travail concerté réalisé à l'occasion de l'élaboration de la charte de gouvernance du futur PLUI. Pour assurer la continuité entre les 2 documents de planification, il a été décidé de retenir ces 5 secteurs pour ventiler le nombre de logements à construire dans le SCoT.

Secteurs de répartition des objectifs annuels de construction de logements neufs correspondant aux secteurs de bassins de vie dans la charte de gouvernance du futur PLUI



La clé de répartition s’est appuyée sur une réalité territoriale, pondérée par l’armature définie au sein du PADD du SCoT du Mellois en Poitou.

Ont notamment été intégrés au principe de délimitation des bassins de vie les indicateurs suivants :

- Phénomènes plus ou moins marqués de périurbanisation ;
- Liens physiques (mobilités) et notamment l’accès à la RD 948 ;
- Caractéristiques architecturales et paysagères ;
- Bassins de vie au sens de l’Insee et notamment le rôle polarisant (commerces, services...) qu’exercent certaines communes sur le territoire (Chef-Boutonne, Brioux sur Boutonne...)...

Une analyse de la dynamique de construction de logements (logements commencés (Sit@del2)) sur la période 2004-2018 a permis d’estimer l’attractivité de chacun des bassins de vie dans les périodes les plus récentes. Cette base de travail, légèrement remaniée a permis d’aboutir à la répartition évoquée ci-avant.

Cette répartition volontairement réalisée à l’échelle des bassins de vie devra permettre, ainsi que le vise le DOO, le renforcement de chacune des centralités du territoire et un arbitrage entre les communes hors centralités en fonction des caractéristiques des communes et des ambitions communales (villages pittoresques à enjeux paysagers / patrimoniaux, communes non dotées de l’assainissement collectif, communes contraintes par des risques naturels ou technologiques...). Ces débats devront avoir lieu lors de l’élaboration du PLUi.

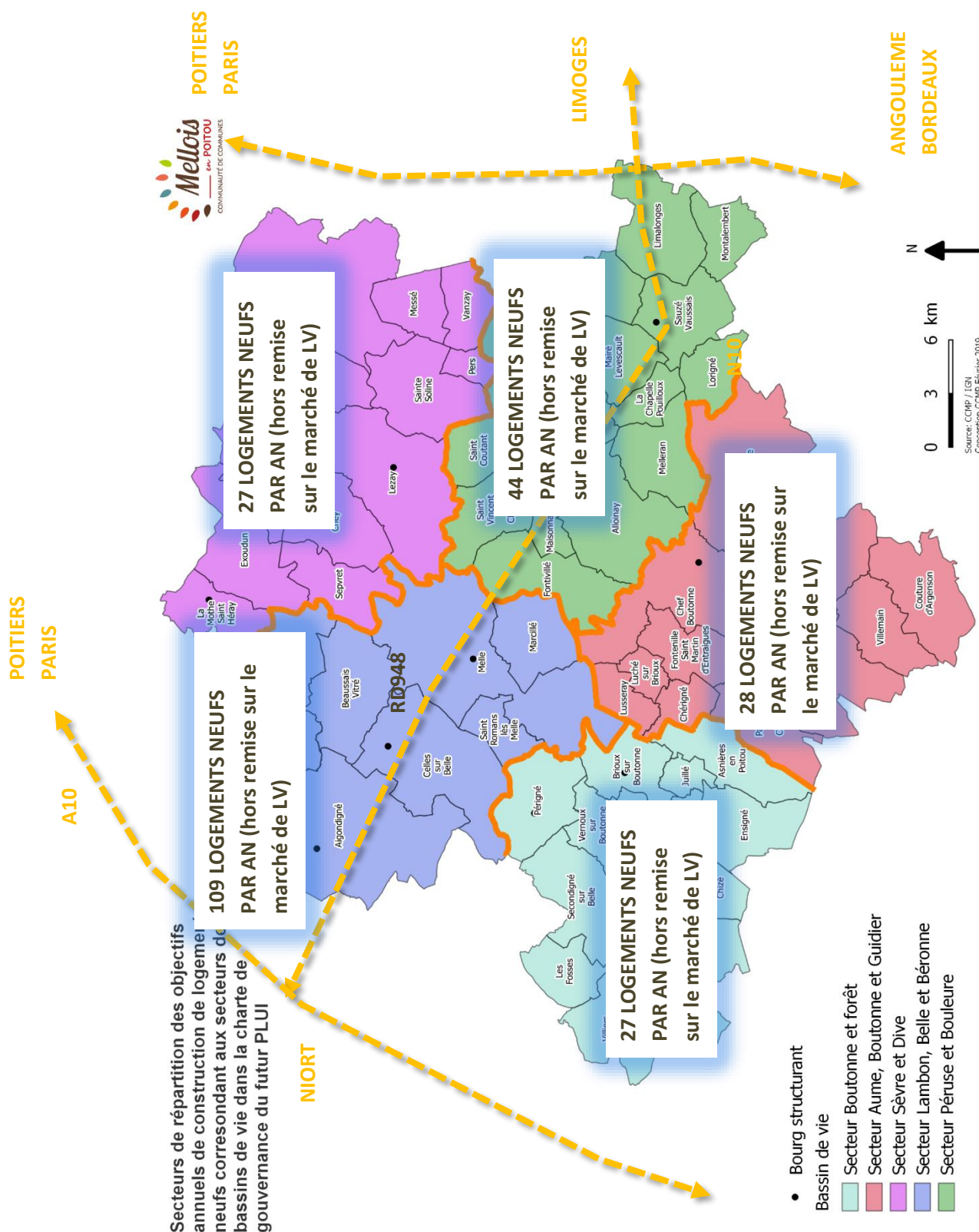
Le DOO fixe un objectif de **remise sur le marché de 55 logements vacants par an** à horizon 2030. Ces logements vacants, à remettre sur le marché, sont déduits de l'objectif de production de logements du secteur considéré.

Cela ne signifie pas pour autant que la CCMP considère que le nombre de ses logements vacants va diminuer au cours des années à venir. Il s'agit de considérer que la dynamique importante d'accroissement de la vacance à laquelle est confronté le territoire sera amoindrie par une action volontariste de la collectivité en matière de lutte contre la vacance (augmentation minorée par 55 logements vacants remis sur le marché chaque année).

Le SCoT ne disposant pas de suffisamment d'éléments pour quantifier et territorialiser les logements vacants à remettre sur le marché, ceux-ci seront identifiés dans le futur PLH, en lien avec l'armature du SCoT, et déclinés dans le futur PLUi.

Aussi, les objectifs finaux propres à chaque secteur sont les suivants :

Secteurs géographiques / Bassins de vie	Objectif de construction de logements neufs par an	Objectif de remise sur le marché de logements vacants par an	Total
Boutonne et forêt	27	55	290
Aume-Boutonne-Guidier	28		
Sèvre et Dive	27		
Lambon-Belle-Béronne	109		
Péruse et Bouleure	44		
Territoire	235	55	290



- ***Choix opérés pour encourager une reconquête des centres-bourgs et ramener la population au plus près des services***

Le SCoT mise sur la capacité des collectivités à fournir des services de qualité et de proximité destinés à satisfaire les besoins des habitants. Il s'agit d'organiser la répartition des services en fonction des besoins actuels et futurs du territoire au regard du scénario démographique retenu. L'appui sur les pôles identifiés demeure une priorité sans pour autant compromettre le développement de services de proximité dans les autres communes du Mellois en Poitou et affaiblir leur vitalité.

A l'échelle des communes, le SCoT précise la structuration de l'organisation urbaine en orientant de manière prioritaire le développement vers les bourgs. Il s'agit de conforter l'enveloppe urbaine existante des communes, dans le but de " faire vivre " les équipements et services existants dans les bourgs. Pour renforcer cette orientation, la constructibilité dans les villages se limite aux dents creuses, et est interdite dans les hameaux, selon les dispositions du code de l'urbanisme en vigueur. En ce qui concerne l'enveloppe urbaine, les travaux qui interviendront lors de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal devront établir la cartographie des enveloppes urbaines, sur la base des éléments indiqués dans le DOO. C'est au sein de ces enveloppes urbaines que doivent être analysées les capacités de densification et de mutation du tissu bâti. La méthode de délimitation des enveloppes urbaines et les éléments permettant de distinguer les bourgs, des villages et des hameaux sont explicités dans le DOO.

Il est à souligner le fait que la prescription du SCoT concernant les densités de logements à réaliser selon les typologies d'espaces vise principalement à permettre une véritable modération de la consommation d'espaces agricoles et naturels, ainsi qu'un regain d'intérêt pour les opérations de cœurs de ville et de bourg. En effet, cette disposition permet surtout de disposer d'un indicateur pour les communes, de manière à quantifier le niveau de leur capacité de densification. Les mesures opérationnelles qui permettront la densification de l'enveloppe urbaine et une résorption de la vacance sont développés dans d'autres chapitres du SCoT (incitations à mener des réflexions globales de revitalisation des centres-bourgs, mise en place d'OPAH-RU...). Le territoire mène une approche volontariste en ce qui concerne la revitalisation des bourgs et la résorption de l'habitat vacant. Le SCoT incite à poursuivre dans cette voie.

Le DOO fixe des objectifs de production de logements dans les pôles structurants afin de renforcer leur poids démographique et conforter l'offre de services et commerces qui s'y trouve. On constate que sur la période 2004-2018, les nouvelles constructions se faisaient largement en dehors de ces centralités, dans les autres bourgs et villages dépourvus de services et souvent régis par le règlement national de l'urbanisme (RNU). La détermination de ces objectifs s'appuie également sur les documents d'urbanisme en vigueur dans ces centralités. En effet, la détermination de ces objectifs dans le DOO permettra lors de l'élaboration du PLUI d'asseoir les réflexions déjà menées par ces bourgs en matière d'aménagement dans leur PLU respectifs.

Secteur géographique	Pour information : Part des logements neufs construits dans les polarités au sein de chaque secteur sur la période 2004-2018	Part minimale des logements neufs à construire allouée aux polarités de chaque secteur sur la période d'application du SCoT 2018-2030
Boutonne et Forêt	59%	74% dans les centralités de Brioux, Périgné et Chizé
Aume – Boutonne – Guidier	61%	65% dans les centralités de Chef-Boutonne et Couture d'Argenson
Sèvre et Dive	47%	67% dans les centralités de Lezay et La Mothe
Lambon – Belle – Béronne	47%	64% dans les centralités de Melle-Saint-Léger-saint-Martin, Celles-sur-Belle, Mougou (Commune d'Aigondigné)
Péruse et Bouleure	17%	25% dans la centralité de Sauzé-Vaussais

- **Choix opérés pour faciliter un développement urbain maîtrisé et donner les principes de restructuration des espaces urbanisés, de revitalisation des centres urbains et ruraux**

Le SCoT, au travers de ses orientations et objectifs, vise à assurer les conditions d'un développement urbain maîtrisé et les principes de restructuration des espaces urbanisés, de revitalisation des centres urbains et ruraux, par différentes dispositions.

Le SCoT pose pour principe le fait de privilégier le comblement de l'enveloppe urbaine à l'extension de l'urbanisation, ce qui suppose, dans le cadre de l'élaboration du PLUi, de démontrer la capacité de densification du tissu urbain.

Cette étude comporte a minima un inventaire des potentiels d'accueil de nouveaux logements dans les zones déjà urbanisées (dents creuses, friches urbaines et industrielles, estimation du potentiel de réhabilitation de l'habitat ancien avec si possible un recensement des logements vacants).

Le DOO précise toutefois que l'enveloppe urbaine ne constitue pas une simple limite physique au-delà de laquelle toute construction est considérée comme « consommatrice d'espace ». Aussi, des précisions sont apportées sur l'urbanisation de parcelles à vocation agricole ou naturelle situées au sein desdites enveloppes urbaines d'une part et sur les dents creuses dépassant le seuil de 5 000 m² de surface d'autre part. Ces deux types de terrain seront comptabilisés en tant qu'extensions de l'enveloppe urbaine et donc aux *maxima* de consommation foncière en extension alloués par le SCoT.

3.4. Les ambitions en matière de réduction de consommation d'espaces naturels et agricoles

Les réflexions conduites pour définir l'offre en habitat dans un souci de lutte contre l'étalement urbain se sont appuyées sur une analyse de la consommation d'espaces naturels et agricoles sur la dernière décennie.

3.4.1. *L'analyse de la consommation d'espaces sur la décennie précédente*

3.4.1.1. *Une analyse sur la période 2009-2018*

La période de référence actualisée pour l'analyse proposée correspond à la période des 10 années précédant l'arrêt du projet de SCoT arrêté en juillet 2019, soit une période courant de 2009 à 2018.

Pour rappel, article L141-3 du Code de l'Urbanisme : « Il présente une analyse de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers au cours des dix années précédant l'arrêt du projet de schéma et justifie les objectifs chiffrés de limitation de cette consommation compris dans le document d'orientation et d'objectifs. »

3.4.1.2. *La délimitation de la tache bâtie*

La méthodologie employée pour réaliser cette analyse s'appuie préalablement sur la délimitation de la « tache bâtie » ou « enveloppe urbaine ».

La tache bâtie permet de délimiter les espaces bâtis d'un territoire. C'est un élément de diagnostic permettant de déterminer la capacité de densification et de mutation de l'ensemble des espaces bâtis. Elle sert également à l'analyse de la consommation de l'espace sur les 10 dernières années (1er janvier 2009 au 31 décembre 2018).

Pour obtenir une première tache bâtie, la **méthode de dilatation/érosion** a été mobilisée.



Dans la majorité des cas, la délimitation de la tache bâtie se fait en suivant les limites parcellaires. Cependant, cette deuxième étape de la méthode engendre certains découpages qui peuvent se détacher des limites parcellaires (boisements assurant une continuité avec les espaces extérieurs à la tache bâtie, espaces naturels remarquables, parcelles de taille importante...).

Ces « taches bâties » ou « enveloppes urbaines » ont été délimitées autour des centres-bourgs des communes de la Communauté de Communes ainsi que pour les espaces identifiés en tant que « zone « urbaine » dans les documents d'urbanisme en vigueur. Dans le cadre de la présente analyse de consommation d'espaces agricoles, naturels et forestiers, la délimitation de ces enveloppes urbaines permet de définir si une parcelle consommée l'est :

- **En densification de l'enveloppe urbaine ;**
- **En extension d'enveloppe urbaine ;**
- **En mitage de l'espace agricole (au sein de hameaux essentiellement).**

3.4.1.3. Les données utilisées

Les fichiers fonciers (« MAJICS ») retraités par le CEREMA permettent d'identifier les dates de première construction sur chaque parcelle. Aussi, notre analyse a-t-elle consisté à identifier l'ensemble des parcelles dont la première construction a été réalisée **entre le 1^{er} janvier 2009 et le 31 décembre 2018**.

Disposant de deux photographies aériennes en date de 2011 et 2018, une vérification par photo-intéprétation a permis :

- De **préciser les limites des parcelles réellement consommées** (consommation totale ou partielle) ;

- **D'identifier la destination de la construction** ayant généré la consommation d'espaces agricoles, naturels ou forestiers.

3.4.1.4. Les résultats

Au total, sur les 10 années d'analyse, la consommation foncière totale est estimée à **287 hectares, soit 28,7 hectares par an.**

Cette consommation foncière peut être répartie selon 5 grands types de vocations :

- Habitat (développement résidentiel et mixte) ;
- Equipements publics et d'intérêt collectif ;
- Activités économiques ;
- Infrastructures ;
- Besoins liés à l'activité agricole.

Sur les 287 hectares consommés :

- **Habitat :** 157 ha sont à destination d'habitat soit 15,7 ha par an dont 62% en dehors des enveloppes urbaines (consommation d'espace ou mitage) (38% au sein d'espaces qualifiés d'artificialisés (enveloppes urbaines)
- **Equipements et infrastructure :** 79 ha concernent les équipements et infrastructures soit 8 ha par an
- **Activités économiques :** 37 ha se localisent dans les zones d'activités soit 3,7 ha par an

L'analyse de la répartition géographique de cette consommation d'espace selon les ex-EPCi fait état des éléments suivants :

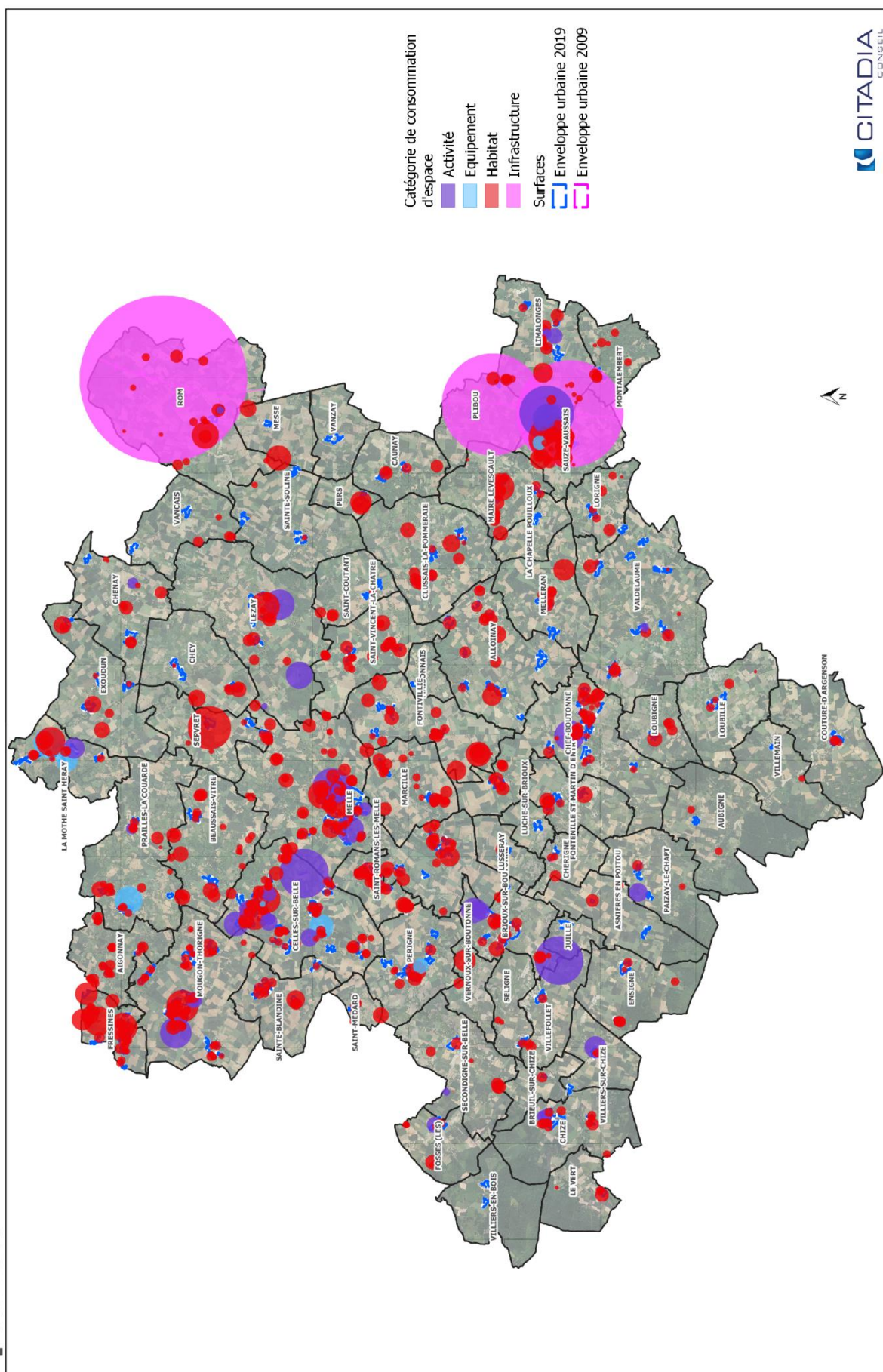
- Le territoire « périurbain » de l'ex-Communauté cantonale de Celles sur Belles (pouvant être apparenté au secteur « Lambon, Belle et Béronne) est le territoire le plus consommateur d'espace. Cette consommation d'espace témoigne par ailleurs de la résidentialisation progressive de ce territoire et des influences périurbaines dans la mesure où la consommation foncière est proportionnellement plus importante à vocation d'habitat plutôt qu'à vocation d'activités.
- Cet écart de consommation foncière par rapport au poids de population s'est principalement fait au détriment des ex-CC du Mellois (notamment ses parties Nord et Est, respectivement incluses dans les secteurs « Sèvre et Dive » et « Péruse et Bouleure ») et du Cœur du Poitou (globalement à cheval entre les secteurs « Aume, Boutonne et Guidier » d'une part et « Péruse et Bouleure » d'autre part). Concernant le Mellois, c'est essentiellement l'absence de dynamique résidentielle qui se traduit dans les analyses de consommation foncière (la dynamique économique semble avoir été maintenue).

Synthèse de l'analyse de la consommation d'espace sur la période 2009 - 2018

	Habitat (mixte)	Equipements	Infrastructures	Activités économiques	Activités agricoles	Vocation non déterminée
Période 2009- 2018	157 hectares	5 hectares	78 hectares	37 hectares	4 hectares	6 hectares
Consom- mation d'espace annuelle	15,7 hectares	0,5 hectare	7,8 hectares	3,7 hectares	0,4 hectare	0,6 hectare

Consommation d'espace 2009- 2019

SCoT Mellois



- **Analyse de la consommation d'espace à vocation d'habitat**

Les espaces consommés le sont majoritairement pour du développement résidentiel (production de logements sous formes de maisons individuelles essentiellement). Sur cette même période, ce sont **1 485 logements** qui ont été construits sur le Mellois en Poitou selon une dynamique variable, liée à la crise post-2008. Il convient donc de souligner que l'analyse de consommation d'espace réalisée sur la période 2009-2018 correspond à une période de crise de production de logements et donc par conséquent à une consommation d'espace mesurée au regard de cette dynamique. Cette dynamique s'inverse aujourd'hui pour revenir plus proches des standards du territoire au cours des années 2000.

Il est à noter que la consommation foncière, de même que la dynamique démographique s'est concentrée autour des pôles urbains de Melle et Celles et à proximité de l'agglomération niortaise (Fressines, Mougon...).

Aussi, pour 1 485 logements commencés sur la période, ce sont 157 hectares consommés, soit une densité moyenne mise en œuvre de l'ordre de **9,45 logements / hectare consommé**.

Localisation préférentielle des espaces consommés à vocation d'habitat

Densification de l'enveloppe urbaine de 2009	Extension des enveloppes urbaines de 2009	Mitage de l'espace (hors enveloppes urbaines)
38% des espaces consommés	27% des espaces consommés	35% des espaces consommés

Pour rappel :

- **2004 – 2008 : 375 logements commencés chaque année ;**
- **2009 – 2011 : 215 logements produits chaque année ;**
- **2012 – 2017 : 90 logements par an ;**
- **2018 : 302 logements commencés**

- **Analyse de la consommation d'espace à vocation d'activités économiques**

Véritable déclinaison de stratégies communautaires (Mellois en Poitou n'existait pas sur la majeure partie de la période analysée et le développement économique était porté par les ex-communautés de communes), la consommation d'espace à vocation d'activités s'est réalisée en extension des zones d'activités existantes principalement localisées sur les pôles principaux et secondaires (Melle, Celles, La Mothe Saint Heray, Lezay...). Le cas particulier de Limalonges, situées le long de la RN10 est également à souligner et s'inscrit en lien avec la stratégie communautaire du renforcement économique de cet axe et plus globalement de l'Est du territoire.

3.4.2. Les objectifs de limitation de la consommation de l'espace fixés par le SCoT

Le SCoT du Mellois en Poitou vise à atteindre les objectifs fixés au sein du Schéma Régional d'Aménagement et de Développement Durables (SRADDET) de la Région Nouvelle Aquitaine, notamment concernant les objectifs de modération de la consommation d'espace. (NB : le SRADDET Nouvelle Aquitaine a été approuvé par le conseil régional le 16 décembre 2019, il doit encore être approuvé par la Préfecture de Région dans le courant du 1^{er} trimestre 2020 avant d'être opposable).

Extrait du SRADDET : « **Conforter les villes et les bourgs** dans l'animation de leurs espaces de vie du quotidien, en adaptant au mieux l'offre commerciale, d'équipements et de services aux besoins actuels et projetés, à l'échelle des bassins de vie. L'enjeu sous-jacent est la limitation de l'étalement urbain et des situations de concurrence. L'armature régionale définit en amont la maille des villes et bourgs les plus structurants dans une vision d'équilibre des territoires »

Conscient du caractère non renouvelable de la ressource foncière, le SCoT entend promouvoir un développement économe en espace, qui favorise, autant que possible, la logique de renouvellement urbain pour préserver l'espace naturel et agricole de l'urbanisation. Cette volonté se traduit par la densification des espaces résidentiels et économiques et la promotion de formes urbaines adaptées afin d'économiser l'espace. Il s'agit de promouvoir des formes urbaines plus denses s'insérant dans le tissu environnant. La requalification des espaces (habitat, activités) émerge comme un préalable à toute opération d'extensions : recherche des disponibilités foncières internes à l'enveloppe urbaine et recyclage des friches urbaines. La protection et la mise en valeur des paysages sont réaffirmées : en particulier, la préservation des grands ensembles paysagers et le maintien des paysages agricoles et naturels. Enfin, la protection des espaces agricoles et naturels est l'objectif visé par toutes les orientations mentionnées ci-dessus.

3.4.2.1. Les choix opérés en matière de consommation d'espaces à vocation d'habitat et d'équipements collectifs

Le Mellois en Poitou a connu une décennie 2000 marquée par un rythme de construction soutenu, et des modes de développement assez fortement consommateurs d'espaces. Afin d'utiliser le foncier de manière plus économe dans le futur, le SCoT pose comme prescription le fait de limiter la consommation d'espace à vocation **d'habitat et d'équipements collectifs en extension** des enveloppes urbaines à un maximum **de 140 hectares maximum entre 2018 et 2030**, soit **10,8 ha par an maximum** sur 13 ans contre 24 ha par an sur la période 2002-2011 et 22 ha / an (extension + densification) sur la période 2009 – 2017 (source : DDT).

NB : les parcelles agricoles et naturelles situées au sein des enveloppes urbaines et les dents creuses de plus de 5 000 m² sont comptabilisées dans ce volume de consommation foncière maximal de 140 hectares.

Dans la mesure où elle ne dispose pas de l'inventaire exhaustif de son potentiel de densification à la parcelle et sur tout son territoire (travail qui sera effectué dans le PLUI), la Communauté de Communes ne souhaite pas fixer de limite en matière de surface concernant les phénomènes de densification spontanée, de divisions parcellaires ou de construction sur des parcelles en diffus (dents creuses de petite superficie).

- **Densité moyenne et densification des enveloppes urbaines**

Il convient de mettre en parallèle les objectifs complémentaires du SCoT quant à la modération de la consommation d'espace, à savoir :

- Un minimum de **40% des logements neufs à réaliser au sein des enveloppes urbaines** à l'échelle des bassins de vie ;
- Une densité minimale moyenne de **13 logements / hectare** à l'échelle du SCoT.

Dans l'hypothèse où les études de capacité foncière identifieraient des potentiels permettant la production de plus de 40% des logements programmés par le SCoT dans les enveloppes urbaines, le maximum que constituent les 140 hectares ne serait pas mobilisé. Il convient par ailleurs de souligner qu'au sein des bourgs structurants, toute opération de plus de 2 500 m² sera automatiquement soumise à l'application d'une densité (réalisation d'une OAP) et ce, en cohérence avec les dispositions des SCoT voisins.

Objectif annuel de production de logements	Objectif annuel de construction neuve de logements	Objectif annuel maximal de construction de logements neufs en extension de l'enveloppe urbaine (60%)	Consommation foncière maximale annuelle en extension à vocation habitat	Densité brute moyenne des opérations en extension de l'enveloppe urbaine
290	235	141	10,8 ha	13 logements / ha

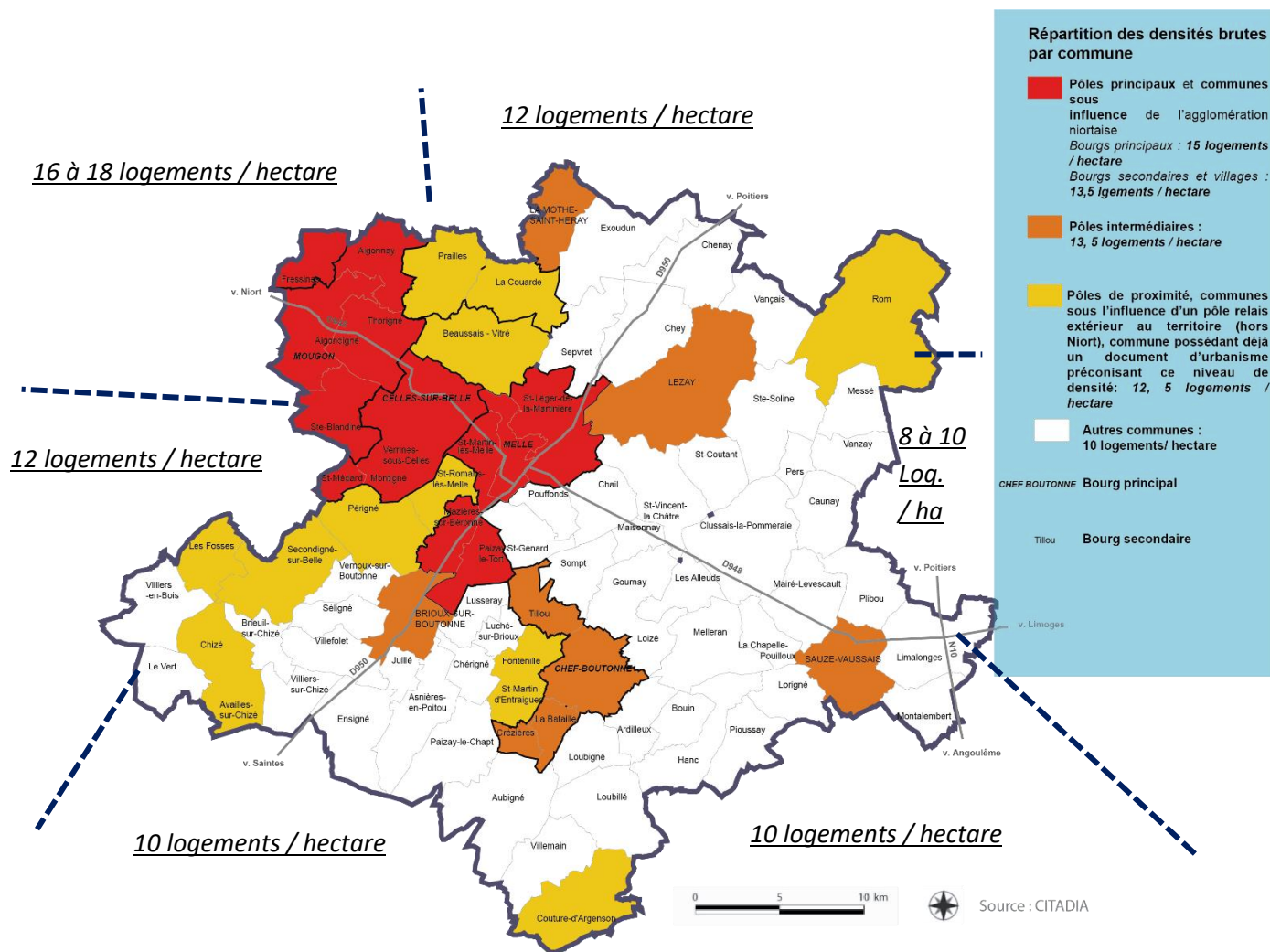
Synthèse des objectifs chiffrés de modération de la consommation d'espace à vocation habitat

- **Définition d'objectifs de densité différenciés visant à limiter l'artificialisation des espaces naturels et agricoles**

Par ailleurs, le SCOT fixe également des objectifs en matière de densités, significativement augmentés par rapport aux densités constatées sur la période de référence, et ce dans un souci d'affirmation de l'armature territoriale et de limitation de la consommation d'espace ;

	Localisation (dans le cas des communes-nouvelles, possibilité de plusieurs « bourgs » par commune)	Taille moyenne d'une parcelle bâtie en m² (à titre indicatif)
Pôles principaux Communes sous influence de l'agglomération niortaise	<p>Bourgs principaux : 15 logements / ha Melle : enveloppe urbaine « continue » de Melle – Saint Léger de la Martinière – Saint Martin lès Melle Celles sur Belle : enveloppe urbaine « continue » de Celles sur Belle Aigondigné : enveloppe urbaine de Mougou</p> <p>Bourgs secondaires et opérations groupées dans les villages : 13,5 logements / ha Melle : enveloppe urbaine « continue » de Paizay-le-Tort, Charzay Celles sur Belle : enveloppe urbaine « continue » de Verrines sous Celles, Montigné, Saint Médard Aigondigné : enveloppe urbaine « continue » de Sainte Blandine, Tauché, Aigonny, Thorigné</p>	<p>555</p> <p>617</p>
Pôles intermédiaires	Bourgs principaux, bourgs secondaires et opérations groupées dans les villages : 13,5 logements / ha	617
Pôles de proximité Communes sous l'influence d'un pôle relais extérieurs* au territoire (hors Niort) Communes possédant déjà un document d'urbanisme préconisant ce niveau de densité	<p>Bourgs principaux, bourgs secondaires et opérations groupées dans les villages : 12,5 logements / ha</p>	666
autres communes	Bourgs principaux, bourgs secondaires et opérations groupées dans les villages : 10 logements / ha	833

OBJECTIFS DE DENSITE



NB : ainsi que l'illustre la carte ci-dessus, les objectifs de densité se justifient également au regard des densités prescrites par les SCot voisins. Il s'agit d'entretenir une cohérence dans les objectifs définis et de tenir compte de la faisabilité des opérations futures programmées dans le PLUi

- **Définition d'objectifs d'implantation cohérente des logements futurs au sein des bourgs et des villages**

Afin de limiter le mitage de l'espace agricole d'une part et de faciliter l'administration des territoires par la mise en place de politiques publiques efficaces et efficientes, le Mellois en Poitou souhaite cadrer les possibilités de développement des différents tissus bâtis identifiés sur son territoire. Si la priorité doit être donnée à la densification des enveloppes urbaines existantes au niveau des centres-bourgs avant d'envisager toute extension, le DOO vient préciser que des villages sont également susceptibles de recevoir des constructions neuves.

Ces villages, exerçant un rôle secondaire à l'échelle de la commune, pourront se développer par comblement de dents creuses, seulement s'ils répondent à un certain nombre de critères à définir dans le PLUi (nombre et densité de constructions, desserte par les réseaux, absence d'impact sur l'activité agricole...).

En outre, le PADD et le DOO affirment une constructibilité limitée au niveau des hameaux, des écarts et de l'habitat isolé ou diffus : sont autorisées uniquement les extensions limitées des constructions et les rénovations. Ce principe concourt à la valorisation et à la préservation de la typicité du bâti traditionnel Mellois, du paysage rural et des espaces agricoles.

- **Définition d'objectifs qualitatifs visant à l'amélioration du parc de logements**

Afin de requalifier certains segments du parc de logements, devenus inadaptés à l'âge et au profil sociologique de la population, la Communauté de Communes s'apprête à prescrire l'élaboration d'un Programme Local de l'Habitat devant traduire les enjeux soulevés par le SCoT en la matière. Le PADD rappelle la nécessaire diversification des formes urbaines et réinvestissements des logements délaissés dans les centralités.

Le DOO répond à cet objectif en :

- limitant les potentialités d'extension urbaine et en imposant la création de logements dans les cœurs de bourgs contribuant à l'amélioration de l'attractivité de ceux-ci ;
- fixant un objectif annuel de remise sur le marché de 55 logements vacants par an à l'échelle du Mellois en Poitou ;
- demandant aux communes la mise en place de dispositifs d'accompagnements pour la remise sur le marché de logements vacants.

3.4.2.2. *Les choix opérés en matière de consommation d'espaces à vocation d'activités économiques*

En matière de zones d'activités économiques, les prévisions sur la période 2018-2030 s'appuient sur une projection des dynamiques de consommation foncière à vocation économique (nombre d'hectares annuels) constatés sur la période 2005-2015. Le Mellois en Poitou, dans le cadre du SCoT, affirme une volonté forte de limiter le phénomène de

résidentialisation, et donc d'accompagner le développement démographique par un développement économique plus soutenu que sur les périodes passées. C'est la raison pour laquelle il n'est pas envisagé de réduire significativement le volume d'hectares à consommer pour les zones d'activités économiques. Pour autant, il apparaît important de souligner le fait que la projection affichée dans le cadre du SCoT permettra tout de même de réduire les réserves affectées aux zones d'activités économiques, qui représentent à l'heure actuelle environ 200 hectares (à comparer avec les 55 hectares projetés par le SCoT).

Ces 200 hectares de réserves foncières sont des surfaces non aménagées, dont la vocation actuelle est agricole. Aussi, le maintien de 55 hectares en extension implique le **basculement d'environ 150 hectares de terrains, initialement fléchés pour du développement économique, vers une vocation agricole** dans le futur PLUi.

La consommation foncière totale sera constituée de 55 hectares en extension des ZAE existantes (selon une armature définie dans le DOO (cf. justifications ci-avant)) et le remplissage des 34 hectares de terrains disponibles dans les ZAE existantes (terrains viabilisés / dents creuses).

Les ZAE complètes qui ne disposeront d'aucune capacité d'extension (ZAE complémentaires essentiellement) se développeront par recyclage foncier, renouvellement, requalification et densification des espaces sous-occupés.

Des conditions préalables à l'extension de toute ZAE ont été définies. Ces conditions portent notamment sur la réalité des actions engagées en matière de densification / renouvellement de la ZAE support de l'extension ainsi que, selon les cas, sur un taux de remplissage de la ZAE. Il s'agit de ne pas permettre l'extension de zones non suffisamment occupées et ce, en vue d'éviter toute erreur stratégique à la collectivité, lui permettant une certaine souplesse dans ses choix de développement.

Ainsi, le DOO permet de limiter la consommation d'espace à vocation **d'activités économiques** à hauteur de **55 hectares** au-delà des surfaces déjà aménagées et disponibles, soit **4,2 ha par an en extension + 2,6 hectares par an en densification** des ZAE existantes (**34 hectares** viabilisés non commercialisés), soit un total de **6.8 ha par an maximum**. Sont comptabilisées dans ce volume :

- l'extension des secteurs d'implantation périphériques ;
- l'extension des sites économiques isolés ;
- l'extension des infrastructures touristiques situées en dehors des enveloppes urbaines ;
- les dents creuses des ZAE communautaires existantes.

Le DOO demande que la recherche de l'optimisation du foncier économique existant (par densification) soit privilégiée avant d'envisager des extensions de l'urbanisation.

Ainsi, les ZAE de proximité ne pourront plus être étendue mais seulement requalifiées. Les sites indépendants pourront être étendus après une étude au cas par cas en fonction des besoins réels et des contraintes environnementales. Les ZAE de grande capacité ou de rayonnement régional pourront être étendues seulement si un projet d'envergure y est programmé. Une exception est faite pour la ZAE des Maisons Blanches pour laquelle les élus ont souhaité attribuer un potentiel d'extension de 20 hectares dans un but de rééquilibrage économique du territoire. Seules les ZAE associées aux bourgs structurants pourront faire l'objet d'extension à partir du moment où 70% de leurs terrains viabilisés seront construits afin de préserver au maximum les terres agricoles.

Ainsi, le SCoT, s'il n'obère pas les capacités de développement économique du territoire, devrait, par l'application cumulative des objectifs quantitatifs (qui fixent des maximums à ne pas dépasser et non des objectifs) et qualitatifs aboutir à une densification de l'occupation foncière en zones d'activités économiques.

3.4.2.3. Les choix opérés en matière de consommation d'espaces à vocation d'équipements collectifs et d'infrastructures

En dehors des cas particuliers énumérés ci-après, les équipements collectifs doivent être réalisés :

- soit dans l'enveloppe urbaine ;
- soit dans la limite de consommation foncière fixée par le SCOT pour les extensions d'enveloppes urbaines, à savoir 13ha / an.

Dans tous les cas, ces projets d'équipements devront être prioritairement implantés dans les centralités, donc dans les enveloppes urbaines, à proximité des lieux de vie ou des équipements existants ou par réutilisation de friches.

Ne sont toutefois pas comptabilisés :

- les équipements d'infrastructure non liés à une opération d'urbanisme : infrastructure routière départementale (contournement, doublement de voie départementale par exemple), Ligne à Grande Vitesse, parc éolien...
- les retenues de substitution d'irrigation (appelées localement « bassines »).

Par ailleurs, pour le développement des infrastructures, le SCoT impose que chaque aménagement soit conçu dans un souci de limitation de la consommation d'espaces en appliquant la logique du « Éviter-Réduire-Compenser ».

3.4.2.4. Rappel des évolutions et synthèse des choix opérés en matière de consommation d'espaces

L'élaboration du SCoT du Mellois en Poitou a débuté en 2014, avec un changement profond de gouvernance et de configuration territoriale début 2017. Ainsi, entre le début de son élaboration en 2014 et la clôture de l'enquête publique fin 2019, le document a connu des avancées notables, dues notamment à un approfondissement des connaissances sur certains enjeux et des prises de conscience de la part des élus. En effet, l'acculturation des élus et des acteurs locaux en matière de planification territoriale et la concertation qui va avec prend du temps.

• **Débat du « PADD 1 »**

Dans la première version soumise au débat en 2017, le projet envisageait la définition d'objectifs de modération de la consommation d'espace à vocation habitat de l'ordre de 20 hectares par an, soit 260 hectares à horizon 2030. Il prévoyait également 90 hectares, soit 7 hectares par an pour l'extension des ZAE.

- **Débat du « PADD 2 »**

Lors d'un débat complémentaire en 2019, le scénario concernant l'habitat a été remis en question afin de tenir compte :

- de l'objectif de renforcement des centralités ;
- Des potentiels de densification existants dans les enveloppes urbaines ;
- De l'objectif de requalification du parc vacant ;
- De la définition d'objectifs de densité plus ambitieux ne rendant pas nécessaire l'artificialisation de surfaces aussi importantes.

Concernant les ZAE, les objectifs basés sur les dynamiques de consommation foncière observées sur la période 2005-2015, ont également été revus à la baisse suite à la réflexion mise en œuvre autour de la stratégie économique communautaire, sur son nouveau périmètre :

- Identification de zones dédiées à l'accueil d'activités « consommatrices d'espace » ;
- Densification des ZAE existantes ;
- Requalification des friches ;
- Limitation des impacts sur les espaces agricoles.

Les élus communautaires ont fait le choix d'une réduction drastique de la consommation foncière à vocation économique, pour une offre plus ciblée et rééquilibrée à l'échelle de l'ensemble du territoire.

Ainsi, les objectifs ont été réduits à 13 hectares par an pour l'habitat et à 4,2 hectares par an pour les ZAE.

- **Arbitrages après la consultation des PPA et l'enquête publique**

La consultation des personnes publiques associées puis l'enquête publique ont permis l'expression d'observations et d'arguments qui ont conduit les élus, après quatre réunions d'arbitrage, à procéder à des ajustements complémentaires dans le projet. Ces ajustements ont porté principalement sur la clarification d'objectifs mais également sur les ambitions de réduction de la consommation d'espaces.

Ainsi, l'objectif de 4,2 hectares par an pour les ZAE a été maintenu mais l'objectif de surface dédié à l'habitat a été réduit à 10,8 hectares par an.

Tableau récapitulatif des évolutions du SCoT :

	Consommation d'espace annuelle passée en extension	Objectifs annuels de modération de la consommation d'espace sur la période d'application du SCoT Période 2018-2030 (13 années pleines)		
		Objectifs du « PADD 1 »	Objectifs du « PADD 2 »	Objectifs du projet approuvé
HABITAT	15,7 ha / an entre 2009 et 2018 Ces 16 ha incluent les espaces agricoles, naturels et forestiers et les dents creuses (pas les phénomènes de densification spontanée (division de terrain, construction au fond du jardin...) constituant pour leur part une artificialisation des sols et non une consommation d'espace)	20 ha/an pour l'habitat et les équipements collectifs	13 ha/an pour l'habitat et les équipements collectifs	10,8 ha/an pour l'habitat et les équipements collectifs
EQUIPEMENTS	5 ha/an entre 2009 et 2018			
INFRASTRUCTURES		Non évalué	Non évalué	Non évalué
ZONES D'ACTIVITES ECONOMIQUES	3,7 ha /an entre 2009 et 2018	7 ha en extension	4,2 ha/an en extension	4,2 ha/an en extension
TOTAL par an	24,4 ha	27 ha	17,2 ha	15 ha
Total sur la durée du SCoT	/	350 ha	225 ha	195 ha
Nombre de logements neufs produits sur la période	148 lgts/an Dont 38% dans l'enveloppe urbaine	300 lgts/an Dont 20% dans l'enveloppe urbaine	280 lgts/an Dont 20% dans l'enveloppe urbaine	235 lgts/an Dont 40% dans l'enveloppe urbaine

Analyse comparative de la consommation d'espace passée et de la consommation d'espace projetée dans le SCoT

4. Annexe

Tableaux sur le choix de l'armature urbaine

Source : INSEE, Base Permanente des Equipements 2011				Communes sous influence niortaise																																
				Aigonnay	CELLES-SUR-BELLE	Fressines	Mougon	Praillès	St-Médard	Ste-Blandine	Thorigné	Beausais-Vitré	Mazières-sur-Béronne	MELLE	Paizay-le-Tort	Pouffonds	Sompt	St-Génard	St-Léger-de-la-Martinière	St-Martin-lès-Melle	St-Romans-lès-Melle	La Couraie	LA MOTHE-SAINT-HERAY	BRIOUX-SUR-BOUTONNE	Exoudun	Périgné	Secondigné-sur-Belle	Séguin	Vernoux-sur-Boutonne	Villefollet	Villiers-en-Bois	Le Vert	Les Fosses	Châté		
équipement	libellé équipement	gamme	domaine libellé																																	
A206	Bureau de poste, relais poste, agence postale	proximité	Services aux particuliers		1		1	1		1				1							1			1	1		1								1	
A301	Réparation automobile et de matériel agricole	proximité	Services aux particuliers		6	1	4			1	2			5	1					5	2	1		5	2		1	1							1	
AS01	Coiffeur	proximité	Services aux particuliers		4	1	3	1					1	8				1	2		1			6	2		2								2	
AS04	Restaurant	proximité	Services aux particuliers		3			1						4					2	1	1			2	2		1									
B101	Hypermarché + magasins de revêtements murs et sols	supérieure	Commerces																																	
B102	Supermarché	intermédiaire	Commerces		1														2	1				1												
B202	Epicerie, supérette	proximité	Commerces		2		1	1						1					1				2			1										
B203	Boulangerie	proximité	Commerces		2		1	1						2							1		2	2			1							1		
B204	Rotisserie, charcuterie	proximité	Commerces		1	2						1		3							1	1	2	2		1								1		
B205	Produits surgelés	supérieure	Commerces																																	
B206	Poissonnerie	supérieure	Commerces																																	
B301	Librairie, papeterie	intermédiaire	Commerces		2									4									1	1										1		
B309	Droguerie, quincaillerie, bricolage	intermédiaire	Commerces		2									1					2				1	1			1									
C104	Tous les niveaux	proxi-mité	Enseignement		1		1	1						1	1				1	1			1	1										1		
C108	Ecole élémentaire	proximité	Enseignement	1	3	1	1	1		1	1	1	1	3		1	1	1	1	1	1		2	1		1	1							1	1	
C201	Collège	intermédiaire	Enseignement		1									1						1			1	1												
C301	Lycée d'enseignement général et/ou technologique	supérieure	Enseignement											1																						
C302	Lycée d'enseignement professionnel + formation santé + autre formation continue	supérieure	Enseignement																																	
C303	Lycée technique et/ou professionnel agréé	supérieure	Enseignement									1		1											1											
C603	Formation professionnelle continue agricole	supérieure	Enseignement											1																						
C605	Centre de formation d'apprentis agricoles	supérieure	Enseignement											1																						
C609	Autre formation continue	supérieure	Enseignement																															1		
D101	Etablissement de santé de court séjour	supérieure	Santé											1																						
D102	Etablissement de santé de moyen séjour	supérieure	Santé											1																						
D103	Etablissement de santé de long séjour	supérieure	Santé																																	
D104	Etablissement psychiatrique	supérieure	Santé																																	
D106	Maternité	supérieure	Santé																																	
D107	Maternité	supérieure	Santé																																	
D108	Centre de santé + structures psychiatriques en ambulatoire	supérieure	Santé																						1											
D109	Hopitalisation à domicile	supérieure	Santé											2																						
D112	Hopitalisation à domicile	supérieure	Santé											1																						
D201	Médecin généraliste	proximité	Santé		3	1	3				1			7									3	4											3	
D202	Spécialiste en cardiologie	supérieure	Santé											6																						
D203	Spécialiste en dermatologie et vénéréologie	supérieure	Santé																																	
D204	Spécialiste en gynécologie médicale	supérieure	Santé																																	
D205	Spécialiste en gynécologie obstétrique	supérieure	Santé																																	
D206	Spécialiste en gastro-entérologie, hépatologie	supérieure	Santé																																	
D207	Spécialiste en psychiatrie	supérieure	Santé																																	
D208	Spécialiste en ophtalmologie	supérieure	Santé											1																						
D209	Spécialiste en oto-rhino-laryngologie	supérieure	Santé																																	
D210	Spécialiste en pédiatrie	supérieure	Santé																																	
D212	Spécialiste en radiodiagnostic et imagerie médicale	supérieure	Santé											2																						
D221	Chirurgien dentiste	proximité	Santé		2		1							2									1	2											1	
D231	Sage-femmes	supérieure	Santé											2																						
D232	Infirmier	proximité	Santé		5		2							2	1			3				2		4											2	
D233	Massueur kinésithérapeute	proximité	Santé		3									5									5	1			1								2	
D235	Orthophoniste	intermédiaire	Santé		2									1						1				1												
D236	Orthoptiste + orthographe + psychomotricien	supérieure	Santé											1																						
D237	Podologue	intermédiaire	Santé											1										2												
D301	Pharmacie	proximité	Santé		2		1							2									2	1			1								1	
D302	Laboratoire d'analyses médicales	intermédiaire	Santé											1									1													
D303	Ambulance	intermédiaire	Santé																1	1			1	1												
D401	Personnes âgées : hébergement	intermédiaire	Santé		1		1							3						1			2	1			1								1	
D402	Personnes âgées : soins à domicile	supérieure	Santé																																	
D403	Personnes âgées : service d'aide	intermédiaire	Santé		1									1										1												
D405	Personnes âgées : services de repas à domicile	intermédiaire	Santé																																	
D501	Garde enfants d'âge préscolaire	intermédiaire	Santé				1							1																						
D601	Enfants handicapés : hébergement	supérieure	Santé											1																						
D602	Enfants handicapés : soins à domicile	supérieure	Santé											1																						
D603	Adultes handicapés : hébergement	supérieure	Santé											1																					2	
D604	Adultes handicapés : services	supérieure	Santé											1																					1	
D605	Travail protégé	supérieure	Santé											1																						
D701	Aide sociale à l'enfance - Hébergement	supérieure	Santé		1																			1												
D703	CHRS Centre d'hébergement et de réadap. sociale	supérieure	Santé																																	
D709	Autre établissement																																			
E101	Taxi	proximité	Transports et déplacements	1	2	1	2							1			1	2										1								
F101	Bassin de natation	intermédiaire	Sports, loisirs et culture		1									1										1												
F102	Boulodrome	proximité	Sports, loisirs et culture		2	1		2		1	1	2	1	1	1				2					1	1	1	2	1			1				1	
F103	Tennis	proximité	Sports, loisirs et culture		1	1	1	1		1	1	1		1	1		1	1	1	1	1															

		communes hors influence niortaise																														
Source : INSEE, Base Permanente des Equipements 2011		Brieuil-sur-Chizé	Ardilleux	Aubigné	Bouin	Caunay	CHEF-BOUTONNE	Chussais-la-Pommeraye	Couture-d'Argenson	Crézières	Gournay-Loizé	Hanc	La Bataille	La Chapelle-Pouilloux	Les Alleuds	Limalonges	Lorigné	Loubigné	Loubillé	Mairé-Levescault	Melleran	Montalembert	Pers	Pioussay	Piboux	SAUZE-VAUSSAIS	Tillou	Villemain	Fontenille-St-Martin-d'Entraigues	Chail	Maisonnay	St-Vincent-la-Châtre
équipement	libellé équipement	gamme	domaine libellé																													
A206	Bureau de poste, relais poste, agence postale	proximité	Services aux particuliers				1		1							1					1					1	1				1	
A301	Réparation automobile et de matériel agricole	proximité	Services aux particuliers		1	1	4	2	2						1	1					1					5			3	1		2
A501	Coiffeur	proximité	Services aux particuliers				3									1				1	2					5						
A504	Restaurant	proximité	Services aux particuliers				4		1						1	2				1						6				1	1	1
B101	Hypermarché + magasins de revêtements murs et sols	supérieure	Commerces																							1						
B102	Supermarché	intermédiaire	Commerces				2																			1						
B202	Épicerie, supérette	proximité	Commerces																													
B203	Boulangerie	proximité	Commerces				4		1							1	1			1						2				1		
B204	Boucherie, charcuterie	proximité	Commerces				2																			1						
B205	Produits surgelés	supérieure	Commerces																													
B206	Poissonnerie	supérieure	Commerces																													
B301	Librairie, papeterie	intermédiaire	Commerces				1																			1						
B309	Droguerie, quincaillerie, bricolage	intermédiaire	Commerces				2													1						1						
C101	Ecole maternelle	proximité	Enseignement				1																			1						
C104	Ecole élémentaire	proximité	Enseignement				2	1	1		1					1	1			1	1			1		1			1	1	1	
C201	Collège	intermédiaire	Enseignement				2																			1						
C501	Lycée d'enseignement général et/ou technologique	supérieure	Enseignement																													
C502	Lycée d'enseignement professionnel + formation santé + autre formation continue	supérieure	Enseignement				1																									
C503	Lycée technique et/ou professionnel agricole	supérieure	Enseignement																													
C603	Formation professionnelle continue agricole	supérieure	Enseignement																													
C605	Centre de formation d'apprentis agricole	supérieure	Enseignement																													
C609	Autre formation continue	supérieure	Enseignement																													
D101	Etablissement de santé de court séjour	supérieure	Santé																													
D102	Etablissement de santé de moyen séjour	supérieure	Santé	1																												
D103	Etablissement de santé de long séjour	supérieure	Santé																													
D104	Etablissement psychiatrique	supérieure	Santé																													
D106	Urgences	supérieure	Santé																													
D107	Maternité	supérieure	Santé																													
D108	Centre de santé + dialyse	supérieure	Santé																													
D109	Structures psychiatriques en ambulatoire	supérieure	Santé				1																									
D212	Médecins généralistes à domicile	supérieure	Santé																													
D201	Médecin omnipraticien	proximité	Santé				5		2							1										4						
D202	Spécialiste en cardiologie	supérieure	Santé																													
D203	Spécialiste en dermatologie et vénérérologie	supérieure	Santé																													
D204	Spécialiste en gériatrie	supérieure	Santé																													
D205	Spécialiste en gynécologie obstétrique	supérieure	Santé																													
D206	Spécialiste en gastro-entérologie, hépatologie	supérieure	Santé																													
D207	Spécialiste en pédiatrie	supérieure	Santé																													
D208	Spécialiste en ophtalmologie	supérieure	Santé																													
D209	Spécialiste en oto-rhino-laryngologie	supérieure	Santé																													
D210	Spécialiste en pédiatrie	supérieure	Santé																													
D212	Spécialiste en radiodiagnostic et imagerie médicale	supérieure	Santé																													
D221	Chirurgien dentiste	proximité	Santé				2																			1						
D231	Sage-femmes	supérieure	Santé																													
D232	Infirmier	proximité	Santé				9		2																	4						
D233	Massueur kinésithérapeute	proximité	Santé				1																			2			1			
D235	Orthophoniste	intermédiaire	Santé				1																			1						
D236	Orthoptiste + odoptrothésiste + psychomotricien	supérieure	Santé																													
D237	Pédicure, podologue	intermédiaire	Santé				2																			2						
D301	Pharmacie	proximité	Santé				2		1																	2						
D302	Laboratoire d'analyses médicales	intermédiaire	Santé																													
D303	Ambulance	intermédiaire	Santé				2																			2						
D401	Personnes âgées : hébergement	intermédiaire	Santé				1		2							1										1						
D402	Personnes âgées : soins à domicile	supérieure	Santé																													
D403	Personnes âgées : service d'aide	intermédiaire	Santé																							1						
D405	Personnes âgées : services de repas à domicile	intermédiaire	Santé																													
D501	Garde enfants d'âge préscolaire	intermédiaire	Santé																													
D601	Enfants handicapés : hébergement	supérieure	Santé																													
D602	Enfants handicapés : soins à domicile	supérieure	Santé				1																									
D603	Adultes handicapés : hébergement	supérieure	Santé																													
D604	Adultes handicapés : services	supérieure	Santé																													
D605	Travail protégé	supérieure	Santé																													
D701	Aide Sociale à l'enfance - Hébergement	supérieure	Santé																													
D703	CHRS Centre d'héberg. et de réadapt. sociale	supérieure	Santé				1																									
D709	Autre établissement						1																									
E101	Taxi	proximité	Transports et déplacements																		1	1				1						
F101	Bassin de natation	intermédiaire	Sports, loisirs et culture				2																			1						
F102	Boulodrome	proximité	Sports, loisirs et culture				1				1					1				1						1	1					
F103	Tennis	proximité	Sports, loisirs et culture				1	1	1		1										1					2			1			
F106	Centre équestre					1						1																				
F107	Athlétisme	intermédiaire	Sports, loisirs et culture																							1						
F109	Parcours sportif	proximité	Sports, loisirs et culture																													
F111	Salle ou terrain multisports + ajout parcours sportif	proximité	Sports, loisirs et culture		1		3		1		1					1				2	1					2	1		2		2	
F113	Terrain de grands jeux	proximité	Sports, loisirs et culture				3	1	1		1			1		1		1		1	1		1			1		1		1	1	
F115	Salle ou terrain de sport spécialisé	intermédiaire	Sports, loisirs et culture				1																			1						
F117	Roller, skate, velo bicross ou freestyle	intermédiaire	Sports, loisirs et culture				1				</																					

Source : INSEE, Base Permanente des Equipements 2011				Chenay	Chey	LEZAY	Messé	Rom	Sepvret	St-Coutant	Ste-Soline	Vançais	Vanzay	Assières-en-Poitou	Chérigné	Ensigné	Jullé	Luché-sur-Brioux	Lusseray	Palczy-le-Chapt
équipem-ent	libellé équipement	gamme	domaine libellé																	
A206	Bureau de poste, relais poste, agence postale	proximité	Services aux particuliers			1		1												
A301	Réparation automobile et de matériel agricole	proximité	Services aux particuliers	1	2	5		2			1									2
A501	Coffeur	proximité	Services aux particuliers	1	1	5	1													
A504	Restaurant	proximité	Services aux particuliers		1	4														
B101	Hypermarché + magasins de revêtements murs et sols	supérieure	Commerces																	
B102	Supermarché	intermédiaire	Commerces			1														
B202	Épicerie, supérette	proximité	Commerces					1												
B203	Boulangerie	proximité	Commerces		1	2		1												
B204	Boucherie, charcuterie	proximité	Commerces			3														
B205	Produits surgelés	supérieure	Commerces																	
B206	Poissonnerie	supérieure	Commerces																	
B301	Librairie, papeterie	intermédiaire	Commerces			1														
B309	Droguerie, quincaillerie, bricolage	intermédiaire	Commerces			1														
C101	École maternelle	proximité	Enseignement			1			1											
C104	École élémentaire	proximité	Enseignement	1	1	1		1												1
C201	Collège	intermédiaire	Enseignement			1														
C301	Lycée d'enseignement général et/ou technologique	supérieure	Enseignement																	
C302	Lycée d'enseignement professionnel + formation santé + autre formation continue	supérieure	Enseignement																	
C303	Lycée technique et/ou professionnel agricole	supérieure	Enseignement																	
C403	Formation professionnelle continue agricole	supérieure	Enseignement																	
C605	Centre de formation d'apprentis agricole	supérieure	Enseignement																	
C609	Autre formation continue	supérieure	Enseignement																	
D101	Établissement de santé de court séjour	supérieure	Santé																	
D102	Établissement de santé de moyen séjour	supérieure	Santé																	
D103	Établissement de santé de long séjour	supérieure	Santé																	
D104	Établissement psychiatrique	supérieure	Santé																	
D106	Urgences	supérieure	Santé																	
D107	Maternité	supérieure	Santé																	
D108	Centre de santé + dialyse	supérieure	Santé																	
D109	Structures psychiatriques en ambulatoire	supérieure	Santé																	
D212	Hospitalisation à domicile	supérieure	Santé																	
D201	Médecin omnipraticien	proximité	Santé			7														
D202	Spécialiste en cardiologie	supérieure	Santé																	
D203	Spécialiste en dermatologie et vénérérologie	supérieure	Santé																	
D204	Spécialiste en gériatrie	supérieure	Santé																	
D205	Spécialiste en gynécologie obstétrique	supérieure	Santé																	
D206	Spécialiste en gastro-entérologie, hépatologie	supérieure	Santé																	
D207	Spécialiste en pneumologie	supérieure	Santé																	
D208	Spécialiste en ophtalmologie	supérieure	Santé																	
D209	Spécialiste en oto-rhino-laryngologie	supérieure	Santé																	
D210	Spécialiste en pédiatrie	supérieure	Santé																	
D212	Spécialiste en radiodiagnostic et imagerie médicale	supérieure	Santé																	
D221	Chirurgien dentiste	proximité	Santé			1														
D231	Sage-femme	supérieure	Santé																	
D232	Infirmier	proximité	Santé			5		1												
D233	Massueur kinésithérapeute	proximité	Santé			2														
D235	Orthophoniste	intermédiaire	Santé																	
D236	Orthoptiste + odoptrothésiste + psychomotricien	supérieure	Santé																	
D237	Pédicure, podologue	intermédiaire	Santé																	
D301	Pharmacie	proximité	Santé			3														
D302	Laboratoire d'analyses médicales	intermédiaire	Santé																	
D303	Ambulance	intermédiaire	Santé			1														
D401	Personnes âgées : hébergement	intermédiaire	Santé			1														
D402	Personnes âgées : soins à domicile	supérieure	Santé			1														
D403	Personnes âgées : service d'aide	intermédiaire	Santé			2														
D405	Personnes âgées : services de repas à domicile	intermédiaire	Santé																	
D501	Garde enfants d'âge préscolaire	intermédiaire	Santé			1														
D601	Enfants handicapés : hébergement	supérieure	Santé																	
D602	Enfants handicapés : soins à domicile	supérieure	Santé																	
D603	Adultes handicapés : hébergement	supérieure	Santé			2														
D604	Adultes handicapés : services	supérieure	Santé																	
D605	Travail protégé	supérieure	Santé																	
D701	Aide Sociale à l'enfance - Hébergement	supérieure	Santé																	
D703	CHRS Centre d'héberg. et de réinsert. sociale	supérieure	Santé																	
D709	Autre établissement																			
E101	Taxi	proximité	Transports et déplacements			1														
F101	Bassin de natation	intermédiaire	Sports, loisirs et culture			1														
F102	Boulodrome	proximité	Sports, loisirs et culture		1	1	2	1	1	1										1
F103	Tennis	proximité	Sports, loisirs et culture			2		1												1
F106	Centre équestre					1														
F107	Athlétisme	intermédiaire	Sports, loisirs et culture			1														
F109	Parcours sportif	proximité	Sports, loisirs et culture						1											
F111	Salle ou terrain multisports + ajout parcours sportif	proximité	Sports, loisirs et culture			2	1	2	1	1	1									
F113	Terrain de grands jeux	proximité	Sports, loisirs et culture	1	2	1		1	1		1	2				1				
F115	Salle ou terrain de sport spécialisé	intermédiaire	Sports, loisirs et culture																	
F117	Roller, skate, velo bicross ou freestyle	intermédiaire	Sports, loisirs et culture																	
F118	sport nautique																			
F201	Baignade aménagée																			
F202	Port de plaisance - Mouillage																			
F203	Boucle de randonnée			2	1			1	4	2	3	1		1		1		1		
F301	Cinéma + ajout terrain de golf	supérieure	Sports, loisirs et culture																	
G101	Agence de voyages																			
G102	Hôtel homologué			1																
G103	Camping homologué					1														
G104	Information touristique					1														
Total en nombre				7	10	64	4	13	9	4	6	3	0	1	0	2	0	1	0	5
Gamme de proximité				4	9	47	4	12	5	2	3	2	0	0	0	1	0	0	0	5
Gamme intermédiaire				0	0	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Gamme supérieure				0	0	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
non classé				3	1	3	0	1	4	2	3	1	0	1	0	1	0	1	0	0